

J. AULNEAU

---

HISTOIRE  
DE  
L'EUROPE CENTRALE



PAYOT, PARIS

106, BOULEVARD ST-GERMAIN

1926

*Tous droits réservés*

**HISTOIRE**  
**DE**  
**L'EUROPE CENTRALE**

## OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

---

- LA CIRCONSCRIPTION ELECTORALE.** — Etude historique, critique et de législation comparée. Un vol. grand in-8°, 450 p. (Paris, Rousseau, 1907). Prix de la ville de Poitiers.
- SUEZ ET PANAMA.** — In-8° (Paris, Alcan, 1909).
- LA POLITIQUE ORIENTALE DE L'ITALIE ET LE MAINTIEN DE LA TRIPLE-ALLIANCE.** — (Paris, 1910).
- AMÉRICAINS, RUSSES ET JAPONAIS EN MANDGHOURIE. LA LUTTE D'INFLUENCE.** — (Paris, 1911).
- LES ASPIRATIONS AUTONOMISTES EN EUROPE.** — (En collaboration). Un vol. in-8° (Paris, Alcan, 1913).
- LE CANAL DE PANAMA, L'EXPANSION ÉCONOMIQUE DES ETATS-UNIS ET LA CONQUÊTE DU PACIFIQUE.** — (Paris, 1913).
- SUEZ ET PANAMA.** — (Paris, 1913).
- GERMAINS CONTRE SLAVES.** — Brochure (Paris, 1914).
- LA TURQUIE ET LA GUERRE.** — Un vol. in-16°, avec une préface de M. Stéphen Pichon, ancien ministre des Affaires étrangères, 2<sup>e</sup> édit., revue (Paris, Alcan, 1917). Ouvrage couronné par l'Académie française (prix Montyon littéraire) et par l'Académie des Sciences morales et politiques (prix Drouyn de Lhuys), et honoré d'une souscription des Ministères des Affaires étrangères et de l'Instruction publique.
- AU FRONT BRITANNIQUE.** — Un vol. in-16° (Paris, la Renaissance du Livre, 1919). Ouvrage couronné par l'Académie française (prix Davaine) et honoré d'une souscription des Ministères des Affaires étrangères et de l'Instruction publique.
- LE RHIN ET LA FRANCE.** — Un vol. in-16° (Paris, Plon, 1921). Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques (Prix Le Dissez de Penanrun).
- LE DRAME DE L'ALLEMAGNE.** — Un vol. in-16° (Paris, Alcan, 1924). Ouvrage couronné par l'Académie française (prix Montyon littéraire).
-

*Premier tirage Septembre 1926. ■*

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation  
réservés pour tous pays.

Copyright 1926, by Payot, Paris,



## INTRODUCTION

---

La condition de l'Europe centrale domine la condition même de l'Europe. L'histoire, qui est la grande éducatrice des hommes, nous enseigne que cette partie de notre continent a été, depuis les âges les plus reculés, le centre de la politique européenne. Sa position géographique est exceptionnelle. Par suite du manque de précision de ses contours, elle s'ouvre sur la plaine russe, tandis que ses terrasses se confondent avec celles de la région française ou s'étendent vers les Balkans. Ses limites ont été tour à tour le Rhin, l'Oder, la Vistule ou l'Escaut, les Dolomites ou les Alpes de Transylvanie. Elle est une barrière entre les groupes du Nord et les groupes du Sud, de l'Ouest et de l'Est ; elle a été longtemps partagée entre deux grands empires qui, sans cesse, tendaient à s'accroître, dont les frontières étaient souvent indécises et n'étaient limitées que par la mer ou les Alpes. Elle renferme trois grandes races européennes et trois grandes religions, tous les climats et toutes les variétés de cultures et se trouve être ainsi la région la plus privilégiée de l'Europe. On peut dire, en effet, que tout s'y rencontre, s'y condense ou s'y égalise (1).

Cette situation toute particulière a permis à l'Europe centrale de jouer un rôle prépondérant dans la politique européenne dont elle a été, à différentes époques de l'histoire, le centre de gravité. Tandis que les États se fondent, disparaissent, s'agrandissent ou se restreignent, elle reste le témoin immuable des grands chocs de peuples, et les traités qui l'organisent établissent le statut politique et territorial de

(1) A. Himly. *Histoire de la formation territoriale des États de l'Europe centrale*, Paris-Hachette, 1876, 2 vol. in-8°, T. I, page 10.

tout notre continent. Bref, elle constitue, du fait de sa position, une liaison nécessaire entre l'Occident et l'Orient, entre les deux grandes zones de civilisation et de commerce de l'Europe. On voit quelle est l'importance des questions qui se rattachent à l'Europe centrale, combien son organisation rationnelle et juste est nécessaire à l'existence même des Etats européens.

Mais en faire l'histoire précise, méthodique, complète, nécessiterait une succession ininterrompue de volumes, puisqu'il faudrait étudier la vie de tous les peuples et de tous les gouvernements qui l'ont composée ou qui la constituent encore. Cette tâche, nous ne voulons pas l'accomplir sous cette forme, ce serait presque faire l'histoire de toute l'Europe. Où commence en effet et où finit l'Europe centrale ? Quelles frontières la délimitent ? Celles mêmes qui pourraient en fixer les contours ne la débordent-elles pas pour englober aussi les peuples voisins ? Elle n'est en effet ni un Etat, ni un assemblage d'Etats. Elle n'a vécu que dans l'imagination des conquérants ou des écrivains, elle est un concept et non une entité, elle sert à grouper certains peuples dans un but déterminé ou suivant des affinités, des ressemblances, des rapprochements. Elle a vécu l'espace d'un jour, ressusciterait-elle demain ? Et cependant, quelle influence cette question n'a-t-elle pas exercée sur toute la vie de l'Europe ? Elle a été génératrice de tant d'ambitions et de tant de guerres !

Faire l'histoire de ce qu'on peut appeler l'Europe centrale ou des Etats et des peuples qui y ont vécu, c'est plutôt montrer comment on a pu concevoir l'organisation politique et économique de cette partie de l'Europe, comment on a cherché à la réaliser pour que la paix, ce rêve éternel des hommes, y subsistât !

Certes, c'était une idée ingénieuse, après les conflits de la Rome antique, les guerres du Moyen-Age, de proclamer que les grandes puissances seraient égales entre elles, que leur immobilité dans cette égalité, que leur équilibre serait la garantie de l'indépendance et de la sûreté des petits Etats et que, par ce moyen, la paix régnerait.

Du moment où l'on ne fondait pas l'édifice européen sur l'idée d'un droit inné à chaque nationalité et inviolable, ce système était le plus équitable. L'Angleterre fut la première à l'appliquer, avec les Tudors et la Maison de Bourbon contre les envahissements de Louis XIV. Le traité de Westphalie fut la consécration de ce système. L'Empire fut pondéré par l'égalité entre deux religions et l'Etat parut l'être par la balance territoriale établie aux traités de Münster et des Pyrénées.

Louis XIV n'allait-il pas jeter bas ce système, péniblement échafaudé, en plaçant son petit-fils sur le trône d'Espagne ? Et l'on dut reprendre à Utrecht l'œuvre de pondération qui avait été établie aux traités de Westphalie. Puis c'est contre la Maison d'Autriche que s'allient les cabinets de Versailles et de Berlin. Mais aux traités de Westphalie, brusquement la France conclut un pacte avec son ennemi héréditaire contre son jeune rival devenu trop puissant et cette amitié semble être le gage le plus solide pour le maintien de l'équilibre et de la paix.

Cet équilibre ne fut que de brève durée. L'on recherche vainement quels embarras ce système a prévenus, quelles vues ambitieuses il a contenues, à quelles injustices il a su résister. L'équilibre n'est pas, en effet, une garantie de droit ; il veut qu'il y ait balance entre les forts, mais il faut alors des contrepoids, et ce sont les faibles qui les fournissent ; aussi l'opération tourne-t-elle à l'avantage des ambitieux et des puissants. C'est pourquoi la Prusse a profité jadis de ce système et a entraîné de son côté le plateau de la balance qu'il aurait fallu maintenir dans un état de parfaite stabilité (1).

L'erreur du système est, en effet, de raisonner sur les nations comme sur des choses inertes, sans tenir compte de leur âme, de leur évolution politique. Il applique ainsi au monde de l'intelligence et des passions le mécanisme des corps inanimés. Il impose la guerre en principe comme l'état normal du monde ; c'est la négation du droit et le triomphe définitif de la force. Au nom de l'équilibre, furent consommés les partages de la Pologne, et le vieux système n'em-

(1) Albert Sorel. *L'Europe et la Révolution française*, 8 vol. in-8° Paris-Plon, t. I, 1897, p. 34

pêcha ni les guerres de Louis XIV, ni celles de Napoléon ; il laissa créer l'équilibre factice du Congrès de Vienne qui dépouillait les faibles au profit des forts et éveillait toutes les haines.

De son côté, l'idée de nationalité, comme base de la paix, a laissé s'accomplir les pires conflits. Celui de 1914, le plus grandiose comme le plus odieux de tous, en est une preuve. Pour se libérer de leurs entraves, les peuples se sont jetés les uns contre les autres ; et, au nom de l'idée d'expansion, le Slavisme et le Pangermanisme sont entrés en lutte. Le nationalisme du monde antique, qui reconnaissait au moins la sainteté des traités, était moins audacieux, moins dangereux que ce nationalisme moderne exaspéré (1). Voilà où a mené de nos jours l'extension abusive du principe des nationalités, juste en soi, mais qui, poussé à ses ultimes conséquences, bouleverserait les nations les plus anciennes et les mieux établies.

Bref, l'organisation de l'Europe centrale est-elle une question d'équilibre, ainsi que maints traités l'ont affirmé, ou bien réside-t-elle dans une équitable satisfaction accordée aux ambitions nationales des peuples qui habitent ce territoire ? Peut-on, au contraire, la concevoir sous la forme de pactes économiques entre tous les peuples de l'Europe, car les ententes commerciales, conclues sur la base des intérêts justement compris et sauvegardés, sont encore la meilleure façon de prévenir les conflits ?

Croit-on aujourd'hui que les vieilles lois de l'équilibre européen peuvent garantir la paix du monde et satisfaire la conscience publique ? On comprend tout autrement qu'après la guerre de Trente Ans, les attributs de la souveraineté, les droits des sujets, la solidarité des nations entre elles. C'est la victoire qui a créé ce principe de solidarité plus vaste et plus fécond entre les peuples épris de justice et de paix. La poli-

(1) Guglielmo Ferrero. *Le Génie latin et le monde moderne*. 1 vol., Paris-Grasset, 1917, p. 321. — Comp. Paul Deschanel. *La France victorieuse*, 1 vol. in-16°, Paris-Fasquelle, 1919, p. 149. — De Morgan. *Essai sur les nationalités*, 1 vol. in-8°, Berger-Levrault, 1917, p. 26 et A. Gauvain. *L'Europe au jour le jour*, 14 vol. in-8°, Paris-Edit. Bossard, 1921, t. X, p. 149.

tique de l'équilibre a été plutôt une politique de chancellerie ; celle de la solidarité est une politique des peuples inspirée par les penseurs et les artistes (1).

Quoi qu'il en soit, il y a différentes considérations dont il faut tenir compte quand on approfondit ce difficile problème de l'organisation de l'Europe centrale, aussi devions-nous poser, au début, quelques idées directrices.

En étudiant maintenant ce qu'a été l'Europe centrale, depuis les origines les plus lointaines jusqu'au moment présent, nous pourrons peut-être projeter quelque lumière sur des questions aussi complexes, afin de ne pas arriver trop timidement aux conclusions qui s'imposent et qu'attend tout esprit clair et impartial !

Quels bouleversements n'a pas connus l'Europe centrale ? Mais, à la différence de certaines autres parties de l'Europe, le même Etat y a longtemps dominé. Après que l'Empire romain se fût écroulé sous les coups répétés des barbares, que l'Empire de Charlemagne lui eût succédé, les poussières de souverainetés issues de cet Empire finirent par s'agglomérer tantôt par le jeu des mariages, des successions ou des partages, tantôt par le recours à la force brutale et à la conquête. Des seigneuries puissantes se constituèrent, qui furent les sources et les origines des grandes monarchies de l'ère moderne.

Mais voici qu'un Etat très puissant se crée au centre de l'Europe. L'Allemagne y fonde là cet Empire, héritier des empereurs d'Occident, qui sans cesse tend à s'accroître, ses limites indécises semblant englober toute une partie de l'Europe. Mais cet Empire universel menace bientôt la liberté des Etats voisins. Ceux-ci s'unissent, se coalisent, pour maintenir une juste proportion, un équilibre de puissance qui sauvegardera leur indépendance. De là des coalitions, des alliances, qui se formèrent en Europe au cours des siècles pour réprimer des ambitions trop grandes, pour lutter contre les débordements de la Maison d'Autriche, contre ceux de

(1) Discours de M. Cornejo, Ministre du Pérou, à la Société des Gens de Lettres, le 4 mars 1923.

l'Empire de Napoléon, de l'Empire de Bismarck, tous héritiers des traditions de Charlemagne ou du monde romain défiguré et transformé.

Lorsque plusieurs souverainetés seront en présence, elles chercheront d'instinct à s'équilibrer. La crainte de voir autrui s'agrandir amènera chaque Etat à obtenir par l'entente la force de résistance nécessaire pour faire contrepoids aux menaces des ambitieux aussi bien dans la vie intérieure des Etats que dans leurs rapports extérieurs ; on voit chaque parti, chaque souveraineté indépendante faire appel à l'union pour garantir sa propre existence. L'alliance ainsi conclue pourra être modifiée le jour où une situation nouvelle aura fait naître un péril nouveau là où l'on croyait auparavant avoir toute garantie de sécurité. Il se crée ainsi une balance de forces entre les Etats qui veulent se préserver de la domination d'un seul — ce que Gentz appelait le système des contrepoids, et Ancillon, le « système des contre-forces ».

Bref, un équilibre de forces apparaît comme nécessaire dans l'Europe centrale, où plusieurs souverainetés ont été en présence, mais il n'a existé qu'autant qu'il y a eu, non pas prépondérance, mais partage et division des forces. Or, à plusieurs époques, cet équilibre a été rompu au profit d'un Etat plus puissant qui imposait sa loi aux autres.

Mais comment les différents empires qui se succédèrent les uns aux autres, se ressuscitèrent les uns les autres, organisèrent-ils l'équilibre de l'Europe centrale ? Comment la Prusse, qui s'identifia avec l'Empire allemand et dont la France, accrochée désespérément à ses limites naturelles du Rhin, ne sut pas contenir l'expansion, a-t-elle voulu à son tour dominer l'Europe centrale ? Cette Prusse, dont la volonté agissante rencontre, pour poursuivre ses desseins ambitieux, un point d'appui à Vienne, ville d'idées et de traditions allemandes, et engage une lutte désespérée, au nom d'une race supérieure, contre la force mystérieuse, mais agissante, du nationalisme slave !

Ces deux grands courants de races qui se heurtent, Pan-germanisme et Slavisme, voilà déjà une petite explication du problème si complexe de l'Europe centrale.

Mais tous les Etats, peu à peu, s'élèvent ou disparaissent par la conquête. La torche incendiaire de Bellone se promène de toutes parts. A l'association de cités qu'était l'antiquité a succédé une association d'Etats, mais ces Etats sont-ils libres d'éviter ce qu'ils redoutent le plus, la guerre, ce tourment éternel de l'humanité qui souffre, qui peine et qui lutte ?

Comment pourrions-nous concevoir l'équilibre de l'Europe centrale et sous quelle forme se traduira-t-il ? Un autre empire, aussi puissant que celui de Rome, ne régnera-t-il pas à son tour, déchaînant des guerres sanglantes et répétées, ou bien ces vastes contrées resteront-elles partagées entre plusieurs nations, vivant dans une égalité presque absolue ou dans une équivalence de forces, c'est-à-dire en paix, et dont la sagesse suffira à restreindre les ambitions ?

Cette organisation de l'Europe centrale se peut-elle concevoir avec une limitation de puissance pour les Etats qui la composent ? Du Rhin à la Vistule, des Alpes à la Mer Blanche, qui gouvernera les peuples ? Subiront-ils une loi commune, ou bien chaque nationalité, chaque race, chaque religion se donnera-t-elle à elle-même les lois qui lui conviennent, respectant les idées, les aspirations, les mœurs de ses voisins immédiats ?

Recherchons dans l'étude du passé comment s'est organisée l'Europe centrale. Voyons quelle a été l'application des principes que nous venons d'exposer. Nous trouverons peut-être là les enseignements de l'avenir.

---

*PREMIÈRE PARTIE*

---

LA CONSTITUTION DE L'EUROPE CENTRALE  
L'EMPIRE DE CHARLEMAGNE  
ET LE  
SAINT EMPIRE ROMAIN DE NATION GERMANIQUE



## CHAPITRE PREMIER

### LES ORIGINES

#### QUELLE RACE DOMINE EN EUROPE CENTRALE ?

---

Dans l'Europe centrale se sont entassées, superposées et enchevêtrées toutes les races que, tour à tour, y déversaient les invasions. Plus attirantes étaient ces contrées, du fait de leur constitution géographique et géologique, plus les races s'y mélangeaient et l'on ne retrouve la pureté ethnique que dans les contrées ingrates et reculées. Ainsi le mélange des races qui est la caractéristique de cette partie de l'Europe apparaît comme un facteur de développement et d'enrichissement. Mais ces groupes d'invasion, quelles traces ethniques ont-ils laissées ? Presque partout les souvenirs anthropologiques ont disparu. Qui dira aujourd'hui ce que sont devenus, par exemple, les Wisigoths qui s'établirent, en l'an 376, sur le Danube, qui se rencontrèrent ensuite sur la Loire et en Espagne ? Presque partout les races les plus pures se sont laissé pénétrer par le sang étranger. De plus en plus les mélanges se sont accentués en Europe ; aux dolichocéphales de types divers s'ajoutèrent les brachycéphales et, sauf dans de hautes vallées pauvres et isolées, préservées de tout contact par le fanatisme religieux ou les coutumes ancestrales, on ne rencontre plus trace d'un pourcentage important d'individus de même type (1). Si l'on étudie la structure ethnographique de l'Europe et de l'Europe centrale en particulier, il faut donc se garder de conclure à la présence d'une race déterminée dans un endroit précis, parce que là, un certain

(1) Voir Eugène Pittard, *Les Races de l'Histoire*, 1 vol. gr. in-16\*, Paris. La Renaissance du Livre, 1924, *Avant-propos* par Henri Berr, p. XII.

jour, une invasion s'est produite. Les Germains ont abusé d'un tel raisonnement, prétendant retrouver dans la population d'un pays qu'ils ont occupé, il y a plusieurs siècles, leur véritable type, alors que souvent cette population n'est germanique que par la langue qu'elle parle. Il ne faut pas remplacer les caractères ethniques par des étiquettes politiques et plier l'anthropologie aux fins déterminées d'une assimilation toute conventionnelle. Qui pourra dire que les masses en mouvement, qui ont produit les invasions et qu'on a appelé germaniques, appartenaient sans contestation possible à des races germaniques, comme les Alamans par exemple, qui n'en possédaient aucun des caractères morphologiques? (1).

De même, il est vain d'affirmer la supériorité sociale d'une race, parce qu'elle possède un certain indice céphalique, une grande stature, la couleur blonde des cheveux, la couleur des yeux (type dolichocéphale-race nordique ou germanique). Les théories de M. de Gobineau, tant de fois reprises par les Allemands, affirmant la supériorité de l'*Homo Europeanus* par opposition à l'*Homo Alpinus* n'ont aucun caractère scientifique. Il faut être prudent dans les affirmations ethniques ; il y a de grosses incertitudes dans les origines et les classifications des races, et l'incertitude est même encore plus grande, si l'on veut déterminer quelle race est apparue la première dans l'histoire et sur quel continent elle est apparue exactement, à quelle époque sont nés les premiers Européens, quelle race même a peuplé la France à l'époque quaternaire, il y a des milliers d'années, quelle langue elle parlait ; bien des races avaient habité l'Europe centrale avant que le Germain ne s'y superposât. Et cependant, il n'y a pas d'autres parties du monde comme l'Europe qui contiennent des restes humains aussi anciens.

D'où il suit qu'il n'y a pas entre Européens, à proprement parler, de questions de races. La langue semble créer une délimitation entre les races, elle ne constitue cependant pas la nationalité comme le disent les Allemands.

On parle d'antagonisme entre le Germanisme et le Sla-

(1) *Ibid.*, p. 15, 16, 20, 22, 96.

visme ; ces deux mots ne sont qu'une expression, qu'une formule pour mieux concrétiser une chose abstraite, car il n'y a pas de race germanique pure ni de race slave pure. En réalité, cette lutte s'exerce entre deux moitiés d'un même mélange ethnique qui parfois ont la même communauté d'aspirations et de pensées, et non entre deux races absolument distinctes et bien délimitées (†).

Si l'on applique à l'Europe centrale ces considérations générales, on constatera combien il est difficile de se prononcer sur les races qui l'habitaient à l'origine. Les géographes anciens ne nous servent guère, puisque certains prétendent que ces pays étaient désertiques, d'autres qu'ils étaient remplis d'abeilles qui empêchaient d'y pénétrer. Si nous ignorons quels premiers hommes occupaient ces contrées, nous savons que les populations qui s'ébranlèrent des régions septentrionales ou orientales du continent, de l'Asie notamment, remplacèrent ces peuplades primitives, arrivant chez elles comme des avalanches avec les Germains, les Huns, les Slaves. D'autres les avaient précédées, dont nous ne connaissons rien. Parmi ces populations germaniques qui se fixent dans ces pays, et dont le nom s'est étendu improprement à beaucoup de tribus similaires, qui pourrait affirmer qu'elles étaient de race germanique vraiment pure ? L'anthropologie n'ose se prononcer (2). Les faits historiques eux-mêmes viennent prouver que l'Allemagne n'est point peuplée sur toute sa surface par une même race, non seulement du fait d'adjonctions de territoires habités par d'autres races, mais parce que le pays a été longtemps traversé au Midi et à l'Ouest par des populations très différentes.

Lorsque les envahisseurs pénétrèrent dans les régions occupées par l'Autriche actuelle et sur les bords du Danube, refoulant les générations préhistoriques, ils se mêlèrent à elles, et l'on ne peut déterminer exactement à quel point les

(1) Voir à ce sujet les remarquables études de MM. Jean Brunhes et Camille Vallaux. *La Géographie de l'histoire*, 1 vol. in-8°, Paris-Alcan, 1921, p. 583, 596, 597, 643. — Jules Sageret. *Philosophie de la Guerre et de la Paix*, 1 vol. in-8°, Paris-Alcan, 1913, p. 81-84 et suiv. — Eugène Pittard. *Ibid.*

(2) Eugène Pittard, *Ibid.* p. 99. 191.

Slaves qui, à côté des Hongrois et des Roumains, peuplent l'Europe centrale, sont de race pure. La colonisation allemande s'implanta dans ces pays avec les Bavarois notamment, mais ceux-ci n'y pénétrèrent que légèrement et les Hongrois furent arrêtés par les masses slaves.

Certains distinguent même, au point de vue ethnographique, les Autrichiens des Allemands, car ils ne présentent pas les mêmes caractéristiques morphologiques. De même quelques-uns affirment que le groupe des Slaves de Bohême et celui des Slaves du Sud n'ont point d'origine commune avec les Slaves du Nord, beaucoup, parmi ces populations, sont purement des slavisés dont on connaît mal les provenances ethniques. Et cependant la Russie impérialiste s'est longtemps servie des Slaves pour ses desseins de conquête, prétendant s'assimiler tous ces frères de même race dans sa route sanglante vers Constantinople, au grand dommage de l'Europe.

Ce n'est donc point au nom de l'ethnographie, au nom de la science qu'une nationalité peut prétendre à la domination de l'Europe centrale, qu'elle peut avoir l'ambition de l'organiser au profit de ses intérêts particuliers. Il y a d'autres motifs, comme nous allons le voir. C'est la conquête et la conquête seule, qui a, pendant des siècles, disposé, au profit de quelques individus, des peuples qui vivent au centre de l'Europe, mais cette conquête, la victoire de 1918 l'a solennellement condamnée.

---

## CHAPITRE II

### LES INVASIONS. L'EMPIRE DE CHARLEMAGNE HÉRITIER DE L'EMPIRE ROMAIN

---

Lorsque Rome porta ses armes victorieuses au-delà des Alpes, elle trouva, dans l'Europe centrale, la peuplant déjà, la race germanique. Cette race y était en majorité, comme de nos jours, mais elle avait été précédée par d'autres populations.

Les Celtes avaient envahi l'Europe centrale succédant à d'autres peuplades, peut-être de souche finnoise, sur lesquelles la science de l'ethnographie n'a que peu de renseignements.

Ils occupaient, semble-t-il, le pays des Hyperboréens (pays entre les Alpes et l'Atlantique) entre les Ligures à l'Ouest et les Scythes à l'Est. Les Scythes apparaissent en Europe vers le IX<sup>e</sup> siècle avant J.-C. ; les historiens mentionnent les Celtes au VII<sup>e</sup> (?) siècle avant J.-C. (Hérodote en parle au V<sup>e</sup> siècle). Les Germains sont soumis sinon à leur influence, du moins à leur domination et l'on a peine même à les distinguer des Celtes ; cette subordination se traduit aussi dans leur langue (1).

On ne sait pas comment les Germains remplacèrent les Celtes, quelles furent les luttes entre ces deux races. L'histoire est sobre de détails ; on sait seulement que les Germains, dont le parler avait fait plusieurs emprunts au vocabulaire celtique, refoulèrent les Celtes au-delà du Rhin et du Danube quelque cinq ou six siècles avant J.-C. Au I<sup>er</sup> siècle,

(1) Lavissee. *Histoire de France*, t. I, 2<sup>e</sup> partie, p. 24 et d'Arbois de Jubainville, *Les premiers habitants de l'Europe*, 2 vol, gr. in-8°, Paris-Thorin, 1889, t. I, p. 234 et suiv. et t. II, p. 329.

les Germains étaient établis sur la rive gauche du Rhin, les Vandales, les Némètes, qui franchirent ce fleuve, étaient de pur sang germanique.

Sous Auguste, Tibère et Drusus, la Germanie, à l'Est du Rhin, est conquise par les généraux romains ; l'Elbe même est atteinte, tandis que les pays situés entre les Alpes et le Danube sont incorporés à l'Empire. Mais l'occupation de la Germanie proprement dite par les Romains ne fut jamais durable. Les légions de Varus furent détruites dans la forêt de Teutobourg, et malgré l'expédition victorieuse de Germanicus, pour venger ce désastre, les successeurs d'Auguste ne purent annexer ces contrées rebelles.

Cette Germanie indépendante allait des provinces romaines du Rhin et du Danube jusqu'à la mer du Nord (mer Germanique) et la mer Baltique (mer Suève) ; elle était moins vaste que l'Allemagne moderne du côté de l'Ouest et du Sud, et la basse Germanie, à la différence de l'époque actuelle, était plus étendue que la haute Germanie.

Ces Germains menaceront peu à peu les possessions romaines. Dès le règne de Marc-Aurèle, ils se montrent sur le Danube ; une invasion germanique plus désastreuse s'étend sur la Gaule, sur l'Italie pendant la domination des trente tyrans. Si les Empereurs, Claude, Aurélien, Probus, rétablirent l'ascendant romain, ils ne purent maintenir intactes leurs frontières, durent céder quelques provinces et ne réussirent à arrêter le flot germanique qu'en faisant des concessions territoriales, en acceptant des colons germains, en incorporant les Barbares dans leurs armées.

Ces Barbares ne sont pas seulement employés à défendre l'Empire, mais aussi à le cultiver, à le coloniser. Celui-ci manque de bras ; plusieurs territoires sont incultes, ces robustes cultivateurs vont les exploiter. L'Etat installe les Germains dans des domaines dont ils assureront la prospérité.

Pour ces Germains, « l'Empire n'est pas un ennemi, c'est une carrière ; individus, familles, bandes, peuples y venaient chercher fortune ». La puissance de Rome s'impose à eux, ils ne veulent point supprimer le pouvoir impérial qui leur assure prospérité et richesse, ils ont confiance dans sa force

et sa durée, ce pouvoir leur est même réservé. Rome absorbe ceux qu'elle a vaincus, mais en se livrant à elle. « Elle a reçu dans son sein ceux qu'elle avait vaincus, et se conduisant en mère, non en reine, a donné un même nom à tout le genre humain ; de ceux qu'elle a domptés, elle a fait des citoyens, elle a réuni par des liens sacrés les peuples éloignés » (Claudien). Mais le jour où les Barbares, devenus plus nombreux à la suite d'autres invasions, parleront en maîtres, comment Rome, qui leur avait tout abandonné, leur résistera-t-elle ?

Au IV<sup>e</sup> siècle avant les grandes invasions tudesques précipitées par le choc des Huns, le Rhin et le Danube forment encore la frontière entre les mondes romain et germanique. Les provinces romaines sont très délimitées, bien organisées sous la hiérarchie de fonctionnaires. Les peuplades germaniques elles sont cantonnées au hasard dans la plus grande incertitude.

Dans la seconde moitié du IV<sup>e</sup> siècle, les Huns, qui font partie de la famille des Tatars, pénètrent en Europe, poussant d'autres peuples devant eux, Francs, Alamans, Burgondes, Vandales, Marcomans ; toutes les peuplades germaniques menacent l'Empire sur le Rhin et le Danube. La lutte durera 500 ans, et le monde romain succombera finalement sous la poussée des peuples qui, en l'an 406, franchissaient le Rhin en hordes pressées. Ce fut la lente agonie de l'Empire, et lorsque Rome aura été vaincue, occupée même par le farouche Alaric, des royaumes puissants, mais éphémères, se fonderont en Gaule, en Italie, en Espagne. Mais le fait le plus important, c'est la domination d'une peuplade germanique, celle des Francs, qui prendra possession des anciennes provinces romaines à l'Ouest du Rhin et au Sud du Danube, et fondera un nouvel empire en Europe, tandis que la race slave envahira la partie orientale de l'ancienne Germanie. Dès le VI<sup>e</sup> siècle, les tribus slaves ont refoulé les Germains, se sont avancées sur l'Elbe, le Mein et le Danube ; la race tudesque recule, n'occupant plus que la partie occidentale de la Germanie primitive et les pays romains du Rhin et du Danube. Là se fixeront les Bavaois, les Alamans, les

Saxons, les Thuringiens, les Francs. C'est la puissance des Francs qui fera la loi dans ces contrées jusqu'à la constitution d'un royaume particulier de Germanie.

C'est le chef d'une des tribus franques, les Francs Saliens, qui va fonder une grande monarchie englobant la majeure partie des Gaules. Après la défaite des Alamans, à Tolbiac, Clovis étendra la domination franque sur une partie de la Germanie, les contrées riveraines du Mein et du Neckar, et imposera sa suzeraineté au reste du pays. Avec les descendants de Clovis, les progrès des Francs se développèrent encore, le royaume des Thuringiens disparut, les ducs de Bavière reconnurent la suprématie des Francs, seuls les Saxons restèrent indépendants. Les Francs avaient soumis la Germanie, s'étaient avancés jusqu'au Danube et à l'Elbe près du monde slave. Avec leurs conquêtes s'ouvre l'histoire de l'Allemagne. La période des invasions est pour ainsi dire close : l'Europe centrale prend peu à peu une physionomie plus nette.

Les peuplades germaniques restent tributaires des Francs et les Slaves n'ont pas encore commencé leurs incursions au-delà de l'Elbe. Au XI<sup>e</sup> siècle, l'invasion des Avars menace, il est vrai, la Germanie. Ces Barbares d'Asie apparentés aux Huns se jettent sur la Thuringe, à la mort de Clotaire I<sup>er</sup>, mais concluent bientôt un traité d'amitié avec Sigebert et se fixent sur le Moyen-Danube, puis après une nouvelle invasion sous Brunehaut, en Pannonie.

Vers l'an 600, les Slaves s'avancent jusqu'à l'Elbe et la Gaule et fondent des colonies dans le bassin du Mein, occupent la Bohême, la Styrie, la Carinthie où Croates, Slovènes, Tchèques, Sorabes étaient alors soumis aux Ostrogoths et aux Avars, lorsqu'un Franc, du nom de Samo, parti de chez eux pour faire du commerce, les délivra de la domination des Avars, fut élu roi, et battit les armées de Dagobert. Dagobert organisa, pour les contenir et comme Marche d'avant-garde, le duché de Thuringe. C'est le début de la longue lutte entre les Germains et les Slaves.

Mais l'Empire mérovingien s'affaiblissait. Les nouveaux souverains n'avaient aucune autorité, la Neustrie et l'Austrasie étaient en opposition et en querelles perpétuelles, les tri-



bus germaniques reprenaient de l'indépendance et, avec les derniers rois fainéants, on pouvait prédire la ruine certaine de l'Empire de Clovis.

Les Carolingiens, mettant fin aux rivalités de la Neustrie et de l'Austrasie, sauvèrent la monarchie franque de la décadence absolue en lui incorporant de nouveaux territoires et la firent régner sur la Germanie entière. Tels furent les résultats des conquêtes des prédécesseurs de Charlemagne : Pépin d'Héristal, Charles-Martel, Pépin-le-Bref. La soumission complète de la Germanie et sa conversion au christianisme, qu'ils avaient préparées, seront réalisées par Charlemagne.

Le grand empereur va mettre fin aux luttes des tribus en Allemagne, paralyser les invasions, donner à la Germanie sa physionomie d'Etat après avoir achevé la conquête du territoire romain et fonder un nouvel Empire, héritier de l'Empire romain, qui s'étendra, depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oder et à la Tisza, et des mers du Nord et de la Baltique jusqu'à la Méditerranée, dominant non seulement l'Europe centrale, mais même l'Europe occidentale et l'Europe méridionale, continuant l'œuvre commencée par Pépin le Bref.

Charles entre en Italie pour délivrer le Pape Hadrien et ses provinces de la domination des Lombards, et prend, le 5 juin 774, le titre de roi des Lombards. Mais la tâche que les Francs avaient accomplie en Italie ne devait pas leur faire oublier celle qu'ils avaient entreprise en Germanie.

La longue guerre contre les Saxons, commencée en 774, ne se terminera qu'en 785 par le baptême de Witikind « chef des Saxons ». En 788, la Bavière sera domptée ; en 791, ce sera l'expédition contre les Avars qu'il faudra huit ans de guerre pour soumettre ; les Francs descendirent jusqu'au confluent du Raab et du Danube.

Charles dut tourner bientôt ses armes contre les Slaves afin de protéger la Saxe dévastée par ces nouveaux Barbares. Les Francs construiront, pour arrêter les incursions slaves sur les bords de la Saale et de l'Elbe, deux châteaux qui deviendront Halle et Magdebourg. Pour conserver sa conquête en Germanie, Charles organisera les Marches : Marches

de Frioul, de Pannonie, de Danie, des Sorabes ; la Prusse et l'Autriche vont naître de ces cantons militaires soumis à des Margraves.

Il étend ainsi sa domination sur les Gaules, l'Italie, la Germanie. Tout le monde germanique dépend de lui et il est maître de Rome ; l'Etat qu'il administre ressemble à l'Empire romain ; la conquête carolingienne a ravivé le souvenir de l'Empire.

Le titre d'Empereur est bien celui qui convient au puissant Charlemagne. Mais peut-il reprendre désormais la dignité impériale abandonnée par Rome ? Voici précisément qu'à Constantinople, après la mort violente de Constantin VI, règne une femme, Irène, et que Léon III a succédé à Rome au Pape Hadrien. L'Empire semble vacant. Charlemagne couronné à Rome va ressusciter l'Empire d'Occident. Afin de reprendre l'Empire d'Orient, il pense épouser Irène : il assurerait ainsi l'unité de l'Empire ; mais Irène est reléguée dans un cloître et les négociations avec les empereurs de Byzance ne donneront aucun résultat. Il sembla, comme aux derniers temps de Rome, que deux empires allaient coexister, la restauration d'un empire unique étant devenue chose impossible par suite de l'opposition qui existait désormais entre les institutions et les mœurs.

---

## CHAPITRE III

### LE TRAITÉ DE VERDUN ET LA NOUVELLE CONSTITUTION DE L'EUROPE CENTRALE

---

L'Empire de Charlemagne portait en lui-même des causes de ruine. Les seigneurs, comtes, évêques, eurent peu à peu une juridiction, un pouvoir propres. Les groupes qui leur furent soumis et qui avaient envers eux des obligations, étaient soustraits à l'autorité du roi et peu à peu devenaient indépendants ; ce sera là l'origine de la féodalité, et cette féodalité provoquera le morcellement de l'Empire.

D'autre part les nationalités qui le composent, qui ont gardé leurs coutumes, leurs lois, leurs souvenirs, s'insurgent contre l'unité. Les Germains, au IV<sup>e</sup> siècle, ne formaient que des tribus, Charlemagne, en groupant ces tribus, a préparé l'unité ; il en est de même en Gaule et en Italie, ce fut le résultat de ses conquêtes. Alcuin appelle l'Empereur roi de Germanie, de Gaule et d'Italie. La communauté de foi ne suffit plus à maintenir l'unité.

En même temps l'Austrasie s'affaiblit de plus en plus, la Germanie se renforce et tend à l'indépendance. Puis la coutume germanique du partage assurera le morcellement de l'héritage impérial.

Déjà Charlemagne s'est inquiété de sa succession. Suivant l'usage germanique, il a procédé au partage de l'héritage qu'il laissait à ses trois fils : Charles, Pépin et Louis. Louis, sacré roi à Rome, ainsi que Pépin, en 781, reçut l'Aquitaine, la Gascogne, la Septimanie, la Provence, les comtés de Nevers, Châlons, Lyon ; Pépin reçut l'Italie, la Bavière et la

partie de l'Alémanie située au Sud du Danube. Charles, sacré, en l'an 800, se vit attribuer le reste du Royaume : la Francie, la Bourgogne, la Neustrie, l'Austrasie, la Thuringe, la Saxe, le Nordgau. Mais Pépin d'Italie mourait, en juillet 810, et Charles, l'année suivante. Louis le Débonnaire se trouvait seul héritier ; faible de caractère, il était incapable de soutenir l'effort que Charlemagne avait fait pour discipliner l'Empire. Il sacrifia lui aussi à la coutume germanique, et, quoique jaloux des limites de l'Empire, il décida de le partager entre ses trois fils, Lothaire, Pépin et Louis.

Il attribua à Pépin l'Aquitaine et la Gascogne, la Marche de Toulouse. Louis obtint la Bavière, les pays des Avars, des Slaves, des Carinthiens. Lothaire devint (817) l'associé de l'Empire et ses deux frères lui furent soumis ; Bernard, fils d'un bâtard de Charlemagne, gardera d'Italie ; Lothaire, couronné à Aix, portera le titre d'Auguste avec le diadème impérial comme héritier de la puissance paternelle.

D'un nouveau mariage avec Judith de Bavière, Louis le Débonnaire eut un fils, Charles, qu'il voulut doter en brisant la constitution de 817. A Worms, en 829, il donna à Charles l'Alémanie, l'Alsace, la Rhétie, une partie de la Bourgogne ; Lothaire est relégué en Italie et son nom effacé des actes officiels.

Les fils de Louis se révoltèrent contre le partage de Worms, reprochant à l'Empereur d'avoir violé le pacte d'Aix-la-Chapelle ; il fit amende honorable à Compiègne (mai 830). Ceux-ci se coalisèrent contre leur père qui abdiqua, mais pour être bientôt rétabli sur le trône, car la coalition était des moins solides.

Une fois sur le trône, il n'a qu'une pensée, donner à Charles le plus beau de ses royaumes. Il dépouille son fils Louis, de la Saxe, de la Thuringe, de l'Austrasie, et de l'Alémanie. Pépin étant décédé, la Monarchie carolingienne est, par la convention de Worms, divisée en deux parties (30 mai 839). Lothaire reçoit la partie orientale et Charles la partie occidentale. Lothaire devait garder le titre impérial, mais Louis se souleva et se fit reconnaître roi, en 840, donnant ainsi naissance à la nation allemande. A la mort de Louis le

Débonnaire, Lothaire revendiquera tout l'Empire, dont le gouvernement lui avait été attribué en 817. Ce fut alors que Louis le Germanique, qui avait été dépouillé, s'unit à Charles contre son frère. Autour de Lothaire se groupaient le plus grand nombre de Francs et des Aquitains, autour de Louis, des Alamans, des Saxons, des Thuringiens ; autour de Charles, des Bourguignons et le reste des Aquitains. Les combattants ne se distinguèrent pas entre eux par leurs mœurs et leurs races : ils étaient aux prises, parce qu'ils figuraient dans des camps opposés. Les troupes de Lothaire furent vaincues à Fontenay-en-Puisaye (841).

Les deux frères, s'étant de nouveau séparés, Lothaire essaya de les attaquer ; ils résolurent alors de s'unir par un serment qui les engagerait eux et leurs sujets. Dans la plaine de Strasbourg, les Germains de Louis, qui était l'aîné, jurèrent les premiers en langue tudesque ; les Francs de Charles en langue romane ; ils marquaient ainsi la différence de langage et d'idiome qui allait toujours les séparer. Le serment de Strasbourg était l'acte de naissance de deux nations.

Charles et Louis, se retournant contre Lothaire, dispersent ses troupes établies près de Coblenz, l'Empereur prend la route de Lyon et envoie des ambassades à ses frères. Des conférences s'engagent dans une île de la Saône, voisine de Mâcon, et le traité de partage définitif de la monarchie franque est signé à Verdun (août 843). Le traité affirme la séparation naturelle de la Gaule et de la Germanie, préparant la constitution future de l'Europe. Les trois grands éléments ethniques, qui se forment alors, ne sont pas encore des nationalités, mais ont de plus en plus tendance à se particulariser : Gallo-Francs à l'Ouest du Rhin, Germains à l'Est, peuples méditerranéens au Sud.

Lothaire recevait l'Italie et la région comprise entre les Alpes, la Saône, la Meuse et l'Escaut à l'Ouest. Louis obtenait les contrées situées au-delà du Rhin, moins la Frise laissée à Lothaire, et, en deça du fleuve, Spire, Worms, Mayence, Charles avait le reste jusqu'à l'Espagne. Ce partage paraissait simple, mais constituait en réalité des parts inégales, sans frontières bien délimitées. Ainsi les Etats de

Charles et de Lothaire avaient des limites très incertaines. L'Empire carolingien disparaissait, puisqu'à la différence de la convention de 817, le traité de Verdun ne laissait à Lothaire, qui conservait cependant le titre d'Empereur, aucune autorité sur ses deux frères, qui restaient indépendants.

Ce traité, en préparant la séparation de l'Italie, de la France et de l'Allemagne, donna l'éveil aux nationalités modernes. La différence des langues facilita celle des peuples, le parler roman existant surtout dans les pays dévolus à Charles et le tudesque dans ceux de Louis le Germanique.

Les querelles intestines des Francs, leurs luttes fratricides leur faisaient perdre l'Empire. Par la convention de Mersen, signée, en 870, Charles le Chauve et Louis le Germanique se partagèrent à sa mort les territoires de Lothaire II, fils de leur frère Lothaire. La ligne frontière suivait la Moselle et le cours inférieur de la Meuse, séparant les langues romane et allemande. De plus en plus les royaumes se distinguaient les uns des autres; la France et l'Allemagne avaient désormais figure d'Etat.

Les Francs gardaient encore, il est vrai, le titre impérial, tel Lothaire, et bientôt après, son fils Louis II qui régna sur l'Italie, mais ils n'avaient plus qu'une autorité restreinte. Cinquante ans après la mort de Charlemagne, son empire est livré sans défense aux attaques des ennemis extérieurs : Slaves, Danois, Normands et Arabes. Charles, roi de la France occidentale, roi de Lorraine, couronné empereur par le Pape Jean VIII, puis roi d'Italie, n'avait pas, comme Charlemagne, une puissance universelle qui le désignait pour succéder aux anciens Empereurs romains : il était l'obligé du Pape qui l'avait sacré, il était menacé par Louis le Germanique qui réclamait une partie de l'héritage de Louis II. A la mort de Louis le Germanique, il veut envahir la Lorraine, se dirige sur Aix; ses troupes sont défaites par Louis le Jeune, l'un des frères du Germanique (876).

Avec les successeurs de Louis le Chauve, les Occidentaux perdent définitivement l'Empire; telle était la conséquence lointaine du traité de Verdun. Au contraire, en Germanie, le dernier héritier de Louis, Charles le Gros, était couronné

Empereur (884) ; la dignité impériale passait de l'autre côté du Rhin et se continuait avec les derniers Carolingiens : Arnulf et Louis l'Enfant, avant d'échoir, par les hasards de l'élection, aux maisons de Franconie et de Saxe.

D'autre part, en Italie, deux familles d'origine franque, celle des marquis de Frioul, avec Bérenger, et celle des ducs de Spolète, avec Guy, se disputèrent la couronne, à la mort de Charles le Gros, jusqu'à ce que les Italiens, de même qu'ils avaient appelé les Francs, choisissent pour souverain le roi de Germanie, préparant ainsi, au profit de l'Allemagne, dont les ambitions naissent et vont se perpétuer, la résurrection de l'Empire universel.

On voit ainsi toute l'importance du traité de Verdun. Auparavant, il y a un grand Empire où les nationalités sont confondues. En l'an 800, si les nationalités commencent à se reconnaître, il y a encore un chef unique qui leur commande ; désormais, il existe trois royaumes qui vont se diviser et se subdiviser ; l'Allemagne vient de naître et cherchera à les dominer avec toute l'Europe du Centre. Le problème de l'Europe centrale est désormais posé.

Le Saint Empire romain qui naîtra, le 2 février 962, par le couronnement d'Othon le Grand, comme roi d'Italie, succédera à l'Empire carolingien et plantera là son autorité.

Telle avait été, en Europe centrale, après la chute du dernier Empereur romain d'Occident, en 476, la formation des premiers Etats indépendants. L'élément germain, qui s'était déversé comme un torrent sur le monde romain, avait été peu à peu absorbé par les peuples soumis, ne conservant son caractère pur que dans le Nord, tandis que la race latine se séparait nettement de lui. L'idée d'un Empire universel, embrassant le monde ancien, subsistait encore, l'Empire de Charlemagne en est une preuve. Comme le Saint Empire qui lui succéda, il était une résurrection, peut-être imaginaire, de l'Empire romain.

Celui-ci avait eu beau disparaître, l'Eglise, qui en faisait partie, qui, comme lui, avait un caractère universel, en conservait la tradition. L'idée de l'Empire s'était effacée chez les

peuples occidentaux, elle s'était réfugiée à Byzance ; l'Eglise était là pour la faire revivre. L'Empire romain était une façon d'être de l'humanité organisée pour vivre en paix par l'autorité, il était protégé par Dieu, et avait son siège à Rome comme l'Eglise. Constitué d'abord autour de la Cité, il en avait gardé le caractère ; Rome et l'Empire semblaient inséparables. Mais peu à peu, en s'agrandissant, l'Empire se sépara de la Cité, il s'universalisa, il embrassa des Syriens, des Bretons, des Espagnols, et Rome garda tout son prestige, bien que le siège de l'Empire eût été transporté à Byzance, puis à Milan, puis à Ravenne.

Constantin avait fait du christianisme la religion de l'Empire, où, chez les Romains comme chez les Juifs, la religion était partie intégrante de la constitution politique. Si une union aussi parfaite n'était plus possible, l'Eglise, du moins, prendra, comme modèle de son organisation, l'administration impériale. Ses cadres hiérarchisés s'appuieront sur les lois de l'Etat et le chef de l'Eglise sera virtuellement l'Empereur, qui se reconnaîtra le droit de se mêler des affaires religieuses. Ce système religieux maintiendra l'unité du peuple romain ; le christianisme et l'Empire seront inséparables.

Or c'est à Rome que le nouvel Empire va se fonder, reprenant les caractères de l'Empire disparu ; et c'est le Pape qui, la nuit de Noël, mettra la couronne sur la tête de Charles agenouillé, l'adorera et lui donnera un baiser sur la bouche, suivant la coutume observée à l'égard des anciens Césars : « A Charles Auguste, couronné par Dieu, grand, et pacifique empereur des Romains, vie et victoire ! ».

Déjà la Papauté était intervenue dans la substitution des Carolingiens aux Mérovingiens, et le Pape Etienne II avait conféré à Pépin le Bref le titre de patrice, avec l'autorité attachée aux *rois sacrés*.

A côté de cette origine religieuse, le Saint Empire aura une origine germanique. L'Eglise a fait appel, pour la délivrer de ses rivaux, à une nation germanique, la nation franque. Menacés par les Lombards, les Papes mettent tout leur espoir dans ceux qui dominent la Gaule et la Germanie et ont vaincu les Arabes ; les Francs vont lutter sur la terre



même où s'élevait l'Empire romain. La conquête a donné naissance à l'Empire, elle le confirmera lorsque Charles, vainqueur des Lombards, deviendra maître d'une terre d'Empire et prendra le titre de roi des Lombards. Déjà Alcuin le salue du titre de roi d'Italie.

L'alliance sera formelle entre le nouveau roi, ses successeurs et le Saint-Siège. Charles, pour lequel le Pape a fait prier à Rome et fait jurer fidélité, sera le défenseur de la foi en Germanie contre les Saxons, les Da ois, les Avars et les Slaves. C'est ainsi que Charlemagne, grand conquérant, maître de Rome « capitale et lieu du commandement suprême », défenseur de l'Eglise, met fin légitimement à la vacance de l'Empire.

Cette origine religieuse a les conséquences que voici. L'Eglise est installée dans l'Empire, et l'Empereur, qui lui est supérieur, doit la protéger. Il décide même des affaires religieuses comme de l'administration de l'Italie. D'où une confusion de droits et de pouvoirs qui donnera lieu à de graves conflits dans l'avenir, après la disparition de l'Empire de Charlemagne et lorsque les Empereurs germaniques, maîtres d'une partie de l'Europe centrale, voudront étendre leur domination en Italie.

---

## CHAPITRE IV

### LE ROYAUME DE GERMANIE. SES AMBITIONS

---

Lentement, au milieu des invasions, pendant quatre siècles d'histoire, s'est constitué le royaume de Germanie, sorti des débris de l'Empire carolingien ; il va donner naissance au Saint Empire romain. Louis, qui en était le premier souverain à la suite du démembrement du vaste Empire carolingien, avait le territoire le plus pauvre, sans villes importantes, divisé entre ses membres : Saxons et Bavarois, ce qui enlevait tout sentiment d'unité nationale. Et cependant ce royaume était le plus complet, ne renfermant que des pays de langue allemande ; il était le plus apte à servir de cadre à une nation. Mais ce royaume, que Louis avait agrandi et avait rendu solide, allait être troublé, soit par le partage entre ses fils, conformément aux pratiques germaniques, soit plus tard par le particularisme des groupes et des tribus, obstacle à l'unification. Bref, jusqu'au seuil du X<sup>e</sup> siècle, toute l'histoire de l'Allemagne, qui naît vers cette époque, sera la moins nationale de toutes ; et même jusqu'au XI<sup>e</sup> siècle, les Allemands ne savent quel nom se donner ; ils ne sont pas un peuple, mais une collection de tribus, de bandes armées. Dans leurs parlers locaux, pouvaient-ils même se comprendre entre eux (1) ?

En 865, Louis donnera à son fils Carloman la Bavière et la Carinthie, avec la suzeraineté sur les Slaves de Pannonie et de Moravie ; son second fils Louis devra gouverner les Francs orientaux, les Thuringiens, les Saxons ; Charles le Gros, les

(1) Charles Bonnefon. *Histoire d'Allemagne*, 1 vol, in-16°, Paris-Fayard, 1925, p. 25, 32.

Alamans. Aucun ne recevait encore la couronne royale que gardait Louis le Germanique.

Il en résulta de multiples complots. Louis le Jeune se révolte en 866, à la suite des agrandissements obtenus par la Convention de Mersen ; son père fait un nouveau partage. A leur tour, ses deux autres fils s'insurgent et un autre partage doit intervenir entre les trois enfants. Après de nouveaux complots, Louis le Jeune abandonne à ses fils l'administration du royaume.

A la mort du Germanique et de son fils, Carloman (880), Charles le Gros se fait couronner roi d'Italie et se trouve, après la mort de son frère Louis, seul souverain de la Germanie. L'occasion est trouvée de reconstituer l'Empire. Il y parvient, puisqu'il a désormais la Germanie, l'Italie et recueille, à la mort des deux fils de Louis le Bègue, fils de Charles le Chauve : Carloman et Louis III, la Monarchie franque.

Mais l'Empire de Charlemagne, ainsi reconstitué, ne durera qu'un temps. Dénué de tout courage, Charles ne put défendre son œuvre, ni contre les ambitions des Normands, ni contre celles de ses héritiers. Il ne sut pas résister au duc d'Carinthie, Arnulf, bâtard de Carloman de Bavière, son frère, qui se souleva contre lui. Charles était déposé (887), et Arnulf recueillait tout le royaume du Germanique, tandis que le Comte Eudes, fils de Robert le Fort, devenait roi des Francs occidentaux. Le démembrement de la Monarchie carolingienne, dominant les territoires transrhénans et rhénans, était désormais achevé pour neuf siècles.

Ce nouveau royaume de Germanie est menacé, dès sa naissance, par la conquête étrangère et la décomposition intérieure ; les Barbares païens vont se précipiter contre les Marches créées par Charlemagne qui ne pourront résister. Les Normands, frères des anciens Germains par la race, la langue et les mœurs, remontent les grands fleuves et la vallée du Rhin sur leurs frêles esquifs ; les Slaves, les Wendes luttent avec les Saxons et les Thuringiens, tandis que les Hongrois, de race finnoise comme les Huns, venus

au secours d'Arnulf dans sa lutte contre l'Empire morave, laissent partout d'horribles traces de leur passage.

D'autre part, la royauté perdait chaque jour de son prestige et de sa force. Elle était en butte aux intrigues des grands, des ecclésiastiques qui cherchaient à s'affranchir de sa tutelle et à devenir indépendants. Les hauts fonctionnaires de l'Empire, choisis parmi les plus puissants, groupaient autour d'eux des tribus, rendaient leur pouvoir héréditaire, constituaient de petits États qui devinrent indépendants avec les ducs d'Allemagne, de Souabe, de Bavière, de Saxe, de Franconie.

Ces ducs administrent leurs territoires avec un pouvoir semblable à celui du roi, ils ont leur cour et leurs armées. Ces duchés se subdivisent en comtés qui, sur les frontières, prennent le nom de *Marches* ou limites. A la fin du IX<sup>e</sup> siècle, on trouvera la Marche de l'Est ou de Pannonie, qui donnera naissance à l'Autriche et la Marche de Carinthie, toutes deux protégeant la Bavière ; la Marche de Bohême, contre les Tchèques ; la Marche de Thuringe ou de Sorabie contre les Sorabes ; la Marche de Danie, contre les Danois ; puis plus tard, la Marche de Slesvig contre les Slaves du Nord, et au Sud, la Marche de Rhétie qui comprend les Grisons, le Tyrol, le Vorarlberg (1).

Entre ces principautés souveraines, les différences sont nombreuses. La langue parfois n'est pas la même, le droit diffère et les lois également : loi salique, lois des Alamans, des Saxons, des Frisons. Les Thuringiens, les Lorrains, les Slaves ont leurs coutumes et en sont jaloux. Aux élections, chacun des quatre grands peuples, dont l'agglomération porte le nom de royaumes, sans avoir ce titre juridiquement, est représenté par un délégué spécial. Bref le particularisme est partout dans les institutions, dans les mœurs, dans la société, et se maintiendra, à travers les âges, comme le montre toute l'histoire de l'Allemagne.

Arnulf, souverain de Germanie, luttera contre les Moraves

(1) *Histoire générale du IV<sup>e</sup> siècle à nos jours*, publiée sous la direction de MM. Lévissse et Rambaud, Paris-Colin, 1893, t. I, p. 524 et voir plus haut p. 25.

en faisant appel aux Magyars, et en déchaînant ainsi sur l'Europe de terribles invasions. En 894, il deviendra roi d'Italie, et se fera couronner empereur après une seconde expédition (896).

Sous son fils, Louis l'Enfant, l'Allemagne est livrée à l'anarchie. Le pouvoir royal n'existe plus que de nom. Elle est attaquée de toutes parts par les Danois, les Normands, les Moraves, les Magyars.

Louis l'Enfant ne laissa pas de descendants 911, et la couronne échut à Conrad de Franconie, allié aux Carolingiens par les femmes, mais qui ne réussit pas à faire reconnaître son autorité par les Saxons. A sa mort (918), il envoya à son rival, Henri l'Oiseleur, duc de Saxe, le glaive et le diadème. La couronne passait aux adversaires des Francs, les Saxons, qui gardaient ainsi la prééminence sur les peuplades germaniques. La dynastie saxonne allait refouler l'invasion païenne et créer en Europe centrale, contre les races slaves et latines, un Empire dont le royaume de Germanie, fondé par le petit-fils de Charlemagne, abandonné par les Carolingiens, sera le noyau, et qui gardera, jusqu'en 1806, la dignité impériale.

Henri l'Oiseleur inaugure la série des rois saxons, elle se continuera jusqu'en 1024. C'est Othon qui, le premier, ceindra la couronne impériale, portant sa maison, alors toute puissante, à l'apogée.

Sous les monarques de la maison de Saxe, l'Allemagne, avant eux livrée à l'anarchie, se réorganise, tandis qu'ils luttent contre les Slaves et les Magyars toujours menaçants et les repoussent. Henri s'est attaché, lors d'une paix avec les Hongrois, à réorganiser l'Allemagne, en fondant des forts, des villes : Quedlinbourg, Mersebourg, en construisant des habitations dans cette Saxe à demi-sauvage. Il exerce son armée, marche contre les Slaves au delà de l'Elbe, pénètre en Bohême, et déclare la guerre aux Hongrois à l'expiration de la trêve de deux ans, conclue avec eux 933). La victoire de Riade délivre l'Allemagne de leurs sanglantes invasions. Avant sa mort, Henri, aux dires de l'historien Saxon Witi-

kind, aurait rêvé de dominations lointaines, peut-être de l'Empire. Il a certes jeté les fondements d'une solide monarchie, mais c'est son fils, Otto, qui sera appelé à réaliser les ambitions germaniques.

Le nouveau roi cherche à se rattacher aux souvenirs carolingiens en n'admettant au sacre que les Francs et les Saxons ; les autres peuples ne sont représentés que par leurs ducs. Mais des discordes dans la famille saxonne, des rivalités entre les frères d'Otto, entre les ducs presque indépendants, paralysent au début l'action du souverain. Lorsqu'il aura vaincu les rebelles, abattu les puissantes familles ducales, il pourra veiller à l'administration intérieure de l'Etat qu'il gouverne en vrai chef de famille, assisté de parents et d'amis. A l'extérieur, sa politique intervient dans les affaires des Etats voisins et il essaie, par ce moyen, d'étendre la puissance allemande.

Il envahit la France au moment où Louis IV et Hugues le Grand se disputent le trône ; il s'empare de Reims, de Laon, et pousse jusqu'en Normandie (946). « Il apparaît comme le roi des rois, en 949, lorsqu'il célèbre la Pâques, à Aix-la-Chapelle ; on voit autour de lui des ambassadeurs de Byzance, d'Italie, d'Angleterre. Les temps de Charlemagne semblent revenus » (1).

Mais avant d'étendre ses conquêtes, il doit chercher à les défendre comme son prédécesseur. Les Slaves et les Hongrois menacent à nouveau la Germanie. La grande victoire remportée par Othon, à Augsbourg (955), marque la fin des invasions hongroises.

Contre les Slaves, la lutte sera plus longue, plus terrible. Les Germains vont conquérir pas à pas sur les Slaves, après des massacres sans pitié, les territoires de l'Oder et de l'Elbe ; les Slaves exterminés seront remplacés par des colons allemands ; Othon établira, pour les contenir, des Marches nouvelles. Il y aura en Saxe jusqu'à six margraves qui seront ramenés à trois vers la fin du X<sup>e</sup> siècle, sous des appellations souvent modifiées : margrave du Nord, margrave de Lusace,

(1) L. Visse et Rambaud, t. I, *Op. cit.*

margrave de Thuringe ou de Misnie. Dans le Sud, la Marche d'Anti, puis la Marche de Vérone et d'Aquilée permettront à Othon de constituer un rempart ininterrompu de la Baltique à l'Adriatique, assises solides du nouvel Empire.

Tandis que l'Allemagne se réorganise sous la Maison de Saxe, qu'Henri I<sup>er</sup> et surtout Othon en défendent les approches, l'Italie est en proie à l'anarchie. Les invasions, les révolutions l'ont désolée, et elle reste cependant le pays de l'Occident le plus riche et le plus civilisé, où la littérature et la culture antiques ont laissé le plus de traditions, où les artisans et les marchands très actifs forment une classe influente, où les habitants des villes, gardant, grâce à leurs évêques, des privilèges et des franchises, se défendent, mieux qu'en France et en Allemagne, contre les abus des institutions féodales. Mais au IX<sup>e</sup> et au X<sup>e</sup> siècle, on peut avoir des craintes pour l'avenir de l'Italie, car, ouverte aux invasions, elle est attaquée de toutes parts.

Les Sarrazins se sont établis sur les bords du Garigliano (880), les Magyars dévastent toute la Toscane (942). Il fallait un chef pour grouper et diriger les résistances. Les Italiens ne faisaient qu'opposer les uns aux autres des maîtres éphémères.

Après qu'Arnulf a été couronné à Rome (896), le pouvoir impérial passe successivement à Lambert de Spolète (898, Bérenger de Frioul (915), Louis et Hugue de Provence (926, Lothaire (950). Ce ne sont là que des fantômes de rois et d'empereurs qui n'ont aucune autorité et sont l'enjeu des partis. Même des factions rivales se disputent Rome et le pouvoir pontifical. De 896 à 904, huit Papes se succèdent au milieu de troubles incessants sous la domination fameuse des Théodora et des Marozia.

Tandis que partout l'anarchie se propage et le pouvoir se fractionne, certains sont invinciblement attachés au rêve de l'unité disparue. L'ancien Empire romain évoque l'idée de richesse et de puissance, Rome apparaît comme une cité merveilleuse, éternelle, symbole de l'unité et de la durée : « Aussi longtemps que le Colysée sera debout, Rome vivra ; quand le Colysée tombera, Rome tombera aussi ; quand

Rome tombera, le monde tombera ». L'idée de l'Empire ne se sépare pas de l'idée de Rome. C'est là que Charlemagne a été couronné ; on réclame, on attend son successeur dont la légende a préparé l'arrivée. Tels sont les sentiments, les idées qui serviront de base à l'œuvre de constitution du Saint Empire.

A ce moment, Othon vient de réorganiser l'Allemagne et le bruit de sa gloire se répand en Italie. L'Allemagne, si divisée qu'elle fût, ne pouvait se passer d'un roi, mais elle voulait un roi allemand qui eût en même temps le titre et les prérogatives d'un empereur. L'Italie, de son côté, voulait la reconstitution de l'Empire de Charlemagne. Romains et Lombards, évêques et seigneurs, l'appellent de toutes parts. Le rêve grandiose d'un empire universel s'était évanoui peu à peu avec l'isolement et l'antagonisme de tous les pouvoirs. La Germanie, plus forte, à cette époque, que les États voisins allait faire revivre la tradition.

L'Empire est en réalité vacant, car les souverains qui, en Italie, se parent du titre impérial, n'en ont ni l'autorité ni les prérogatives. D'après la loi en vigueur autrefois à Rome, la dignité impériale n'était point attribuée à une seule nation ou à une seule dynastie. En vertu du principe d'égalité applicable à tous les Romains, tout citoyen pouvait être élu à l'office d'Empereur. Le peuple de la capitale et le pontife, pendant la vacance du trône, avaient affirmé leurs anciens droits de suffrage. Lorsque Charles fut choisi, la dignité qu'il recevait était toute personnelle, mais par consentement général, elle fut transmissible par voie d'hérédité, en droit elle ne devait pas l'être. C'est plutôt pour cette raison que pour satisfaire au principe germanique de partage des successions, que Charlemagne et Louis choisirent, de leur vivant, leur héritier à l'Empire. En somme l'office impérial n'était point uniquement attaché à la couronne ou à la nation des Francs ; leur souverain la reçut, parce qu'il était alors le plus puissant potentat de l'Europe, mais toute autre famille après lui, si elle atteignait au même degré de puissance, pouvait la recevoir également.



Voici la descendance des Carolingiens éteinte avec Charles le Gros. En 888, les quatre royaumes qu'il a réunis se séparent. La France de l'Ouest, où va régner Eudes, est à jamais séparée de l'Allemagne. La France de l'Est, qui élit Arnulf, a formé, comme nous l'avons vu, le royaume de Germanie. La Bourgogne transjurane est soumise à Rodolphe, la Bourgogne cisjurane et la Provence ont choisi Boson ; l'Italie a plusieurs maîtres. Les droits de Rome et de l'Italie pouvaient très bien, par conséquent, être ressuscités, et les citoyens élire qui leur plaisait (1). Comme ni Bérenger, ni Louis et Hugues de Provence, ni Lothaire ne furent assez forts pour bien gouverner, l'Italie pouvait se choisir un meilleur maître qui fut en même temps le plus puissant de tous les souverains. L'amour s'en mêla. La veuve de Lothaire, Adélaïde, recherchée en mariage par Adalbert, fils de Bérenger II, le nouveau monarque italien, repoussa cette alliance et fut enlevée par ce barbare qui la jeta en prison. Elle s'en échappa et fit appel au roi germain Othon dont la vertu chevaleresque, les exploits, étaient connus en Italie. Othon y descendit, força Bérenger à se reconnaître son vassal et épousa la reine outragée. Des envoyés du Pape et de Rome offrirent le titre impérial à Othon, en lui demandant de pacifier l'Italie. L'Empire n'était que suspendu et non supprimé. Il gardait le prestige de la majesté romaine, il s'associait à la gloire du premier empereur franc qui avait construit l'Etat et réformé l'Eglise, il devenait l'attribut du puissant souverain des Germains. A ce souverain, on demanderait, comme en l'an 800, de refaire l'union des forces chrétiennes, de remédier à l'anarchie qui désolait l'Italie, de préparer le retour de l'unité du monde latin et de la paix.

Cette dignité nouvelle plaisait aux Germains. Aix-la-Chapelle, comme au temps des Carolingiens, sera la résidence de l'Empereur. Son souverain, quoique de race saxonne, s'intitulera roi des Francs et gardera, bien plus que les Francs de l'Ouest, qui l'avaient perdu au contact des Romains, le caractère teutonique. Enfin les rois germains se considéreront

(1) Voir James Bryce. *Le Saint Empire romain germanique*, trad. 1 vol. in.8°, Paris-Colin, 1890, p. 106.

comme les descendants des Carolingiens. Malgré le long Interrègne qui se produisit après la mort d'Arnulf, pour eux, leurs droits sur Rome étaient incontestables. Il fallait recouvrer l'Italie, c'était là pour le jeune royaume un surcroît de force et un nouveau titre de gloire. « Aussi longtemps qu'il y aura des rois des Francs, la dignité de l'Empire romain ne périra pas tout entière, parce qu'elle subsistera dans leurs rois » (1). Othon, cédant à l'ambition, mais d'accord avec son peuple, préparait sa domination sur le monde ou tout au moins sur l'Europe centrale, en sacrifiant la sécurité et la puissance de son royaume germanique.

En 961, pour la première fois, un roi allemand a pénétré à travers les Alpes dans les plaines lombardes, obéissant au vœu de tous. Il est couronné roi à Pavie et se dirige sur Rome, promettant au pape de respecter sa personne et ses droits. Le 9 février 962, Othon est proclamé « Empereur Auguste » et successeur de Charlemagne.

A peine couronné, il affirme son droit de nommer les évêques, et d'approuver l'élection du Pape. Jean XII résiste ; il va le faire déposer ainsi que son successeur Benoît, décimant ses partisans et nommant un anti-pape, Léon VIII. La Papauté est un jouet entre les mains du nouveau César ; mais à Rome les révoltes se multiplient et sans cesse Othon devra franchir les Alpes pour les réprimer avec une énergie brutale.

C'est lui qui crée le Saint Empire romain constitué par l'attribution à un prince germain de la souveraineté sur l'Allemagne et sur l'Italie. Cet Empire continuera, prolongera celui de Charlemagne, mais avec des limites bien plus étroites. Quant à l'Empire romain, dont il se proclamera le successeur, il n'en gardera que le souvenir, car jamais les empereurs germaniques ne régneront sur une étendue de territoires comparable à celle que possédèrent les Césars romains. L'Italie cherchera sans cesse à se soustraire à leurs lois, et s'ils revendiquent encore quelques parties de la Gaule, ils ne la posséderont peut-on dire jamais. Si les expéditions d'Italie semblent détourner Othon et ses successeurs

(1) *Liber de Antichristo*, adressé par Adso, abbé de Moutier-en-Der, à la reine Gerberge (vers 950), en latin, cité par Bryce, *Op. cit.*, p. 112.

de leur véritable but qui est la consolidation de leur domination en Allemagne, en réalité elles leur donneront une grande force pour triompher de leurs vassaux, celle qui résultera de leur alliance avec l'Eglise.

Othon, comme plus tard Frédéric, comme avant lui Charlemagne, est l'héritier direct des Empereurs. L'Empire, qui a eu d'abord son siège à Rome, qui a été transféré à Constantinople par Constantin, a été ramené à Rome par la vertu des Francs et la volonté du Pape, vicaire du Christ, et appartient depuis lors à la nation germanique (1). Mais le nouvel Empereur garde, comme les Césars entre les mains duquel le peuple l'avait abdiqué, le droit de faire la loi, *Jus Populi in condendis legibus* ; il leur appartient dans sa plénitude, et ainsi en eux et par eux s'exécute le dessein de Dieu sur le gouvernement du monde, dessein que Constantin a consacré par son baptême. Tous les Empereurs, qu'ils soient germains ou romains, plus tard français ou allemands, sont nécessaires et universels, providentiels et sacrés.

(1) E. Lavisse. Préface à l'ouvrage de James Bryce, *Ibid.*, p. IX.

---

## CHAPITRE V

### LE SAINT EMPIRE ROMAIN DE NATION GERMANIQUE

---

La constitution de cet Empire découlait d'une idée qui avait pris naissance aux temps de Rome et que le Moyen-Age avait conservée, puis développée. L'Empire romain était fondé sur l'autorité qui est d'essence divine, sur l'idée d'extension de cette autorité aux pays voisins et par conséquent de domination universelle. Il était une institution nécessaire au bien des peuples. Les échecs que lui avaient fait subir les Barbares, la destruction qui en avait été la conséquence, n'avait pas affaibli, dans l'esprit de la populace romaine, l'idée de sa restauration. La marche du temps, la constitution d'Etats indépendants s'y opposaient. On voulut lui faire violence, pensant que revivrait une époque à jamais disparue, mais qui gardait encore une certaine grandeur.

Avant la conquête romaine, les hommes se connaissant peu, « regardaient les différences entre les races, comme des barrières naturelles et infranchissables » (1). La domination romaine imposa aux diverses nations conquises la même langue, la même loi. Le christianisme vint, l'Empire lui-même fut soumis. Avec lui disparurent les divinités locales, un seul Dieu comme un seul maître commanda aux peuples. L'autorité du maître unique fut encore fortifiée, affermie par celle du Dieu unique sur laquelle elle reposait. La puissance universelle des Césars avait renversé les républiques et les gouvernements locaux, une seule religion voulut aussi com-

(1) Bryce. *Op. cit.*, p. 118.

mander aux hommes. Telles furent ces idées de monarchie et de religion universelles indissolublement liées que le monde romain légua au Moyen-Age, et que l'Empire d'Othon faisait revivre.

Qui pouvait s'opposer à de telles conceptions ? Les droits du peuple n'existaient pas, parce qu'ils étaient méconnus. La féodalité, la seule institution politique de cette époque, était avant tout un système social qui enlevait à l'homme, vivant sur la terre d'un seigneur, toute liberté et dont les souverains se servaient pour étendre ou appliquer leur autorité. Les Etats eux-mêmes, depuis la fin du monde barbare et la dissolution de l'Empire carolingien, n'eurent que quelques années de vie indépendante. La constitution d'un Saint Empire qui reposerait sur l'unité de la société politique et l'unité de la société religieuse pouvait être tentée.

Le clergé, qui représentait l'Eglise, était l'interprète, le défenseur de cette doctrine de monarchie universelle. A ses yeux, l'idée de puissance spirituelle et celle de puissance temporelle étaient indissolublement liées, l'une dérivant de l'autre. Le monarque tenait sur la terre son autorité de Dieu, chargé comme lui de récompenser et de punir ; mais de même qu'il n'y avait qu'un seul Dieu, il ne devait y avoir qu'un seul monarque. C'est cette idée que le Saint-Siège avait conservée. Or la Papauté, c'est-à-dire Rome, le lieu jadis du pouvoir temporel, pouvait, par ses évêques, ministres de Dieu sur la terre et ministres du souverain dans la plupart des Etats, réaliser cette conception de l'union des deux pouvoirs par son action efficace. Elle présida au couronnement, communiquant à l'Empereur, dont le trône était placé à côté de celui du chef de la chrétienté, un caractère d'universalité : « Il est l'expression d'une sorte de dualisme mystique qui répond aux deux natures de son fondateur. Eternel et divin, il a pour chef le Pape chargé du soin des âmes ; humain et passager, l'Empereur qui règne sur les corps et qui gouverne les actes (1). »

De cette conception, la Papauté tira diverses conséquences.

(1) Bryce. *Op. cit.*, p. 137.

L'Empire relevait d'elle et non directement de Dieu, il lui devait obéissance. En même temps, l'Empereur avait droit à l'obéissance de la chrétienté comme ayant été investi d'un office. Il surpassait en dignité les autres rois et sa puissance s'élevait fort au-dessus de la leur, comme source et condition de leur autorité propre. On voulut même prouver, par les commentaires des Ecritures, le caractère divin de l'Empire. Les prédictions des Evangiles annoncent l'arrivée de l'autre Christ qui succédera à la domination romaine, les Papes sont alors avertis qu'en affaiblissant l'Empire, ils précipitent la fin du monde. Aux yeux de beaucoup, les deux épées à propos desquelles Jésus dit : « Cela suffit », devinrent les deux pouvoirs spirituel et temporel, l'épée spirituelle remise à Pierre impliquant la suprématie de la Papauté. Un auteur démontre l'éternité de Rome à l'aide du psaume LXXII : « Ils te craindront aussi longtemps que dureront le soleil (l'Empire romain) et la lune (la Papauté), jusqu'à la fin des siècles. » La légende s'en mêle faisant descendre les Romains et les Germains d'une seule lignée : « La crosse de Pierre a été trouvée sur les bords du Rhin, et le miracle signifie que les Germains ont reçu la mission de ramener au bercail les brebis égarées. »

Tel est le caractère de la dignité à la fois religieuse et civile et en même temps universelle dont fut investi Othon le Grand. Ces deux caractères se confondirent dans la même personne, donnant au nouvel Empire sa physionomie propre. Mais n'oublions pas que cet Empire, s'il était universel, contenait avant tout un élément teutonique. Les Carolingiens avaient groupé sous leur sceptre les cinq ou six grandes tribus qui composaient la nation germanique. A la dissolution de cet Empire, une monarchie germanique s'était formée, comme nous l'avons vu. On aperçut encore mieux son existence lors du couronnement à Aix-la-Chapelle d'Othon qui réunissait autour de lui des Francs, des Bavares, des Souabes, des Thuringiens et des Lorrains. Le lien entre ces races fut le royaume german qui représentait, malgré les guerres civiles, les luttes incessantes du monarque contre ses vassaux, une certaine centralisation. Or à ce monarque irresponsable, qui

concentrait entre ses mains un pouvoir tout féodal sur les autres seigneurs, limitant leurs droits au profit de l'Etat, se superposait un Empereur qui n'avait qu'un pouvoir général et en réalité une simple préséance sur les autres monarques. Ces deux qualités de roi germanique et d'empereur romain confondues en la même personne devaient se nuire l'une à l'autre, à ce point que le souverain ne fut ni tout à fait germanique, ni tout à fait romain. En tout cas, en prenant le titre d' « *Imperator Augustus* », Othon et ses successeurs revendiquaient l'autorité des Césars romains sur leurs domaines pour les augmenter. Ils voulurent dominer l'organisation féodale de l'époque, étant les plus puissants de tous les souverains. Toute indépendance locale dut disparaître et les Germains, qui vivaient jusqu'alors à l'état de tribus séparées, formèrent un seul peuple, un véritable corps politique, cherchant à avoir une vie propre.

Le Saint Empire, qui avait la prétention de continuer l'Empire carolingien, en était différent à bien des égards. Il était moins vaste, et ne comprenait que l'Allemagne et deux tiers de l'Italie ; la Bourgogne, la Bohême, la Moravie, la Pologne, le Danemark, la Hongrie lui étaient seulement assujettis et gardaient leur indépendance. Othon mettait beaucoup de zèle à défendre le christianisme et à protéger le Pape et la Sainte-Eglise. Mais la religion avait pour lui moins d'importance que chez les Carolingiens. Il n'avait pas à Rome l'influence de Charles. Il ne savait pas parler latin et n'avait pas la culture variée de son prédécesseur. Son influence néanmoins fut grande sur toute l'Europe. Il propagea la langue et la littérature de Rome et son Empire eut une certaine splendeur. L'Allemagne, sous son sceptre, fut plus unie, dominant les autres peuples européens, car elle détenait l'autorité universelle que confère la possession de Rome.

Les rapports du Pape et de l'Empereur étaient réglés par un privilège, en date du 13 février 962, garantissant au Pape ses donations et ses territoires. Mais comme au temps de Charlemagne, comme au IX<sup>e</sup> siècle, la Papauté, en faisant appel à un souverain étranger, en lui conférant l'Empire,

avait préparé son asservissement et celui de Rome, sans assurer sa sécurité contre les conspirations et les émeutes. Les deux pouvoirs, religieux et civil, allaient subir le joug qu'ils s'étaient imposé, n'ayant pas la force matérielle et l'autorité nécessaire pour s'y soustraire (1).

Malgré la puissance que semble accorder à ses maîtres le Saint Empire romain, le pouvoir de l'Empereur reste minuscule et éphémère. En Italie, l'Empereur est oublié, insulté, il n'exerce ses prérogatives que par intermittence et par des répressions sanglantes qui sèment la haine. En Allemagne, le rétablissement de l'Empire affaiblit la royauté, la distrait de ses intérêts immédiats. Les coalitions, les révoltes se formeront contre l'Empereur pendant ses nombreuses absences. Othon restera par exemple six ans en Italie, de 966 à 972.

Avec Henri II le Saint, mort sans enfant, s'éteindra la maison de Saxe. La maison de Franconie va lui succéder jusqu'en 1125. Le fondateur de la dynastie nouvelle, Conrad, descend du mariage de Conrad le Rouge, un des guerriers d'Othon le Grand, avec une des filles de l'Empereur. Quant au nouveau roi, il a épousé Gisèle, mère de Rodolphe III de Bourgogne, qui descendait de Charlemagne. La maison de Franconie se rattache donc aux précédentes. Pendant qu'elle occupe le trône, se dérouleront les luttes célèbres entre le Sacerdoce et l'Empire.

Au milieu du XI<sup>e</sup> siècle, l'Empire semble tout puissant et la papauté faible. L'Empereur domine dans l'Eglise, choisit les Papes ; les Romains lui en ont cédé le droit. Sa supériorité est assurée, le trône de Saint-Pierre n'est plus occupé que par des Allemands de son choix.

Mais une vigoureuse réaction se prépare ; un parti nombreux, en présence des divisions et des désordres de l'Eglise, réclame des réformes sous l'influence de l'ordre de Cluny d'où surgit un homme de génie, Hildebrand, qui devint le plus grand Pape de l'Eglise catholique. Il cherchera à la fortifier, à l'affranchir des puissances terrestres, à lui soumettre même les Empereurs et les Rois.

(1) Lavis, t. I, *Op. cit.*, p. 542.



Déjà Léon IX, sur les conseils d'Hildebrand, a déclaré aux habitants de Rome qu'il ne resterait Pape que de leur consentement ; il condamne les évêques simoniaques.

Nicolas II, sous les mêmes influences, a voulu modifier le régime des élections pontificales et les rendre indépendantes. Hildebrand, élu sous le nom de Grégoire VII, voulut enlever aux princes et aux rois l'élection des évêques en supprimant l'investiture par les laïques. De là la longue querelle qui va naître avec l'Empire.

En Allemagne, c'est l'anarchie complète et cette situation favorisera les projets de Grégoire. Henri IV, violent, emporté, entre de suite en lutte avec la Saxe et la Thuringe ; on parle déjà d'élire un nouveau roi, Rodolphe de Souabe. Grégoire VII est décidé à exercer son droit d'investiture des évêques ; il le proclame à plusieurs reprises, tandis qu'Henri continue à les nommer. Grégoire frappera Henri d'excommunication et le déposera. L'Empereur, abandonné par tous les princes allemands de Souabe, de Carinthie, de Bavière, va être déposé s'il ne se soumet pas ; il se rend à Canossa et s'humilie devant Grégoire (27 janvier 1077). Le pouvoir civil s'incline devant la toute puissance de l'Eglise et de la Papauté ; Grégoire est à l'apogée de sa gloire.

Quelques années après, les événements se sont modifiés. C'est Henri IV qui maintenant entre triomphalement à Rome, y fait consacrer Clément III, en même temps qu'il est couronné empereur (1084). Nouveau changement ; Robert Guiscard, venu au secours du Pape, chasse l'envahisseur. Bref dans cette querelle, qui n'est point terminée, le Pape et l'Empereur l'emportent tour à tour, ni la mort de l'un, ni celle de l'autre ne terminera la lutte. Elle se continuera sous Henri V jusqu'à ce que l'Empereur cède à Calixte II, par le concordat de Worms, le droit de nommer les évêques. Quoique l'intervention de l'Empereur ne soit pas tout à fait exclue de la nomination, que les évêques et les abbés ne soient pas affranchis de tout lien avec la société féodale, c'est en résumé la Papauté qui triomphe. Elle a fait pénétrer son esprit dans l'Eglise, elle l'a soumise à son pouvoir monarchique et centralisateur, elle a fait de Rome le centre de la vie religieuse de toute la chrétienté.

La paix entre les deux pouvoirs n'est que précaire ; l'Empire, qui a dû céder, cherchera une revanche. La lutte va reprendre bientôt et l'un des plus puissants Empereurs du Moyen-Age, Frédéric Barberousse, se dressera à son tour contre la Papauté. Ainsi tout le Moyen-Age est rempli des querelles que provoquent les ambitions des Germains et sur la Péninsule et sur toute l'Europe centrale ; ces ambitions sont liées l'une à l'autre.

Tandis que le Pape et l'Empereur, « ces deux moitiés de Dieu », se disputent la souveraineté du monde chrétien, l'Allemagne féodale se constitue, telle qu'elle se maintiendra jusqu'aux temps modernes, avec l'enchevêtrement de ses principautés et de ses seigneuries, ses villes libres et industrielles ; l'Italie de son côté devient la terre des grandes et florissantes républiques. Le particularisme et le morcellement dominant, obstacle invincible à l'extension de puissance d'un grand empire.

Henri V venait de mourir sans enfants. Briguait sa succession le chef de la Maison des Weibligen, Frédéric de Hohenstaufen, duc de Souabe, neveu de Henri V par sa mère ; il avait pour frère Conrad, duc de Franconie, et d'autre part il avait épousé Judith, fille du duc de Bavière dont les riches domaines s'étendaient le long des Alpes, en Saxe et en Italie. Les princes, inquiets de l'ambition de Frédéric, lui préférèrent Lothaire, duc de Saxe, margrave de Misnie et de Lusace.

A sa mort, il n'y avait point, dans l'Empire, de prince qui égalât en puissance son gendre, le chef de la Maison des Welfs, Henri le Superbe, duc de Bavière, qui possédait encore la Souabe et la Saxe. Sa puissance effraya les princes, et tandis que le margrave de la Marche du Nord, Albert l'Ours, lui disputait la Saxe, ceux-ci choisirent Conrad de Hohenstaufen qui, sous le règne précédent, briguaient la couronne avec Lothaire. De là l'origine de la longue lutte entre Welfs et Weiblingen.

A la mort de Conrad III, Frédéric fut élu ; comme il avait épousé la fille du duc Welf de Bavière, les princes pensèrent réconcilier en lui les deux familles ennemies.

Frédéric Barberousse fut par excellence l'Empereur allemand du Moyen-Age, jaloux de réaliser toutes les conceptions, toutes les espérances. Il est resté légendaire dans l'imagination des foules. Roi en Allemagne, il voulut y établir l'unité de gouvernement et en même temps dompter la féodalité. Empereur, il s'inspira des traditions et se considéra comme l'héritier de Constantin, de Justinien, d'Othon, de Charlemagne. Il voulait « restaurer, écrivait-il au Pape, dans son ancienne vigueur et excellence, la grandeur de l'Empire romain ». Ses compatriotes le placèrent au rang de leurs héros nationaux, il reste encore « le type à demi mythique du caractère teutonique, célébré par les peintres et les sculpteurs dans les chants et les légendes, d'un bout à l'autre du sol allemand » (1).

Mais, s'il a réussi comme roi, il a échoué comme empereur. Il n'a pu, malgré son opiniâtreté, avoir raison, ni de la Papauté, ni des villes lombardes. En cherchant à asservir l'Italie, il a développé en elle la passion de l'indépendance. Il aurait dû se consacrer à une besogne purement allemande dans l'Europe centrale comme l'a fait remarquer plus tard le prince de Bülow et négliger « les grandioses mais malheureuses aventures ». Ainsi il ne sut pas réaliser la véritable unité allemande.

Ses principales difficultés viendront de l'Italie où il veut dominer. Il entrera en lutte avec le Pape Adrien IV, énergique comme lui. L'Empereur s'appuie sur l'ancien droit impérial d'où il prétend tirer sa force ; le Pape se déclare investi du pouvoir de créer l'Empereur et l'un et l'autre se considèrent comme d'institution divine, bien qu'ils soient les champions de systèmes opposés. Cette fois, ce n'est pas le pouvoir ecclésiastique, comme dans la querelle des Investitures, mais le pouvoir temporel qu'ils prétendent défendre. « Saint-Pierre est le seul maître à Rome », dit le pape, — « si je n'y commande », répond Frédéric, « je ne suis Empereur que de nom ». L'un rappelle que la Papauté a transféré la dignité impériale aux Francs, d'où elle est passée

(1) Bryce, *Op. cit.*, p. 115.

aux Germains, l'autre que l'Empire a donné aux papes le patrimoine de Saint-Pierre (1).

Les expéditions de Frédéric en Italie, les défaites successives que lui fit subir la Ligue lombarde se terminèrent par sa soumission au Pape Alexandre III, à Venise. Une fois de plus, l'Empire vaincu s'humiliait devant la Papauté.

L'Empereur avait su cependant, en unissant dans sa personne les maisons de Saxe et de Souabe, mettre un terme aux querelles des Guelfes et des Gibelins. L'Allemagne était fière de son héros qui avait porté la bannière de l'Empire chez les Infidèles, dans cet Orient, plein de souvenirs, de rêves et d'ambitions, pour y trouver, dans les flots du Sélef, une mort glorieuse (1290). Son nom devait, à travers les siècles, retentir par les légendes dans la mystique Allemagne. Parmi les roches du gigantesque Untersbef, dans une région presque inaccessible, les paysans de la vallée montrent aux voyageurs l'ouverture d'une caverne où dort, avec ses chevaliers, le majestueux Barberousse attendant l'heure où il pourra descendre dans la plaine pour ramener en Allemagne la puissance, la gloire, l'unité. Et l'Allemand rêvera sans cesse de la grande époque de Barberousse qu'il voudra, sept siècles plus tard, faire revivre à nouveau.

L'Empire, il est vrai, avait atteint à son apogée dans l'Europe centrale, grâce aux remarquables talents des Hohensaufen, à l'excellence du droit romain ; il sembla être vraiment l'héritier de Rome à la domination universelle. Sans parler des territoires qui relevaient directement de l'Empire, ses chefs prétendaient étendre leur suzeraineté sur la Pologne, le Danemark, la Scandinavie qui, après Othon I<sup>er</sup>, ne voulut plus la reconnaître, peut-être sur l'Espagne — Alphonse X ne fut-il pas choisi par les Electeurs en 1258 ? — et même sur l'Angleterre, ainsi qu'en font foi une lettre de Conrad I<sup>er</sup> à Jean de Constantinople et l'attitude de Henri II Plantagenet à l'égard de Frédéric I<sup>er</sup> (2).

Les princes d'Europe ne refusèrent pas, au Moyen-Age, de reconnaître aux Empereurs allemands leurs prétentions,

(1) L. visse et Rambaud. *Histoire générale*, Op. cit., t. II, p. 128.

(2) Bryce, Op. cit., p. 240, 241.

tandis que les princes byzantins leur donnèrent même le titre dont ils se qualifiaient.

L'Empire va briller encore, pendant plusieurs siècles, d'un vif éclat ; mais l'édifice peu à peu se lézarde, le pouvoir s'affaiblit et la puissance allemande, tout en gardant son ancienne force, ne s'exercera plus sur l'Europe centrale comme au temps des Othon et des Frédéric. Des maisons rivales vont en recueillir pour elles tout le bénéfice.

Le fils de Frédéric, Henri VI, cherchera à grandir l'Empire. L'Italie ne lui suffisait plus, il rêva de joindre l'Orient à l'Occident. Il fait épouser à son frère, Philippe de Souabe, la fille de l'Empereur Isaac l'Ange, Irène, dont il est parvenu à s'emparer à Palerme.

A sa mort, c'est l'anarchie en Allemagne, car il ne laisse qu'un enfant en bas-âge. Son fils, Frédéric II, semble appartenir à une autre race, à une autre époque. Il a cependant le sang des Hohenstaufen. Mais c'est un prince de la Renaissance qui apporte, dans l'art de gouverner, d'autres habitudes politiques. Il devait guerroyer en Italie, contre les Arabes de Sicile, en Asie-Mineure. Il entre en lutte avec Grégoire IX qui l'excommunie, tandis qu'épris comme son prédécesseur des fastes de l'Orient, il met sur sa tête la couronne des rois de Jérusalem.

Avec Frédéric II, disparaît le plus brillant, sinon le plus grand des Hohenstaufen. Conrad IV qui lui succède meurt jeune (1254), Manfred est tué près de Bénévent dans sa lutte contre Urbain IV (1266) et un fils de Conrad IV, Conradin, défait par des chevaliers francs, est livré à Charles d'Anjou par un Frangipan, traître à la cause gibeline, et décapité (1268). C'est la fin des Hohenstaufen !

Cette disparition d'une dynastie puissante coïncida avec l'affaiblissement de l'Empire. En s'agrandissant sans cesse, il avait perdu son caractère germanique ; l'Empire étouffait l'Allemagne. Mais son étendue était une cause de faiblesse. Elle ne permit pas aux Empereurs de dominer l'Italie qui leur échappait, livrée qu'elle était à la Ligue lombarde ou aux dynasties angevines et aragonaises. La Péninsule était per-

due pour les Empereurs et d'autre part leurs expéditions lointaines avaient permis aux princes allemands d'agrandir leurs territoires, de se faire octroyer des privilèges, bref d'être plus puissants dans l'Empire. L'Empire ainsi affaibli, humilié par le Saint-Siège, timide devant les princes, allait-il sombrer ? La tradition le maintenait, et aussi cette croyance qu'il jouait un rôle dans le gouvernement de l'Europe ; il était aussi trop uni désormais aux destinées de l'Allemagne. Enfin l'appui que devait lui procurer une grande maison voisine, dont il nous reste à décrire le rôle, préviendra sa chute. On était convaincu du reste qu'il fallait un souverain à l'Allemagne, et que ce souverain, pour assurer la paix de l'Europe, devait être empereur romain. C'est ainsi que la vie, l'organisation de l'Europe centrale s'identifient avec l'organisation de l'Allemagne.

Mais ce souverain fut beaucoup plus faible dans l'Etat que ses voisins les rois de France et d'Angleterre. Ses luttes contre les cités lombardes, contre les Normands, dans le Sud de l'Italie, contre la Papauté, l'avaient détourné de ses devoirs de souverain allemand. L'indépendance des princes s'affirma chaque jour davantage ; l'Empereur Frédéric II dut la reconnaître par ses Pragmatiques sanctions de 1220 et de 1232, en même temps que les ecclésiastiques allemands devenaient plus intransigeants. Ce travail de centralisation, de renforcement de l'autorité monarchique qui s'opérait en France s'effectua à rebours en Allemagne. L'Empire devait son pouvoir à l'élection, et si les Electeurs proclamaient (réunion de Rhense, 1338) que la dignité impériale provenait de Dieu seul, ils avaient bien soin d'ajouter que c'était par leur choix que le souverain acquérait son droit au titre de roi et d'Empereur.

Le nombre des princes s'était considérablement accru dans l'Empire : en tête venaient les grandes maisons d'Autriche, de Bavière, de Luxembourg, puis les Electeurs parmi lesquels on remarquait ceux de Brandebourg, du Palatinat, de Bohême. Tous n'avaient qu'un but : maintenir le monarque dans l'impuissance. Aussitôt élu, ils lui faisaient prendre l'engagement de respecter leurs droits et immunités, ils

allèrent même jusqu'à déposer un jour Venceslas de Bohême qu'ils avaient choisi. L'Empereur n'avait aucune initiative ; il se contentait de représenter l'ordre et la possession légitime de l'époque. La Bulle d'Or de Charles IV ne fit que confirmer l'indépendance des Electeurs, au nombre de sept en souvenir du chiffre sacré, et l'impuissance de la couronne.

Il est à remarquer, qu'à la différence de la France, de la Castille, de l'Aragon et de l'Angleterre, le principe électif avait prévalu en Allemagne. L'Empereur prenait le titre « d'Empereur élu ». On considérait que l'office impérial était quelque chose de trop saint pour pouvoir se transmettre par l'hérédité ; on sacrifiait aussi à cette vieille idée des premiers siècles qu'il appartient aux hommes libres d'élire leur capitaine et que le consentement de la multitude est nécessaire pour désigner les chefs. Ainsi furent choisis Henri l'Oiseleur, Henri le Saint, Conrad de Franconie. Les Othons se transmirent le pouvoir héréditairement, mais la mort sans héritier d'Othon III replaça la couronne à la disposition de la nation. Les princes s'empressèrent de saisir cette occasion pour limiter l'étendue du pouvoir impérial. En fait le trône fut héréditaire avec les souverains de Saxe et de Franconie, mais en droit il était électif et resta tel à partir des Hohenstaufen. Toutefois la couronne demeura presque toujours dans la même famille ; c'est ainsi que les Hohens- taufen l'héritèrent des Franconiens pendant plus d'un siècle ; la maison de Luxembourg la détint pendant trois siècles et celle des Habsbourg jusqu'à la disparition du Saint Empire. En réalité, ce système politique n'eut pas tant pour effet de choisir le plus digne que de limiter le pouvoir de l'élu, d'où la faiblesse du Saint Empire dans une Europe où tout pouvoir se transmettait héréditairement.

Cet Empire, si faible à l'intérieur parce que le pouvoir du chef était trop limité, avait cependant une haute mission à remplir en Europe. Le Moyen-Age avait été une époque de guerres aussi bien entre les particuliers qu'entre les Etats. Partout éclataient des rivalités et des haines de races. Les conflits religieux étaient également une cause de jalousies et

de querelles. Un pouvoir prépondérant au centre de l'Europe, étendant sa surveillance sur les affaires intérieures de chaque pays, traitant les rois comme des subordonnés, préviendrait sûrement les luttes des royaumes entre eux, maintiendrait l'ordre public en faisant respecter le droit entre les États.

On avait cru que la Papauté, dégagée de liens et d'ambitions terrestres, aurait rempli ce rôle, mais ce ne fut que très imparfaitement. Les convoitises et les passions diminuèrent son autorité religieuse, ses luttes avec le pouvoir temporel lui donnèrent le caractère précaire des puissances du jour, parfois cette autorité devint sénile ; lors des antipapes, elle perdit de son prestige.

On demanda à l'Empire de remplir le rôle que ne pouvait tenir la Papauté, il fut considéré comme un juge et un médiateur international. Il devait maintenir l'unité spirituelle et avec elle la loi et la justice qui trouvent leur consécration suprême dans la paix. Suivant les juristes qui comparent son pouvoir à celui de l'Empire romain, il est le maître du monde. L'Empire repose sur le sentiment de l'unité du genre humain, il continue la domination romaine qui a détruit les vieilles nationalités et à laquelle s'ajoute une nationalité nouvelle, celle des chrétiens qui est d'essence universelle.

Placé ainsi à la tête d'une monarchie de caractère universel, l'Empereur était juge des litiges entre les États, devait faire cesser les guerres et les préparatifs de guerres en apaisant les animosités de races. Étant romain, ne se trouvait-il pas placé au-dessus des nations, car il n'appartenait à aucune, et parlant la langue impériale de Rome, il était l'intermédiaire obligé des relations diplomatiques. Chef temporel de la Sainte-Eglise romaine, héritier de ceux qui, de Jules César à Justinien, travaillèrent à établir la loi qui régnait en Europe, l'Empereur était la personnification même de la légalité. Mais son pouvoir international était tout théorique, tout spéculatif. Il n'avait pas les moyens efficaces pour faire respecter la loi, pour mettre un terme aux litiges entre États ; il ne choisissait ni ne présidait un tribunal arbitral chargé de rendre des sentences et armé du pouvoir de les faire exécuter.

Cet Empereur aurait dû, pour commander utilement à



tous les Etats, n'appartenir à aucun d'entre eux afin de conserver une saine impartialité, étant donné le caractère qui le rattachait à l'humanité entière. En théorie, il pouvait être choisi dans n'importe quelle nationalité ; en fait il fut toujours allemand, défendant nécessairement les intérêts d'une race déterminée. Son rôle perdit en grandeur morale et son pouvoir, pouvant être attaqué, ne fut plus respecté. Les souverains furent allemands, parce que les Francs d'abord, puis les Saxons, puis les Habsbourg étaient alors les potentats les plus puissants. Finalement, la Monarchie autrichienne conserva la dignité impériale et même l'absorba tout entière. L'Empire fut puissant comme sous Maximilien et sous Charles-Quint, non pas parce qu'il était Romain — il ne l'était plus —, mais parce qu'il était Allemand et comme tel commandait à l'Europe centrale. Dès lors, le Saint Empire romain, qui ne garde plus, pour marquer son origine, qu'un titre sonore et une préséance souvent contestée parmi les Etats de l'Europe, doit être regardé comme exclusivement germanique, après la chute des Hohenstaufen.

Ainsi nous avons marqué les efforts des Césars germains, héritiers du titre de Charlemagne, pour s'assurer la même domination que les empereurs romains. Nous avons vu Othon III chercher à transporter le siège de son Empire à Rome ; Henri IV, Frédéric Barberousse, Frédéric II, partir à la conquête de la Péninsule qu'avaient possédée sans partage les anciens Césars qui revivaient en eux. Henri IV réunit à l'Empire les deux Siciles par son mariage avec une petite-fille de Robert Guiscard, et Frédéric II, son fils, domina sur presque toute l'Italie. S'il ne possédait pas les Etats de l'Eglise comme plus tard Napoléon, héritier de la même conception, le titre de roi des Romains, imaginé par Frédéric Barberousse pour le candidat désigné à l'Empire, montrait assez quelles étaient les vues des successeurs des Othons sur toutes les parties de l'ancien Empire romain ; plus tard, Napoléon adoptera pour son fils le titre de Roi de Rome. Mais ces ambitieux desseins vont échouer avec le démembrement des possessions héréditaires de Frédéric II, le long Interrègne,

le déplacement trop fréquent chez différentes maisons souveraines de la couronne impériale.

L'Empire va perdre l'Italie, les pays slaves, la Bourgogne et deviendra le symbole d'une unité plus restreinte, celle de la patrie allemande, ne conservant plus son caractère d'universalité.

Les Empereurs germains se croiront tellement les héritiers des Empereurs romains qu'ils se pareront des mêmes titres : « *Semper Augustus* », toujours Auguste<sup>1</sup>, que, dans la salle d'or de Francfort, on voit les portraits des Césars avec leurs couronnes de lauriers, leurs casques, leurs perruques depuis le conquérant de la Gaule jusqu'au dernier Empereur habsbourgeois ; l'Empire du reste, par son titre, ses prétentions, ses institutions, exprime l'idée de la permanence du monde romain. Or ces Empereurs sont des Romains, issus du sang des Barbares qu'aucun lien ne rattache à cette Italie, patrie du goût et de la raison, qu'ils ont jadis ruinée et dévastée.

La chute des Hohenstaufen atteignit l'Empire dans ses œuvres vives. Le rôle de l'Allemagne proprement dite allait s'affaiblir de plus en plus dans l'Europe centrale. A ce moment, se produit le grand Interrègne, du fait que la personnalité des candidats à l'Empire est insuffisante. Il constitue une première manifestation de cet esprit d'indépendance qui va peu à peu transformer l'Allemagne en une confédération de principautés souveraines. On cherche par exemple à remplacer le pouvoir central par des associations de seigneurs et de villes dont la plus célèbre est la Ligue du Rhin (1254) qui engloba presque toutes les villes de la vallée du Rhin et la plupart des seigneurs laïques et ecclésiastiques. Elle montre quelle était alors l'influence des cités germaniques qui s'opposaient aux princes. Pour que l'unification se produise, il faudra un pouvoir fort, maître de ces résistances locales, leur imposant sa loi avant tout de caractère allemand. Mais il faudra plusieurs siècles pour réaliser cette œuvre.

Au moment où les Electeurs, embarrassés entre divers can-

didats, vont porter leur choix sur Rodophe, comte de Habsbourg, préparant ainsi les glorieuses destinées de la Maison d'Autriche, l'Allemagne présente un morcellement inouï de territoires, un enchevêtrement inextricable de principautés, et de seigneuries qui sembleraient indiquer une sorte de répulsion pour le gouvernement unitaire. L'histoire de l'Empire est, à cette époque, celle de seigneuries rivales qui luttent pour conquérir chacune la souveraineté.

L'Empire prend, de ce fait, un caractère nouveau. Si, en théorie, l'Empereur ne renonce pas à la domination universelle, en pratique il fait tout juste reconnaître sa souveraineté sur les pays germaniques. Les expéditions en Italie ont pris fin ; il n'y a plus de couronnement à Rome, les Croisades sont abandonnées ; le Danemark, la Hongrie, la Pologne se refusent à prêter l'hommage du vassal au suzerain tout puissant. Bref, c'est à peine si l'Empereur peut faire reconnaître sa royauté en Allemagne ; il n'est pas question de rendre cette couronne héréditaire, l'Empereur ne réunit pas parmi les Electeurs la majorité suffisante. Il parvint seulement à pacifier l'Allemagne, mettant fin pour un temps aux guerres privées qui la désolaient, tandis que des expéditions en Souabe, en Suisse, en Bourgogne, témoignaient de sa grande énergie.

Rodolphe n'avait pas été assez influent pour imposer son fils au choix des Electeurs, il faut attendre encore un siècle pour voir les Habsbourg rendre la couronne héréditaire dans leur maison. Albert d'Autriche, qui succéda à Adolphe de Nassau, ne régna que quelques années (1298-1307), et périt tragiquement assassiné par son neveu, Jean de Souabe. La fortune ne souriait pas encore à la maison des Habsbourg. Les Electeurs, inquiets déjà de la puissance autrichienne, préférèrent au fils d'Albert le seigneur d'un petit comté des Ardennes, Henri de Luxembourg.

Du reste l'Empire voyait, de plus en plus, se constituer, sur ses frontières, des groupes indépendants. Les cantons de Schwytz, Uri, Unterwalden, avaient profité des longues guerres du Moyen-Age pour s'affranchir. Leurs délégués s'étaient réunis, en 1291, et avaient fondé, dans la prairie du Rütli, une confédération perpétuelle. La victoire de Morgarten,

remportée sur Léopold d'Autriche, en 1315, mettra fin à la domination autrichienne sur les cantons suisses confédérés.

A la mort d'Henri VII de Luxembourg, l'Interrègne dure plus d'un an. Les Maisons de Habsbourg et de Luxembourg paraissent trop puissantes aux Electeurs, et c'est finalement Louis de Bavière qui est élu. Il se fera couronner à Rome, mais non plus par le Saint-Siège. Il recevra la couronne impériale des mains de laïcs, les deux syndics de la ville qui fictivement représentent le Pape. Le Saint Empire perd de plus en plus son caractère primitif pour revêtir des aspects nouveaux. En présence de l'état d'anarchie dans lequel se trouve la Papauté affaiblie par la succession des anti-papes, les princes allemands croient le moment opportun pour s'élever, dans une déclaration solennelle, contre la prétention des Papes d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Allemagne. Ils forment, à Rhense (1338), une union électorale d'après laquelle l'unanimité des Electeurs suffit à conférer le titre de roi et même d'empereur. C'est le complément de l'œuvre de Rodolphe de Habsbourg. Au Saint Empire romain se substitue un Empire laïque dont la Bulle d'Or déterminera bientôt la constitution. Les princes n'ont pas voulu être les vassaux de l'Empire, ils ne seront pas davantage ceux de la Papauté. Ils triomphent contre le Sacerdoce, et leur indépendance, désormais reconnue, sera la loi fondamentale de l'Empire.

Avec Charles IV de Bohême, qui succède à Louis de Bavière, l'Empire ne sera plus ni dominateur ni guerrier comme au temps des Hohenstaufen ; sa dignité n'est qu'un titre honorifique, il n'a plus d'autorité souveraine. Tandis que les Empereurs rêvaient la domination du monde, l'Allemagne, déchirée par les luttes des principautés rivales, s'est morcelée, décomposée intérieurement. Tout est en désordre et en chaos.

Parmi le fouillis des familles princières, sept princes électeurs dont trois ecclésiastiques : les archevêques de Mayence, Cologne, Trèves, et quatre laïques : le roi de Bohême, le duc de Bavière, le duc de Saxe, le margrave de Brandebourg s'étaient arrogés le droit de choisir le roi des

Romains. A chaque élection, ils se faisaient accorder de nouvelles faveurs et de nouveaux droits ; aussi s'opposaient-ils à toute transmission héréditaire de la couronne. L'Empereur restait bien le symbole de la puissance allemande, mais il n'avait qu'une force effective insuffisante et peu d'influence extérieure. Les forces militaires ne lui étaient pas assurées, et il n'avait pas de revenu fixe. Il ne pensait qu'à défendre ou accroître les biens de sa famille, il ne s'inquiétait plus de l'intérêt commun. Du reste les membres de l'Empire ne songeaient qu'à leur intérêt particulier ; l'Empire était sans chef. Et cependant chaque Allemand voulait avoir un roi ; ce roi était en théorie le maître du monde et devait posséder la dignité impériale.

Chacun des petits Etats allemands conserve la plus grande indépendance et lutte contre ses voisins plus puissants pour conquérir le plus de libertés possibles. L'esprit particulariste de l'Allemagne est le plus fort, et tend à faire prévaloir l'intérêt local sur l'intérêt général.

A cette époque, on assiste à une grande transformation sociale. La richesse s'est accrue, et les villes commerçantes ont pris un grand essor, cherchant à secouer le joug que leur imposait le seigneur. La *Ligue du Rhin*, la *Ligue Souabe*, la *Hanse Teutonique*, se sont constituées pour protéger le commerce et assurer la sécurité des trafiquants. La *Hanse*, qui comprend peu à peu toutes les villes des rives de la Baltique et de la mer du Nord, les villes des bords du Rhin et des Flandres, devient une des plus grandes puissances du Nord. Les villes de la Haute Allemagne, qui ont un commerce des plus florissants, rivalisent d'importance avec les riches cités de l'Italie et des Flandres.

L'Empereur Charles IV sut tenir compte de cette situation nouvelle de l'Allemagne qui, avec ses principautés et ses villes de plus en plus puissantes, formait plutôt un Etat confédéré qu'un Empire. La Bulle d'Or qu'il promulgua (1356) sanctionna cette transformation qui était en réalité une véritable anarchie constitutionnelle. Les sept Electeurs ont le droit souverain de choisir leur chef à Francfort, et gardent la toute puissance. Tandis que, dans les Etats d'Europe, le pouvoir est

devenu peu à peu héréditaire, l'Allemagne fait exception à la règle. Les princes ne veulent plus d'un pouvoir fort comme en France qui menace leur indépendance, et la Papauté s'entend avec eux pour maintenir, en Allemagne, le droit électoral qui sauvegarde ainsi, grâce à la faiblesse du pouvoir central, les libertés de l'Italie.

A la mort de Charles IV, la maison de Luxembourg continuera de régner en Allemagne, avec Venceslas et Sigismond, jusqu'à l'arrivée sur le trône d'Albert II, duc d'Autriche et gendre de Sigismond qu'on peut appeler le second fondateur de la maison des Habsbourg. Vainement, les Hohenzollern tenterent, comme déjà l'avait fait Frédéric I<sup>er</sup>, d'obtenir la couronne. Les Electeurs, inquiets de cette puissance naissante, leur préférèrent Frédéric de Styrie, de la branche cadette des Habsbourg, prince faible et incapable qui régnera sous le nom de Frédéric III. La couronne impériale ne sortira plus de la famille des Habsbourg.

Frédéric III se laissa dominer par les princes, ne tenta rien pour ressaisir le pouvoir et relever le prestige de l'Empire, bien qu'il fût le dernier Empereur qui se fit couronner à Rome (1452). En revanche, il fit un geste qui devait, dans la suite, grandir singulièrement sa maison. Il réussit à faire reconnaître son fils, Maximilien, comme son successeur, ce qui lui valut le riche héritage de Marie de Bourgogne. A partir de cette époque, l'hérédité exista en fait dans l'Empire, sans être reconnue en droit.

Si la puissance de l'Empire faiblit, en revanche celle de la maison d'Autriche grandit ; elle reste le seul pouvoir solide et efficace au centre de l'Europe, tandis que l'Allemagne est impuissante dans les luttes entre les Etats européens. Et cependant, la richesse de ses villes, la culture générale, le progrès des lettres, des arts, de la civilisation facilité par la découverte de l'imprimerie, contrastent avec l'abaissement politique. Ce qui manque à l'Allemagne, c'est un pouvoir central fort qui permettrait de donner au pays, comme on le constate, à cette époque, en France, l'unité nationale. Il faudrait une réforme profonde pour supprimer l'anarchie, briser le particularisme autoritaire. Le Saint Empire ne présente plus

qu'une façade encore grandiose qui masque une incurable faiblesse.

Est-ce en Autriche que ce pouvoir se constituera ? La maison des Habsbourg va le tenter. Ou ne sera-ce pas au contraire la jeune Monarchie qui s'élève, lentement, sur les bords de la Sprée qui s'efforcera de dominer l'Europe centrale ? Le problème peu à peu va se poser et la lutte apparaîtra comme fatale entre les deux pouvoirs nouveaux.

---

## CHAPITRE VI

### LES ORIGINES DE LA MONARCHIE AUTRICHIENNE

---

Avant la fin du Moyen-Age, les Etats de l'Europe centrale moderne prennent naissance. La Germanie garde la dignité impériale, les rois et empereurs de la maison de Saxe assurant pour des siècles la prééminence sur l'Europe féodale du Saint Empire romain. Trois dynasties participeront tour à tour à l'organisation et au maintien de cet Empire; mais en poursuivant leur idée chimérique de refaire un Empire universel, elles useront peu à peu leurs forces. Les annexes de l'Empire se détacheront de son corps trop vaste, la Germanie elle-même se fractionnera en territoires indépendants et, après le XIV<sup>e</sup> siècle, les puissants empereurs germanes ne concentreront plus, dans leurs mains débiles, que de vains titres et des droits sans sanction réelle. La France portera au Saint Empire, dans des guerres fameuses, le coup fatal. Elle renversera un Etat qui ne garde plus que le pâle souvenir des empires romain et franc, n'étant qu'une simple république dont le chef est un président d'honneur sans pouvoir propre.

Après que le dernier des Hohenstaufen, Conradin, eût disparu dans les plaines italiennes, laissant l'Empire vacant, le choix des Electeurs se porta sur Rodolphe, comte de Habsbourg, landgrave de Haute-Alsace, mêlé, depuis de longues années, à toutes les guerres et négociations qui intéressaient l'Allemagne. Rodolphe assurait ainsi à sa maison un rôle prépondérant dans l'Empire et, après l'absorption des Etats autrichiens, fondait une grande Monarchie sur les rives du moyen Danube. Sortis d'Alsace et de Suisse, les Habsbourg



trouvaient ainsi, en Autriche, une large base territoriale pour étendre leur pouvoir sur l'Allemagne et toute l'Europe centrale.

C'est autour du Danube que se groupèrent les Etats autrichiens, dont le grand fleuve fut l'artère principale et vers lequel convergèrent les peuples divers qu'ils englobèrent. Mais ce fut plutôt un principe dynastique qui servit d'unité au nouvel Etat constitué par les acquisitions successives de la famille des Habsbourg. L'histoire de la Monarchie autrichienne fut celle des Habsbourg dont l'Etat, à la configuration bizarre, n'avait pas de nationalité propre, mais contenait toutes les nationalités de l'Europe centrale : allemande et magyare, romaine, italienne, slave extraordinairement entremêlées et juxtaposées.

C'est le donjon féodal des Habsbourg, fièrement campé au-dessus de l'Aar suisse, fondé peut-être au début du XI<sup>e</sup> siècle, qui donna son nom à cette illustre famille. Celle-ci aurait eu pour ancêtre, au VII<sup>e</sup> siècle, Athic ou Ethicon, duc d'Alsace, contemporain du roi Childéric II, fondateur des monastères de Sainte-Odile et d'Ebersmunster (1). Ses descendants furent très effacés ; au XIII<sup>e</sup> siècle, ils devenaient landgraves de Haute-Alsace et peu à peu les terres de la famille s'agrandissaient, s'étendant sur le Rhin, l'Aar, la Reuss, le lac de Lucerne. Au XIII<sup>e</sup> siècle, Rodolphe IV dominait une grande partie de l'Helvétie et conquérait les provinces formant le duché d'Autriche.

Qu'était donc ce duché d'Autriche, noyau du puissant Etat qui allait commander à toute l'Allemagne et à l'Europe centrale ? On en trouve l'origine, à l'époque carolingienne, dans les Marches : Marche avare, pannonienne, bavaroise, destinées à arrêter les païens barbares. Désorganisée pendant les victoires hongroises, cette dernière Marche fut reconstituée par Othon le Grand sous le nom de Marche orientale et fut le boulevard du Germanisme contre les Magyars et les Slaves. Elle s'enfonçait le long du Danube moyen, comme un coin allemand entre les populations slaves du Nord et celle du

(1) A. Himly. *Op. cit.*

Sud, en face de la Hongrie ; elle méritait pleinement son nom et marquait les progrès de la colonisation germanique le long du Danube, aux X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles, pour refouler les Slaves.

Au X<sup>e</sup> siècle, la dynastie des Babenberg occupait le duché d'Autriche dont elle avait été investie ; elle y ajoutait, à la fin du XII<sup>e</sup> siècle, le duché de Styrie et bientôt la Carniole. A la mort du dernier souverain mâle, Frédéric le Belliqueux (1246), ces pays furent livrés à l'anarchie.

Rodolphe I<sup>er</sup>, élu roi de Germanie (1273), se posa en héritier des Babenberg ; il voulut asseoir puissamment sur les pays danubiens, conquis depuis des siècles par les Germains, la domination de sa famille, de sa race. A la diète d'Augsbourg (1284), il investissait solennellement, avec l'assentiment du corps électoral, ses deux fils, Albert et Rodolphe, de l'Autriche, de la Styrie, de la Carinthie, de la Carniole, et les modestes comtes de Habsbourg prenaient rang parmi les souverains les plus puissants d'Allemagne ; les acquisitions de Rodolphe devenaient ainsi le centre d'une grande puissance.

Son fils, Albert, n'eut pas la prudence du roi Rodolphe et chercha en Allemagne et autour de ses Etats héréditaires des agrandissements, mais il échoua dans ses entreprises en Thuringe, en Hollande ; la couronne de Bohême lui échappa. Après sa mort tragique, la fortune des Habsbourg subit un temps d'éclipse ; leur maison dut, pendant un siècle, abandonner la couronne impériale à Luxembourg-Bohême. Ce n'est qu'en 1438, avec Albert II, qu'ils la recouvrèrent.

Mais pendant ce temps, l'habileté des Habsbourg leur valait de précieuses acquisitions. Ils obtenaient l'héritage tyrolien avec la Carniole (1369), ils s'agrandissaient en Frioul, en Istrie, en Souabe, en Alsace. Les pertes qu'ils subirent dans les trois vieux cantons suisses qui se constituèrent en république après les défaites infligées aux troupes autrichiennes à Morgarten, à Sempach, ne les affaiblirent guère.

Plus tard, grâce au mariage d'Albert V le Magnanime avec Elisabeth de Luxembourg, la couronne des Habsbourg allait briller d'un éclat encore plus vif. A la mort de l'Empereur Sigismond, Albert était proclamé roi de Germanie par les Elec-

teurs (1438), recouvrant ainsi, pour sa maison, après un siècle, la couronne impériale. Les Habsbourg, du reste, occupaient, à cette époque, dans l'Europe centrale, une situation prépondérante ; Frédéric IV parvint laborieusement à réunir dans sa main tout l'héritage de sa maison : Styrie, Carinthie, Carniole, Frioul, les provinces autrichiennes, puis à la mort du chef de la lignée, Sigismond, le Tyrol, l'Alsace, la Souabe et à assurer à sa descendance presque héréditairement la couronne impériale.

Maximilien se trouvait ainsi, à la mort de son père (1493), à la tête de l'héritage habsbourgeois ; il n'eut qu'à l'agrandir, ce à quoi il ne manqua pas. Il prenait pied dans les Grisons, incorporait l'avouerie de Basse-Alsace, les deux comtés de Goritz et de Gradisca.

La maison d'Autriche, dont les partages et les divisions de famille avaient longtemps entravé la marche ascendante, prenait peu à peu, parmi les familles princières d'Allemagne, une situation prépondérante grâce à la cohésion des territoires qu'elle groupait sous son sceptre. Ces terres héréditaires allemandes formaient, en effet, une masse territoriale considérable. Elles entouraient le Midi de l'Allemagne en un vaste arc de cercle, depuis les confins de la Bohême et de la Hongrie, jusqu'aux frontières de la Lorraine. Au Sud-Est, l'Autriche, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, Goritz et Gradisca, l'Istrie, le Frioul, constituaient un ensemble compact ; les possessions d'Alsace maintenaient à l'Autriche son influence sur le Haut-Rhin et le Danube (1). Elle restait ainsi la plus puissante des maisons allemandes, et cependant elle ne participait qu'indirectement à la vie intérieure, à la constitution intime de l'Allemagne. La dignité électorale ne lui était pas attachée, ni à aucune des terres héréditaires des Habsbourg. Maximilien essaya de la faire attribuer au Tyrol, les Electeurs s'y refusèrent ; seule la voix bohémienne, acquise au XVI<sup>e</sup> siècle, permit aux monarques autrichiens de participer, quoique faiblement, à leur élévation dans l'Empire. Les princes habsbourgeois gardaient le titre original d'archi-

(1) Hilmy. *Op. cit.*, t. I, p. 370.

ducs d'Autriche (1) et étaient élus chefs du Saint Empire, ce qui constituait pour eux une simple dignité.

D'illustres mariages devaient assurer la fortune de l'Autriche ; à défaut de ses dons, la déesse de l'amour allait la combler de royaumes. Maximilien, en épousant Marie de Bourgogne (1477), fait passer à son fils Philippe le Beau l'héritage néerlandais, et le mariage de Philippe le Beau avec Jeanne la Foile (1496) donne à Charles-Quint l'héritage des Espagnes, de l'Italie méridionale et des Indes. Charles-Quint, maître des Pays-Bas, de la Castille, de l'Aragon, de la Navarre, de la Sicile, de la Sardaigne, du Nouveau-Monde, puis Empereur, sera le plus puissant des Habsbourg. Mais il est à demi-bourguignon, à demi-espagnol et à demi-autrichien ; c'est plutôt son frère, Ferdinand I<sup>er</sup>, qui sera le vrai souverain habsbourgeois du XVI<sup>e</sup> siècle.

Un événement territorial d'une très grande importance, va, sous ce prince, modifier la physionomie politique de l'Autriche ; nous voulons parler de l'union avec les États habsbourgeois des couronnes de Hongrie et de Bohême. Cette acquisition longue et laborieuse de deux grands royaumes constitua en résumé la Monarchie autrichienne moderne, donnant à une partie de l'Europe centrale sa configuration actuelle.

Ce sont les victoires d'Othon le Grand sur le duc Boleslas, assassin de Saint-Venceslas, son frère, qui rattachèrent, pour la première fois, la Bohême à la Germanie (950). Mais l'influence de la Pologne la disputa longtemps à celle de l'Allemagne, malgré le triomphe du christianisme sur les résistances païennes. Finalement, les ducs bohémiens restèrent les fidèles vassaux des Germains et gagnèrent ainsi la couronne royale qu'Henri IV et Frédéric Barberousse leur accordèrent.

Sous la dynastie nationale des Premyslides, les Tchèques de Bohême étendirent leurs frontières en Lusace et en Silésie ; la Moravie leur fut adjointe. On vit même le Premysl Otakar II s'emparer de l'Autriche, de la Styrie, de la Carniole, de la

(1) *Diplôme de Frédéric III*, du 6 janvier 1453.

Carinthie et régner, pendant un quart de siècle, sur les pays qui s'étendent jusqu'à la mer Adriatique. Mais ce grand empire slave, qui comprenait à la fois les pays tchèques et autrichiens, fut anéanti par Rodolphe de Habsbourg. Après l'assassinat, à Olomuc (Olmütz), par des vassaux rebelles, du dernier des rois premyslides (1306), la Bohême perdait ses souverains slaves, pour ne plus obéir, à de rares exceptions près, qu'à des maîtres d'origine allemande.

Après la domination de Rodolphe de Habsbourg, qui ne dura que peu de temps, la maison de Luxembourg, rivale de celle des Tchèques, obtint la couronne de Bohême ; l'influence germanique ne fit alors que s'étendre en Bohême et en Moravie. Des colons allemands fondèrent des villes, exploitèrent les richesses minérales du pays, s'établirent en masse sur les frontières de Bohême et dans l'intérieur du pays, où leur influence tint en échec la supériorité numérique des Tchèques.

En revanche, les souverains luxembourgeois étendirent les bornes du royaume. L'Empereur Charles IV incorpora à la couronne bohémienne la Lusace, la Silésie, peuplées de Slaves et même, pour quelque temps, le Haut-Palatina et l'Electora de Brandebourg. D'autre part la Bulle d'Or de 1366 attribuait à la Bohême le rang de premier Electora laïque, consacrant ainsi la splendeur et la puissance du royaume tchèque.

La germanisation gagnait de plus en plus ces pays, surtout dans les villes et parmi la noblesse et le clergé ; l'allemand même remplaçait le slave comme langue rivale du latin. Il y eut, contre ce Germanisme outré, une réaction de l'élément tchèque ; les guerres des Hussites sont une manifestation de nationalisme aussi bien qu'un mouvement religieux. Cette guerre civile, doublée de l'anarchie féodale, affaiblirent l'Etat qui perdit, après la mort de Charles IV, le Haut-Palatina et le Brandebourg.

Les successeurs ne réussirent guère à asseoir leur autorité en Bohême. Un instant, même, sous Albert II et Ladislas le Posthume, la Bohême comme la Hongrie furent réunies à l'archiduché d'Autriche. C'était le prélude de la domination

étrangère. Bientôt la Bohême lui sera tout entière soumise. Vladislav Jagellon, successeur de Georges Podiébrad, n'eut aucune autorité : la royauté tchèque perdait son prestige. A la mort du roi Louis, fils de ce dernier, tué à la bataille de Mohacs (1526), la succession bohémienne revint, par la libre élection de la Diète, à son beau-frère, Ferdinand d'Autriche, qui allait recueillir également la couronne de Saint-Etienne.

La Hongrie occupe, depuis plus de mille ans, les régions du moyen Danube, créée par les invasions barbares. L'Empereur Arnulf, en conviant les Hongrois à la destruction de l'Empire morave (894), leur livra les vastes plaines qui vont des Karpathes aux Alpes. Mais leurs déprédations s'étendirent plus loin ; on les vit sur l'Elbe, sur le Rhin, sur le Rhône, la Garonne, le Pô et le Tibre. Henri I<sup>er</sup> et Othon le Grand en délivrèrent finalement l'Europe occidentale.

Les Magyars se trouvèrent refoulés, contenus le long du cours du moyen Danube et de la Tisza, dominant les populations antérieures qu'ils avaient décimées : Roumains, Ruthènes, Slovaques. Dès l'origine, la prépondérance de la noblesse s'affirma en Hongrie ; le pouvoir royal, pour lutter contre cet esprit d'indépendance, d'indiscipline, voulut réagir en favorisant l'immigration allemande, en accordant aux villes des franchises. Mais ces îlots germaniques, qui ont conservé encore de nos jours leurs mœurs et leur langue, n'eurent qu'une influence politique restreinte ; la noblesse magyare resta toute puissante.

Sous les rois de la dynastie arpadienne, depuis Saint-Etienne, l'histoire de la Hongrie fut glorieuse. Elle élargit ses frontières, acquérant, au XI<sup>e</sup> siècle, pendant le règne de Saint-Ladislav I<sup>er</sup>, le royaume triple et un d'Esclavonie, Croatie et Dalmatie, après l'extinction de la dynastie nationale croate. Les frontières des royaumes hongrois se trouvèrent ainsi reportées jusqu'à la Drave et la Save, touchant même aux Alpes orientales et à la côte dalmate. Après le XII<sup>e</sup> siècle, les rois de Hongrie poussèrent leurs conquêtes au delà des Karpathes et prirent le titre de roi de Bosnie, de Serbie, de Bulgarie ; les populations roumaines de Valachie et de Molda-

vie subissaient plus ou moins leur influence. Au XIV<sup>e</sup> siècle, au moment de sa plus grande extension, la Monarchie hongroise comprenait les territoires allant de la Mer Noire à la Mer Adriatique, et de là jusqu'au Pruth et au Dniestr.

La Hongrie connut, après l'extinction de la race arpadienne, des dynasties étrangères, les Tchèques de Bohême avec Venceslas, les Bavaois avec Othon, les Francs avec les Angevins de Naples. Mais après Louis le Grand, la décadence intérieure et extérieure de la Hongrie commença d'éclater (fin du XIV<sup>e</sup> siècle).

Tour à tour les Habsbourgeois avec Albert II, qui réunit les couronnes de Hongrie et de Bohême, puis Ladislas, les Jagellons avec Vladislas VI, régnèrent sur la Hongrie, toujours assaillie par les Turcs et toujours mal défendue. Un instant, elle connut une période de gloire et de prospérité avec le dernier roi indigène, Mathias Corvin. Mais les querelles intestines, les ambitions de la noblesse magyare ramenèrent les dynasties étrangères, et la Hongrie se trouva incapable de résister à un effort sérieux des infidèles. Le dernier roi particulariste de Hongrie, Louis II, périssait à Mohacs (1526), et les Habsbourg allaient recueillir ce lourd héritage.

Si l'Archiduc Ferdinand, faisant valoir divers titres matrimoniaux et autres plus ou moins probants à la couronne de Bohême, avait été choisi sans difficultés par la noblesse bohémienne qui le préféra à un Bavaois, il eut plus de difficultés à se faire attribuer la succession hongroise. Il fut bien proclamé roi, mais le palatin de Transylvanie, Jean Zapoly, se fit couronner également, et, uni aux Turcs, entra en lutte contre Ferdinand. L'histoire de la Hongrie se confondra, pendant deux siècles, avec celle des Ottomans qui occupèrent Bude et la plus grande partie de la Hongrie, jusque vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle.

Là, comme en Bohême, Ferdinand I<sup>er</sup> et ses successeurs n'exercèrent qu'une autorité restreinte et contestée, et cependant ils se reconnaissaient les souverains légitimes de ce pays. En tous cas, ces deux royaumes, qui servirent à accroître l'influence des Habsbourg, la Bohême et la Hongrie, n'auront plus désormais d'existence propre ; ils vivront de

la même vie que l'Etat autrichien qui même commandera à l'Allemagne pendant plusieurs siècles.

Avec l'adjonction aux pays autrichiens de la Hongrie et de la Bohême, la Monarchie autrichienne sera définitivement constituée. Dans les années qui suivront, ses frontières subiront certaines modifications ; mais en fin de compte, l'ensemble de sa situation territoriale ne sera guère modifiée. L'Empire des Habsbourg restera la grande puissance intermédiaire entre l'Occident et l'Orient, se partageant les trois nationalités : Allemagne, Slavie, Magyarie, et sera sauvée maintes fois du désastre par une incroyable fortune. Il faudra son exclusion de l'Allemagne lors de la formation d'un nouvel Empire, pour modifier complètement sa physionomie territoriale et politique.

---



## CHAPITRE VII

### LES ORIGINES DE L'ETAT PRUSSIEEN

---

Vers la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, les Habsbourg étaient parvenus à l'Empire, fondant, autour de la Marche orientale, centre de leur puissance, une des grandes monarchies de l'Europe centrale. A la même époque, la dynastie rivale des Hohenzollern, qui devait plus tard disputer aux Habsbourg la prépondérance dans les pays de race allemande et leur succéder à l'Empire, grandissait lentement dans les bassins de la mer du Nord. La Monarchie prussienne devait, comme sa rivale, naître autour d'une Marche fondée sur les limites qui séparent les populations germaniques des populations slaves ; elle fut avant tout, et plus que la Monarchie autrichienne, la création des princes ; ils la façonnèrent durement, lui imprimant un caractère spécial — tout militaire — qui devait subsister.

Mais avant de parler de l'œuvre des Hohenzollern, indiquons les origines lointaines de cette Monarchie prussienne qui allait organiser le Nord de l'Allemagne et devait plus tard rêver de commander à l'Europe centrale : les origines de la Prusse dominent toute son histoire.

La Monarchie prussienne doit sa fondation au triomphe des Germains sur les Slaves. En Brandebourg et en Prusse, la population slave fut exterminée en partie par les margraves et les chevaliers allemands ; l'union des deux Marches permit à la Monarchie de grandir en puissance, car les Electeurs-rois devenaient à la fois membres du corps germanique et souverains indépendants. Parce qu'ils étaient membres du corps germanique, les Hohenzollern sont devenus les maîtres

de l'Allemagne et ils ont trouvé dans la Marche la tradition de cette autorité singulière, à la fois militaire et patriarcale, qu'ils ont exercée sur les divers pays soumis à leur domination et qui en a été le lien solide (1). Ce n'est qu'au XVI<sup>e</sup> siècle que les deux provinces seront unies.

Jusque-là, le Germain, qui est l'ennemi du Slave, son voisin de l'Est, le combat, le repousse au cours du Moyen-Age. L'histoire fait mention des peuples slaves, dès une haute antiquité. Tacite et Pline signalent leur existence sur les bords de la Vistule. Ils sont entraînés dans la direction de l'Elbe au temps des grandes invasions, tandis que les peuples germaniques sont refoulés vers le Sud et vers l'Ouest. Dans ce pays entre l'Elbe et la Vistule, s'étagent plusieurs groupes de Slaves qui du reste atteignent jusqu'à la Saale. Ils se sont même avancés au cœur de l'Allemagne (740), ont pénétré en Souabe, sur les bords du Rhin, et ont poussé des avant-postes au Sud jusqu'aux portes de l'Italie. Mais bientôt les Germains reprendront l'offensive. Les Saxons, venus des bords de la mer, attaquent les tribus qui ont pénétré au-delà de l'Elbe. Charles-Martel et ses Francs étendent leur domination sur la Bavière. Puis Charlemagne qui, un moment, sera l'allié des Slaves, pour vaincre les Saxons, finira son règne en les combattant, mais sans pouvoir les rejeter au-delà de l'Elbe. La lutte s'engagera donc fatalement, dès les premières années de l'histoire de l'Europe centrale, comme plus tard, de nos jours, entre les deux races. Mais ce sont les Francs qui ont arrêté le mouvement d'expansion des peuples de l'Orient, et en prenant l'offensive contre l'Allemagne, l'ont en quelque sorte retournée vers l'Orient (2), pour faire tête aux Slaves et aux Asiatiques ; l'Allemagne devenait contre ceux-ci le rempart de la civilisation chrétienne.

Après le démembrement de l'Empire carolingien et sous les faibles rois de Germanie, les Slaves reprendront la lutte, cherchant à recouvrer leur indépendance. Le pouvoir central est

(1) E. Lavisse. *Etude sur l'une des origines de la monarchie prussienne La Marche de Brandebourg sous la dynastie ascanienne*, 1 vol., Paris-Hachette, 1875, p. VII et *Etudes sur l'histoire de Prusse*, 1 vol. in-16, Paris-Hachette, 1896.

(2) Napoléon I<sup>er</sup>, à son tour, essayera de réaliser ce plan pour protéger, contre la Russie, les frontières avancées de la France.

impuissant ; alors les vieilles divisions germaniques repa-  
raissent sous forme de duchés pour organiser la résistance.  
Ces ducs éliront un souverain qui sera le roi allemand, plus  
tard l'empereur et représentera l'unité de la Patrie.

Le puissant duc de Saxe, Henri, reprendra la tradition  
carolingienne en réorganisant les Marches de l'Est et en pré-  
parant l'attaque des pays slaves. Sous Othon le Grand, Her-  
mann Billing, créé duc de Saxe par l'Empereur et surtout le  
margrave Gero entamèrent la conquête par la ruse et par la  
force. Les Obotrites, les Wiltzes, les Souabes se soumirent et,  
à la suite de massacres sans nom, le roi d'Allemagne put  
étendre sa puissance sur un vaste territoire compris entre  
l'Elbe, le Bober, la Warta et l'Oder. Othon redoutait la créa-  
tion d'une aussi grande principauté militaire. A la mort du  
margrave, il la morcela en trois Marches : Marche de Lusace,  
Marche de Misnie, Marche du Nord qui s'appellera la Marche  
de Brandebourg.

Mais l'histoire de cette Marche, après la disparition de Gero,  
deviendra pénible. Elle subira la désolation du choc des Slaves  
qui, à leur tour, attaqueront la frontière affaiblie de l'Alle-  
magne. Les princes empereurs d'Allemagne, tout occupés  
de leur rêve péninsulaire et oriental, retenus par des besognes  
brillantes, lucratives qui les attendent en Italie, ne se con-  
sacreront qu'à de rares intervalles à la défense de leurs  
Marches menacées. L'ennemi dépassera l'Elbe, pénétrera sur  
le territoire de la Saxe ; ce sont d'obscurs margraves qui  
recevront le soin de protéger désormais les frontières de  
l'Empire. Mais ces petits princes, pour la plupart incapables,  
ne sauront résister à la poussée slave ; il faut l'avènement  
des Ascaniens pour voir la Marche du Nord sérieusement  
défendue.

La lutte est dure, car les Wiltzes et les Obotrites combattent,  
avec une admirable obstination, pour leurs dieux et leurs  
libertés. Mais cette situation est exceptionnelle, car partout le  
monde slave s'est transformé. Les Danois, les Slaves du Bas-  
Danube se sont convertis, le paganisme recule devant la pré-  
dication chrétienne qui même va pénétrer chez les Slaves des  
Marches. Les Obotrites céderont les premiers ; les Wiltzes du

Brandebourg ne se convertiront qu'après que des flots de sang auront coulé, la Monarchie prussienne s'édifiera alors sur les bords de l'Elbe. Les vieilles idoles étaient, pour ces païens, le palladium de l'indépendance. Pour dominer ceux-ci, il fallut les convertir ; cette conversion s'opéra par l'extermination des populations slaves de l'Elbe. Les autres peuples slaves : de Russie, de Croatie, de Bohême, etc... étaient convertis et gardaient leur nationalité. Les Slaves, entre l'Elbe et l'Oder, disparaissaient, au début du XII<sup>e</sup> siècle, ou se fondaient dans la population allemande. A peine l'ethnographie signale-t-elle 150.000 Wendes environ établis dans la Lusace (1). Or cette prédominance de l'élément germanique dans la Marche du Nord devait faire la fortune de la Prusse qui se fondait sur l'oppression et la disparition des Slaves, tandis que ceux-ci au contraire devaient mettre plus tard en danger l'existence de l'Autriche où l'élément germanique restait insuffisant.

En face des Wiltzes, veillaient les margraves du Nord, comme les ducs de Saxe en face des Obotrites et les margraves de Misnie en face des Souabes, et notamment ce comte ascanien Albert l'Ours, un des guerriers les plus illustres du XII<sup>e</sup> siècle, qui recevait, en 1134, de l'Empereur Lothaire II, l'investiture de la Marche. Maître par ruse de la capitale des Wiltzes, Brandebourg, il put s'installer dans le pays, organiser sa conquête, restaurer les évêchés de Brandebourg et de Havelberg, appeler dans le pays les Templiers et les Hospitaliers, ainsi qu'une nombreuse noblesse allemande, établir, dans les villes et villages fondés par lui ou colonisés à neuf, des artisans et des paysans tirés de la Saxe, de la Flandre, de la Hollande, de la Westphalie, des pays franconiens. Bientôt il prendra le titre de margrave de Brandebourg porté longtemps par les ancêtres du roi de Prusse. L'indépendance des margraves resta à peu près complète sur ce terrain conquis par leurs armes et par leur politique. Mais leurs ambitions étaient plus hautes.

Le duché de Saxe, l'archevêché de Magdebourg, la Marche de Misnie, menacent le Brandebourg, parce qu'ils ont

(1) E. Lavisse, *Op. cit.* p. 42.

des prétentions également élevées ; l'Empereur même revendique sur les pays slaves des droits de souveraineté.

Or le Saint Empire va s'affaiblir, puis succomber dans sa lutte contre la Papauté (XII<sup>e</sup> siècle). La féodalité apparaît dans la plénitude de sa force et l'Allemagne n'est plus qu'une confédération de principautés et de villes, le pouvoir central n'a aucune puissance effective. Cela facilitera singulièrement les agrandissements du Brandebourg. Le margrave entrera en lutte avec les ducs de Saxe, dont l'Etat, d'abord puissant, va être morcelé par la féodalité en fiefs laïques et ecclésiastiques. La place que la Saxe laissera vacante sur la frontière orientale de l'Allemagne sera occupée par le Brandebourg. Après des luttes furieuses avec l'archevêché de Magdebourg, les margraves de Misnie et de Lusace, Albert l'Ours est délivré de ses rivaux et le Brandebourg s'est agrandi ; il reste le gardien du Germanisme sur la frontière, le principal adversaire du Danemark et de la Pologne qui, seuls, pourraient disputer à l'Allemagne sa conquête sur les Slaves.

Ces luttes contre les Slaves du Danemark et de la Pologne pour conquérir la Baltique, qui commencèrent dès les débuts de l'histoire brandebourgeoise, ne s'achevèrent qu'aux XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle, par la destruction ou l'affaiblissement de ces deux Etats.

Au début, les efforts du margrave Albert II seront impuissants pour conquérir la Slavie. Le Danemark menace même l'existence du Brandebourg. Finalement la victoire restera aux Allemands et la défaite de Waldemar (1227) sera l'occasion, pour Frédéric II, de donner au Brandebourg l'investiture du duché de Poméranie.

La lutte contre le Slavisme s'étendit également à la Pologne. Dans les temps que nous parcourons, les diverses tribus polonaises, réunies en nation, avaient conquis, sous Boleslas Chrobry (992), les pays entre l'Elbe et l'Oder, battu les margraves allemands, dominé la Lusace, entouré le Brandebourg, soumis les Prussiens et les Russes. Au XII<sup>e</sup> siècle, la rive gauche de l'Oder leur échappe et la Marche de Brandebourg s'avance au cœur du royaume.

Les territoires de Barnim et de Teltow sont conquis d'abord par les Ascaniens (1232). Aux confins de ces territoires, se trouvent, sur la Sprée, deux villages Cölln et Berlin dont les noms sont d'origine slave, ainsi que la population. Peu à peu des colons allemands les occupent, les deux villages seront réunis et formeront, au centre de la principauté, la ville de Berlin réservée à de si hautes destinées (XIV<sup>e</sup> siècle).

Les conquêtes des margraves atteignirent l'Oder. Le territoire de Lébus tombait entre leurs mains ; ils fondèrent plusieurs villes : Müllrose, Sternberg, Göritz ; Francfort-sur-l'Oder recevait une charte municipale. Peu à peu ils acquéraient les pays de Küstrin, de Landsberg, de Königsberg, de Soldin. La frontière s'avancait vers la Pomérellie, tandis que, du côté du Nord, les margraves étaient entrés en Poméranie conquise sur les Danois.

Les conquêtes des margraves avaient augmenté leur puissance dans l'Empire, Albert l'Ours reçut la dignité de grand officier, ce qui le fit, lui et ses successeurs, Electeurs du Saint Empire. Ils se trouvèrent mêlés ainsi aux querelles et aux guerres de l'Empire, et purent jouer un rôle dans les destinées de l'Etat. Ils prendront part à la lutte entre Guelfes et Gibelins, lors de la guerre que Frédéric Barberousse fit au duc de Saxe ; ils s'enrichiront ainsi des dépouilles guelfes. Les margraves, quelque peu grisés de leurs succès, se sentiront même de taille à gouverner l'Empire, mais Othon III briguera vainement la succession de Guillaume de Hollande (1256). Les Electeurs leurs préférèrent des princes moins puissants. Pour une seconde fois, les margraves Othon VII et Waldemar le Grand, échouèrent également. Il fallut de nouveaux princes et de nouvelles guerres et la transformation de la carte de l'Europe pour que les héritiers des humbles margraves pussent ceindre la couronne impériale.

Déjà le Brandebourg passait aux mains d'une nouvelle dynastie. Sous les successeurs de Waldemar, d'Henri le Jeune, avec lequel s'éteignait la descendance du fils aîné d'Albert l'Ours, ce ne fut d'abord que désordre, misère, anarchie. Les Marches furent livrées aux usurpations des voisins, à la tyrannie des nobles ; successivement des princes bavarois et

luxembourgeois voulurent l'administrer. Un instant le calme revint avec Charles IV de Bohême, mais les querelles intestines reprirent sous ses trois fils, Venceslas, Sigismond et Jean. Le pays fut au pillage, sans commerce, sans industrie, presque sans agriculture. Sigismond était à court d'argent. Déjà il avait, en 1402, livré la nouvelle Marche à l'Ordre teutonique, il s'avisa très heureusement de vendre l'Electorat au burgrave de Nuremberg, Frédéric de Hohenzollern, dont le caractère décidé et persévérant se doublait de qualités d'ordre et d'économie. Ce fut un événement des plus heureux pour le Brandebourg qui recouvra bientôt la grande position qu'il avait eue sous les derniers Ascaniens.

Les Hohenzollern, qui vont arriver en Brandebourg, ont mené la vie des camps. Elle constitue chez eux une habitude héréditaire, elle deviendra l'instrument de leur puissance. Les Habsbourg s'élèveront en Europe par le sort heureux des élections impériales, le bonheur des grands mariages ou des successions opulentes ; les Hohenzollern grandiront au contraire par la violence et la conquête, l'épée à la main.

La maison des Hohenzollern appartient par son origine au Sud de l'Allemagne, où subsiste encore un rameau vivace de ce grand arbre. Elle est située dans un château fort bâti sur une montagne à une lieue d'Hechingen, le Mont-Zollern, ou Haut-Zollern (Hohenzollern), complètement isolée. Ce château défendait jadis la communication militaire du Neckar au Danube (1).

La famille ne remonte pas à une haute antiquité, comme on l'a prétendu en Allemagne. Elle n'est mentionnée qu'en l'an 1061, dans les monuments de la Souabe, et la filiation suivie ne va pas au delà de l'année 1061. Les Hohenzollern ne proviennent donc pas, comme d'autres maisons princières d'Allemagne, des premières couches de la grande féodalité germanique ; ils n'appartiennent pas à ces dynasties que l'histoire, au sortir des IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> siècles, trouve en possession de la souveraineté territoriale ; ils ne s'incorporent pas

(1) Ch. Giraud, *Revue des Deux Mondes*, 15 janv. 1872, p. 156.

très profondément à la patrie allemande. Simples dynastes au XI<sup>e</sup> siècle, ils apparaissent comme *grafen* au XII<sup>e</sup> siècle, probablement par le bienfait des Hohenstaufen, leurs compatriotes. Ils étaient comtes du petit district de Zolro, près d'Hechingen, pendant que s'éteignaient, en Allemagne, les maisons de Saxe impériale, de Billung, de Nordheim, de Franconie, des Welfs, d'Altorff.

Entre les Zähringen et les Staufen concurrents, déjà rivaux à la cour de Franconie, on voit les Zollern suivre en vassaux le parti des Staufen. Après l'élévation de ces derniers au trône, lorsqu'éclate l'antagonisme des Welfs et des Waiblingen dans l'Allemagne du Sud, on trouve les Zollern très hésitants et attendant le succès pour se prononcer. Ils suivent Frédéric Barberousse à la Croisade et organisent une force importante pour tenir tête au dernier des Zähringen. Ils recherchent des abbayes opulentes ; leur importance s'accroît à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle et ils exploitent la faveur auprès d'Henri IV, en secondant ses desseins pour établir l'hérédité dans sa famille.

En 1192, l'unique héritière des burgraves de Nuremberg épouse Frédéric de Zollern, cadet de la maison. On obtint aisément de l'Empereur Henri VI la collation du burgraviat vacant en faveur du gendre du nouveau titulaire ; dès lors la carrière politique est ouverte aux Hohenzollern devenus fort riches et qui satisferont aux prodigalités folles de l'Empereur Sigismond.

Frédéric V de Hohenzollern devait conserver le gouvernement du margraviat jusqu'au remboursement des sommes qu'il avait prêtées ; en 1415, Sigismond le lui vendra complètement. Frédéric I<sup>er</sup>, car c'est ce nom qu'il allait porter désormais, en se faisant le bailleur de fonds de Sigismond, obtiendra donc le titre d'Electeur et d'Archichambellan de l'Empire (1417), avec la souveraineté territoriale pleine et entière. Il venait, par ce geste habile, de transplanter, de la Franconie dans le Brandebourg qui faisait partie de l'oligarchie électorale du Saint Empire, sa modeste dynastie perdue dans les rangs de l'aristocratie germanique.

Dès son arrivée, il soumit rapidement à son autorité les



viles rebelles et les nobles arrogants qui avaient usurpé tous les biens domaniaux et refusaient l'obéissance. Cette œuvre de restauration et de reconstitution fut continuée successivement par ses deux fils, Frédéric II Dent-de-Fer et Albert l'Achille. Le Brandebourg ne fit que grandir au fur et à mesure que l'Empire s'affaiblissait. La féodalité, que cachait mal la Monarchie constituée par les Hohenstaufen, se développait aux dépens de l'unité de l'Empire qu'elle désagrégeait peu à peu. L'Allemagne n'était plus qu'une fédération de principautés et de républiques qui se fortifiaient en se distinguant, en se séparant de plus en plus de l'Etat central. Les conquêtes du Brandebourg, sur les Slaves, furent des conquêtes qui lui restèrent propres. La Marche grandissait de plus en plus et allait contribuer à former bientôt le royaume de Prusse.

Tandis que les margraves de Brandebourg se faisaient, comme nous l'avons vu, les agents de la conquête allemande de l'Elbe à la Vistule, deux ordres militaires allemands accomplissaient la même besogne de la Vistule à la Duna et au Golfe de Finlande. En 1200, Albert de Buxhövden, évêque de Riga, fondait l'ordre des Porte-Glaives qui conquerra la Livonie, la Courlande, l'Esthonie. En 1230, Hermann de Salza, quatrième grand-maître de l'ordre « des Frères Teutoniques de Sainte-Marie de Jérusalem » créé en Terre Sainte, après la prise de Jérusalem, par Frédéric, duc de Souabe, fils de Frédéric I<sup>er</sup> Barberousse, pour aider les ordres français de Saint-Jean et du Temple dans la défense des Lieux-Saints (1190), enverra une escouade de chevaliers commencer la conquête de la Prusse.

Ce pays, formé de marécages et de forêts de pins, situé aux bords de la Baltique, entre la Vistule et le Prégel, était habité par diverses tribus de race slave mélangée d'éléments finnois. On les appelait les Borusses ou Porusses ; à côté vivaient des tribus lithuaniennes sur les deux rives du Niémen, et, plus loin, dans l'intérieur des terres, en Courlande et en Livonie, des Lettons. Au delà, on rencontrait les Lives et les Esthes qui appartenaient à la race demi-asiatique des

**Finnois.** Les légions romaines et plus tard les armées de Charlemagne n'avaient pu entamer l'intégrité du territoire prussien ; l'Elbe semblait former une barrière infranchissable. La Germanie était devenue chrétienne, la Prusse était restée païenne, résistant au flot qui la menaçait, persistant dans sa vieille idolâtrie et sa farouche indépendance. Même les Empereurs du Saint Empire n'avaient pas daigné poursuivre, contre les obscures peuplades, l'œuvre de conquête.

Un Tchègue, ami de l'empereur Othon, l'évêque Saint-Adalbert, évêque polonais de Gniezno (Gnesen) et ami également de Boleslas, entreprit bien, au X<sup>e</sup> siècle, de convertir la Prusse ; il fut massacré sans avoir gagné l'âme d'un seul Prussien à la foi chrétienne. Mais son martyre souleva des colères dans l'Europe qui voulut punir ce peuple cruel. Les Danois, les Polonais l'attaquèrent sans pouvoir lui enlever ni son indépendance, ni sa foi. Mais bientôt le christianisme s'étend en Brandebourg, en Mecklembourg, en Poméranie, en Livonie ; l'ordre des Porte-Glaives (et au Sud-Ouest du pays borusse, les Frères-Chevaliers de Dobrin, 1225) est prêt à évangéliser les Prussiens. Comme ceux-ci ont pris l'offensive, massacré les chrétiens au-delà de la Vistule, et ravagé la Pologne, le fils du roi Casimir, Conrad, prie le grand-maître des Chevaliers teutoniques, Hermann de Salza, de mener la croisade sur le sol païen. Auparavant Hermann demanda à l'Empereur de confirmer la donation que lui faisait Conrad des territoires entre l'Osser et la Drevenz et l'attribution de la Prusse entière. La conquête commença et dura cinquante-trois ans pour exterminer le malheureux peuple prussien.

Les croisés arrivent tous unis : Frères Chevaliers de Dobrin, Porte-Glaives, Teutoniques et luttent à outrance contre les païens de la Baltique, occupent des points choisis, creusent des fossés, bâtissent des forteresses, amènent des colons pour remplacer l'indigène, des villes s'élèvent : Culm, Thorn, Memel, tout le pays se germanise. En 1237, l'ordre des Porte-Glaives de Livonie se fond dans celui des Teutoniques qui aspiraient à dominer la Baltique. Peu de temps après,

colons et chevaliers ont cause gagnée ; ce qui reste des indigènes est vaincu, écrasé. Toute la côte de la Baltique, de la Vistule, jusqu'au lac Péipous est bientôt conquise et administrée par des chevaliers allemands. Les Prussiens, employés surtout comme soldats, furent usés davantage par la guerre que par la servitude, leur langue même disparut, la colonie allemande avait tout dévoré.

Marienburg était la capitale de l'Ordre, qui acquit la Pomérellie avec Dantzig, ainsi que l'Esthonie. Comme à cette époque (XV<sup>e</sup> siècle), la Marche de Brandebourg est en décadence, l'Ordre achète aux margraves la Nouvelle-Marche, sauvant ainsi de la ruine une colonie allemande. Sa puissance et sa richesse étaient énormes ; il faut dire que sa situation était exceptionnelle, au point d'intersection des deux parties de l'Orient européen, l'une très entamée par la conquête allemande, l'autre encore soumise à des peuples primitifs. L'Ordre montait la garde dans l'Est comme une sentinelle avancée de la chrétienté et de la civilisation, aussi était-il en guerre perpétuelle avec la Lithuanie païenne qu'il fallait subjuguier et convertir. La lutte entre Slaves et Germains se poursuivait également contre la Pologne pour la conquête définitive de la Pomérellie qui, faisant communiquer les pays prussiens avec l'Allemagne, avait une situation exceptionnelle. Frédéric le Grand ne l'oubliera pas plus tard lors des partages de la Pologne.

Cette puissance se trouva menacée, tandis que la croisade se poursuivait contre la Lithuanie. Jagellon, grand duc de Lithuanie, épouse l'héritière de la couronne polonaise, Hedwige, devient roi de Pologne et évangélise la Lithuanie ; les deux pays désormais unis vont prendre leur revanche sur les Allemands. A la bataille de Tannenberg (1410), les Teutooniques furent anéantis et le Grand-Maître deviendra le vassal du roi de Pologne ; sa prépondérance dans l'Europe orientale était désormais terminée. Partout l'Allemagne recule et même les Moscovites s'avancent pour lui disputer le commerce de la Baltique.

Comment la conquête allemande en terre slave, dans une position si dangereuse, sera-elle sauvée ? Une nouvelle famille

est à la tête du Brandebourg et va relever l'honneur allemand en reconstituant l'héritage ascanien très amoindri. Le Grand-Maitre et le margrave menacés par les Slaves qu'ils avaient si bien exterminés jadis, se comprirent ; ils unirent leurs intérêts. Si le désastre des Teutoniques ne put être évité, du moins le margrave prépara la revanche.

Albert de Brandebourg, élu Grand-Maitre de l'Ordre, en 1511, embrassa la Réforme, sécularisa le domaine des chevaliers et se fit nommer duc héréditaire de Prusse par le roi de Pologne ; l'histoire du pays teutonique va se confondre avec celle de l'Etat prussien. Albert de Hohenzollern et surtout ses successeurs veulent s'émanciper de la suzeraineté polonaise qui pèse sur le domaine prussien. C'est au Grand Electeur que reviendra le mérite d'affranchir son pays. Après deux siècles seulement, la terre teutonique était réintégrée dans un Etat allemand, mais deux tronçons restaient dans des mains étrangères : les provinces orientales, l'antique domaine des Chevaliers Porte-Glaives qui s'était perdu peu à peu après les catastrophes du XV<sup>e</sup> siècle dans l'Empire moscovite et les provinces occidentales conquises par la Pologne : Culm, Dantzig, Marienbourg. Frédéric II ressaisira ce vieux domaine teutonique. Aujourd'hui les Allemands revendiquent la Lithuanie des Chevaliers Porte-Glaives ; les provinces baltiques sont encore, à leurs yeux, une colonie allemande acquise indûment par les Russes ; Pierre le Grand et Catherine ont commis une usurpation en soumettant au sceptre russe la « plantation allemande (1) ».

L'œuvre d'Albert de Hohenzollern et de Frédéric Guillaume, Grand Electeur, est inachevée. Après avoir repris le patrimoine des Teutoniques, il reste à reconquérir celui des Chevaliers Portes-Glaives ; les provinces baltiques sont, pour les Allemands, une colonie menacée par les Russes. L'histoire, l'ethnographie et la linguistique nous révèlent ainsi une des causes de la guerre de 1914 : la revendication du territoire des antiques colonies allemandes. Guillaume II, reprenant l'œuvre des margraves, des Grands Maîtres et des Electeurs,

(1) Treitschke. *Das Ordensland Preussen*, 1871.

a poussé ses armées jusqu'à Riga pour étendre la domination allemande là où ses ancêtres avaient développé, contre les Slaves, la puissance de la race.

On a vu comment s'était fondé l'Etat prussien par l'union du Brandebourg et du pays conquis par les Teutoniques. Le Brandebourg, né sur une frontière disputée entre deux races ennemies, était donc un Etat tout militaire. Il ne fut prospère que par l'ordre, la discipline, la hiérarchie. Les margraves avaient du reste créé, en terre nouvelle, et tel qu'ils l'entendaient, l'Etat qu'ils allaient gouverner. Leurs successeurs, les Hohenzollern, ne purent que lui garder son caractère primitif; il devait sa prospérité à la conquête, l'offensive était la loi de l'histoire de Prusse, et Mirabeau avait raison de dire plus tard : « La guerre est l'industrie nationale de la Prusse. » L'histoire des origines du Brandebourg éclaire toute l'histoire de la Prusse. Comme l'a si bien écrit notre maître, M. Lavisse, « les prédécesseurs des Hohenzollern annoncent et expliquent les Hohenzollern eux-mêmes. » Les traits principaux de la Monarchie prussienne se trouvent dans la Marche telle qu'elle a été créée à l'origine par les margraves ascaniens. Libertés provinciales et municipales, noblesse toute militaire, c'est la Prusse moderne où se mélangent les institutions féodales et les institutions libres, où le chef de l'Etat est à la fois souverain constitutionnel et monarque de droit divin, où les institutions parlementaires sont à peine nées et où seuls les Etats provinciaux ont pour eux la tradition historique, le roi héritier des margraves constituant seul l'unité de la Monarchie. Et la Prusse se trouva tout-à-coup, jusqu'à la défaite de 1918, vouloir imposer son caractère propre non seulement à l'Allemagne, mais à l'Europe centrale.

---

*DEUXIÈME PARTIE*

---

**LES TRAITÉS DE WESTPHALIE  
ET L'ALLEMAGNE MODERNE**

## CHAPITRE PREMIER

### L'EMPIRE DE CHARLES-QUINT ET LA RÉFORME

---

Lentement deux Etats se sont élevés au centre de l'Europe. L'un, sous le sceptre des Habsbourg qui va restaurer le Saint Empire usé et affaibli et lui donner, hors d'Allemagne, une puissance nouvelle ; l'autre, défenseur des libertés allemandes contre les Slaves dont les frontières très agrandies sont mal délimitées, qui veut ajouter au burgraviat de Nuremberg, au margraviat de Brandebourg, au royaume de Prusse, des conquêtes nouvelles, qui élargit le cercle de ses ambitions et rêve de conquérir l'Empire d'Allemagne. Le choc est fatal. Il sera retardé pendant trois siècles, parce que la France, sortie de ses luttes pénibles contre les Anglais, de ses projets magnifiques d'extension dans la Péninsule italienne, à l'instar de ses premiers souverains, va défendre son indépendance contre l'Empire des Habsbourg. Cet Empire solide et grand au centre de l'Europe, reprenant les traditions d'universalité et de domination du Saint Empire veut dicter la loi à tous les Etats. Les rois de France et leurs grands ministres, poursuivant le même dessein, s'y opposeront de toutes leurs forces. Il faut un juste équilibre entre les Etats, une balance de puissance, c'est cet équilibre dont les Valois et les Bourbons seront, pendant plusieurs siècles, les défenseurs opiniâtres.

A la mort de l'Empereur Frédéric III de Habsbourg, l'Allemagne avait paru à la veille d'une complète dissolution. La constitution d'une oligarchie princière fortement organisée l'en avait préservée. Les princes, en étendant leur domaine,

recherchent la création d'un organisme supérieur qui se développera aux dépens de l'Empereur et de la noblesse secondaire. Ils proclament l'indivisibilité de leurs possessions, mais le particularisme s'accroît et renforce l'idée dynastique. Ils sont prêts à recueillir la succession de l'Empire dont la décrépitude ne fait que s'accroître. Parmi ces puissantes maisons d'Allemagne, on remarque les Hohenzollern en Brandebourg, les Wittelsbach dans le Palatinat, les Wettin en Saxe, les Zähringen en Souabe. Leurs compétitions entretiennent la confusion générale ; ils ne connaissent du reste d'autres maîtres que l'intérêt.

On rend les Habsbourg responsables de la décadence où se trouve l'Allemagne, on rêve du retour des Hohenstaufen. A la mort de Frédéric III, qui a préparé la grandeur de la maison d'Autriche, ses domaines héréditaires enserrent toute la Germanie méridionale. Elle possède la Styrie, la Carinthie, la Carniole, la Marche Vende, Goritz et Gradisca, l'Istrie et le Frioul autrichien. La Suisse, il est vrai, a maintenu son indépendance, mais, en Alsace, l'Autriche a d'importants domaines. De Vienne, elle surveille la Hongrie et la Bavière. La constitution de cette Monarchie puissante, au centre de l'Europe, fut profitable à l'Allemagne qu'elle protégea contre la France, les Slaves et les Turcs ; en même temps, elle défendit les intérêts de l'Autriche, lorsqu'ils entrèrent en conflit avec ceux de l'Allemagne.

Maximilien I<sup>er</sup>, qui va fonder réellement, après Frédéric III, la grandeur de l'Autriche en faisant épouser à son fils, Philippe le Beau, la fille de Ferdinand d'Aragon et d'Isabeau de Castille (1496), cherchera plutôt à augmenter les possessions de sa maison qu'à établir solidement son autorité en Allemagne ou à restaurer l'Empire. Il amorcera la réunion à l'Autriche des Etats espagnols. Par les traités de Presbourg, de Vienne (1515), et le mariage de son petit-fils Ferdinand à la sœur du roi Wladislas, Anne (1516 à 1521), il ménagera à ses héritiers la possession de la Bohême et de la Hongrie. Lui-même, en épousant, en 1477, la duchesse Marie, héritière de Bourgogne, ajoutera aux possessions héréditaires de la maison d'Autriche celles de cette puissante maison. Sauf



le duché qui, en qualité de fief mâle, fit retour à la couronne de France, le reste de l'héritage, les Pays-Bas et la Franche-Comté, passeront à la Maison d'Autriche. C'est le point de départ de la lutte entre deux dynasties, entre deux Etats. « Ce mariage, écrivait Bayle au XVII<sup>e</sup> siècle (1), le mariage fut la naissance d'une guerre qui a duré plus de deux cents ans, et qui a mine de durer encore beaucoup. Elle a été quelquefois interrompue par l'épuisement des combattants, mais ce n'a été que pour revenir à la manière des fièvres intermittentes, dès que la matière dissipée a pu se renouveler. De là sont sortis des fleuves de sang, et une infinité de brûlements, de saccagements, de misères..... La France et la maison d'Autriche, les principales parties qui ont disputé ce morceau de terre, ont engagé à cette dispute la plupart des puissances chrétiennes..... Tant qu'il restera un pouce de terre à gagner..... ce sera un levain et un ferment infailible de nouvelles guerres. » Maximilien sen ble avoir touché au but, il partira à la conquête de l'Europe.

Son fils, Charles-Quint, veut étendre également sa domination sur l'Europe entière. Il paraît sur le point de reconstituer l'Empire de Charlemagne, se servant lui aussi de la religion dans un but politique. Il est par définition l'adversaire de la Réforme qui prend ses origines dans une réaction du sentiment national contre l'hégémonie romaine. Il n'est pas seulement le rival de François I<sup>er</sup> et de la nation française, il est le représentant du système qui repose sur l'unité catholique et auquel se heurtent désormais les nationalités.

Comme lui, François I<sup>er</sup> fut candidat à l'Empire. Les craintes de l'invasion des Turcs auxquels s'était allié le monarque français et surtout l'attachement aux libertés germaniques décidèrent de l'élection de Charles-Quint (1519).

On considérait comme un Germain ce Bourguignon mâtiné d'Espagnol, qui ne sut jamais bien parler la langue allemande et qui ne considéra l'Allemagne que comme un instrument destiné à réaliser ses ambitions d'hégémonie mondiale. Pour

(1) *Dictionnaire Historique*. Article Louis XI.

réaliser ses desseins, il se servira de la Papauté, et la Papauté, trop occupée de ses intérêts propres, le trahira.

Ses rêves de domination l'écarteront de la Réforme, avant tout, mouvement populaire et national. Au début il sera trop engagé dans la lutte contre la France pour la bien combattre ; lorsqu'il se jettera sur elle de toutes ses forces, il ne parviendra pas à l'écraser, car elle aura poussé des racines trop profondes dans le sol libre de la Germanie.

Charles ne pouvait gouverner seul ses immenses Etats. Déjà il avait trop négligé l'Allemagne. Le mouvement de la Réforme suffisait à le lui démontrer. Pour maintenir l'Italie sous ses lois, il avait pillé Rome (1527). Or voici que des troubles éclatent dans la Basse-Autriche ; l'Empereur comprend enfin qu'il ne peut seul administrer l'Empire et laisse à son frère Ferdinand les possessions allemandes de Maximilien. Dès ce moment, les Habsbourg d'Espagne et les Habsbourg d'Autriche formeront deux branches distinctes. A la mort de Louis, roi de Bohême (1526), Ferdinand revendiquant son héritage, se fera proclamer roi à l'unanimité. Une aristocratie avilie par l'anarchie et infidèle aux traditions nationales livrait le pays à une dynastie étrangère.

De plus en plus, Charles, malade, inactif, se désintéressait des affaires de l'Empire. Il éprouvait un gros échec devant Metz, contre le roi de France Henri II, et pour mettre un terme aux luttes religieuses qui désolaient l'Allemagne, ils charge son frère, afin de ne pas en supporter la responsabilité, de signer la paix d'Augsbourg, qui, en reconnaissant aux princes luthériens le libre exercice de leur culte et la conservation des biens ecclésiastiques sécularisés, laisse à l'Allemagne un long répit (1555).

En revanche certaines stipulations sur l'organisation des cercles de la Chambre impériale restreignirent le pouvoir de l'Empereur. Charles n'avait pas réussi dans son projet de créer une monarchie universelle. La fortune lui était contraire, et au lieu de relever l'autorité monarchique en Allemagne, il avait grandi le particularisme. La Monarchie habsbourgeoise subsistait à côté de l'Allemagne, au lieu de régner sur elle. Elle n'avait plus qu'une souveraineté de nom.

L'oligarchie princière, lentement constituée au cours du Moyen-Age, enrichie des dépouilles du clergé, recevait de la révolution religieuse une force nouvelle. C'est elle qui allait désormais dominer aussi bien le peuple que les villes elles-mêmes, qui avaient jusqu'ici la direction intellectuelle et morale de l'Allemagne.

Mais cette victoire de l'oligarchie princière coïncide avec une période d'anarchie et d'abaissement extérieur qui se prolongera jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les influences étrangères envahirent l'Allemagne qui ne fut plus que le champ de bataille où les Etats voisins se disputèrent l'hégémonie de l'Europe. La Réforme avait brisé, avec les rêves de domination de Charles-Quint, la puissance de l'Allemagne.

Nous ne saurions, à cette époque, passer sous silence, parce qu'elle constitue un élément essentiel de l'équilibre de l'Europe centrale, la formation de la nationalité suisse. Pendant deux cents ans, à partir de leur première alliance en 1291, les Suisses avaient glorieusement combattu contre l'Autriche pour assurer leur indépendance. Ils étaient entrés en lutte victorieusement contre Charles le Téméraire, contre la Souabe, culbutant les forces de l'Empire allemand, en huit batailles successives. Ils devenaient définitivement libres même à l'égard de l'Empire, ils étaient les « *Confédérés* », tout juste « parents de l'Empire ». De toutes parts, on recherchait leur amitié qui avait son poids. Cependant la situation de la Suisse était difficile entre l'Empire et la France qui luttaient l'une contre l'autre en Italie et au Nord des Alpes.

La Réforme créera en Suisse des divisions aussi violentes qu'en Allemagne et même une véritable révolution politique contre les princes étrangers. A la suite des luttes qu'elle engendre, il y aura deux Suisses, l'une réformée, l'autre catholique. Chaque confession a ses diètes séparées, plus fréquentes que les diètes générales. La Suisse, divisée ainsi en deux camps, cesse d'avoir une âme et une politique unique. Elle n'a pas réussi à se donner un centre, une volonté. Elle sera, pendant deux siècles, le grand réservoir où l'Europe entière viendra puiser d'intépides soldats. Pendant la guerre de

Trente Ans, la guerre de Succession d'Espagne, les Confédérés proclameront, comme un principe intangible de leur politique, la neutralité de l'Etat, en « tant que Confédération ». Cette politique devient un dogme ; neutralité et indépendance sont deux notions connexes qu'on ne distingue plus. L'Europe reconnaîtra du reste avec le temps l'indépendance de la Suisse, et sa neutralité constituera une importante sauvegarde de la paix ; la France, l'Allemagne et l'Italie ont tout profit à laisser la Confédération garder à ses frais soixante lieues de frontières respectives. La neutralité suisse n'est pas une création de la diplomatie, comme plus tard la Belgique et le Luxembourg, elle est sortie peu à peu, au cours des siècles, des entrailles du peuple. Pendant le XIX<sup>e</sup> siècle enfin, la Suisse acquerra son unité morale, elle se donna un gouvernement accepté de tous, plaçant la notion de patrie au-dessus des divisions locales.

---

## CHAPITRE II

### L'ABAISSEMENT DU SAINT EMPIRE

---

Fatigué et découragé, Charles-Quint avait abdiqué au profit de son frère. Ce geste, de prime abord, semblait de peu d'importance, le principe monarchique était trop profondément enraciné dans l'Empire pour qu'une seule de ses parties se trouvât ébranlée par cette succession nouvelle. Et cependant ce simple geste marquait une date décisive dans l'histoire de l'Allemagne. Ce n'était pas seulement un Empereur qui disparaissait, mais l'Empire lui-même, tel que l'avait compris et organisé le Moyen-Age. Depuis l'évolution préparée par la Réforme, il n'était plus, dans cette nouvelle société chrétienne fondée sur l'indépendance des nationalités et la diversité des croyances, qu'un anachronisme. Aucun peuple ne désirait, autant que le peuple allemand, la disparition du Saint Empire. Les luttes de la Réforme avaient profité aux princes. Les villes affaiblies étaient atteintes dans leur richesse, la Hanse elle-même était en décadence. Les patriciats triomphaient par l'abaissement des classes inférieures et la situation précaire des villes. L'Allemagne devenait une oligarchie, à mesure que le pouvoir central était plus faible ainsi que l'opposition des classes inférieures.

Le traité d'Augsbourg n'était qu'une simple trêve entre protestants et catholiques. Il y avait bien des conflits en perspective. Si, de 1555 à 1618, l'Europe sembla pacifiée, ce fut grâce à la modération des Empereurs Frédéric I<sup>er</sup> et Maximilien II, et aussi à la fatigue des guerres passées. Le parti protestant triomphait en Allemagne. Les grandes familles

princières : Electeurs de Saxe, Electeurs Palatins et beaucoup d'autres dans le Nord et l'Allemagne du Sud étaient acquises au protestantisme. Les puissantes Maisons des Wittelsbach et des Habsbourg avaient peine à lutter contre les progrès de la Réforme. La paix était précaire et la lutte devait s'engager bientôt dans l'Europe centrale, mettant aux prises des ambitions et des intérêts multiples coalisés cette fois contre les Habsbourg.

Dans les provinces que gouvernait l'Empereur, la défaite de la Réforme apparut comme le prélude indispensable de modifications constitutionnelles qui, enlevant aux divers royaumes les derniers restes de leur autonomie, donneraient au souverain un pouvoir plus grand. De la lutte engagée entre l'hérésie et le catholicisme dépendaient les destinées de la Monarchie autrichienne et peut-être celles de l'Allemagne et de l'Europe elle-même.

Déjà les hostilités sont imminentes. La succession de Clèves et de Juliers vient de s'ouvrir et soulève de vives convoitises. L'Electeur de Brandebourg et le Comte Palatin sont candidats, tandis qu'Henri IV déclare qu'il ne tolérera ni l'intervention de l'Espagne, ni celle de l'Empereur. Or Rodolphe ordonne le séquestre des territoires en question et y envoie une armée. La guerre va éclater, car le roi de France croit le moment venu de briser la puissance autrichienne et d'assurer à l'Allemagne la liberté religieuse avec les institutions fédératives, garantie de paix en Europe.

Chez les Habsbourg, une insurrection générale est probable ; Rodolphe veut faire acte d'autorité, briser les résistances des Diètes, relever le pouvoir royal, écraser l'hérésie. Les protestants prennent l'offensive par la défénestration de Prague (23 mai 1618), et leur geste va mettre le feu aux poudres. Les hostilités, d'abord toutes religieuses, compliquées de querelles nationales et qui n'intéressaient que l'Autriche et la Bohême, vont gagner l'Allemagne et entraîner l'Europe entière. L'Empereur Ferdinand II, vainqueur à la Montagne Blanche, de Frédéric V, Electeur Palatin (1620) s'occupera de suite, en restaurant le catholicisme en Bohême, d'affermir son autorité et d'assurer par

là le triomphe en Allemagne de la religion traditionnelle.

La France suivait avec une attention méfiante les progrès de la puissance autrichienne. Assistera-t-elle indifférente aux changements qui vont s'accomplir en Allemagne et laissera-t-elle les Habsbourg transformer à leur profit la constitution allemande pour rétablir, en Europe, l'Empire de Charles-Quint ?

Ce n'est plus le Saint Empire qui veut étendre sa domination sur l'Europe centrale, menaçant ainsi la sécurité des autres puissances, mais un autre Etat d'origine allemande, la maison de Habsbourg, à laquelle jusqu'ici la fortune a tant souri. Les agrandissements successifs de l'Autriche deviennent une question européenne ; les laissera-t-on s'augmenter encore ? Voici que cette ambitieuse maison s'étend des rives du Bas-Danube à la mer du Nord.

La France, sous l'habile direction de Richelieu, cherchera, comme sous François I<sup>er</sup> et Henri IV, à grouper autour d'elle tous ceux dont les ambitions autrichiennes menacent les intérêts ou l'indépendance. Richelieu intéressera l'Europe à la victoire de la France en défendant l'équilibre et la liberté du monde. Imprégné de la tradition classique et de la doctrine des frontières naturelles, il pensait que le Rhin avait servi, pendant plusieurs siècles, de bornes à la Gaule et que l'Empereur « n'avait aucun droit sur les terres qui sont en deçà que par usurpation. »

La lutte contre la maison d'Autriche est une condition nécessaire de la formation territoriale de l'Etat français et bientôt de son existence même. Le jour où Philippe le Beau eût épousé Jeanne la Folle (1496), héritière des couronnes d'Espagne, et où leur fils, Charles, réunit entre ses mains l'Espagne, Naples, la Sicile, les Pays-Bas, la Franche-Comté, les Indes et ceignit la couronne impériale, possédant ainsi toute une partie de l'Europe, la France ne pouvait plus vivre librement. Elle chercha des alliés. Elle en trouva dans l'Empire d'Allemagne, où les princes menacés dans leur indépendance s'étaient ligués contre Charles-Quint qui prétendait maintenir dans l'Empire l'unité de la

.foi. Les princes, qui adoptèrent la Réforme, défendaient contre l'Empire aussi bien leur indépendance politique que religieuse.

Richelieu devra lutter à la fois contre la branche espagnole de la maison d'Autriche qui comprend avec l'Espagne, Naples, la Sicile, les possessions italiennes, les Indes, la Franche-Comté, les Pays-Bas, et contre la branche allemande qui englobe l'Autriche proprement dite, l'Alsace, les pays héréditaires, la Bohême, la Hongrie et la couronne impériale.

Le conflit va dévier de son point de départ, à mesure qu'il se prolongera ; les belligérants s'inquiéteront moins de la restauration de l'unité chrétienne, origine de la guerre, que de l'hégémonie de la maison d'Autriche et de l'établissement d'un juste équilibre en Europe. Le dessein du cardinal avait été, paraît-il, de constituer, avec diverses puissances catholiques, la Savoie, Venise, la Bavière, une sorte de ligue entre les princes pour assurer au besoin, entre les doctrinaires des partis extrêmes, une sorte de médiation. Mais il ne fallait pas alors que les catholiques remportassent un succès trop marqué ; or l'Autriche allait être sauvée pour une fois par les victoires de Waldstein qui offrait à l'Empereur une armée équipée à ses frais. Il lui conseille de proclamer son fils roi des Romains, sans consulter la Diète. La soumission complète de l'Allemagne aux projets des Impériaux, qui veulent y faire régner l'absolutisme, est la condition du triomphe de la foi catholique dans le monde ; voilà ce qu'on cherche à persuader aux catholiques. Dès que l'opposition allemande sera étouffée, Waldstein pourra aisément tourner les forces de l'Autriche contre les Turcs et faire couronner Ferdinand empereur d'Orient, dans Constantinople.

Richelieu, dans ce grand désarroi, va chercher à dissocier la cause catholique de la cause impériale, à créer, en Allemagne, un tiers parti pour maintenir l'équilibre. Grâce à ces intrigues et à celles de son collaborateur dévoué, le père Joseph, à la Diète de Ratisbonne (1630), les Electeurs refusèrent à Ferdinand d'élire son fils roi des Romains.



D'autre part, l'infatigable cardinal suscitait à l'Empereur de nouveaux ennemis : la Suede avec Gustave-Adolphe, les Provinces-Unies, plusieurs princes allemands, les ducs de Savoie, de Parme, de Mantoue (1635). Bientôt les victoires de Condé et de Turenne (1643-45) obligèrent Ferdinand, avant d'irréparables désastres, à traiter et à subir nos conditions.

---

## CHAPITRE III

### LES TRAITÉS DE WESTPHALIE

---

Il fallut trente années de guerre et la coalition de plusieurs puissances pour battre l'Allemagne et la maison d'Autriche, et le feu de ce long conflit embrasa la plus grande partie de l'Europe. La coalition voulut briser la puissance des Habsbourg, les empêcher d'asservir l'Allemagne, d'y faire régner, comme plus tard les Hohenzollern, l'unité à leur profit.

C'était pour la France une guerre de caractère défensif, non pas pour acquérir la prépondérance, mais pour se protéger. En luttant pour conserver aux Grisons la clef des Alpes, en fournissant, comme sous Henri IV, des subsides aux Hollandais, nous ne faisons que défendre les boulevards de nos frontières. Il nous fallut aller plus loin, favoriser les entreprises destinées à ruiner les projets d'unité germanique et de monarchie universelle. Ces entreprises des Habsbourg en Europe centrale que reprendra l'Allemagne de Bismarck, modifiaient la balance des forces établies par le traité de Verdun entre les Etats voisins ; l'intervention de la France était justifiée.

Mais cette intervention n'eut peut-être pas tous les résultats qu'en attendait son auteur. Les succès de notre allié Gustave-Adolphe ruinaient une politique qui consistait à tenir un juste équilibre entre les membres de l'Union évangélique et ceux de la Ligue catholique, et qui tendaient à donner à la France la direction du catholicisme européen. La mort de Gustave-Adolphe procura à Richelieu des succès tout différents. La coalition protestante était découragée, il fallut la ranimer, la sauver du désastre, briser le faisceau des Etats

catholiques groupés autour des Habsbourg. Or l'Allemagne, dirigée par l'Empereur qui la défendait, se battait pour l'unité nationale et ainsi se réveillait un instinct unitaire qui avait disparu (1). La France et tous les coalisés chercheront à maintenir en Allemagne le particularisme ; celui-ci avait reçu avec la guerre un coup mortel. Les événements avaient dépassé les calculs de l'homme d'Etat. Il avait cependant bien vu, lui et son successeur Mazarin, qu'il fallait avant tout prévenir la constitution, au centre de l'Europe, du bloc germanique semblable à celui qu'avaient édifié les Othons et les Hohenstaufen. Le morcellement germanique était pour lui, comme pour ses collaborateurs, la condition de l'équilibre de l'Europe et en même temps de sa sécurité.

Voyons quels furent les résultats de la guerre de Trente ans, et comment le traité de Westphalie, qui la termina, organisa en Europe un certain équilibre.

Pour assurer l'exécution du futur traité, Mazarin avait formé le projet suivant. Constituer une ligue entre les princes d'Allemagne et une ligue entre les princes italiens, indépendantes l'une de l'autre, parce que les intérêts étaient différents, mais qui auraient toutes deux pour objet la garantie du traité de paix et par conséquent du repos de l'Europe.

Il voulait persuader également aux alliés de l'Empereur, tels que le duc de Bavière et autres princes et Etats de l'Empire qui soutenaient le parti de Ferdinand, que la France, désintéressée de cette guerre, n'avait armé que pour les défendre et n'avait envisagé que leur liberté et leur sécurité. Le traité de paix leur procurait du reste de grands avantages, car la France obligerait l'Empereur à restituer à la nation ses droits passés. Une fois établie solidement aux portes de l'Allemagne, la France pourrait secourir aisément les princes et Etats que l'Empereur voudrait opprimer. Le duc de Bavière, par exemple, s'il favorisait les demandes de la France, acquerrait le Haut Palatinat et la dignité électorale.

(1) Fagniez. *Le Père Joseph*, 2 vol. in-8°, Paris-Hachette, 1894, t. II, p. 426 et suivantes.

Le plénipotentiaire français, comte d'Avaux, secondait les vues politiques du cardinal et cherchait à détacher les princes et les Etats de l'Empire de la maison d'Autriche, en faisant miroiter à leurs yeux la promesse de l'indépendance complète. Il intriguait dans divers milieux et auprès des villes d'Allemagne.

Déjà le Collège des villes impériales, celui qui donnait à l'Empereur pour la guerre les plus forts subsides, avait indiqué son désir de se soustraire à l'autorité impériale et de traiter à Munster, en pleine indépendance. Aussi le comte d'Avaux crut-il opportun d'adresser une lettre à tous les membres de la Diète pour les affermir dans cette résolution et les inviter à l'assemblée de Munster.

« Les plénipotentiaires de France, disait-il, étaient étonnés de ne voir encore à Munster aucun député, soit des Collèges des princes et Etats, soit des Etats particuliers qui les composent. C'était cependant en faveur de la liberté germanique que la France et la Suède avaient pris les armes, résolues l'une et l'autre à ne les quitter qu'après avoir rétabli tous les Etats de l'Empire dans leurs droits... On ne pouvait espérer une paix générale et durable à moins qu'elle ne fût concertée avec tous les Etats de l'Empire. Le droit de la guerre et de la paix n'appartient pas à l'Empereur seul, et la France a trop d'intérêt pour sa propre sûreté à maintenir la liberté germanique pour consentir jamais à la laisser opprimer. C'avait été là le principal motif de la guerre, d'autant plus qu'on accusait depuis longtemps la maison d'Autriche d'aspirer à la monarchie de toute l'Europe dont elle voulait établir le centre en Allemagne sur les ruines de la liberté germanique..... L'Empereur n'avait d'autre vue que de se rendre maître des articles de la paix et si les Etats ne s'y opposaient pas, c'était fait de leur liberté ; le temps était venu, et il se présentait l'occasion la plus favorable de remédier à ces abus en envoyant leurs députés à Munster et à Osnabrück (1). »

Pour donner à cette proposition un air de modération et lui gagner toutes les apparences d'un zèle sincère pour les

1) Le Père Bougeant. *Histoire du Traité de Westphalie*, 3 vol. in-4°, 1727 à 1744, t. I, p. 190 et suiv.

intérêts de l'Allemagne, il proposa à la cour de France de déclarer que le Roi, animé du désir sincère de faire la paix et rempli de désintéressement pendant cette guerre, était prêt à retirer ses troupes d'Allemagne et à rendre ses conquêtes. De son côté, l'Empereur rétablirait toutes choses en l'état où elles étaient en 1618. Une telle déclaration toucherait le cœur des Allemands et convaincrait l'Europe que le Roi de France ne désirait que la liberté et la paix de l'Empire.

Le cardinal fit des objections à cette proposition. Celle-ci affaiblirait les droits de la France sur les conquêtes qui avaient été faites, elle mécontenterait les Suédois qui espéraient bien que la guerre leur rapporterait des territoires.

Si la France était depuis longtemps en possession de Metz, Toul et Verdun, le Roi voulait profiter de l'occasion pour obtenir une cession pleine et entière de ces villes dans un traité solennel qui serait ratifié par l'Empereur et les trois collèges de l'Empire. Il tenait surtout à recevoir la Haute et la Basse-Alsace, Brisach, Philippsbourg et les villes forestières qui appartenaient à la maison d'Autriche, tandis que les Suédois exigeaient des territoires qui ressortissaient à des princes particuliers avec lesquels ils n'avaient aucun démêlé. Ainsi il fallait que l'Empereur, en leur accordant la Poméranie, s'obligeât à dédommager l'Electeur de Brandebourg pour la perte de ses provinces.

Les Impériaux refusèrent. S'ils consentaient bien à ce que les « princes et les Etats du Saint Empire romain fussent confirmés et établis dans tous leurs anciens droits (1) », ils ne voyaient pas pourquoi la France exigerait des satisfactions pour elle et ses alliés. Les plénipotentiaires français et suédois comprirent quels durs combats il y aurait à livrer pour aboutir, tandis que les Impériaux ne désespéraient pas de diviser les alliés et firent les plus grands efforts en ce sens, en se servant de l'Espagne. Le traité avec cette puissance n'était point signé et il allait causer aux plénipotentiaires français autant de soucis et d'inquiétude que le traité avec l'Empereur.

(1) Le Père Bougeant. *Op. cit.*, t. I, p. 272.

En effet, les négociations traînèrent en longueur et cependant l'Espagne désirait la paix, mais elle ne voulait céder que contrainte et forcée et lorsqu'il lui serait bien démontré qu'elle ne pouvait plus désunir ses ennemis. Heureusement que Mazarin parvint à obtenir un nouveau traité de garanties avec les Pays-Bas, ce qui nous protégeait du côté des Espagnols.

Mais les Provinces-Unies voulaient la paix à tout prix ; les Français ne purent la retarder plus longtemps et elle fut signée, le 3 février 1648 ; c'était une rupture formelle des traités d'alliance.

Il n'aurait pas fallu maintenant que la Suède signât à son tour, car l'Empereur, comme il le cherchait depuis longtemps en essayant de désunir ses ennemis, aurait pu réunir toutes ses forces contre la France. Le succès diplomatique des Espagnols piqua les Impériaux d'émulation, ils renouvelèrent leurs intrigues et leurs artifices pour détacher les Suédois de la France, acceptant toutes leurs demandes, écoutant toutes les propositions de leurs députés.

Les victoires du prince de Condé et de Turenne vinrent heureusement tout arranger. Maximilien de Bavière, dont les Etats étaient envahis, fut obligé de céder (mai 1648) et l'Empereur également.

Le 24 octobre, les traités étaient signés après cinq ans de négociations et de difficultés politiques innombrables ; jusqu'à la dernière minute les Impériaux avaient tout mis en œuvre pour retarder la signature.

Les traités dits de Westphalie et signés le même jour à Munster et à Osnabrück (24 oct. 1648) allaient régler, avec la situation de l'Allemagne, le droit public de l'Europe jusqu'à la Révolution.

La France gardait les trois Evêchés, Moyenvic, Pignerol. Elle obtenait le droit de garnison dans Philippsbourg, recevait Brisach, le Landgraviat de Haute et Basse Alsace avec le Sundgau et dix villes impériales (Art. 73-74-79) (1).

(1) « L'Empereur, tant en son nom qu'en celui de toute la Sérénissime maison d'Autriche comme aussi l'Empire, cédant tous les droits, propriétés, domaines, possessions et juridictions qui jusque ici ont appartenu

Le titre de la France à la possession de l'Alsace devait être confirmé plus tard par les traités des Pyrénées (1659), Nimègue (1679), Ryswick (1697) et même les traités de Paris (1814 et 1815) et de Vienne.

L'article 77 du traité de Westphalie faisait bien des réserves peu claires (1) sur lesquelles l'Allemagne se fondera plus tard pour contester nos droits, mais elles étaient annulées par la clause en vertu de laquelle « rien ne devait être considéré comme distrain par cette déclaration de tout le droit de souverain pouvoir qui a été accordé plus haut. »

La Suède recevait la Poméranie, avec Rugen, l'île de Wollin, les bouches de l'Oder, Stettin, l'évêché de Verden, l'archevêché de Brême, Wismar, ces territoires continuaient à relever de l'Empire.

Le Brandebourg obtenait, avec la Poméranie orientale, les évêchés de Halberstadt, Minden, Camin, l'expectative de l'évêché de Magdebourg. La Bavière conservait le Haut Palatinat ; un huitième Electorat était créé pour le fils du Palatin Frédéric V, qui rentrait en possession du Palatinat Rhénan. La Hesse-Cassel recevait quelques agrandissements.

nu tant à luy qu'à l'Empire, et à la famille d'Autriche, sur la ville de Brisach, le Landgraviat de la Haute et Basse Alsace, le Sunigau, et la Préfecture provinciale des dix Villes impériales situées dans l'Alsace à sçavoir : Haguenau, Colmar, Schlestadt, Weissembourg, Landau, Oberenheim, Rosheim, Munster au val Saint-Grégoire, Kaisersberg, Turin-  
gheim et de tous les villages et autres droits qui dépendent de ladite Préfecture et les transportent tous et chacun d'iceux au Roy très chrétien et au Royaume de France... De manière qu'aucun empereur ni aucun prince de la Maison d'Autriche ne pourra ny ne devra jamais usurper ni même prétendre aucun droit et puissance sur les dits pays, tant au delà qu'au deçà du Rhin ».

(1) La cession de la Haute et de la Basse Alsace et des Trois Evêchés était faite en des termes qui laissaient au Roi toute juridiction et souveraineté. Les Etats en convinrent eux-mêmes, mais ils prétendaient que cette souveraineté s'étendrait sur les Etats médiats, et non sur les Etats immédiats qui jusqu'ici n'avaient jamais reconnu d'autre souveraineté que celle de l'Empire. Ils voulaient rester Etats immédiats de l'Empire et indépendants de la France. « Mais il est à noter que cette cession était faite à la France de l'Alsace, en pleine souveraineté, tels que les termes de la cession sont reproduits dans le traité ». Ce fut là la cause de la querelle de 1789, reprise actuellement par les Allemands. Elle est due à une obscurité de rédaction et à une mauvaise interprétation d'un texte qui ne fait cependant aucun doute. (V. le Père Bougeant. *Op. cit.*, t. III p. 445-452). L'auteur ajoute : « les députés ont voulu que le Royaume de France possédât l'Alsace en fief d'Empire comme les archiducs, landgraves d'Alsace, l'avaient possédée ».

Au point de vue religieux, la paix de Westphalie confirmait les traités de Passau et d'Augsbourg.

Le Congrès cherchait à régler en plus l'organisation intérieure de l'Allemagne en décidant qu'une Diète constitutionnelle établirait les grandes lignes de la Réforme. En réalité, cette question ne reçut jamais de solution définitive. L'Empire resta un étrange amalgame qui gardait cependant la prétention de former un corps organisé.

Sur son territoire de 25.000 habitants, il y avait bien 300 souverainetés indépendantes qui prétendaient toutes régner à titre égal, alors que quelques-unes d'entre elles avaient une superficie ne couvrant pas plus de 8 à 10 lieues carrées. Les petits Etats formaient enclaves dans les grands ; les diverses possessions d'un même maître étaient éparées aux points les plus opposés de l'horizon. Elles avaient les dénominations les plus variées : on voyait des rois, des ducs, des archiducs, des burgraves, des langraves, la monarchie pure régnait à Vienne et à Berlin, la domination ecclésiastique à Mayence et Cologne, la liberté républicaine dans les Villes impériales. Dans ces unités qui n'étaient que des atomes, 40.000 seigneuries et abbayes, maîtrises, ordres, chapitres, dotés d'immunités diverses, exerçaient des juridictions privilégiées. Quelle incohérence, quelle confusion présentait l'Allemagne, alors que la France achevait son unité nationale !

Le pouvoir exécutif central était bien personnifié par l'Empereur et le pouvoir législatif par une Diète élective. Mais ces institutions n'étaient que l'ombre d'un grand souvenir. Depuis longtemps la dignité impériale ne présentait plus en propre aucune puissance et ne se faisait respecter qu'en empruntant celle du prince qui en était revêtu. L'Empereur n'avait guère que deux attributions, la nomination à certains bénéfices et la collation de titres honorifiques. Pour tout autre exercice, il lui fallait le concours et par conséquent le contrôle de ses subordonnés.

La division administrative de l'Allemagne en dix cercles portait le caractère d'impuissance. Chaque cercle avait, à sa tête, un chef désigné par l'Empereur, mais cette division



assez récente avait l'inconvénient de ne pouvoir correspondre à aucune division politique.

La justice impériale ou haute cour, dont les membres étaient nommés par les divers Etats et le président au choix de l'Empereur, n'assurait aux droits des faibles qu'une garantie illusoire. La lenteur de ses procédures, l'inefficacité de ses décisions décourageaient les justiciables de recourir à son intervention.

Pouvait-on parler d'une armée impériale? Si elle comportait de 40.000 hommes en temps de paix à 120.000 en temps de guerre, ces chiffres ne figuraient en réalité que sur le papier, car on n'était jamais plus de 20.000 soldats impériaux dans un même camp ou sur le champ de bataille.

Enfin la Diète semblait veiller sur la solidité de l'édifice. Elle était divisée en trois Collèges. Celui des Electeurs, que formaient à eux seuls les neuf souverains à qui appartenait le droit de pourvoir à la vacance du trône impérial, celui des Princes dont le nombre était de 100, celui des Villes libres avec 51 députés. On votait par ordre, de sorte que les deux collèges princiers décidaient à eux seuls de toutes les résolutions.

Les puissants Electeurs, comme ceux de Brandebourg, de Saxe, de Bavière avaient entrée dans le Collège des Princes au titre des souverainetés qu'ils pouvaient posséder et y disposaient d'autant de suffrages qu'ils réunissaient sur leurs têtes de principautés diverses. Les débats étaient alors illusoires, sauf ceux qui pouvaient s'élever entre les prétentions rivales des puissances dignes de ce nom. Bref la constitution même de la Diète ne permettait guère à l'instinct patriotique de se manifester; tout y était disposé pour entretenir la méfiance des Etats-grands et petits les uns contre les autres. A toutes ces divisions sociales et politiques, il fallait ajouter une division religieuse si profonde, qu'au jour donné, la Diète pouvait se partager comme l'armée entre protestants et catholiques prêts à se jeter les uns sur les autres (1).

Avec des organes aussi affaiblis, des cadres désuets, un

(1) Duc de Broglie. *Frédéric II et Marie-Thérèse*, 2 vol., in-8°, Paris-Calmann-Lévy, 1883, t. 1, p. 255 à 257.

pouvoir central sans autorité, le Saint Empire n'existait plus comme une institution agissante. Les réformes qu'édicteait le Congrès étaient inefficaces, lui-même d'avance les condamnait. Ne venait-il pas de proclamer les privilèges et libertés des Etats, le droit pour chacun d'eux de conclure des traités librement, sous réserve qu'ils ne seraient pas dirigés contre l'Empire ! C'était bien affirmer l'impuissance de ce dernier.

En réformant la constitution germanique, en établissant, dans toute l'Allemagne, la liberté des cultes, l'égalité des confessions religieuses, la souveraineté respective des Etats, en réduisant, par des sécularisations, la prépondérance des catholiques, en décrétant l'indépendance de la Suisse et des Provinces-Unies, en confiant à la France et à la Suède la garantie des libertés nouvelles de l'Allemagne et du pacte nouveau, en consacrant le système devenu fameux de l'équilibre européen, le Congrès de Westphalie voulait protéger l'autonomie des peuples européens contre les entreprises de la Maison d'Autriche devenue trop puissante. Et cependant les Habsbourg, grâce à la soumission de la Bohême et de la Hongrie, trouvaient une compensation à leur échec sur le Rhin.

Les traités de Westphalie achèvent la ruine de l'autorité impériale, complètent l'œuvre de Luther, marquant ainsi le dernier terme du développement constitutionnel de l'Allemagne qui deviendra une oligarchie princière. Le pouvoir des grandes puissances est fortifié aux dépens des fiefs ecclésiastiques et des Villes libres. La carte politique de l'Allemagne n'est pas compliquée, en 1648, mais simplifiée par rapport à ce qui existait précédemment (Albert Mathiez) ; l'œuvre de Westphalie est une œuvre d'unification et de concentration, et c'est là son danger. La nationalité germanique, pour subsister, devra se grouper autour de ses princes. C'est une véritable renaissance que ces traités ont facilitée. L'Allemagne moderne date du Congrès de Westphalie.

## CHAPITRE IV

### LE NOUVEL ÉQUILIBRE DE L'EUROPE CENTRALE ET LES TRAITÉS D'UTRECHT

---

L'Empire sort très affaibli de la guerre de Trente Ans : Brisach, une partie de l'Alsace, les trois Evêchés, sont cédés à la France, le Nord de la Poméranie, les terres de l'archevêché de Brème, l'évêché de Verden à la Suède. La Hollande et la Suisse sont proclamées indépendantes, en 1648.

Depuis la paix de Westphalie, l'Empire prend un caractère tout spécial. Ces traités créent dans l'histoire de l'Europe centrale une situation non moins importante que le couronnement d'Othon le Grand ; l'Empire désormais devient tout germanique. Mais, à vrai dire, il n'est plus un Empire, c'est plutôt une confédération ; il n'a pas de trésor commun, de tribunaux communs de coercition ; les Etats ont des religions différentes, des gouvernements, une administration différents, l'histoire de l'Allemagne est celle des Etats particuliers qui la composent. Cette absence de pouvoir central fort en Allemagne, laissait la voie libre à toute puissance qui voudrait, dans l'Europe centrale, imposer sa loi aux autres Etats.

Le danger était assez apparent, pour que les théoriciens du droit public aient cherché, vers les XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, à établir un système d'équilibre qui préviendrait tout essai de monarchie universelle.

Or, le système d'empire, qui avait dominé une grande partie de l'Europe pendant plusieurs siècles, constituait comme une sorte d'équilibre, un pivot auquel se rattachait la politique des Etats. On pourra se demander s'il ne valait pas mieux que le système qui régna par la suite et qui donna

naissance à toutes les grandes guerres européennes. Il faut dire que la force de l'Empire était redoutable aux autres Etats, et que par la suite sa faiblesse donna prétexte à ses membres pour s'étendre en Europe : le duc de Holstein en Danemark, le comte Palatin en Suède, l'Electeur de Saxe en Pologne, l'Electeur de Hanovre en Angleterre, l'Archiduc d'Autriche en Hongrie et en Bohême, l'Electeur de Brandebourg en Prusse, source ou occasion de multiples conflits. Toute l'énergie des divers princes fut employé à s'affranchir du pouvoir central, à devenir indépendants. L'égoïsme fut la loi qui gouvernait leurs actes, ils ne pensaient qu'incidemment à la patrie allemande.

Les Habsbourg, qui devinrent Empereurs d'Allemagne, ajoutèrent à leurs Etats des territoires non germaniques : Styrie, Tyrol, et devinrent ainsi des chefs d'Etats indépendants. Ils cherchèrent longtemps à concilier les intérêts de l'Empire avec leurs intérêts propres tant que la chose fut possible.

Le jour au contraire où la guerre de Trente Ans eut limité sinon anéanti leurs ambitions impériales, ils devinrent plutôt les souverains de la Monarchie autrichienne dans l'Europe ; la politique proprement allemande fut délaissée, l'Empire ne fut plus qu'un accessoire. Mais il se trouva néanmoins entraîné, pour la satisfaction des prétentions autrichiennes, dans de multiples guerres contre les Turcs, contre la France, à propos de l'Espagne, de l'Italie où certes les intérêts allemands n'étaient pas proprement engagés. L'Autriche absorbait l'Empire, aussi ses sujets peu à peu en oublièrent presque l'existence. La rivalité des Monarchies prussienne et autrichienne ruina le semblant d'unité qui existait encore. Les institutions désuètes n'étaient pas faites pour cimenter l'union des peuples. La *Kammergericht* de Wetzlar, où de vieux légistes discutaient sur d'interminables procès, et la Diète de Ratisbonne, où jadis avaient siégé Henri et Frédéric avec leurs prélats et leurs barons vêtus d'acier, dictant leur loi aux tribus éparses de la Méditerranée à la Baltique, n'avaient aucune autorité. Ces représentants de vieilles idées et d'anciennes institutions n'étaient plus qu'un symbole. En réalité, ils ne faisaient que bavarder sur des préséances, des

formules, ils n'avaient aucun pouvoir de décision. Il restait, de l'Empire fondé par Charlemagne, illustré par les Othons et les Hauhenstaufen, chanté par Dante, une simple collection de titres sonores. L'esprit allemand, réaliste, précis, se détournait de ce spectacle vide. Le sentiment national semblait absent. Sous le moindre choc, cet organisme vieilli s'écroulerait comme un édifice dont les poutres maîtresses n'ont plus la force nécessaire pour supporter l'ensemble.

Du système inauguré, en 1648, sortiront tout naturellement des alliances pour réprimer cette fois les agressions du Grand Roi, pour maintenir l'équilibre de l'Europe. Notre diplomatie s'inspira des règles posées alors pour provoquer les négociations d'Utrecht qui perfectionnèrent le système d'équilibre, contribuèrent à maintenir sa stabilité, sauvèrent la France, après avoir sauvé l'Europe.

Richelieu, pendant la guerre de Trente Ans, avait constitué l'Allemagne en état d'indépendance contre l'Empereur, et Mazarin avait conclu une paix qui terminait la guerre par le triomphe de la liberté germanique ; ainsi la branche allemande de la maison d'Autriche avait été abaissée. Restait la branche espagnole ; on s'attaqua à elle et les guerres de la minorité de Louis XIV consommèrent sa ruine ; la paix des Pyrénées lui fut imposée. Louis XIV épousa Marie-Thérèse.

Ce mariage donnait à Louis XIV des titres pour affirmer ses droits à la couronne d'Espagne, car si sa femme y avait renoncé, en revanche sa dot n'avait jamais été payée ; la renonciation était donc nulle. L'Empereur, par sa mère, Marie-Anne, sœur d'Anne d'Autriche, se prétendant seul héritier, les deux maisons entraient à nouveau en conflit. Louis XIV ne pouvait tolérer, pour la sûreté de la France, que les couronnes d'Espagne et d'Autriche fussent réunies sur la même tête comme au temps de Charles-Quint et donnassent à l'Empire, au centre de l'Europe, une situation prépondérante. Quand Charles II, par un nouveau testament, fit du duc d'Anjou son héritier au lieu de l'archiduc Charles (1701), Louis XIV accepta, au risque de déclencher une

guerre qui du reste n'aurait pu être évitée avec l'Empereur Léopold. Cette succession de la couronne d'Espagne était pour la France une question de sécurité, presque d'existence politique, afin de ne pas laisser les Habsbourg dominer à Vienne, dans le Sud de l'Italie et à Madrid, et pour l'Espagne une question d'indépendance et de liberté.

Mais Louis XIV, ébloui par l'éclat de sa nouvelle grandeur, ne garde aucune mesure. Il fait occuper les places des Pays-Bas, reconnaît le fils de Jacques II comme roi d'Angleterre et, par lettres patentes de décembre 1700, il provoque toute l'Europe en confirmant le duc d'Anjou dans ses droits éventuels à la couronne de France.

L'Europe riposte par une coalition formidable contre la France. Mais voici que l'Empereur, dans un message de juin 1701, émet, à son tour, la prétention de recueillir l'héritage de la couronne espagnole et de la réunir à la couronne impériale. C'est l'équilibre de l'Europe centrale à nouveau détruit au profit des Habsbourg. La coalition se refroidit, elle ne peut soutenir Léopold pour le motif qui faisait combattre Louis XIV et Philippe V. Des conseillers habiles font pression sur Léopold qui signe son désistement au profit de l'Archiduc Charles.

Mais à nouveau les complications surgissent. l'Empereur Joseph I<sup>er</sup>, fils de Léopold, meurt sans enfants, en 1711, et son frère Charles, reconnu roi d'Espagne, lui succède dans les Etats héréditaires sous le nom de Charles VI. La guerre aboutit ainsi, après plusieurs années d'efforts, au résultat que l'Angleterre et la Hollande avaient toujours voulu éviter. Les Etats autrichiens sont réunis aux Etats espagnols, c'est encore la destruction de l'équilibre européen.

Du côté de la France, où des revers nombreux ne nous permettent pas d'imposer nos vues, Philippe V peut devenir bientôt le successeur légitime de son aïeul, car le grand dauphin, son fils, le duc de Bourgogne, son petit-fils, le duc de Bretagne sont morts. Il ne reste pour héritier de la couronne qu'un second fils du duc de Bourgogne, faible et malade; Philippe V va-t-il renoncer au trône de France comme l'exige la coalition dirigée par l'Angleterre?

C'est la question politique que tranchera le traité d'Utrecht. Philippe V est reconnu roi par l'Angleterre et la Hollande, mais à la condition que les couronnes de France et d'Espagne soient séparées à perpétuité. Les droits de Charles VI à la couronne d'Espagne tombaient de ce chef, et au traité de Rastadt, l'Empereur acceptait les conditions imposées par ses anciens alliés.

Les traités d'Utrecht, en prévenant l'union, sur une même tête, des couronnes d'Espagne et de France, ou d'Espagne et d'Autriche, raffermirent les bases sur lesquelles reposait, depuis 1648, l'équilibre de l'Europe. Ils sont la continuation des traités de Westphalie. Ceux-ci mettaient fin aux rêves de domination de l'Autriche dans l'Europe centrale. Ceux-là les brisent définitivement en maintenant Philippe V sur le trône d'Espagne, qui devra rester séparé des Etats héréditaires d'Autriche. L'Europe, dégagée du péril d'une excessive domination soit française, soit allemande, peut espérer un long repos. Si le trône d'Espagne reste interdit à la maison d'Autriche, la France conserve les villes importantes qui gardent ses frontières du Nord et les places qu'elle avait acquises, à Ryswick, sur la rive gauche du Rhin.

On peut même dire qu'aucun peuple n'est sacrifié par les traités d'Utrecht dans ses intérêts essentiels et l'œuvre bienfaisante du Congrès de Westphalie n'en est que plus affermie. La Hollande sera protégée par les garnisons nationales qui occupent les villes de la Barrière. L'Angleterre, qui a obtenu des agrandissements coloniaux, Minorque, Gibraltar, jouera désormais un rôle important dans le concert européen. Et néanmoins de ce traité si sage et si puissant sortiront dans l'avenir de graves difficultés dans l'Europe centrale. Les possessions de Victor-Amédée, duc de Savoie, devenu roi de Sicile, ont été presque doublées; celui-ci cherchera à résister, en Italie, aux empiétements de l'Autriche, sentinelle avancée qui défendra l'équilibre de la Péninsule. Plus tard, l'Electeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume, pour prix des services rendus à la coalition, est reconnu roi de Prusse et deviendra le

protecteur des libertés germaniques (1). C'est peut-être l'événement le plus grave de la coalition de 1701 et des traités d'Utrecht. Cette puissance de la Prusse s'accroîtra au cours du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle pour dominer bientôt, au détriment de l'Autriche, la plus grande partie de l'Europe centrale. Cet acte en apparence si anodin, auquel souscrivirent avec empressement les plénipotentiaires d'Utrecht qui croyaient simplement consommer l'œuvre qu'avaient ébauchée leurs prédécesseurs au Congrès de Westphalie, sera la cause involontaire des plus terribles guerres. Un rival puissant a été amoindri sur les rives du Danube, un autre plus insinuant, plus actif, plus déloyal a grandi sur les bords de la Sprée. Autour de sa fortune surprenante va se dérouler désormais, pendant deux siècles, toute l'histoire de l'Europe centrale.

1) Marquis de Courcy. *La coalition de 1701*, 2 vol., Paris, 1806, t. II, p. 513.

---



## CHAPITRE V

### LES AGRANDISSEMENTS DE LA PRUSSE ET LA POLITIQUE DE LA FRANCE

---

Ce développement de la Prusse, qui s'affirmait à la faveur de la dernière guerre, allait renouveler les aspects du problème de l'Europe centrale tout en donnant de nouveaux soucis à la diplomatie française (1). Nous avons vu comment, peu à peu, s'était constitué cet Etat dont l'un des premiers chefs, marquis de Brandebourg, régnait sur de « pauvres sablières » et « vivait sous la protection de la France dont il mendiait les subsides ». Il avait réussi à brûler les étapes et à s'élever dans une Allemagne, faite d'une poussière d'Etats, au-dessus des autres maisons princières. Le geste de l'Electeur de Brandebourg qui, le 8 janvier 1701, s'était proclamé « roi en Prusse » avait reçu, pour les besoins de sa politique, l'approbation de l'empereur Léopold. L'alliance prussienne ne lui avait pas rapporté gros, elle avait été parcimonieusement marchandée et seules les troupes de l'Empire avaient supporté le fardeau de la guerre. Mais combien ce geste du Habsbourg devait être funeste à sa maison et à l'Allemagne où l'avidité prussienne ne connaîtra plus de bornes ! L'histoire va changer de face dans l'Europe centrale et les conditions de l'équilibre, tracé par les traités de Westphalie et d'Utrecht pour limiter les débordements de la maison d'Autriche, seront transformées par l'acte de 1701.

En se plaçant à l'époque actuelle pour étudier le cours

(1) Voir le développement de cette idée dans le bel ouvrage de M. Jacques Bainville, *Histoire de deux Peuples*, 1 vol. in-6. Par's. Nouvelle Librairie Nationale, 1915, p. 120.

des choses depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, nous voyons combien tous ces monuments de la sagesse humaine, patiemment édifiés par la diplomatie — traités de Westphalie, traités d'Utrecht, plus tard traités de Vienne — ont été détruits un certain jour par le jeu des intrigues et des ambitions d'où les guerres sont sorties. Au contraire le simple fait du couronnement d'un Electeur du Saint Empire à Königsberg n'a pas été effacé par les vicissitudes de l'histoire, produisant des conséquences incalculables.

L'Empereur Léopold ne vit certes pas les dangers pour l'Empire de son imprudente autorisation. Peut-être aurait-il pu écouter en cette circonstance certains de ses conseillers (1) ! Louis XIV, en guerre avec l'Empire et ses alliés, n'avait aucun motif de reconnaître les nouveaux souverains ; il s'y refusa jusqu'au traité d'Utrecht. Mais il fit plus. Entrevoyant, dans son bon sens, les dangers que ferait courir à la France l'ambition du nouveau royaume, il crut que notre politique devait se transformer. Un Français régnait en Espagne, par conséquent la maison d'Autriche en était définitivement écartée. L'œuvre de Westphalie était complétée, à l'égard de l'Espagne, par les traités d'Utrecht. Au contraire, un nouveau danger venait de naître dans le Nord. Il y avait lieu, pour le combattre, de se faire un allié du seul Etat qui, en Allemagne, avait intérêt à ce qu'aucune autre puissance germanique n'y dominât. L'Autriche serait pour la France une associée contre les tendances de la Prusse et des Etats protestants d'Allemagne. C'était la politique de Richelieu retournée ; mais elle reposait sur les mêmes bases, elle était dictée par les mêmes motifs.

Dans les *Instructions* rédigées pour le comte du Luc, qui part à Vienne en qualité d'ambassadeur extraordinaire (3 janvier 1715), Louis XIV lui signale deux Etats comme devant être principalement surveillés : le Hanovre et la Prusse — « La maison de Hanovre, que l'Empereur a rendu plus puissante qu'elle n'a jamais été en autorisant la réunion des deux duchés de Zell et d'Hanovre, en l'élevant à la dignité

(1) Voir Jacques Bainville. *Op. cit.*, p. 129.

électorale, acquiert encore un nouveau degré de considération par son avènement au trône d'Angleterre. Son nom et ses avis en seront plus respectés des princes protestants de l'Empire et comme elle n'a pas le même avantage en l'Angleterre, plus le roi de Grande-Bretagne trouvera des difficultés à gouverner ses nouveaux sujets, plus il croira de son intérêt de se faire une figure considérable en Allemagne et par cette voie de se rendre absolu dans son royaume.... Le roi de Prusse, gendre du roi de la Grande-Bretagne, a près de soixante mille hommes sur pied, et l'union paraît d'autant plus grande entre ces deux princes qu'elle est fondée sur l'intérêt commun et sur l'espérance qu'ils ont l'un et l'autre d'agrandir leurs Etats par leur mutuelle intelligence.... S'il arrive donc que les troubles du Nord finissent par une paix que le Roi tâchera de procurer par ses offices et que l'Empereur paraît désirer, le parti protestant se trouvera formé et peut-être en état d'exciter dans l'Empire des guerres plus fâcheuses que celles qu'on aura pris soin d'éteindre (1). »

L'auteur des *Instructions* en vient à montrer que l'intérêt des deux couronnes est solidaire : « Jamais il ne s'est trouvé de conjoncture où les desseins du Roi et les intérêts de l'Empereur aient été aussi conformes qu'ils le sont aujourd'hui. Le Roi désire le maintien de la paix pour le soulagement de ses peuples, pour le bien de sa Maison royale et pour sa propre tranquillité. Il est de l'intérêt de l'Empereur de le désirer et d'y contribuer pour empêcher la trop grande puissance des ennemis de sa Maison dans l'Empire. »

« Ces nouveaux ennemis », Hanovre et Prusse, qui sont signalés à l'attention du comte du Luc et « que la Maison d'Autriche voit s'élever contre elle, deviennent plus dangereux à mesure que leur puissance augmente, ils seront attentifs à profiter des conjonctures de s'enrichir à ses dépens et leur premier soin sera d'empêcher autant qu'ils le pourront qu'elle ne s'unisse parfaitement avec le Roi, prévoyant que cette intelligence sera le seul moyen de faire échouer leurs desseins. Comme il arrivera donc qu'ils mettront tout en

(1) *Recueil des Instructions aux Ambassadeurs, du Traité de Westphalie à la Révolution française*, t. II. Autriche. 1 vol. in-8°, Paris-Alcan, 1884.

usage pour favoriser cette union, il faut aussi que, de la part du Roi et de celle de l'Empereur, l'attention soit égale pour affermir l'amitié réciproque. »

Pour toutes ces raisons, le roi considère qu'il serait bon de « former entre la Maison de France et celle d'Autriche une union, aussi avantageuse à leurs intérêts qu'elle sera nécessaire au maintien du repos général de l'Europe. »

Maintenant qu'un Bourbon règne sur l'Espagne et les Indes, on se demande en France si le temps des vieilles luttes n'est pas passé et s'il n'est pas plus sage de s'entendre sur l'intérêt commun que l'on a à conserver, contre des voisins ambitieux, l'objet de ses conquêtes. « Leurs divisions entre France et Autriche, source de tant de guerres, ont servi jusqu'à présent de contrepoids à leur grandeur mutuelle et ce sera par une intelligence parfaite qu'elles maintiendront désormais la supériorité qui leur appartient au-dessus de tant de puissances. »

Il se manifeste donc certains signes de rapprochement que traduisent les *Instructions* ; le rapprochement s'accroîtra et finira par triompher définitivement, en 1756, et conduira les deux maisons à conclure un traité d'alliance. Evidemment le grand Roi n'a fait qu'entrevoir les dangers que feraient courir à l'Autriche et peut-être à la paix de l'Europe les progrès de la Prusse. Dans sa pensée, les progrès du Hanovre, c'est-à-dire de l'Angleterre, étaient également redoutables et ils le furent en réalité. Mais il faut accorder que sa perspicacité fut grande d'avoir deviné et indiqué à ses successeurs les dangers des agrandissements de la Prusse, alors que cette puissance ne constituait un royaume et n'avait rang d'Etat que depuis quatre ans !

Aurait-il déjà prévu l'unité allemande et la domination de l'Europe centrale qui en est la conséquence non plus au profit de l'Autriche, mais de la Prusse ? Quoi qu'il en soit, pourquoi la diplomatie française ne suivit-elle pas les sages directions du grand Roi, au lieu de prêter bientôt la main, en violant un pacte solennel, à la grandeur future de notre plus mortel ennemi ?

L'histoire de l'équilibre de l'Europe centrale, des traités

d'Utrecht aux guerres de la Révolution, évoluera autour de deux épisodes principaux : la guerre de Succession d'Autriche et le partage de la Pologne.

Au moment où se rouvrit la question d'Autriche par la mort sans enfants de l'Empereur Charles VI, qui laissait à sa fille, Marie-Thérèse, une succession litigieuse, la France crut l'occasion venue de porter le dernier coup aux plus anciens rivaux des Bourbons. Il s'agissait de continuer la grande tradition politique inaugurée par Henri IV, poursuivie avec tant de sagesse par Richelieu et Mazarin, compromise un instant par l'ambition de Louis XIV, mais qui désormais était sans objet, tant l'Autriche était affaiblie.

Le gouvernement du cardinal Fleury hésita, pesant le pour et le contre, mais se laissa finalement influencer par le souvenir de la longue lutte engagée depuis des siècles entre les deux maisons. « Le jour où une chance imprévue permettrait de porter à l'ennemi héréditaire un coup qui pouvait l'écraser, lui tendre la main au contraire et le relever, c'était semble-t-il, pour le roi de France, résister à l'appel de la Providence et offenser les mânes de ses ancêtres » (1). Sans comprendre que cette politique, suivie pendant deux siècles, avait atteint son but, que tout était fait dans la voie qu'elle avait adoptée, que rien n'était plus à faire, on préféra violer la parole donnée, exemple funeste pour les générations futures. N'avait-on pas adhéré solennellement à la Pragmatique Sanction par laquelle Charles VI s'était imaginé assurer la sécurité de ses États ? Or ce traité, qui garantissait le *statu quo* territorial de l'Europe, était la consécration définitive de notre politique séculaire et conforme à la ligne de conduite tracée par le feu roi. Cette vérité ne fut ni appréciée ni même aperçue par les ministres de Louis XV. Par souci d'une fausse tradition, ils préférèrent s'associer aux ennemis de l'Autriche. Fleury comptait reconnaître Marie-Thérèse comme reine de Hongrie et de Bohême et se contenter de lui enlever la couronne impériale pour la donner à l'Electeur de Bavière qui deviendrait notre obligé.

(1) Duc de Broglie, *Frédéric II et Marie-Thérèse*, Op. cit., t. I, p. 152.

C'est pourquoi, aux dernières heures de la guerre de Succession d'Autriche, lui écrivit-il une lettre confidentielle où il lui démontrait qu'il n'était pas de l'intérêt de la France ou de l'Autriche de continuer la lutte, mais Marie-Thérèse commit la faute de publier cette lettre qui arrêta toutes les négociations. En réalité la politique de Fleury allait avoir des conséquences tout autres qu'il ne l'imaginait. Elle nous entraînait dans une alliance qui tendait au démembrement des Etats des Habsbourg et contribuait à élever une nouvelle puissance aussi redoutable à la France que l'était la maison d'Autriche.

Ainsi la France s'associait à son pire ennemi en violant le droit, en légitimant le rapt de la Silésie contre lequel Marie-Thérèse protestait au nom de l'équilibre européen, car « c'est l'affaire de tous les princes de ne pas laisser briser impunément les liens les plus sacrés de la Société humaine..... » Ces principes, la France les invoquera plus tard pour protéger l'équilibre de l'Europe centrale que les héritiers de Frédéric voudront à nouveau détruire à leur profit. Le droit est éternel et repose sur les mêmes règles, qu'il se manifeste en faveur de la Silésie, de la Pologne, de la Belgique. La France a trop souffert de ses violations répétées pour l'oublier jamais.

Elle avait fait fausse route en s'associant à l'ambition de Frédéric, au lieu de l'écraser dans son germe. Elle portait elle-même à sa propre fortune un coup fatal qui engendrera des désastres. C'est elle qui permettait, puis facilitait l'agrandissement de cette puissance dont la politique de bascule sera de bouleverser l'équilibre de l'Europe. De là ces luttes continuelles, ces spoliations, ces conquêtes injustifiées en Silésie, en Pologne, sur le Rhin, en Alsace et en Lorraine. La France avait voulu prendre un parti dans les affaires d'Allemagne contre les Habsbourg et au profit de la Prusse. Grâce à elle, celui qui, quelques jours auparavant, n'était qu'un aventurier, allait jouer un rôle décisif dans le conflit général. En voulant arracher à la maison d'Autriche la couronne impériale, élective désormais que de nom, la France renversait les traditions des chancelleries et les fondements du

droit public européen. Il fallait changer tous les ressorts, tous les pivots de la machine du Saint-Empire ; la porte était ouverte aux intrigues et aux ambitions, Frédéric en profitera. Enfin la prétention de la France de disposer de la couronne impériale pour un de ses clients ne laissait personne indifférent en Europe. Cette tentative, qui n'allait à rien moins qu'à modifier à son profit toutes les traditions d'équilibre reconnues par le traité de Westphalie et consacrées plus tard par le traité d'Utrecht, « devait réveiller partout contre elle des rivalités que la politique, jusque-là caressante et timorée de Fleury, n'avait que momentanément endormies. L'Angleterre en particulier ne pouvait laisser de sang-froid découronner cette Maison d'Autriche, sa plus fidèle alliée dans les luites encore récentes (1). »

Les mauvais résultats de la guerre terrestre, nos échecs sur mer montrent combien la politique suivie était funeste ; notre allié Frédéric nous trahissait, se rapprochant même de notre ennemie, l'Angleterre, et manifestait sans vergogne ses appétits formidables.

1) Duc de Broglie, *Frédéric II et Marie-Thérèse*, *Op. cit.*, t I, p. 191.

## CHAPITRE VI

### LE RENVERSEMENT DES ALLIANCES

---

Quelques années plus tard, en 1756, c'est un changement de front radical. La France, renversant sa politique séculaire, se jette cette fois dans les bras de l'Autriche. Quels principes dictèrent cette nouvelle attitude ? On a parlé d'intrigues, de caprices féminins, de diplomatie de boudoirs. Ce sont de petites raisons dont les partis se servirent. En réalité il y a d'autres motifs qui dictèrent cette politique nouvelle préparée, comme nous l'avons dit, par le feu roi, fruit de réflexions et d'idées mûrement pesées.

D'abord ce fut Frédéric qui prit les devants, signant avec l'Angleterre le traité de Westminster (1755), et rompant l'alliance avec nous. D'autre part son ambition devenait excessive. De jour en jour, il prenait, dans les affaires d'Allemagne, l'importance qu'avait eue l'Autriche, voulant faire prédominer ses vues de prépondérance et d'unité. Or qu'avait décidé le traité de Westphalie ? Il avait établi entre les petits Etats allemands et la France un lien de protection. Nous devions leur servir de point d'appui contre les tendances envahissantes de la maison d'Autriche qui cherchait à englober tous les Etats dans une monarchie unitaire ? Nous avions lutté contre la formation d'une grande puissance sur le Rhin, menace pour notre indépendance avec une frontière découverte. En créant, sur les derrières de l'Autriche, une puissance capable de la tenir en échec le cas échéant, la France avait pris des assurances suffisantes. Fallait-il aller plus loin ou au contraire chercher à tenir l'équilibre entre les deux rivales ? « Or, l'équilibre, dans toutes les balances du monde,



ne s'établit qu'en penchant alternativement dans l'un et l'autre sens. Un certain éloignement pour la Prusse et une certaine sympathie pour l'Autriche étaient donc des sentiments bien naturels quoique nouveaux dans les conseils du cabinet français (1) ».

Or, il était nécessaire de sauvegarder cet équilibre en présence du développement de la puissance de la Prusse et de ses intentions non dissimulées de se rapprocher de l'Angleterre. Cette garantie, cette sauvegarde de l'équilibre n'est point un vain prétexte : « L'équilibre de pouvoir en Europe est le mot de ralliement qui réunit, dans un même concert de mesures, quoique par des motifs différents, les cours de Vienne et de Londres, les Etats généraux des Provinces-Unies et la plupart des princes d'Allemagne. Quoique cet équilibre soit, à dire vrai, une chose de pure opinion que chacun interprète suivant ses vues et ses intérêts particuliers, il a cependant toujours servi de prétexte et de mobile aux ligues qui, depuis près de quatre-vingts ans, se sont formées et renouvelées contre la France » (2).

Il ne fallait pas rester sur le continent, dépourvu d'alliance, dans une lutte périlleuse contre l'Angleterre. Marie-Thérèse venait de nous faire des offres pour reprendre la Silésie, en les acceptant, nous rompons le lien qui avait toujours uni l'Autriche à l'Angleterre dans les [funestes coalitions nouées contre nous. C'était déjà un avantage suffisant. Tout militait donc en faveur de l'alliance avec l'Autriche. Les *Instructions* au comte de Stainville, ambassadeur du roi à Vienne (1757), exposent, avec une netteté remarquable, les vues du cabinet de Versailles, conformes aux intérêts français. En s'alliant à l'Autriche, en recherchant par cette alliance à réfréner les ambitions de la Prusse, « à remettre tous les Princes dans la place qu'il leur convient d'occuper » et à restituer « aux grandes couronnes la supériorité et la prééminence qui leur appartiennent, la France n'entend point abdi-

(1) Duc de Broglie, *Le Secret du Roi*, 2 vol. in-8°, Paris-Calmann-Lévy, 1873, t. I, p. 133.

(2) *Instructions du marquis d'Hautefort*, 1750, dans le *Recueil des Instructions aux Ambassadeurs*. Op. cit. P. 310.

quer sa politique traditionnelle en Allemagne. Les traités de Westphalie forment la base du nouveau système comme ils formaient celle de l'ancien... En s'unissant étroitement à la Cour de Vienne, on peut dire que le Roi a changé le système politique de l'Europe, mais on aurait tort de penser qu'il eût altéré le système de la France. L'objet politique de cette couronne a été et sera toujours de jouer en Europe le rôle supérieur qui convient à son ancienneté, à sa dignité et à sa grandeur, d'abaisser toute puissance qui tenterait de s'élever au-dessus de la sienne, soit en voulant usurper ses possessions, soit en s'arrogeant une injuste prééminence, soit enfin en cherchant à lui enlever son influence et son crédit dans les affaires générales (1). » Les situations ne sont transformées, la politique s'est modifiée également, elle répond aux nécessités de l'heure. L'Autriche n'est plus redoutable pour la France qui veut conserver l'équilibre au centre de l'Europe. La Prusse, qu'elle a si imprudemment édifiée, et qui la récompense si mal des services rendus, constitue un plus grand danger que l'Autriche. C'est revenir aux saines traditions de sagesse, de mesure, de pondération qui furent celles du cardinal de Richelieu, que de susciter des ennemis à la nouvelle puissance comme jadis quand il groupait contre l'Autriche la Sardaigne, la Suède, les princes de l'Empire et la Prusse elle-même.

Voilà les raisons profondes qui ont déterminé le renversement des alliances. Les *Instructions* à nos ambassadeurs, qui tracent leur ligne de conduite, en sont la preuve évidente. La politique du Hohenzollern tendait au bouleversement de l'Europe centrale, à la destruction du système établi au XVII<sup>e</sup> siècle. La France veut la conservation de ce système, c'est l'objet de son alliance avec l'Autriche. Toute la politique extérieure de l'ancienne Monarchie affirmera ce principe incontestable, base de l'équilibre au centre de l'Europe que : « la garantie résultant du traité de Westphalie est une des prérogatives les plus précieuses de la Couronne et l'un des instruments les plus utiles de sa politique qui exige qu'elle pour-

(1) *Recueil des Instructions aux Ambassadeurs*, Op. cit., p. 24 et 358.

voie au maintien de la constitution germanique et de la liberté constitutionnelle de ses membres (1). » Mais ce changement de politique venait cinquante ans trop tard. L'œuvre des traités de Westphalie, le système d'équilibre en Europe avaient été singulièrement compromis par les premières victoires de Frédéric et les erreurs de la politique française en 1740 : d'autres conséquences en découlent.

(1) V. *Instructions au marquis de Pons*, Ministre plénipotentiaire auprès du Roi de Prusse, 5 avril 1772, dans *Recueil des Instructions aux Ambassadeurs*, t. XVI, *Prusse*, Paris-Alcan 1901, p. 523.

---

## CHAPITRE VII

### LES PARTAGES DE LA POLOGNE

---

Par l'adjonction de la Silésie à la Monarchie (1748), confirmée par le traité qui mit fin à la guerre de Sept Ans (1763), Frédéric avait acquis une province riche, vaste et peuplée. Ce n'étaient plus quelques kilomètres carrés réclamés de-ci de-là, Juliers, Clèves, Berg, mais une province compacte qui complétait à merveille l'Etat prussien et l'augmentait dans des proportions inouïes. On comprend la persistance de la lutte chez Marie-Thérèse, l'acharnement qu'elle déploya contre Frédéric, un instant à deux doigts de sa perte, chassé de sa capitale, sauvé par la mort inespérée de l'impératrice Elisabeth et par le nouveau Tsar de Russie ; l'Autriche était ainsi affaiblie, en Europe, de tout ce que gagnait la Prusse et se trouvait désormais en conflit avec elle.

A ces causes de trouble créées par les victoires prussiennes, s'en ajoutèrent d'autres qui provenaient directement des premières et allaient modifier à nouveau, pour plus d'un siècle, l'équilibre européen, nous voulons parler des partages de la Pologne.

Les puissances copartageantes leur donnèrent comme raison d'être la nécessité de maintenir la paix dans un état anarchique, mais ce ne fut que la cause apparente. Trois puissances veulent s'agrandir et ont également des prétentions ambitieuses et leurs agrandissements influent précisément sur la condition de l'Europe centrale. La Russie veut s'étendre sur la mer Noire, la Prusse se concentrer plus fortement en Allemagne, l'Autriche réparer la perte de la Silésie. Vont-elles se combattre pour conquérir les territoires

convoités ou au contraire s'entendre pour les partager ? C'est cette solution là qui motivera leur alliance et celle-ci n'a désormais qu'un objet : la domination. Prusse et Autriche chercheront hors d'Allemagne les forces qui leur manquent pour imposer leur loi aux Allemands.

Les ambitions de la Prusse et de l'Autriche se rencontrent, leur politique va momentanément s'accorder. Pourquoi se faire la guerre, l'une pour le compte de la Russie, l'autre de la France ? Un rapprochement est préférable, la rançon de cette entente sera constituée par les bénéfices que procure le démembrement de la Pologne. La réconciliation s'opère par la satisfaction des appétits (Entrevues de Neisse, 1769, de Neustadt). Il y a la Russie. Malgré le service rendu par Pierre III (traité du 3 mai 1762), que la Prusse n'oubliera pas pendant un siècle et demi jusqu'en 1914, Frédéric redoute les ambitions russes. Sa capitale n'a-t-elle pas été menacée par le jeu imprévu des alliances ? Que lui réserve l'avenir avec cette population slave sans cesse croissante ? Ne pouvant contenir le torrent, il va chercher à l'endiguer. Il faut trouver une combinaison qui devienne le trait d'union entre les deux puissances rivales et scelle la Triple Alliance, c'est le partage de la Pologne. Il préviendra encore le conflit qui pourrait éclater entre l'Autriche et la Russie ; les chacals s'entendent pour dévorer le cadavre. Ainsi le monarque prussien a cru régler, pour de longues années, l'équilibre de l'Europe centrale au profit des trois puissances copartageantes ; leur entente est la garantie de cet équilibre.

Mais les agrandissements qu'elle détermine feront leur faiblesse ; les nouveaux territoires de Prusse et d'Autriche seront noyés au milieu des éléments slaves, et cela causera, pour la Prusse, la chute de 1806 et, pour l'Autriche, celle de 1918. L'histoire chemine sans cesse, elle porte ses enseignements en elle-même, tôt ou tard, les fautes commises reçoivent leur châtement.

La Prusse et l'Autriche ont été à la curée. Le gain obtenu développera leurs ambitions, mais en les rendant plus voisines et par conséquent plus redoutables l'une à l'autre, il provoquera des jalousies et des méfiances entre elles. L'alliance ne

fera pas disparaître les causes de rivalité, elle leur donnera un nouvel aliment. A la question d'Orient, s'ajoute une question polonaise qui aggrave la question de l'Europe centrale, puisqu'elle provoquera l'antagonisme violent de la Prusse et de l'Autriche. Quel objet poursuivent ces deux puissances, sinon la domination de l'Allemagne et par l'Allemagne de l'Europe centrale? C'est pour disputer l'Empire aux Habsbourg que la Prusse s'efforce d'augmenter ses territoires. Et l'Autriche, à son tour, pour contrebalancer la puissance des Hohenzollern, est entraînée à des conquêtes nouvelles. Les deux puissances allemandes deviendront des rivales, et l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle est peuplée de leur antagonisme et de leurs querelles. Elles se tiennent en échec dans l'Empire et cherchent au dehors, en Pologne, en Orient, ou bien autour d'elles des instruments de domination ou le moyen d'équilibrer leurs forces. Les premiers partages en entraînent d'autres (1793-1795), et provoquent des crises successives qui seront vitales pour l'Europe (1). Prusse et Autriche ont appelé un troisième complice en Europe, la Russie, pour maintenir l'équilibre nécessaire à la satisfaction de leurs appétits; de là cette Triple Alliance (1772), fondée sur le partage de la Pologne, et qui formera, jusqu'à l'aube de l'Alliance franco-russe, le nœud de la politique européenne dans l'Europe centrale (2).

Mais la nouvelle alliance trouvera sa fin en elle-même, lorsque les ambitions auront été assouvies. Il n'y a plus de territoires à partager; dès lors les querelles renaissent, car les rivaux s'observent. L'union est brisée, Slaves et Germains entrent en lutte, il s'agit de savoir qui l'emportera, du monde germanique ou du monde slave, c'est la guerre de 1914. Les conséquences se manifestent rapidement. La question d'Orient a été posée par l'Autriche qui n'est plus en sécurité sur ses

1) A. Sorel. *La question d'Orient au XVIII<sup>e</sup> siècle*, 1 vol. in-16, Paris-Plon, 1889, p. 273, 276 et duc de Broglie, *Le Secret du Roi. Op. cit.*, t. II, p. 82.

(2) Voir notre ouvrage, *La Turquie et la Guerre*, 1 vol. in-16, Paris-Alcan, 1915, 2<sup>e</sup> édition, page 2, et A. Sorel, *La question d'Orient au XVIII<sup>e</sup> siècle. Op. cit.*, p. 278.

frontières, mais à son tour, avec la défaite, se posera la question d'Autriche et ainsi se brisera nécessairement l'alliance austro-prussienne. Les événements de la dernière guerre trouvent leur explication dans les faits historiques que nous venons de rappeler. Ces faits, au XVIII<sup>e</sup> siècle, ne semblèrent pas devoir entraîner des conséquences redoutables. Ils les contenaient cependant en germe. La loi de l'équilibre et de la sage mesure avait été méconnue au centre de l'Europe. Les ambitions, les caprices tenaient lieu de principes, ils se retournèrent contre ceux qui en bénéficièrent et qui en devinrent les justes victimes. Ainsi devaient être réparées les iniquités commises il y a deux cents ans.

La force des Etats de l'Europe centrale est donc toute apparente, elle n'est en réalité que faiblesse ; la Révolution française se chargera de le montrer. Mais pour l'instant, la Prusse, avec la Silésie et la Pologne, fait figure d'Etat puissant. Son ambition est immense, mais elle ne sera satisfaite qu'au prix d'un bouleversement de l'Europe. Déjà Frédéric II cherche à régler, au profit de la Prusse, la question allemande. Il ose s'attaquer à l'autorité impériale et réunit, contre Joseph II, la « Ligue des Princes » en proclamant que l'Autriche, désormais étrangère à la patrie allemande, doit être expulsée d'Allemagne. Avec son fameux *Fürstenbund*, qui comprenait quinze Etats (1785), il prétendait sauvegarder la constitution de l'Empire, alors qu'en réalité il contribuait plus que tout autre à la ruiner. En tout cas la Prusse qui, lors de son élévation au rang de royaume, comptait 20.000 kilomètres carrés et 2 millions 1/2 d'habitants, à la mort de Frédéric, comprenait 190.000 kilomètres carrés et plus de 5 millions 1/2 de sujets. Mais sous les aspects de grandeur et de force militaire de la Monarchie prussienne se cachaient bien des imperfections : la création de Frédéric ne reposait ni sur une base territoriale suffisante, ni sur une vraie nationalité (1).

Les ambitions de la Prusse et sa force présente mettront fatalement cette puissance en opposition avec l'Autriche qui domine en Allemagne. La concentration territoriale de plus

(1) Himly, *Op. cit.*, t. II, p. 83.

en plus serrée, effectuée lors des traités de Westphalie et continuée par les Sécularisations, facilitera cette rivalité austro-prussienne, car il y a deux Etats puissants en Allemagne et en Europe centrale : la Prusse et l'Autriche. Sous la Révolution et sous l'Empire, la France bénéficiera de cette rivalité, plus tard elle ne saura pas en tirer pour elle des avantages décisifs et la réconciliation des deux Etats s'effectuera contre elle.

Mais entre les deux rivales, n'y avait-il pas place pour une Allemagne vraiment allemande qui se dégagerait peu à peu, avec ses caractères nationaux, des ruines de l'Empire ? Déjà après la guerre de la Révolution, les caractères de cette Allemagne moyenne apparurent assez nettement. Bismarck les aperçut et s'empressa de les effacer pour assurer la domination prussienne. Peut-être la France aurait-elle pu jouer là un rôle important qui eût empêché la constitution d'une Allemagne impériale et prussienne, écrasant, pendant la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Allemagne moyenne.

Ainsi, dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, on discerne les causes de conflits et de bouleversements qui changeront profondément, au cours des années futures, la physionomie de l'Europe centrale au grand dommage de l'équilibre européen, mais ces bouleversements ne profiteront pas à la France, dont la sécurité est intimement liée au maintien de l'équilibre, et dont les ambitions, sous Napoléon, ne sauront ni se discipliner ni se modérer.

---



*TROISIÈME PARTIE*

---

L'EMPIRE NAPOLEONIEN ET L'UNITÉ ALLEMANDE

## CHAPITRE PREMIER

### LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LES BOULEVERSEMENTS DE L'EUROPE CENTRALE

---

Un juste équilibre avait été assuré et garanti au centre de l'Europe par les traités de Westphalie et d'Utrecht, mais, depuis les agrandissements de la Prusse, les partages de la Pologne, la rivalité austro-prussienne qui en était la conséquence, cette œuvre était profondément atteinte, les bases sur lesquelles elle reposait étaient ébranlées. La France avait son mot à dire dans ce règlement des questions de l'Europe centrale, car sa sécurité était menacée. Il n'était pas indifférent pour elle que, sur ses frontières, se constituât une Prusse plus compacte et que l'Autriche se fût agrandie des dépouilles de la Pologne. Cette vérité apparaît encore plus frappante au moment où éclate la Révolution française, libérant l'Alsace des droits de souveraineté impériale qui y subsistaient encore et provoquant, dans toute l'Allemagne, un enthousiasme aussi spontané qu'universel, qui gagne de proche en proche la bourgeoisie après la noblesse, les sujets après les maîtres.

Depuis son établissement dans les Gaules, la nation française avait toujours voulu s'étendre vers ses limites naturelles, les Alpes et l'Océan, la mer Méditerranée et les Pyrénées, et au Nord, le Rhin, ancienne frontière des Gaules et de la Germanie. Ce n'était pas l'ambition qui poussait la France à ces agrandissements et lui en faisait une loi, mais, avec ses limites naturelles, elle acquerrait la plus grande force défensive et avait, dans des frontières moins attaquables, le plus de population disponible. Lorsque la France

eut atteint les premières limites, ses efforts tendirent, sous Louis XIV et Louis XV, à la conquête des provinces situées au Nord et sur le Rhin. La limite du Rhin n'était pas indifférente à la défense de la France, du côté de l'Allemagne, et constituait un obstacle sérieux même pour la tactique moderne. Cet accroissement de la France était depuis longtemps prévu en Allemagne où Leibnitz écrivait : « Je crains que la France, réduisant à sa domination tout le Rhin, ne retranche d'un seul coup la moitié des Collèges des Electeurs et que les fondements de l'Empire détruit, le corps lui-même ne tombe en ruine (1). »

« Peut-être était-il nécessaire, a dit M. de Bonald, pour le maintien de la balance de l'Europe, que la société la plus forte par les avantages de sa position, par la juste proportion de ses parties et leur parfaite correspondance achevât de se constituer au Midi, à l'instant que la société la plus puissante par l'étendue de ses Etats, forte à la fois de sa civilisation récente et de son ancienne barbarie, commençât à s'ébranler au Nord et à peser sur l'Europe.

« La France, depuis trois siècles, ne pouvait donc plus s'accroître qu'aux dépens des Etats de l'Empire et des pays héréditaires de la Maison d'Autriche. Elle était, par la nature même des choses, en état permanent, nécessaire même d'opposition avec l'Empire et l'Autriche, unique raison des longues et sanglantes rivalités des deux Maisons (2). »

Malgré la politique de rapprochement suivie par la Cour de Versailles à l'égard de l'Autriche, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, les vieilles rivalités l'emportèrent au moment où la direction de la politique extérieure passa en d'autres mains après les premiers troubles révolutionnaires. On ne voulait pas faire la guerre à la Prusse libérale qui nous avait imposé le traité de 1763 et dont les agrandissements, dans le Nord, étaient si inquiétants, mais à l'Autriche considérée comme l'éternelle ennemie de l'unité française ! Mais la Prusse entra dans la coalition contre nous, persuadée qu'elle triompherait

1) Voir notre ouvrage *Le Rhin et la France*, 1 vol. in-16°, Paris-Plon, 1922.

2) *Du Traité de Westphalie et de celui de Campo-Formio*, p. 14.

aisément d'une France désunie et en apparence désarmée. Cent douze ans plus tard, elle devait faire le même rêve.

Après avoir été la plus désireuse de nous démembrer (Manifeste de Brunswick), cette puissance, qui n'avait subi aucune défaite décisive, s'inclinait, à Bâle, devant la jeune Révolution (1793) ; elle lui reconnaissait la rive gauche du Rhin. Elle avait pour cela des raisons majeures. Si elle rechercha l'amitié de la République française qui ne lui était certes point hostile, se rappelant les sympathies de Voltaire, elle voulut en tirer profit. Elle pensa fonder, sur l'accord avec la France, sa propre suprématie en Allemagne. Elle soutint la politique française au Congrès de Rastadt et défendit le principe des Sécularisations. Ainsi, grâce à la France, elle put agrandir ses domaines, tandis que nous acquérions la frontière du Rhin ; le grand fleuve devait rester la limite entre les deux pays.

Par suite des avantages que la Prusse et la France obtenaient en Allemagne, l'Autriche devait s'orienter vers le Sud et l'Est. Elle renonçait à la Belgique, perdait ses clients catholiques en Allemagne et devait se concentrer plus fortement dans la région du Danube et sur la mer Adriatique avec les possessions vénitiennes.

Ainsi par l'attribution à la France de la frontière du Rhin, la Prusse et l'Autriche avaient pu réaliser leurs ambitions. L'équilibre européen prenait une forme nouvelle, mais il se trouvait consolidé et plus parfait encore.

La Prusse était écartée du Rhin, tandis qu'elle s'agrandissait vers la Vistule et s'établissait en Pologne ; elle va élargir ses ambitions vers l'Empire d'Allemagne et ce sera naturellement aux dépens de l'Autriche et des Habsbourg.

L'Autriche conserve toujours la dignité impériale, mais l'Empire a perdu, depuis la paix de Westphalie, toute autorité en Allemagne. Il est fait du reste d'éléments slaves ou magyare autant que d'éléments germaniques, il rêve même, comme sous Joseph II, de prendre une part de l'Empire Ottoman. La Prusse, elle, malgré ses acquisitions slaves, se fortifiera davantage en Allemagne où elle a des possessions

solides. Ainsi va s'accroître la rivalité des deux Maisons : qui l'emportera en Europe centrale ? C'est toute l'histoire de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle qui se déroulera autour de leur querelle.

Le traité de Bâle eut d'autres conséquences pour l'équilibre de l'Europe centrale. Pour que la France obtint la cession de la rive gauche du Rhin, il fallait indemniser les princes qui se trouvaient dépossédés. Le Comité de Salut public proposa la sécularisation des principautés ecclésiastiques de la rive droite, et le Comité de l'An III l'obtint aux négociations de Rastadt. Ainsi s'opérait une concentration territoriale de l'Allemagne au profit des princes laïques associés à la République. Elle facilitera plus tard la domination de la Prusse.

Si le traité de Bâle préparait un premier remaniement de l'Europe centrale par l'expropriation des territoires ecclésiastiques d'Allemagne et une modification territoriale du Saint Empire, le traité de Campo-Formio (17 octobre 1797) le continuait également. Bonaparte, vainqueur de l'Italie, réalisait le partage des territoires de Venise, du Saint-Siège et des princes de l'Eglise et prenait pied dans la Péninsule.

En outre, grâce aux compensations accordées à l'Autriche à Venise et dans les Légations, il assurait à la France la frontière du Rhin que l'Empereur s'engageait à lui faire obtenir au Congrès réuni à Rastadt. Ce traité appliquait le même principe de partage que les traités de l'ancien régime qui avaient dépecé la Pologne, en même temps il préparait la politique napoléonienne. Il était en effet gros de guerres futures dans l'Europe centrale dont l'équilibre se trouvait modifié. Le Directoire voudra tirer de ce traité toutes les conséquences qu'il comporte en réunissant la rive gauche du Rhin, en transformant l'Empire, en formant une République dans la Péninsule. Mais les Autrichiens, malgré la signature donnée, n'y consentiront que si les Français sont à Vienne ; et devant les prétentions renouvelées des Autrichiens que l'Angleterre soutient, les Français ne céderont que si les Autrichiens sont à Paris (1).

(1) Voir Sorel, *L'Europe et la Révolution française*. Op. cit., t. V, page 28.

L'Empire napoléonien, dont les premières bases sont jetées à Campo-Formio, ne pourra durer ainsi que l'espace d'un matin.

L'Autriche vaincue ne signa qu'à regret le traité de Campo-Formio, pensant recouvrer en sous-main ce qu'elle avait dû céder ouvertement. Les négociations de Rastadt vont être longues et lui donneront le temps de trouver des alliances en Europe pour reprendre les Pays-Bas et sa suprématie en Allemagne et en Italie. Elle veut de plus acquérir Venise, les Légations ou la Bavière, si elle n'a pas les Pays-Bas ; c'est toujours la politique de Charles-Quint. Si elle doit consentir provisoirement au démembrement de l'Empire et du Saint-Siège, elle se fera payer. Le programme du Directoire pour le congrès de Rastadt, est la réforme du Corps germanique afin d'obtenir la rive gauche du Rhin. Cette réforme sera la conséquence des Sécularisations. Il veut aussi grouper, contre l'Autriche, les princes allemands, pour l'amener à céder. Son envoyé, Treilhard, lui fait justement comprendre qu'en comblant les princes allemands de terres et de sujets, sous prétexte de les attacher à notre politique, il les rendra plus forts et plus exigeants, et que l'Autriche se dérobera encore.

Cette œuvre cependant le Directoire la poursuivra au Congrès de Rastadt, décidant les princes allemands aux Sécularisations, traitant avec la Prusse de ses indemnités, offrant à Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup>, pour prix de son alliance, la couronne impériale et l'annexion du Hanovre, bordant la France de républiques clientes et tributaires (1).

Un instant, une alliance que Siéyès, à Berlin, avait mise sur pied, parut s'ébaucher entre la France et la Prusse. La Prusse s'arrondissait dans le Nord. Nous la laissions participer aux partages de la Pologne, elle nous garantissait la frontière du Rhin. Cette alliance pouvait-elle durer ? Jamais encore une entente solide n'avait pu se maintenir entre les deux Etats. En tout cas, il fallait que le Rhin restât une limite

1) A. Sorel. *L'Europe et la Révolution française*, t. VI, Op. cit., page 19.

entre l'Allemagne et la France, nous ne devions pas le franchir pour étendre notre influence en Allemagne et modifier ainsi l'équilibre de l'Europe. Le Rhin, devenu frontière intangible, était la condition, sinon la garantie de cette équilibre. Mais l'Angleterre veillait. Elle ne voulait pas tolérer un équilibre en Europe qui confirmerait, dans ses frontières naturelles, la puissance de la France. Elle attisa et servit contre nous les revendications nationales de la Prusse et les craintes de l'Autriche. Bonaparte, dans ses rêves démesurés d'ambition, lui donna tous les prétextes. Pour vaincre l'Angleterre, en écrasant ses Alliés, il traversa le Rhin et voulut créer un nouvel Empire sur les ruines de celui qu'il venait de détruire. Ainsi il allait modifier profondément l'équilibre de l'Europe centrale, et son œuvre eut des conséquences incalculables. Si la Diète finalement reconnaissait les Sécularisations partielles et cédait la rive gauche du Rhin, il ne donna son consentement qu'au prix de Venise et des Légations ; et une nouvelle guerre décidera s'il va dominer et la Péninsule et l'Allemagne.

Mais Bonaparte triomphe en Italie, il procédera à de vastes remaniements. Aux conférences de Lunéville, il obtient la rive gauche du Rhin et brise les ambitions de l'Autriche en Italie. Cette puissance abandonne la Péninsule à notre influence qu'elle voulait limiter en atteignant la mer Tyrrhénienne. Elle se rejette vers l'Adriatique. Bonaparte a repris les projets des Césars allemands héritiers des empereurs de Rome. Pour lui, « l'Italie c'est la Méditerranée, Malte, l'Egypte, le second chapitre de la conquête, celui de la magnificence et des grands rêves ». L'Italie est « la route du pouvoir, le champ de manœuvre de l'Empire » (1). D'Italie, il voit l'Egypte qui conduit aux Indes et lui prépare la domination de l'Orient.

Avec l'acquisition par la France de la frontière du Rhin, l'équilibre de l'Europe revêt une forme très différente. Après tout les raisons de cette nouvelle frontière ne sont-elles pas dans les agrandissements de la Prusse et de l'Autriche, l'une

(1) Sorel. *Op. cit.*, t. VI, p. 90 et t. V, p. 190 et suiv.

ayant obtenu une part de la Pologne et des acquisitions en Allemagne, l'autre également une part de Pologne et les côtes de l'Adriatique, tandis que la Russie s'étendait aussi en Pologne et sur la mer Noire, et l'Angleterre aux Indes ? La France avait toutes les justifications nécessaires.

---



## CHAPITRE II

### LES REMANIEMENTS EN ALLEMAGNE. LE RECEZ GERMANIQUE

---

Mais Bonaparte ne songe pas seulement à l'Orient en signant le traité de Lunéville et bientôt la paix d'Amiens ; cette paix il la prolongera, il l'exploitera. En consolidant les postes avancés de la France sur le Rhin, il reprendra la grande œuvre des traités de Westphalie. « Voulez-vous, disait Turenne, défendre la rive gauche du Rhin ? passez sur la droite », et Bonaparte, suivant les desseins du Comité de l'An III et du Directoire, cherchera, par la confiscation des territoires ecclésiastiques, à constituer à la République un système d'alliés nouveaux pour créer un équilibre en Allemagne ; telle fut la raison du Recez de 1803.

Ce système s'était posé au congrès de Rastadt, il était la conséquence de la cession faite par l'Empire de territoires appartenant à des princes et à des Etats qui en étaient dépossédés et devaient obtenir des dédommagements. Le résultat fut une refonte du Corps germanique, une concentration des territoires entre les mains de princes clients de la France et la disparition de principautés ecclésiastiques soumises à l'Autriche. Mais si Bonaparte affaiblissait ainsi la puissance de l'Autriche, considérée toujours à tort comme l'éternelle ennemie, il rendait plus puissants certains Etats dont l'avidité croîtra sans être jamais satisfaite et qui deviendront plus tard les ennemis de la France. La concentration, déjà commencée aux traités de Westphalie, se continuait pour notre plus grand dommage. Ce regroupement territorial entraînait l'Allemagne vers l'unité. Et cependant l'idée de Bonaparte avait été, par le

Recez, de donner à la France une large barrière sur le Rhin, de lui assurer une clientèle de princes qui lui resteraient attachés par l'intérêt; il voulait créer une Allemagne moyenne, n'appartenant ni à l'Autriche, ni à la Prusse, qui aurait toujours besoin de la France contre ces deux puissances. Il poursuivait ainsi la tradition de la Monarchie française, tout en préparant les voies à un nouvel Empire imité de celui de Charlemagne (1).

Mais le résultat pour l'équilibre européen ne fut pas celui que Bonaparte attendait. S'il est vrai qu'il constitua une Allemagne moyenne, encore trop faible, trop divisée pour se passer de la tutelle française, en revanche il aggloméra la poussière d'Etats dont elle était composée.

Il n'y avait pas de patriotisme allemand; le caractère national se façonnait à peine par exemple dans le pays entre Rhin et Moselle. La langue seule rappelait aux habitants qu'ils étaient de la même race. Le pays était partagé entre plusieurs seigneuries et Etats, et ces Etats, morcelés à l'infini, se mêlaient, se croisaient à tel point qu'on ne pouvait faire quatre à cinq heures de chemin sans repasser par le même territoire. Et ces pays, bien loin d'avoir un intérêt semblable, se jalouaient, se taquinaient sans cesse.

Partout régnait une indifférence absolue à l'égard de la patrie allemande. Cette patrie, Bonaparte, par le Recez, va l'unifier davantage. Il abat les fortifications et les murailles, combla les fossés, abaissa les obstacles, il permit aux peuples de se rencontrer, leur donna une âme commune (2).

Au lieu de ses 1.800 ou 1.900 territoires autonomes, de ses 3 à 400 Etats souverains, l'Allemagne ne comptait plus que 39 Etats. La carte politique étrangement complexe était simplifiée. Le Saint Empire, partagé entre un certain nombre de propriétaires, où les Habsbourg conservaient une influence garantie par la complexité des droits et l'incohérence des intérêts, était désormais en sécurité derrière des frontières étendues et arrondies. Le pouvoir impérial détenait, avant

(1) Edouard Driault. *La politique extérieure du Premier Consul, 1800-1803*, 1 vol. in-8°, Paris-Alcan, 1910, p. 303.

(2) A. Sorel, *L'Europe et la Révolution française. Op. cit.*, t. VI, p. 330.

1789, une certaine force avec sa clientèle d'ecclésiastiques et de nobles immédiats qui gravitaient autour de l'Autriche protectrice de la constitution. Cette clientèle disparaissait. Six Villes impériales seulement restaient autonomes ; la noblesse souveraine était condamnée et l'ordre ecclésiastique n'était plus représenté que par l'archevêché de Ratisbonne. Aboutissement lent d'une évolution qui datait de la chute des Hohenstaufen, quand la nationalité germanique fut gouvernée par des princes qui brisaient les cadres de l'Empire oecuménique du Moyen-Age !

La France, luttant contre l'unité chrétienne au profit des princes allemands, pendant la guerre de Trente Ans, avait accentué cette évolution. Elle l'achevait par l'œuvre du Directoire et de Bonaparte. L'Allemagne, affranchie des entraves du passé, soustraite à l'ambition dynastique des Habsbourg, tendait vers l'unité et préparait ainsi la fondation d'un nouvel Empire allemand.

Bonaparte fortifiait également la Prusse qui, perdant 127.000 sujets, en recevait plus de 500.000 ; ses nouvelles acquisitions arrondissaient ses domaines en Westphalie, lui ouvraient la Thuringe, lui donnaient une situation prépondérante dans la région sise entre l'Elbe et le Rhin.

Egalement le Premier Consul accordait aux Hohenzollern des profits certains ; il leur donnait l'espoir de la couronne impériale, il faisait d'eux les rivaux nécessaires des Habsbourg, pour réaliser leurs désirs d'hégémonie, et, en les concentrant dans l'Allemagne du Nord, les rendait plus cohérents, plus forts. Plus tard il devait se repentir — lui trop imbu des principes de la Révolution française — de les avoir tant ménagés. Il préparait ainsi les conflits futurs. Toute la Révolution allemande du XIX<sup>e</sup> siècle est en germe dans le Recez de 1803 et l'œuvre de Bonaparte prépare l'Allemagne contemporaine.

Le Recez, en supprimant des Etats indépendants, en ouvrant un horizon plus vaste aux populations, permettra à la conscience du peuple allemand d'entrevoir l'avenir réservé à la race. Cette même œuvre provoquera en Italie la Révolution et l'unité et fera de la Suisse une nation homogène.

Bref l'ancien équilibre de l'Europe centrale va être rompu

au profit d'un système nouveau et d'un Empire nouveau qui voulut organiser, par la conquête, un équilibre tout différent ; de là naîtront de nouvelles guerres.

Les ambitions des puissances semblaient équilibrées dans l'Europe centrale, cet équilibre va être rompu. L'Autriche s'étend vers l'Allemagne, elle se heurtera là aux projets du Premier Consul, qui s'installera en Vénétie et en Dalmatie. La Prusse voudra grandir en Allemagne, mais elle rencontrera les troupes françaises dans le Hanovre, et sur l'Elbe, et groupera contre nous toutes les méfiances et les hostilités. Les desseins de la Révolution avaient été dépassés ; pourquoi l'héritier de cette Révolution ne s'était-il pas contenté, comme elle, de rester fort derrière le Rhin ?

---

## CHAPITRE III

### LA CHUTE DU SAINT EMPIRE

---

La conquête romaine, en refoulant la barbarie, avait développé la civilisation méditerranéenne ; la conquête carolingienne avait répandu le Christianisme ; la conquête napoléonienne propagea la Révolution en Europe. Cette conquête fut illimitée et donna à la Révolution un caractère impérial, universel. La Grande Armée, formée des armées républicaines, prit plaisir, derrière son Empereur, à renverser les trônes, à les piétiner ; elle fonda un nouveau système politique qui prenait son caractère dans l'unité politique de l'Empire romain. Comme cet Empire romain qui fit régner, pendant quatre siècles, une longue paix, une monarchie universelle essentiellement pacifique devait s'élever qui briserait les ambitions de l'Angleterre, celle des Habsbourg et des Romanov, et embrasserait tous les peuples de l'Europe dans un vaste système régulièrement ordonné. De même le Saint Empire, dont les limites furent toujours indéfinies, avait gardé ces mêmes prétentions, jamais réalisées, à la monarchie universelle.

Napoléon caressant ces idées fut ainsi entraîné à des remaniements considérables au centre de l'Europe et principalement dans cette Allemagne, où les Empereurs romains n'avaient osé pénétrer, et où son génie classique fut comme dépaycé, tant il y avait d'enchevêtrements et de particularismes, obstacles à l'unité qu'il rêvait.

Son œuvre principale, et qui fut la plus durable, fut donc la destruction du Saint Empire. Cet Empire était, sous l'ancien régime, la clef de voûte de l'Europe, il était par consé-

quent un obstacle à l'avènement de l'Europe nouvelle telle que Napoléon la désirait. Il jouissait encore du prestige qui l'avait soutenu pendant cinq cents ans, bénéficiant de l'autorité des Empereurs romains, prolongeant la chaîne des Augustes, affirmant deci delà les droits de suzeraineté et de prétention à un accroissement perpétuel. En réalité, il n'avait guère répondu aux vœux des négociateurs du Congrès de Westphalie ; destiné à balancer l'Autriche et la France, il n'avait presque toujours été qu'un instrument entre leurs mains.

L'Empire de Charlemagne, calqué sur la monarchie de l'Eglise, avait, comme elle, un sens universel. Le Saint Empire, unissant Rome et la Germanie, mariant le spirituel et le temporel, s'en déclara l'héritier, et l'autorité de l'Empereur, confirmée par celle du Pape, fut, comme la sienne, universelle au temporel et au spirituel. Napoléon suivit la même tradition, il se fit sacrer à son tour par le Pape pour se conférer l'omnipotence que détenait l'Eglise catholique. Il continuait également l'Empire carolingien, et pour consolider sa puissance, renversait, à Austerlitz, le Saint Empire, instrument aux mains des Habsbourg, dont le chef portait encore le titre « d'Empereur romain élu toujours Auguste ». Mais il se rattachait encore plus à la longue série des *Imperatores augusti*, aux Césars romains, que les chefs du Saint Empire, Othon ou Frédéric, car il allait être à la fois un général, un législateur, un administrateur qui voulait organiser tout l'univers et y faire régner la « paix romaine ». Son Empire fut, en dernière analyse, comme l'Empire romain, comme le Saint Empire une tentative, par des moyens différents, d'organiser l'humanité.

Le 26 août 1806, le traité de Presbourg scellait, dans son tombeau, le Saint Empire romain, et François II, le vingt-et-unième de la dynastie fondée par Rodolphe de Habsbourg, déliait tous les membres du Corps germanique de leurs devoirs constitutionnels. Il n'était plus que François I<sup>er</sup>, Empereur héréditaire d'Autriche. Désormais, l'architecture du monde, telle que l'avait conçue le Moyen-Age, était en ruines.

Si le Pape était affranchi d'une tyrannie toute théorique

qui ne le gênait plus en rien, il perdait en revanche un protecteur. L'Autriche n'avait plus qu'un chef, sans le prestige des Empereurs romains, qui ne règnera que sur une mosaïque de peuples, et l'Allemagne perdait le souvenir de ces Empereurs glorieux qui voulurent étendre à toute l'Europe leur rêve de domination (1).

Napoléon va seul commander à l'Italie; il voudra dominer en Allemagne, lui seul sera Empereur en Europe, comme seul l'était autrefois le chef du Saint Empire. Avec l'égalité politique à l'intérieur, la *pax gallica*, à l'extérieur, il imposera à l'Europe, refondue par les armées de la Révolution, la suprématie de la France. Ainsi fut établie, sur les ruines de l'Etat romain, l'Empire d'Occident, « lorsque Charlemagne fut obligé de conquérir une partie de l'Europe pour y placer la France au premier rang et l'y mettre en sûreté (2). »

L'œuvre que Napoléon avait accomplie par le Recez, et qui créait une « Allemagne moyenne », avait effrayé les Habsbourg. Ils voyaient que cette Allemagne serait soumise à l'influence française, ils la redoutaient. Désormais la France serait trop près de Vienne, d'où la lutte de 1805 que, pour les mêmes raisons, la Prusse continua, à son tour, en 1806.

Cette « Allemagne moyenne », composée de petits Etats s'était formée peu à peu, à mesure que le Saint Empire s'affaiblissait. Ces Etats, Saxe, Bavière, Hanovre, Hesse, Bade, Wurtemberg avaient grandi, réduisant l'autorité impériale. La Réforme avait favorisé la concentration des Etats, l'octroi de la Bulle d'Or leur avait donné une plus grosse indépendance, l'œuvre de Westphalie, continuant celle de la Réforme, avait préparé la formation des Etats allemands qui aspiraient à une existence propre. Le développement de l'Allemagne au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'influence de la littérature française, donnèrent à ces Etats et au peuple même, une force morale plus grande. Une évolution lente se préparait, la Révolution la précipita. Les peuples attendirent d'elle leur libération et les princes des agrandissements. Les Etats allemands pensèrent obtenir

(1) Georges Goyau. *L'Allemagne religieuse*, 3 vol., Paris — Perrin, 1909, t. III, voir p. 3 et suiv.

(2) A. Sorel. *L'Europe et la Révolution française*. Op. cit., t. VI, p. 364.

de la France victorieuse des terres et des revenus. Elle resterait sur le Rhin, les Allemands ne la redoutaient pas. Avec elle, elles auraient tout profit. Cette Révolution accentuerait la rivalité austro-prussienne commencée au XVIII<sup>e</sup> siècle ; l'Allemagne retirerait de cette lutte plus de liberté et d'indépendance.

La France sur le Rhin, modérée dans ses ambitions, pouvait, en conservant la politique des anciens rois, rester, ainsi que l'avait déclaré Henri II, le « défenseur des libertés germaniques ». Ni protectorat ni conquête en Allemagne. La France peut exercer son influence sur « l'Allemagne moyenne », mais elle doit respecter ses libertés et s'interdire toute immixtion dans son gouvernement. Cette « Allemagne moyenne », il faut l'opposer à la Prusse et à l'Autriche qui doivent rester rivales ; Napoléon au contraire voudra mettre la main dessus et, en passant le Rhin, la jettera dans les bras de nos ennemis.

En effet, que fera Napoléon ? Rompant avec la tradition française et allemande, il va, poursuivant son rêve de domination universelle, confisquer à son profit les libertés de « l'Allemagne moyenne », l'absorber dans un autre Empire, la ramenant ainsi de plusieurs siècles en arrière. « Erreur historique qui fatalement devait aboutir à une catastrophe politique. Il y a là une des différences fondamentales, une de ces contradictions insolubles entre la politique impériale de Napoléon et la politique nationale des anciens rois et du Comité de Salut public » qui l'avait continuée (1).

Napoléon, après le traité de Presbourg, va opérer la refonte de l'Allemagne en une Confédération sous sa tutelle. Il reprend la politique du Directoire, celle de Siéyès, de Talleyrand, qui est de refaire la Ligue du Rhin, celle de Mazarin, mais dans des proportions plus vastes, interposer entre la Prusse, l'Autriche et la France, une « masse insurmontable ». L'Allemagne aurait été séparée en trois tronçons, rejetée vers l'Est, engagée dans un conflit perpétuel avec la Russie et les princes secondaires obligés de rechercher notre protection.

(1) Edouard Driault. *Austerlitz. La fin du Saint Empire, 1804-1806* 1 vol. in-8°, Paris-Alcan. 1912, p. 354.



Peut-être n'était-ce qu'un beau rêve ! Obligée, en effet, pour briser certaines résistances, d'étendre ses frontières et de soumettre les princes plus étroitement, la France souleva des haines qui prépareront le réveil politique tant redouté. Et cependant quelle reconnaissance l'Allemagne n'a-t-elle pas envers Napoléon dont le nom, sur le Rhin, reste si populaire ! De toutes les nations qu'il a pétries de sa main puissante, aucune ne lui doit plus que l'Allemagne. Elle ne l'a pas oublié. En répandant les doctrines révolutionnaires, c'est-à-dire les principes de justice, de liberté, d'humanité, Napoléon a donné sa véritable impulsion à la nationalité allemande.

Le Saint Empire, constitué par l'union, sous la suprématie des Empereurs d'Allemagne et des Habsbourg, de l'Allemagne et de l'Italie, est détruit, puisque l'Autriche perd la Vénétie, l'Istrie, la Dalmatie, puisqu'elle cède d'importants territoires à la Bavière, au Wurtemberg qui reçoivent la dignité royale, et ne possède plus rien à l'Ouest de l'Inn. L'Empereur d'Autriche n'est plus l'Empereur d'Allemagne, mais au profit de qui ? Au profit de Napoléon seul, qui se réserve l'héritage du Saint Empire.

Le 15 mai 1806, il crée le Grand Duché de Berg attribué à Murat ; le 30 mai, il place Joseph sur le trône de Naples et crée des fiefs, principautés et duchés au profit de sa famille, de ses généraux et officiers. Un pacte de famille lie les nouveaux rois à l'Empereur ; les royaumes et les duchés sont unis constitutionnellement à l'Empire par des dignités perpétuelles ; ils contribueront à maintenir l'unité. Les officiers français, établis dans les royaumes feudataires, encadrent les populations sujettes, vivent sur les pays conquis devenus des colonies romaines ; c'est le Grand Empire.

Dans sa victoire, Napoléon englobe le Pape et Rome, et comme les Empereurs germaniques, il prétendra exercer une autorité aussi universelle, aussi catholique que l'autorité pontificale. « Toute l'Italie sera soumise sous ma loi, déclare-t-il à Pie VII, je ne toucherai en rien à l'indépendance du Saint-Siège, mais nos conditions doivent être que Votre Sainteté aura pour moi, dans le temporel, les mêmes égards

que je lui porte pour le spirituel... Votre Sainteté est souveraine de Rome, mais j'en suis l'Empereur » (13 février 1806).

Une fois le sort de l'Italie réglé, Napoléon s'introduisit dans les affaires d'Allemagne, reprenant en apparence les traditions des traités de Westphalie et de la Ligue du Rhin (14 août 1658), mais en adoptant des méthodes radicales.

A la suite du Recez, la vieille constitution germanique, bien qu'intégralement conservée, avait été modifiée par la Sécularisation des biens d'Eglise et la médiatisation des villes libres ; la Diète était désormais dominée par le « Corps Evangélique », et le Collège électoral, augmenté en nombre, était composé de manière à pouvoir reprendre, à la maison d'Autriche, la couronne impériale. L'Empereur perdait, au profit des Etats moyens, mieux capables de défendre leur indépendance, la plus grande part de sa clientèle politique. En résumé, l'Empereur, au Recez comme à Presbourg, héritier des erreurs du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, vise surtout l'anéantissement de l'Autriche.

Depuis le traité de Bâle, c'est elle qui a fait presque exclusivement les frais de la coalition. Les vainqueurs, esclaves de leur éducation, de leur origine, animés des passions despotiques de jadis, usant des mêmes procédés arbitraires, voulaient son abaissement plus que celui de la Prusse. A celle-ci, Napoléon aurait fait grâce, il l'aurait étendue, fortifiée, agrandie contre la Russie et l'Autriche, mais elle l'avait forcé à la combattre. Elle n'avait pas su choisir entre la France révolutionnaire, qui s'offrait à elle, et l'Autriche et l'Angleterre, et n'avait pas su tirer profit des sympathies qui lui venaient de toutes parts. Elle n'avait pas eu la force d'oublier ses rancunes contre l'Autriche détestée bien que crainte et respectée, mais elle n'avait pas su la combattre à nos côtés. La Prusse avait été abattue et cependant les conquêtes de la France révolutionnaire ne s'étaient guère faites qu'aux dépens de l'Autriche, du successeur de Charles-Quint en Belgique, en Italie, en Allemagne, avec les dépouilles des princes ecclésiastiques, des chevaliers et des comtes d'Empire, avec la Souabe, avec le Tyrol, avec l'archiduché de Salzbourg. Enfin

Napoléon avait pris à l'Autriche la couronne impériale d'Occident.

Cette politique, Napoléon la continue, en Allemagne, en bouleversant sa vieille constitution : règlements de la Diète, Chambre Impériale, Bulle d'Or, paix de Westphalie, Capitulation Impériale ; l'œuvre de trois siècles sera anéantie. En présence des bouleversements inévitables, l'Allemagne plie devant le nouveau maître ; l'Electeur archichancelier de l'Empire, Dalberg, demande une régénération de la constitution germanique sous un chef d'un grand caractère « qui rend la vigueur aux lois ». « Que l'Empire d'Occident, écrit-il, renaissse en l'Empereur Napoléon tel qu'il était sous Charlemagne, composé de l'Italie, de la France et de l'Allemagne ! » C'était répondre aux vœux du maître !

Mais le sort de l'Allemagne ne fut point définitivement fixé et l'Empereur y tailla et retaila sans cesse. Après la création du Grand Duché de Berg, destiné à former, sur la rive droite du Rhin, avec Düsseldorf, un Etat intermédiaire entre la France et la Prusse, le 12 juillet, naissait la Confédération du Rhin.

Ce que désirait Napoléon, c'était soustraire les princes allemands à l'influence autrichienne pour les amener à l'alliance française comme en 1658, lors de *l'Alliance du Rhin* conçue par Mazarin ; il veut les rendre indépendants de l'Empereur d'Allemagne, et il leur confère une souveraineté plus étendue. Ainsi se trouvait réalisé un vœu souvent émis dans les brochures allemandes de 1803 : une constitution particulière de la Germanie pour la rendre indépendante de la Prusse et de l'Autriche (1). Mais elle ne s'en séparait que pour retomber dans les bras de la France. L'Allemagne pourrait-elle se gouverner seule ?

En tout cas, Napoléon reprenait, par la création de l'Alliance du Rhin, la politique d'Henri IV, de Richelieu, de Mazarin. De ces princes unis et fortifiés sous le protectorat de la France, il faisait des alliés. Il fallait à la France une alliance au centre de l'Europe. L'Autriche était vaincue et ne pouvait

1) A. Rambaud, *L'Allemagne sous Napoléon I<sup>er</sup>*, 1 vol. in-16°, Paris, 1876, p. 9.

de sitôt se réconcilier avec nous ; l'Allemagne asservie serait l'alliée nécessaire.

Son idée est de fortifier les trois souverains qui, depuis la Révolution, ont fait cause commune avec la France : Bade, Wurtemberg, Bavière contre les petits princes qui, par esprit autrichien, s'opposeront à la France, contre la *Ritterschaft*, cette chevalerie d'Empire, pépinière d'officiers pour les armées autrichiennes. C'est contre l'Autriche qu'il faut prendre des précautions et pour la combattre, il fortifiera l'Allemagne.

Celle-ci, il va d'abord la simplifier territorialement en réduisant les petits Etats, les morcellements et les enchevêtrements de territoires dont les inconvénients avaient été tant de fois dénoncés, en supprimant la souveraineté, l'immédiateté des ducs, comtes et princes. C'était là une révolution aussi considérable que celle de 1803 et qui achevait la simplification de la carte de l'Allemagne.

Cette révolution méritait son nom, car l'Allemagne était composée de seize membres de puissance inégale, représentant le Sud et les territoires de la rive droite du Rhin jusqu'à la frontière hollandaise. Un grand nombre de maisons — quelques-unes importantes — disparaissaient par la seule volonté de Napoléon ; tous les princes, qui n'étaient pas nommés dans l'acte de la Confédération, étaient médiatisés ; ce fut la fin de la noblesse immédiate. En réalité la Bavière, le Wurtemberg, Bade, les deux Hesses et Berg, avec des titres et des honneurs nouveaux, dominaient la Confédération. Une Diète, réunie à Francfort et divisée en deux Collèges : Collège des rois et Collège des princes, représentait les princes confédérés. L'Empereur était le protecteur de la Confédération. Au décès de chaque prince-primat, il nommait le successeur, il décidait en outre de l'admission des nouveaux membres. Les Confédérés étaient liés à l'Empire français collectivement et séparément par une alliance perpétuelle, offensive et défensive.

L'Archichancelier fut très ému de ce traité. Il avait rêvé une réorganisation du Saint Empire et non pas sa destruction ; mais il ne put que se soumettre.

La révolution de 1806 complétait celle de 1803. Par le

traité de Presbourg, par l'Alliance du Rhin (*Rheinbund*), l'ancien Empire romain germanique, dont le glas avait sonné à Lunéville, était scellé dans son tombeau.

1803 avait détruit les principautés ecclésiastiques, les villes libres ; 1806 détruisait les comtes, les ducs, les petits princes, les chevaliers d'Empire, il faisait disparaître le nom même de l'Empire.

Ainsi que Talleyrand l'indiquait dans sa note du 20 juillet (à la Diète et à la Cour de Vienne), l'Empire germanique, qui comprenait jadis la presque totalité de l'Europe chrétienne, avait dû, par suite des changements politiques survenus en Europe, être détruit. Une nouvelle maison impériale règne en Europe ; si l'Empire d'Allemagne subsistait, il conserverait des « prérogatives attachées à la dignité des Césars du Saint Empire et à celle des Empereurs d'Occident..... l'existence simultanée de deux couronnes impériales dans le même temps et sur une même tête, comportait une sorte de contradiction..... » En bouleversant la composition de l'Allemagne, en prétendant imposer sa loi révolutionnaire à toute l'Europe, Napoléon ne s'avoue-t-il pas l'héritier du Saint Empire qu'il a voulu détruire ! Oui, après Austerlitz, la physionomie de l'Europe centrale est bien changée ; le Saint Empire est en pièces, l'Allemagne est à refaire, elle attend son nouveau maître, mais quel maître ?

---

## CHAPITRE IV

### LE GRAND EMPIRE

---

Les modifications que Napoléon venait de faire subir à l'Europe centrale devaient entraîner de nouveaux conflits avec la Prusse et l'Autriche qui avaient, en Allemagne, de puissants intérêts.

Avec Frédéric II, la Prusse s'était dégagée de la suzeraineté autrichienne et avait manifesté sa volonté de régner sur l'Allemagne du Nord. Elle forma la Ligue des Princes de 1785 (*Fürstenbund*), pour écarter l'Autriche de l'Allemagne du Sud, et au traité de Bâle, puis au Congrès de Rastadt, s'entendit avec la France révolutionnaire. Contre la promesse d'agrandissements importants par les Sécularisations, elle reconnut les frontières nouvelles de la France. Elle retirait du Revez des avantages considérables et, n'ayant nulle ambition sur la rive gauche du Rhin, ainsi que l'avait proclamé lui-même le Grand Frédéric, laissait parfaitement la France s'y établir. Il y avait eu entente entre la Prusse et le gouvernement républicain, et comme les populations germaniques de la rive gauche du Rhin s'étaient données à nous dans la plus grande allégresse, que celles de la rive droite saluaient avec joie la création du nouvel Empire, que le nom de Napoléon, victorieux de la féodalité, y resplendissait d'une gloire immense, l'entente ne pouvait-elle pas durer? Notre maître, Albert Sorel, a trop voulu marquer que les agrandissements perpétuels de Napoléon étaient commandés par la tradition, et qu'en passant le Rhin il obéissait à une loi fatale. M. Driault, au contraire a plus justement montré que l'action individuelle avait profondément influencé, puis déterminé les

événements qui vont se succéder en Europe (1). La modération aurait dû rester le principe de la politique napoléonienne. Or cette politique voulait la domination de l'Allemagne et de l'Europe centrale, l'abaissement de l'Angleterre, puis la conquête de Constantinople et des Indes. L'Empereur rêvait enfin de conquérir l'Empire de l'Europe en rassemblant les peuples divisés, en créant des Etats nationaux qu'il dirigerait après avoir abattu les vieilles constructions historiques, et la France aurait eu la présidence de ces nouveaux Etats-Unis d'Europe ; il voyait plus grand que les chefs du Saint Empire !

Pour l'instant, il entre en lutte contre la Prusse qui aurait pu être sagement contenue dans l'Allemagne du Nord. Avec la création du Grand Duché de Berg, destiné à la refouler vers l'Est pour l'opposer à la Russie, avec l'occupation par Murat des abbayes d'Elten, Essen, Werden, l'irritation en Prusse fut des plus grandes. Sans la consulter, Napoléon disposait des destinées du Saint Empire ; ces marques de domination devaient la rejeter dans l'opposition, elle fera secrètement tout pour cristalliser autour d'elle le sentiment national en Allemagne, elle préparera l'union. On sait comment, écrasée à Iéna, mais sauvée néanmoins du désastre par la magnanimité de l'Empereur, réduite à ne plus avoir qu'une armée restreinte, elle instruisit des hommes, maintint farouchement dans le pays le sens du patriotisme et prépara l'inéluctable revanche. Elle n'avait qu'à profiter, le jour où le colosse serait ébranlé, des oppositions inévitables qui, peu à peu, se manifestaient en Wurtemberg, en Bade, en Bavière, contre la suzeraineté étrangère.

Les princes allemands, Napoléon les avait sauvés, enrichis, agrandis, avec les dépouilles de l'Eglise, des villes libres, des petits princes et de l'Autriche, il en avait fait des puissances dont il devenait le protecteur. Il voudra en faire ses amis, même ses parents, en entrant dans leur famille, en mêlant le sang des Bonaparte et des Beauharnais à celui des Zähringen, des Wittelsbach, des Welfs.

Or, dans cette Allemagne simplifiée, c'est à tort que Napo-

(1) *Austerlitz. La fin du Saint Empire. Op. cit.*, p. 447.

l'éon escompta la reconnaissance des princes. Il n'y a plus d'Allemagne, pensait-il. Quelle étrange illusion ! En réalité l'Allemagne, après 1806, a pris des formes plus nettes. Les agrandissements des Etats sur lesquels il espérait fonder sa domination : Bavière, Wurtemberg, Bade, Nassau, Hesse, sont une étape vers l'unité. Les aspirations patriotiques de la noblesse, jamais éteintes, trouveront un écho dans le peuple dont les idées se sont élargies et qui appelle une protection. Ces symptômes de résistance, Napoléon les pressent et cherche de nouveaux bouleversements outre-Rhin, il ne fera qu'exaspérer les rancunes de l'Allemagne. La Prusse avait été humiliée après Iéna, morcelée à Tilsit, réduite de 40 millions à 5 millions de sujets, avec un territoire diminué de moitié, surveillée et contenue dans le Nord par la Westphalie et la Saxe enrichie de ses dépouilles. Elle semblait condamnée à l'inévitable décadence ; mais Napoléon n'avait pu lui arracher cette volonté de revanche, sûr garant des victoires futures.

Du reste, il l'avait ménagée au lieu de lui porter ces coups décisifs qui l'auraient empêchée de servir plus tard d'avant-garde à la Russie. N'aurait-il pas dû se mettre alors du côté de l'Autriche, acheter son concours, au lieu de continuer cette politique d'asservissement qui le conduisit à la campagne de Wagram ?

A la veille d'Austerlitz, en 1805, Talleyrand, héritier des plus saines traditions du Cabinet de Versailles et pensant aux conditions de la paix future et aux moyens de la rendre durable, désirait la réconciliation de la France et de l'Autriche. L'alliance des deux Empires était un gage de stabilité en Europe. Mais il fallait éloigner l'Autriche de nous, la rejeter d'Allemagne, lui offrir des compensations en Orient avec les principautés roumaines, les embouchures du Danube. L'Autriche serait reportée vers l'Est de même que la Russie, endiguée du côté de l'Orient, opérerait plus tard un mouvement analogue pour se heurter à l'Angleterre dans les Indes à notre plus grand profit. Talleyrand condensa ces vues que, plus tard, voulut appliquer M. de Bismarck, dans un mémoire célèbre et un projet de traité. « Il ne faut pas



abattre et prosterner l'Autriche plus qu'il ne convient aux intérêts de l'Europe elle-même », mais au contraire « lui tendre une main généreuse, en faire le principal appui de la politique française en Europe, la séparer de l'Angleterre, de la Prusse, désarmer ainsi les ennemis de la France et neutraliser le continent »... Mais l'Empereur, qui qualifia ce projet de « roman politique », n'en tint aucun compte à la paix de Presbourg. Il ne pensait pas que l'Autriche renoncerait si vite à ses provinces d'Allemagne et consentirait à s'exiler à l'extrémité de l'Europe. L'évolution de l'Autriche vers l'Est, essayée lors de la paix de Wagram, ne pouvait être déterminée si brusquement (1). D'autre part, il ne voit aucun avantage à créer une opposition d'intérêts définitive entre la France et la Russie ; il voudrait poursuivre, d'accord avec Alexandre, la réalisation de ce grand projet, qu'il caresse depuis Venise et Ancône, et au travers duquel il se voyait maître de l'Asie et des Indes où il ruinerait la puissance anglaise. Combien le cours des choses eût été modifié, si l'entente avec l'Autriche, telle que l'avait conçue la diplomatie de Louis XV, eût remplacé alors l'alliance pleine de périls que Napoléon ébauchera avec le Tsar !

A la veille d'Iéna, l'Empereur se retourne cependant vers l'Autriche, en lui demandant sa neutralité, en lui offrant de traiter avec elle sur la base de la conservation de l'Empire Ottoman, et les mêmes offres se renouvellent au lendemain de la victoire sur la Prusse et avant de songer à traiter avec Frédéric-Guillaume pour l'opposer à la Russie. Mais l'Autriche ne se décide pas ; elle croit toujours à la défaite possible de Napoléon que la Russie va combattre et vers laquelle le roi de Prusse se laisse entraîner. Napoléon ébauche les plus vastes plans. Il songe à détrôner Frédéric-Guillaume, à prononcer la déchéance des Hohenzollern, à écarter la Prusse du Rhin, à la repousser au delà de l'Elbe, afin qu'elle devienne plus slave qu'allemande et forme un rempart contre la Russie en appuyant la Turquie au Nord.

(1) Albert Vandal, *Napoléon et Alexandre I<sup>er</sup>*, 3 vol., Paris-Plon, 1891, p. 9, t. I et *Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1924 ; *Romantisme et Diplomatie-I-Talleyrand*, par Maurice Paléologue, p. 286.

Dans sa lutte contre la Russie, il envisage les dangers d'une Autriche hostile sur ses flancs, prête à nous prendre à revers en cas de défaite, ainsi que les choses se produiront, en 1814. Maintenant il s'adresse à elle résolument, lui demande de se concentrer sur l'Orient, songe à la mettre à la base d'un nouveau système politique (négociations du général Andréossy) ; il veut créer, contre la Russie ambitieuse, une coalition orientale, en conservant les droits acquis des souverainetés existantes. Tout en voulant maintenir l'Empire Ottoman, il cherche à tenter l'Autriche avec l'offre de ses dépouilles (négociations de M. de Vincent, 1807).

Mais à ce moment-là, à la veille d'Eylau, la situation des armées françaises était difficile, la Russie luttait avec des chances de succès et l'Autriche resta sur la réserve et ne sut prendre parti.

Cependant il faut à Napoléon un point d'appui en Europe, et après Eylau, renaît dans son esprit l'idée de l'alliance russe. Mais il hésite, il se rappelle ses déceptions, en 1805, à la mort de Paul I<sup>er</sup>, et une dernière fois, il se tourne vers l'Autriche et la somme de se prononcer. « La tranquillité de l'Europe ne sera stable que lorsque la France et l'Autriche ou la France et la Russie marcheront ensemble », écrit-il à Talleyrand. L'Autriche, toujours en retard d'une idée, attend encore, se contente de proposer une médiation et un congrès — des moyens dilatoires ! — le génie militaire de Napoléon va décider de tout.

Voici Friedland et la grande victoire. Il y a eu trop d'atermoiements de la part de l'Autriche, la paix se fera sans sa participation ; elle restera exclue du nouveau système politique qui a germé un instant dans la pensée de l'Empereur. Ce système, le Tsar le facilite par ses avances et Napoléon va transporter en Russie les offres dédaignées à Vienne. L'Orient restera le terrain d'une entente qui aura pour base le partage de l'Empire Ottoman. L'Empereur reprend sa grande idée, car le seul but de sa politique est de vaincre l'Angleterre et d'imposer la paix, et la Russie devra l'aider dans cette lutte. Ce n'est pas là un revirement complet, « c'est une nouvelle évolution de cette politique ondoyante et souple qui revenait à

son point de départ, après un long circuit, qui savait, avec une adroite mobilité, tourner sur elle-même, se replacer dans la même position à mesure que les circonstances se retrouvaient identiques et présenter toujours aux événements une face appropriée » (1).

Les ambitions orientales de Napoléon vont le porter du côté d'Alexandre dont il ménagera l'amitié en sauvant la Prusse, oubliant que la question de Pologne l'en séparera un jour infailliblement, ne devinant pas qu'Alexandre, pour cette même question de Pologne, étendra sur la Prusse une main protectrice et encouragera ses menées ambitieuses.

L'entreprise orientale servira donc de ciment à cette alliance que l'Autriche avait dédaignée, opposant de telles lenteurs dans la décision qu'elles équivalaient à un refus, et de ce refus Napoléon restait fort aigri. Ainsi l'ambition des deux Empereurs se portait vers ces brillantes contrées de l'Orient, vers Constantinople que tous les Tsars voulaient atteindre. Mais on ne partage pas les Dardanelles, et ces difficultés de partage seront la perte de l'alliance.

Pour l'instant, Alexandre semble abandonner à Napoléon l'Empire d'Occident, résurrection de celui de Charlemagne ; tous les pays situés au Sud des frontières septentrionales de l'Autriche sont maintenus tels que nos victoires en ont décidé. Et Napoléon va procéder à l'organisation nouvelle de l'Europe. Il veut juxtaposer, entre la France et la Russie, une série d'Etats divers rattachés par des rapports étroits : grand duché de Berg, Hesse, Brunswick et Nassau, Saxe, grand duché de Varsovie, marche frontière de l'Empire qui tiendra en respect la Prusse et au besoin l'Autriche et même la Russie. La zone d'influence française coupera en deux l'Allemagne et l'Europe centrale, et sera intercalée entre la Prusse et l'Autriche pour les empêcher de se réunir et de se coaliser. L'alliance russe sera la sauvegarde de cet équilibre nouveau, en même temps qu'elle permettra d'organiser le plus formidable appareil de guerre qui soit pour avoir raison de l'Angleterre.

(1) Albert Vandal. *Op. cit.*, t. I, p. 37-55.

Mais combien cet équilibre est fragile entre les deux souverains dont les ambitions vont se heurter en réalisant le partage qu'ils convoitent, alors que l'Autriche demeure hostile, attendant une occasion favorable pour se joindre contre nous à la Russie et à la Prusse. Pourrons-nous résister alors à la coalition à trois ?

Napoléon sent ce danger et voici, qu'après 1808, il revient au système de Talleyrand dont Tilsit est la négation. Il estime nécessaire l'existence de l'Autriche et veut combiner le système russe et le système autrichien ; il veut intéresser l'Empire d'Autriche au partage de la Turquie et s'en faire notre auxiliaire.

Mais la Cour d'Autriche, malgré toutes ces avances, n'a rien abdiqué de ses préjugés et de ses haines. Vienne est le centre des intrigues cosmopolites et son Empereur, qui ne se résigne pas à la paix de Presbourg, va se préparer à la lutte suprême et commencer la première guerre de l'indépendance germanique. La chute des Bourbons d'Espagne sera le signal d'un soulèvement de l'opinion publique. Or une guerre nouvelle avec l'Autriche n'était point dans les desseins de Napoléon. Il aurait voulu employer à de fructueuses opérations contre l'Angleterre ses armées d'Italie et d'Illyrie. D'autre part, s'il écrasait l'Autriche — et il ne la redoutait pas — il lui faudrait se garantir contre ses nouvelles attaques en la morcelant, en la dépeçant. Mais supprimer l'Autriche, « faire le vide au centre du continent », quel danger ! Devait-il bouleverser, à ce point, l'équilibre européen, « briser l'imposante Monarchie qui en avait été longtemps la clef de voûte (1) ? » Enfin les succès sur l'Autriche ne préparaient-ils pas la reconstitution de la Pologne toujours fidèle, ce qui provoquerait, avec la Russie, d'inévitables conflits, une crise définitive de l'alliance ? Voilà quelles étaient les conséquences immédiates de la guerre avec l'Autriche.

D'autre part, dans l'Allemagne qu'il avait si patiemment refondue et organisée, l'Empereur ne rencontrait nul appui solide. La Saxe discréditée n'avait ni volonté ni ressources,

(1) A. Vandal. *Op. cit.*, t. II, p. 4.

la Bavière était trop faible, de même que les petits Etats qui ne pouvaient fournir des contingents suffisants. Au milieu d'eux, vivant anachronisme, la Prusse subsistait avec ses traditions, son histoire glorieuse, libérée de ses provinces slaves qui l'alourdisaient. Elle était un danger grave. Vers elle se porteront toutes les pensées d'affranchissement. Son ennemi ne l'avait pas détruite, elle préparait involontairement sa fusion avec la Germanie.

L'amalgame entre Français et Allemands ne s'est pas opéré. Les passions germaniques subsistent et grandissent en plusieurs localités, car les interventions incessantes de Napoléon dans les affaires d'Allemagne ne permettaient guère aux Allemands d'oublier la conquête. L'insurrection d'Andréas Hofer est une explosion lointaine du sentiment national allemand dont se servira l'Autriche en multipliant les appels au peuple allemand.

Dès 1809, la Prusse est frémissante, les habitants des provinces orientales se sont enrôlés dans la *Landwehr*, le *Tugenbund* couvre de ses ramifications la Prusse et une grande partie des Etats du Rhin ; Stein prêche l'unité, Blücher, Scharnhorst, Gneisenau poussent à la guerre. Du Rhin à la Vistule, de la Baltique au lac de Constance, l'Allemagne toute entière est inquiète et défiante, les patriotes attendent leur heure.

Les colères soulevées par la domination étrangère n'étaient encore ni bien profondes ni bien générales. Du reste les Allemands étaient éblouis par la gloire de l'Empereur et ne restaient pas insensibles aux bienfaits de son administration ; qu'on se rappelle son voyage triomphal d'Erfurt, en 1808 ! Beaucoup se résignaient à la tutelle de l'envahisseur, tandis que, sur la rive gauche du Rhin, l'assimilation faisait d'incontestables progrès.

A la différence de la Prusse qui était un grand royaume, les Etats secondaires : Bavière, Wurtemberg, savaient gré à l'Empereur de les avoir affranchis de la tutelle des Habsbourg, et leurs princes d'avoir fait d'eux de véritables souverains ; ils désiraient peu une reconstitution de l'Allemagne qui leur aurait imposé des sacrifices. Mais vienne la défaite, ces sentiments,

tout de surface, s'effaceront. Napoléon l'avait pressenti. Les rigueurs du Blocus continental mécontentent le peuple, car les denrées atteignent des prix fabuleux et le commerce est paralysé. L'Allemagne aura bientôt grande envie de se débarrasser du joug étranger (Henri Heine). La Prusse, accablée par le malheur, ne cherche qu'à se soustraire aux rigueurs du destin et des énergies nouvelles vont se réveiller en elle. Au lieu de la morceler, Napoléon l'avait conservée et l'occupait avec ses troupes en lui demandant des indemnités trop fortes. Il ne fit qu'exaspérer le sentiment national par ses exigences jusqu'au jour de la révolte définitive.

Ce réveil du sentiment national des peuples qu'il avait si bien observé dans la campagne de 1809, inquiétait à ce point Napoléon qu'il résolut de chercher, dans une alliance nouvelle, avec le plus vieil Etat de l'Europe centrale, une sécurité plus grande pour son œuvre et pour sa maison. Ce fut une des raisons du mariage autrichien.

A Vienne, ce mariage semblait comme une réparation, un hommage rendu à la dignité de l'Autriche ; on se sentait redevenir une grande puissance, on avait un légitime sentiment de fierté. L'Empereur voyait, dans l'alliance nouvelle, une garantie nécessaire et il disait à Metternich, comme s'il se prenait à regretter le pacte de Tilsit : « Nos intérêts sont communs... Voilà l'alliance véritable entre nous, une alliance basée sur des intérêts communs, la seule durable... (1) » Mais n'était-ce pas trop tard pour se réconcilier avec l'Autriche, alors qu'on avait laissé passer l'heure sous la Révolution et plus récemment encore à la veille de Presbourg ? Comment à Vienne, oublierait-on les défaites subies, la ruine de la couronne impériale ? Quinze ans de guerre nous séparaient de l'Autriche, qui avait été par trop dépouillée, et nous nous exposions à perdre les bienfaits de l'alliance russe.

A la Cour, un parti s'agitait infatigablement avec les femmes contre Napoléon, et l'armée gardait un indestructible espoir de revanche. Mais tant que le maître est puissant, l'Autriche est soumise. Au moment où il engage la campagne

(1) *Mémoires de Metternich*, t. II, p. 364.

de Russie, elle s'offre humblement à lui, entraînant la soumission de la Prusse ; un traité d'alliance sera signé par les deux puissances accordant à l'Empereur des contingents militaires. C'est son bon plaisir qui commande à l'Europe centrale, il manie, à sa convenance, les pièces de son vaste échiquier. Sa puissance, qui s'étale dans les fastes de Dresde avant de disparaître dans les brumes de la Russie, apparaît plus grande que celle de Charlemagne ; seule la puissance de Rome la dépasse dans l'histoire.

Presque tous les souverains de l'Europe lui font cortège ou lui prêtent leurs forces. C'est lui, l'Empereur romain de « nation française », héritier des Césars de Rome, qui commande à l'Europe et maintenant veut dompter l'Asie.

Mais l'alliance de l'héritier de l'Empire de Charlemagne avec l'héritier des empereurs allemands, pour consolider l'équilibre et la paix au centre de l'Europe, ne donna aucun résultat et ne fut qu'un impedimentum, en 1813. Qui plus est, Metternich et la cour de Vienne agirent alors, à notre égard, avec la plus grande duplicité, gardant, envers la Russie, une neutralité bienveillante, n'oubliant pas les humiliations que leur patrie avait subies !

Ce mariage donnait cependant à l'Empereur un prestige nouveau. Napoléon était à l'apogée de sa puissance, dominant l'Allemagne et l'Italie, étendant son influence sur toute l'Europe centrale par son alliance avec l'Autriche. Mais les nouvelles annexions qu'il décide abusivement : le duché d'Oldenbourg, les principautés de Salm et d'Ohrebourg, une partie du grand duché de Berg et du Hanovre, les villes libres de Hambourg, Brême, Lubeck, dont on forme des départements français, indignent les patriotes, irritent le Tsar ; un conflit est fatal entre les deux Empires. L'Empereur groupe contre lui tous les intérêts ; son œuvre reste fragile en Allemagne et dans l'Europe centrale.

Les libéraux vont s'allier aux féodaux contre le maître que la fortune abandonne : ils s'uniront entre eux pour assurer le relèvement de la Prusse, relèvement qui n'est que le prélude de l'affranchissement de la race germanique. C'est en effet la Prusse qui va sauver la race, puisque les princes

de la Confédération, dont la Saxe, envoient leurs contingents à Napoléon.

Or la Prusse, qui a lutté pour leur indépendance, pour les droits de l'Allemagne, incarnera l'idée de patrie. Si l'Empire français ne dure pas, inévitablement un nouvel Empire, qui est en germe dans l'œuvre de 1795 à 1803, lui succédera, remplaçant le fantôme d'Empire qui la gouverna théoriquement pendant des siècles et prétendit même dominer l'Europe. Le Saint Empire a été détruit, mais les Allemagnes sont rassemblées et une des principales garanties de notre sécurité disparaît.

L'Autriche cherchera également à briser le cercle de fer. Une nouvelle tentative échouera à Wagram, mais l'imprudente campagne de Russie, que l'Empereur entreprend pour les mêmes raisons qui lui firent modifier la structure de l'Europe centrale, donna à Metternich, bien que notre allié, l'occasion qu'il cherchait. L'Angleterre n'était-elle pas là du reste pour attiser, pour soutenir ces haines latentes ? Et ce fut la fin du grand rêve.

L'Empire français s'écroulait après la bataille des Nations sous les coups que lui portaient les peuples de race allemande coalisés avec les Russes. Cet affranchissement de l'Allemagne et des pays de l'Europe centrale était dû à l'intervention de la Prusse qui agissait en grande puissance. Sa victoire allait influencer sur les destinées de l'Europe. Déjà la Révolution, en proclamant des principes nouveaux, avait modifié le vieil ordre européen ; les garanties et les barrières instituées aux traités de Westphalie avaient disparu et si le traité de Vienne, qui mettait fin aux guerres révolutionnaires, reposait encore sur l'idée d'équilibre, les idées nouvelles allaient germer et provoquer de grands bouleversements. Au principe d'équilibre, s'opposera le principe des nationalités dont Napoléon III, avec sa théorie des grandes agglomérations, devait faire un singulier abus. Voyons quelles applications ces deux systèmes reçurent au Congrès de Vienne qui réglait, pour une cinquantaine d'années, le sort de l'Europe centrale après la chute retentissante du Grand Empire.



## CHAPITRE V

### LES TRAITÉS DE VIENNE

---

Les traités napoléoniens avaient tant bouleversé et modifié la condition de l'Europe qu'il fallait se mettre à pied d'œuvre pour réparer les injustices, les spoliations, rétablir les gouvernements emportés dans la tourmente. Tout avait été brisé, morcelé, remplacé. Pouvait-on restaurer en Europe ce qui avait été détruit ? Ce fut le Congrès de Vienne qui dut en décider.

Il y avait, au centre de l'Europe, de profondes modifications à apporter à l'état de choses existant, car là, plus qu'ailleurs, la main de Napoléon s'était appesantie lourdement. Jamais depuis les invasions barbares et les luttes entre les fils de Charlemagne, il n'y avait eu, de Venise à la mer du Nord, tant de créations de royaumes, tant de morcellements d'Etats, tant d'annexions. Les négociateurs des traités de Verdun et de Westphalie, qui participèrent aux grandes modifications territoriales de l'Europe, ne reconnaîtraient plus leur œuvre ! En Allemagne, que de changements ! En Italie, les princes avaient été dispersés et Napoléon avait réalisé le rêve de Charlemagne, de Charles VIII et de Louis XII ; il avait étendu la domination française à travers les plaines du Milanais, ceint la couronne des rois lombards ; il aurait pu, comme jadis les empereurs romains ou les chefs du Saint Empire, triompher à Rome !

On voulut, sur les ruines de la Révolution et de l'Empire, édifier une Europe nouvelle en rétablissant l'ancien régime. Mais quelles ne devaient pas être les luttes entre les gouvernements décidés à reprendre les territoires qu'ils avaient

perdus ! La chute de Napoléon, après quinze années des souffrances qu'il avait causées, n'avait point appris aux puissances victorieuses à modérer leurs ambitions ; elles allaient bientôt donner à Vienne où elles devaient s'assembler, le triste spectacle de leur avidité débordante.

La grande tâche du Congrès sera de réorganiser l'Allemagne qui avait été regroupée par Napoléon et divisée entre quelques puissances, et de régler les questions de Pologne et de Saxe. La solution de ces importantes questions entre la Russie, la Prusse et l'Autriche était nécessaire au maintien de l'équilibre dans l'Europe centrale. Mais sous prétexte de conserver cet équilibre, le vrai but du Congrès était le partage entre les vainqueurs des dépouilles du vaincu.

Or, avec ce partage des conquêtes, c'est l'équilibre qui sera réorganisé, mais sans tenir aucun compte des vœux des populations, dont on disposait arbitrairement.

La coalition de 1813 avait pris, comme engagement principal, le rétablissement de la Prusse dans l'état de puissance où elle se trouvait avant 1806. Elle possédait alors des territoires reçus au dernier partage de la Pologne, qui lui donnaient Varsovie et étendaient même ses frontières sur la rive droite de la Vistule.

De son côté, l'Empereur de Russie voulait reconstituer la Pologne et porter la puissance russe au cœur de l'Europe. Il en serait le souverain et s'attacherait les Polonais dont il aurait restauré la patrie, qui serait dotée d'institutions libérales. La partie allemande, la Saxe, serait attribuée à la Prusse, la partie polonaise, le duché, à la Russie. L'Autriche serait indemnisée en Italie. Cette combinaison serait certainement du goût de la Prusse qui deviendrait ainsi la première et la plus allemande des puissances de l'Allemagne où elle se concentrerait, s'établissant puissamment au cœur de l'ancien Empire. Les partages de la Pologne avaient fait de la Prusse une puissance aux deux tiers slave et dérivant vers l'Est, le Congrès futur la transformerait en puissance plus qu'aux deux tiers allemande et, de tous les Etats de l'Alle-

magne, celle qui compterait le plus de sujets allemands.

Quant à la Prusse, elle n'avait qu'un désir, celui d'étendre ses possessions aux dépens de tout le monde et sans égard à aucun principe de justice. Ce système de politique, fondé et poursuivi depuis un siècle, trouvait un appui dans l'enthousiasme général de la nation et dans l'énergie de l'armée. Un certain nombre de militaires formait un parti qui avait une grande influence sur le cabinet. Ce parti voulait l'acquisition de la Saxe. Ne pouvant rivaliser avec la Russie, il avait porté toutes ses vues sur l'Allemagne ; et l'acquisition de la Saxe n'était que le commencement d'une grande suite d'opérations politiques par lesquelles il espérait tôt ou tard réunir à la Prusse la presque totalité du Nord de l'Allemagne, effacer l'influence de l'Autriche et se mettre à la tête d'une nouvelle confédération.

Ce parti rêvait de la constitution, entre les mains de la Prusse, d'une Confédération du Nord, noyau d'un Empire plus fortement cimenté que l'ancien, qui donnerait satisfaction aux vœux des patriotes allemands. La Saxe convenait à merveille pour réaliser ces projets ambitieux. Ces territoires de l'Allemagne du Nord permettront de mieux défendre la patrie allemande contre les Slaves toujours menaçants. N'ont-ils pas, en 1805 et en 1812, envahi les Etats prussiens ? Il faut être sur ses gardes. Aussi les Prussiens demandaient-ils Varsovie, la ligne de la Vistule, le duché de Posen pour relier la vieille Prusse à la Silésie ainsi qu'Alexandre l'avait promis à Kalisch. Enfin la Saxe servirait de compensation pour les territoires de Westphalie et de la rive gauche du Rhin perdus en 1795 et en 1807. Cette acquisition était une excellente occasion pour la Prusse de devenir plus compacte et d'arrondir son territoire si long, si étendu, si étroit en quelques parties et comme éparpillé des rives de la Baltique aux bords du Rhin (1).

Le dédommagement tout trouvé de la Prusse serait donc la Saxe. Au lieu d'être un Etat démesurément long et disproportionné, la Prusse s'étendrait en largeur vers le centre,

(1) *Memoires, documents et écrits divers laissés par le prince de Metternich* t. II, Paris, 1880.

fournissant un excellent champ d'opérations militaires. Ainsi, privée de ses sujets polonais infidèles, elle récupérerait de vrais Allemands, préparant l'avenir de l'unité germanique à laquelle tous aspiraient au détriment du roi de Saxe et des petits princes allemands, unité germanique qui se réalisait de prime abord par l'unité prussienne.

Il appartenait à l'Autriche de déjouer les projets qu'élaboraient les deux souverains du Nord. Elle se trouvait dans une position fort embarrassante entre la France, l'Angleterre et la Prusse. Elle ne pouvait regarder l'Empereur Alexandre, malgré ses protestations d'amitié pour François II, que comme un ennemi déclaré, et la Prusse, emportée par sa propre ambition, que comme l'alliée inséparable de cet ennemi. Laisser la Prusse s'établir aux défilés de la Saxe, sur la frontière de la Bohême, et les flots de la race slave s'étendre jusqu'aux Balkans, quel danger pour la stabilité de la Monarchie habsbourgeoise ! Elle devait chercher à reconstituer l'Allemagne, à y maintenir sa place constitutionnelle, et plus loin à organiser l'Italie en conservant les conquêtes que lui apportaient les guerres napoléoniennes. Voilà plus qu'il ne fallait pour absorber toute son attention dans l'Europe centrale. Pour l'instant, il y avait chez elle moins d'hostilité que de jalousie contre la Prusse.

« L'Autriche et la Prusse, puissances allemandes l'une et l'autre, trouvent des rapports simples et naturels dans leur influence réciproque sur la fédération germanique, influence généralement désirée, parce qu'elle offre un gage de paix. Tout doit unir les deux cours, il faut rendre possible cette union... L'union entre l'Autriche et la Prusse doit être parfaite pour que le grand œuvre se consomme. » Voilà ce que Metternich écrivait à Hardenberg (1). Ces idées devaient plus tard être mises en pratique contre nous. Présentement la bonne entente entre les deux puissances allemandes ne devait pas durer, il y avait trop de causes de brouille ; surtout il ne fallait pas que la Prusse devînt en Allemagne une puissance prépondérante, l'Autriche n'en avait pas encore pris son parti.

Et pendant ce temps les peuples allemands auxquels Kou-

(1) 10 décembre 1814, annexe du n° 192. *Mémoires, documents et écrits laissés par le prince de Metternich. Ibid.*

tousoy avait, en mars 1813, promis l'indépendance, demandaient, au nom du sang versé et des sacrifices accomplis, le rétablissement de l'Empire germanique.

Malgré ces divergences brièvement exposées, ces appétits brutalement déchaînés, il fallait que l'union à *quatre* fût maintenue contre la France rebelle et toujours inquiétante. L'union n'était-elle pas la condition de succès des annexions et n'était-elle pas aussi le meilleur moyen de créer un équilibre qui les consacrerait ? Il y avait donc deux questions importantes à régler au sein du Congrès : celle de la Pologne et celle de la Saxe qui était liée à la question de la reconstitution de la Monarchie prussienne. Les Etats secondaires de l'Allemagne redoutaient les projets de la Prusse en Allemagne qui créeraient contre eux, s'ils se réalisaient, de fâcheux précédents. Ces Etats s'entendaient pour combattre les projets russo-prussiens. Mais que ferait la France ?

M. Thiers a écrit que si nous avions favorisé les ambitions de la Russie et de la Prusse qui ne nous nuisaient en rien directement, nous aurions pu obtenir de tout autres frontières que celles du traité de Paris. Oui, mais le traité était signé et il pesait lourdement contre nous dans la balance quand nous nous présentâmes à Vienne. Il y avait encore cependant des moyens de réparer le mal qui avait été fait, continue l'éminent historien. « En ne nous prononçant pas trop vite, en laissant entrevoir notre appui et l'en mettant un peu de temps à l'accorder, la Russie et la Prusse était si ardentes que probablement elles auraient dit elles-mêmes les mots que nous n'osions pas dire et nous auraient offert ce que nous n'osions pas demander. » Etait-ce chose fâcheuse pour nous de condescendre aux vœux de la Russie et de la Prusse ? « La Russie obtenant toute la Pologne dont elle avait déjà la plus grande part, se serait avancée de la Vistule, où elle était depuis longtemps établie, jusqu'à la Wartha. Ainsi la Russie eût donné plus de souci à l'Allemagne, la Prusse plus de jalousie à l'Autriche. Etait-ce véritablement à nous Français à nous en inquiéter ? (1) » C'est une opi-

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, Paris, 1860, t. XVIII, p. 434-435

nion que ne parlagèrent malheureusement point ni le cabinet des Tuileries ni M. de Talleyrand à Vienne.

Quelle politique suivait donc la France à l'égard des Etats de l'Europe Centrale dans ce grand regroupement de forces ? Elle n'apportait d'abord au Congrès aucune vue d'ambition ou d'intérêt personnel. Mais « il lui restait à désirer que l'œuvre de la restitution s'accomplît pour toute l'Europe comme pour elle (1). »

Le programme adopté fut d'enlever à la coalition tout soupçon sur les ambitions territoriales de la France. La crainte et la jalousie de notre puissance « avaient été l'objet et le lien de la coalition », il fallait la rassurer sur nos intentions. En renonçant à être ambitieuse, la France la désavouerait. Les Alliés nous avaient combattus au nom du droit public, « c'est en vertu de ce droit public que la France allait intervenir au Congrès, réclamant de tous l'application à tous des règles qu'on lui avait imposées (2). » Elle n'avait pas la pensée d'étendre ses anciennes limites, « elle plaçait aujourd'hui sa gloire dans sa modération, mais si elle voulait que sa voix fût comptée en Europe, c'était pour défendre les droits des autres contre toute espèce d'envahissement (3). »

Le terrain choisi fut celui de la « justice qui est l'utilité de tous » : Justice à l'égard des petits Etats menacés comme la France par l'ambition des grands. En parlant au nom des faibles, elle grandira en autorité. Mais si elle renonçait pour elle aux grandes conquêtes, il lui fallait empêcher les forts de devenir trop puissants. Cette politique assurera à la France une influence modératrice, lui permettant d'exiger des Alliés la renonciation à leurs projets de conquêtes (4).

Cette politique de défense des Etats faibles, trop oubliée par la France contemporaine qui préféra, à certaines époques, une entente avec les forts, à leurs dépens et à son profit, fut la politique d'Henri IV continuée par Richelieu et Mazarin,

(1) *Lettre du Prince de Talleyrand à Metternich*, 19 décembre 1814.

(2) Sorel. *L'Europe et la Révolution française. Op. cit.*, t. VIII, p. 371.

(3) *Talleyrand à Metternich*, 19 décembre 1814.

(4) Bourgeois. *Manuel historique de politique étrangère*, 3 vol., in-16°, Paris-A. Colin, 1898, t. II, p. 553-555.

et poursuivie, sous Louis XVI, par Vergennes. Ce fut la ligne de conduite que Louis XVIII traça à Talleyrand dans ses *Instructions* de septembre 1814, pour le Congrès de Vienne, et dans les *Lettres* qu'il lui écrivit pendant le Congrès. Ces instructions montrent admirablement de quelle façon l'Europe doit être organisée pour que la paix soit conservée. Elles posent en principe la négation du droit de conquête et la défense du droit des faibles. Son point de départ est « que ce qui est de l'intérêt des petits Etats, l'est aussi de la France. »

Il faut avant tout prévenir, au centre de l'Europe, les débordements de l'Autriche et de la Prusse. « En Italie, est-il dit, c'est l'Autriche qu'il faut empêcher de dominer en opposant à son influence des influences contraires, et surtout en ne lui laissant aucune chance de faire tomber, entre les mains d'un des princes de sa maison, c'est-à-dire des siennes, les Etats du roi de Sardaigne, en assurant la succession à la branche de Carignan...

« En Allemagne, la domination à combattre est celle de la Prusse. La constitution physique de sa monarchie lui fait de l'ambition une nécessité. Tout prétexte lui est bon. Nul scrupule ne l'arrête. Sa convenance est son droit. Ses émissaires et ses partisans agitent l'Allemagne, lui peignent la France comme prête à l'envahir encore, la Prusse comme seule en état de la défendre et demandant qu'on la lui livre pour la préserver. Les Alliés ont dit ou pris l'engagement de la replacer dans l'état de puissance où elle était avant sa chute, c'est-à-dire avec dix millions de sujets. Qu'on la laissât faire, bientôt elle en aurait vingt, et l'Allemagne lui serait soumise. Il est donc nécessaire de mettre un frein à son ambition, en restreignant d'abord autant qu'il est possible son état de possession en Allemagne par la conservation de tous les petits Etats et par l'agrandissement des Etats moyens, et en paralysant son influence par l'organisation fédérale ».

Pour réaliser ces desseins, il fallait un appui au Congrès ; on ne pouvait, dans toutes les questions, se heurter à l'opposition de tous et il y avait, sur certains points, des intérêts communs. Il n'y avait que deux alliances possibles, celle de l'Angleterre ou celle de la Russie. Entre les deux, l'hésitation

était naturelle ; mais s'il fallait faire un choix, ce qu'il ne souhaitait nullement, Louis XVIII n'hésitait pas, il préférait l'alliance anglaise, et c'est là qu'il chercha un terrain d'entente. M. Thiers au contraire a pensé qu'en nous unissant à la Russie, nous eussions imposé nos volontés à l'Europe (1).

Les petits Etats allemands faisaient une vive opposition à ce qu'ils appelaient l'avidité de la Prusse, la tyrannie de la Russie, l'inhabileté de l'Angleterre, la faiblesse de l'Autriche. La Bavière était la plus violente et déclarait que l'existence de la Saxe était nécessaire à l'équilibre germanique. Une fois la Saxe supprimée, la Bavière et les autres Etats seraient trop faibles pour résister à l'influence des deux grandes puissances allemandes toujours disposées à s'entendre pour mettre le Corps germanique sous leur domination.

De son côté, si l'Autriche se résignait à sacrifier la Saxe, ce n'était qu'à certaines conditions. Elle tenait à ce que l'équilibre fût maintenu entre les Etats du Nord et ceux du Midi de l'Allemagne qui resteraient séparés par le Mein d'une part et la Moselle de l'autre, et Mayence ne devait pas échoir aux Etats du Nord, c'est-à-dire à la Prusse.

Finalement pour mettre les parties d'accord, on résolut de nommer une commission d'évaluation qui statuerait sur les pertes de territoire subies par les Etats lors de la conquête et réglerait les indemnités à leur consentir. Le plénipotentiaire russe exposa les prétentions de la Prusse et de la Russie. La Prusse aurait, comme indemnité de ses pertes, le duché de Posen et la Saxe tout entière. Le roi de Saxe serait transporté sur les bords du Rhin et la Prusse lui abandonnerait un territoire de 700.000 âmes avec la ville de Bonn pour capitale. Il aurait une voix à la Diète. Ce prince, placé sur la frontière de France, préviendrait tout contact entre cet Etat et la Prusse. La Pologne recevrait du gouvernement russe une existence séparée et une administration distincte. Les Prussiens soutinrent ces vues avec une grande fermeté, déclarant que, s'il le fallait, ils recourraient aux armes, car ils

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1862. *Deux épisodes diplomatiques. Le Congrès de Vienne* par M. d'Haussonville, p. 354-355.



travaillaient non pour la Prusse, mais pour l'Allemagne : chaque agrandissement de la Prusse était un pas vers l'unité germanique.

A ce projet, lord Castlereagh fit une grosse opposition. Il lui convenait beaucoup mieux que les provinces rhénanes détachées de la France par le traité de Paris devinssent la propriété de la Prusse, parce qu'il savait bien que la contiguïté de deux grands Etats était un puissant obstacle à leur bon accord et qu'il importait aux vues de l'Angleterre que les relations des cours de Paris et de Berlin ne prissent jamais un caractère trop intime. L'établissement de la domination prussienne dans ces contrées lui paraissait une garantie contre la pensée systématique de la France de reprendre la Belgique et la rive gauche du Rhin (1). Il repoussa donc fièrement les menaces de la Prusse, et appuyé par M. de Talleyrand rédigea en commun avec son collègue autrichien un projet de convention pour la défense de l'équilibre européen (Traité du 3 janvier).

En annonçant à Louis XVIII la conclusion du traité, M. de Talleyrand disait qu'il venait de briser la coalition et de donner à la France un système fédératif tel que cinquante ans de négociations auraient à peine semblé pouvoir le lui préparer. Mais tout n'était pas bénéfique dans ce traité, qui, en nous laissant des Alliés jaloux et malveillants, nous constituait en état d'hostilité contre la seule puissance chez laquelle nous pouvions trouver quelque sympathie, quelque disposition à nous relever dans nos revers et dans nos pertes. Il était peut-être regrettable, pour satisfaire un vague amour-propre national par la formation d'une coalition nouvelle, de nous exposer à perdre l'amitié de l'Empereur Alexandre sans avoir, contre les effets de son ressentiment, d'autres garanties que la bienveillance équivoque de l'Angleterre et de l'Autriche (2).

D'après les traités signés à Vienne, l'Autriche reprenait

(1) De Vielcastel. *Histoire de la Restauration*, t. II, Paris, 1860, p. 209-210.

(2) V. *Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1862. *Op. cit.* et de Vielcastel, *Ibid.*, p. 217.

les districts de la Galicie orientale cédés au duché de Varsovie en 1809, et abandonnait la Galicie occidentale qu'elle avait possédée de 1795 à 1809. La Prusse renonçait aux parties de la Pologne qui avaient, en 1807, formé le duché de Varsovie, sauf le grand-duché de Posen. Elle acquérait la Poméranie suédoise, une partie de la Saxe, Bonn. La Prusse et l'Autriche reconnaissaient la création d'un royaume de Pologne dont l'Empereur de Russie sera roi. Cracovie sera ville neutre (1). On constitua le royaume des Pays-Bas attribué au prince d'Orange qui eut également la Belgique. On ne voulut pas que Luxembourg et Mayence devinssent places prussiennes. On transféra au futur roi des Pays-Bas le duché de Luxembourg avec la place elle-même qui dut rester fédérale.

La Prusse eut, sous le titre de provinces rhénanes, les anciens Electorats ecclésiastiques de Trèves et Cologne et le duché de Juliers qui, depuis 1803, avait composé en grande partie le domaine de la France sur la rive gauche du Rhin. Grâce à tous ces arrangements, la Prusse était aussi bien constituée qu'elle pouvait l'être. Elle s'étendait presque sans interruption des bords de la Meuse à ceux du Niémen et elle était un peu élargie vers la Saxe, mais pas autant qu'elle l'aurait voulu ; elle était mieux reliée entre les provinces de Silésie et de Vieille-Prusse par la restitution du duché de Posen, et pourvue surtout des principales places fortes sur les fleuves qui la traversent Thorn, Graudenz, Dantzic, Breslau, Glogau, Torgau, Magdebourg, Coblenz, Cologne (2).

Après la reconstitution de la Prusse, après le rétablissement des deux maisons de Hesse, les arrangements territoriaux de la Bavière furent l'œuvre la plus importante du Congrès. Il fut entendu que la Bavière restituerait la ligne de l'Inn, le Tyrol, le Vorarlberg à l'Autriche, et que celle-ci lui céderait le grand-duché de Wurzburg, la principauté d'Aschaffembourg et la plus grande partie de l'ancien Pala-

(1) *Traités séparés entre l'Autriche et la Russie, la Russie et la Prusse, la Prusse, l'Autriche et la Russie, la Saxe et la Prusse* des 3, 18 et 22 mai 1815. *Acte final de Vienne* du 9 juin 1815, art. 1 à 26.

(2) Thiers. *Histoire du Consulat et de l'Empire*, *ibid.*, p. 595-596.

tinat du Rhin que la Bavière avait jadis possédé. C'était un nouveau calcul des Alliés pour la mettre en opposition avec la France.

Le Corps germanique, loin d'avoir fait des acquisitions, avait éprouvé, depuis plus de deux siècles, des pertes qu'il n'avait point cherché à remplacer. Placé entre l'Autriche et la France, il ne songeait qu'à défendre ses libertés contre la première et son territoire contre la seconde. Sa constitution, ses assemblées avaient été englouties dans la tourmente révolutionnaire ; depuis la paix de Campo-Formio, il avait éprouvé des changements aussi désastreux qu'irréparables ; il était sans chef et l'anarchie y régnait. La grande charte de la Bulle d'Or avait été déchirée, la noblesse ecclésiastique (1803) et la noblesse immédiate (1806) avaient perdu leurs immunités ou avaient été supprimées. Les petites républiques, qui offraient des images de la liberté des anciens Germains, avaient été soumises à quelque prince et les ordres de chevalerie avaient été anéantis par application du système révolutionnaire de la *concentration*. Il y avait fort à faire au Congrès de Vienne pour remettre de l'ordre dans cette maison en ruines. Il ne s'agissait point de rétablir les choses telles qu'elles étaient jadis, quoi qu'aient pu désirer les princes médiatisés accourus nombreux à Vienne pour faire valoir leurs revendications, mais au moins de faire vivre et d'administrer l'Etat allemand.

Puisque la France s'était occupée de la question de la conservation du roi de Saxe, on peut dire que l'Europe avait accepté implicitement son admission dans l'organisation intérieure de l'Allemagne. En vertu de quel titre la France aurait-elle pu soutenir le roi de Saxe, si le droit d'intervention lui avait été refusé d'une façon absolue dans les affaires de la Confédération ? Ce droit d'immixtion dans le règlement définitif des affaires d'Allemagne, que la France revendiquait, reposait sur un long passé historique (1). A toutes les époques, nous nous étions alliés aux Electeurs allemands contre l'Autriche. Cette union avec les petits princes alle-

(1) Capefigue. *Le Congrès de Vienne*, 1 vol., Paris, 1847, p. 51.

mands avait fait notre force, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, et nous avions, par les alliances de la famille royale en Allemagne, des appuis très forts au sein du Corps germanique. La Révolution française, par les conquêtes, par les annexions, brisa cette politique, et Napoléon, en exagérant l'idée de la concentration des territoires allemands aux mains de quelques alliés de la France, créa des royaumes plus grands qui ne marchèrent pas toujours dans notre orbite politique. Afin de combattre la Prusse et l'Autriche dans le système germanique, d'étouffer leur influence, il étendit, renfonça le système fédératif par la Confédération du Rhin. Mais cette politique, en supprimant le morcellement de l'Allemagne qui était si conforme à nos traditions d'équilibre, devait plus tard se retourner contre nous : un heureux équilibre de l'Europe centrale devait s'appuyer sur le morcellement des Etats et non sur leur concentration.

Au Congrès de Vienne, il s'opéra une réaction contre l'extension des Etats du centre de l'Allemagne, telle que Napoléon l'avait conçue. Si l'Autriche et la Prusse n'osèrent avouer leur système, leur pensée fut d'atténuer autant que possible l'influence des Etats de second ordre pour grandir leur propre domination à la Diète. On dut empêcher dans l'avenir l'action trop absorbante de la France sur ces mêmes Etats de second ordre ; on voulut éteindre les effets de la conquête napoléonienne aussi bien que de la politique de Richelieu, parce qu'il était dangereux pour la Prusse et l'Autriche de voir marcher simultanément les Français, les Bava-rois, les Wurtembergeois, les Badois dans une guerre commune, parce qu'il y avait danger de laisser la France répandre les germes du système représentatif. Aussi à Vienne fut-il décidé finalement que « les puissances allemandes régleraient seules l'organisation de la Confédération germanique, et que cette Confédération serait établie de manière, qu'en aucune circonstance, la France ne pût exercer l'action diplomatique ou militaire de l'ancienne Monarchie ou de Napoléon qui avait dominé et brisé le Corps germanique (1). » La

(1) Capefigue, *Op. cit.*, p. 53.

France était mise à l'écart. On tenait aussi à ce que la Russie le fût également ; c'était une affaire de famille à régler entre les puissances allemandes.

Déjà l'art. VI du traité de Paris portait que les « Etats allemands seraient indépendants et unis par un lien fédératif. » Les plénipotentiaires d'Autriche, de Russie, d'Angleterre, de Prusse s'assemblèrent, au début d'octobre 1814, pour jeter les bases politiques d'un pacte définitif de l'Allemagne qui donnerait une action centrale à ce grand corps.

D'autre part la France et la Russie craignaient une Allemagne trop unie qui constituerait un Empire puissant. On redoutait ses aspirations nouvelles qui donnaient un avant-goût de la Révolution. Il fallait la neutraliser ; les années 1813 et 1814 l'avaient montrée redoutable. Il fallait se servir du particularisme des Etats allemands pour opposer le Nord au Sud, exciter la jalousie des grands entre eux et des petits contre les grands, former une ligue des gouvernements, bref « faciliter l'empêchement de tout par tous, l'opposition de toutes les forces particulières à la force de l'ensemble (1). » Le projet, que déposa le prince de Metternich, atteignait cet objet. Il fut adopté et l'on décida ainsi que les 34 Etats allemands, y compris l'Autriche et la Prusse et les Villes libres, formeraient une Confédération germanique avec une Diète fédérale composée de représentants des princes et des villes au nombre de 17, qui voteraient par leurs plénipotentiaires individuellement ou collectivement sans préjudice de leur rang. Quand il s'agira de changements à faire dans les lois fondamentales de la Confédération, la distribution des voix sera calculée sur l'étendue respective des Etats, ce qui portera leur nombre total à 19. Et les Etats de la Confédération s'engageaient à défendre non seulement l'Allemagne, mais « chaque Etat individuel de l'union, en cas qu'il soit attaqué, et se garantissaient mutuellement toutes celles de leurs possessions qui se trouvent comprises dans cette union ».

Qui serait à la tête de la nouvelle Confédération ? Le sceptre d'Olhon le Grand et de Charles-Quint serait-il replacé

(1) Sorel, *L'Europe et la Révolution française. Op. cit., t. VIII, ibid., p. 438.*

dans les mains de l'empereur d'Autriche ? On sentait le besoin, de divers côtés, de revenir au système impérial ou d'unité, comme le plus capable de consolider en Allemagne la force et l'autorité. L'Autriche eut accepté la couronne, si on avait consenti à la rendre héréditaire sur la tête de ses princes revêtus d'un pouvoir suffisant, mais elle ne pouvait la vouloir éligible sous peine de la voir un jour passer sur une tête prussienne. Il fallait alors des Etats directeurs comme en Suisse, alternant les uns avec les autres. La Prusse y aurait adhéré en acceptant l'alternative de concert avec l'Autriche, mais cette puissance ne s'en souciait guère, voyant pour elle une diminution de puissance et les petits Etats, de leur côté, réclamaient le bénéfice de l'alternative. On décida simplement que la présidence de la Diète serait déferée à perpétuité à l'Autriche comme image de l'ancienne autorité impériale possédée autrefois par sa maison. Cette nouvelle organisation de l'Etat germanique, qui causa aux patriotes allemands une si grande déception, assura, pendant plusieurs années, la paix à l'Europe avec une tranquillité complète pour les voisins de l'Allemagne.

L'Autriche acquérait tout le littoral de l'Adriatique jusqu'à Raguse inclusivement. La Valteline et les comtés de Chiavenna et de Bormio étaient incorporés au Milanais. Enfin la cour de Munich s'était engagée à remettre, moyennant des équivalents, le Salzbourg et le Tyrol qu'elle avait obtenus par le traité de 1809. L'Autriche avait un tel accroissement que, dans une note remise, le 8 février 1815, au comité des cinq puissances, le premier plénipotentiaire prussien observait qu'il y avait, en faveur de la Monarchie autrichienne, sur sa population de 1789, un excédent de 733.476 individus, excédent fort augmenté par la réintégration de deux archiducs à Florence et dans le duché de Modène, en sorte que la totalité de la population autrichienne se trouvait reportée de 18.000.000 d'habitants à 28 millions (1).

Quels étaient les principaux résultats du Congrès de Vienne

(1) De Flissan, *Histoire du Congrès de Vienne*, 3 vol. Paris, 1829, t. II, p. 84.

au point de vue de cet équilibre dans l'Europe centrale qui nous intéresse spécialement?

A cet égard, il faut noter l'agrandissement obtenu par la Russie dont les territoires du nouveau royaume de Pologne s'avançaient comme un coin entre les provinces de la Prusse orientale et de la Galicie autrichienne jusqu'au pied des forteresses de Posen et de Thorn. Cela pouvait être plus tard une cause de friction entre la Russie et la Prusse qui pourrait considérer, comme un danger, les approches trop immédiates des provinces slaves au milieu de ses possessions.

La Prusse recevait des agrandissements importants. Les territoires qui la constituaient étaient évidemment séparés, mais elle chercherait par tous les moyens à les réunir les uns aux autres ; elle serait tentée de réaliser ses projets ambitieux, puisque de petits Etats faibles, faciles à dominer ou à submerger, constituaient le seul obstacle à vaincre. Or dans cet ordre d'idées, n'y avait-il pas danger à installer la Prusse sur le Rhin, à côté de la frontière française? On préparait inévitablement un conflit dans l'avenir en facilitant ses visées ambitieuses sur tous les territoires rhénans.

On a cependant fait de grosses objections au transfert du roi de Saxe sur le Rhin.

D'après Stein et Gentz, les Prussiens n'offraient guère au roi de Saxe que la moitié des provinces rhénanes. D'autre part où plaçaient-ils ce territoire qu'ils lui abandonnaient? On se rappelle qu'il devait avoir pour limite à l'Est le cours de la Moselle et devait être compris entre ce fleuve, le Rhin et la frontière des Pays-Bas, mais comment supprimer tout point de contact entre la Prusse et la France? Si même on eût constitué un Etat-tampon sur les frontières de la Lorraine, il est probable que cette principauté, créée d'une manière aussi artificielle, aurait été soumise à l'influence de la Prusse et aurait suivi l'exemple du Palatinat bavarois. Il valait donc mieux renoncer au rêve d'une souveraineté alliée placée sur nos flancs et nous servant d'avant-garde contre la Prusse (1). Mais on maintint que si ce transfert s'opérait

(1) *Revue historique*, t. 70, mai-août 1899, p. 456. *Le Congrès de Vienne et la politique de Talleyrand*, par M. A. Pingaud.

sur notre frontière, le roi de Saxe serait devenu presque nécessairement le protégé de la France, son allié, et aurait augmenté son influence dans cette partie de l'Europe. C'est pourquoi lord Castlereagh, auquel ne répugnait nullement un conflit ou des difficultés dans l'avenir entre la France et la Prusse, faisait opposition au transfert du roi de Saxe. Il appliquait même, disait-il, une idée de Pitt, notre vieil ennemi. En tout cas, par l'établissement de la Prusse sur le Rhin, on élevait une barrière contre la France : qui dit voisin, dit ennemi.

D'autres ont pensé qu'en donnant la Saxe à la Prusse, on faisait d'elle la plus cohérente et la plus allemande des puissances de l'Allemagne. On accomplissait d'un coup l'œuvre de concentration que les Prussiens ont mis soixante ans à accomplir. La Prusse sortait du Congrès divisée en deux morceaux disparates, sans lien, sans unité (1). Elle était partagée en deux tronçons dont l'un était pénétré à l'Ouest par la Pologne russe, au Nord par le Hanovre et dont l'autre, complètement isolé, se trouvait en contact avec une grande puissance. Cette dispersion de ses provinces toutes en longueur et amaigries, — ce qui faisait dire à Voltaire qu'elle ressemblait à « une paire de jarretières » — ne devait-elle pas nuire à l'unité de sa politique, à la concentration de ses forces, à la défense de son territoire ? D'autre part la Prusse recevait, à la place de la Saxe, des provinces dont la séparaient les croyances religieuses, les institutions administratives, les vues politiques, les intérêts matériels... Pour faire rentrer ces provinces dans l'unité nationale, pour opérer leur rapprochement politique après leur réunion territoriale, il lui fallut un long travail d'assimilation qui absorba pour un temps son activité et apaisa l'ardeur de ses convoitises (2).

Mais ces morceaux devaient tôt ou tard se réunir. N'était-ce pas préférable de constituer de suite une Prusse cohérente, homogène pour éviter des guerres qui nécessairement se produiraient et pourraient affaiblir la France ? M. Thiers a

(1) A. Sorel. *Essais d'histoire et de critique*, 1 vol. in-16°, Paris-Plon, 1883, p. 89.

(2) *Revue historique*, t. 70. *Op. cit.* p. 41.



écrit (1) qu'il aurait mieux fallu rapprocher les Prussiens de l'Autriche en leur livrant Dresde que de les installer trop près de nous à Cologne et Aix-la-Chapelle. « A la vérité, si la maison de Saxe était transportée des bords de l'Elbe à la rive gauche du Rhin, comme Alexandre et Frédéric se proposaient de le faire, l'équilibre germanique, partie de l'équilibre européen, en eût été un peu plus ébranlé, mais cet équilibre germanique, déjà si profondément atteint dans notre siècle, quelle était son utilité pour nous et pour toute l'Europe ? C'était d'interposer de petits Etats entre les grands, afin d'amortir les chocs entre ces derniers. Or ne valait-il pas mieux, dans notre intérêt, que ce qui restait des Etats germaniques fût interposé entre nous et la Prusse, pour nous épargner des chocs avec elle qu'entre la Prusse et l'Autriche pour épargner des chocs à celle-ci ? Et la Saxe nous ayant abandonnés sur le champ de bataille, l'Europe ayant dépouillé à notre égard tout esprit de modération, n'étions-nous pas autorisés, plus qu'en aucun temps, plus qu'en aucune occurrence à songer à nous, exclusivement à nous ? » Les événements de 1870 et ceux de 1914 qui en sont la conséquence donnent à ces arguments une singulière valeur. Les négociateurs français du Congrès de Vienne ont trop envisagé l'intérêt du moment.

Néanmoins il faut reconnaître que les traités de Vienne sont le triomphe des principes d'équilibre. L'Europe, par une juste appréciation de son droit, manifestait sa volonté de ne pas supporter la suprématie abusive d'aucun souverain ni d'aucune nation. Les négociateurs du Congrès ont voulu créer un équilibre réel et durable en restaurant toutes les dynasties légitimes, en distribuant les territoires vacants conformément aux principes de l'équilibre politique (2). Ils cherchèrent à établir, entre les puissances, une pondération qui

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XVIII. *Op. cit.*, p. 435-436. Voir également A. Gauvain, Académie des Sciences morales et politiques. *Notice sur la vie et les travaux de Paul Deschanel*, 1924, p. 9 et *contra*. Paul Deschanel. *Orateurs et hommes d'Etat*, 1 vol. in-16, Paris, p. 272 et suiv.

(2) *Mémoires, documents, écrits laissés par le prince de Metternich*. *Op. cit.*, p. 511.

ne permit à aucune d'entre elles d'imposer son hégémonie sur les autres et assurât le respect des traités existants. Mais pour atteindre cet équilibre, on ne craignit pas de couper, de rogner. On n'entendit parler, pendant trois mois, que d'évaluations arithmétiques les plus humiliantes. Tout ce qui n'appartenait pas aux *Quatre*, fut partagé comme butin. Les Etats [des petits princes, des villes libres, les biens de l'Ordre teutonique, les principautés ecclésiastiques furent absorbés par ce vaste regroupement au profit des maîtres du moment. C'est ainsi qu'on vit disparaître définitivement, au profit d'autres Etats, Venise, Gênes, la Norvège. On se conformait à l'intérêt des grandes puissances plutôt qu'on ne respectait les idées nationales ou ethniques. Il en résulta des abus qui amenèrent, les années suivantes, les mouvements populaires, les révolutions qui feront éclore de nouveaux Etats au profit des nationalités.

Mais si l'on satisfaisait les convoitises, on n'en appliquait pas moins un principe, comme le firent les négociateurs de Westphalie et d'Utrecht, qui reposait sur le respect et la garantie des traités. « Nous nous flattions que le Congrès couronnerait ses travaux en substituant à des alliances passagères, fruits des besoins et des calculs momentanés, un système permanent de garanties communes et d'équilibre général dont nous avons fait apprécier les avantages par toutes les puissances. Ainsi l'ordre établi en Europe eût été sous la protection constante de toutes les parties intéressées qui, par des demandes sagement concertées ou par des efforts sincèrement réunis, eussent étouffé, dès sa naissance, toute tentative faite pour la compromettre (1). » L'Allemagne avait été organisée de telle façon qu'aucune puissance ne pouvait y exercer la prépondérance. On avait cherché à éloigner l'influence de la France toujours portée à y dominer. Si la Prusse était fort agrandie, on pensait que l'équilibre, créé entre elle et l'Autriche, à la Diète, par le partage des voix, éviterait qu'elle ne tentât d'y exercer sa domination. On voyait mal le danger ; on ne considérait que la Prusse libérale sortie

(1) *Correspondance du prince de Talleyrand avec Louis XVIII. Op. cit., p. 458.*

meurtrie des guerres napoléoniennes sans prêter attention à cette Allemagne frémissante, qui, dans l'oppression et les souffrances endurées, avait pris conscience de son unité et devait concentrer tous ses efforts vers sa réalisation.

Ainsi les traités de Vienne différaient profondément des traités de Westphalie, ceux-ci ayant construit un édifice solide et durable et ceux-là, un édifice plus fragile. L'attribution que la Russie s'était faite de la Pologne dérangeait l'équilibre de l'Europe centrale, rapprochait la Russie de l'Allemagne et facilitait des conflits futurs ; elle prêtait aussi aux vues d'agrandissement de l'Autriche, qui du reste s'était appropriée une partie de l'Italie. De son côté, la Prusse obtenait des compensations et recherchait partout des indemnités.

Néanmoins il faut reconnaître que le système appliqué à Vienne devait procurer à l'Europe une paix qui, pendant trente-quatre ans, n'a été troublée que par des insurrections partielles et sans gravité ; la France, de son côté, conservait une forte position parmi ses voisins. Si tous les systèmes humains ont leurs inconvénients, celui qui a triomphé à Vienne n'était pas négligeable, puisqu'il a satisfait cet idéal éternel de l'humanité, la paix ! Peut-être celle-ci aurait-elle duré davantage, si l'application imprudente d'autres idées, d'autres principes, n'était venue la troubler en aboutissant à la création sur nos frontières de deux nationalités qui ont modifié, à notre détriment, pendant quelques années, l'équilibre de l'Europe centrale. On peut donc se demander si le système des nationalités a eu, à notre point de vue, d'aussi heureux résultats que celui de l'équilibre et de la pondération entre les puissances.

---

## CHAPITRE V

### LA NAISSANCE ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'UNITÉ ALLEMANDE

---

Comment va se poser, après les guerres de la Révolution et de l'Empire qui ont bouleversé le vieux continent, après les traités de Vienne qui l'ont réorganisé, le problème de l'Europe centrale ? Ce n'est plus un Empire seul qui domine là comme depuis Charlemagne et les Hohenstaufen, mais deux Etats de même sang, également rivaux, et qui sont deux frères ennemis : la Prusse et l'Autriche. Les traités de 1815, après les partages de la Pologne, les ont opposés l'un à l'autre, mais en maintenant entre eux un équilibre savant. Ni l'un ni l'autre n'est assez fort pour imposer son hégémonie à l'Allemagne, mais l'un et l'autre veulent y dominer. Cette lutte remplira toute une partie du XIX<sup>e</sup> siècle et nous y serons fatalement entraînés, comme aux premiers âges de notre histoire, lorsque Charlemagne voulait faire régner la paix jusqu'aux frontières les plus reculées de la Thuringe. C'est en réalisant une unité, presque impossible en fait, que l'Allemagne, sous la férule de la Prusse, et avec la complicité inconsciente de la France, va reprendre le rêve séculaire endormi avec Frédéric Barberousse dans sa caverne légendaire, et chercher à dominer l'Europe centrale. Problème tragique pour notre sécurité, résolu une première fois à notre profit, lorsque fut disloqué l'Empire de Charles-Quint, et qui, deux fois, faillit causer notre perte. Suivons-en l'évolution dans ses détails et efforçons-nous de discerner pas à pas, par quel sage équilibre, la paix pourrait régner au centre de l'Europe !

Les traités de 1815 ne contenaient pas seulement des stipulations territoriales pour la France, mais s'appliquaient aussi à l'Allemagne, dont la physionomie avait été si singulièrement transformée. Cette puissance sortait de la guerre sans unité et sans liberté, comme au temps les plus glorieux du Saint Empire. Celui-ci s'était écroulé, en 1806, et personne en France ne se doutait des conséquences funestes que cette chute aurait pour nous. L'Allemagne restait dissociée en une série d'Etats indépendants, jaloux de leur souveraineté, animés d'un sentiment particulariste qui n'était que le plus féroce des égoïsmes. Telle elle était avant 1806, telle elle reste après le 8 juin 1815, à part la réduction et la concentration des petits Etats et l'agrandissement de la Prusse. Le pouvoir central était plus faible encore, puisque l'Allemagne n'avait plus de chef, plus d'Empereur, même pas de Parlement, puisque la Diète n'était qu'une réunion d'ambassadeurs sans autorité propre, vouée à l'immobilité et à l'impuissante, ne disposant pas de moyens efficaces pour faire exécuter ses décisions.

Cette Allemagne sans unité était également dépourvue d'institutions libérales, car le pouvoir exécutif était concentré aux mains des princes et des fonctionnaires de carrière et les patriotes avaient dû abandonner tout espoir de faire participer la nation aux affaires du pays. En réalité, cette situation correspondait aux sentiments de la population qui restait profondément particulariste.

L'Autriche, encore puissante, est hostile au développement de l'idée unitaire en Allemagne qui, elle en a l'intuition, se fera contre elle. L'idée unitaire, du reste est, à ses yeux, un legs de la Révolution française. Or de celle-ci elle a une peur extrême. Sa bureaucratie aristocratique domine à Vienne avec le chancelier de Metternich et pour elle l'absolutisme monarchique est la garantie de l'ordre social. Il faut donc combattre l'esprit révolutionnaire, assurer le maintien du *statu quo* ; Metternich est le champion de la politique de stabilité en Europe centrale.

Du reste l'Autriche n'est qu'un agrégat d'éléments dis-

parates qui représentent toutes les variétés de peuples. Comment pratiquerait-elle une politique nationale qui serait pour elle une source de conflits et une menace de dissolution? Il ne faut pas entre les Etats allemands de lien fédéral solide, et il faut, en Allemagne, isoler la Prusse dont l'Autriche a vu se manifester, en 1813, l'ambition et l'enthousiasme patriotique. Dans une Confédération germanique forte, la Prusse prendra une influence croissante; le gouvernement viennois s'efforcera donc d'attiser les défiances des Etats secondaires à l'égard de la Prusse et travaillera à renforcer les tendances particularistes, à paralyser l'action de la Diète, à contrecarrer les efforts de la Prusse, pour grouper autour d'elle certains petits Etats, à briser les aspirations libérales enfantées par l'esprit révolutionnaire. Là, à Vienne, le gouvernement étouffera les manifestations de la pensée libre, il s'efforcera d'étendre à l'Allemagne ce régime de compression, pour la mieux dominer (1).

Mais en face de l'Autriche se dresse la Prusse, puissance douée d'une grande énergie, d'une remarquable vitalité, à la population laborieuse, économe, disciplinée, à l'armée nationale enhardie par les succès de la guerre d'indépendance, robuste et combative, la Prusse sur laquelle les patriotes unitaires fondent de grands espoirs. Le gouvernement penche vers les aspirations pangermanistes, car ce sont elles qui l'ont sauvé et ses hommes d'Etat réprouvent les sentiments particularistes des princes qui s'opposent au développement de la Prusse, mais ils n'envisagent pas encore, pour l'Allemagne, la forme unitaire; ils feront tout ce qu'ils peuvent pour consolider la nouvelle Confédération. Ils sont, il est vrai, imprégnés de la grandeur prussienne, mais pour la faire triompher en Allemagne, il faudra nécessairement abaisser l'Autriche, engager le duel avec elle, or celle-ci est une puissance allemande. Certains donc, le souverain le premier, y répugnent. Ainsi tout projet d'unité allemande se heurtera à des forces intérieures et extérieures qui lui sont hostiles. Comment pourra-t-il se réaliser, luttant ainsi contre l'équilibre établi en

(1) Henri Lichtenberger. *L'Allemagne moderne*, 1 vol. in-16°, Paris-Flammarion, 1907, p. 76,

Europe centrale qui est au premier chef un équilibre de forces ?

La Prusse avait groupé autour d'elle, dans la lutte d'affranchissement de 1813, toutes les énergies allemandes coalisées contre l'envahisseur. N'était-ce pas le moment de conquérir cette unité que rêvaient certains patriotes allemands ? A Prague, en août 1813, le baron de Stein, dans un mémoire aux souverains, préconisa la nécessité de faire de l'Autriche et de la Prusse deux puissances de premier rang et de leur subordonner les autres Etats de l'Allemagne ; il ne faut plus que ceux-ci retombent sous l'influence française ; l'Autriche conservera la dignité impériale et un Parlement sera institué pour l'Allemagne entière. Mais le prince de Metternich était hostile à ces vues, il ne veut point se séparer des princes confédérés et leur garantit leur souveraineté ; c'est la condition de leur indépendance, et c'est aussi pour l'Autriche la possibilité de résister, grâce à eux, aux ambitions de la Prusse qu'elle redoute avant tout. Napoléon avait agrandi ces Etats secondaires pour les opposer aux deux puissances allemandes. Aussi Stein voulait briser cet obstacle qui limitait les extensions de la Prusse ; en leur laissant leurs possessions, comme le pensait Metternich qui avait senti le danger, c'était causer à l'Allemagne un gros préjudice et reculer dans le lointain cette unité dont la Prusse bénéficierait.

Si Stein échoue en 1813, il revient à la charge en 1815, et présente un autre mémoire sur le rétablissement de la dignité impériale en Allemagne. « Entre toutes les puissances allemandes, dit-il, c'est surtout la Prusse qui, par sa position centrale au milieu de l'Allemagne, a un intérêt majeur à la voir fortement constituée et sagement administrée.... la situation géographique de l'Autriche la place au contraire à côté de l'Allemagne ». Stein veut ainsi constituer la plus grande Allemagne, et de plus en plus le lien qui unira l'Autriche à l'Allemagne ira s'affaiblissant et la Prusse en tirera profit ; mais pour l'instant elle ne saisit pas l'intérêt de ce projet, et y est opposée comme l'Autriche qui ne se soucie guère d'assu-

mer cette charge : à ses yeux, du reste, l'unité nationale est une idée révolutionnaire. Ainsi l'Allemagne ne verra point, en 1814, son unité réalisée ; elle est encore condamnée à la division politique.

Du reste l'unité n'était point mûre. Les patriotes, comme Stein, dont la seule devise était l'unité, étaient fort rares. La plupart tenaient à leur seule patrie dans la grande et ne voulaient point l'y voir absorber. Les princes allemands de l'Ouest et du Sud ne sont pas encore détachés définitivement de la France et sont prêts à revenir à Napoléon, si les armes, comme au retour de l'île d'Elbe, lui sont favorables. Du reste la contre-révolution, dont le système politique édifié par Metternich est le principal soutien, est encore trop puissante pour que l'unité nationale se réalise (1).

En même temps qu'ils réclamaient cette unité, Stein et les publicistes prussiens demandaient que l'Allemagne agrandît ses frontières, jusqu'aux Vosges, à la Meuse, à la Moselle, aux Ardennes, en prenant l'Alsace et la Lorraine, les Pays-Bas, tout ce qui jadis a été détaché de l'Empire.

Ces projets audacieux n'aboutirent point, bien que la Prusse, à la suite des traités de Vienne, parût plus forte aux yeux de tous. En réalité, elle avait été parcimonieusement traitée et ne voyait autour d'elle que des sujets d'inquiétude et de jalousie. L'amour-propre national restait exaspéré. Trop d'esprits désiraient voir l'unité s'accomplir, si cette unification était possible. Quels ressentiments du reste l'Allemagne ne nourrissait-elle pas des injures qui l'avaient jadis atteinte ! Le souvenir de la déconvenue éprouvée en 1813 était trop cuisant !

Peu à peu, dans l'imagination populaire grandissait le sentiment de l'unité. La vieille idée historique d'un Empire allemand dominant l'Europe n'avait point disparu dans les masses. Grâce à l'Empire, l'Allemagne reprendra le premier rang parmi les nations, elle atteindra ses vraies frontières à la mer et aux Alpes.

De plus en plus les tendances unitaires et libérales s'affirment parmi la jeunesse universitaire et parmi les intellec-

(1) Voir Lévy-Bruhl. *L'Allemagne depuis Leibniz*, 1 vol., Paris-Hachette, 1880, p. 328.



tuels, parmi la bourgeoisie et la population ouvrière dans l'Ouest et le Sud. On est très déçu, là et dans divers autres milieux, des résultats du Congrès de Vienne qui n'a pas enlevé à la France les territoires que les vieux Allemands réclament depuis Louis XIV. Et l'opinion publique s'en prend aux princes allemands qui se sont montrés incapables de satisfaire les ambitions séculaires, préoccupés uniquement de sauver leurs privilèges et de consolider leur pouvoir absolu. Aussi les libéraux, qui lutteront en 1830, en 1848, travailleront pour la constitution d'un pouvoir central fort et d'un Parlement, expression de la volonté nationale, tous les deux opposés au particularisme des princes.

Néanmoins, l'Allemagne reste profondément divisée. Si l'Autriche veut maintenir son hégémonie et attirer vers elle certains princes allemands, la Prusse s'efforce d'accroître son influence, préparant ainsi un conflit avec cette puissance. De leur côté, les princes pratiquent une politique particulariste, car ils savent bien que l'installation en Allemagne d'un pouvoir central fort limiterait leur souveraineté. Ils s'opposent donc au mouvement unitaire, s'efforçant par leurs intrigues de neutraliser l'une par l'autre les deux puissances rivales.

Que sont, dans ce chaos politique, les idées de Fichte et de Görres qui tendent vers l'unité, union des conceptions purement romantiques également éloignées de la réalité concrète ? Ils rappellent les souvenirs glorieux du passé germanique, désirent l'avènement d'une Allemagne nouvelle qui ressuscitera l'Empire des Othons, mais ce sont des dilettantes qui ne constituent pas un parti proprement dit. Ils vivent dans l'idéal ; tous, intellectuels et bourgeois, concilient très bien leurs rêves de restauration impériale avec le particularisme des Etats, tel que le comporte la tradition historique de l'Allemagne.

Mais un fait important est toujours à noter, c'est que, de plus en plus, la Prusse garde, aux yeux des Allemands, le prestige de la victoire. L'état intérieur de l'Allemagne paraît inextricable et beaucoup croient que la Prusse aura mission de trancher les difficultés ; ils pressentent, tel Görres, le rôle futur qu'elle jouera. Elle personnifie la force militaire, et

maintenant on arrive à concevoir une Allemagne sans l'Autriche. Les libéraux et les partisans de l'unité savent qu'ils ne peuvent compter sur cette puissance ennemie de toute entreprise révolutionnaire. C'est pour la Prusse que l'unité devra s'accomplir. « Servir la Prusse, c'est servir l'Allemagne, de cette idée naît la mission allemande de la Prusse. »

Certes, elle ne pouvait songer encore à jouer un rôle prédominant dans l'Europe centrale comme les Empereurs allemands du Moyen-Age ; les négociateurs de Vienne n'avaient-ils pas sagement conservé la souveraineté des Etats germaniques établie par les traités de Westphalie ?

Le Recez germanique, les traités de Lunéville, de Presbourg, de Tilsit, de Vienne ont brisé les liens qui enserraient l'Allemagne, établi la liberté des relations entre les différents membres du corps social ; ils ont abattu le pouvoir du Saint Empire, mais il fallait le remplacer et cette tâche était plus rude. Trois compétiteurs empressés à recueillir la succession ouverte : l'Autriche, la Prusse, les Etats secondaires n'étaient-ils pas sur les rangs ? Pour écarter ces compétiteurs, les diplomates décidèrent, à Vienne, que l'Allemagne resterait divisée. Or il se trouva que les solutions adoptées allaient les opposer les uns aux autres.

Ramassant ce que Napoléon n'avait pas brisé, ils en firent une Confédération gérée par une Diète impuissante comme l'ancienne, n'ayant, à aucun degré, le caractère d'un Parlement national, présidée par le Habsbourg qui n'avait même pas le titre d'Empereur. En s'aidant des vieux souvenirs, on cherchait à prolonger l'anarchie germanique et à dompter les aspirations populaires. Mais quoi qu'elle fasse, la Sainte-Alliance ne pourra continuer le sentiment de l'unité nationale dont Fichte, Warner, Arndt ont tant de fois chanté la grandeur et la beauté.

La Prusse victorieuse reprendra ses rêves d'hégémonie, en opposition, en rivalité avec l'Empire habsbourgeois dont on surexcitait les ambitions du côté de l'Italie, du côté des Balkans, comme pour l'affaiblir au centre de l'Europe, alors qu'il était solidement établi sur les Alpes et sur la vallée de l'Inn pour mieux surveiller l'Allemagne du Sud.

D'autre part si les traités de Vienne, chef-d'œuvre de diplomatie, donnèrent à l'Europe, avec un équilibre sagement compris, des années de paix, ils réglaient imprudemment, contre nous, la question du Rhin et par conséquent celle de l'Europe centrale à laquelle elle est intimement liée.

On oubliait, en effet, que la France avait tout perdu aux arrangements de Vienne, avait été dépouillée de ses colonies, avait désormais, avec la cession de Landau, une large brèche dans ses frontières. « Un combat malheureux à nos armes suffirait à amener l'ennemi sous les murs de Paris. Paris tombé, l'expérience prouve que la France tombe. Ainsi il est vrai de dire que notre indépendance nationale est livrée à la chance d'une seule bataille et à une guerre de huit jours. Le partage jaloux et imprudent du Congrès de Vienne nous obligerait, dans un temps donné, à transporter notre capitale de l'autre côté de la Loire et à pousser notre frontière jusqu'au Rhin (1)... » La politique de la France, pendant toute une moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, sera précisément de rompre les traités de Vienne. Du reste l'équilibre qu'ils créaient était fragile ; il était assuré en érigeant en principe l'autorité des gouvernements, mais en divisant, en fondant les nationalités qui peut-être bientôt aspireraient à l'indépendance et à la liberté politique.

L'Allemagne restait encore la nation la plus morcelée du continent et tout y avait été calculé pour y faire durer l'anarchie. Elle n'était pas encore un Etat et les princes, menacés sous la Révolution, avaient un besoin encore plus grand d'indépendance et combattaient toutes les institutions qui auraient pu la restreindre. Ils se trouvaient d'accord et prêts à s'unir contre tous les empiètements possibles.

En réalité, le morcellement de l'Allemagne, tel que l'avait institué le Congrès de Vienne, était plus apparent que réel. Pour qu'il durât — et il pouvait durer — il fallait que la politique française l'appuyât, le consolidât, qu'elle ne fit rien pour préparer, comme Napoléon I<sup>er</sup>, un rapprochement entre

(1) De Chateaubriand. *Le Congrès de Vienne*, Paris, 1838, t. I, p. 372.

les membres épars. Evidemment l'Allemagne, nous l'avons dit, s'était peu à peu concentrée. En outre, dans la guerre d'indépendance de 1813, elle s'était soulevée contre l'envahisseur. Les âmes avaient fraternisé dans le même esprit de sacrifice. Fichte, Herder, Stein, promoteurs du relèvement national avaient montré à l'Allemagne les destinées qu'elle devait accomplir. Les Allemagnes s'étaient groupées autour de la Prusse, manifestant un sens patriotique plus aigu. Tous les patriotes sentirent que la Prusse avait rassemblé contre l'envahisseur ce qui restait de vigueur en Allemagne. Servir la Prusse en ce moment, c'était servir l'Allemagne. L'intérêt de l'Allemagne se confondit avec celui de la Prusse à laquelle était dévolue une mission allemande. Avec le poste d'honneur et de danger, de *Wacht am Rhein* qu'on lui avait confié contre la France, sur le Rhin, elle recevait la tâche sacrée de défendre l'Allemagne, tâche qui n'était plus dévolue comme jadis aux Habsbourg. Ainsi le danger pour nous ne sera plus du côté de l'Autriche, mais du côté de la Prusse; la politique française ne le comprit malheureusement pas. Mais quelle étrange chose de voir la Prusse personnifier l'Allemagne, en faire la conquête morale, alors qu'elle est à peine allemande et qu'elle est composée surtout d'éléments slaves !

Ni à Paris, ni à Vienne, les libertés germaniques n'étaient défendues. L'Allemagne de 1815 pensa sortir elle-même d'un particularisme anarchique datant de six siècles ; elle avait devant elle un modèle à imiter, la France de 1789. Chaque Allemand était épris de ces idées nouvelles que les volontaires de l'an II et Napoléon lui avaient apportées : le fantôme du Saint Empire avait été abattu, les Etats allemands regroupés, les petits seigneurs déconsidérés. A force d'être changés de maîtres, les peuples avaient fini par penser qu'ils n'étaient plus ni Saxons, ni Hessois, ni Bavarois, ni Autrichiens, mais tous Allemands. Le particularisme, auquel on attribue les malheurs qui ont fondu sur l'Allemagne depuis 25 ans, est entamé. Tous les changements de régime, sécularisations, médiatisations, agrandissements, remaniements, avaient agité des populations qui n'étaient pas

habituées jusqu'ici à la vie politique. Comment, en rétablissant l'ordre ancien, effacer les traces de ces agitations et de ces bouleversements qui en préparaient d'autres ?

Un peuple allemand venait de naître, il pouvait réclamer son unité. Pour l'instant il demandait des frontières politiques et civiles et un Parlement ; ce n'était pas une raison pour désirer un Empire unifié.

C'est seulement avec le régime napoléonien que les peuples d'Allemagne avaient connu les avantages d'une organisation simplifiée, et apprécié la sécurité qui résulterait de leur rapprochement. Alors l'idée du patriotisme avait fait du chemin dans les âmes et s'était développée à mesure que s'étendait outre-Rhin l'oppression de la France. Auparavant, le patriotisme germanique n'existait pas, et Frédéric II n'avait pas eu à compter avec lui. Maintenant la grande littérature allemande, aidée par les idées libérales, va donner à la nation le sentiment et l'orgueil de son génie, surexcitant peu à peu une haine commune pour le commun oppresseur et le besoin de s'unir pour se mettre désormais hors de danger. Comment a-t-on pu écrire, comme on l'a fait, qu'après 1815, l'unité allemande ne pouvait être évitée, qu'elle existait de longue date et qu'elle s'accomplirait nécessairement ? Ou alors il faut admettre, en histoire, des lois immuables, intangibles et pour tout dire, la fatalité. Mais le déterminisme des hommes n'existe plus ! Nous pensons au contraire que cette unité, préparée par la Révolution, par le Reces, par le système napoléonien aurait pu être évitée, si elle n'avait rencontré, pour la réaliser, l'énergie d'un Bismarck, son entêtement politique, son pouvoir absolu, après 1862, de Bismarck se servant habilement des événements et exploitant les maladresses du Second Empire. Pour arriver à son aboutissement, que de heurts, que de crises politiques graves, que de guerres l'unité allemande ne dut-elle pas subir qui auraient pu la faire échouer ! Même en 1849, au moment où le roi de Prusse déclinera l'offre de la couronne impériale, symbole de la reconstitution nationale, l'unité n'est point mûre, la prépondérance de la Prusse n'est point assurée en Allemagne, un lent travail de prépa-

ration doit s'accomplir encore. « Dans la Prusse d'alors, écrit lui-même M. de Bismarck, dans ses *Pensees et Souvenirs*, ni les personnes ni les choses n'attestaient une maturité qui désignât la Prusse pour l'hégémonie allemande dans la paix et dans la guerre » (1).

(1) 3 vol. Edit. française, Paris. Le Soudier, 1899, t. I, p. 75.



## CHAPITRE VII

### LES MOUVEMENTS NATIONAUX ET UNITAIRES EN EUROPE CENTRALE

---

Toute l'histoire de l'Europe centrale se résume, pendant les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle, de 1815 à 1866, dans une lutte pour l'hégémonie, entre l'Autriche et la Prusse. Le chancelier de Metternich veut maintenir l'Allemagne dans le morcellement, afin d'y empêcher la constitution d'un pouvoir fort qui gênerait les ambitions autrichiennes, mais les difficultés auxquelles le chancelier devra faire face dans les Etats austro-hongrois enlèveront à lui et à ses successeurs l'indépendance nécessaire et la force d'agir.

Tandis que le système unitaire, à Vienne, empêchait en Allemagne toute évolution de l'idée nationale, Berlin devenait le centre d'un mouvement intellectuel qui allait préparer l'unité. Des groupes de jeunes gens comme la *Jeune Allemagne*, des sociétés secrètes prennent la direction de la pensée allemande et cherchent à contraindre à l'action le gouvernement prussien, trop pusillanime. Les universités allemandes, d'où étaient sortis la Réforme et le grand mouvement de rénovation des études historiques à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, étaient des centres actifs de discussion et de pensée. Elles veulent assurer la grandeur de l'Allemagne en l'affranchissant des influences étrangères et en laissant libre cours à l'âme populaire. Un premier pas se fait vers l'unité, grâce au *Zollverein* qui, en facilitant les relations économiques entre les divers Etats, montre la solidarité, l'harmonie des intérêts allemands ; et précisément de cette union, l'Au-

triche ne fait pas partie. Du reste, personne à l'origine et en Autriche également, n'a mesuré la portée de cette nouvelle union qui semble n'avoir que des conséquences purement économiques. Les relations vont se multiplier entre les diverses parties de l'Allemagne, entre le Nord et le Sud, qui vivaient jusqu'ici dans un antagonisme profond et Berlin deviendra le centre des intérêts commerciaux comme il l'était du mouvement intellectuel.

Metternich, dont l'influence était très grande en Allemagne, et qui avait réussi à transformer la Diète de Francfort en un Comité de Sécurité générale docile aux caprices des petits princes, vit, dès le premier jour, les périls que pourrait créer à l'Autriche cette politique économique de la Prusse.

Les idées absolutistes de l'Autriche avaient du reste fait leur temps. Si la Révolution de 1830 ne troubla guère l'ordre et sur l'Elbe et sur le Danube, les libéraux reprirent de la force et le parti de la *Petite Allemagne*, qui succédait à la *Jeune Allemagne*, demandait une rupture avec la Monarchie autrichienne, obstacle à l'unité. Du reste les instincts d'indépendance devaient se déchaîner avec la Révolution de 1848. Elle chasse les Autrichiens de Milan et de Venise, elle renverse Metternich à Vienne.

L'opposition en Autriche voulait un régime constitutionnel, la liberté de la presse ; elle se soulevait contre le système absolutiste de Metternich. Parmi les autres nationalités de l'Empire, on demandait une administration indépendante, le maintien de la langue nationale ; on tendait à la séparation. En Autriche, la Révolution préparait le démembrement de l'Etat en petites nations, en Allemagne, elle voulait réunir en nation les petits Etats (1). Metternich à bas, le gouvernement impérial n'osa plus rien refuser, une constitution fut promulguée et l'Empereur s'enfuit dans le Tyrol.

Tout l'Empire, du reste, tremble sur ses bases. Fait de peuples les plus divers, il est profondément ébranlé par la poussée des races dont « la science a retrouvé les origines

(1) Seignobos. *Histoire politique de l'Europe contemporaine*, 4 vol., in-8°, Paris-Colin, 1897, p. 390.



lointaines et réveille les appétits. » L'agitation politique avait commencé, après 1830, en Hongrie, où les réformateurs avaient manifesté dans la Diète. La Hongrie était une partie essentielle de l'Empire d'Autriche, puisque l'Empereur était roi en Hongrie et astreint à conserver la constitution, mais il ne convoquait la Diète que rarement et ses pouvoirs étaient des plus restreints. La société en Hongrie était organisée en deux classes, comme au Moyen-Age, et les paysans seuls payaient l'impôt, les nobles formant la nation politique. Dès le 3 mars 1848, la Diète demande une constitution que le gouvernement impuissant ne peut refuser. La Hongrie est du reste une grande nation historique, fière de son passé qui, au contact de la Révolution et de l'invasion napoléonienne, a pris conscience de son indépendance. D'autre part les philologues ont retrouvé, dans leurs études, les titres de la langue magyare qui servent à légitimer les droits de la race, que soutiennent également les travaux historiques et mythologiques d'Horvath et de Csengery ; les jeunes Hongrois, dans les universités, dans la presse, formulent leurs revendications ; ils voudraient avoir plus de liberté pour maintenir leur domination sur les Slaves.

Dans les pays slaves, des mouvements nationaux éclatent à Cracovie, à Prague où une adresse à l'Empereur demande l'égalité des Tchèques avec les Allemands et la fusion en une seule assemblée des assemblées provinciales. Les chefs du parti tchèque élisent un Conseil national, et un Congrès général de tous les Slaves est convoqué à Prague et présidé par Palacky.

A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les savants tchèques cherchèrent, dans de patientes études, à reconstituer les titres historiques de leur nation pour la défendre contre la centralisation allemande, pour l'appuyer sur une conscience durable et les grands souvenirs du passé. Ces études des origines détermineront un grand mouvement d'espérances qui va s'étendre, reposant sur la philologie, pour réaliser l'indépendance et l'unification de la race slave. Dans ses œuvres et notamment dans *la Fille de Slava*, Kollar établit les titres de la Slavie, de cette communauté ethnique dont le mouvement panslaviste, qui va se

développer, prétend faire une nation. Et naturellement tout le monde slave s'agite pour reconstituer cette Slavie ; les peuples du Danube, Slovènes, Croates, Serbes appliquent les mêmes méthodes d'érudition et de recherches historiques pour retrouver les origines de la race, et ainsi se forme ce désir d'unité aussi puissant que celui d'indépendance (1).

L'idée nationale est prête à se manifester pour conquérir ses droits et les mouvements nationalistes vont éclater, à la faveur de la Révolution, chez les autres Slaves de l'Empire. Les Croates soumis aux Magyars veulent s'émanciper et demandent un royaume slave du Sud avec un ministère séparé, et le gouvernement, qui a besoin des Slaves du Sud pour combattre dans l'armée d'Italie, évite de soutenir les Magyars contre eux. Les Serbes se soulèvent contre le gouvernement hongrois ainsi que les Roumains, en Transylvanie, contre leurs maîtres magyars et allemands.

La Révolution souffle également sur l'Allemagne et agite ses trente-six petits Etats et particulièrement Berlin, où le roi va s'incliner devant elle. C'est la fièvre dans toute l'Allemagne.

Les patriotes libéraux demandent la convocation, à Francfort, d'un Parlement national et le courant est tellement fort contre l'Autriche, en Allemagne, que si Frédéric-Guillaume IV avait eu moins de scrupules, il en prenait la tête et c'en était fait de la domination des Habsbourg ; mais il ne concevait pas, sans eux, la restauration de l'Empire ; sinon cet Empire ne serait qu'un « tronçon de l'Allemagne ». Une assemblée préparatoire de patriotes convoqua, pour le 18 mai, un Parlement à Francfort, élu au suffrage universel par la totalité de la nation allemande qui devrait organiser un gouvernement fédéral vraiment fort. Mais pour réaliser son œuvre unitaire, il devait se heurter non à l'opposition, mais à une sorte d'indifférence générale et à la mauvaise volonté du roi de Prusse. Du reste, si les petits Etats désiraient la fusion dans une seule nation, ils ne faisaient rien pour la réaliser, et les rois de Bavière, Wurtemberg, Hanovre, Saxe ne voulaient aucunement perdre leur indépendance.

(1) Emile Bourgeois. *Op. cit.*, t. III, p. 188-192.

A Francfort, deux tendances se heurtent parmi ces libéraux qui demandent la constitution d'une Allemagne homogène et puissante, au nom de l'idéal pangermaniste.

Tous veulent l'unité et la liberté comme en Angleterre et en France et conçoivent l'unification de l'Allemagne par la création d'un Parlement d'Empire qui supprimera ou restreindra l'indépendance des Etats. Mais certains ne comprendront, dans l'Empire dont ils rêvent, que les Etats allemands. Ce sont les *Klein Deutsche*, les partisans de la petite Allemagne, excluant l'Autriche de cette Allemagne nouvelle qui serait ainsi plus cohérente et plus unifiée ; les autres, que soutiennent les députés autrichiens, veulent une grande Allemagne (*Gross Deutsche*), englobant tous les Etats de la Confédération germanique et toutes les possessions de la maison d'Autriche, projet grandiose qui installerait une puissance formidable au centre de l'Europe et dont rêvera plus tard l'entourage de Guillaume II. Après de longs débats, les partisans de la petite Allemagne l'emportent et demandent la constitution d'un Etat purement allemand dont l'Autriche serait exclue. Ils ne croient pas possible de créer un Empire de 70.000.000 d'âmes et redoutent les ambitions du gouvernement autrichien qui désire surtout l'unité allemande à son profit exclusif. L'homme d'Etat très habile que l'Autriche possède à sa tête, Schwarzenberg, s'empresse de protester, en affirmant qu'il y a malentendu et que l'Autriche ne veut point séparer sa cause de la cause de l'Allemagne, puis propose de confier le gouvernement de l'Allemagne à un Directoire de 9 membres. A l'unité germanique, réalisée en faveur des Hohenzollern, il oppose la ligue des princes dans la Diète fédérale restaurée. Mais les libéraux allemands veulent avant tout l'unité et offrent la couronne au roi de Prusse. Or voici que Frédéric-Guillaume IV, hanté par la crainte de se compromettre avec les révolutionnaires, refuse la couronne qu'il ne peut accepter sans les princes allemands (mars 1849) ; il redoute aussi de ravir aux Habsbourg leurs droits en Allemagne : les libéraux sont découragés.

Le danger qu'avaient fait courir à l'Autriche les revendications de la race germanique s'écarte pour quelque temps. Il

faut dire que l'Assemblée de Francfort se trouvait en présence d'un problème insoluble et était sans moyen de le résoudre. L'unité politique de l'Allemagne ne pouvait s'établir que par un gouvernement fédéral allemand auquel l'Autriche refusait de se soumettre et sans l'Autriche, il n'y avait plus d'unité allemande (1).

Et cependant le sentiment d'unité restait de plus en plus fort, car il s'était développé à la faveur des événements extérieurs. L'Allemagne se mettait en révolution comme elle le fera, en 1919, sous la poussée de l'étranger. L'excitation chauvine, qui s'était emparée de la France, en 1840, au moment où elle était exclue du concert européen par les manœuvres de l'Angleterre, et où elle ripostait par la plume de ses journalistes et de ses publicistes en dénonçant les traités de 1815 et en revendiquant la rive gauche du Rhin, avait produit en Allemagne le plus déplorable effet. On était exaspéré des prétentions de la France et les Allemands sentaient le besoin de s'unir contre l'éternel ennemi; les libéraux devenaient, au premier chef, des nationalistes au service de la cause sacrée.

Devant l'impuissance du Parlement, les émeutes surgirent de tous côtés en Saxe, sur les bords du Rhin, dans le Palatinat, en Bade. Schwarzenberg, homme d'une volonté de fer, qui venait de dompter l'émeute à Vienne, fit front contre la Révolution.

D'un côté, il se servit de l'armée hostile aux révolutionnaires, de l'autre des nations slaves ennemies des Allemands et des Magyars. Le gouvernement central chercha à reconquérir les divers pays de l'Empire sur les gouvernements révolutionnaires, à écraser les partis libéraux et à rétablir l'absolutisme. Windischgrätz commença la conquête de la Bohême, le Congrès panslave fut dispersé et le pays soumis au régime militaire, Radetzky reconquit la Lombardie. Puis Schwarzenberg rompit avec les révolutionnaires de Hongrie et lança contre eux Jellachich puis Windischgrätz, tandis qu'il attaquait énergiquement les démocrates de Vienne en armes. Mais la lutte fut pénible contre les Hongrois, et sans

(1) Ch. Seignobos, 15 février 1919. *L'Assemblée nationale*.

l'aide du Tsar et des Slaves de Russie, il n'est pas certain que les Magyars auraient été domptés. La répression fut sanglante, le régime absolutiste et centraliste fut rétabli partout par le vainqueur ; seul le régime aristocratique disparaissait avec les droits seigneuriaux, toutes les races de l'Empire autrichien étaient réduites à subir la loi du Habsbourg. Les nationalités, qui avaient pris part à la révolution, furent comprimées systématiquement. Un régime militaire centraliste remplaça l'ancien Dualisme et l'allemand devint la langue universelle de l'Empire.

Ce système de compression, continué par Bach, le successeur de Schwarzenberg, soumettait l'Autriche à un régime unitaire à outrance et par conséquent purement allemand. Sous ce régime, les passions nationales trouveront un terrain propice à leur développement, s'attiseront forcément et n'attendront que l'occasion d'éclater au grand jour ; 1849 prépare 1918.

En combattant la Révolution, Schwarzenberg luttait indirectement contre l'unité allemande. Il comptait bien que prochainement le gouvernement consolidé pourrait intervenir en Allemagne où les traditions particularistes restaient du reste très fortes. Elles aideront l'Autriche dans ses visées ambitieuses. Mais, de plus en plus, éclateront l'opposition de vues, la rivalité entre la Prusse et elle. Cette rivalité était à peine éteinte, depuis Marie-Thérèse ; les événements, auxquels donna naissance la Révolution de 1848, les ravivèrent.

---

## CHAPITRE VIII

### LE TRIOMPHE DE L'AUTRICHE

---

Les princes allemands avaient le secret désir d'entraver l'unité allemande et mettaient tout leur espoir dans l'Autriche. Ils n'osaient cependant heurter la Prusse de front, puisqu'au début ils avaient soutenu le Parlement de Francfort. Deux d'entre eux, la Saxe et le Hanovre, formèrent, avec la Prusse, « l'union des Trois Rois », afin de mettre sur pied un programme constitutionnel, de fonder un Etat nouveau dont l'Autriche serait exclue (26 mai 1849). Quelques mois après, 28 gouvernements se joignaient aux 3 royaumes et un Parlement impérial était convoqué à Erfurt.

Mais à mesure que l'Autriche reprenait de la force, les espoirs des patriotes allemands avaient de moins en moins de chance de se réaliser et la Prusse perdait de plus en plus son influence. Son roi, par manque d'audace, par pusillanimité, par crainte de l'inconnu, n'avait pas su saisir l'heure. La Prusse semblait avoir trahi la cause allemande et les services qu'elle avait rendus, en 1813, étaient déjà lointains. C'est l'Autriche qui, sous une direction ferme, devenait le centre de l'Europe et groupait autour d'elle les ambitions et les intérêts comme la Prusse, deux années auparavant. Schwarzenberg fit comprendre qu'il ne tolérerait plus d'union restreinte, d'Etat fédéré constitué en dehors de l'Autriche, ou alors il faudra une réforme de la constitution et une Confédération dont l'Autriche fera partie avec ses provinces et qui sera dirigée par un Directoire composé de l'Autriche, de la Prusse, et d'un roi choisi par les Etats moyens ; l'Autriche le présidera. C'est tout l'équilibre de l'Europe centrale qui se

pose de la sorte, car l'Autriche, faisant partie de l'Empire allemand, aura une influence nécessairement plus grande que la Prusse.

Les rois de Saxe, de Hanovre, refusent de constituer une union sans l'Autriche, dont les menaces les effraient ; la Bavière et le Wurtemberg se rangent à leurs côtés ; ce fut l'union des Quatre Rois. Néanmoins, Frédéric-Guillaume IV, sous l'impulsion de son ministre Radowitz, convoquait, à Erfurt, les députés des Etats qui lui étaient restés fidèles. Après les grands espoirs de 1848, les Hohenzollern ne pouvaient se résigner à la reconstitution d'une Autriche nouvelle plus concentrée et plus forte au centre de l'Europe.

La riposte ne se fit pas attendre. Au lendemain du Parlement d'Erfurt, comme après celui de Francfort, l'unité n'existait que sur le papier ; les chances de succès pour les unitaires étaient trop minimes. Schwarzenberg n'avait qu'à agir ; il s'y employa. Ne disait-il pas, à ce moment : « Il faut d'abord avilir la Prusse et puis la démolir », et il invita, d'accord avec les Quatre Rois, les cours à envoyer leurs délégués à Francfort ; l'ancienne Diète était rétablie ; le conflit était proche, d'autant plus que la fièvre guerrière avait envahi Berlin. Si la Prusse ne se soumettait pas à l'ultimatum que lançait l'Autriche, c'était la guerre. A Olmütz, la Prusse préféra la soumission (27 novembre 1850).

Le désespoir et la fureur furent très grands parmi les unitaires ; « c'est un second Iéna », s'écria le prince de Prusse, tandis que Schwarzenberg regrettait amèrement d'avoir, par crainte d'une intervention, épargné la Prusse, alors qu'il aurait dû la détruire. Il commettait la même faute que Napoléon. Jamais les Prussiens n'oublièrent ni la défaite d'Iéna, ni l'humiliation d'Olmütz ; ils se séparèrent en silence. Si Schwarzenberg et Metternich exultaient parce que la vieille Diète ressuscitait, ce n'était pas une solution définitive. L'antagonisme entre Prusse et Autriche devenait plus aigu que jamais et avec lui se posaient et la question de l'Allemagne et la question de l'Europe centrale, le canon seul pouvait le résoudre. Olmütz préparait Sadowa, comme Iéna Leipzig.

Le ministre autrichien avait abusé de la victoire, mais n'avait pas su en user, « c'était une victoire sans trophées ». Il avait humilié et non abattu la Prusse et de cette humiliation sortira l'union entre les groupes politiques, entre les conservateurs partisans de l'alliance avec l'Autriche et les libéraux partisans de l'unité contre l'Autriche, c'est-à-dire tout le programme des revanches futures.

L'Autriche, d'autre part, par sa politique, a froissé gravement le sentiment national allemand ; elle n'a point réalisé l'unité allemande ; elle a écarté d'elle une grande partie des Allemands d'Allemagne qui l'abandonneront pour la Prusse au jour du danger.

Les idées d'unité, de patriotisme allemand paraissaient mortes, elles n'étaient qu'endormies. Certes la réaction s'abatfit violente sur l'Allemagne, de 1850 à 1855, et les princes se montrèrent impitoyables, mais cette réaction aboutit à une sorte de paralysie et d'anarchie gouvernementales, laissant la voie libre à toutes les audaces.

Le nouveau délégué à la Diète de Francfort, M. de Bismarck, allait être pour l'Autriche un adversaire redoutable, et cependant il avait été choisi parce qu'ennemi des libéraux, partisan de la Confédération et de l'entente avec la Monarchie danubienne. Or il allait mettre à profit ses succès récents, ses vastes connaissances pour d'autres entreprises. A peine arrivé, il s'aperçoit vite de l'abaissement de la Prusse, de la sujétion où est placée l'Allemagne ; il cherchera par tous les moyens, à relever l'une et à émanciper l'autre. Il fera abandon de ses idées féodales et réactionnaires pour travailler à la grandeur de sa patrie. Grâce à lui, la Prusse pourra jouer un rôle prépondérant en Europe, entre l'Autriche hésitante et l'Allemagne trop ambitieuse et en présence des grandes puissances qui cherchent tour à tour à l'entraîner dans leur alliance. Sur elle les peuples avaient les yeux fixés ; M. de Bismarck aidera les peuples à s'émanciper. Il luttera sur le terrain fédéral contre la politique ambitieuse de la Diète qui veut résister à la Prusse et à l'Autriche pour constituer une troisième Allemagne centralisée et unitaire, après s'être fait reconnaître en Europe comme grande puissance, et contre la politique de



l'Autriche qui, après Olmütz, conserve en Allemagne une influence prédominante. Son but est de rendre la Prusse solide et compacte afin de lui permettre de réaliser, dans la suite, cette unité allemande qui n'est pas encore mûre. L'Autriche, sous M. de Schwarzenberg, conteste à la Prusse jusqu'au droit d'avoir une politique extérieure indépendante de la sienne ; pour M. de Bismarck, ce sera le contraire. Il veut prouver à l'Autriche qu'elle sera frappée d'impuissance dans la réalisation de ses projets politiques, à moins de s'entendre avec la Prusse. Il sait que l'Autriche ne pouvait étendre désormais sa domination en Allemagne, parce qu'il n'y avait plus rien de commun entre un pays émancipé par la Réforme et la Révolution et cet Etat bureaucratique endormi dans le despotisme. La Monarchie des Habsbourg, composée de peuples divers, répudiait l'idée de nationalité et ne pouvait plus désormais convertir en royaume moderne le vieil Empire romain de nation germanique (1).

L'Allemagne au contraire, concentrée davantage sur elle-même, se serrera autour des petits souverains, réduits en nombre et qui lentement avaient grandi. En Saxe, en Bade, en Bavière, notamment régnait un patriotisme soupçonneux et étroit. Mais aucun de ces souverains ne s'élevaient à une conception politique générale, n'avaient de doctrine et de vues d'avenir ; ils se contentaient de vivre au jour le jour, ballotés par les événements.

Si la Révolution de 1848 avait marqué une crise décisive dans l'évolution de l'Allemagne vers l'unité, il fallait, pour que celle-ci entrât dans une phase pratique, la pression des événements extérieurs, l'habileté de Bismarck qui les ferait naître ou les exploiterait à bon escient. Jusqu'ici les aspirations unitaires ne tendaient qu'à grouper ensemble, sous une volonté réfléchie, les diverses nations germaniques. L'union qui avait été réalisée laissait aux diverses parties de l'Allemagne leur autonomie, elle ne les rassemblait que pour se garantir contre un danger extérieur en vue d'intérêts écono-

(1) Voir notre article dans la *Revue d'Histoire Diplomatique* de juillet 1909. *M. de Bismarck à la Diète de Francfort et la politique de la Prusse pendant la guerre de Crimée.*

miques ; le lien était lâche, plutôt théorique. Mais l'aspect va se modifier et précisément sur ce terrain économique les pays allemands concentreront leurs efforts et la question entrera dans un domaine nouveau ; mais ce n'est pas encore l'unité politique et militaire, la communion des âmes autour d'un même chef, car l'Autriche est toujours là. Seuls les bouleversements militaires que prévoit Bismarck, à l'aurore de sa vie politique, mais dont l'avènement n'a rien de fatal, provoqueront la solution définitive.

---

## *QUATRIÈME PARTIE*

---

### L'EMPIRE BISMARCKIEN ET LES RÊVES DE DOMINATION EN EUROPE CENTRALE

## CHAPITRE PREMIER

### LE DUEL ENTRE LA PRUSSE ET L'AUTRICHE

---

Les révoltes, un instant triomphantes en Autriche et domptées grâce au secours des Russes, avaient laissé de grandes craintes aux hommes politiques de Vienne ; de plus en plus ils cherchaient un appui en Allemagne. Schwarzenberg essaya de faire entrer toutes les populations slaves et magyares dans la Confédération ; c'était la meilleure façon de les absorber et de souder plus étroitement le Rhin au Danube pour consolider et accroître la puissance de la Monarchie. Il échoua aux conférences de Dresde, devant la résistance de la Prusse et des petits princes. Il essaya alors de pénétrer dans la Confédération par une porte de derrière en brisant le *Zollverein* grâce aux Etats protectionnistes opposés à la Prusse libre échangiste, et qui feraient partie d'une union particulière satellite de l'Autriche ; mais il ne fut pas suivi et la mort le frappa en pleines négociations.

Ces échecs affaiblissaient singulièrement l'influence de la Monarchie. Il ne lui restait plus qu'à faire sournoisement de la Diète de Francfort l'instrument de son autorité en péril. Le triomphe d'Olmütz n'était donc qu'apparent, et de plus en plus l'instinct de la race gagnait l'Allemagne pour la rendre unie et puissante.

M. de Bismarck percevait tous les phénomènes qui se produisaient en Allemagne et en Autriche, il ne voulait plus d'une Prusse affaiblie et résignée, comme pendant ces quarante dernières années. Bientôt elle devrait faire un signe pour reprendre en Allemagne le rôle qu'elle avait abdiqué et rassembler le pays autour d'elle. Jusqu'à présent, l'idée

n'était encore que pensée, que sentiment ; elle n'avait pu prendre une forme concrète, car le particularisme, maintenu par Napoléon, protégé par l'Autriche, restait défiant, soupçonneux.

Le Parlement de Francfort avait échoué, montrant l'impuissance des patriotes. La Prusse elle-même avait reculé, n'osant prendre résolument la tête du mouvement. Il faut que des ambitions plus hautes le précipitent. Ce sera l'œuvre de Bismarck qui vraiment forgea cette unité autour d'un système politique qui tendait à la domination d'une partie de l'Europe. Mais ce système aussi ne pouvait se réaliser qu'avec les sympathies des puissances étrangères et l'abaissement de l'Autriche. Il n'y a pas place en Allemagne pour deux puissances égales ; l'une doit l'emporter sur l'autre ; il faut réaliser l'Empire au détriment de l'Autriche. M. de Bismarck va préparer les voies et fixer les destinées de la Prusse.

Il rencontrera dans le nouvel Empereur des Français un allié précieux pour ses vastes projets. Napoléon III était sympathique à la Prusse ; il était prêt à la soutenir dans ses revendications nationales au nom même des principes qu'il défendait. Il attendait d'elle, plus que de l'Autriche, symbole de l'oppression internationale, le développement des progrès modernes et des aspirations des peuples et la jugeait destinée à poursuivre en Allemagne le rôle d'émancipation assumé par le Piémont en Italie (1). Il renonçait ainsi implicitement aux provinces rhénanes que la Prusse ne donnerait jamais et qu'il pouvait obtenir de l'Autriche, mieux que de qui que ce fût. Bismarck ne se fera pas faute d'exploiter de telles sympathies. Il se servira, au profit de la Prusse, des projets de Napoléon qui veut reconstituer l'Europe sur la base des nationalités et pour cela abaisser l'Autriche en opérant un nouveau regroupement de forces, du Rhin à l'Adriatique. Nulle occasion meilleure ne pouvait lui être offerte pour réaliser ses desseins ambiliieux qui étaient la grandeur de sa patrie.

1) E. Ollivier, *L'Empire libéral*, 14 vol., in-16°, t. II, p. 357.

En 1855, lors d'une entrevue avec l'Empereur, celui-ci ne lui dit-il pas que la France et la Prusse, placées à la tête de la civilisation, se doivent un mutuel appui. Napoléon précise ses confidences en 1856, il vient de faire la guerre de Crimée, demain ce sera la guerre en Italie contre l'Autriche ; il verrait avec plaisir une alliance avec la Prusse dont la position pourrait être consolidée en Allemagne par l'acquisition du Hanovre et des duchés de l'Elbe (1). Bismarck compte beaucoup sur la sympathie de la France de même que sur l'amitié de la Russie, car il prévoit comme fatal le choc entre les deux grandes puissances allemandes pour savoir laquelle des deux dominera dans l'Europe centrale. « Depuis mille ans, écrit-il alors, le dualisme germanique s'est toujours manifesté par des guerres intestines profondes, qui, depuis Charles-Quint, ont invariablement réglé, de siècle en siècle, l'une ou l'autre question pendante ; *dans ce siècle aussi le moment viendra où il n'y aura pas d'autre moyen pour régler l'heure sur le cadran de notre évolution historique.... Ma conviction est que nous aurons à défendre, dans un avenir assez prochain, notre existence contre l'Autriche* et qu'il n'est pas en notre pouvoir de prévenir cette collision, parce que la marche des choses en Allemagne ne comporte aucune autre issue (2). » Dans les dernières années de son séjour à la Diète de Francfort, il ne fait qu'attiser la rivalité entre les deux grandes maisons allemandes. Sa correspondance est un long rugissement contre la morgue de l'Autriche, contre les menées de cette puissance qui veut mettre la main sur le *Zollverein* et forcer la Prusse à entrer dans le sillage de sa politique. La lutte contre la maison d'Autriche, la dislocation du cercle de clients qui se serrent autour d'elle, tel est le thème essentiel de cette correspondance (3). Il faut avant tout sortir de la Confédération, se « débarrasser de ce cauchemar, de cette corde », qui n'a été inventée que pour lier les mains des Hohenzollern. Une fois cette constitution supprimée, les Etats secondaires

(1) *Pensées et Souvenirs*, op. cit., t. I, p. 200-250.

(2) *Correspondance diplomatique*, t. II, p. 155-163.

(3) Paul Matter. *Bismarck et son temps*, 3 vol. Paris-Alcan, 1905, t. I, p. 425.

seront bien obligés de solliciter la tutelle prussienne. Dans l'union nouvelle, la Prusse dictera ses volontés, elle ne se fondra plus dans l'Allemagne, elle se l'annexera.

La guerre d'Italie éclate : Napoléon l'a voulue et préparée depuis le Congrès de Paris avec son confident Aresse et l'ambitieux Cavour, malgré l'opposition de ses conseillers habituels, de Walewski, hostile à la politique des nationalités, de Drouyn de Lhuys, partisan de l'alliance autrichienne, de Persigny qui redoute toutes les combinaisons machiavéliques et ténébreuses de l'Empereur (1). Comment Napoléon pratiquerait-il l'alliance autrichienne à laquelle Louis-Philippe et Guizot s'étaient attachés pendant quelques années pour éviter des bouleversements en Europe, lui qui est partisan de réviser les traités de 1815 par la libération des nationalités que, précisément l'Autriche ne veut pas affranchir ? Les deux points de vue sont opposés. L'unité italienne conduit à l'amoindrissement de l'Autriche ; elle aura son contre-coup en Allemagne où Bismarck n'attend que l'heure favorable pour améliorer, pour agrandir la situation de la Prusse. Déjà les petits princes s'agitent contre nous, comme en 1840, et réclament la guerre sur le Rhin. Très habilement, François-Joseph a fait appel à leur foi patriotique : « Nos frères allemands comprendront le danger qu'ils courraient à ne pas défendre l'Italie, ce boulevard de l'Allemagne, conquise par des flots de sang allemand », et l'Empereur doit limiter sa victoire. L'Italie n'est plus soudée à l'Autriche, mais à l'Allemagne, elle est la garantie de l'équilibre allemand. Mais Guillaume I<sup>er</sup>, cette fois, va résister aux tentations de Bismarck : il redoute la lutte fratricide avec la « nation sœur », il se contentera, par ses préparatifs militaires, d'arrêter l'Empire napoléonien au milieu de ses victoires.

L'Autriche avait cédé, préférant perdre une province en Italie que sa place dans la Confédération. Sa défaite avait surexcité, parmi les peuples de la Monarchie, le sentiment national, et le pouvoir central se débattait entre les Hongrois

(1) Voir *Revue des Deux Mondes*, 15 novembre 1925. — *Un grand réaliste, Cavour*, par M. Maurice Paléologue, p. 165.

et les révolutionnaires au milieu d'inextricables difficultés.

Nécessairement le système de compression pratiqué par les Habsbourg, depuis Metternich et Schwarzenberg, à l'égard de leurs sujets rebelles, devait s'effondrer avec les désastres militaires. La Monarchie traverse une crise qui, du régime unitaire, l'amènera au régime dualiste et constitutionnel. Tels furent les diplômes de 1860 et de 1861 qui semblaient revenir à la pratique des institutions libres, en accordant la liberté de la presse et en convoquant un Reichsrat à Vienne. Mais la constitution de 1861, en soumettant à une assemblée commune les nationalités de l'Empire, en sacrifiant l'idée fédéraliste et de représentation particulière au système unitaire, blessa les nationalités indépendantes : Hongrois, Croates, Tchèques, refusèrent de participer aux travaux de l'Assemblée.

Il y avait ainsi une fermentation générale en Autriche ; comment cette puissance pourrait-elle songer maintenant à la domination de l'Allemagne ? Elle était cependant toujours aussi exigeante à cet endroit. Les esprits en Allemagne étaient très surexcités, reprochant au Régent Guillaume d'avoir manqué l'occasion de réaliser l'unité et fondaient le *Nationalverein* pour créer un grand parti.

Le Régent proposa à la Diète une réforme militaire qui fut repoussée. Au contraire, l'Autriche et les Etats secondaires prenaient l'initiative d'une réforme fédérale qui menaçait l'indépendance de la Prusse. Dans aucun cas, celle-ci ne pouvait admettre de telles résolutions. Désormais le Régent n'avait plus aucun scrupule à prendre l'offensive, sinon la transformation de l'Allemagne, souhaitée de plus en plus par la nation, se ferait contre sa Maison. Aux prises avec des difficultés intérieures graves au Parlement, sentant la situation en Allemagne de plus en plus confuse et tendue, il fit appel au seul homme qui pût la résoudre : Bismarck.

M. de Bismarck ne croit pas à la possibilité de régler, par une entente amiable de la Prusse et de l'Autriche, la question de l'unité nationale en Allemagne. Il juge impossible de vivifier le vieux *Bund*. L'Autriche s'y opposerait, sentant qu'elle serait ainsi évincée d'Allemagne ; il faudra l'en chasser



*igni et ferro*. Lui, l'enfant chéri du parti de la Croix et des intransigeants, va s'attaquer aux dynasties, non pour les détruire, mais pour les soumettre afin de leur imposer l'unité. Il déclarera la guerre à la puissance autrichienne pour ruiner le régime fédéral établi en 1850, obstacle à cette unité : il va chercher à profiter des difficultés.

Déjà l'Autriche propose un plan de réformes : réorganisation du pouvoir central, création d'une assemblée de députés élus. La maison des Habsbourg prendra la tête du mouvement national, relèvera à son profit la vieille couronne de Charlemagne. Un congrès des princes sera réuni à Francfort sous l'inspiration de l'Autriche pour en décider ; la Prusse serait invitée au même titre que les Etats secondaires. Bismarck fit refuser l'invitation pour isoler l'Autriche. Il comptait bien d'autre part sur l'apathie naturelle de l'Assemblée fédérale pour faire pièce à l'initiative de l'Autriche. De fait les décisions adoptées ne réglaient rien.

C'était l'effondrement des ambitions autrichiennes ; de son côté Bismarck continuait de penser à la guerre. Du reste un événement décisif et inattendu, la mort de Frédéric VII, roi de Danemark, va changer l'allure des choses et faciliter singulièrement ses audacieuses combinaisons.

L'affaire des Duchés qu'il va exploiter, sera le prologue du drame dont le dénouement se jouera en Allemagne. Le moment approche enfin de déposséder l'Autriche de l'influence séculaire qu'elle exerce sur les Confédérés allemands depuis des siècles. Bismarck choisit habilement le prétexte qui mettra le plus rapidement les deux puissances aux prises, et la guerre surviendra alors comme une nécessité inéluctable.

---

## CHAPITRE II

### L'AFFAIRE DES DUCHÉS DANOIS, SADOWA ET L'ABAISSEMENT DE L'AUTRICHE

---

La révolution de 1830 avait agité les duchés danois du Holstein et du Slesvig : le Holstein, entièrement germanique, rattaché à la Confédération, revendiquait son indépendance, la partie méridionale du Slesvig, où dominait les Allemands, demandait l'union avec le Holstein. La Diète de Francfort appuyait les revendications du Holstein et exigeait que l'autonomie s'étendit au Slesvig. Avant de mourir, Frédéric VII signait une patente (1863) accordant au Holstein une très large autonomie et assimilant le Slesvig au reste de la Monarchie. Ce fut un tolle général à Francfort et la Diète ordonna l'exécution fédérale dans le Holstein. Christian IX, à la mort de Frédéric, s'empressa d'exécuter la patente et la Diète envoya des troupes ; elle prenait en main la cause de l'Allemagne et faisait siennes les revendications du duc d'Augustenbourg sur les Duchés. C'est alors que Bismarck agira de son côté pour régler avant la Diète, et par ce moyen l'éliminer, une question où toute l'Allemagne est intéressée. Les troupes austro-prussiennes occupent le Slesvig ; Vienne et Berlin, cette fois, marchent d'accord. Mais la Prusse est au premier plan ; l'Autriche suit derrière elle, complice dans l'iniquité qui se prépare avant d'être bafouée, ne voulant pas laisser à son entreprenante voisine le champ libre dans le Nord de l'Allemagne.

Le Danemark refusa de se soumettre ; ce fut la guerre qui arracha à l'infortuné pays les Duchés convoités. Ils furent, à la paix, partagés entre la Prusse et l'Autriche, l'une ayant

le Slesvig, l'autre le Holstein. Bismarck pensait bien que ce condominium déguisé, cette indivision perfide, amèneraient prochainement une guerre avec l'Autriche, car son rêve était d'annexer les Duchés.

Mais avant d'engager les hostilités, il fallait avoir l'appui de la France. Or l'Empereur va refuser la proposition anglaise d'intervention en faveur du Danemark. Défenseur des nationalités en Italie, il ne peut prendre une autre attitude à l'égard de l'Allemagne qui réclame les Duchés avec la Confédération germanique tout entière. On peut déduire de la célèbre entrevue de Biarritz (1865) que, pour affranchir la Vénétie, Napoléon III était prêt à laisser la Prusse s'emparer des Duchés et déclarer la guerre à l'Autriche. Ainsi l'unité italienne préparait l'unité allemande, les affinités du Moyen-âge entre la Péninsule et l'Allemagne se retrouvaient au XIX<sup>e</sup> siècle ; il semblait que les conditions politiques de l'un des deux Etats devaient déterminer celle de l'autre. On invoquait, des deux côtés, les ressemblances entre les peuples comme entre les dynasties ; mêmes vertus, mêmes vices, mêmes passions au Nord comme au Midi, même haine contre ce voisin débordant, l'Autriche, qui voulait s'étendre en Italie comme en Allemagne et reconstituer l'Empire de Charles-Quint, menace pour l'indépendance italienne et pour l'indépendance allemande. Napoléon ne risquait rien, pensait-il, à soutenir la Prusse, il jugeait l'Autriche supérieure en nombre, sûre de la victoire ; alors, le moment venu, il pourrait imposer un plan de réorganisation en Allemagne : la Prusse dans le Nord, l'Autriche dans l'Est, la moyenne Allemagne groupée en Confédération. Mais quelle chimère de supposer qu'on maintiendrait ainsi l'Allemagne divisée en trois tronçons, grâce à la barrière du Mein !

D'autre part Bismarck avait habilement montré, dans les entretiens de Biarritz, que le cabinet des Tuileries avait tout intérêt à grandir la Prusse, à favoriser sa mission nationale, que cette puissance plus forte serait un appui pour la France, et peut-être avait-il, en revanche, fait miroiter, aux yeux de l'Empereur, comme à Gramont, à Kettenhof, chez le comte de Rechberg, des compensations imaginaires dans les provinces

rhénanes. Bien que l'Empereur n'y pensât pas, affirme Emile Ollivier, son seul désir était de libérer la Vénétie, cela suffisait à motiver et à expliquer ses complaisances.

En réalité, Napoléon III n'avait pas compris, dès les débuts, la gravité de la question danoise, l'importance du conflit qui avait éclaté depuis trente ans, entre la Prusse et l'Autriche et qui marchait vers son dénouement. Il se croyait l'arbitre de la partie qui se jouait, mais ce rôle, il ne pouvait le tenir avec un adversaire tel que Bismarck. Il avait tort, du reste, de juger le ministre prussien comme « aventureux » et sans pouvoir propre en Allemagne ; il ne savait pas apprécier les hommes comme son glorieux oncle. C'est lui qui, au contraire, était un homme sans volonté, indécis, malade même, dès 1861, et qui le laissait voir. Telle était l'opinion que Bismarck avait emportée de l'entrevue de Biarritz et qui le confirmait davantage dans ses funestes desseins (1).

Bref les encouragements de la bienveillance impériale à Biarritz furent tels, que Bismarck, en revenant, signait avec l'Italie un traité d'alliance offensive et défensive contre Vienne.

Ainsi Napoléon III, non content de travailler à l'agrandissement de la Prusse et de l'Italie, « augmentait leur valeur respective en établissant entre elles une amitié d'origine, de telle sorte qu'elles ne formassent qu'une seule nation au regard de la France » (2). Il avait jeté l'Italie dans les bras de la Prusse et ainsi s'ébauchait la fameuse alliance de 1885.

En Autriche, la situation n'était pas satisfaisante. Les Hongrois s'agitaient, les Slaves se tenaient à l'écart, les Allemands étaient mécontents. François-Joseph ne voulait pas briser avec la Prusse, mais tenait à conserver à la fois et la Vénétie et sa prépondérance en Allemagne. Or, pour sauver cette dernière, il aurait dû abandonner la Vénétie et s'allier avec Napoléon pour régler, d'accord avec lui et contre la Prusse, la situation de l'Allemagne. Il aurait trouvé du reste des encouragements dans l'entourage de

(1) Voir la *Correspondance* du prince R. de Metternich, ambassadeur à Paris (1859-1871) dans la *Revue de Paris* — 15 février 1924, par M. Henry Salomon, p. 777 et suiv.

(2) E. Ollivier. *L'Empire libéral*. Op. cit., t. VII, Paris, 1903, p. 489.

Napoléon III, chez Drouyn de Lhuys, par exemple, convaincu que le système d'alliance avec l'Autriche était le plus sage. Il ne sut être ni clairvoyant, ni résolu ; Bismarck le sentait bien et augmenta ses exigences au sujet de l'évacuation du Holstein par les troupes fédérales et de l'administration des Duchés. On en arriva peu à peu à un point où l'accord des deux puissances ne pouvait subsister, à moins que l'Autriche ne cédât sans cesse, et elle ne voulait pas céder.

La question du Slesvig-Holstein avait été imaginée pour entretenir la brouille entre la Prusse et l'Autriche, mais aux yeux de l'opinion, elle ne suffisait plus. Il fallait des griefs plus éclatants. Bismarck dénonça des mouvements politiques dans le Nord de l'Empire voisin, puis s'attaqua au pacte fédéral qui touchait plus directement l'Autriche. Il lança un projet de réforme fédérale et proposa la convocation d'un Parlement national élu au suffrage universel.

Voici que des Allemands vont lutter entre eux pour la domination de l'Europe centrale comme sous Attila, au temps des Carolingiens, comme dans la rivalité des Welfs et des Gibelins, comme dans la guerre de Trente Ans, comme en 1745 et en 1756 !

Devant le conflit qui monte, les inquiétudes sont grandes en France. Verra-t-on la Prusse se constituer comme l'Italie en un Etat unique ; que deviendrait alors l'ordre européen ? M. Thiers se fit l'écho de ces craintes, le 3 mai, dans un discours, le plus grand de sa vie parlementaire, où il s'éleva au-dessus de lui-même. Si la Prusse triomphe, elle s'annexera des Etats allemands, elle aura une Diète sous son influence, une Autriche « protégée ». Et alors se passera un grand phénomène vers lequel on tend depuis plus d'un siècle ; on verra se faire un nouvel Empire germanique. Cet Empire de Charles-Quint, qui résidait autrefois à Vienne, qui résiderait maintenant à Berlin, qui serait bien près de notre frontière, qui la presserait, qui la serrerait, et pour compléter l'analogie, cet Empire de Charles-Quint, au lieu de s'appuyer, comme dans les XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles sur l'Espagne, s'appuierait

sur l'Italie. La France doit « s'opposer à cette politique au nom de l'équilibre européen ». Quelques années plus tard, Bismarck allait réaliser le plan dénoncé par Thiers.

La double neutralité que gardait l'Empereur dans le conflit entre la Prusse et l'Autriche et entre l'Autriche et l'Italie, avant tout favorisait la Prusse. L'armée était maintenue sur le pied de paix et nos garnisons de l'Est n'étaient point renforcées. Dans une lettre publique à Drouyn de Lhuys, le 11 juin, il précisait ses vues. « Le conflit qui s'est élevé a trois causes : la situation géographique de la Prusse mal délimitée, les vœux de l'Allemagne demandant une reconstitution politique plus conforme à ses besoins généraux, la nécessité pour l'Italie d'assumer son indépendance nationale... Dans la lutte qui est sur le point d'éclater, nous n'avons que deux intérêts : la conservation de l'équilibre européen et le maintien de l'œuvre que nous avons contribué à édifier en Italie » (1).

Mais cet équilibre ne serait-il pas précisément modifié par les agrandissements de la Prusse et par la défaite de l'Autriche qu'il aurait fallu prévenir ? Il était en tout cas certain qu'une victoire de la Prusse détruirait, à son profit, les traités de 1815. Si elle s'annexait des Etats allemands, si elle supprimait la Diète et chassait d'Allemagne l'Autriche, il nous faudrait, de toute nécessité, des compensations sur le Rhin, sinon l'ordre établi dans l'Europe centrale serait compromis et nous n'aurions plus les sécurités suffisantes en face de la nouvelle nation militaire qui allait naître dans l'Est.

A Vienne, le courant militaire l'emportait ; les vues du gouvernement, devant les provocations prussiennes, rendaient impossible tout accommodement, les Etats secondaires achevaient leurs armements pour défendre les libertés de l'Allemagne, après nous avoir maintes fois suppliés de les protéger avec eux. Mais en général, la population était indifférente et les classes riches favorables à la Prusse.

Bismarck précipite le dénouement après avoir décidé le

(1) E. Ollivier. *Op. cit.*, t. VIII, p. 187 et suiv. et P. de la Gorce. *Histoire du Second Empire*, 7<sup>e</sup> vol. in-8°, Paris-Plon, 1894-1905, t. IV, 1899, p. 628.

Roi, et envahit le Holstein. L'Autriche demande l'action immédiate de la Confédération, et la mobilisation de l'armée fédérale est votée par la Diète. C'est la rupture de la Confédération, d'où l'envoyé prussien se retire. La guerre résoudra le conflit né entre la Prusse et l'Autriche dès les temps de Frédéric II, et décidera du sort de l'Allemagne et du nouvel équilibre de l'Europe.

Cet équilibre, Napoléon III le tenait dans ses mains. Il aurait pu s'opposer aux entreprises ambitieuses de Bismarck. Il l'avait laissé conquérir les Duchés, il avait préparé son alliance avec l'Italie, il lui avait permis de rompre avec la Confédération. Il n'avait pas défendu contre lui notre frontière de l'Est et comme prix de sa neutralité favorable et même agissante, il n'obtenait aucune certitude d'agrandissements, n'ayant rien osé exiger. Il fallait que Napoléon fût bien sûr de la Prusse et que son amour de l'Italie l'aveuglât pour se laisser entraîner à conclure un marché de dupes.

Et cependant, l'Autriche nous faisait des propositions intéressantes. Par l'entreprise de son ambassadeur, M. de Metternich, elle demandait à la France et à l'Italie de rester neutres dans le conflit imminent, moyennant quoi elle céderait la Vénétie à Napoléon III qui la rétrocéderait à l'Italie. Avec les mains libres dans le Sud, elle se flattait de battre la Prusse et de s'indemniser des provinces vénitiennes par la conquête de la Silésie. L'Empereur hésitait à accepter cette proposition. Il la communiqua à l'Italie, ignorant encore que, depuis un mois environ, depuis le 8 avril 1866, la Prusse et l'Italie avaient partie liée par une convention secrète. Sollicité ainsi de deux côtés, il était vraiment l'arbitre de la situation ; même sans tirer l'épée, il assurait le succès de l'un ou de l'autre parti. Allait-il empêcher la guerre d'éclater ? L'Autriche, par le traité du 12 juin, lui donnait la Vénétie, tandis que la Prusse essayait de le gagner.

Il se laissa tenter par les offres vagues de la Prusse sur les bords de la Moselle et en Luxembourg, il essaya de provoquer un Congrès qui échoua, et finalement il resta neutre (1).

(1) Voir *Revue des Deux Mondes* du 1<sup>er</sup> mai 1925, p. 85 ; et Ernest d'Hauteville, *Napoléon III et le prince Napoléon*, 1 vol. in-8°, Calmann-Lévy, 1925

Nous allions payer cher le manque de clairvoyance de l'Empereur ! Sadowa prépare Sedan ; la défaite de l'Autriche sera la cause de nos malheurs.

Vaincue, l'Autriche sollicita la médiation de Napoléon en lui remettant la Vénétie ; elle se sauvait ainsi du désastre, transportant en Allemagne les troupes et le matériel qui se trouvaient dans cette province. Les libéraux français et le prince Napoléon, en leur nom, trouvaient le marché humiliant pour l'Italie et disaient « qu'il fallait anéantir l'Autriche ».

Drouyn de Lhuys et le maréchal Randon au contraire conseillaient à l'Empereur de convertir sa neutralité attentive en neutralité active, de mobiliser sur le Rhin, pendant que les armées prussiennes étaient engagées en Bohême, loin de leur base d'opérations. « 40.000 hommes, moins encore, disait Drouyn de Lhuys, des gardes-champêtres suffiraient ». 60.000 Français, a dit Bismarck, joints aux 100.000 Bavares et aux quelques Allemands disponibles auraient constitué une armée de 200.000 hommes à laquelle Berlin n'aurait pu opposer des troupes d'égale valeur sans s'affaiblir du côté de Vienne » (1). Le roi de Prusse nous accorderait certainement alors les compensations nécessaires, c'était le seul moyen pour nous de réparer à notre avantage cette rupture d'équilibre causée par la modification des traités de 1815 en Allemagne, et de fermer notre frontière de l'Est, ouverte à l'invasion.

La Valette au contraire combattit le projet de mobilisation qui conduisait à une rupture avec l'Italie et à une alliance avec l'Autriche qu'il fallait éviter. La négociation nous donnerait les agrandissements que nous désirions, la Prusse ne pourrait nous les refuser. Il ne faut pas s'attacher au cadavre autrichien, ajoutait le prince Napoléon ; il s'efforçait de montrer que l'Autriche n'était plus seule en cause, mais l'équilibre européen. Il demandait la convocation des Chambres, l'envoi de troupes sur la frontière de l'Est.

Napoléon, gagné à cette cause, hésitant à intervenir, refusa de se prononcer en faveur d'un seul adversaire et offrit sa médiation à tous les combattants ; il adopta la poli-

(1) *Pensées et Souvenirs. Op. cit., t. II, p. 41.*



tique d'inertie. Du reste, il n'était plus libre ; il était lié à la Prusse depuis Biarritz, lié à l'Italie depuis Magenta et Solferino, bref le prisonnier de son système dans les circonstances les plus favorables pour la France, qui pouvaient fixer son avenir et empêcher deux guerres.

La diplomatie impériale était du reste dans le plus grand désarroi. De tous côtés, les difficultés s'amoncelaient. Ce qui était facile à décider avant la guerre devenait très malaisé à régler après Sadowa. Aussi l'ambassadeur de Prusse, M. de Goltz, disait-il, après un entretien avec Napoléon : « Napoléon paraît avoir perdu toute boussole de route » (1). L'Empereur se contentait de laisser faire ; son bon vouloir à l'égard de la Prusse était invincible malgré Drouyn de Lhuys, malgré les instances faites auprès de lui par les plénipotentiaires venus d'Allemagne, de Hesse, de Saxe. Il n'accorda même pas à M. de Beust, arrivant directement de Vienne, un corps d'observation sur la frontière pour intimider la Prusse ; non seulement, il ne cherchait point à maintenir l'Autriche en Allemagne, pour contrebalancer la puissance prussienne, mais il acceptait la Confédération du Nord, il laissait Bismarck annexer le Hanovre, la Hesse électorale, Francfort, soit 4 millions 500.000 âmes. La Prusse était maîtresse de l'Allemagne du Nord et elle ne tarderait pas, incarnant en elle l'idée nationale, à franchir la faible barrière du Mein qui lui était opposée.

Désormais, elle pouvait se montrer accommodante à l'égard de l'Autriche, sa principale adversaire ; elle se contentait d'abattre les principautés allemandes qui lui avaient résisté, elle les dépouillait sans phrases. Cette modération à l'égard de l'Autriche, Bismarck l'exigea du Roi, d'abord opposé à la guerre, maintenant enivré de ses succès ; les puissances voisines, attentives et jalouses pouvaient intervenir et tout compromettre. Une mutilation de l'Autriche la pousserait à bout et ferait d'elle l'alliée de la France. Il fallait donc lui éviter des souvenirs blessants pour gagner plus tard sa neutralité. « Une reprise de nos bons rapports avec l'Autriche

(1) P. de la Gorce, *Histoire du Second Empire*, Op. cit., t. V, Paris-Plon, p. 38.

est une [manœuvre qui devra toujours être possible (1). »

Par la paix de Prague, la Confédération germanique était dissoute, les Etats du Nord formaient avec la Prusse une union fédérale étroite, les Etats au Sud du Mein constituaient entre eux une union indépendante. Le système fédéral avait donné cinquante ans de paix à l'Allemagne, c'est la Prusse qui le détruisait pour satisfaire ses ambitions ; mais en quoi l'unité était-elle nécessaire au bonheur des peuples germaniques ? L'Autriche perdait la Vénétie, renonçait aux duchés de l'Elbe et reconnaissait les changements survenus en Allemagne, d'où elle était définitivement écartée. Comme il le désirait, Napoléon avait parfaitement réussi, sans penser aux conséquences, à modifier contre elle les traités de 1815. Mais les gains de la Prusse n'étaient-ils pas trop grands ? Aussi Benedetti fut-il finalement autorisé à présenter la carte à payer : la frontière de 1814, Mayence et le Palatinat. On avait déchaîné la guerre en liant partie avec l'Italie et la Prusse, il fallait au moins y trouver un profit. Bismarck révéla dans la presse les demandes confidentielles qui lui étaient adressées et le vacarme fut tel que l'Empereur désavoua son ministre qui démissionna.

L'occasion avait été manquée d'obtenir les compensations nécessaires ; il n'aurait pas fallu s'obstiner à vouloir réparer les fautes commises. On en arriva à cette politique mesquine que Bismarck appela la *politique des pourboires*, et qui ne fit qu'aggraver les erreurs passées. Supposer que la Prusse nous [donnerait bénévolement des territoires allemands, c'était méconnaître les enseignements de l'histoire depuis le grand Frédéric ! On avait [eu l'imprudence de faciliter un agrandissement de la Prusse, l'établissement d'une Confédération plus forte que l'ancienne parce que gouvernée par une puissance jeune et victorieuse, et maintenant on commettait la grosse faute de réclamer des compensations, alors qu'on avait posé comme principe de politique extérieure la défense des nationalités ! Quelle incohérence ! Cette politique menait à la guerre alors qu'on n'avait pas osé affronter la Prusse pour prendre, par les armes, les compensations que l'on réclamait mainte-

(1) *Pensées et Souvenirs, Op. cit., t. II, p. 44-53,*

nant par la voie des négociations. Et on les exigeait, au nom d'un équilibre qu'on avait laissé détruire, en permettant l'écrasement de l'Autriche et la création d'un Etat puissant sur les confins de l'Europe centrale ! En réalité, on se souciait peu de l'équilibre, on ne cherchait que des satisfactions d'amour-propre pour calmer l'opposition des partis.

Bismarck se prévalut des demandes de la France auprès des princes allemands du Sud pour les attacher plus étroitement à sa politique. Ils durent conclure avec la Prusse des alliances militaires : Wurtemberg, Bade, Bavière, Hesse-Darmstadt, Saxe. Ils étaient soudés à la Confédération du Nord, alors que Napoléon, dans son projet de médiation du 14 juillet, auquel le traité de Prague était conforme, stipulait, pour la Confédération du Sud, une existence internationale indépendante. Comment désormais arrêter la Prusse ?

En se prêtant à l'annexion de la Belgique, puis du Luxembourg, à laquelle, de déception en déception, on se voyait acculé, on ne fit que l'irriter : on passa à ses yeux pour vouloir l'affaiblir par des annexions. D'un bout à l'autre de l'Allemagne, la Prusse triomphait. Du grand mouvement qui avait agité la Germanie, depuis 1812, sortait, grâce à elle, l'unité de la patrie après une lutte entre les mêmes frères de race. La division de l'Allemagne, en « trois tronçons », ne devait pas durer longtemps ; l'un des tronçons absorbait le second et allait bientôt entraîner le troisième. Mais cette unité allemande atteignait directement l'Empereur et sa politique. Sadowa eut des conséquences incalculables et Thiers avait raison de dire « que la France n'avait pas éprouvé de plus grand malheur en 400 ans », et le maréchal Randon : « C'est la France qui a été vaincue à Sadowa ».

Il était facile désormais à Bismarck de surexciter contre nous le patriotisme allemand. Dans sa pensée, la guerre contre la France était résolue pour fonder l'Empire qu'il rêvait. Maintenant que l'Autriche détestée était affaiblie et chassée d'Allemagne, nous étions les voisins dangereux qu'il fallait abattre. Une fois de plus, il était démontré que notre sécurité dans l'Est dépendait étroitement d'un juste équilibre dans l'Europe centrale.

---

### CHAPITRE III

## LA GUERRE DE 1870 ET LE TRIOMPHE DE LA PRUSSE

---

Pour l'instant, Bismarck ne voulait rien précipiter. Il savait combien, malgré l'ardente propagande des Universités, le particularisme avait, en Allemagne, de racines profondes et vivaces. Il s'efforçait d'organiser la Confédération du Nord avec un régime qui fût agréable aux Etats du Sud et leur donnât envie d'y adhérer. Cette Confédération, dans sa pensée, n'était qu'une étape entre l'ancien régime et l'Empire. Aussi le roi n'était-il que le Président de ce nouveau *Bund* et non pas Empereur. Bismarck faisait ainsi des princes du Nord les collaborateurs d'une même œuvre et évitait l'obstacle auquel s'étaient heurtés les patriotes de 1848 dans leurs efforts vers l'unité. Mais les nationalistes n'étaient pas satisfaits de ce système incomplet.

Dans les Etats du Sud, les ambitions de la Prusse étaient loin de rencontrer une sympathie unanime. Le général Ducrot a consigné, à l'époque, les opinions et les manifestations hostiles qui se produisirent en Bavière, en Wurtemberg, en Hesse (1).

Le Grand-Duc de Hesse ne pouvait pas entendre sans colère prononcer le nom de la Prusse (2). Son ministre Dalwigk recommandait à l'Empereur de se servir de l'Autriche et de ne pas offenser le sentiment national allemand en adoptant une

(1) *La vie militaire du général Ducrot*, 2 vol. in-8°, Paris-Plon, 1895, t. II, p. 141 et voir notre ouvrage *Le Rhin et la France*. *Op. cit.*, p. 161 et suiv.

(2) Emile Ollivier. *Op. cit.*, t. X, p. 3.

attitude agressive. Certains écrivains (Moritz, Mohl) avaient même conseillé de repousser ce nouveau *Zollverein* pour ne pas devenir les sujets de la Prusse. L'unité allemande n'était point faite. Mais Bismarck tenait les Etats du Sud par les conventions douanières qui venaient à expiration. Il menaça de rompre le *Zollverein*, si les Chambres refusaient de voter les conventions militaires qui leur étaient soumises ; mais la rupture du *Zollverein*, c'était la ruine des Etats du Sud. Du reste, quand on montrait habilement à ces Etats la France menaçante, on exploitait aisément leur crainte et leur haine du pays voisin, qui étaient encore plus vivantes que l'antipathie contre la Prusse.

Une fois les traités votés, l'union économique fut renouvelée, mais avec des modifications profondes : elle préparait l'unité politique en resserrant le lien des intérêts matériels.

Il fallait que cette unité s'accomplît et avec elle le rêve de domination en Europe centrale. Mais elle tardait trop, et Bismarck va s'efforcer, dans les années qui s'écoulent depuis 1866, de précipiter les choses pour terminer l'œuvre inachevée.

Il juge le conflit inévitable, il le déclare à son entourage ; l'ambition de la Prusse rend la guerre nécessaire. Le roi Guillaume ne possède-t-il pas, dans l'Allemagne entière, une autorité telle qu'aucun souverain, depuis cinq siècles, n'en a exercé de pareille ? Seul manque le nom d'Empereur. Les professeurs, les historiens sonnent le ralliement à la cause sacrée de l'Allemagne libre et forte. Ils sont sur la brèche. Avec Treitschke, ils lancent des coups de clairon stridents qui enflamment les âmes. Dans l'enseignement comme dans la littérature, c'est un long cri de guerre contre l'ennemi héréditaire. Certes les particularistes, qui avaient, à leur tête, les princes déchus, étaient en opposition violente avec les Hohenzollern. En Hanovre, en Saxe, parmi les populations catholiques du Midi, on détestait la Prusse ; mais viennent une menace de l'étranger, une guerre nationale, leurs aversions disparaîtraient devant la soif d'agrandissements, et les plus obstinés ne pourraient que s'abstenir d'y participer devant l'opposition des masses. L'opinion libérale jugeait que le moment était venu de fonder

l'unité germanique et le proclamait hautement et la haine de la France était très forte en Prusse et gagnait l'Allemagne. Le gouvernement prussien, en parfait accord donc avec l'opinion publique, veut constituer une grande Allemagne et Bismarck ne négligera rien pour entretenir et surexciter contre nous les susceptibilités du sentiment national et nous créer des difficultés. Mais pour provoquer une telle guerre, il faudra agir à temps, il faudra que la question soulevée mette en jeu l'existence même de la nation.

Et le temps pressait d'autant plus que Napoléon et ses conseillers commençaient à voir clair et recherchaient des alliances en Europe. Nous étions isolés, bien qu'à l'exposition de 1867 un cortège de rois accompagnât l'Empereur. La politique de revendications territoriales avait échoué et nos insuccès dans les affaires de Belgique, de Luxembourg, nous avaient affaiblis en même temps que nous mentionnons à nos principes. Le gouvernement impérial était ballotté entre une politique guerrière, qui ébauchait des alliances, et une politique pacifique qui ne les achevait pas, tandis que la Prusse armait sans cesse. De tous côtés éclataient les avertissements sur les dangers d'une guerre prochaine.

La seule alliance possible et efficace contre la Prusse était l'alliance de Vienne. Mais, depuis huit ans, on avait combattu et affaibli l'Autriche pour édifier l'unité italienne et l'unité allemande. Cette alliance n'était-elle pas trop tardive, alors que la Prusse était devenue très forte en Allemagne ? Et cependant l'intérêt rapprochait les deux nations isolées l'une et l'autre en Europe. M. de Beust ne disait-il pas : « Le vrai remède, c'est une solide alliance entre la France et l'Autriche » ? L'entrevue de Salzbourg entre François-Joseph et Napoléon (17 août 1867) sembla l'ébauche d'une entente prochaine, tandis que l'Empereur des Français, en traversant l'Allemagne du Sud, avait recueilli des témoignages de sympathie et que des manifestations particularistes protestaient contre la domination prussienne. Mais tout se borna à une déclaration terne. On évitait avec soin de se mêler des affaires de la Confédération du Nord. Dans une dépêche à ses

agents, M. de Moustier s'empressait d'indiquer que le seul but des deux Empires était de consolider la paix, et Bismarck enregistrait avec hauteur cette explication. Le résultat de ces pourparlers, qui ne furent jamais poussés à bout avec énergie et netteté, fut d'entretenir, dans le monde officiel et dans le pays, une illusion dangereuse et de donner un encouragement à notre présomption.

A Vienne, notre ambassadeur, M. de Gramont, qui haïssait Bismarck, continua les pourparlers. De plus en plus en Autriche, on était inconsolable de la défaite de Sadowa et on rêvait de prendre sa revanche. Et ainsi on caressait ce projet d'unir contre la Prusse, l'Autriche, le Danemark et même l'Italie.

A Paris, l'Empereur, devant les reproches de l'opposition, les refus hautains de la Prusse aux propositions de 1866, commençait à regretter tout le mal qu'il avait fait à l'Autriche avec la politique des nationalités et à désirer se rapprocher d'elle ; il se demandait si la lutte contre l'Autriche était la dernière fin de la politique française. Les Hohenzollern sont menaçants, leurs ambitions de plus en plus redoutables, ne faudra-t-il pas les combattre précisément avec l'aide de l'Autriche ? Mais comment concilier cette nouvelle alliance avec l'amitié italienne ?

Les premières propositions viennent de Paris où le prince de Metternich, confident des Tuileries, en fut l'interprète en juillet 1868 ; le général Turr, époux d'une Bonaparte, très en cour à Florence, remplit le rôle de médiateur avec l'Autriche et la Hongrie et va prendre les instructions de Napoléon (oct. 1868). Au printemps de 1869, les pourparlers se précisent avec le chevalier Nigra, le comte Vimercati, attaché militaire à Paris, M. Rouher, le comte de Witzthum et le prince de Metternich (mars 1869).

Rouher élabora même un projet en 12 articles (10 mai 1869) contenant les prévisions du gouvernement impérial au cas où la guerre éclaterait.

Ainsi, peu à peu, s'échafaudait le projet d'une Triple Alliance dirigée contre la Prusse, au profit de la France et de l'Autriche. L'Italie, en revanche, avec laquelle Beust désirait se

réconcilier définitivement, compléterait son unité avec la ville de Rome. Il fallait, disait Menabrea à Napoléon, s'entendre sur la question romaine, exécuter la Convention du 15 septembre 1864 et évacuer les Etats Pontificaux ; mais à un tel projet s'opposaient les influences catholiques des Tuileries et du Quai d'Orsay. Si les accords ne furent pas signés en 1869, la faute en fut à Napoléon qui retarda leurs stipulations pour ne pas évacuer Rome (1).

Deux années s'écoulèrent en négociations entre Beust, Metternich, Witzthum, Vimercati et Rouher, en entrevues de l'archiduc Albert à Paris (mars-avril 1870) et du général Lebrun à Vienne (mai-juin) ; mais quand il fallut passer de l'entente parlée à l'entente écrite, les dissentiments éclatèrent. Il est des livres qui sont tout en préface, l'alliance franco-autrichienne fut un de ces livres (2). L'Autriche voulait une alliance qui ne la compromît pas trop, une alliance défensive, et ne consentirait à des sacrifices que si la France se liait à sa politique, car elle craignait toujours un revirement possible de notre part en faveur de Berlin. En Italie, à Florence, résultat identique, car l'Empereur, même au prix d'une alliance, se refusait à abandonner le Souverain Pontife et son pouvoir temporel.

En résumé des paroles seules avaient été échangées, on s'était contenté d'esquisser des plans fort beaux, mais tout était resté imprécis, rien n'avait été poussé aux derniers aboutissements ; il n'y avait aucun pacte (3). Or l'Empereur et ses ministres crurent pouvoir compter, à la veille de la guerre, sur des promesses et sur les lettres qui avaient été échangées et qui ne constituaient qu'un simple engagement d'honneur, c'était aller trop vite !

De même, on ne sut pas exploiter les invites qui nous venaient des Etats du Sud où la Prusse était toujours combattue. Dalwigk ne ménageait pas ses conseils d'agir vite

(1) Emile Bourgeois et E. Clermont. *Rome et Napoléon III*, 2 vol. in-8°, Paris-Colin, 1907, p. 222 et suiv.

(2) De la Gorce. *Op. cit.*, t. VI, p. 151-154. — Emile Bourgeois et E. Clermont. *Ibid.*, p. 232-233.

(3) Comte de Beust. *Mémoires*, 2 vol. in-8°, Paris, 1888, t. II, p. 363.



avant qu'il ne fût trop tard. Ni les uns ni les autres ne voulaient subir le joug militaire de la Prusse, ni se laisser absorber par elle.

Bismarck, sans nul doute, avait eu vent de toutes les tractations qui décourageaient le Roi. Celui-ci envisageait le mouvement anti-prussien avec une attitude résignée, il jugeait l'affaire allemande engagée dans une impasse. Quand pourrait se réaliser l'unité ? De toute évidence, il fallait pour Bismarck brusquer la rupture, mais en se faisant attaquer.

Le candidature du prince Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne, après la révolution de 1868, vint à point pour favoriser les desseins de Bismarck. A l'encontre du roi Guillaume, qui considérait cette candidature comme une simple affaire de famille, il en fit une chose d'Etat, capable d'engendrer la guerre devenue nécessaire avec la France. Cette affaire éminemment propre à exciter le chauvinisme des Français, à leur faire craindre le rétablissement de l'Empire de Charles-Quint, il va l'exploiter près d'eux.

A Vienne, M. de Beust blâme la précipitation de la France qui « aurait dû prévenir l'Autriche si elle voulait une action commune ». Ni le gouvernement autrichien ni l'Empereur ne sont disposés à se lier subitement dans une affaire née en dehors d'eux. C'est dire clairement que si on laisse les choses s'aggraver, l'Autriche, quoique très désireuse d'affaiblir la Prusse, de ne pas rejeter Napoléon III dans les bras de Guillaume, ne s'engagera pas au-delà de ce que commande la plus élémentaire prudence. Il est vrai que le gouvernement impérial, avec une déplorable légèreté, facilita le jeu de Bismarck, laissant s'envenimer les choses. Mais cette crainte de voir se reconstituer l'Empire de Charles-Quint que M. Thiers a si éloquemment invoquée, c'est au premier chef une question d'équilibre : l'équilibre de l'Europe centrale, afin que, ni l'Autriche ni l'Allemagne n'y soient trop puissantes, et c'est cette question-là qui va déclencher la guerre.

Un arrangement devient difficile et cependant, sur le conseil du Tsar, la candidature est retirée ; tout sujet de conflit a donc disparu. Mais voici que, dans un conseil, tenu, le 12 juillet, à Saint Cloud, auquel n'assistent ni Emile Ollivier

ni les autres ministres, le duc de Gramont, seul présent, insiste auprès de l'Empereur et une dépêche est envoyée à Benedetti, exigeant du roi de Prusse l'assurance qu'il n'autorisera pas cette candidature, c'est-à-dire demandant des garanties pour l'avenir.

Benedetti revient à la charge pour obtenir une audience du Roi qui déclare que cette affaire ne lui a causé que de graves ennuis, mais qu'il ne peut prendre d'engagements pour l'avenir. Nouvelles insistances de Benedetti. Il se montre pressant au delà de ce que commande la circonspection, pour se conformer, avec trop de scrupules, aux exigences de son chef, se faire accorder l'audience sollicitée et obtenir les garanties nécessaires. Le Roi se contente d'envoyer son aide-de-camp pour dire qu'il approuve le désistement du prince et se réfère à ses précédentes déclarations. Autres insistances, nouveau refus d'audience, et à la gare d'Ems, avant de partir pour Berlin, le Roi répond à Benedetti, qui demande encore une audience, qu'il considère l'incident comme terminé. Bismarck avait été navré d'apprendre que les Hohenzollern retiraient leur candidature, il disait que « la Prusse avait reçu un soufflet de la France ». Personnellement il avait subi une défaite et pensa même démissionner. Mais la présomption folle du duc de Gramont va lui permettre de rétablir les choses en sa faveur.

Il reçoit à Berlin la dépêche qui relate ces faits : le Roi a décidé de ne plus recevoir le comte Benedetti, il n'a plus rien à lui dire. Bismarck abrège la dépêche, il la « truque » et lui donne une forme sèche et arrogante qu'elle n'avait pas. Communiquée à toute l'Europe, elle relate une fin de non-recevoir adressée à la France, en réponse à son insistance indiscrète qui cache un ultimatum brutal. La dépêche n'est pas un faux au sens littéral du mot, mais elle constitue un mensonge destiné à provoquer la guerre. Bismarck avait bien calculé. La dépêche produisit à Paris l'affolement qu'il cherchait : « l'effet du drapeau rouge sur le taureau gaulois ». L'extrême droite, les salons, les familiers de l'Impératrice s'emportèrent, et dans le conseil des Ministres du 14 juillet, malgré les faibles résistances de l'Empereur malade et affaibli déjà, depuis 1861,

l'appel des réserves est décidé. Le Corps législatif, en dépit de Thiers et de Gambetta, vote les crédits demandés par le ministère, après un examen superficiel des dépêches, sans connaître les négociations et sans entendre Benedetti arrivé le matin même à Paris. Et le conflit, qu'on aurait pu éviter en France, tant les motifs en apparaissent petits avec le recul de l'histoire, éclatait par la volonté de M. de Bismarck et les fautes accumulées du gouvernement impérial.

Comment l'Allemagne, attaquée et provoquée, ne se « lèverait-elle pas comme un seul homme » pour s'unir à la Prusse contre la France qui avait osé insulter un roi allemand personnellement très aimé ? Il fallait le venger. Tous les petits Etats, même ceux qui nous étaient les plus favorables, la Bavière, la Hesse, le Wurtemberg, qu'on n'avait pas soutenus par une négligence coupable, en 1866, se groupèrent pour défendre le sol allemand dont nous apparaissions comme les agresseurs. L'Allemagne partit à l'assaut avec une unanimité absolue de pensée et de volonté. On nous présentait aux Etats du Sud comme les agresseurs ; comment M. de Gramont et l'Impératrice pouvaient-ils espérer, en faisant décider la guerre, que ceux-ci marcheraient avec nous ?

Que fera l'Autriche ? Se placera-t-elle à nos côtés, pour prendre sa revanche de Sadowa ? Sa situation intérieure est devenue telle que le gouvernement n'a plus la même liberté d'action que précédemment en politique extérieure, car les Hongrois sont maintenant associés à l'Autriche.

François-Joseph avait échoué auprès de ses peuples avec la constitution unitaire de 1861, il n'était pas parvenu à la leur faire accepter. Il ne lui reste que deux systèmes en présence, ou le Dualisme qui partage l'Empire entre les Magyars et les Allemands, ou le Fédéralisme qui le morcelle en une infinité d'Etats. C'est vers le Dualisme qu'il penche ; il suspend la constitution de 1865 et se débarrasse du Reichsrat au grand mécontentement des libéraux de Vienne, et commence des négociations avec les Hongrois pour concilier leurs droits historiques avec l'unité de l'Empire. Ce fut M. de Beust qui favorisera cette politique, pensant avoir désormais, grâce à

cette entente avec la Hongrie, la tranquillité à l'intérieur.

Du reste, après les échecs de 1866, des concessions étaient nécessaires. Les Hongrois n'étaient-ils pas restés fidèles à la Monarchie dans la lutte contre la Prusse ? Ils pouvaient maintenant profiter de la détresse des Habsbourg pour leur dicter leurs conditions, ils avaient leur revanche. Et les Habsbourg avaient besoin des Hongrois contre les revendications panslavistes et contre l'hégémonie prussienne. Les Allemands de Vienne n'arrivaient pas à imposer leur loi aux diverses races de l'Empire ; les modérés Hongrois, très loyalement, leur offrirent une transaction avantageuse. Ils consentaient à une Autriche forte, pourvu qu'elle les soutînt contre les Croates, les Slovaques, les Serbes, les Roumains, pourvu qu'ils constituassent un royaume indépendant avec sa Diète et ses lois, rattaché au souverain seul. En revanche, ils lui offraient leur argent et leurs hommes pour la défendre dans le péril et renonçaient à toute direction hors de leur domaine propre. C'était une alliance fondée sur la communauté des dangers, un partage entre deux couronnes et deux races des peuples de l'Empire ; tel fut le Compromis de 1867 qui dura jusqu'à la chute de l'Empire d'Autriche-Hongrie. Les deux Etats étaient liés par un gouvernement commun. Les affaires communes aux pays représentés dans le Reichsrat de Vienne et aux Magyars : diplomatie, guerre, marine, étaient réglées par des ministres d'Empire, et d'autres affaires étaient traitées d'après des principes communs : commerce, douane, monnaie, etc... par deux congrès de délégués, les Délégations, qui siégeaient séparément et délibéraient dans leur langue. Avec cette organisation nouvelle, l'Autriche-Hongrie devenait une monarchie constitutionnelle et presque parlementaire.

La Hongrie sortait de là unifiée et plus forte. Une partie de ses rêves était atteinte, puisqu'elle pouvait satisfaire, indépendamment de l'Autriche, ses revendications de race ; aussi va-t-elle tenir pesamment sous le joug les autres nationalités et influencer sur la politique extérieure de la Monarchie dans la crise qui s'ouvre.

Les Hongrois, favorables à la Prusse, conseillent une neutralité imitée de celle de Napoléon III, en 1866, et Andrassy,

ministre-président, qui entretient les relations les plus amicales avec Bismarck, s'efforcera de peser sur la volonté de l'Empereur et son influence ne sera pas négligeable. Il est d'avis qu'il faut laisser à l'Autriche le temps de se refaire et surtout de se donner toutes les raisons d'entrer en guerre contre la Prusse, sinon la Hongrie voudra rester à l'écart. Si la Prusse tente d'absorber les Etats du Sud, comme il est fatal, alors la guerre sera toute indiquée. Du reste, pourquoi les Hongrois aideraient-ils l'Autriche à se relever de la défaite de 1866 ? Ils ne l'ont emporté dans l'Empire que du jour où l'Autriche a été exclue de la Confédération germanique. Si elle rentre à nouveau en Allemagne, au lendemain d'une guerre victorieuse, quelle sera leur situation ? Une Autriche faible est à leur merci ; ainsi la domination de la Prusse est une condition de leur indépendance. Celle-ci leur tient plus à cœur que l'intégrité des frontières françaises. Ils ne doivent pas compromettre par gloirie les libertés si péniblement conquises. Et le 14 juillet 1870, Andrassy déclarait à la Diète hongroise qu'aucun accord n'avait été conclu avec la France. Etait-ce exact ?

Si la cause de la France devait s'identifier avec la cause de la Monarchie, celle-ci, pense le comte Andrassy, ne pourrait contribuer au succès des armes françaises que dans « les limites du possible » ; ce sont des assurances très vagues, non des engagements. Le ministre invoque les difficultés intérieures, les répugnances des Hongrois à verser leur sang pour aider l'Autriche à reconquérir sa suprématie en Allemagne et se relever de la défaite de 1866, répugnance également des Allemands d'Autriche à prendre parti contre la Prusse. Dès 1869, n'en a-t-il pas averti Gramont ?

Et puis la Cour de Vienne ne peut agir seule, elle entend se concerter avec l'Italie : c'est peut-être là le moyen de retarder les engagements définitifs jusqu'aux premières victoires. Mais Florence se réservait, malgré l'appel de l'Empereur à l'ancienne fraternité d'armes et à l'amitié de Victor-Emmanuel. Celui-ci subordonnait son concours à la participation de l'Autriche, à l'évacuation du territoire romain et à son occupation par les troupes italiennes, car maintenant le

gouvernement de Florence est plus exigeant qu'en 1869 et l'exécution seule de la Convention de septembre ne lui suffit plus.

Cette évacuation, M. de Beust la patronnait également ; or le gouvernement impérial, comme en 1869, allait y faire de telles objections, demander à Victor-Emmanuel de telles garanties que rien ne pourrait se conclure (25 juillet).

L'Empereur croit pouvoir obtenir le concours de l'Italie en lui offrant le Tyrol, à défaut de Rome, singulière façon de s'attirer le concours de l'Autriche, et cependant M. de Beust, cédant aux sollicitations des agents de Victor-Emmanuel qu'entraîne leur sympathie pour la France et leur désir de conquérir Rome, semble de plus en plus disposé à transformer en alliance son entente avec l'Italie pour la neutralité. Lui et Vimercati se mettent à l'œuvre pour rédiger un traité de médiation armée entre l'Autriche et l'Italie, en sept articles, « d'après lequel les deux puissances devaient compléter leurs armements pour la défense de leur neutralité, éviter toute démarche séparée et se concerter constamment, soit en vue de la médiation, soit en vue de la guerre » (26 juillet). M. de Metternich en apporte la nouvelle aux Tuileries et la mobilisation se prépare en Autriche et en Italie. M. de Beust, en revanche, s'est engagé à régler la question romaine, mais M. de Gramont refuse avec indignation, au moment où, à Vienne, on s'achemine vers la conclusion d'une Triple Alliance (25 juillet) : « La France ne peut défendre son honneur sur le Rhin et le sacrifier sur le Tibre (1). » Il préférerait faire la guerre seul contre la Prusse avec des armées insuffisantes, mais sauver l'honneur !

Le Cabinet de Florence, après celui de Vienne, proclame, à son tour, la neutralité et cependant des négociations se poursuivent encore entre les ministres français, autrichiens et italiens, entre Vimercati et Witzthum à Vienne, pour mettre sur pied, entre l'Autriche et l'Italie, une alliance et décider de l'intervention.

(1) *Le duc de Gramont au prince de la Tour d'Auvergne*. Paris, 25 juillet et 26 juillet (1 heure du matin) ; V. Emile Bourgeois et E. Clermont, *Ibid.*, p. 293-294.

Au début, il ne s'agissait guère que d'une convention secrète à conclure entre l'Autriche et l'Italie pour stipuler une neutralité armée qui *pourrait* se changer plus tard en une coopération effective, lorsque les préparatifs militaires seraient achevés. Et cependant les négociations continuent ; les propositions autrichiennes peu à peu prennent corps et se précisent en un projet de traité porté, le 1<sup>er</sup> août, à Florence, par le comte de Witzthum et le 2 août, à Metz, par M. Vimercati. L'Autriche offrira ses bons offices pour que l'évacuation de Rome soit immédiate et suivie d'une solution conforme aux vœux de l'Italie (Art. 7). Le projet de traité abandonné, le 26 juillet, à Paris, est alors repris, le 2 août, et la discussion s'en fait fiévreusement, par télégrammes, entre le quai d'Orsay, le Baleplatz et Florence. Mais à nouveau la question de Rome paralyse les négociations et les arrête encore. Le refus de Paris est formel : « Nous renoncerons plutôt aux alliances que nous avons recherchées » avait télégraphié Gramont à notre ambassadeur à Vienne, le 27 juillet, (1), pour bien préciser l'attitude du cabinet des Tuileries, et, le 3 août, à l'Impératrice : « Malgré les efforts de Napoléon, je ne cède pas sur Rome », et il biffe l'article 7 du projet de traité. Quant à l'Empereur, arrivé, à Metz, au lendemain de nos premières défaites, il ne veut également rien accorder de ce qui était convenu (2). Il est facile d'écrire aujourd'hui que si nous avions cédé, l'Autriche et l'Italie n'auraient pas tenu parole et auraient renié leur signature, qui le prouve ?

Au surplus les désastres subis par la France mirent fin à toutes les négociations et M. de Beust s'empressa d'effacer les traces de ses anciennes complaisances en proclamant qu'il était libre de tout engagement.

L'occasion cependant était unique pour lui de tomber avec audace sur les derrières des armées prussiennes, de relever

(1) *Le duc de Gramont au prince de la Tour d'Auvergne*, 27 juillet, 9 heures du matin.

(2) « J'ai vu Vimercati, je n'ai rien cédé de ce qui était convenu entre nous » (Napoléon III au duc de Gramont, 4 août). « Il nous est impossible de ne rien faire pour Rome... si l'Italie ne veut pas marcher, qu'elle reste » (Gramont). « Aucune alliance ne vaut qu'on manque à l'honneur » (Emile Ollivier).

son pays et même de le sauver. Les résistances de la Hongrie — il l'a avoué dans ses *Mémoires* (1) — n'étaient pas même un obstacle. Cette occasion, pas plus que Napoléon en 1866, il ne sut ou ne voulut la saisir. Il manquait de l'esprit de justesse et de pénétration et n'était pas de taille à profiter d'une telle invite de la fortune (2). En deux circonstances tragiques, la Prusse pouvait être arrêtée dans l'accomplissement de ses desseins et l'équilibre de l'Europe centrale assuré ; les chances passèrent et la décision qui sauverait tout ne vint pas.

On peut toujours se demander jusqu'à quel point Beust voulait intervenir ? Il nous a reproché de ne l'avoir pas mis au courant de nos difficultés avec les Hohenzollern, comme plus tard le fera l'Italie à l'égard de l'Allemagne après l'attentat de Sarajevo. Il ressort de l'étude de ses *Mémoires* que, maintes fois, il « a cherché à apaiser les choses..., il a déconseillé la guerre ». Il n'a rien dit ou écrit, affirme-t-il, qui ait permis au duc de Gramont de croire que l'Autriche fournirait son « appui armé » ; il n'y avait pas, entre la France et l'Autriche, « de convention dirigée contre la Prusse », et l'Autriche « ne songeait en aucune façon à une entreprise de ce genre » (3). Le gentilhomme français a été bien présomptueux de supposer que l'Autriche *nécessairement* prendrait part au conflit et bien coupable de le laisser croire, à la veille du conflit, aux principaux leaders du Corps Législatif.

Dans une dépêche de Metternich, du 11 juillet, Beust précise les intentions de l'Autriche. « Le seul engagement que nous avons contracté réciproquement consiste à ne pas nous entendre avec une puissance tierce, à l'insu l'un de l'autre (4). Comment la diplomatie impériale avait-elle pu, avec tant de légèreté, s'abuser, au point de croire qu'il y avait alliance là où il n'y avait qu'une simple déclaration d'amitié ? Comment

(1) T. II, p. 377.

(2) Emile Ollivier. *Op. cit.*, t. XV, p. 458.

(3) Comte de Beust. *Mémoires. Op. cit.*, p. 325-328.

(4) *Dépêche du prince de Metternich à Paris*, 11 juillet 1870, p. 332. *Idem. Lettre particulière du comte de Beust au duc de Gramont*, 4 janvier 1873, p. 359.



pouvions-nous espérer que l'Autriche se compromettrait en notre faveur, alors que nous l'avions chassée d'Italie et laissée écraser en 1866 ? C'était lui demander trop d'abnégation. Tout s'enchaîne en histoire, et nous étions, en 1870, les victimes des erreurs précédentes. Ainsi Andrassy put faire aisément prédominer ses vues : « Que devons-nous à la France, disait-il ; son Empereur a parlé à l'Autriche comme un cavalier dit à un autre : « Chevauchons ensemble, puis sans le prévenir, selle son cheval, part au galop et crie à son compagnon qui a encore sa selle à son côté : « Suis-moi ! », et il persuada François-Joseph et Beust de proclamer la neutralité de l'Autriche ; c'était pour nous la débâcle.

Dans la *Ligue des Neutres* qui allait se constituer après l'abstention de l'Autriche et de l'Italie, Beust pensait encore qu'une action commune se dessinerait pour offrir la médiation aux belligérants. Mais par malheur l'Angleterre ne voulait point éteindre l'incendie, trop heureuse de voir abaisser la France, et puis les antagonistes consentiraient-ils à cesser la lutte ?

Le gouvernement autrichien et Beust virent avec peine les succès de la Prusse ; même après Sedan, ils continuèrent d'armer. Bismarck s'efforça, par son habile propagande chez les Allemands de Vienne, de démontrer qu'une étroite entente avec Berlin était devenue nécessaire. C'était la thèse que soutenait la *Neue Freie Presse*. Mais Beust n'était pas encore convaincu et ne voulait pas abandonner la France de façon absolue, aussi faisait-il montre des meilleures dispositions envers le gouvernement de la Défense Nationale et Gambetta et prodiguait-il ses encouragements. Bismarck fit pression sur lui. Dès le 14 décembre, il lui offrait son alliance. Comment Beust pouvait-il refuser la main que lui tendait le puissant Etat qui allait se constituer ? La revanche d'Olmütz était complète ; Bismarck était libre d'attacher à son char de triomphe son adversaire le plus constant (1).

Mais actuellement Bismarck, pour assurer l'hégémonie de la Prusse, doit désarmer l'opposition des Etats du Sud. Il

(1) E. Denis. *Op. cit.*, p. 503.

faut qu'ils entrent dans la Confédération et qu'ainsi soit restauré l'illustre Empire germanique. La tâche est ardue et Bismarck ne veut pas brusquer les choses. Les radicaux unitaires parlaient de trancher dans le vif, de médiatiser simplement les petits souverains. Mais Bismarck ne voulait pas se livrer complètement aux libéraux en extirpant tout particularisme et en refondant l'Allemagne de fond en comble. L'Empire ne sera qu'un nouveau fleuron de la couronne des Hohenzollern. Il sera fait, non par le peuple, mais par les princes ; il faut ménager l'amour-propre des princes, ils seront de meilleure composition que les libéraux. Dans le nouvel Empire, les monarques de second rang devront garder quelque indépendance et quelque influence.

Les princes fédérés du Nord ne sont point défavorables à la création de l'Empire. Ils ont gardé dans l'esprit le souvenir du Saint Empire romain et ils aiment mieux être les vassaux d'un Empereur allemand que du roi de Prusse. Les quatre monarques du Sud, au contraire, étaient divisés : en Bavière, et en Wurtemberg on était aussi jaloux de son indépendance qu'enthousiaste de l'unité. Avec l'amour de l'Empire germanique, tout Allemand porte dans son cœur l'amour de sa petite patrie.

En Bavière, les succès militaires avaient exalté l'orgueil des patriotes autonomes et ceux-ci se croyaient autorisés à revendiquer, pour leur patrie, une situation privilégiée. Le comte de Bray, pour sauver les droits de la Bavière, se décide à traiter ; ainsi les Hohenzollern et les Wittelsbach seront presque des égaux et se placeront sur le même pied. Il propose à Bismarck la création d'une nouvelle union avec un Parlement à compétence restreinte où chaque Etat conservera certains droits de souveraineté : légation, législation, finances, armée, postes, chemins de fer. Cette timide proposition était une invile à traiter : Bismarck l'attendait et la préférait à celle des autres princes, à celle du Bade, par exemple ; il s'en empara et envoya Delbrück à Munich converser avec Bray et le premier ministre du Wurtemberg. On avait une base de discussion, il n'y avait plus qu'à obtenir des concessions. La Saxe et le Bade poussaient fortement à l'unité, cela emportera les dernières résis-

tances de la Bavière ; l'union allemande était assurée. Bismarck convoqua les Princes à Versailles pour décider du sort de l'Allemagne dans l'enivrement des victoires communes qui étaient surtout des victoires prussiennes.

Mais voici qu'à Versailles les exigences de la Bavière arrêtaient les négociations : elle voulait conserver l'indépendance de la diplomatie et de l'armée. D'autre part Bray se proposait d'unir la nouvelle Confédération à la Bavière par un traité d'amitié qui les lierait intimement ; à côté de l'Empereur allemand, le roi de Bavière apparaîtrait comme le représentant de l'Empire ; les deux souverains représenteraient ensemble le tout. Du reste le roi Louis avait même des visées territoriales ; il pensait mettre à l'enchère son adhésion en annexant le Palatinat badois. Tout faillit se gâter, car le Wurtemberg, où les particularistes étaient maîtres de la situation, refusait de signer sans la Bavière (11 novembre). Bismarck, très inquiet, se résolut à traiter coûte que coûte avec la Bavière, au prix de concessions. Il menaça les Princes, s'ils ne voulaient pas prendre l'initiative de l'unité allemande, de leur forcer la main par la pression du peuple ; alors l'unité se ferait à leur détriment. L'argument porta, mais Bismarck, néanmoins, s'il fut intransigeant sur la demande d'annexion du roi Louis, lui accorda une certaine indépendance, comme il le désirait. La Bavière conservait ses postes et ses télégraphes, ses chemins de fer, son armée, son droit de légation, elle avait le second rang en Allemagne, le droit de former un Comité des Affaires étrangères avec la Saxe et le Wurtemberg, et de présider le Conseil fédéral en l'absence du représentant prussien. Evidemment cette indépendance était toute nominale, mais les apparences étaient sauves pour la Maison des Wittelsbach. A son tour, le Wurtemberg dut se résigner, ne conservant son indépendance que pour les postes. L'unité allemande était faite et par les princes.

Il fallait maintenant que l'Empire germanique, abattu jadis par la France, fut reconstitué par ses désastres et que le roi de Prusse ceignît la couronne de Charlemagne. Mais Bismarck voulait encore que cet Empire fût fondé par les Princes et hors des parlementaires ; ainsi les « grandes maisons prin-

cières d'Allemagne ne perdraient rien de leur haute situation en Europe par l'existence d'un Empereur allemand choisi par elles. « Il s'était réjoui que Frédéric-Guillaume IV eût refusé la couronne que lui offrait le Parlement de Francfort, issu de la Révolution et des barricades. Le moment n'était pas opportun, car le programme révolutionnaire aurait alors triomphé (1). Il voulait que le plus élevé parmi ses pairs présentât maintenant au roi Guillaume la tiare des vieux Empe-reurs. Habilement, il parvint à vaincre les répugnances du roi Louis qui décida d'écrire au roi de Prusse et lui demanda de présider la Confédération créée sur la base de l'union des princes avec le titre d'Empereur allemand. Mais Guillaume résista, ne pouvant se résoudre à changer son titre, et quand il se décida enfin, il voulut être Empereur d'Allemagne « ou ne plus être Empereur du tout ». Mais c'était remettre en question toute l'opposition des particularistes et de la Bavière. « Le titre d'Empereur d'Allemagne impliquait des prétentions souveraines sur les territoires non prussiens et les princes n'auraient pas été disposés à les reconnaître (2) », et le roi céda encore à l'autoritaire implacable qu'était Bismarck. Il resta l'Empe-reur allemand, le *deutscher Kaiser*. Devant les princes et les généraux assemblés, loin des députés, dans le cliquetis des armes, le scintillement des uniformes et des armures, l'Em-pire allemand était proclamé à Versailles, dans la galerie des glaces, comme pour y effacer deux siècles de gloire. En annexant l'Alsace-Lorraine, qui devenait terre d'Empire (*Reichsland*), l'unité allemande était scellée par les victoires communes, par ce butin conquis en commun qui ne sera à personne, mais à tous, à l'Allemagne entière dont les terri-toires perdus sont enfin recouvrés.

(1) *Pensées et Souvenirs. Op. cit.*, t. I, p. 76.

(2) *Pensées et Souvenirs. Op. cit.*, t. II, p. 143.

## CHAPITRE IV

### LA TRIPLE ALLIANCE EN EUROPE CENTRALE. SES CONSÉQUENCES

---

L'Allemagne, jusqu'en 1866, était la nation la plus morcelée du continent ; Talleyrand et Metternich, l'un reprenant la politique traditionnelle de la Monarchie, l'autre voulant installer la prépondérance de l'Empereur, y avaient rendu l'anarchie incurable. Certains Français, maladroitement, en gémissaient et la politique de Napoléon III avait tendu à préparer l'unité allemande corollaire de l'unité italienne. Sur ses derniers jours, l'Empereur, avouant qu'il « avait joué la mauvaise carte », avait compris que la formation de l'Empire allemand substituait à une agglomération d'Etats inoffensifs une Monarchie redoutable, il n'avait en tout cas pas prévu que les deux unités se rejoindraient bientôt.

En restaurant l'Empire allemand, Bismarck avait d'autres pensées. Il avait repris la vieille œuvre allemande du Moyen-Age, réussissant ce que ni Charlemagne ni Frédéric Barberousse ni Charles-Quint n'avaient complètement réalisé. Le Moyen-Age se reliait par dessus les siècles aux temps modernes, comme pour leur imposer ses mêmes conceptions d'équilibre et de domination. L'histoire se renouvelait sous la même forme, allait-elle aboutir à une consolidation définitive ? Du moins il était essentiel à M. de Bismarck qu'il achevât sa victoire et son œuvre.

Il considérait certes, comme fragile, cette œuvre appuyée sur la force. Elle n'aurait aucune solidité, si elle n'était entourée de bastions puissants. De même que les Empereurs germaniques avaient aussi bien régné à Francfort, à Vienne,

qu'à Rome, il fallait que désormais un lien solide unit entre eux ces pays qui étaient dans « la mouvance allemande ». Au temps du Saint Empire romain de la nation germanique, une union fondée sur le droit politique était établie entre l'Allemagne et la Monarchie des Habsbourg et ces groupes d'Etats de l'Europe centrale étaient obligés de se soutenir les uns les autres au moins théoriquement. Aujourd'hui, comme une union est nécessaire entre l'Autriche et l'Empire d'Allemagne, écrit M. de Bismarck, dans ses *Pensées et Souvenirs*, elle doit être recherchée par n'importe quel moyen en dépit même de l'opinion publique. « Une telle alliance est une garantie essentielle de la paix européenne et de la sécurité de l'Allemagne... elle répond aux traditions historiques de l'Allemagne 1). » Ce n'était pas sans raisons que Bismarck avait ménagé l'Autriche à la paix de Prague. Une alliance avec l'Autriche était d'autant plus nécessaire qu'il avait craint davantage une entente entre cette puissance et la France. Elle avait failli réussir dans les dernières années du Second Empire, et sans cesse devant ses yeux, se dressait le fantôme de la coalition de 1756. Si la France et l'Autriche s'étaient unies en 1866 et en 1870, le développement de l'Etat prussien eût été arrêté net.

Au lendemain de Sedan, à Meaux, Bismarck avait sondé les cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg, afin de conclure une alliance entre elles deux avec « l'arrière-pensée que l'Italie monarchique viendrait s'y joindre » (2). Aussitôt la paix conclue, il commença ses avances à François-Joseph ; le terrain était favorable. Les succès prestigieux des armées allemandes avaient impressionné les frères de même race en Autriche et M. de Beust, malgré ses sentiments personnels, s'inclinait. Des compliments étaient échangés, le chancelier se faisait de miel et François-Joseph envoyait un aide de camp congratuler le vieil Empereur lors de son anniversaire. Il fallait marcher de pair avec l'Allemagne, pensait M. de Beust, la Russie n'était plus un adversaire, et « au centre de l'Europe, on élèverait un boulevard où régnerait l'esprit de

(1) *Ibid.*, p. 271.

(2) *Op. cit.*, t. II, p. 280, 281, 285, 303.

modération, d'estime et de confiance » (1). C'était le plan même de Bismarck, mais le chancelier ne pensait pas que M. de Beust, trop suspect à ses yeux, pût en être constitué le gardien.

La politique de Beust, au lieu d'être énergique et ferme, était flottante et incertaine, accordant trop de concessions aux races d'Autriche-Hongrie pour maintenir le *statu quo* à l'intérieur de l'Empire. Il préconisait bien, à l'extérieur, une *politique des mains libres*, recherchant l'amitié de l'Allemagne et visant au maintien de la paix. Mais ce qu'il fallait aux Hongrois, prépondérants dans la Monarchie, c'était une alliance avec l'Allemagne, les garantissant contre la Russie et contre les Slaves, et à M. de Bismarck, un ministre audacieux qui assurerait la prépondérance au Germanisme contre le Fédéralisme, dégagé de toute arrière-pensée dans les affaires allemandes, prêt à inaugurer une politique nouvelle là où les destins de l'Autriche devaient l'entraîner désormais. Aussi après l'entrevue de Salzbourg (Sept. 1871), le départ de M. de Beust était-il décidé, et le chef de la politique hongroise, le comte Andrassy, homme d'Orient dépourvu de toute ambition en Allemagne, était le mieux capable de réaliser l'alliance étroite avec la Prusse, prélude de l'écrasement des Slaves et de la domination allemande sur le « boulevard de l'Europe ». Grâce à lui, Bismarck pourra créer, au centre de l'Europe, cette ligue entre les Etats dont il rêve.

Pour s'assurer l'amitié du Cabinet de Vienne dans les affaires d'Occident, les Allemands chercheront à dédommager l'Autriche du côté de l'Orient, à la mettre à l'abri de la politique d'expansion de la Russie. Ce qu'elle a perdu en Allemagne, l'Autriche pourra le recouvrer dans les Balkans ; le comte Andrassy ne se fera pas faute d'exploiter l'amitié de la Prusse pour l'Etat magyar et commencera cette marche vers l'Est, cet « itinéraire forcé » vers les Balkans qui conduira l'Autriche à une nouvelle guerre.

Andrassy peut entraîner désormais François-Joseph à Berlin (sept. 1872). Mais il a une autre œuvre à remplir, conséquence de la précédente. Il doit surveiller de très près la

(1) Comte de Beust. *Mémoires*. Op. cit.. t. II, p. 472.

Russie, toujours tentée de prendre les Slaves sous sa protection. Alarmé des périls qui menacent la Monarchie autrichienne et plus spécialement sa propre patrie, il persuade à M. de Bismarck qu'il sera d'une grande utilité de laisser l'Empereur de Russie assister à l'entrevue de Berlin. Cette entrevue n'a ni pour origine la volonté du chancelier allemand, ni pour objet les affaires de France ou d'Allemagne ; elle a été préparée par l'Autriche et acceptée par la Russie pour examiner la situation de l'Orient. Les Hongrois obtiennent la certitude d'une action prépondérante dans la Monarchie, et l'Allemagne la garantie de ses conquêtes. « Par sa volonté, l'Etat hongrois s'appuyait sur l'Empire allemand, sur ses armées, pour contenir dans tout l'Orient et soumettre la race slave. Il se chargeait sur le Danube de la même œuvre que l'Etat prussien au pied des Vosges ; aux aspirations des races et des nations, la Hongrie oppose la barrière de ses armées et de ses alliances (1). » L'entrevue de Berlin va sceller définitivement l'entente étroite de l'Autriche et de l'Allemagne, les souvenirs de Sadowa étaient effacés, mais le Tsar ne voulait point s'engager. Bismarck pensa obtenir de lui la garantie du nouvel équilibre de l'Europe centrale, tout favorable à la Prusse. Alexandre refusa d'abdiquer l'indépendance de son Empire dans la direction des affaires extérieures ; cette indépendance, il s'en servira bientôt dans les affaires d'Orient.

Les Hongrois avaient leur revanche ; leur action était même prépondérante, puisqu'ils dirigeaient la politique de la Monarchie. Il était également nécessaire à Berlin d'asseoir solidement l'hégémonie allemande sur les Slaves pour les contenir, eux que la Russie, d'un mot, pouvait soulever. Berlin a livré les Slaves à l'Autriche et va se contenter de surveiller les Russes, puisque ceux-ci n'acceptent pas les propositions qui leur sont faites. Il ne lui déplait même pas de susciter entre l'Autriche et la Russie, pour cette même question slave, un antagonisme implacable de façon à rendre indispensable à la Double Monarchie l'amitié et l'alliance de l'Em-

(1) Emile Bourgeois. *Op., cit.*, t. III p., 769 788.



pire d'Allemagne et lui imposer le rôle de sentinelle du Germanisme militant contre l'Orient. Dans cette politique, qui semble illogique et à courte vue, mais qui est l'aboutissement d'un rêve de plusieurs siècles, est contenu le germe de la guerre de 1914.

L'Europe centrale et danubienne est le pivot de la politique européenne, l'Allemagne agrandie et forte doit y dominer, rejetant vers l'Orient l'Autriche qui y régnait bien avant elle, dont les ambitions sont inassouvies, mais qui est obligée, par ses défaites, de suivre le vainqueur dans toutes ses entreprises. Alors c'est la rencontre fatale avec la Russie, protectrice des Slaves, défenseur des libertés de l'Orient que la tradition réserve à son influence ou à son expansion. Voilà, n'est-il pas vrai, un motif certain de conflit ?

Déjà la querelle qui éclate entre les Russes et les Turcs (1876) fournira au comte Andrassy le moyen de satisfaire ses nouvelles visées politiques encouragées à Berlin, et qui sont un moyen essentiel de contenir les Slaves. Si les résultats de cette nouvelle guerre sont heureux, le *statu quo* sera désormais impossible.

Il l'est devenu nécessairement depuis le jour où Bismarck songea à introduire l'Autriche dans les Balkans pour conjurer le danger menaçant entre elle et la Russie, sans penser qu'il précipitait le conflit, et où Andrassy, succédant à M. de Beust et à « sa politique des mains libres », parut accepter les conséquences de la politique allemande, tout en cherchant à les écarter. Par une convention secrète, conclue à Vienne avec la Russie (18 janvier 1877), il était stipulé que, si la guerre amenait l'anéantissement complet de la Turquie, la création d'une grande Bulgarie et l'agrandissement de la Serbie et du Monténégro, l'Autriche recevrait des compensations et se réserverait le droit d'occuper la Bosnie-Herzégovine. Ces conditions, la guerre ne les remplit pas entièrement, puisque Constantinople ne fut pas prise à cause de l'opposition de l'Angleterre, et le rapprochement des frontières de la Serbie et du Monténégro ne fut pas réalisé à San-Stefano. Mais il était dans la pensée de M. de Bismarck d'entraîner Andrassy

vers l'Orient en lui faisant occuper les provinces de Bosnie-Herzégovine, rempart contre l'influence de la Russie ; il avait pour lui la complicité de l'Angleterre qui favorisait cette politique pour que l'Autriche-Hongrie, en mécontentant la Russie par ses agrandissements, fût docile à ses vues.

En occupant la Bosnie-Herzégovine, Andrassy barrait la route au grand Etat serbe qui se formerait inévitablement, s'il n'y mettait pas d'obstacle ; il fermait aux Serbes le chemin de la mer. Il coupait en deux ou trois tronçons l'Etat slave que constituerait l'union de la Serbie, du Monténégro et de la Bosnie-Herzégovine, entraînant peut-être avec lui les Croates et les Slovènes. Qu'advierait-il alors de l'unité de la Monarchie ? Cette Bosnie-Herzégovine n'était-elle pas comme un pont d'or jeté entre les besoins d'expansion de la Monarchie et les marchés de l'Orient, remplaçant un jour les pertes éprouvées par elle au centre de l'Allemagne ? Bismarck avait donc bien des raisons essentielles de pousser la Russie, à la veille du congrès de Berlin, à prendre son parti d'une occupation de la Bosnie-Herzégovine. « Pourquoi, disait-il à l'ambassadeur russe, voulez-vous empêcher l'Autriche de s'empêtrer dans la partie occidentale de la Péninsule des Balkans, si elle y tient tant ? » (1).

Du reste, le ministre de François-Joseph et les Hongrois ne voulaient point d'une annexion qui aurait trop augmenté le nombre des Slaves dans la Monarchie dualiste ou irrité la Russie inutilement, une simple occupation suffisait. C'était un état de choses différent en droit, mais à peu près identique en fait, conciliant tous les appetits, brisant pour le plus long temps possible l'élan des Slaves des Balkans, décourageant leurs prétentions, prévenant toute union entre leurs éléments épars (Art. 25 du Traité de Berlin). « Plutôt le partage de l'Empire Ottoman, disait-il, que l'autonomie de ses provinces slaves ».

Le comte Andrassy, par son habile politique, avait réussi à maintenir l'équilibre du côté des Balkans, tout en développant l'influence de la Monarchie. De cette politique, Bis-

(1) Dépêche de M. d'Oubril au prince Gortchakoff, 16 février 1878.

marck avait été l'intermédiaire très efficace, conseiller, négociant pour infliger aux Slaves une défaite décisive, tel jadis Frédéric II dans la querelle entre Turcs et Russes. Mais ce succès, Andrassy l'achetait au prix de l'inimitié de la Russie. Cette puissance ne pouvait pardonner à l'Autriche d'avoir acquis deux provinces qu'elle ne consentait à lui donner que si elle-même devenait maîtresse de la Péninsule. Prévoyant cette hostilité qui pouvait déranger le *statu quo* établi, Andrassy n'avait plus qu'une ressource, se jeter résolument dans les bras de l'Allemagne.

Cette alliance formelle, le prince de Bismarck l'avait assez préparée pour qu'elle eût lieu ; n'avait-il pas empêché, qu'en 1866, on enlevât à l'Autriche des territoires, exposant qu'il fallait favoriser ses vues orientales pour lui faire oublier son éviction d'Allemagne et la mettre en opposition contre la Russie ? Ainsi il la soudait plus étroitement à l'Allemagne et lui ôtait toute possibilité de s'allier un jour à la France : « Nous avons fait des guerres victorieuses à deux grandes puissances européennes. Il importait de soustraire au moins un des deux puissants adversaires, que nous avons vaincus en rase campagne, à la tentation de s'allier à d'autres pour prendre sa revanche » (1). Bref il souhaitait d'autant plus l'alliance avec l'Autriche qu'il allait se heurter de front à l'hostilité de la Russie depuis qu'il avait limité, au Congrès de Berlin, ses extensions de puissance dans les Balkans. Au mois d'août 1879, de séjour aux eaux de Gastein, il invita le comte Andrassy à se rendre auprès de lui et le projet d'une double alliance y fut élaborée : « Contre une alliance franco-russe, déclara le comte Andrassy, le coup qu'il faut jouer est une alliance austro-allemande » (2). Le ministre austro-hongrois ne pensait qu'à une alliance défensive contre une attaque de la Russie, au maintien du *statu quo* ; il refusait « d'étendre l'alliance et d'attaquer d'autres puissances que la Russie » (3). Sa seule pensée était de se protéger contre la Russie, alors que l'idée de Bismarck était surtout d'enchaîner l'Autriche à

(1) *Pensées et Souvenirs*, Op. cit., t. II, p. 275.

(2) *Pensées et Souvenirs*. Ibid., p. 281.

(3) Ibid.

sa politique par une alliance à la fois offensive et défensive, « fondée sur la coopération de tous les facteurs constitutionnels, obligeant la Monarchie danubienne à participer à une guerre éventuelle contre l'Allemagne et la France », ce qu'Andrassy refusa de conseiller à François-Joseph (1).

Bismarck devait se douter des dangers d'un nouveau traité. Il brisait l'entente avec la Russie qui lui avait été si favorable dans les moments difficiles, et il obligeait cette puissance à rechercher une nouvelle amitié qu'elle ne pouvait trouver désormais qu'à Paris. Comment le chancelier avait-il pu se tromper à ce point, lui dont toutes les combinaisons diplomatiques ne laissaient rien au hasard et procédaient du plus froid calcul !

Un instant, il avait songé à constituer, avec la Russie, une nouvelle alliance contre les idées libérales en Europe, à laquelle adhérerait l'Autriche. Même après 1876, il pensait, sous forme de contre-assurance, conserver un certain lien avec la Russie, mais les événements étaient tels, la tradition, la situation géographique et sociale des peuples étaient tels qu'il lui fallait opter et son choix était fait. Une entente avec la Russie l'obligeait à rompre avec l'Autriche et c'était l'isolement au centre de l'Europe, sinon il lui fallait tomber sous la dépendance russe. Mais « même si nous subordonnions pour un temps notre politique à celle de la Russie, dit-il, plus tard au Reichstag (6 février 1888), nous n'éviterions pas, malgré nos efforts et notre volonté, d'entrer en conflit avec elle ». Et cependant Guillaume I<sup>er</sup> ne lui ménageait pas les avertissements et les conseils, résolu qu'il était à maintenir, entre Berlin et Pétersbourg, une grande cordialité de rapports, car pour lui, le principal ennemi de l'Allemagne, c'était la France.

En réalité, l'alliance avec l'Autriche était l'aboutissement fatal de la politique allemande et cette alliance instituait l'hégémonie germanique dans l'Europe centrale. Il fallait qu'une ligue de défense fût constituée autour du nouvel Empire ; elle ne pouvait trouver son point d'appui qu'à Vienne et

(1) S. E. le comte Julius Andrassy, actuellement député au Parlement de Budapest, fils du précédent, m'a très nettement déclaré (janvier 1923) que son père s'était toujours énergiquement opposé à ce que la Triple Alliance fut dirigée contre la France et n'avait pas voulu qu'elle contînt une clause en ce sens.

une autre alliance, pour la compléter et l'achever, devait s'y joindre à son tour, l'alliance avec l'Italie : c'était la condition de la domination allemande. A ses origines même, l'Etat prussien, nous l'avons vu, était synonyme de guerre, de conquête, d'hégémonie ; devenu Empire allemand, il renouait, à Versailles, la pure tradition des Césars allemands, héritiers des Empereurs romains, il la prolongeait à Vienne et à Rome ; tout était calculé avec la plus exacte précision.

Puisque Bismarck, continuant la tradition millénaire, voulait appuyer l'Empire sur un bloc solide en Europe centrale, il lui fallait nécessairement l'adhésion de l'Italie. Il chercherait ainsi à réaliser cette Triple Alliance que Napoléon III avait tenté de conclure, de 1868 à 1870, avec l'Italie et l'Autriche contre les entreprises de la Prusse, et qui avait échoué, lors de nos premiers désastres, pour les raisons que nous avons indiquées (1). Depuis 1871, une entente étroite s'était formée entre l'Italie et l'Autriche. Celle-ci avait accepté, bien que puissance catholique, et avant la France, l'occupation de Rome et la loi des Garanties ; ainsi les Italiens ne craignaient pas que la possession de Rome leur fût contestée à Vienne, mais ce danger, ils le redoutaient du côté des catholiques français. De même ils avaient toutes les garanties du côté de la Prusse où Bismarck lançait le *Kulturkampf* ; la lutte commune des deux Etats contre la Papauté les unissait davantage. Des visites cordiales s'échangèrent entre les souverains des deux pays. En septembre 1873, Victor-Emmanuel était allé à Vienne et à Berlin, se faire pardonner ses hésitations de 1870 entre la Prusse et la France.

Il était évident que la revendication des territoires de langue italienne, Trente, Trieste, le Tyrol méridional, une partie du littoral adriatique, toute cette *Italia irredenta*, semblaient un obstacle à la conclusion d'une Entente avec l'Autriche. Mais les conseils de Bismarck se firent de plus en plus pressants ; il représentait la France comme dominée par le cléricalisme et capable de rétablir le pouvoir temporel du

(1) Voir plus haut p. 228 et E. Bourgeois et E. Clermont, *Op. cit.*, p. 221 et suiv.

Pape. Et puis, pour aller à Berlin, ne fallait-il pas passer par Vienne, écrivait alors M. Sonnino (1) ? Et le jeune royaume d'Italie avait besoin de l'appui de la Prusse. D'autre part le protectorat français à Tunis provoquait une grande excitation en Italie ; Depretis et Mancini en profitèrent pour accéder aux désirs de Bismarck et se préparer à conclure l'alliance.

Du reste, à Rome, on la souhaitait également. Crispi, représentant le parti radical, avait été appelé à la Présidence du Conseil et se rendait à Gastein (17 septembre 1877), auprès de Bismarck, pour préparer l'alliance. Il jugeait nécessaire contre la France et au besoin contre l'Autriche. Bismarck le renvoya à Andrassy, avec lequel il était d'accord, mais celui-ci ne voulut pas se prononcer. En tout cas les hommes d'Etat italiens étaient de plus en plus décidés à un rapprochement avec les Habsbourg que Bismarck leur conseillait si fortement ; et, le 3 septembre 1880, partait de la villa Belgirata, près du lac Majeur, sur les instructions du comte Maffei, très inquiet de l'action hostile des Français à Tunis, et de Cairoli, un émissaire allemand, Görke, qui devait porter au prince de Reuss, représentant de l'Allemagne à Vienne, une proposition d'entente avec les cours d'Italie et d'Autriche destinée au prince de Bismarck. Cette action dirigée spécialement contre la France pouvait mener, dans la pensée de ses auteurs, à la reprise de Nice et de la Savoie. Et pendant ce temps, Bismarck, heureux de pouvoir un jour exploiter contre nous le dépit de l'Italie, multipliait, avec sa duplicité habituelle, les assurances de bienveillance auprès de M. de Saint-Vallier et encourageait nos entreprises coloniales pour nous rejeter loin du continent et de l'Europe centrale (avril 1880-juillet 1881).

Le 29 octobre 1881, le roi Humbert et la reine Marguerite se rendaient à Vienne, pensant au moins obtenir de l'Empereur une garantie officielle de l'unité italienne et de la possession de Rome. Si le gouvernement de Vienne ne céda pas entièrement aux sollicitations de la Monarchie en détresse,

(1) Voir notre brochure, *La politique orientale de l'Italie et le maintien de la Triple Alliance*, 1914, p. 12.

du moins il tenait à la fortifier avec l'espoir de la réconcilier plus tard avec le Pape. Du reste, M. de Bismarck veillait et suggéra, pour que la négociation n'échouât pas, d'offrir à l'Italie une aide militaire contre une attaque non provoquée de la Maison de Savoie, puisque seule la France pouvait, à ses yeux, lui en contester la possession (1).

Bref, les calculs de la diplomatie l'emportaient. La propagande de M. de Bismarck avait si bien démontré comme réelle la prétendue perfidie de la France que le nouveau pacte allait être accueilli en Italie avec la plus vive satisfaction. Le 20 mai 1882, était signé, à Vienne, le traité qui liait les trois pays pour cinq ans, instituant une garantie territoriale d'après laquelle chacun des signataires s'engageait à se joindre à la défense de celui de ses alliés qui serait l'objet d'une agression étrangère. Il devait être renouvelé, le 20 février 1887, le 6 mai 1891, le 6 mai 1896, le 28 juin 1902, puis le 8 juillet 1907 et le 5 décembre 1912, époque à laquelle un accord spécial stipula que l'alliance se prolongerait automatiquement de trois ans en trois ans, au cas où aucune des parties contractantes ne ferait usage de son droit de dénoncer le traité deux ans avant son expiration.

L'Allemagne attaquée par la Russie peut compter sur l'Italie et l'Autriche ; l'Allemagne attaquée par la France peut compter sur l'Italie, et l'Italie attaquée par la France peut compter sur l'Allemagne et sur l'Autriche-Hongrie, s'il n'y a pas provocation de sa part (art. 2).

L'Autriche-Hongrie, elle, n'est tenue de prêter secours à l'Allemagne que si une grande puissance s'allie à la France. De même l'Italie ne sera pas obligée de secourir l'Autriche, si celle-ci est attaquée par la Russie seule. Elle observera une neutralité bienveillante à l'égard de l'Autriche. D'autre part, si l'une de ces parties contractantes attaque une puissance qui la menace, les autres observeront la neutralité.

Il est à noter que le traité ne contenait aucun accord mili-

(1) E. Bourgeois. *Communication à l'Académie des Sciences Morales et Politiques. Les origines de la Triple Alliance et la question romaine*, mars 1925 et voir *Die Grosse Politik der Europäischen Kabinetten*, Berlin, 1922, chap. XV.

taire précis. Les alliés, en cas de danger de guerre, se concentreraient sur les mesures militaires à prendre (art. 5). L'Allemagne tirait de l'alliance un double avantage. D'abord, elle était assurée que l'Italie ne combattrait pas aux côtés de ses adversaires, dans une guerre qu'elle ferait seulement contre la France, ou aux côtés de l'Autriche-Hongrie contre les forces réunies de la France et de la Russie. Puis elle avait l'espoir que l'Italie participerait à une guerre défensive de l'Allemagne contre la France. L'Italie avait la garantie du concours de l'Allemagne et de l'Autriche, si la France l'attaquait ; quant à l'Autriche-Hongrie, l'avantage pour elle de la Triple Alliance était d'écarter le danger qui subsistait d'être, au moment d'une guerre avec la Russie, attaquée par l'Italie. Couverte de ce côté, l'Autriche pouvait tourner toutes ses forces contre son voisin russe au cas où elle devrait prendre l'offensive contre lui (1).

Le traité, qui gardait, lors de sa signature, un caractère bénin, revêtit, au renouvellement de 1887, une allure nettement offensive et par conséquent dangereuse.

Pour conserver l'Italie dans la Triple Alliance, Bismarck lui faisait d'importantes concessions au cas d'une guerre franco-italienne (art. 34). En 1882, l'Allemagne n'avait promis de secourir l'Italie qu'au cas où elle serait attaquée par la France sans provocation de sa part, maintenant elle assumait l'obligation de prendre une part active aux côtés de son alliée, même au cas de guerre offensive contre la France (en cas d'extension de la France en Tripolitaine ou au Maroc) (2).

La nouvelle constellation politique devait, dans la pensée du chancelier, non seulement se prémunir contre le relèvement de la France ou les agressions futures de la Russie, mais en résumé tenir l'Europe en respect, puisqu'elle dominait les parties essentielles, c'est-à-dire le centre lui-même ; « elle était une position stratégique » (3). Dans ce centre, elle formait comme un vaste Etat, obéissant à une pensée commune, à une direction politique commune, ayant les fron-

(1) Alfred Pibram. *Les traités politiques de l'Autriche-Hongrie*, 1 vol, in-8°, 1923. Trad. Paris-Alfred Costes, p. 157, 225, 216, voir aussi Chiala, *La Triplice e la Duplice Alleanza*. 2<sup>e</sup> édit.

(2) Alfred Pibram. *Ibid.*, p. 278.

(3) Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, Op. cit., t. II, p. 305.



tières mêmes du Saint-Empire romain dont il était l'héritier de la mer Baltique à la côte africaine, des Vosges aux Portes de Fer ! (1).

A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la maison d'Autriche apparaissait singulièrement affaiblie. Négligeant les sages avis de Louis XIV mourant, qui voyait dans la puissance prussienne le principal danger pour la sécurité de la France, les conseillers de Louis XV poursuivirent, pendant les premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, la ruine d'un adversaire qu'il était inutile désormais de vaincre davantage. Cette même politique, la Révolution française et Napoléon I<sup>er</sup> la continuèrent et Napoléon III l'acheva au nom de ce principe des nationalités qui prépara les agrandissements de la Prusse.

C'est en asservissant l'Autriche qu'il était possible aux fondateurs de l'Allemagne moderne de dominer l'Europe centrale par la reconstitution d'un Empire héritier de Charlemagne et des Hohenstaufen. La force d'expansion de cet Empire devait être immense pour subsister, car si la France était vaincue, rejetée loin du Rhin, elle n'avait pas perdu, semble-t-il, toute arrière-pensée de réparer ses pertes, et puis le bloc germanique était entouré de Slaves dont la natalité croissait sans cesse et qui, reprenant des traditions plusieurs fois séculaires, se heurteraient aux Germains. La Triple Alliance était une garantie contre l'expansion russe, à condition que Vienne et Budapest fussent en étroit accord, pour continuer la politique du comte Andrassy et comprimer les aspirations des Russes. Le nouvel Empire, créé par Bismarck, eut la volonté, dans une pensée de sécurité, d'étendre sa domination sur une partie de l'Europe; mais il fallait également que l'Autriche, suivant les directions de Berlin, restât la citadelle avancée du Germanisme contre l'Orient danubien. Qu'on compare l'Autriche de Metternich, arbitre de la politique étrangère en Europe, et l'Autriche soumise, depuis 1871, à la volonté impériale de l'Allemagne, sans initiative propre en politique étrangère !

(1) A. Singer, *Histoire de la Triple Alliance*, 1 vol. in-8°, Paris-Giard et Brière, 1915, p. 78, 302; baron de Stieglitz, *L'Italie et la Triple Alliance*, 1 vol., Paris-Dujarric, 1906; C. Coolidge, *Origin of the Triple Alliance*, New-York, 1917.

Avec le grand éveil des nationalités de l'Europe centrale, en 1848, s'est révélée la véritable essence de la Monarchie autrichienne, qui est si complexe et si diverse. Seule la forme fédéraliste pouvait lui donner sa véritable expression. Mais la Prusse qui l'a expulsée d'Allemagne, veut la dominer en même temps pour réaliser ses ambitions nationales. Ainsi éclatera de plus en plus le contraste entre les parties constitutives de l'Europe centrale. Au centre, il y a une volonté de désunion, en Allemagne, une volonté d'union et de domination. C'est Berlin qui veut régler à son profit l'équilibre de l'Europe centrale. C'est pourquoi, après la conclusion de la Triple Alliance, nous allons assister à l'organisation, au développement de la propagande des pangermanistes dont les ambitions sont immenses.

Après les victoires des Russes sur les Turcs, qui permettaient la réalisation de la grande idée slave, tout l'effort des hommes d'Etat de Berlin et de Vienne, d'accord avec l'Angleterre, fut de limiter les progrès de la Russie, de contenir l'effort du Tsar. Alexandre II, par sa neutralité bienveillante, en 1870, avait favorisé la grandeur prussienne, mais lui et son chancelier Gortchakoff furent singulièrement irrités contre Bismarck qui, lors du Congrès de Berlin, se tournait contre eux. Réprimer les ardeurs de la race slave, les condenser dans un espace strictement délimité était peut-être une politique, mais quelles rancunes on amassait pour l'avenir ! La paix de Berlin apparut comme un déni de justice pour les peuples auxquels elle s'imposait. Le Monténégro, le plus vaillant champion de la race slave, ne gardait qu'un étroit accès à la mer qui était soigneusement refusé aux Serbes ; mais ceux-ci, n'ayant pas le district de Mitrovitza, ne pouvaient se défendre sur le Danube et voyaient l'Autriche s'emparer de la Bosnie-Herzégovine. Les Roumains avaient été dépouillés par leurs propres alliés, les Grecs n'obtenaient que des encouragements, la Bulgarie était partagée en plusieurs tronçons qui nécessairement chercheraient à se réunir, et ces nationalités, par suite des attributions de territoires, se trouvaient en opposition les unes aux autres. Enfin la politique d'An-

drassy, qui ne plaisait guère à la nation magyare parce qu'elle renforçait l'élément slave par l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, excitait les ressentiments des Russes qui vont porter leur propagande panslaviste chez les Tchèques, les Slovaques, les Ruthènes, les Croates. Désormais, la Monarchie austro-hongroise sera en antagonisme aigu avec la Russie, tandis qu'au Sud, l'Italie, arborant le drapeau de *l'irréductisme*, revendiquera le Tyrol, l'Istrie, la Dalmatie.

En adhérant à la Triple Alliance, l'Italie a consolidé le *statu quo* établi, car elle craint toujours que la France ne remette en question la possession de Rome. Elle semble abandonner pour l'instant ses revendications, mais il n'en reste pas moins vrai que l'Autriche est son éternelle ennemie, qu'elle ne renonce point définitivement à prendre un jour les armes contre elle pour réaliser son idéal dans des conditions favorables.

Déjà le gouvernement autrichien, dès qu'il a voulu occuper la Bosnie-Herzégovine, s'est heurté à une résistance nationale qui l'a obligé à prendre d'assaut Sarajevo et Trébinié et réorganiser administrativement les deux provinces. Les populations orthodoxes, très hostiles à l'Eglise catholique, ne cachèrent pas leurs sympathies pour les Serbes. C'est pour contenir davantage ces populations hostiles, pour empêcher une jonction possible de la Serbie et du Monténégro que François-Joseph, conformément à l'article 25 du traité de Berlin, occupa le district de Novi-Bazar (Sept. 1879). Ainsi il fermait aux Slaves la route de Salonique, but de ses ambitions.

Certes, M. de Bismarck a réalisé, de la Baltique à l'Adriatique, la victoire de la race allemande ; mais en augmentant, dans la Monarchie dualiste, le nombre des Slaves, il a rendu nécessaire une alliance de plus en plus étroite entre les deux Empires pour la consolidation de l'œuvre commune. Cette œuvre, il ne se faisait guère d'illusions à son sujet et la jugeait fragile : « Nous sommes au centre de l'Europe, nous avons trois fronts d'attaque, nous sommes plus exposés qu'aucun autre peuple au danger des coalitions en raison de notre situation géographique, en raison aussi du manque

de cohésion et d'unité dont la nation allemande a toujours souffert jusqu'ici. » (1).

Il fallait donc se défendre, faire travailler toute l'Allemagne à son extension et à son renforcement, par la conquête, s'il le fallait, de nouveaux territoires dont les Hohenzollern tireraient d'autres ressources. L'avance du Germanisme vers l'Orient était une œuvre de défense continue, correspondant aux ambitions, aux désirs, aux pensées secrètes des historiens et des hommes d'Etat berlinois, à leurs projets de domination en Europe centrale. Montrons-en l'évolution, celle-ci est en rapports étroits avec les traditions séculaires de la race.

(1) *Discours au Reichstag*, 5 février 1888.

---

## CHAPITRE V

### LE NOUVEL EMPIRE. SES CARACTÈRES

---

Avec le Saint Empire, dont nous avons retracé les origines, l'organisation, l'évolution, était née l'idée pangermaniste qui tendait à la suprématie de la race allemande sur une partie de l'Europe. Après l'effondrement de l'Empire de Charles-Quint, la guerre de Trente Ans, les succès militaires de Louis XIV, l'idée pangermaniste avait été arrêtée dans son essor. Elle aurait peut-être été définitivement contenue, si Napoléon, en la reprenant, en l'exagérant, ne lui avait permis de ressusciter sous une adaptation nouvelle. Par le développement de l'idée de race, de nationalité, le Pangermanisme s'implantait au centre de l'Europe plus dominateur peut-être qu'au Moyen-Age, car il s'appuyait sur la force militaire, la plus disciplinée la plus cohérente de l'Europe, sur une puissance dont l'esprit de conquête était la seule raison d'exister.

C'est la Prusse, prenant, en 1813, dans la lutte libératrice, conscience de ses destinées, groupant et concentrant les Allemandes par ses guerres contre le Danemark, contre l'Autriche, contre la France, qui avait fondé le nouvel Empire imité de celui de Charlemagne, d'Othon, de Barberousse, de Napoléon. Comme eux, cet Empire rêvera de s'étendre sur l'Italie, sur la Lotharingie, sur la Bourgogne, sur la Flandre, mais il différera essentiellement des précédents. Les autres Empires étaient d'origine gauloise et franque ; songeant à la domination mondiale, ils étaient catholiques comme l'Eglise qui les sacrait à leur berceau et à laquelle ils empruntèrent l'idée d'universalité. Le nouvel Etat sera un Empire protestant et militaire et

cependant ses méthodes et son action ne seront point changées.

La Prusse, qui a subjugué l'Allemagne classique, qui la domine mais sans s'identifier à elle, veut organiser l'Europe centrale pour confirmer sa puissance en brisant les barrières élevées par les traités de Westphalie. Assez forte pour ressusciter l'Empire par ses victoires, elle se proclame l'héritière de l'Empire romain, du Saint Empire germanique. Pour mieux étendre sa domination, elle refait la plus grande Allemagne, le plus grand Empire ; l'Autriche est dans son orbite politique et l'Italie y a été entraînée.

Le nouvel Empire s'appuie ainsi sur deux Etats qui gardent aux yeux des peuples un immense prestige. D'une part l'Allemagne se rappelle Frédéric II et ses victoires foudroyantes à la veille des plus amères défaites, après avoir créé une stratégie militaire qui est un enseignement ; il est une sorte de héros national. D'autre part, l'Autriche garde le souvenir de la vieille couronne impériale et des victoires passées sur les Francs et sur les Turcs. Les légendes et les romans racontent qu'un Empereur vivait avec ses guerriers, dans une grotte du Palatinat, pour mener les Germains aux plus grands triomphes. Ceux-ci se remémorent la gloire de la bourgeoisie allemande, la puissance de la Hanse qui dominait les mers à l'aube des temps modernes, avant que la Hollande puis l'Angleterre ne s'emparassent du grand commerce mondial.

Tout cet idéal de gloire vivait dans la conscience allemande qui réalisait ainsi le grand rêve du Pangermanisme en dominant les pays jadis suzerains du Saint Empire, poussant l'Autriche vers les embouchures du Danube, non seulement pour faire compensation à ses pertes en Allemagne, mais pour réaliser la grande idée. Ainsi les frontières de l'Allemagne, qui n'étaient pas sûres, seraient mieux défendues, en même temps que cette puissance acquerrait sur l'Adriatique et sur la Mer Egée, et par conséquent sur la Méditerranée, la grande route du commerce mondial, des débouchés nécessaires. Tel était, à n'en pas douter, le but que Bismarck se proposait d'atteindre en créant la Triplice qui reconstruisait militairement l'Empire de Charlemagne. Il la considérait

lui-même comme un renouvellement du Saint Empire, comme le prélude de la reconstitution politique de l'Europe, celle qu'avaient visée les Othons, Barberousse, et Napoléon, héritier du Grand Empereur. La tradition jamais éteinte se continuait. Bismarck ne s'entretint-il pas avec notre ambassadeur à Berlin, le comte de Saint-Vallier, de la nécessité de lier, par une union douanière et politique, les puissances de l'Europe centrale ? Ne disait-il pas, le 15 avril 1895 : « Il est curieux cet arrêt du sort et de la Providence divine qui veut que ce grand et puissant territoire de l'Europe centrale, qui s'étend de la mer du Nord à l'Apulie après s'être déchiré, morcelé dans de nombreux combats, se retrouve aujourd'hui dans son intégralité et forme un tout ! Notre Triple Alliance couvre à peu près l'Empire des successeurs de Charlemagne, à l'exception de la Gaule et de la France actuelle (1) ». Coalition menaçante, au centre de l'Europe, pour faire face au besoin sur tous les fronts d'attaque, contre les Francs et contre les Slaves. !

Ainsi se fondait la théorie de la plus grande Allemagne, mise en vedette par les successeurs de Bismarck qui reprirent sa méthode en l'exagérant, lorsque trop vieilli, plus timoré et plus prudent, il voulut se borner à conserver les conquêtes acquises et fut mis à l'écart par Guillaume II émancipé.

Le prince de Bismarck sembla en effet se douter, vers la fin de sa vie, que l'extension démesurée de son Empire amènerait un conflit fatal entre les Germains et les Slaves. Ceux-ci n'oubliaient pas les déceptions du Congrès de Berlin ; la Russie, pour faire contrepoids aux ambitions allemandes, entretenait, avec la France, des rapports de plus en plus étroits. M. de Bismarck, trop prévoyant pour ne pas voir venir de loin le danger, se donnait la plus grande peine pour ménager le Tsar Alexandre III et pour lui faire illusion sur les dispositions pacifiques du gouvernement prussien. Aussi avait-il, en 1884, conclu avec la Russie un pacte de contre-assurance qui fut renouvelé en 1887. La Russie resterait neutre, si nous déclarions la guerre à l'Allemagne et récipro-

(1) *Discours à une Délégation des Allemands de Styrie.*

quement ; l'Allemagne s'engagerait à rester neutre, si l'Autriche attaquait la Russie. Bismarck profita de ces bonnes dispositions pour provoquer les incidents Schnœbelé et Kauffmann, cherchant des occasions de conflit. Le Tsar ne se prêtait point à de telles manœuvres, au contraire, il inclinait de plus en plus à se rapprocher de la France ; il n'avait point confiance en Bismarck. Jusqu'en 1879, la Russie est restée unie à l'Allemagne ; mais Alexandre II a emporté du Congrès de Berlin une amère désillusion, et de vifs dissentiments ont éclaté entre Saint-Pétersbourg et Berlin à l'occasion de la délimitation de la frontière turque. A une demande du Tsar, Bismarck oppose un refus catégorique auquel Alexandre II réplique « par une dépêche menaçante ». Malgré une entrevue avec l'Empereur Guillaume « bouleversé à l'idée de combattre le neveu qu'il chérit », la conversation ne modifie pas les dispositions du Tsar (1).

Aussi Bismarck prend-il des mesures préventives. Il redoute une alliance franco-russe que ces événements semblent préparer et entamer, à Gastein, puis à Vienne, avec Andrassy, des pourparlers en vue d'un traité qui substituera à la Triple Alliance une alliance austro-allemande qui sera faite autant contre la Russie que contre la France, également dangereuse à ses yeux.

Mais ce n'était là que des intentions, car si le chancelier souhaitait un conflit avec la France, il voulait être assuré de la neutralité de la Russie, pour ne pas avoir la guerre simultanément sur les deux fronts. Certes « il déplorerait que l'Empire allemand abandonnât l'alliance avec l'Autriche, cette alliance qu'il a forgée avec tant de peine (2) », qui sert à « renforcer le poids de l'Europe centrale (3) », mais il faut surveiller l'Italie, car il redoute un rapprochement entre cette puissance et la France, malgré les incidents de 1873 ; il n'est même pas interdit à l'Allemagne de chercher des appuis en dehors de ses alliances actuelles et la Russie est faite pour

(1) Ernest Daudet. *Histoire diplomatique de l'Alliance franco-russe*, 1 vol. in-8°, Paris-Ollendorf, 1894, p. 130, 136.

(2) *Ibid.*, t. 1, p. 430.

(3) *Pensées et Souvenirs*, *Op. cit.*, t. III, 1921, p. 205.



s'entendre avec elle (1). Du reste, s'il a confiance dans la Triple Alliance, il n'est pas certain de sa solidité éternelle, car la monarchie en Italie lui semble précaire (ce en quoi il se trompait singulièrement) et de graves dissentiments existent entre cette puissance et l'Autriche ; puis il croit aux intentions pacifiques du Tsar et ce sera là une des causes de son désaccord avec Guillaume II et de sa démission (2). Le 18 juin 1887, il signait avec le comte Schouvalov une convention valable pour trois ans qui stipulait que si l'un des deux Etats est en guerre avec une troisième puissance, l'autre observera une neutralité bienveillante. Ce traité de réassurance, tenu secret jusqu'en 1919, était dirigé surtout contre l'Angleterre accordant à la Russie le passage des Détroits et le droit de fermer la mer du Nord et ne devait pas s'appliquer à une guerre offensive contre l'Autriche ou la France (3). Il était prêt à rompre l'alliance avec l'Autriche, bien qu'il fut fort désillusionné que la Russie ne le suivit pas dans ses provocations contre la France (4).

Bref, M. de Bismarck voyait qu'il avait été trop loin au Congrès de Berlin dans son désir de s'opposer aux Slaves et que cette politique pouvait avoir pour l'Empire des conséquences funestes. Guillaume I<sup>er</sup>, un moment, n'avait-il pas lui-même recommandé à son successeur, Frédéric III, de ne point rompre, ni même laisser se relâcher les liens d'amitié qui avaient longtemps uni les deux dynasties de Prusse et de Russie et grâce auxquels l'Empire avait pu se fonder. Mais Guillaume II, d'un caractère impétueux et autoritaire, imbu des théories de l'expansion allemande, avait des visées plus hautes. Alors que Bismarck, lui, conseillait de faire des avances aux Slaves de crainte d'une alliance franco-russe,

(1) Comte J. Grabinski. *La Triple Alliance*, 1 brochure, 1898, p. 109.

(2) *Pensées et Souvenirs*, *Op. cit.*, t. III, p. 100, 120.

(3) Larmeroux. *Op. cit.*, t. I, p. 374.

(4) Le Grand-Duc de Bade disait à Hohenlohe, le 24 août 1889, « Bismarck ne souhaite que rompre l'alliance avec l'Autriche, s'unir complètement à la Russie et abandonner l'Autriche à son sort. Comme il a vu que la Russie accepte tout, ne donne rien et reste hostile, il a changé sa politique, tient de nouveau à l'Autriche et considère comme inévitable la guerre qu'il voulait jusqu'à présent éviter à tout prix. » E. Laloy. *La Diplomatie de Guillaume II*, 1 vol. in-8°, Paris, édité Bossard, 1917, p. 23.

d'abandonner même avec l'Autriche le traité de 1879 qui n'était point intangible, Guillaume voulait rester fidèle à la cour de Vienne, *et considérant une intimité trop vive avec la Russie comme incompatible avec l'alliance autrichienne*, préféra se séparer de Bismarck (1890). Le général de Caprivi, son successeur, s'empressa de ne pas renouveler le traité de contre-assurance, conclu en 1887, et que Bismarck se préparait à signer (entretien avec Schouvalov, 12 février 1890). L'Allemagne, avec le nouveau chancelier, fervent de l'alliance avec l'Autriche, optait pour cette puissance. C'était en Europe centrale où devait se faire désormais la vraie politique allemande ; elle serait de plus en plus active, se résumant dans un développement du Pangermanisme militaire et économique qui devra englober toutes les Allemagnes. Mais à la nouvelle attitude de Guillaume II, la réponse du Tsar ne se fit pas attendre, ce fut l'alliance avec la République française.

Guillaume II n'avait qu'un but : la grandeur de l'Empire allemand qu'il comparait volontiers au Saint Empire. Quel est son désir secret ? Rattacher au Moyen-Age l'œuvre de Bismarck et de Moltke, renouer la chaîne des traditions, se poser en successeur des Césars électifs. Les Hohenzollern sont destinés, après des siècles d'attente, à édifier définitivement cette fois le grand Empire d'Occident ébauché par les Othons et les Hohenstaufen ; l'Allemagne unie sous leur sceptre marchera à la conquête de l'Europe. Guillaume II est un Hohenzollern, sa mission est celle de sa Maison, dont la force vient de Dieu lui-même ; il doit continuer les glorieuses traditions des ancêtres et n'est que l'instrument du Seigneur dont il a reçu le pouvoir suprême, « *Wiedergeburt des deutschen Reich* ».

Comme le Saint Empire germanique, le nouvel Empire est une confrérie, un assemblage de gouvernements et d'Etats auxquels l'Empereur, chef suprême, impose sa loi. Le *Bundesrat*, comme la Diète, n'est-il pas un congrès permanent de diplomates ? L'Allemagne n'a qu'une façade de parlementaires, elle est plutôt une confédération de peuples mélangés

de Polonais, de Danois, d'Alsaciens, de Lorrains, aux frontières élastiques, obéissant hier aux Habsbourg, aujourd'hui aux Hohenzollern. Où est la nation allemande, où sont ses limites naturelles ? Aussi ses chefs veulent-ils, sans cesse, s'étendre et dominer. Mais combien le *Reich* de Bismarck, reposant sur la plus puissante armée de l'Europe, est plus cohérent, plus uni ; c'est la force militaire seule qui fait son unité. Cette force crée l'Etat, lui donne le pouvoir. *Der Staat ist Macht*, c'est la vieille dynastie établie et maintenue par Dieu. L'Eglise n'avait-elle pas eu un rôle décisif dans la formation de l'ancien Empire, dans la consolidation de l'idée germanique ? La Prusse a résumé cette force, imposant sa domination à tous les Etats germaniques, au Centre et au Sud, qui n'ont de relations extérieures que par son entremise. Si l'esprit allemand est venu de l'Ouest et du Sud, c'est en Prusse que s'est fondé l'Empire allemand. Au génie prussien sont dus le militarisme rigoureux, la volonté d'organisation. Prusse et Allemagne sont devenues inséparables pour assurer la grandeur et la prospérité de l'Empire. Ainsi Bismarck prétendait avoir fait de l'Allemagne un ensemble solide, organisé, parce que la Prusse avait imposé sa direction aux diverses monarchies qui gardaient cependant leur originalité et leur indépendance.

Puis il surexcita, lui et ses successeurs, le point de vue national allemand, le sentiment patriotique des Allemands en leur montrant sans cesse des entreprises nouvelles, une politique vivante, ambitieuse et résolue. L'Allemagne, sous la direction des Hohenzollern, allait devenir à la fois le rédempteur du monde et l'idéal de la création. Dans toutes les classes de la nation, l'intérêt politique du peuple resta éveillé. Cette politique était l'aboutissement nécessaire de l'Empire des Hohenzollern, elle s'étendrait sur l'Europe et sur le monde. A ce prix, elle conserverait son influence sur la Germanie. Bismarck, instinctivement appliquait à l'Empire allemand la plus pure théorie de l'Empire napoléonien.

Cet Empire est un Empire militaire, un Empire de conquête : « La poudre sèche, l'épée affilée, dit Guillaume II, ne perdons pas de vue notre but, tendons nos forces et bannis-

sons les pessimistes » (26 octobre 1905). L'Empire allemand deviendra un « Empire mondial », répandant les produits allemands, la science allemande, l'industrie allemande au-delà de l'Océan (18 janvier 1896). Rien de grand ne devra se décider dans le monde sans l'Allemagne et sans l'Empereur allemand (4 juillet 1900). Telles sont les conceptions d'agrandissement et d'asservissement des autres peuples que Guillaume II a faites siennes (1) : voici comment elles s'expriment.

Pourquoi l'Empire des Hohenstaufen, celui du légendaire Barberousse, a-t-il sombré, sept cents ans avant l'Empire allemand, issu du traité de Francfort, sinon parce qu'il n'avait pas eu une vraie politique nationale ? Il faut que l'Empire allemand se constitue dans des Marches solides, étende son domaine politique, asservisse les peuples voisins à la race allemande. Politique différente de celle des Habsbourg, acquérant de nouvelles couronnes et de nouveaux domaines, mais qui ne formèrent pas corps avec l'Allemagne, comme ceux des Hohenzollern. Ainsi la politique allemande moderne continuera la vraie tradition des Germains, c'est-à-dire refouler ou dominer les peuples voisins et s'installer solidement au centre de l'Europe.

Tant que les Polonais, les Tchèques, les Magyars, les Slovaques, les Slovènes, les Wallons, les Lithuaniens, les Esthoniens, les Finlandais, n'auront pas été répartis entre les grands Etats de l'Europe centrale, l'Europe n'aura pas de paix. C'est l'Allemagne qui doit lui donner l'équilibre. « Les petits peuples disparaissent, ils sont nécessairement absorbés par leurs voisins plus grands » (2).

Luttes à prévoir sans doute, mais nécessaires pour que dure l'œuvre de Bismarck et avec elle la suprématie des Hohenzollern qui ont édifié l'Allemagne moderne sur les dynasties germaniques et autres. L'Empire de Charlemagne, le Saint Empire germanique n'ont eu la liberté et la vie que par la conquête, telle doit être l'idée directrice du nouvel Empire allemand.

(1) Voir Jules Arren. *Guillaume II. Ce qu'il dit, ce qu'il pense*, 1 vol., Paris-Pierre Laffite, 1911, p. 100 et suiv.

(2) Ernst Hasse. *Deutsche Grenzpolitik*. Munich, 1906, p. 166-170.

L'Empire du Moyen-Age n'a-t-il pas été fondé par la domination du plus fort contre la France? La Prusse a créé le nouvel Empire contre la France, elle achèvera, par la conquête, l'œuvre que Charlemagne, Barberousse, Charles-Quint n'ont pu réaliser. Guillaume I<sup>er</sup>, Guillaume II, reprennent, dans l'Europe centrale, l'œuvre inachevée de Frédéric II de Hohenstaufen. Le présent se relie au passé, on ne le comprend qu'en remontant aux causes qui le déterminent et l'inspirent.

Les attaques de la France avaient permis aux Germains de refaire leur discipline ; en copiant le système napoléonien, ils créèrent l'unité ; c'est par la conquête que Moltke et Bismarck avaient ressuscité l'Empire, c'est aussi par la conquête qu'il devait périr. Fondé sur la guerre, à la différence de l'Empire romain qui étendait les bienfaits de la paix, l'Empire bismarckien non seulement voudra imposer à l'Europe centrale une vaste union douanière, celle qui avait facilité l'unité de l'Allemagne, mais aussi la conception de la guerre mondiale à laquelle sont obligés les Habsbourg et la Monarchie de Savoie devenue la vassale de l'Empire germanique, comme jadis Rome et les républiques italiennes, au temps des Othons et des Hohenstaufen. La guerre sera l'aboutissement de l'Empire féodal de Bismarck et de Guillaume II.

Cette conception de l'Etat allemand tout puissant, imposant sa volonté à l'Europe, on la retrouve exprimée de toutes parts en Allemagne. Les littérateurs ou historiens ont, de nos jours, marqué quelles devaient être les limites du Germanisme impérialiste fondé sur la puissance prussienne. Ce Pangermanisme n'était pas une nouveauté ; « il a été en germe de tout temps ; le Saint Empire lui-même n'a été que la chimère brutale, vêtue d'oripeaux et de mensonges, d'un Empire romain reconstitué par la nation germanique » (1). Le nouvel Empire austro-allemand doit s'étendre de la mer du Nord à l'Adriatique, jusqu'aux confins où atteignit jadis la suzeraineté du Saint Empire. Il repose sur la puissance militaire

(1) Charles Andler, *Les origines du pangermanisme* Collection des documents sur le pangermanisme) 1 vol., in-8°, Paris-Louis Conard, 1915, préface p. XXI.

de la Prusse établie par Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup>, perfectionnée par Frédéric II qui a préparé l'abaissement de l'Autriche ; et cette œuvre fut reprise par Bismarck, l'homme de l'hégémonie allemande sur le continent et qui, le premier, a réalisé le plus beau rêve des pangermanistes. Mais ceux-ci ont élargi, sinon dépassé la pensée du maître. « Tous les territoires, qui ont fait partie de la Confédération germanique, doivent être rattachés à l'Empire allemand comme États confédérés, écrit le député Rudolf Berger, le flot slave se brisera impuissant contre le peuple allemand uni dans toute l'étendue de l'Europe centrale...

Ainsi Constantin Frantz (1), comme Paul de Lagarde, veut constituer une Europe centrale unifiée dont toutes les parties seraient réunies entre elles par les liens du Fédéralisme. Ce Fédéralisme, à la différence de la centralisation que pratique Napoléon, peut s'étendre et doit même s'étendre. Tandis que l'Autriche aurait la Bessarabie, la Podolie, l'Allemagne engloberait la Lorraine, le Luxembourg, la Franche-Comté, la Bourgogne, la Savoie. Ce serait la germanisation de l'Ouest, une formidable expansion vers l'Orient. A cette vaste fédération, adhérerait la Belgique, la Hollande et la Suisse. Elle ressemblerait étrangement au Saint Empire et la Prusse en serait le noyau. List, qui voit, dans le peuple germanique, « le peuple désigné par la Providence pour diriger les affaires du monde entier », demande que le centre de l'Europe soit tenu solidement par lui. C'est parce qu'une puissance affaiblie par le manque d'unité, sans cesse indécise et flottante, l'occupe que les querelles sont incessantes entre l'Orient et l'Occident. N'est-ce pas par ce centre de l'Europe que passent les routes les plus importantes, par la mer Rouge, la Méditerranée, le golfe Persique ? Que l'Allemagne, écrit-il, constitue là une forte unité, rassemblant les intérêts monarchiques et dynastiques, et la paix régnera en Europe ! (2)

« Cette Europe centrale garantira la paix à tout le continent, écrivait Paul de Lagarde, à partir du moment où elle aura écarté de la mer Noire les Russes et les Slaves du Sud

(1) *La Politique mondiale*, t. II, p. 67-68 et Andler, *Ibid.*, p. 311 et préface p. XLVIII.

(2) *Système national d'Economie politique*.

et où elle aura conquis, pour la colonisation allemande, de larges espaces à l'Est des frontières ».

Une race du reste résume en elle-même toutes les qualités et a une mission providentielle, celle de diriger les affaires du monde, de civiliser les Barbares, c'est la race germanique. Arndt dit que « l'Allemand belliqueux, entreprenant et résolu, a été créé pour coopérer à la domination mondiale et établir chez lui une forte unité nationale. » Il est le maître de l'heure. Sa mission historique n'est pas encore terminée, car cette mission consiste à grouper les éléments dispersés de la race, à étendre sa sphère d'influence (1). L'Etat allemand possède avant tout le droit à l'expansion, c'est là le rôle historique de la Prusse (2). Or le nouvel Etat n'a point encore atteint l'expansion possible de sa puissance (3). Il devra dresser les citoyens à la lutte, porter au maximum l'éducation militaire et professionnelle pour conquérir les nouveaux territoires ou les nouveaux marchés, pour élargir le centre d'action de l'Allemagne ou le marché allemand. Tel est l'enseignement que donneront les professeurs allemands, les éducateurs de la jeunesse, les historiens et les philosophes. Les poètes allemands avaient préparé la révolte contre Napoléon, les littérateurs préconisèrent l'unité, glorifièrent, proclamèrent l'idéal d'hégémonie chers aux diplomates et aux soldats. Les Treitschke, les Lamprecht, les Schiemann, les Delbrück, tous étaient devenus, avant la guerre, des pangermanistes, émettant les pires sophismes pour justifier leurs ambitions, affirmant la supériorité physiologique des Germains, démontrant que la race germanique est la première de toutes et, qu'en aspirant à l'hégémonie sur une partie de l'Europe, elle ne réclame que son dû. Le Germain, d'après Treitschke, est d'une droiture à toute épreuve ; aucun peuple ne fait plus grand cas que lui de la dignité de l'être humain, et comme la Prusse renferme des qualités exceptionnelles, et comme tout y est parfait, c'est elle qui est destinée à prendre la tête de l'Allemagne et de la civilisation. Lamprecht a foi de son côté

(1) Charles Andler. *Ibid.*, p. 104.

(2) Treitschke, *Zehn Jahre deutscher Kämpfe*, p. 30.

(3) Von Bernhardt. *Revue militaire de l'étranger*, mai 1900.

dans la supériorité absolue de la race germanique sur toutes les autres races, et Guillaume II lui-même s'est cru appelé à tenir le premier rang parmi les monarques prussiens. Du reste l'influence germanique a été plus forte que l'influence celtique au centre de l'Europe, grâce à la prédominance de l'Allemagne du Nord où elle dominait, grâce à l'hégémonie de la Prusse qui a heureusement mis un terme à l'expansion celtique. Ce fut une chance pour l'Allemagne que le « Slavo-Saxon ait pris en mains, grâce à la Prusse, la domination de l'Europe centrale » (1). De son côté, M. Woltmann affirme la supériorité de la race nordique ou germanique qui est la race des maîtres et des génies ; cette supériorité tient à une « énergie psychophysique innée » (2). Cet orgueil de race ainsi défini devait entraîner les Allemands à faire l'essai de leur supériorité pour assurer leur domination.

L'idée allemande doit planer sur la terre et grandir avec l'influence de l'Allemagne, mais cette œuvre ne s'accomplira que par le feu ; c'est par la guerre que la Prusse est née et que l'Allemagne s'est développée. La *Germania* farouche porte la cuirasse, le casque et la lance ; elle garde son ceinturon bouclé et la main sur la garde de l'épée.

C'est dans l'armée où l'orgueil de race éclate avec le plus de violence et c'est dans un pays militarisé comme l'Allemagne, où l'armée jouera le rôle le plus considérable pour assurer la réalisation des desseins séculaires. L'armée allemande du reste accomplit une sorte de « mission », car elle appartient à une race élue destinée à châtier les races inférieures ; elle remplit un devoir historique pour régénérer le monde. Le mot d'ordre, écrit le général von Bernhardt, c'est de « développer la nation allemande comme puissance mondiale, en vue de lui procurer un champ d'expansion nécessaire et d'assurer au caractère allemand et au génie allemand l'influence à laquelle il a droit dans le monde (3). »

(1) Driemans. *Das Keltentum in der europäischen Blutmischung*, Leipzig, 2 vol., 1900 et voir Maurice Muret. *L'orgueil allemand*, 1 vol., Paris-Payot, 1915, p. 128, 135.

(2) *Les Germains et la Renaissance en Italie et les Germains en France*. V. Maurice Muret. *Ibid.*, p. 139.

(3) *Notre avenir*, 1 vol. in-8°, Paris, Conard, 1915, p. 27.



Du reste, l'histoire de l'Allemagne est l'épopée de la race et elle se traduit dans un double mouvement : refouler les peuples qui l'attaquent et les attaquer à leur tour. Mais alors l'Etat devient envahisseur, expansionniste et affirme le droit d'une race supérieure, d'une nation élue de Dieu, placée au faite de l'humanité et groupant 100 millions d'hommes. L'Etat est un Etat « tentaculaire » qui menace toutes les autres nations. Cette conception historique, qui provoque une création parfaite de l'Etat, est le résultat d'une évolution aux dires même de Schelling, d'Hégel. L'Etat tend ainsi nécessairement vers une fin qui justifie en soi les appétits de la race (1).

Ainsi les pangermanistes entretiennent l'esprit guerrier en Allemagne et attendent le jour béni où le Saint Empire sera reconstitué, unissant l'Autriche à l'Allemagne, dominant l'Europe centrale. « L'Allemagne doit devenir la tête de tous les peuples germaniques de l'Europe centrale, les grouper autour d'elle de manière à entreprendre, d'accord avec eux, tous les actes de la vie politique extérieure... (2) ».

C'est toute la politique du parti pangermaniste, de l'*All-deutscher Verband*, fondée en 1891, qui, grâce à une littérature abondante, incessamment accrue, à de nombreuses sociétés et ligues de vétérans, de patriotes aux mêmes tendances, groupés autour de ce centre commun (3), avec leurs journaux réactionnaires et violemment gallophobes (*Tägliche Rundschau*, *Kreuzzeitung*, *Deutsche Tageszeitung*, *Berliner Neuiste Nachrichten*, *Rheinisch Westphälische Zeitung*) (4), a fait en Allemagne des adeptes dans toutes les classes de la société et dont la puissance, avant la guerre qu'il a « voulue et déchaînée, était formidable. »

Se rend-on compte de ce qu'était par exemple cette association pangermaniste l'*Arndt Bund*, qui avait été créée pour exalter l'esprit patriotique et était présidée par un professeur

(1) *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> déc. 1915. *Le Pangermanisme et la philosophie de l'histoire* par M. Imbart de la Tour, p. 487.

(2) *Die Grenzboten*, 10 février 1915. *Les buts de guerre* par Darius.

(3) Paul Vergnet. *La France en danger*, 1 vol. in-16\*, Paris-La Renaissance du Livre, 1913, p. 43, 47, 56.

de droit de l'université de Bonn ? Sait-on encore que l'immense majorité des universitaires et des intellectuels d'Allemagne était pangermaniste et nationaliste, prête à tous les excès ?

Ces conceptions, les pâles successeurs de Bismarck et leur Empereur, Guillaume II, vont les appuyer et les développer par une propagande intense. Guillaume II est l'héritier de son glorieux prédécesseur qui a fait jadis « cette unité allemande dont aujourd'hui nous voyons la renaissance couronner les désirs des peuples germaniques » (21 avril 1900).

Comme kronprinz, il a encouragé les premiers doctrinaires du Pangermanisme, professant des idées, qu'il répudia en partie, comme Empereur, mais qui furent alors répandues à profusion dans l'Empire et servirent de base aux brochures pangermanistes de propagande. A la tête de la Ligue, en 1894, ne se trouvait-il pas le professeur Dr Hasse, l'ancien ami de Guillaume II, qui traçait, ainsi que l'a si bien montré M. Paul Vergnet, dans son livre singulièrement prophétique, tout un programme, poursuivi avec une méthode et une ténacité remarquables (1).

Guillaume II rétablira la tradition allemande, c'est-à-dire un Empire théocratique et quasi universel. Il continuera la lignée des vieux Empereurs, des premiers successeurs de Charlemagne. Grâce à ses soldats, il maintiendra l'unité de l'Empire comme l'avaient fait les fondateurs de sa Maison.

Avec une méthode, à laquelle il faut rendre hommage, Guillaume II fera de l'Allemagne un état puissant par son armée, riche par son industrie, son commerce comme jamais aucun Etat depuis l'Empire romain. Mais avec cette politique mondiale, cette *Weltpolitik* destinée à conquérir le monde économiquement par les produits et les capitaux allemands, dont il s'était fait le protagoniste, il sera entraîné à déborder l'Empire. Comme jadis les Hohenstaufen, il voudra imposer aux Etats voisins des concessions économiques ou territoriales. Il cherchera à créer autour de lui, et dans cette Europe

(1) *La France en danger. Op. cit.*, p. 41.

centrale, où domina le Saint Empire, un équilibre purement germanique.

Il se juge investi d'une mission divine, il est ici-bas l'instrument du Seigneur. Il est venu sur la terre pour faire le bonheur et la gloire de son peuple ; il est le fils d'une race prédestinée, le prince élu par Dieu pour hâter l'avènement de son règne ; il a reçu en héritage une mission auguste et sa nation, la Prusse, est une nation bénie. « La maison de Hohenzollern, déclare-t-il, est animée d'un sentiment du devoir qu'elle tire de la conscience d'avoir été mise par Dieu à la haute place qu'elle détient et d'être forcée de rendre compte à Lui seul de ce qu'elle fait pour le bien du pays ».

Imbu de sa mission divine, Guillaume II, pour entraîner l'Allemagne à la politique mondiale, la dote d'une forte marine marchande afin d'amener les matières premières aux industries allemandes et expédier les produits manufacturés, d'une flotte de guerre puissante qui devient la seconde de l'Europe ; il se lance dans une politique coloniale destinée à augmenter les marchés de l'Allemagne, mais qui, en réalité, donnera de maigres profits. On se rappelle les discours belliqueux que Guillaume prononça à diverses reprises, notamment lors de la crise marocaine. « L'Empire allemand est devenu un Empire mondial... Rien ne peut se décider sans l'Allemagne et sans l'Empereur allemand (1)... » et plus loin : « Nous Allemands, nous craignons Dieu et rien d'autre sur la terre ».

Avec les pangermanistes, avec Guillaume II, s'affirmaient de plus en plus non seulement les desseins d'hégémonie continentale de l'Allemagne, tels que les avaient conçus le prince de Bismarck, mais d'hégémonie mondiale ; comme le Saint Empire romain, l'Empire allemand voulait être l'Empire universel.

Mais il faut avouer que les pangermanistes dépassaient en violence le Kaiser et lui rappelaient bruyamment quels étaient ses devoirs envers l'Allemagne quand il croyait devoir adop-

(1) Voir Jules Arren. *Ibid.*

ter une attitude plus modérée (1). Lorsque le gouvernement impérial accepta la conférence d'Algésiras au lieu de résister à la France, quitte à lui déclarer la guerre pour réaliser les projets de domination de l'Allemagne, le mécontentement des pangermanistes fut immense ; ils criblèrent le Kaiser d'épigrammes et lui reprochèrent sa faiblesse : il méconnaissait les vrais intérêts de l'Allemagne. Quand le Kaiser signa l'accord marocain de 1911, ils manifestèrent bruyamment.

Après 1912, leurs espoirs, comme leurs démonstrations ne connurent plus de bornes. Les officiers étaient les plus ardents propagateurs de la doctrine pangermaniste, tandis que, dans les Universités, les professeurs proclamaient les droits de la plus grande Allemagne que soutenait à son tour la presse réactionnaire. Le gouvernement était débordé. On avait beau dire chez les pacifistes que les pangermanistes étaient une minorité, cette minorité, était organisée et agissante. M. de Bülow lui-même la considérait comme indispensable à la durée de l'œuvre bismarckienne, à la suprématie de la Prusse sur les autres gouvernements (2).

Dans l'Empire, le nombre des belliqueux croissait de plus en plus et le Pangermanisme progressait à pas de géant, il allait déterminer bientôt l'attitude du gouvernement. Une telle politique devait finalement rendre la guerre inévitable, elle visait à détruire l'équilibre de l'Europe.

Nous avons vu quelles étaient les conceptions des pangermanistes qui poussaient à l'extrême les théories bismarckiennes et qui trouvaient en Guillaume II l'appui qu'ils souhaitaient. Il fallait reconstruire l'Europe centrale, sous l'hégémonie allemande, en créant une vaste fédération semblable au Saint Empire et dont la Prusse serait le noyau.

(1) Au printemps de 1912, Guillaume II déclare dans l'intimité : « Je ne connais en Allemagne que deux hommes contraires à la guerre : le chancelier de Bethmann et moi » (M. Muret. *L'évolution belliqueuse de Guillaume II*, 1 vol. in-16°, Paris-Payot, 1917, p. 209) et, en 1913, il dit à M. Francis Charmes, directeur de la *Revue des Deux Mondes*, « retenez la presse française dans ses attaques contre l'Allemagne, moi je vous l'affirme, et dites-le bien à Paris, malgré mes désirs, je ne puis retenir mon peuple. »

(2) *La politique allemande*, 1 vol. in-16°, Paris—, Charles Lavauzelle, 1916, et voir aussi Victor Bérard. *L'Eternelle Allemagne*, 1 vol. in-16°, Paris— A. Colin 1916, p. 78.

Cette politique ne pourrait guère s'accomplir sans des annexions au détriment de la France et de la Belgique, ou de plusieurs voisins de l'Allemagne. Mais la conception, qui allait faire de la Triple Alliance du prince de Bismarck une alliance à la fois politique et économique, devait dépasser singulièrement les vues du fondateur de l'Empire, tout en les complétant. Nous allons voir comment les théoriciens de l'idée nouvelle concevaient cette organisation de l'Europe centrale.

---

## CHAPITRE VI

### LA PLUS GRANDE ALLEMAGNE ET L'ORGANISATION PANGERMANISTE DE L'EUROPE CENTRALE

---

Depuis la guerre de 1870, l'Europe centrale était soustraite à l'influence que la France y exerçait depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Grâce à la politique suivie par le comte Andrassy, le Germanisme y était tout puissant. Avec la conclusion de la Triple Alliance, l'influence de l'Allemagne avait pénétré les services politiques de l'Empire, s'était installée dans l'entourage de François-Joseph, et, appuyée sur les Magyars, brisait la résistance des Slaves. L'Autriche-Hongrie n'était plus libre.

Cette Triple Alliance concentrait des forces militaires sur un vaste territoire dont toutes les parties communiquaient entre elles et cette concentration était redoutable. C'était bien, disait M. Paul Deschanel, l'ancien Empire germanique reconstitué « dans des conditions nouvelles appropriées aux nécessités de notre temps, avec trois dynasties, trois souverains, trois capitales, avec une seule direction politique et militaire (1). »

François-Joseph, en montant sur le trône, en 1848, recueillait un héritage très lourd, dans des conditions singulièrement difficiles. On pouvait se demander si le système autrichien, qu'il était coutume de tant railler dans les chancelleries, pourrait désormais subsister, miné qu'il était par l'opposition

(1) Discours de réception à l'Académie Française, 1<sup>er</sup> février 1900. Voir *A l'Institut*, 1 vol. Paris, — Calmann-Lévy, 1907, p. 42.

irréductible des Hongrois, affaibli par de retentissantes défaites. Le gouvernement de Vienne ne vit son salut que dans un partage à deux du pouvoir impérial. De cette entente nécessaire avec les Magyars dont l'influence avait grandi dans les désastres de l'Autriche, sortit le Dualisme. C'était un édifice branlant et instable, exposé à toutes les attaques, où personne ne semblait à son aise. Le Dualisme avait tous les défauts d'un compromis (1). Les Slaves avaient leur mot à dire dans la Monarchie. François-Joseph, qui avait le mérite de connaître parfaitement ses peuples, n'ignorait pas qu'il devait les ménager. Il redoutait d'être entraîné trop loin par le « Centralisme » que soutenaient les Germains pour mieux dominer à Vienne; aussi avant le Dualisme avait-il, à maintes reprises, penché vers le « Fédéralisme », vers un système qui établirait un sage contrepoids entre les divers peuples de la Monarchie. Après Sadowa, il avait dû accepter le Compromis de Deak; mais ce n'était qu'une forme du « Germanisme », et il n'était pas sans entendre les plaintes de ses peuples que voulaient étouffer les Allemands de Berlin. Après Sedan, il se livra aux griffes du chancelier de fer, mais pouvait-il aveuglément méconnaître les intérêts de sa couronne? Nous allons assister aux perpétuelles désillusions de sa politique, aux revirements les plus inexplicables, aux efforts qu'il fera pour se soustraire à ses conseillers allemands mais sans avoir finalement le courage de leur résister, parce qu'il reste avant tout un souverain germanique qui a signé un pacte germanique. Conflit de politique intérieure si l'on veut, mais dominé par la lutte séculaire des Slaves et des Germains. Qu' l'emportera à Vienne? Est-ce Berlin qui y maintiendra un équilibre uniquement destiné à satisfaire ses desseins extravagants, même s'il doit en résulter la destruction du plus vieil Empire d'Europe, ou la sagesse bien entendue commandera-t-elle aux passions et aux ambitions?

Dans un Empire de 51 millions d'habitants, les Allemands, qui se concentrent en une masse compacte, dans le Vorarlberg, le Tyrol, Salzbourg, la Styrie, la Carinthie, jusqu'à la

(1) Voir plus haut, p. 233.

plaine hongroise, sont une minorité (12 millions : 9 millions 950.000 en Autriche, 2 millions environ en Hongrie), mais ils forment le noyau le plus solide de la Monarchie ; ils sont établis à son cœur même, à Vienne qui commande la grande voie danubienne, qui donne la vie à l'Europe. Ce domaine, ils l'ont conquis pied à pied, avec une rare vaillance au cours des siècles, et sa position géographique leur a procuré une sorte d'hégémonie. Ils la devaient aussi à leur civilisation et à leur culture plus avancées, à leurs attaches en Germanie qui leur conférait la couronne impériale, à leur audace sans bornes.

A côté des Allemands, et placés sur un pied d'égalité depuis le Compromis, les Hongrois, au nombre de 10 millions, tous cantonnés dans le royaume de Hongrie, formant un bloc homogène, une race forte, ont le grand avantage, après avoir fondu entre eux les éléments les plus divers, de posséder une unité ethnique très homogène. Leurs adversaires, de culture inférieure, mais supérieurs en nombre, et qu'ils dominent, sont au contraire dispersés tout autour d'eux, campés au Nord sur les Karpathes, comme les Slovaques et les Ruthènes ; appuyés à l'Est sur la citadelle transylvaine comme les Roumains, ou retranchés au Sud derrière la Drave, comme les Serbes et les Croates. Les Magyars peuvent au contraire se flatter d'une centralisation qui est le terme de leur évolution historique. Leurs rivaux les plus ardents, depuis qu'ils ont fait la paix avec les Allemands de Vienne, sont les Roumains, en Transylvanie et dans le Banat de Temesvar (3 millions 224.755) et les Slaves répartis entre l'Autriche et eux. Cette nationalité est la plus nombreuse de la Monarchie : 24 millions 1/2, et la plus opprimée avec les Roumains et c'est pourquoi ses désirs d'indépendance sont également plus vifs et plus efficaces. (1).

Les nations slaves de l'Empire austro-hongrois se divisent en deux groupes que séparent les masses allemandes et magyares. Les Slaves du Nord renferment des Slovaques et des Ruthènes, sous la domination magyare, des Tchèques, des Polonais qui subissent la loi autrichienne. Morcellement ingénieux dû à la géographie et à l'histoire plus qu'à la

(1) Ces statistiques, de l'ancien Empire austro-hongrois, sont conformes au recensement de la population de 1910.



volonté des hommes et qui empêche les Slaves du Nord de se concentrer et de s'unir ! Parmi les Slaves du Sud ou Yougoslaves, les Slovènes sont partagés entre les Hongrois, où leur nombre est restreint, et les Autrichiens chez qui on en compte 1.349.222, concentrés autour de Laibach (Liubljana) en Caréniole, en Styrie, en Carinthie. Ils forment, dans Goritz et Gradisca, 63 % de la population et sont en opposition, en Istrie, avec les Italiens qui eux aussi veulent se soustraire au joug austro-hongrois. Quant aux Croates et aux Serbes, qui parlent la même langue, mais se servent d'une écriture différente et ont une religion opposée, ils sont morcelés également entre la Hongrie et l'Autriche. Il y a des Croates, en Istrie et en Dalmatie, où l'on trouve également des Serbes qui sont encore nombreux sur la rive gauche du Danube entre le coude méridional du fleuve et les Portes de Fer. Au contraire, dans le royaume de Croatie et Slovénie, dont le centre important est Zagreb (Agram), les Croates forment la majorité et les Serbes ne sont que 25 % de la population. En Bosnie-Herzégovine, Croates et Serbes sont des plus mélangés et la distinction est difficile à faire.

Ainsi dans l'Empire austro-hongrois, les territoires et les nationalités les plus diverses sont accolés les uns aux autres, réunis simplement par le lien dynastique et les intérêts économiques, mais séparés par des aspirations communes qui seules créent la patrie et l'Etat. L'Autriche-Hongrie, a écrit M. Ch. Benoist, « n'est pas une nation, mais une mosaïque de peuples (1). »

Une bureaucratie intransigeante et tracassière cherchait à centraliser toutes ces parties de l'Empire. Elle était l'instrument docile d'un système de germanisation impitoyable qui, avant 1867, pesait sur les Hongrois et cherchait maintenant à opprimer les Slaves. Par le système du Dualisme, ceux-ci qui constituaient en bloc la majorité dans l'Empire, étaient partagés entre deux races qui les détestaient également : les Allemands et les Magyars. Que demandaient-ils ?

Leurs revendications avaient été solennellement exposées

1) *Revue des Deux Mondes*, 15 oct. 1897, p. 774.

dans le manifeste rédigé par Palacky pour le Congrès slave de Prague de 1848 où, pour la première fois, se réunissaient, venus de pays lointains, « les membres dispersés d'une grande race ». Non seulement le Congrès réclamait la transformation de l'Autriche en un Etat fédératif, l'émancipation des Slaves de Hongrie à l'égard desquels étaient employés des « procédés inhumains », mais il visait plus loin, il demandait la reconstitution de la Pologne et la libération des Slaves de Turquie. Tchèques, Moraves et Galiciens réclamaient des garanties ; Slovaques et Ruthènes voulaient être reconnus comme nation par les Hongrois ; les Croates, les Slovènes, aspiraient, les uns au maintien de leur autonomie, les autres à la constitution d'un groupe unique qui prendrait le nom de Slovénie.

Pourquoi l'Etat autrichien ne formerait-il pas une Confédération monarchique sur le modèle de la Confédération suisse, conciliant entre eux les traditions historiques des royaumes et les droits des nationalités ? Il semblait que seule l'idée fédéraliste, sagement appliquée, pouvait satisfaire les revendications des races, chaque Etat ou chaque province jouissant de l'autonomie, ayant une Diète nationale, envoyant des députés à une Diète centrale. Sept ou huit nationalités : allemande, tchèque, polonaise, italienne, yougo slave, magyare, roumaine et même ruthène, pouvaient y être représentées.

Le grand homme politique tchèque Palacky a pensé, après 1848, que les Habsbourg allaient lutter contre les Allemands et les Magyars qui voulaient asservir les autres nationalités, il a cru à un Etat fédératif capable de défendre toutes les nations qui le composent, et les laissant jouir de la liberté et de l'égalité, de leur autonomie ; bref il a cru à une Autriche idéale. Mais peu à peu il allait sentir l'inutilité des avis qu'il donnait. Dès 1865, il eut l'intuition que le Dualisme serait établi au profit des Allemands et des Magyars et il en prédit les suites malheureuses pour l'Autriche : « Lorsqu'en fait les Slaves seront considérés comme une race subalterne et comme les sujets du gouvernement de deux autres nations, alors la nature reprendra ses droits et son opposition inévitable transformera la paix intérieure en trouble, l'espoir en désespoir et suscitera enfin des dissensions et des luttes dont les ten-

dances, l'étendue et le terme ne sauraient être prévus. » Peu à peu il en arriva à se convaincre » qu'une Autriche équitable, une Autriche-Hongrie qui ne serait pas dominée par les Allemands et les Magyars, un Etat autrichien où les Slaves et les Latins ne seraient pas opprimés, était impossible » (1).

Les Magyars, comme les Allemands, ne voulurent jamais consentir au Fédéralisme. Ce fut leur opposition à la libération des Slaves et des autres nationalités, les unissant dans une haine commune, qui détermina le Compromis et maintint le régime centralisateur. Le partage de 1867 s'était effectué sans que les Slaves fussent consultés et on prêta même à M. de Beust, qui en fut l'auteur, la réflexion qu'il fit à l'homme d'Etat hongrois Deak et qui peint l'esprit dominateur de cette époque : « Gardez vos hordes : les Croates, les Serbes, les Roumains, les Slovaques, nous garderons les nôtres » : les Tchèques, les Slovènes, les Serbo-Croates, les Polonais, les Ruthènes.

De ces hordes, François-Joseph craignait le réveil et il était partisan, pour leur donner des satisfactions, de créer une Autriche fédérale en accordant certains droits aux nationalités. Mais devant les résistances énergiques des Magyars et de Kossuth, il leur céda, les laissant prendre la haute main sur les populations non-magyares et devenir ainsi les plus sûrs alliés des Allemands contre les Slaves et les Latins de la Monarchie. Et cependant il entendait encore l'écho de leurs plaintes, au Congrès de Moscou de 1867, où Palacky, Riéger pour la Bohême, le Dr Mudron pour la Slovaquie, le Dr Gaj pour la Croatie, Desantchich pour la Serbie, exposèrent les revendications nationales en demandant que les « Slaves fussent maîtres chez eux » (Riéger), afin que cessassent leurs pénibles épreuves.

Une loi plus libérale (21 décembre 1867) était proposée et votée accordant aux citoyens du royaume les libertés nécessaires, déclarant que « tous les peuples étaient sur le pied d'égalité », « garantissant l'inviolabilité de leur nationalité et de leur idiome ». Mais ce n'était qu'un leurre, en réalité

(1) *Revue de Paris*, 15 juillet 1918. *Les déceptions d'un Austrophile* par Jules Chopin, p. 446, 447.

l'indépendance n'était point respectée et on imposait aux nationalités l'usage de la langue allemande.

A Czernovitz, par exemple, en pays roumain, on obligeait à donner dans l'Université l'enseignement en allemand. Les Slovénes n'avaient point d'Université.

La Bohême protesta contre la nouvelle constitution ; elle demandait l'indépendance du royaume qui ne serait rattaché à la Monarchie que par une union personnelle et n'admettait pas, par exemple, que la Hongrie traitât de ses intérêts avec le souverain. Les députés tchèques de la Diète de Moravie combattaient le Dualisme fondé ni en droit historique ni en droit politique. Ils n'admettaient d'accommodements que sur la base du droit historique et d'un contrat entre le souverain et la Diète nationale.

Au moment où l'unité allemande venait de triompher à Versailles, François-Joseph tenta un essai hardi, semblant vouloir entrer dans la voie du Fédéralisme avec le ministère Hohenwart (fév. 1871). C'était un ministère tchéophile, favorisant la politique tchèque en Bohême. Pour faire perdre son influence à l'élément allemand, il déposait un projet de loi pour l'élargissement du pouvoir législatif des Diètes provinciales. François-Joseph se ferait couronner roi de Bohême, et la Bohême, représentée comme la Hongrie par une délégation, aurait une autonomie complète. Mais la politique du nouveau ministère, dirigée contre la prépondérance des Allemands, suscita, de leur part, une violente opposition, tandis qu'à la Chambre des Seigneurs d'Autriche, le comte Auersperg s'écriait : « Puisse-t-il ne jamais arriver que l'Allemagne se sente étrangère en Autriche ! Il se pourrait qu'alors le mal du pays s'emparât d'elle avec une force irrésistible », un autre orateur, M. Knoll, disait au Reichsrat, « Nous n'avons pas vaincu à Sedan pour devenir les îlots des Tchèques », affirmant ainsi la solidarité de Vienne et de Berlin.

Du reste toute cette politique de bon sens qui, avec le recul du temps et les catastrophes qui ont frappé récemment l'Empire des Habsbourg, prend une telle signification, fut de courte durée. L'influence des Allemands allait l'emporter car

un grand revirement s'opérait dans la politique extérieure de la Monarchie après les entrevues d'Ischl, de Salzburg et de Gastein, après l'entente de Bismarck et d'Andrassy. Non seulement l'homme d'État hongrois, appelé aux affaires à la place de Beust qui écrira plus tard dans ses *Mémoires* : « les Allemands d'Autriche devraient comprendre qu'ils vivent dans un Empire polyglotte et qu'ils doivent s'accorder avec les autres nationalités si l'Autriche, qui est considérée, du côté allemand, comme une nécessité, doit continuer à subsister... (1) », va orienter l'Autriche-Hongrie vers une entente étroite avec l'Allemagne pour combattre l'élément slave et renoncer définitivement à la revanche de Sadowa ; mais il modifiera toute la politique intérieure de la Double Monarchie. On reviendra aux anciens errements, au Centralisme germanophile. Le ministère du prince Auersperg s'empressera de dissoudre la Diète de Bohême.

Du reste l'alliance conclue avec l'Allemagne, en 1879, donnait aux Allemands les satisfactions qu'ils attendaient. Ils ne pouvaient guère compter cependant sur les complaisances du comte Taaffe, qui avait pris le ministère et désirait traiter sur le même pied toutes les nationalités de la Cisleithanie ; les Allemands n'étaient qu'un des groupes de la Monarchie (Ordonnance sur les deux langues en Bohême, création des Universités mixtes), mais ce groupe restait très influent. Il entendait demeurer allemand avec ses prérogatives. De jour en jour chez lui le sentiment national s'aigrissait, d'autant plus qu'il avait subi, notamment en Bohême, des défaites électorales retentissantes (1884) ; ses partisans avaient, comme cri de guerre : « Plutôt mourir Allemand que pourrir Tchèques » ; en tant qu'Autrichien, il déplorait la politique du ministère Taaffe et ses conséquences. Bref, de 1887 à 1893, aux derniers jours du cabinet Taaffe qui dura quatorze ans, la lutte pour la suprématie entre les races devenait de plus en plus ardente, d'autant plus qu'en Bohême un nouveau parti, le parti Jeune Tchèque, qui reprochait aux Vieux Tchèques d'être trop modérés, menait une com-

(1) *Op. cit.*, t. II, p. 495.

pagne plus énergique en faveur des droits de la Bohême.

Lorsque l'Empereur se décida, devant les progrès de la cause slave, à faire un nouvel essai de Fédéralisme malgré les objurgations les plus violentes, il appela aux affaires un Polonais, le comte Badeni. Il cherchait peut-être là un point d'appui pour résister aux exigences du parti chauvin du comte Tisza qui pratiqua, pendant quinze années, en Hongrie, une politique d'impitoyable magyarisation. François-Joseph, qui était cependant généreux et juste, le laissa employer la corruption et tous les moyens de pression possible contre les minorités, notamment contre les Croates qui continuaient, contre le gouvernement hongrois, une opposition nationale sourde, et réclamaient une union personnelle (1883-1895). De même en Transylvanie, les Roumains demandaient un gouvernement distinct et envoyaient un memorandum à l'Empereur. Le gouvernement hongrois ripostait en faisant condamner à la prison les chefs de parti (1881-1895).

Le nationalisme magyar crût de plus en plus, demandant à la couronne des concessions pénibles pour l'intransigeance viennoise au sujet des appellations dans l'armée et la marine (1889-1895), et de la substitution de la langue magyare à la langue allemande dans l'armée hongroise, ce qui semblait au monarque comme une atteinte à ses prérogatives militaires.

L'Empereur, en laissant Badeni créer une cinquième Curie élue au suffrage universel, semblait vouloir prendre un point d'appui dans les masses pour soutenir, contre toutes ces exigences, ses intérêts dynastiques. En décrétant, en Bohême et en Moravie, l'égalité des deux langues allemande et tchèque, il portait à l'influence allemande, dans ces deux provinces, le coup le plus sensible. L'obstruction des Allemands au Parlement fut telle que l'Empereur, cédant à la pression d'une agitation populaire à Vienne qui se traduisit par un mouvement pseudo-protestant et anti-habsbourgeois éclatant aux cris de « *Los Von Rom!* », sanctionna finalement le retrait des Ordonnances. A nouveau le Germanisme l'emportait et allait jouer désormais un rôle prépondérant; du reste François-Joseph se rendait à Berlin comme pour faire hommage au Kaiser de ses bonnes intentions (1900). Les intransigeances

des pangermanistes continuèrent à l'égard des Tchèques. On se rappelle cette séance mémorable au Parlement de Vienne, sous le ministère Körber, où les pangermanistes debout poussèrent le cri « Vivent les Hohenzollern » couvert par les clameurs de l'Assemblée.

Jusqu'à quel point François-Joseph se prêta-t-il aux manœuvres pangermanistes ? Peut-on l'excuser en disant qu'il était la victime d'un atavisme séculaire, d'une éducation absolutiste, d'une bureaucratie intransigeante qui lui imposait ses vues, bref qu'il voulait le bien de ses sujets slaves sans le réaliser jamais ? Le jour où les institutions représentatives succédèrent à l'absolutisme désuet de M. de Metternich (1848), il était évident que les passions nationales se manifesteraient de plus en plus fortes et que le gouvernement monarchique serait contraint de les favoriser ou de les opprimer, mais qu'il ne pourrait les méconnaître comme précédemment. Un instant il parut céder aux Slaves, mais devant les protestations des Magyars et des Allemands, il leur résista et ce fut toute la raison de ce duel tragique qui certainement assombrît les dernières années du vieil Empereur. Si des hommes d'Etat viennois vous disent aujourd'hui « l'Autriche s'est suicidée », n'y a-t-il pas là l'aveu évident des fautes commises ?

Beaucoup vous déclarent actuellement à Vienne et à Budapest même, le comte Théodor Batthyany par exemple, que le Fédéralisme aurait pu, à une certaine époque, sauver l'Autriche. Il aurait fallu que résolument, après ses défaites du siècle dernier, la Monarchie donnât, dans un large sentiment de justice, à ses diverses races, des possibilités de développement au lieu de les comprimer. La dynastie des Habsbourg, au lieu de se confier aux bureaucrates, aurait dû faire preuve de cette élasticité qu'elle n'avait, il est vrai, jamais eue. C'était peut-être trop lui demander. En 1867, on avait, à Vienne, un tel mépris des Slaves et une telle peur des Magyars ! C'est à eux qu'on laissait toute la liberté d'action nécessaire. Mais, à leur tour, ils étaient trop hantés par le souvenir de Jellachitch pour ne pas s'efforcer de garder, sous leur sujétion, les Slaves du Sud. Et l'Autriche ne pouvait

rien accorder aux Serbes et aux Croates sans se mettre les Magyars à dos, c'est-à-dire sans ruiner les bases même du Dualisme. Elle se trouvait condamnée ainsi à l'immobilité politique, qui est la pire des choses, à une époque où les nationalités avaient subi l'évolution que l'on connaît.

Que devait-elle faire au contraire au lieu de se cramponner à des traditions vétustes ? M. Chéradame, dans son beau livre si nourri de faits et qui est une mine de renseignements : *l'Europe et la Question d'Autriche au seuil du XX<sup>e</sup> siècle* (1), a très bien montré que l'Autriche aurait dû, par le Fédéralisme, élargir l'autonomie des pays et royaumes cisleithans. Une large réforme fédérale aurait étendu la compétence des Diètes locales aux affaires qui ne sont pas d'ordre général, leur aurait permis d'envoyer des députés au Parlement central ; c'était le programme slave de 1848. François-Joseph se serait fait couronner roi à Prague, comme il l'avait promis en 1871. Était-elle équitable cette représentation des partis nationaux en Autriche qui donnait 196 députés à 15 millions de Slaves et 205 à 9 millions d'Allemands ?

La représentation des minorités, à Budapest, était encore plus faussée. Mais avec le Fédéralisme, les Slaves deviendraient la majorité, aussi les Magyars comme les Allemands ne l'accepteraient à aucun prix, pour ne pas perdre leur hégémonie. Le système centraliste, instrument d'injustice, n'était destiné qu'à prolonger la domination allemande en Europe centrale ; le système fédéraliste la ruinait dans son essence même.

Combien ont souhaité longtemps que l'Autriche, dont on annonçait sans cesse la désagrégation, à la mort de François-Joseph, pût subsister en se transformant ! Elle était, aux yeux de ceux qui redoutaient la domination allemande, au centre de l'Europe, un élément essentiel de l'équilibre européen. Notre maître Anatole Leroy-Beaulieu écrivait, en 1904. « Si l'Autriche-Hongrie devait être rayée de la carte de l'Europe, c'en serait fait de notre vieille Europe historique. Nous, et les

(1) 1 vol. in-8°, Paris-Plon, 1906, p. 51 et suiv. Voir également *Revue de Paris*, 1<sup>re</sup> février 1899. *L'avenir de l'Autriche*, par le D<sup>r</sup> Kramarsch ; et Henry Wickham Steed. *La Monarchie des Habsbourg*, 1 vol. in-16°, Paris-Colin, 1914, p. 320.



petits peuples du continent, du Danemark à la Hollande, à la Belgique, à la Suisse, à la Serbie, à la Hongrie, seront réduits à l'état de vassaux du nouveau Saint Empire germanique..... Aussi nous est-il permis d'espérer, dans l'intérêt de l'Europe comme dans celui de la France, que l'Autriche, en se renouvelant, saura échapper à la dislocation aussi bien qu'au démembrement (1) ». Il songeait à une union personnelle des trois couronnes : Autriche, Hongrie, Bohême, et à une Croatie indépendante. Comme lui d'autres faisaient confiance aux idées novatrices de l'Archiduc François-Ferdinand qui songeait à l'émancipation des Serbes de Hongrie et qui était l'ennemi juré des Magyars.

Que pouvait-il résulter de ces nobles conceptions en présence du Pangermanisme sans cesse grandissant des deux côtés de la Leitha ? Cette propagande germanique aux rêves ambitieux, que nous avons décrite en Allemagne, s'étendait chaque jour davantage. A aucun moment, les Hohenzollern n'ont considéré leur mission comme terminée. La grande idée qui les hantait eux et tous les professeurs et idéologues d'outre-Rhin, était de *réunir* les Germains en un seul Etat, d'associer étroitement l'Autriche à l'Allemagne.

Tel était le but que visait la Ligue pangermaniste (*Alldeutscher Verband*), souvent avec la complaisance des pouvoirs publics, qui avait pour objet d'affirmer la conscience du peuple allemand et de poursuivre, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières, l'union de toutes les tribus allemandes. Son action s'étendait aux 80 millions d'Allemands qui se trouvent dans le monde, quel que soit l'Etat auquel ils appartiennent (2). Pour la même idée, travaillaient, à côté de la Ligue, les Associations régionales des différents pays autrichiens (*Bund der Deutschen in Böhmen*, *Bund der Germanen*, *Deutscher Schulverein*, etc.... (3). Ce Pangermanisme fut latent dans les écoles, pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle. Il avait été

(1) Préface au livre de M. Georges Weil, *Le Pangermanisme en Europe Centrale*, 1 vol. in-15<sup>e</sup>, Paris-Fontemoing, 1904, p. XII-XIV.

(2) A. Chéradame. *L'Europe et la question d'Autriche au seuil du XX<sup>e</sup> siècle*, *Op. cit.*, p. 68. ,

(3) Paul Vergnet. *Op. cit.*, p. 135 et suiv.

entretenu dans la *Burschenschaft*, et la littérature cherchait à le développer pour amener la régénération de l'Allemagne, tel Paul de Lagarde, en 1870, et Frédéric Lange, en 1890. Cette union était d'autant plus nécessaire que Bismarck, comme Guillaume II, avaient besoin de l'Autriche pour combattre l'influence grandissante des Russes. La politique extérieure de l'Autriche, qui reposait sur l'alliance avec l'Allemagne, l'empêchait de faire des concessions nécessaires ; elle était nécessairement anti-slave et anti-russe. Avec le pacte de 1879, on pouvait dire que, désormais, le Germanisme l'emporterait à Vienne ; aussi les timides essais de Fédéralisme de François-Joseph étaient-ils très mal acceptés, sinon combattus à Berlin.

La grande crainte de la *Wilhelmstrasse* était de voir, à la longue, l'Autriche favoriser les nationalités, flatter leurs espérances. Mais une Autriche slavophile, ou composée d'États distincts mal rattachés entre eux, se soustrairait nécessairement à l'influence allemande ? Sa politique extérieure, plus indépendante ou plus favorable à la Russie, ne seconderait en rien les projets de Berlin ! Et peu à peu, on en arrivait à désirer, dans l'entourage de Guillaume II, le rattachement de l'Autriche à l'Empire allemand, englobant ainsi 86 millions d'hommes et un territoire économique habité par 131 millions de consommateurs. C'était là le meilleur moyen de maintenir l'Autriche-Hongrie dans la dépendance allemande et de seconder l'avenir économique de l'Allemagne, en permettant d'étendre le *Zollverein* à toute l'Europe centrale.

Cette union douanière facilitera donc la prédominance économique de l'Allemagne, tandis que la Triple-Alliance assurera la prédominance militaire, ces projets d'union n'ont qu'un objet, consolider la Triple-Alliance. Ce sera le pilier économique qui supportera le pilier politique suivant la formule du comte Apponyi (1) Du reste, cette union douanière amènera l'alliance politique obligatoire au profit de l'Allemagne. De quelque façon qu'on envisage le problème, on voit la nécessité pour l'Allemagne de dominer dans l'Europe

(1) Voir Charles Andler. *Le Pangermanisme continental sous Guillaume II*, 1 vol. in-8°, Paris-Conard, 1915, p. XXXVI.

centrale, c'est-à-dire à Vienne, quitte à décider l'annexion, s'il en était temps encore. Le territoire de cette Europe centrale, il faut l'arrondir et le compléter. Chacun est persuadé, du reste, en Allemagne, que la dissolution de l'Empire habsbourgeois est imminente au profit du Slavisme ; le rattachement serait le meilleur moyen de le sauver de la ruine. Les Magyars, les Tchèques, les Croates sont des boulets que traîne l'Autriche ; la domination allemande aurait vite fait de l'en débarrasser. Avec la fusion des armées et des flottes, l'Autriche, devenue la mandataire de l'Allemagne aurait toute la force nécessaire pour endiguer le flot russo-slave que la France attire vers elle ; elle reposerait, avec son unité nouvelle, l'unité allemande, sur des bases plus solides, et l'Allemagne, renforcée des éléments autrichiens ou même magyars, aurait un débouché sur la mer Adriatique et par elle sur la Méditerranée. Ce serait le rêve du Moyen-Age réalisé ; et l'on voit ici l'application à l'Empire austro-hongrois de la doctrine pangermaniste que nous avons exposée.

Le but des pangermanistes est donc de réaliser la plus grande Allemagne avec l'incorporation de l'Autriche, ce qui permettrait de créer, au centre de l'Europe, un Empire qui s'étendrait sans solution de continuité de Hambourg à Trieste. Pour cela il faudra continuer l'œuvre de colonisation ancienne, qui fut la vocation des Germains, pour refouler les peuples voisins qui ont su maintenir leur langue et leurs coutumes. Il faudra germaniser, comme en Pologne, avec d'anciens sous-officiers de l'armée, rétablir, comme le demandait Paul de Lagarde, des margraviats militaires formant un glacis sur le pourtour de l'Allemagne où les colons allemands supplanteront les indigènes. Ainsi se réparera la faute des traités de 1815 et de 1831 qui n'ont pas ramené, à l'Allemagne, la Hollande, la Belgique, le Luxembourg. On reconstituera même le domaine des Hohenstaufen en récupérant le royaume d'Arles, la Bourgogne, la Lorraine. Mais il faut surtout élargir l'Europe centrale afin que la zone d'influence allemande s'étende jusqu'au golfe Persique ; il sera donc nécessaire d'absorber l'Autriche sous une forme ou sous une autre. Voilà ce que proclament les

pangermanistes (1). Bien entendu l'Autriche sera reconstruite sur des bases allemandes. « Elle deviendra un membre entièrement allemand du nouvel Empire de race germanique (2). »

Les pangermanistes avaient, en Autriche, un parti très actif, fondé vers 1882, par M. G. Schönerer qui combattit, comme nous l'avons vu, les tendances fédéralistes de François-Joseph, et entendit lutter contre les Slaves. Dès que Guillaume II prit le pouvoir, son parti devint « de plus en plus agissant ». Il était secondé, en Allemagne, par l'union pangermaniste, l'*Alldeutscher Verband*, il pensait constituer un vaste *Zollverein* de l'Europe centrale, rompre le pacte dualiste, en rattachant la Hongrie à l'Autriche par un simple lien personnel, détacher la Galicie, la Bucovine et la Dalmatie (*Sonderstellung*) de la Cisleithanie où l'allemand serait langue d'Etat (programme de Linz); il voulait enfin attirer les esprits, en Autriche et en Allemagne, par une campagne ardente qui obligerait le gouvernement de Berlin à intervenir. Les publications prussophiles étaient répandues à profusion. Par des conférences, on surexcitait les esprits en réveillant les vieux souvenirs de la guerre de Trente Ans (1897-1900). Les journaux à grand tirage de Vienne, qui sont entre les mains des Allemands, appuyaient cette campagne qui tantôt se manifestait ouvertement, tantôt sournoisement comme dans la *Neue Freie Presse*. De nombreuses sociétés secrètes de protection (*Schutzvereine*), constituées pour lutter contre les Slaves, étaient autant de foyers pangermanistes qui se retrouvaient également parmi les étudiants des Universités de Vienne, Brunn, Gratz, Innsbrück. Les Allemands de Bohême (2 millions) étaient également les adeptes de M. Schönerer. Avec de tels efforts, patiemment soutenus, avec de telles polémiques, accentuées encore par des manifestations incessantes, la diffusion des idées pangermanistes était inévitable, mais en même temps s'exaspéraient les luttes nationales. Bien entendu, certains agitateurs prussophiles étaient prêts à

(1) Voir Charles Andler. *Op. cit.*, p. LX-LXV.

(2) *Oesterreichs Zusammenbruch und Wiederaufbau*, p. 34, 1899 et Charles Andler. *Op. cit.*, p. 199.

trahir l'Autriche au profit de leurs idées ; ne songeaient-ils pas à en faire une simple province de la plus grande Allemagne ? Ils étaient décidés, s'il le fallait, même à entraîner l'Autriche dans la guerre.

Les conceptions fédéralistes s'opposaient nécessairement à de tels projets. Les Polonais, les Ruthènes, les Tchèques, les Slovènes et les Serbo-Croates préféraient la création d'un « lien fédéral », qui s'expliquait par un loyalisme persistant envers la dynastie des Habsbourg, plutôt que ces morcellements ; favorables à la cause allemande, car il n'était point dans les conceptions des pangermanistes de les laisser former un Etat purement slave. Les Allemands, seuls maîtres à Vienne, feraient de François-Joseph un simple vassal des Hohenzollern (1).

D'autre part, jusqu'à quel point les hommes d'Etat de Prusse et Hongrie acceptaient-ils cette main mise de l'Allemagne sur l'Autriche ? Beaucoup rêvaient d'une indépendance plus complète que celle assurée à la Hongrie par le pacte de 1887 (Parti Kossuth), et voulaient avoir une frontière douanière avec l'Autriche, une armée et une représentation diplomatique et consulaire distincte. En réalité, les projets ambitieux des pangermanistes se faisaient au détriment de la Hongrie, puisque certains parlaient d'enlever ce pays à la domination magyare. Aussi quelques hommes politiques à Budapest étaient-ils convaincus que la politique pangermaniste était toute contraire aux intérêts vrais de la Hongrie, mais seraient-ils écoutés ?

D'autre part, l'entrée de la Hongrie, pays agricole et non industriel, dans un vaste *Zollverein* de l'Europe centrale, léserait les intérêts des industriels magyars qui se verraient concurrencés sur leur propre territoire par les produits allemands. L'Allemagne, avant la guerre, ne se fournissait-elle pas des produits agricoles qui lui manquaient surtout en Russie, aux Etats-Unis et aux Indes ?

Quoi qu'il en soit, le parti pangermaniste exerçait en Hongrie, comme en Autriche, une propagande très vive, consti-

(1) Voir A. Chéradame. *Op. cit.*, p. 107 à 195.

tuait des points d'appui sérieux, à Budapest, pour atteindre plus aisément la Roumanie et la Serbie, obstacle à leur extension vers la mer. Il était essentiel, pour la réalisation de cette vaste politique, que le gouvernement hongrois marchât d'accord avec Berlin, en haine des Slaves, et restât en communauté de vues parfaite avec le gouvernement prussien ; rien ne devait être négligé en ce sens. Les pangermanistes savaient bien que les Hongrois, de même que les gouvernants viennois, ne faisaient preuve d'aucune abnégation pour l'application du Fédéralisme. Comment le peuple magyar, grand par ses gloires passées, sa civilisation, sa culture artistique si fine, n'avait-il pas compris que l'oppression des minorités devait avoir une fin et que la politique germanophile entraînerait l'Etat à une catastrophe ? On avait tout prévu, sauf celle-ci !

Toutes les manifestations du Pangermanisme, en Autriche, avant la guerre, rencontraient nécessairement, à Berlin, les plus grands encouragements ; c'est de là que partait le mot d'ordre ; sans Berlin elles auraient été vaines. L'union pangermanique et beaucoup d'autres groupements qui travaillaient d'accord avec elle, même les sociétés économiques, coloniales, navales, financières, etc... cherchaient, par une propagande habile, à intéresser les Allemands d'Autriche aux affaires. Même les groupements évangélistes se livraient à la propagande pangermanique et travaillaient en même temps en faveur de la religion protestante. Les journaux, les revues voulaient éduquer les esprits en leur inculquant l'idée de la plus grande Allemagne. Dans les Universités allemandes, les professeurs ne se faisaient pas faute de manifester contre les Tchèques et de passionner leurs élèves pour les idées pangermanistes. Le travail de propagande parmi la jeunesse était peut-être le plus fertile de tous.

Parfois le gouvernement de Berlin sembla vouloir réprimer ou désavouer cette action pangermaniste qui visait nettement à modifier en Europe l'état de choses établi. Mais ce n'étaient là que des feintes. Quand on entendait parler les familiers de l'Empereur, quand on voyait ce qu'il laissait officiellement enseigner dans ses écoles sur l'expansion nécessaire et la

puissance d'annexion de la race allemande, quand on savait l'appui que certains fonctionnaires avaient toujours prêté à la campagne pangermaniste, quand on se remémorait certains discours enflammés du Kaiser : « L'Empire allemand est devenu un Empire universel » (18 janvier 1896) ; pour maintenir l'œuvre des aïeux, « l'unité et la coopération de toutes les tribus germaniques est nécessaire » (28 août 1898) ; « puisse la patrie allemande, dans les temps futurs, par la coopération unifiée des princes et des peuples, de leurs armées et de leurs citoyens, devenir aussi puissante, aussi fortement unie, aussi extraordinaire que l'Empire romain universel » (4 octobre 1900), comment douter que Guillaume II et son gouvernement n'aient pas favorisé, au moins secrètement, le mouvement pangermaniste destiné à soutenir leurs vues de politique extérieure en Europe centrale et même dans le monde entier ? Pour Berlin, l'Autriche n'était que la citadelle avancée du Germanisme vers l'Orient ; sa mission était de germaniser le Centre et le Sud-Est de l'Europe ; les races diverses qui l'habitaient n'étaient que des vassales de la race allemande. Il fallait que l'Autriche se soumit à l'Allemagne pour que l'œuvre de civilisation s'accomplît. Si elle et ses populations slaves lui résistaient, rien ne pouvait être fait. Il est inutile d'insister sur les dangers, pour la France et l'équilibre des puissances d'un Empire de 86 millions d'âmes constitué au centre de l'Europe, obéissant au même commandement. Or un instant la guerre de 1914, comme nous allons le montrer, fut sur le point de réaliser le danger que tant d'hommes politiques sagaces redoutaient.

---

## CHAPITRE VII

### LES AMBITIONS PANGERMANISTES EN AUTRICHE-HONGRIE ET LA GUERRE DE 1914

---

François-Joseph avait une expérience politique d'un demi-siècle. Il était le seul souverain d'Europe encore régnant qui eût assisté à toutes les convulsions politiques qui, depuis 1850, avaient modifié l'état de choses établi par les traités de 1815. Napoléon III, Bismarck, Schwarzenberg, Cavour, tous ceux qui, à un degré différent, ont été responsables des modifications territoriales et politiques de l'Europe centrale avaient été directement en rapport avec lui ; les événements avaient pu l'instruire. Il n'en avait guère connu que l'amertume ; deuils nationaux, deuils de famille l'avaient brutalement frappé, mais ils n'avaient point abattu son énergie qui les avait toujours dominés. On rendait hommage à sa fermeté dans le malheur, à la pondération de son jugement, à sa parfaite loyauté, à son intelligence claire et précise, à son immense labeur, puisque, levé dès quatre heures du matin, il parcourait et lisait tout lui-même, épuisant de travail ses quatre ou cinq aides de camp. Mais on critiquait son ingratitude impardonnable à l'égard de ses meilleurs serviteurs, son égoïsme et son cynisme politique.

Scrupuleux dans l'accomplissement de ses obligations professionnelles, il apportait toujours, dans la représentation extérieure, le respect de la tradition sans essayer jamais d'en retrancher quoi que ce fût dont la suppression eût flatté sa simplicité ou satisfait ses commodités. Il avait une haute conscience de ses devoirs ; il croyait que Dieu lui réservait l'hégémonie de l'Europe avec le Hohenzollern auquel il



s'était enchaîné. Il considérait que l'Autriche, puissance conservatrice par excellence, était la pierre angulaire de l'équilibre européen. Conservateur de tradition et d'idées, il était très hostile à toutes les innovations (il n'admettait même pas l'automobile et l'aéroplane) ; il croyait que le seul moyen de ménager la « mosaïque compliquée » de son Etat était de la faire durer, alors qu'il aurait fallu la transformer.

Il voulait que l'Autriche-Hongrie fût une grande puissance, restant dans une position stratégique au centre de l'Europe avec des petits Etats disparates autour d'elle. Il était fidèle à l'idéal de sa Maison, la Sérénissime Maison Impériale, qui découle du Saint Empire romain de nation germanique dont la tradition séculaire a pénétré les Habsbourg et dont il voulait maintenir les privilèges et le prestige. Impassible devant les scandales, les meurtres, tous les malheurs qui frappaient son illustre famille à coups redoublés, il fut une grande figure de son temps ; il ne lui manqua que la noblesse de sentiments et la décision des vrais hommes d'Etat pour être un grand roi.

En réalité, il était demeuré un « prince allemand », comme il le disait, le fourrier docile de la pénétration germanique vers l'Orient et de la domination allemande en Europe et sur le monde.

Ses idées étaient surtout absolutistes et il n'accorda une constitution qu'à regret sans vouloir en rien affaiblir son pouvoir. S'il octroya le Dualisme à la Hongrie et pensa même donner à la Bohême une certaine autonomie, penchant ainsi vers le Fédéralisme, c'est parce qu'il pensait bien ne rien perdre de son pouvoir impérial et souverain.

La nature de la Monarchie l'entraînait vers le Fédéralisme, vers une association de peuples égaux ; celle-ci était fatale, sinon elle se ferait hors de l'Autriche ou contre elle ; or François-Joseph la contraria et l'arrêta au lieu de l'aider. Une première fois, au lendemain de la Révolution, il supprima la constitution et se proclama souverain absolu. Il versa dans le Compromis qui étouffait les aspirations des peuples au lieu de défendre les idées du diplôme d'octobre.

Après 1899, le Centralisme l'emporte définitivement. Fran-

çois-Joseph soutient l'hégémonie allemande qui écrase les Slaves au lieu de guider l'Autriche nouvelle qui serait restée une grande puissance avec ses peuples unis et libres. Il se perd en combinaisons et en tergiversations, allant des institutions libérales, aux institutions absolutistes, de la centralisation au Fédéralisme, cédant devant l'intimidation, s'efforçant surtout d'opposer les races les unes aux autres pour prévenir leur coalition, tant il a la crainte des aspirations particularistes. Ainsi, figé dans le culte du passé, il conduit son Empire à la catastrophe. Il eut une foi trop grande dans l'Allemagne pour laquelle finalement il travailla, ne tenant aucun compte des idées d'humanité et de droit.

Rien, en effet, ne semblait l'émouvoir ; les plaintes des nationalités opprimées ne touchèrent pas son âme insensible. Vivant dans un milieu étroitement fermé, parmi des bureaucrates et des nobles qui ne se guidaient en politique que sur des préjugés et des traditions périmées, il restait sourd aux bruits du dehors, aux évolutions de la pensée moderne. C'est tout juste si, en 1914, l'Autriche n'était pas encore gouvernée comme aux plus belles années de M. de Metternich. Et cette bureaucratie, cette aristocratie germaniques qui, à quelques exceptions près, dirigeaient la politique intérieure et extérieure de la Monarchie, avaient pour idée directrice l'entente étroite avec Berlin et la lutte contre les empiètements du Slavisme. Est-ce à dire que les tendances des pangermanistes précédemment exposées seraient aveuglément suivies à Vienne, que François-Joseph laisserait dépecer son Empire au profit de la plus grande Allemagne ? C'est là chose invraisemblable. La guerre seule pouvait amener les bouleversements auxquels certains aspiraient ; de plus en plus du reste le Kaiser l'envisageait. Quant à l'Empereur d'Autriche, dominé qu'il était par sa crainte du danger russo-slave, il allait tolérer une politique qui fatalement conduirait à la guerre.

L'Autriche, sentinelle avancée de la plus grande Allemagne dans les Balkans, était invinciblement entraînée, depuis l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, vers la mer Méditerranée, la voie du grand commerce mondial. Cette poussée vers

l'Est, ce *Drang nach Osten*, la mettait directement en conflit avec les Serbes qui s'étendent depuis le Danube et la Tisza à travers le Banat, la Bosnie et la Macédoine, jusqu'aux confins de la mer Egée et qui lui barraient la route vers l'Orient, comme jadis ils fermaient aux Turcs l'entrée de l'Europe.

Mais depuis 1881 (traité secret), la Serbie était comme une vassale de l'Autriche qui protégeait la dynastie de Milan et le reconnaissait comme roi. Les défaites de 1885 avaient profondément abaissé le jeune Etat qui semblait devoir, tôt ou tard, suivre le sort de la Bosnie-Herzégovine et entrer dans les frontières de la Double Monarchie.

Le gouvernement autrichien n'avait-il pas montré fréquemment, à l'égard des Slaves, une attitude conciliante à l'intérieur de l'Empire? A l'extérieur, il avait mis fin à la période de froissements qui avait été la conséquence du traité de Berlin et qui avait failli déchaîner un conflit avec la Russie. Une entente avait été élaborée entre les deux Empires (avril 1897), sur la base d'une collaboration dans les affaires orientales notamment dans les affaires macédoniennes et qui visait à maintenir le *statu quo*. La Russie, absorbée par les affaires d'Extrême-Orient, désirait avoir les mains libres dans les Balkans, dont l'Autriche se constituait comme la gardienne.

La Péninsule était partagée en deux sphères d'influence. La Russie s'occuperait spécialement de la Bulgarie, tandis que l'Autriche-Hongrie surveillerait la Serbie et la Macédoine, et les Puissances contractantes auraient le droit, dans leur sphère, de réprimer toute agitation. L'Autriche avait ainsi, du fait des ambitions russes qui se portaient vers d'autres rêves, le droit de tourner spécialement toute son attention vers les Balkans; pendant quelques années, les relations entre les deux Cours devinrent fort étroites. Communément elles devaient s'inquiéter de la question de Macédoine qui était un foyer d'incendie dans les Balkans.

La Macédoine, où s'enchevêtraient toutes les races, toutes les religions, toutes les langues, où les ambitions et les intérêts se disputaient l'influence, était un foyer de désordres qui

retenait l'attention de l'Europe. Les persécutions des Turcs, les agissements des bandes macédoniennes avaient rendu intolérable la situation des chrétiens. Des réformes furent demandées à la Turquie et un programme lui fut soumis par l'Autriche et la Russie (entrevue de Mürzsteg-1903). Ce fut la dernière manifestation de la bonne entente. Comment celle-ci pouvait-elle durer plus longtemps ? Elle prendrait fin nécessairement du jour où la Russie, à la suite de ses échecs contre le Japon, prêterait plus d'attention à la question de Macédoine et à celle de l'Orient, en général, et désirerait jouer un rôle plus actif dans les affaires européennes, et où l'Autriche continuerait, à l'égard des Slaves et dans les Balkans, la politique de 1878. L'Empire était incité du reste à modifier son attitude par suite des déboires que lui causait la Serbie. Après l'abdication du Roi Milan (1889), la régence de la Reine Nathalie, et surtout l'assassinat du roi Alexandre (1903), la Serbie secoue peu à peu le joug de l'Autriche. L'influence russe fait des progrès marqués avec le roi Pierre ; les radicaux au pouvoir ont une politique indépendante à l'égard de Vienne et de Budapest. La Serbie même s'émancipe au point de conclure une union douanière avec la Bulgarie et le comte Goluchowski, homme d'une réelle loyauté, riposte à cette manifestation de rapprochement entre les pays de langue et de race slave par une guerre de tarifs aux produits serbes (1906). La Serbie se tourna vers l'Angleterre et la France ; elle acheta au Creusot son matériel de campagne. De cette époque, date sa régénération. Désormais l'Autriche ne gardera plus de ménagements, d'autant plus qu'elle vient de subir des crises intérieures graves et que le régime parlementaire a été fortement ébranlé à Vienne et notamment à Budapest, où le Parlement est en révolte contre la couronne (1903-1906) ; certains se demandent si une politique-étrangère tapageuse ne serait pas une utile diversion.

Le comte d'Aerenthal, qui va succéder à Goluchowski au Ministère des Affaires étrangères, est fort intelligent, laborieux, mais son esprit est agressif et tourmenté. Il va apporter aux affaires le mépris du droit des gens et sera dangereux pour la paix de l'Europe par la façon avec laquelle il voudra

régler la question sud-slave ; il prendra bientôt des mesures telles qu'en moins de dix ans la crise sera déchaînée. Homme d'Etat aux idées larges, ardent patriote, il veut tenter une grande politique. Mais elle est viciée à sa base, car elle se fera contre les Slaves et au profit des ambitions germaniques. Inconsciemment ou non, il préparera la main mise de l'Allemagne sur l'Autriche et par conséquent sur l'Europe centrale. Il fallait choisir, il choisit mal et bientôt les fautes commises ne pourront plus être réparées ; l'Autriche-Hongrie sera entraînée à sa perte.

Un instant Aerenthal rêva de reconstituer l'alliance des Trois Empereurs pour faire face à l'entente anglo-russe qui se préparait et par conséquent à la Triple Entente dont il était fort inquiet. Et il présenta ainsi à M. Iswolsky ce programme qui reprenait l'entente de 1897 en l'élargissant, d'accord avec l'Allemagne, et qui consistait dans l'annexion de la Bosnie-Herzégovine pour l'Autriche-Hongrie et l'ouverture des Dardanelles pour la Russie. La France serait admise aux négociations et obtiendrait de l'Allemagne une attitude bienveillante au Maroc. Mais le résultat eût été de brouiller la Russie avec les Anglais et les Serbes, et M. Iswolsky refusa ce partage à deux de l'Orient qui aurait amené des complications au profit des puissances allemandes (mai 1907). Le comte d'Aerenthal résolut d'agir seul. D'accord avec l'Archiduc François-Ferdinand, il lance son projet de chemin de fer Uvac-Mitrovitza à travers le Sandjak de Novi-Bazar pour constituer une « route nouvelle et importante de l'Europe centrale à l'Egypte et aux Indes », et faciliter ainsi la conquête économique des Balkans (janvier 1908). Cette ligne ferrée avait, comme conséquence, de séparer les Serbes de Serbie de ceux du Monténégro, d'isoler la Serbie de l'Adriatique et la priver de ses débouchés commerciaux ; c'était là la formule synthétique et précise de la poussée pangermaniste. Le ministre autrichien allait l'accentuer davantage encore.

A la suite de l'entrevue étrange de Buchlau (3-16 septembre 1908), où le comte d'Aerenthal promettait à M. Iswolsky, qui se laissa duper cette fois, de ne rien régler que d'accord avec lui et lui fit miroiter des compensations

possibles du côté des Dardanelles qui deviendraient libres pour le passage des navires de guerre, et l'abandon des droits de l'Autriche sur le Sandjak de Novi-Bazar, parfaitement inutile, il notifiait brusquement aux chancelleries, quelques mois après, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine (Octobre). La révolution Jeune-Turque, qui venait d'éclater au sein de l'Empire Ottoman, poussait l'Autriche à décider l'annexion ; elle craignait, et sans doute n'avait-elle pas tort, que la Turquie régénérée ne cherchât à lui enlever l'administration des deux provinces ; il fallait la placer devant le fait accompli. L'Autriche-Hongrie venait de résoudre à son profit la crise provoquée par la Révolution Jeune-Turque et de remporter une victoire morale retentissante, elle empêchait la réunion de tous les Serbes en une même famille et la constitution d'une Grande Serbie. Elle portait aux aspirations serbes un coup presque mortel, mais elle les avait en même temps surexcitées. Inévitablement les mesures prises avaient pour résultat de créer en Serbie un état d'esprit inquiétant et de pousser les Slaves de Russie contre l'Allemagne ; elles déchiraient un traité solennel, le traité de Berlin, elles inauguraient une ère de violence dans les rapports internationaux et atteignaient gravement l'équilibre général de l'Europe, en précisant les ambitions formidables de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, en portant à leur paroxysme l'indignation et la douleur des Serbes. Des relations de plus en plus intimes vont se nouer entre les Serbes d'Autriche-Hongrie et les Serbes de Serbie ; il faut que tous les frères de race slave soient émancipés. La conséquence ultime de ces mesures et de cette agitation fut la guerre de 1914 (1).

L'émotion fut telle chez les Serbes qu'ils furent sur le point de se lancer dans une lutte désespérée contre le colosse autrichien. Mais il leur fallait l'appui de la Russie. Or la grande puissance slave, chez laquelle ces événements avaient retenti douloureusement, était encore toute meurtrie de ses défaites asiatiques, et ses entreprises fâcheuses en Extrême-Orient l'avaient détournée de son objet séculaire : la supré-

(1) Voir notre ouvrage *La Turquie et la Guerre*, 1 vol. in-16°, 2<sup>e</sup> édition, Paris-Plon, 1916, p. 93.

matie dans les Balkans. Sa politique d'entente avec l'Autriche, depuis 1897, l'avait empêchée d'appuyer les revendications des petits États slaves. Si elle les suivait attentivement, elle n'avait pas encore pris parti ; trop de personnages officiels soutenaient, à Pétersbourg, une politique de désintéressement territorial en Orient. Mais elle ne pourrait plus rester longtemps étrangère aux aspirations des peuples slaves ; l'Autriche la poussait à bout. Pour l'instant, les menaces d'intervention de l'Allemagne la firent reculer (Entrevue Pourtalès-Iswolsky, 24 mars 1909). Pour se dégager du danger slave, les puissances germaniques, qui marchaient d'accord étroitement, poussent les Balkaniques, parmi lesquels une vive agitation se manifestait depuis ces dernières années, à la guerre contre la Turquie qui n'accorde point aux populations opprimées les réformes qu'elles demandent. Mais les victoires des Balkaniques déconcertent l'Autriche qui considérait leur défaite comme certaine. Elle veut limiter leurs succès, elle organise contre les Serbes l'Albanie autonome, exige que Scutari soit enlevée au Monténégro. La Russie va-t-elle déclarer la guerre qui se ferait dans des conditions plutôt favorables à l'Allemagne ? Elle recule une seconde fois.

De son côté, le comte Berchtold, le petit-neveu de Mozart, qui dirige les Affaires étrangères, ne fera qu'accentuer la politique austro-hongroise qui conduira au conflit européen. Cette politique est entièrement soumise aux suggestions de la Chancellerie allemande et du parti hongrois, celui des Tschirschky, des Tisza, ennemis des Slaves, et qui l'emportent dans le Gouvernement.

Une nouvelle occasion se présente pour l'Autriche de se débarrasser à tout jamais du danger serbe. Elle incite les Bulgares à se jeter brusquement, sans déclaration de guerre, sur la Serbie pour lui enlever ses conquêtes macédoniennes. Mais les Serbes sont vainqueurs et l'Autriche, dont cette victoire dérange encore les plans, se décide à la guerre. Elle avise l'Italie de son intention d'attaquer les Serbes. Celle-ci manifeste nettement sa volonté de garder la neutralité et fait, en ce sens, des démarches à Berlin.

L'Autriche renonce alors à la lutte et se contente d'exiger des Serbes, par un ultimatum brutal, leur retrait des positions stratégiques qu'ils occupaient en Albanie. Encore une fois les Slaves enregistrent une nouvelle défaite diplomatique (oct. 1913). Mais de leur côté les puissances germaniques n'ont réalisé aucun de leurs plans. La Serbie et la Roumanie se sont agrandies contre la Bulgarie et la Turquie que soutenaient les Austro-Allemands et vont rester en communauté de vues avec la Russie. Ceux-ci chercheront donc les occasions de prendre leur revanche, car ils ne peuvent dominer solidement l'Europe centrale, si les Etats balkaniques deviennent trop forts et constituent contre elle un appui pour la Russie.

Les gouvernants de Vienne gardaient, à l'égard de la Serbie, la plus violente rancune. Cette puissance était l'obstacle irrémédiable à la poussée allemande. A leurs yeux, les Serbes étaient un danger d'autant plus grand que les Slaves de l'Empire avaient les mêmes aspirations de race. Les organisations serbes et yougo-slaves restaient en rapports étroits et semblaient vouloir centraliser leurs efforts pour secouer le joug des Habsbourg et réaliser leurs ambitions communes. Cette agitation générale des Slaves du Sud menaçait l'unité de l'Empire austro-hongrois et l'Allemagne, qui voyant le danger de plus haut et de plus loin, le redoutait encore davantage pour la réalisation de ses ambitions. Soudain l'Archiduc François-Ferdinand est assassiné à Sarajevo par quelques Serbes égarés et l'Autriche envoie à la Serbie un ultimatum qui contenait les pires exigences et faisait bombarder Belgrade ; cette fois la Russie releva le gant. Et le grand duel entre les Germains et les Slaves, préparé par la politique de 1878, la *Kilometer Politik* (la politique du kilomètre), par cette politique d'agrandissements et d'extension continus, commençait !

Jusqu'à quel point l'Autriche voulait-elle la guerre ? On a pensé que celle-ci avait été décidée lors de l'entrevue de Kono-pischt (12 juin 1914) entre le Kaiser et l'Archiduc héritier.

François-Ferdinand entendait jouer un rôle en Autriche.



Mais il n'était pas aimé à cause de son caractère hautain, arrogant et dénué de bienveillance, et de ses brusqueries. L'Empereur même, qui l'avait fait archiduc héritier malgré lui, ne l'avait pas en sympathie ; François-Ferdinand affectait trop de velléités d'indépendance à son égard. Ainsi l'Archiduc était, à ses débuts, éloigné de l'Allemagne, alors que l'Empereur considérait l'alliance comme une garantie contre la Russie. François-Ferdinand était avant tout catholique et slavophile, mais slavophile pour opposer aux orthodoxes un groupement de Slaves catholiques qui seraient le plus ferme appui du trône. Il luttait contre les hégémonies magyares en Hongrie, contre les influences séparatistes des extrémistes hongrois, il voulait affranchir les Slaves catholiques de la domination magyare. On lui reprochait de désirer la révocation du Compromis de 1867, afin de délivrer la dynastie de la pression des Magyars.

Par suite de ses sympathies slaves, il n'était bien noté ni auprès de l'Empereur allemand, ni auprès des hommes d'Etat de Berlin qui voyaient avec déplaisir son ascension au trône. Mais son union morganatique avec la comtesse Chotek allait tout changer. Elle avait un ascendant énorme sur son mari et elle chercha à utiliser cet ascendant à Berlin où on organisait un dîner par petites tables, afin d'éviter les questions de rang et ne pas la froisser. Guillaume II pensait bien, par son intermédiaire, prendre de l'ascendant sur François-Ferdinand. Elle, elle voyait le moyen, grâce à l'influence allemande, de conquérir les prérogatives qu'on lui refusait à la Cour de Vienne.

Petit à petit, elle poussa son mari à maîtriser ses antipathies premières contre la Prusse, à lui inculquer les principes de cette entente intime qui finit, en 1908, par lier Guillaume et François-Ferdinand d'une amitié profonde (4). Ainsi, grâce à l'influence prépondérante de son épouse, la manière de voir de l'héritier du trône se modifia de fond en comble. Ses dispositions deviendront hostiles à la France qui déjà passe à ses yeux, lui catholique intransigeant, pour une nation athée et corrompue.

(1 M. Martchenko, *La catastrophe austro-hongroise*, 1 vol., Paris, Berger-Levrault, in-16°, 1920, p. 20.

Il est certain que le gouvernement allemand avait été précédemment avisé du désir de l'Autriche d'annexer la Bosnie-Herzégovine et que toutes les autres mesures adoptées dans les Balkans ne l'avaient été que d'accord avec Berlin. D'autre part, Guillaume II, depuis l'entrevue de 1908, entourait de plus en plus l'Archiduc de prévenances et marquait un vif intérêt pour sa femme, la princesse de Hohenberg si violemment attaquée à la Cour, comme pour la couvrir auprès de François-Joseph de sa puissante caution. Et les attentions continuèrent : 1909-1910, avec les entrevues (Miramar, mars 1914). Au milieu des roses de Konopischt, on aurait ainsi envisagé la nécessité d'une guerre prochaine et procédé à un démembrement de l'Autriche. Des deux fils de l'Archiduc, l'un serait devenu roi de Pologne, l'autre de Bohême, de Hongrie, des Slaves du Sud et de Salonique ; l'Archiduc Charles-François, le futur Empereur Charles I<sup>er</sup>, aurait reçu une partie de l'Autriche allemande avec Trieste, l'Allemagne aurait eu l'autre partie (1). L'entente a-t-elle été aussi précise qu'on l'a dit entre le Kaiser et l'Archiduc ? Est-ce à Konopischt que la guerre fut décidée et qu'on se déclara prêt à exploiter n'importe quel incident propice ? Personne n'a pu, ni à Prague, parmi les ennemis de l'Autriche, ni à Vienne, parmi les anciens familiers de François-Ferdinand, nous donner une confirmation du fait : on est réduit aux hypothèses. Mais à quelles suppositions ne peut-on pas se livrer, quand on connaît le lent travail des pangermanistes à Berlin et à Vienne, les ambitions du Kaiser, son intimité récente avec l'infortuné Archiduc, la soumission aveugle du gouvernement de Vienne aux ordres de la Russie ?

Du reste l'attitude du gouvernement, à l'égard des Serbes, cette nation de « sauvages », avait atteint le summum de la haine. Les vexations, les incidents comme ceux de l'espion Nastitch étaient continuels (2). On était persuadé, à Vienne, depuis six ans déjà, que les Slaves du Sud fomentaient un

(1) E. Laloy. *La diplomatie de Guillaume II*, 1 vol. in-8°, Paris, 1917-p. 301. — Jean Larmeroux. *Op. cit.*, t. II, p. 435.

(2) Voir notre article dans le *Mois Colonial*, mars 1909, *Les Serbes devant l'Europe*, p. 251.

vaste complot contre la Monarchie ; l'occasion était venue de mâter définitivement les conspirateurs de Belgrade. En même temps, on poursuivrait cette marche vers l'Orient, nécessaire à la grandeur de l'Empire et conforme au pacte avec l'Allemagne. Si l'on se rémémore les difficultés persistantes avec les Tchèques, le danger que faisaient courir à l'unité de l'Empire les Parlements de Budapest et de Vienne, on s'explique pourquoi le gouvernement viennois cherchait une diversion extérieure. Il n'avait pas su régler le programme angoissant des Slaves du Sud et leurs difficultés avec les Hongrois, et il était entre les mains de l'Allemagne ; il était le prisonnier de sa politique.

Ce n'est pas en 1913 ou en 1914 qu'on pouvait apaiser, en Autriche-Hongrie, les passions nationales. Elles avaient atteint le summum de l'exaspération du jour où Bismarck avait conclu une alliance avec l'Autriche-Hongrie, afin de se prémunir contre la Russie, nécessairement l'Allemagne était forcée d'intervenir pour défendre son alliée contre les nationalités que d'autres peuples soutenaient.

Depuis les victoires des Serbes dans les Balkans, il fallait aux Empires centraux une revanche dont seule la guerre fournirait l'occasion ; les temps paraissaient révolus.

L'Allemagne voulait que les destins s'accomplissent, car non seulement l'heure paraissait venue de briser les ententes qui lui étaient hostiles et d'écraser la France, mais de réaliser le vaste plan qu'elle caressait depuis ses origines : la domination en Europe centrale. Et elle fit tout pour que la crise se déroulât.

Elle la favorisa du reste étrangement. Les ministères de l'Entente ont beau inciter l'Allemagne à intervenir à Vienne en lui conseillant la modération, elle n'en fait rien. Au contraire, elle provoque la Russie qui ne peut rester « indifférente », la menaçant de mobiliser, et répond qu'elle « ne peut conseiller à l'Autriche de céder (1) » ; qui plus est, elle poursuit ses préparatifs militaires.

A Vienne, on devient inquiet, car on ne voulait un con-

(1) *Livre orange*, pièce 33.

flit qu'avec la Serbie, et voici qu'il va se généraliser. Le vieil Empereur est celui qui pousse le moins à la guerre. Depuis le 7 juillet, il a prêché le calme à ses ministres et paraît difficile à conquérir aux solutions violentes (1). De son côté, à Budapest, le comte Tisza a fait entendre des paroles de modération qu'on se plaît à rappeler aujourd'hui.

Il écrit, le 1<sup>er</sup> juillet, dans son rapport à l'Empereur, que la guerre s'engageait « dans les circonstances les plus défavorables » (2). Il s'oppose très énergiquement à des mesures de coercition proposées par le comte Berchtold dans le conseil de la Couronne du 7 juillet 1914. Il fait tous ses efforts pour que la note au gouvernement de Belgrade ne soit pas envoyée telle qu'elle était rédigée (3). Mais que pouvait-il, lui et François-Joseph, contre la coalition militaire aux ordres du Kaiser et qui poussait à la guerre ? Car le personnel gouvernemental et militaire est, aussi bien à Vienne qu'à Budapest, entre les mains de l'Allemagne.

Guillaume II et son Etat-major imposaient la guerre, leur guerre, peut-on dire. Le Kaiser n'écrivait-il pas : « Il faut marcher ferme sur les pieds de ces canailles d'États slaves. Une modification de l'équilibre actuel de l'Europe centrale doit se produire et se produira nécessairement. Il faut que l'Autriche acquière, dans les Balkans, la prépondérance sur les petits États aux dépens de la Russie. Sans cela, il n'y a pas de repos possible ». Il y mettait même de la duplicité. En marge d'un rapport de Tschirschky, du 30 juin, publié après la guerre, on lit de la main du Kaiser : « Si ça va de travers, on dira que l'Allemagne n'a rien voulu ». C'est elle cependant qui, du 1<sup>er</sup> au 7 juillet, brise l'opposition de Tisza, entraîne le vieux François-Joseph à son corps défendant,

(1) Voir notamment baron Alfred von Margutti. *Vom Allen Kaiser, Persönliche Erinnerungen an Franz Joseph I<sup>er</sup>*, 1 vol., Vienne-Leonhardt, 1921, p. 418 ; Joseph Schneider. *Kaiser Franz Joseph I<sup>er</sup> und sein Hof*, 1 vol., Vienne-Leonhardt, 1920, p. 268 et Bertrand Auerbach. *L'Autriche et la Hongrie pendant la guerre*, 1 vol. in-8°, Paris-Alcan, 1925, p. 149-150.

(2) *Supplément au Livre rouge*, t. II.

(3) *Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1920. — *Bolchevistes de Hongrie*, par Jérôme et Jean Tharaud, p. 381. Voir également E. Bourgeois. *Manuel Historique de Politique étrangère*, Op. cit. T. IV, 1926. Page 615.

conseille d'agir non avec modération, mais avec une inébranlable énergie, sans avertir l'Italie ni la Roumanie, bref pousse l'Autriche aux solutions extrêmes. Le 11 juillet, elle a eu connaissance de l'ultimatum à la Serbie, le 22, de la note envoyée le 20 à Belgrade, quels conseils de modération donne-t-elle ? Au contraire, après la réponse de la Serbie, elle engage vivement le cabinet de Vienne à déclarer la guerre ; à Berlin, on considère qu'il faut avant tout abattre la Serbie et que tout le reste est chose secondaire. Peu importe la guerre contre la France et la Russie ; si elle se produit, elle se terminera par une victoire certaine (1).

Bien entendu, la responsabilité de l'Autriche existe également, mais sans doute dans une mesure moindre. Le maréchal Conrad de Hötendorff n'a-t-il pas avoué récemment, dans ses *Mémoires*, que l'Autriche devait se rattacher la Serbie, comme le Reich, la Bavière ; c'était d'une grande importance pour la Monarchie. Depuis 1867, la mission historique de l'Autriche est bien d'englober, dans ses cadres, les Slaves du Sud et de l'Ouest pour apaiser les conflits entre Magyars et Allemands (2), et le conflit est décidé et préparé même dès 1906. Il faudra détruire ce nouveau « Piémont », foyer d'intrigues contre l'Autriche et qui menaçait sa sécurité, dût-on pour cela entrer dans le « guépier italien ».

A aucun moment, l'Allemagne n'arrêtera le bras de l'Autriche qui va frapper. Avant que le conflit n'éclate, on ne doute pas, à Pétersbourg, des causes de l'intransigeance autrichienne. « L'attitude de l'Allemagne, télégraphie M. Sazonov à son ambassadeur, à Londres, ainsi que l'ont révélé récemment de nouveaux documents russes (Livre noir), est hautement menaçante.... Il est incontestable que la clef de toute la situation est à Berlin ». N'est-ce pas l'Allemagne, qui, le 29 juillet, à 3 heures, menace la Russie, par l'entremise du comte de Pourtales, de mobiliser ses forces, si les préparatifs

(1) Voir en sens contraire Alfred-Fabre Luce. *La Victoire*, 1 vol. in-16°, Paris — Edit. de la Nouvelle Revue Française, 1924, p. 218-222.

(2) *Aus Meiner Dienstzeit*. — Voir *Revue des Sciences Politiques*, oct.-déc. 1923 ; Emile Bourgeois. *Le Conflit austro-serbe et les origines de la guerre mondiale d'après les Mémoires du feld maréchal Conrad de Hötendorff, 1907-1914*, p. 488.

militaires sont continués et cela au lieu de faire suspendre ceux de l'Autriche? L'Allemagne veut en arriver au choc décisif (1).

Le gouvernement austro-hongrois recule cependant à mesure qu'il juge la guerre inévitable. Il est effrayé des conséquences. Il est prêt à discuter, avec les autres puissances, le fond de son conflit avec la Serbie, à faire bon accueil à la proposition de médiation de Sir Edward Grey entre la Serbie et lui (2) (4 août-31 juillet); et ceci est indéniable. Et jusqu'au 5 août, les pourparlers continuèrent à Vienne entre le ministre russe, M. Schebeko et le comte Berchtold. L'Autriche, prise de peur devant l'immensité du conflit qu'elle provoquait, reculait à la dernière minute (3). Ses concessions venaient un peu tard; elles auraient pu toutefois préserver la paix, si l'Allemagne n'avait tenu à mettre son alliée devant le fait accompli en décrétant « l'état de danger de guerre », en déclarant la guerre à la Russie et à la France et en nous attaquant. En tout cas, si l'Autriche, devant l'abîme ouvert sous ses pas, reculait, elle avait joué avec le feu, en lançant son ultimatum du 23 juillet, en bombardant Belgrade, le 30 juillet, et en refusant, jusqu'au 31 juillet, les négociations qu'on lui proposait.

Elle avait été criminelle du jour où elle avait résolu l'écrasement de la Serbie. Le drame de Sarajevo n'avait été qu'un prétexte qu'elle avait cherché avec l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, au lendemain des guerres balkaniques. S'il n'avait pas existé, les gouvernants austro-hongrois en auraient trouvé un autre. Ils savaient bien que la Russie ne permettrait pas l'assassinat de la Serbie; ils couraient ainsi de gaieté de cœur à la guerre mondiale. Dès le 19 novembre 1912, le maréchal Conrad de Hötzenndorff signalait au gouvernement autrichien — ceci d'après ses *Mémoires* — les dangers d'une intervention militaire contre la Serbie « qui entraînerait des complications susceptibles de s'étendre à toute l'Europe ». Bref, les bureaucrates de Vienne avaient

(1) D'après la *Neue Freie Presse*, voir *Le Temps* du 24 avril 1924; *Les origines de la grande guerre*, par André Leval.

(2) *Livre bleu*, pièce 161; *Livre orange*, pièce 73; *Livre rouge*, pièce 51-56; *Livre jaune*, pièce 104.

(3) Voir Pierre Bertrand. *L'Autriche a voulu la grande guerre*, 1 vol., Paris — Edit. Bossard, gr. in-16°, 1916.

allumé l'incendie ; il allait embraser l'Europe et consommer leur perte.

Une personne fort bien informée de l'état d'âme de François-Joseph et qui longtemps l'approcha dans l'intimité, nous disait récemment à Vienne : « Sa Majesté, dès le début de 1915, vit la partie perdue ; elle ne le cacha pas et aurait voulu négocier, mais elle ne le pouvait pas à cause du Kaiser et elle en souffrit cruellement. Elle avait du reste été très opposée à la guerre ; on lui avait forcé la main ! » Après l'attentat, François-Joseph n'avait-il pas déclaré très nettement qu'il ne voulait pas rendre tout un peuple responsable du crime de deux gredins, mais ceux qui l'entouraient, au Ballplatz, pensaient tout autrement. Ce drame de conscience fut plus profond chez le jeune Empereur Charles. Combien nous ont conté ses angoisses et ses désirs de mettre fin à l'épouvantable guerre dont il ne voyait pas, pour ses peuples et sa couronne, un heureux aboutissement ! Mais il sembla aussi difficile à Vienne, en 1917, de terminer l'atroce conflit que de l'éviter en juillet 1914.

Beaucoup sont d'accord aujourd'hui, à Vienne et à Budapest, parmi ceux qui ont regretté l'amère folie de cette guerre, pour condamner les conseillers néfastes, au milieu desquels le comte Ottokar Czernim apparaît comme le plus coupable, qui ont mis l'Autriche au service de l'Allemagne, qui n'ont pas voulu secouer, en pleine guerre, le joug pesant des Germains et signer la paix, en faisant les sacrifices nécessaires.

On ne lira pas sans profit le livre attachant dans lequel le prince Sixte de Bourbon retrace toutes les péripéties de l'offre de paix séparée de l'Autriche (1). Car il s'agit bien d'une offre de paix de l'Empereur Charles (janvier-février 1917), qui voit que son Empire est à bout et ne pourra plus supporter davantage le poids de la guerre ; il veut faire courageusement la part du feu. Mais les sacrifices à consentir seront insuffisants et il n'aura pas l'énergie ou la volonté de faire prédominer ses vues dans son entourage féroce-

(1) 1 vol. in-16°, Paris-Plon, 1920.

germanophile et entêté dans l'idée préconçue du succès final coûte que coûte.

C'est, le 5 décembre 1916, que les pourparlers s'engagent, de la part de l'Empereur, au sujet de la paix, avec les princes Sixte et Xavier de Parme. Le baron Burian est ministre des Affaires étrangères et sera remplacé bientôt par le comte Czernim. Mais il y a d'abord opposition complète, au moment où les négociations vont commencer, à Paris, entre les conceptions de l'Empereur et celles du comte Czernim. Celui-ci considère l'alliance avec l'Allemagne comme indissoluble (note du 20 février 1917) (1) ; alors la paix séparée n'est pas possible. L'Empereur au contraire veut sauver la Monarchie et par conséquent aider la France, par tous les moyens, en exerçant une pression sur l'Allemagne (2) pour que nous puissions récupérer l'Alsace et la Lorraine.

Le prince Sixte vient à Paris, porteur des propositions de l'Empereur, et est reçu par M. Jules Cambon, secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères (21 février 1917), puis, à deux reprises différentes, par le Président de la République française (5-8 mars) ; ces entrevues se renouvelleront les 31 mars et 12 avril.

Les propositions de l'Autriche sont des plus intéressantes ; si cette puissance se détachait de l'Allemagne, la guerre serait singulièrement abrégée. Mais il y a l'Italie, qui est liée à nous par des engagements formels. On lui a promis Trente, Trieste et la Dalmatie (Traité du 26 avril 1915). D'autre part, M. Delcassé a fait signer par les Alliés une déclaration solennelle de ne pas conclure la paix séparément ; M. Poincaré ne croit pas qu'on puisse rien décider sans en aviser l'Italie (3).

Ce sera là la pierre d'achoppement. L'Empereur n'est point opposé à indemniser l'Italie, bien qu'il reste dans le vague à ce sujet (4). Mais il faut d'abord régler la question avec la France, l'Angleterre et la Russie ; on mettra ensuite

(1) Prince Sixte de Bourbon. *Op. cit.*, p. 58.

(2) *Ibid.*, p. 61, 97.

(3) *Ibid.*, p. 61, 97.

(4) *Ibid.*, p. 66.



l'Italie au courant. Quant à la Serbie, l'Empereur est tout disposé à lui donner comme débouché la côte albanaise (1).

Si l'Entente s'était alors obstinément attachée à conclure la paix avec l'Autriche sans s'inquiéter de ce que pouvait penser ou désirer le gouvernement italien et notamment le baron Sonnino, tout en réservant à l'Italie le Trentin, Gorizia et quelques îles, la négociation aurait pu parfaitement aboutir ; tel était l'avis de M. Lloyd George et de M. Briand. M. Ribot, qui va remplacer le ministère Briand, ne voit pas les choses sous le même angle. Il ne croit pas à la sincérité de l'Autriche et aperçoit un piège sous les propositions de l'Empereur pour nous compromettre ; car en réalité, à Vienne, dans sa pensée, c'est la peur de l'Allemagne qui domine ; il s'en tiendra donc avec l'Italie aux engagements pris (2). Celle-ci connaîtra les pourparlers en cours, telle est la décision de M. Ribot. Mais dans l'entrevue de Saint-Jean de Maurienne, du 19 avril, le baron Sonnino émet de telles exigences que l'Autriche ne pourra les accepter et que les conversations seront forcément arrêtées. Dans ces conditions, le 22 avril, le gouvernement français oppose un refus aux propositions de l'Empereur Charles ; le prince Sixte rend M. Ribot responsable de cet échec (3). Il est certain que le premier ministre français n'a voulu, à aucun moment, traiter sans que l'Italie fût avertie de tout ; il restait surpris que la lettre de l'Empereur fût muette en ce qui concernait l'Italie ; c'était, à ses yeux, un parti pris (4). Du reste, il n'a pas foi dans le succès final. Peut-être a-t-il aussi trop le désir de favoriser la destruction de l'Empire austro-hongrois au profit des nationalités !

L'Empereur néanmoins poursuit son idée et, dans une nouvelle lettre au prince Sixte (9 mai 1917), renouvelle ses propositions de paix ; il ne veut pas toutefois aborder la question italienne avant de savoir ce que pensent la France et l'Angleterre. De son côté, le comte Czernim, dans une note

(1) Prince Sixte de Bourbon. *Op. cit.*, p. 89.

(2) Voir *Revue des Sciences Politiques*, janvier-mars 1922 ; René Pinon. *La paix était-elle possible en 1917 ?* p. 126, 128.

(3) *L'offre de paix séparée de l'Autriche*. *Op. cit.*, p. 149.

(4) *Lettres à un Ami. Souvenirs de ma vie politique*, 1 vol. in-15°, Paris — Editions Bossard, 1924, p. 270-277.

à part, déclare que l'Autriche-Hongrie ne cédera pas de territoires sans compensations. Il faudra donc que l'Italie indemnise l'Autriche pour la cession du Trentin, mais comment ? Sans la question italienne, la paix séparée serait faite.

Une dernière fois, le prince voit le Président de la République (20 mai 1917), en présence de M. Ribot qui déclare que la France ne peut manquer aux promesses faites à l'Italie et qu'il faut causer avec elle ; du reste il compte avant tout sur une victoire militaire. Devant l'attitude dilatoire de M. Ribot, le prince sort très mécontent et désillusionné de l'entrevue : mais plus les négociations traînent, plus les chances de paix s'éloignent.

Plus tard, les négociations entre le comte Armand et le comte Revertera (juillet 1914 et février 1918) et celle du général Smuts et du comte Mensdorff (février 1918) n'aboutiront pas davantage ; on ne parvient pas à se mettre d'accord sur les acquisitions de l'Italie. La question est toujours au même point, c'est la même pierre d'achoppement (1). Du reste Revertera n'est pas un représentant de l'Empereur Charles, mais un agent diplomatique de Czernim qui lui a remis directement ses instructions. Or le ministère des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie n'a jamais pensé un seul instant que l'Autriche pût conclure une paix séparée (2).

Le 9 octobre, au Reichstag, M. de Kühlmann déclare que jamais l'Allemagne ne fera à la France « des concessions quelconques relativement de l'Alsace-Lorraine », et, le 12 oc-

1) Des négociations, en janvier 1918, ont été engagées par le professeur Lammash, qui avait refusé le pouvoir, avec son collègue américain, le professeur Herron (Heinrich Lammash, *Seine Aufzeichnungen, sein Wirten und sein Politik*, Wien, 1922) offrant un rapprochement entre Washington et Vienne pour mettre fin au carnage mondial. M. Herron préconisait la solution trialiste, la réunion en Etat indépendant des Slovénes et des Serbo-Croates à côté de l'Autriche et de la Hongrie. Le Dr Lammash dut en référer à Vienne. La négociation aurait échoué, paraît-il, par la faute de Czernim qui l'aurait révélée à Berlin d'où l'ultimatum de l'Allemagne au Gouvernement viennois (*Opinion*, 41 mars 1922, p. 268 ; Herron, *The menace of Peace* ; et conférences de M. S. Osusky, ministre de Tchécoslovaquie à Paris, en Bohême, en 1925.)

(2) Voir Czernim. *Im Weltkrieg*, p. 223, 224 et *Revue Politique et Parlementaire*, 10 mars 1921 ; *La paix était-elle possible en 1917 ?* par Charles Appuhn, p. 481.

tobre, M. Ribot disait, à la Chambre, que la France avait renoncé à traiter avec l'Autriche, parce que l'Italie avait été volontairement laissée de côté. Désormais, le sort de l'Autriche est liée à celui de l'Allemagne. Les avantages d'une paix séparée échappent à la France.

Même après le désastre de Caporetto, même après l'abandon par la Russie de la cause des Alliés, l'Empereur Charles, dans un discours aux Délégations (4 décembre), se dit prêt à conclure une paix honorable. Seulement les Etats-Unis ont déclaré la guerre à la Double Monarchie et les chaînes de l'alliance austro-allemande, grâce au comte Czernim, se soude<sup>nt</sup> plus étroitement. Vienne devient une sous-préfecture de Berlin et l'Empereur est de moins en moins libre. Son ministre a l'audace, espérant renverser le nouveau Président du Cabinet de France, M. Clemenceau, de déclarer, dans un discours au Conseil municipal de Vienne (2 avril 1918), que celui-ci a proposé la paix alors que l'initiative venait précédemment de l'Empereur. M. Clemenceau a été mis au courant des négociations Armand-Revertera et non de celles du prince Sixte, restées strictement secrètes. Il lui est facile, de toutes facons, de nier et de publier la lettre de Charles I<sup>er</sup>, du 31 mars 1917. En poussant M. Clemenceau à cette divulgation, le comte Czernim, de plus en plus inféodé à l'Allemagne, est sûr de couper court à toute possibilité de paix, mais également M. Clemenceau, en se prêtant à ce jeu, en révélant des tractations qui devaient rester, conformément à la parole donnée, strictement dans l'ombre, fait disparaître le dernier espoir de paix séparée entre la Monarchie et les Alliés, assouvissant ses vieilles rancunes contre le gouvernement catholique et réactionnaire de Vienne. Ainsi les deux ministres, en jouant un jeu différent, satisfont également leurs passions politiques et le résultat est d'obliger l'Empereur à envoyer à son allié le télégramme si flatteur du 11 avril 1918 : « Je tiens à t'assurer une fois plus, à cette occasion, de la parfaite solidarité qui existe entre toi et moi, entre ton Empire et mon Empire.... », et à se rendre, à Spa, s'humilier devant Guillaume et renforcer l'alliance (12 mai 1918 visite de Charles I<sup>er</sup> au Grand quartier général allemand).

Finalement, l'Empereur Charles, mis par les imprudences

de son ministre dans une position embarrassante, était obligé, pour sauver la face, de déclarer que le texte publié à Paris était falsifié, défense mesquine. Peu après le comte Czernim démissionnait (15 avril 1918).

L'historien, plus tard, sera dans un cruel embarras pour apprécier les possibilités de paix de 1917 entre l'Autriche et l'Entente. Jusqu'à quel point la paix était-elle possible ? L'Autriche pouvait-elle se séparer violemment de l'Allemagne et conclure une paix séparée ?

On ne voit guère, en effet, comment l'Autriche-Hongrie pouvait se détacher de l'Allemagne en signant la paix séparément, alors que l'Etat ne pouvait vivre qu'en s'appuyant sur l'Allemagne et qu'en lui prêtant son concours armé. Et si la paix, par impossible, était signée, comment l'Autriche-Hongrie réglerait-elle le sort de ses peuples qui, cette fois, réclamaient impérieusement une autonomie et des réformes ? Se résoudrait-elle à les accorder aux Slaves et aux Latins ? Mais ses hommes d'Etat s'opposaient tour à tour à de telles aspirations. Le Président du Conseil autrichien, le 27 juin 1917, disait que la supposition formulée par un député, « suivant laquelle le gouvernement impérial et royal aurait reconnu le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme base d'une paix durable, est une erreur ». Le 4 juillet, le comte Esterhazy, Président du Conseil hongrois, déclarait que, « ni le gouvernement hongrois, ni le gouvernement autrichien ne reconnaîtront jamais le point de vue propagé par l'Entente, suivant lequel certains groupes de sujets hongrois, établis conformément à la nationalité ou sur tout autre base, auraient le droit de déterminer eux-mêmes leur sort ». Mais les temps avaient marché, et pour continuer à vivre, l'Autriche devait être réorganisée sur la base tout au moins d'une fédération d'Etats autonomes unis par un très faible lien dynastique, mais une telle conception n'était pas encore acceptée en Autriche-Hongrie où la défaite n'avait pas sonné son glas funèbre. Et cependant c'était là le seul moyen de sauver l'Autriche-Hongrie, « même au prix des plus grands sacrifices » (1). Ainsi le problème de la paix séparée

(1) Baron Charles de Werkmann, dernier secrétaire de l'Empereur et roi Charles. *Le Calvaire d'un Empereur*, 1 vol. in 8°, Paris-Payot, 1925, p. 75.

soulevait de grosses *difficultés* politiques et ethniques.

Bref, il y a là toute une série de questions dont on voit mal la solution, puisqu'elles ont été réglées dans un sens tout différent. Nous eûmes peut-être le grand tort de ne pas prêter une oreille assez attentive aux propositions de paix du jeune Empereur et de trop supposer, chez lui, de noirs desseins, alors que le couple impérial était rempli, à notre égard, d'une sympathie indéniable. Certains ont regretté que M. Ribot ait trop lié le sort de la France et de ses Alliés à celui de l'Italie, qu'il n'ait pas agi résolument pour régler le sort de la paix. N'était-il pas possible de trouver un terrain d'entente avec l'Italie, qui aurait été indemnisée directement par l'Autriche, sans violer nos engagements ?

On reste également stupéfait de voir avec quelle désinvolture on traita, dans les chancelleries, les propositions de l'Empereur Charles ; on lui refusa le moindre encouragement, alors que le désir de conclure la paix était devenu chez lui une véritable obsession. On obligea d'aller jusqu'au bout un pays dont le monarque désirait en finir avec la guerre et dont la grande majorité du peuple voulait recouvrer ses libertés. D'un autre côté on pourra regretter également les tergiversations et les lenteurs de l'Autriche, qui, dans une pareille matière, n'avait pas une minute à perdre et ne sut pas se décider d'une façon nette au moment opportun.

Il faut reconnaître que le jeune Empereur manquait de volonté et de savoir-faire politique. Il s'abandonnait trop aux conseils de ses ministres, et celui qui avait parlé le dernier, devant lui, avec énergie, l'emportait. Son oncle était le prisonnier de la camarilla politique de Vienne ; lui qui voulait s'en dégager, car il la connaissait, ne sut à aucun moment faire preuve d'énergie et se laissa vulgairement trahir par le comte Czernim. L'Empereur Charles émerge au-dessus de l'épouvantable boucherie avec une figure extraordinairement sympathique qui attire plus de pitié que de malédiction ; il n'a pas su vouloir. Mais s'il avait su, aurait-il pu se dégager de la domination que l'Allemagne faisait peser sur ses Etats ? Aurait-il pu reprendre l'indépendance de ses mouvements et libérer son armée du grand Etat-Major berlinois sans crainte

de représailles ? Aurait-il eu l'autorité nécessaire pour imposer des concessions à l'Allemagne ? 1). Beaucoup en ont douté devant nous, à Vienne aussi bien qu'à Munich et à Berlin, qui ont connu les acteurs du drame — qu'on nous permette de ne pas dévoiler leurs noms. Charles était l'héritier, et maintenant la victime sympathique de cette politique néfaste dont nous avons marqué le processus depuis trente-six ans.

Voici cependant que cette politique faillit l'emporter. Un instant, en 1918, l'Allemagne avait reconstitué ce Saint Empire romain qu'elle avait l'audacieuse prétention de ressusciter, et elle en avait même dépassé les bornes. Elle commandait, depuis les confins de la mer Blanche à Trieste ; elle était dans les Flandres et en Pologne, elle dominait l'Europe centrale. Que serait-il advenu de cette Europe, si les Empires centraux avaient triomphé ?

(1) Si l'on en croit le comte Czernim lui-même (*Discours* du 11 décembre 1918), il y avait impossibilité absolue pour l'Autriche de se dégager de l'Allemagne. Voir A. Gauvain. *L'Europe au jour le jour*, 14 vol. in-8°, Paris-Édit. Bossard, 1923, t. XIV, p. 403, 405.

## CHAPITRE VIII

### LES PROJETS DE MITTELEUROPA ET LA VICTOIRE DES EMPIRES CENTRAUX

---

A la veille de la guerre (1912), le général von Bernhardi, (1) porte-parole du Grand Etat-Major allemand, traçait ainsi le plan que devait réaliser prochainement les armes allemandes au centre de l'Europe. « Il semble au moins nécessaire *de régler définitivement notre compte avec la France, et il paraît absolument possible, tout en sauvegardant l'indépendance de chacun, d'élargir la Triple-Alliance en une confédération des Etats de l'Europe centrale*; par là nous pourrions améliorer considérablement notre situation militaire et donner à notre grande politique maritime une base plus grande. Il faudrait souder cette confédération d'Etats à la Triple-Alliance, mais celle-ci devrait revêtir un caractère plus vaste que par le passé. Ses clauses purement défensives ont montré leur insuffisance à sauvegarder tous les intérêts des participants. Elles doivent être élargies en un traité d'alliance *offensive et défensive*, déterminant ceux de ces intérêts que l'on peut considérer comme ayant une portée générale. Ce n'est que lorsque ce but aura été atteint et que nous serons sortis de l'état de gêne qui paralyse actuellement toute action libre de notre part, que nous pourrions songer à réaliser la seconde tâche résultant de la situation que nous a faite l'histoire : *extension de notre empire colonial et consolidation de notre position mondiale*. » (1)

Pendant que les armées allemandes se fixaient en France et préparaient leur vaste assaut contre les Russes, les pangermanistes avaient une grande ambition : restaurer l'ancien

(1) *Notre avenir*, Trad. de l'Allemand, 1 vol. petit in-8°, Paris-Louis Cormard 1915, p. 42.

Saint Empire romain ; ce sont les idées de Paul de Lagarde, de Constantin Frantz, qui veulent constituer une Europe centrale unifiée, dont toutes les parties seront rattachées par les liens du Fédéralisme, l'Allemagne englobant la Lorraine, le Luxembourg, la Franche-Comté, la Bourgogne, la Savoie et l'Autriche, la Bessarabie et la Podolie. Elle serait ainsi reliée aux pays du Bas-Danube et concluerait une union avec la Pologne, la Lithuanie, la Livonie ; ce serait la germanisation de l'Ouest et l'expansion allemande vers l'Orient (1). Si Bismarck n'est pas allé aussi loin dans cette théorie, au moins il lui a ouvert les voies. Il faut organiser le continent comme a pensé le faire Napoléon, mais non plus seulement contre l'Angleterre, comme l'a voulu le grand conquérant, mais aussi contre la Russie, contre la France, au détriment de laquelle on s'agrandira. Avant tout, l'Allemagne doit dominer ; « nous faisons la guerre parce que nous avons la conviction ferme comme le roc que l'Allemagne, après tout ce qu'elle a fait de grand, peut revendiquer et doit obtenir un territoire plus vaste et une sphère d'action considérable..... L'heure de l'hégémonie allemande a maintenant sonné (2). » Quelle est la mission de l'Allemagne en Europe centrale, puisqu'elle va triompher, quels sont ses buts de guerre ?

« La mission historique et mondiale de l'Allemagne, pendant les prochaines décades, celle qui lui permettra le mieux de remplir son devoir vis-à-vis d'elle-même, voici en quoi elle consiste : l'Allemagne doit devenir la tête de tous les peuples germaniques de l'Europe centrale, elle doit les grouper autour d'elle de manière à entreprendre, d'accord avec eux, tous les actes de la vie de la politique extérieure... (3) » La mission politique de l'Europe centrale organisée sera la suivante : « La moitié occidentale de l'Europe centrale, c'est-à-dire l'Empire allemand actuel, doit monter la garde du côté de l'Ouest, se dresser contre les velléités offensives de la France, tandis que la moitié orientale, l'Empire austro-hongrois, a pour mission de repousser les incursions des Bar-

(1) *La Politique Mondiale*, t. II, p. 67, 68, et Andler. *Op. cit.*, p. 311.

(2) *Die Zukunft*, 17 octobre 1914, p. 70 et suiv.

(3) *Die Grenzboten. Les buts de guerre*, 10 février 1915.



bares dans le champ de la culture morale allemande (1). » Les frères allemands d'Autriche gémissent et nous appellent, volons à leur secours. Il faut « combler les vœux les plus ardents de ces frères dont les yeux nous implorent depuis si longtemps, c'est là vraiment un but digne de tous les sacrifices ; un but qu'il nous faut à tout prix atteindre, un but que nous pouvons atteindre, même au cas où nous perdriions complètement la guerre. Les territoires autrichiens, jadis purement allemands (ancienne Autriche), doivent être dorénavant exclusivement réservés au Germanisme sans compter une large bande, depuis la Carinthie jusqu'à l'Istrie inclusivement, qui doit être déclarée terre de peuplement allemand et ouvrir à l'Allemagne l'accès direct à la mer Adriatique. Tchèques et Slovénes devront renoncer à tout traitement de faveur dans cette région ; les fonctionnaires tchèques et slovénes n'auront pas le droit d'y avoir des emplois ; le Germanisme y sera favorisé de toutes les manières possibles. Ce n'est que lorsqu'il aura été fait droit à cette revendication que la guerre aura véritablement eu un sens : alors seulement l'Allemagne aura rempli son devoir suprême qui est de protéger le Germanisme (2). »

La nécessité pour l'Allemagne victorieuse est de créer une « Confédération », un « Empire de l'Europe centrale » qui écarterait le danger russe et dont la « digue de protection s'étendrait, depuis le cap Nord jusqu'à la mer Noire, et se prolongerait jusqu'au Caucase et au golfe Persique... ». D'autres Etats s'adjoindraient même à la Confédération de l'Europe centrale : « La Suède, le Danemark, la Norvège, la Hollande, la Russie, la Roumanie et la Bulgarie devraient graduellement adhérer à cette union qui sera d'abord fondée par les deux Empires et qui, si l'on y ajoute la Turquie, remplira le cadre de l'Empire fédéral « Cap Nord-Bagdad (3) ».

1) Adolf Grabowsky. *L'Impérialisme intérieur*, 27 février 1915.

(2) Rudolf Theuden. *Ce que la guerre doit nous rapporter*, Munich-Berlin — Maison d'édition allemande Concordia, 1914.

3) Konrad von Winterstettein. *Le cap Nord-Bagdad. Le programme politique de la guerre*, Francfort-sur-Mein, 1915 et la *Reconstitution organique de l'Europe*. *Ibid*, Maison d'édition allemande Concordia, 1916. — Voir également S. Grumbach. *L'Allemagne annexionniste*, recueil

Les mêmes idées ont été brillamment exposées dans deux brochures, en 1915, par le savant économiste, M. Frantz von Liszt, et par le Dr Eugen von Philippovich, membre de la Chambre des Seigneurs et professeur à l'Université de Vienne (1). « Si l'Europe occidentale, écrivait alors M. von Liszt, veut protéger son autonomie et par suite la culture européenne, il faut qu'elle crée une union des Etats de l'Europe continentale... Le noyau solide d'une union des Etats européens est formé par les deux puissances centrales, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, en raison de leur situation géographique et de leur force militaire... Les Pays-Bas, avec leurs colonies, les Etats Scandinaves, la Suisse, l'Italie, les Balkans, la Turquie européenne, tous ces pays doivent entrer dans l'Europe centrale ». M. von Philippovich demandait la création d'une union douanière entre l'Autriche et l'Allemagne (2).

Evidemment la condition du nouvel ordre de choses est de se débarrasser des droits historiques des nationalités, car il faut servir avant tout l'idée allemande. Le grand frère allemand vient au secours des Allemands d'Autriche pour enrayer l'invasion slave et mettre en valeur les régions slaves par une germanisation économique, une œuvre de colonisation spirituelle et temporelle à la fois en introduisant l'esprit allemand, la conception allemande du monde. L'Autriche-Hongrie organisée, rénovée, se met sous l'égide de la plus grande Allemagne, exerçant avec elle l'hégémonie économique (3). La *Mittleuropa* ainsi réalisée constitue une puissance formidable. L'Allemagne unie à l'Autriche aurait, en effet, une prédominance économique qui doublerait sa puissance et assurerait sa domination militaire.

des documents publiés ou répandus secrètement en Allemagne depuis le 4 août 1914, 1 vol. in-8°, Paris — Payot, 1917. — Losch. *Le bloc économique de l'Europe Centrale*. — Prof. Julius Wolf. *Une union douanière allemande et austro-hongroise*, Leipzig.

(1) *Une union des Etats de l'Europe centrale et une union économique et douanière entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie*.

(2) Préface de M. S. Grumbach au livre de M. Friedrich Naumann. *L'Europe centrale (Mittleuropa)* (Trad. française), 1 vol. in-8°, Paris — Payot, 1918, p. VIII-IX.

(3) *Revue de Paris*, 11 octobre 1917 ; *L'Autriche nouvelle des Allemands autrichiens*, par B. Auerbach, p. 866-882.

Ces idées de groupement des Etats de l'Europe centrale datent de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et se rattachent à la création du *Zollverein* ; il était naturel d'y englober l'Autriche.

Ce projet a toujours été celui des pangermanistes ; Bruck, ministre autrichien des Finances, l'avait préconisé en 1850, mais il en avait ajourné la réalisation, incertain qu'il était des besoins économiques communs de l'Allemagne et de l'Autriche. Les protagonistes de cette idée voulaient simplement, sous la direction allemande, organiser l'Europe centrale et la mettre politiquement en état de remplir ses vastes destinées économiques ; ainsi renaîtrait la prospérité des villes hanséatiques et des villes de l'Allemagne du Sud. Jusqu'en 1870, l'idée ne progressa pas. Les Allemands prétendirent que l'unité nationale devait être couronnée par la création d'un bloc politique et économique englobant les Etats de l'Europe centrale. Jusqu'en 1891, l'Autriche et l'Allemagne vécurent sous le régime du traité de commerce de 1865, renouvelé en 1881, révisé en 1905, qui établissait, pour les deux pays, des avantages réciproques destinés à assurer l'écoulement des produits ; le traité était valable jusqu'en 1915 (1). En 1897, le comte Tisza avait exposé et soutenu le plan d'une union douanière de l'Europe centrale (2).

Sur cette question, la littérature pangermaniste est abondante. Dans un livre intitulé *Deutschland und der Orient*, Paul Dehn conseille une alliance totale économique et militaire de tous les Etats de l'Europe centrale. Ce serait une confédération de l'Allemagne du Nord comprenant, dans une entente économique, tous les pays, de la mer du Nord au Bosphore, pour consolider la puissance de l'Allemagne, et il envisage toutes les possibilités d'union douanière, confédération douanière, triple alliance douanière. Dans la confédération comme dans l'Allemagne, chaque Etat aura l'autonomie absolue et la perception des douanes. Cette union

(1) Voir *Le Correspondant*, 10 décembre 1918. — *L'avenir économique des nouveaux Etats de l'Europe centrale*, I, p. 805.

(2) *Die ungarische Agrarpolitik*.

donnera la possibilité de conquérir économiquement les Etats balkaniques et même d'englober les Etats voisins. Au centre de l'Europe, sera créé un grand domaine économique où l'excédent de production industrielle de l'Allemagne et de l'Autriche s'échangera contre l'excédent de production agricole de la Hongrie et des Balkans (1).

Dans une brochure parue en 1895, ce même plan est encore plus nettement exposé. « La force réduira les populations slaves, dit l'auteur. Un morcellement habile de l'Empire des Habsbourg facilitera la domination allemande. La Russie recevra la Galicie et la Bucovine, la Roumanie s'accroîtra aux dépens de la Hongrie. La Croatie, la Slavonie, la Dalmatie, le Monténégro, la Bosnie, l'Herzégovine, formeront, avec la Serbie, un royaume dépendant de l'Autriche par une union personnelle et l'Autriche, elle-même, sera étroitement liée à l'Empire allemand. Pour avoir la route libre jusqu'à Trieste, possession indispensable à la Grande Allemagne, il ne restera plus à réduire que les Tchèques et les Slovénes (2) ».

Otto Richard Tannenberg, dans son ouvrage *Gross Deutschland*, publié en 1914, développe un plan quelque peu différent, mais encore plus précis pour arriver à des résultats identiques. « Nous n'avons rien de bon à attendre, nous Allemands, écrit-il, de la maison d'Autriche. Il peut nous être indifférent que tel ou tel règne à Vienne, pourvu qu'il soit animé de principes pangermanistes. Nous réclamons seulement que ce soit pour nous un bon allié, et qu'il ait les mêmes intérêts que nous contre les Romans, les Anglo-Saxons et les Slaves ». Aussi propose-t-il de transformer l'Autriche entière en provinces prussiennes, en confiant aux maisons princières des Wettin et des Wittelsbach, la « germanisation de la Bohême », en donnant la « Silésie autrichienne et la Moravie à la Prusse, ainsi que la Carniole, Gra-

(1) *Deutschland nach Osten*, 1898. t. III, p. 181, 189. Voir Ch. Andler, *Ibid.*, p. 124, 128.

(2) *Gross Deutschland und Mittel Europa um das Jahr*, 1950, Von einem Alldeutschen, Thormann, Berlin, 1895, p. 10, cité par A. Chéradame. *Op. cit.*, p. 58 et suiv.

disca, l'Istrie, Trieste, plus la moitié nord de la Croatie...; ainsi dans le nouvel empire allemand, Trieste serait le Hambourg du Sud. » On rattacherait encore à la Prusse « le territoire de la Croatie méridionale, les îles qui la bordent et la Dalmatie », ce qui constituerait la province du littoral allemand, le « *Deutsches Küstenland* ». Quant à l'Autriche actuelle, elle « servirait à former un nouveau royaume, avec Vienne pour capitale et les provinces de la Basse-Autriche, de la Haute-Autriche, du Tyrol et de la Styrie »...; « Les vallées du Tyrol, qui donnent naissance au Lech et à l'Isar, passeraient à la Bavière qui recevrait, à l'Est, le cours supérieur de la Drave jusqu'à Villach et, au Sud des Alpes celui de l'Adige jusqu'à Salurn. Le nouvel Etat aurait de la sorte 74 millions d'âmes. Ainsi cette réorganisation de l'Autriche aurait lieu « en opposition catégorique aux Tchèques, Slovénes,<sup>1</sup> Croates et Dalmates » ; la Bohême par exemple serait colonisée. « La Bohême septentrionale recevrait des Thuringiens à l'Ouest et des Franconiens à l'Est..... La Bohême méridionale, des Bavares à l'Ouest, des Souabes à l'Est... Le sol, possédé par des Tchèques, serait repris de la sorte par l'Etat saxon, l'Etat bavarois contre des bons de garantie à échanger en Russie dans le bassin inférieur de la Volga » (1). Ce serait la vraie colonisation germanique pour anéantir la race tchèque. Bien entendu, dans ce beau programme, la Hongrie n'était pas ménagée ; on ne la considérait pas comme assez inféodée à l'Allemagne. Elle perdait le bassin allemand du Raab, la Croatie transformée en province prussienne, la Slavonie donnée à la Serbie. « Si les Magyars faisaient preuve d'hostilité, le pays entier serait transformé en provinces prussiennes » ; il y aurait colonisation et expropriation forcées (2). L'auteur ne se dissimule pas que la Russie, la France et l'Angleterre s'opposeraient à la fondation de la plus grande Allemagne, mais « cette plus grande Allemagne n'est possible que par une lutte avec l'Europe. Elle sera le but et l'œuvre du XX<sup>e</sup> siècle ! Empire d'une puissance immense, nous remplissons le centre de l'Europe ». En cons-

(1) Otto Richard Tannenberg. *Op. cit.*, p. 91, 98.

(2) *Ibid.*, p. 91.

tituant un immense *Zollverein* qui engloberait, écrit à son tour l'auteur du *Grossdeutschland*, « avec la Confédération germanique, les principautés baltiques, le royaume de Pologne, le pays ruthène, la Roumanie et la Serbie agrandie », la Pangermanie soumettrait à son action commerciale 131 millions de consommateurs. Dans cette vaste Confédération, l'Allemagne jouera le rôle de la Prusse dans le Reich. L'union douanière de la grande Allemagne se contentera de reproduire les statuts du *Zollverein* allemand. Le peuple allemand devenu plus fort, « s'élèvera de plus en plus au-dessus des peuples inférieurs d'Europe et des peuples primitifs des colonies ». Les Allemands ne peupleraient pas seuls le nouvel Empire allemand ainsi constitué, « mais seuls ils le gouverneraient, seuls ils exerceraient les droits politiques, serviraient dans la marine et dans l'armée, pourraient acquérir la terre. Ils auraient, comme au Moyen-Age, le sentiment d'être un peuple de maîtres ». « L'allemand sera enseigné comme langue étrangère principale dans les gymnases et écoles réales supérieures de langue magyare (1) ».

Quant aux Etats qui ne feront pas partie de la Confédération, ils constitueront un domaine économique, ressortissant de l'Allemagne, « comme celui qui a existé au Moyen-Age, à l'Est et au Sud des pays allemands ». Bref, un nouveau système se créera en Europe, grâce à cette vaste union douanière qui démontrera les bienfaits de l'Empire allemand ; elle sera ainsi le pivot d'une alliance économique et politique entre les trois monarchies de l'Europe centrale, rempart infranchissable pour refouler au loin les attaques de l'Est et de l'Ouest. Avec quelques variantes, au sujet des attributions de territoires, ce plan est celui qu'exposent toutes les publications pangermanistes (2).

Dès les premiers jours de la guerre, la création d'une union

(1) *Op. cit.*, p. 42, 43.

(2) Dans un ouvrage, paru à Berlin en 1924. *Deutschlands gerechte Grenzen* (librairie Reimer, 1924), l'auteur, sous le pseudonyme d'Adriaticus, expose quelles doivent être les frontières du nouvel Empire allemand qui engloberait les parties allemandes de la Tchécoslovaquie, la Burgenland d'Autriche, la Basse-Styrie, le Trentin, le Morvan, les Monts Faucilles, les collines de Meuse ; avec ces annexions renaîtrait l'Allemagne intégrale. Les pangermanistes n'ont point désarmé.

douanière fut proposée et trouva beaucoup de défenseurs qui la déclaraient des plus désirables. Cette union entre l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie, devrait reposer sur la souveraineté absolue et *l'égalité* des droits des trois Etats et tenir compte loyalement de leurs intérêts individuels (1). En 1915, une ligue économique allemande et austro-hongroise se formait dont le premier congrès eut lieu en juin ; la plupart des orateurs s'y prononcèrent en faveur d'un rapprochement économique intime, et cette idée eut plein succès.

Mais personne n'a présenté le problème de l'Europe centrale, sous une forme à la fois plus simple et plus saisissante, que M. Friedrich Naumann, député au Reichstag, une des figures les plus originales, parmi les membres de *l'Union démocratique* (*Freisinnige Vereinigung*) et un des orateurs les plus écoutés du Parlement, dans son livre, *Mitteleuropa* (*l'Europe Centrale*) (2). Une première idée domine l'ouvrage et les conceptions qu'il expose : l'idée de sécurité et de défense. Il faut organiser la force militaire de l'Europe centrale sous la direction de l'Allemagne pour protéger la civilisation germanique contre ceux qui la menacent. Ce sont les théories mêmes des pangermanistes, mais ce sont également celles des Hohenzollern, des Hohenstaufen, des Othons : un même lien les unit. Ce vaste organisme de l'Europe centrale n'est qu'une « grande machine militaire et guerrière » qui sera, dit M. F. Naumann, « allemande au cœur ». Les Etats de cette vaste Confédération seront unis entre eux par une « alliance défensive et militaire qui se développera en une communauté intime, parce qu'« au-dessus de toutes les limitations se formera un peuple économique homogène. » Tous ces peuples, Allemands, Tchèques, Polonais, Magyars, ont, les uns envers les autres, des sentiments inamicaux, mais les

(1) Dr Ed. Palyi. *Deutschland und Ungarn*. Voir également la revue *Das Yunge Europa*, mars, juillet, décembre 1915, articles de MM. Géza von Polonyi; Dr Béla Földes, Alois von Paikert, Alexandre von Matkovits, la revue *Nord und Sud* (*Jubiläum Nummer*), article de M. Joseph Sztèreňyi; Stéphen Osusky, *Magyars et Pangermanistes*, 1 vol. in-4°, Paris, Edit. Bossard, 1918, p. 61 et suivantes.

(2) *Op. cit.* Voir aussi Bertrand Auerbach. *L'Autriche et la Hongrie pendant la guerre*. *Op. cit.*, p. 119 et suiv.

intérêts économiques créent un lien entre eux. L'union économique, qui déléguerait ses pouvoirs à un comité unique d'organisation, serait le résultat d'échanges industriels et agricoles, d'une véritable fusion ; dans leur organisation de travail, les peuples se rapprocheraient les uns des autres. Cet Etat économique de l'Europe centrale se créera, grâce à l'Allemagne, de la même façon que le *Zollverein*, organisé jadis, par la Prusse. Au-dessus de tous les peuples qui composent l'Autriche-Hongrie, la conception suprême de l'Europe centrale forme un vaste Etat dont toutes les parties seront unies entre elles, non pas seulement par un lien constitutionnel ou politique, mais économique, car il est vain de vouloir unifier l'Europe centrale par des mesures politiques, si l'unité économique ne se réalise pas ; or cette unité économique existe réellement, et les esprits sages envisagent d'abord la solution économique, préface à la solution politique. L'idée d'un *Zollverein* était donc l'aboutissement nécessaire et la forme pratique d'organisation de l'Europe centrale.

L'union aurait une « administration douanière fédérative dirigée par un office central de l'Europe moyenne avec ses stations frontières et ses propres fonctionnaires. Conformément à des principes uniformes, cette administration prélèverait les droits et les redevances en valeurs monétaires qui seraient rendues équivalentes... » ; « évidemment cette solution nécessiterait, de la part des Austro-Hongrois, un sacrifice réel même très important au point de vue de l'autonomie économique et de l'indépendance d'Etat (1). » Toutefois, il ne s'agit pas, précise M. Friedrich Naumann, de « créer, sous la domination d'Europe centrale, un nouvel Etat, mais bien de constituer une alliance des Etats existants. Si, pour désigner cette alliance, nous avons employé le terme d'« Etat supérieur », cela ne veut pas dire que nous voulions enlever aux parties qui le constitueraient une parcelle quelconque de leur caractère d'Etat, ce terme ne doit, ne veut et ne peut le signifier. Ses initiateurs, les responsables en un mot, ceux qui constitueront cette union nouvelle d'Etats sont et resteront

(1) *Ibid.*, p. 221, 224.



les Etats souverains actuels, car ce sont eux qui concluront les traités à envisager. Ils se feront vraisemblablement des concessions réciproques..... ; en appelant ce corps nouveau une Confédération d'Etats, on précise son caractère, mais il ne doit pas devenir un Etat fédératif (1). »

« Il pourra décider des questions qui seront régies et administrées en commun..., mais ne portera aucune atteinte à l'administration intérieure, aux franchises communales et à la constitution même des Etats qui en feront partie (2). » En réalité, cette union économique n'est que le déguisement habile de l'union politique et militaire pour assurer la mainmise de l'Allemagne sur l'Europe centrale.

Au point de vue militaire, l'union de l'Europe centrale présentait, en effet, un gros avantage pour la concentration des troupes, des approvisionnements ; elle a existé pendant la guerre et les forces de résistance des Empires centraux en ont été accrues. Du reste, en terminant son intéressant ouvrage, M. F. Naumann trahit sa pensée : « L'Europe centrale sera le fruit de la guerre. Ensemble, nous avons été enfermés dans la prison économique ; ensemble nous avons combattu ; nous voulons vivre ensemble, dorénavant (3). »

En réalisant cette union économique, l'Allemagne formerait comme un grand marché intérieur. Ce serait, entre les deux Etats, une vaste politique économique des « compléments ». L'écoulement des marchandises serait assuré entre les deux Empires et on orienterait cet écoulement vers certains marchés. On ferait venir d'Autriche tel produit qui arrivait de Russie précédemment, et on expédierait directement en Autriche tel produit qui venait de Suisse. Les matières premières pourraient être achetées en commun, ce qui permettrait la production par masses et une spéculation plus grande des industries. Toutes les questions de tarifs douaniers, de législation syndicale, seraient réglées par le Parlement économique que demandait M. Naumann. Et puis cette

(1) *Ibid.*, p. 235.

(2) *Ibid.*, p. 237.

(3) *Ibid.*, p. 269.

union ne s'étendrait pas seulement à Budapest, mais à tout l'Orient pour l'exploiter rationnellement, car l'Europe centrale serait dotée d'un grand réseau de voies navigables pour assurer le trafic entre les Balkans et le Levant (1).

A côté de l'alliance économique, était prévue une unification du système monétaire ; un type commun de monnaie était la base indispensable d'un Empire universel comme celui que préparait la *Mittleuropa* (2).

Les empires centraux, ainsi étroitement unis par l'alliance politique douanière et monétaire, devront avoir, entre eux et avec leurs voisins, des voies de communications rapides sur terre et avec la mer. Les Allemands ont songé à obtenir un accès direct vers l'Adriatique par la création du canal de l'Elbe à Trieste. Le Danube serait la base d'un système de canaux reliant l'Oder, la Weser, l'Elbe et rattachant tout naturellement l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Le projet était mis sur pied en octobre 1917.

Ainsi dans cette thèse de la *Mittleuropa*, nous trouvons exposée toute la théorie pangermaniste sur l'Europe centrale que nous avons précédemment décrite ; les modalités de cette constitution de l'Europe centrale ont pu changer, le but reste le même. Le projet a cependant rencontré certaines oppositions en Autriche et en Allemagne même. On a écrit dans la presse libérale allemande, que l'union douanière ferait naître des difficultés économiques insurmontables entre les deux Empires et qu'elle ne serait possible que grâce à des mesures protectionnistes tout à fait exceptionnelles, car les puissances mèneraient la lutte économique contre cette Europe centrale. Et surtout cette union douanière ferait un tort sensible aux intérêts des groupes économiques importants. Certaines associations, en Autriche-Hongrie, ont même été jusqu'à proclamer que ce rapprochement trop étroit constituait un « renoncement à l'indépendance économique de la patrie et qu'il fallait maintenir intégralement l'indépendance et l'unité du territoire économique de l'Autriche-Hon-

(1) *Revue de Paris*, 15 mars 1916. *L'Union de l'Europe Centrale*, par Max Hirschler, p. 439, 441.

(2) Dr Palyi. *Das Mitteleuropäische Weltreichsbundnis*.

grie (1). Elles craignaient que leur pays ne fût le mauvais marchand de cette combinaison et que l'Allemagne en eût seule tous les profits politiques et commerciaux.

En critiquant cette fusion des deux Etats, on déclarait que leur structure économique était très différente. Les industriels allemands demandent à conquérir des marchés et les industriels autrichiens à être protégés. L'Allemagne doit vendre au dehors et l'Autriche n'est pas pour elle un débouché suffisant ; elle ne pourra trouver, en Autriche, les stocks de matières premières nécessaires pour alimenter son industrie. Comment l'Allemagne pourra-t-elle se contenter d'une Europe centrale obligée de se suffire à elle-même ?

Du côté de l'Autriche, on faisait remarquer que les gros propriétaires fonciers obtiendraient, en Allemagne, un excellent débouché car l'Allemagne est importatrice. Quant aux industriels, ils bénéficieraient pour leurs produits de cet immense marché, eux qui expédient dans l'Amérique du Sud et en Asie ; mais certaines branches d'industrie seraient en revanche écrasées par les produits allemands. L'Autriche deviendrait une simple colonie de l'Allemagne ou une autre Bavière, ne pouvant pas conclure de traités de commerce, simple usufruitière obligée de respecter le domaine éminent de l'Allemagne là où elle le constitue, comme en Orient ; aussi la chambre de Commerce de Budapest votait-elle une motion hostile à l'Union.

Du reste, le professeur Karl Diehl a démontré que cette union était impossible, car la suppression des tarifs douaniers entre les deux Etats ferait un trou considérable dans le budget. Le projet du reste avait été caressé, en 1829, par Metternich, repris, en 1849-1850, et repoussé par la Prusse. C'est elle qui y poussait fébrilement pendant la guerre, certaine de le réaliser avec sa volonté de fer, si elle avait triomphé. Finalement l'opposition, qui avait pu exister, tombait ; les conservateurs et le comte Nostitz lançaient un manifeste en faveur de l'Union que publiaient également les 855 professeurs de l'Université allemande, et le 15 no-

(1) S. Grumbach, Préface à l'ouvrage de F. Naumann. *Op. cit.*, p. XVIII.

vembre 1915, les Parlements des deux Empires mettaient sur pied un programme d'union politique, économique, sociale conforme aux idées de M. Naumann (1).

Quels ne seraient pas alors les dangers de cette immense organisation économique pour les Etats voisins qui deviendraient les vassaux de l'Allemagne, dominant tous les marchés au point de vue industriel et commercial, s'y arrogant un vrai monopole ? Un office commun d'achat de matières premières nécessaires à l'industrie serait constitué et l'Allemagne faciliterait le relèvement économique de l'Autriche. Puis de nouvelles facilités naîtraient pour son exploitation, à mesure que le domaine de la *Mittleuropa* s'étendrait vers les Balkans. La force d'expansion de l'Allemagne s'accroîtrait ; celle-ci ne tarderait pas à pénétrer dans les autres Etats pour exploiter leurs richesses et contrôler leurs forces économiques.

Mais beaucoup d'auteurs voyaient le plus grand obstacle à une union douanière par suite de difficultés d'ordre constitutionnel ; il faudrait, en effet, reviser l'article II du Compromis austro-hongrois, loi fondamentale de la Double Monarchie. A cause de cet obstacle, qui ne pouvait être franchi aisément pendant la guerre, la réforme n'avait pas été réalisée ; du reste, on attendait la victoire définitive pour la mettre sur pied.

Combien au contraire ont approuvé les idées de Friedrich Naumann, car ils voyaient, dans l'Europe centrale, une machine de guerre ou un système économique qui permettrait de mener la lutte industrielle et commerciale ! Combien même allaient plus loin, trouvaient que le « programme de l'Europe centrale était trop restreint et ne répondait plus assez aux grandes aspirations de l'impérialisme germanique ! »

Quel serait le résultat de la *Mittleuropa*, sinon condamner à disparaître les Slaves occidentaux rejetés en Orient ou placés sous la domination germanique, étendre enfin démesurément les frontières de l'Allemagne ?

En tout cas, le projet de la *Mittleuropa* que Guillaume II,

(1) Jules Chopin. *L'Autriche-Hongrie brillant second*, in vol. in-8°, Paris. — Edit. Bossard 1917 p. 210.

négligeant l'avertissement prophétique de Bismarck de ne pas compromettre la politique allemande dans des liens trop étroits avec l'Autriche-Hongrie, avait patronné et soutenu, tendait à ne plus faire des deux Empires germaniques qu'un territoire uni et contigu s'étendant jusqu'aux Balkans, se développant vers l'Orient par l'accroissement du commerce, de l'industrie, des échanges et la création d'une ligne mondiale destinée à relier Hambourg au golfe Persique ; c'était la grande idée du règne qui concrétisait et précisait les rêves majestueux de Charlemagne, de Barberousse, de Napoléon !

Que resterait-il finalement de ces plans mirifiques, sinon l'écrasement des nationalités non germaniques ? La Pologne elle-même serait soumise à une germanisation intensive et l'œuvre de dénationalisation, que Marie-Thérèse et ses successeurs ne surent pas accomplir, serait reprise, de l'Elbe à la Save et de la Vistule au Bas-Danube (1). Et quel danger alors ferait courir à la paix une Prusse « maîtresse ainsi d'une Allemagne et d'une Autriche-Hongrie même diminuées, mais toujours soudées ensemble et formant un bloc de cent millions d'hommes ! (2) »

La victoire des Alliés a balayé ces conceptions grandioses qui, un instant, faillirent se réaliser. A cette conception d'un autre âge, dont les origines se confondent avec la première histoire de l'Europe, elle lui a substitué une organisation nouvelle qui repose sur la reconnaissance des aspirations nationales, ruinant le vieil édifice que lentement les ambitions des princes ou les nécessités géographiques et historiques avaient construit. Mais l'œuvre de la Conférence de la paix ne se comprendrait pas, s'il n'était pas démontré que l'Empire germano-autrichien, créé au centre de l'Europe, ne pouvait plus subsister tel qu'il fonctionnait au moment de la guerre. Et cela non pas tant parce que les ambitions de l'Allemagne lui assignaient un rôle disproportionné avec sa force

(1) Voir article de A. Gauvain. *La Confédération de l'Europe centrale. Journal des Débats*, 4 janvier 1916.

(2) P. Deschanel. *La France Victorieuse*, 1 vol. in-16\*, Paris-Fasquelle, 1919, p. 149.

et sa solidité, l'entraînant à une politique d'aventures, c'est-à-dire à la guerre — et c'est toute l'histoire de l'Europe centrale que nous avons résumée, depuis 1866, — mais parce que les revendications des peuples faisaient craquer de toutes parts les vieux cadres. Et ces revendications, le gouvernement allemand de Vienne ou le gouvernement magyar de Budapest les méconnaissaient, tout en les méprisant. Leur système pouvait-il durer ? Montrons quelles étaient, au centre de l'Europe, les aspirations des divers peuples et les âpres luttes des nationalités pour conquérir l'indépendance.

C'est l'existence de ces nationalités qui compliquait tout le problème de l'Europe centrale. C'est à cause d'elles que Slaves et Germains entraient en lutte, en 1914. Quels sont donc les facteurs essentiels de ce problème ? Comment les rêves d'ambition germanique, dont nous avons montré la lente évolution, pouvaient-ils se réaliser et quelles forces, en Europe centrale, s'opposaient à eux ? Cette étude permettra de mieux comprendre l'histoire d'aujourd'hui, sinon l'histoire de demain.

---

*CINQUIÈME PARTIE*

---

**LES LUTTES DE RACES EN EUROPE CENTRALE**

Longtemps l'Autriche, qui n'était qu'un Etat composé d'un assemblage de peuples les plus divers, avait pu subsister dans une unité apparente. Ces peuples lui étaient attachés par certains intérêts économiques et politiques et maintenus, soudés entre eux, par une forte centralisation bureaucratique. Ainsi ils avaient pu être entraînés dans des complications européennes, combattant pour un idéal auquel ils restaient étrangers. Cette domination de l'Autriche fut aisée tant que le latin resta l'idiome de la civilisation et de l'Eglise, remplaçant tout naturellement les parlers vulgaires. Mais la Réforme vint les mettre en mouvement, après avoir pénétré dans les couches profondes des populations. Alors l'allemand fut la langue de l'Empire et les souverains d'Autriche, qui portaient la couronne impériale, entreprirent de l'imposer aux populations avec Marie-Thérèse et Joseph II pour resserrer les liens de l'Etat. Joseph II proclama la nécessité d'une langue commune et propagea l'allemand. Il échoua du reste dans ses entreprises, et les conséquences de cet échec furent un éveil des aspirations nationales chez les peuples non allemands d'Autriche. C'est en Hongrie que la politique germanisatrice de Joseph II trouva la plus forte réaction. La nationalisation de l'administration hongroise fut une conséquence du règne de Joseph II. Croates et Slovènes furent réunis sous une même administration, ce qui était un précédent précieux pour les aspirations vers l'unité.

Notre Révolution française et les diverses révolutions du



XIX<sup>e</sup> siècle allaient singulièrement activer ces aspirations. La lutte se marquait surtout dans la volonté de parler l'idiome national ; c'était la meilleure manifestation de l'indépendance. Et celle-ci apparaissait avec la renaissance des Etats slaves, le rapprochement des Serbes et des Croates, la création de la patrie roumaine.

Un grand mouvement littéraire secouait des peuples trop longtemps dominés qui, avec la presse et le livre, se mirent à lutter pour leur liberté. Et cependant Allemands et Hongrois instituaient le Dualisme pour mieux contenir, sous le joug, les minorités. Inventé par Bismarck, le Dualisme transposait, à Budapest, le centre de gravité de la Monarchie, livrant les Slaves, qui constituaient la majorité dans l'Empire, aux deux minorités allemande et hongroise, sacrifiant aux Magyars les deux millions d'Allemands qui habitent, en Hongrie, pour que la Prusse pût avoir là un point d'appui sérieux dans sa lutte contre le Slavisme (1).

La germanisation menaçait directement les Slaves victimes désignées de la politique allemande. L'existence du Slave à ses côtés et sur le sol autrichien apparaissait à l'Allemand comme une anomalie, comme un obstacle au progrès de la civilisation germanique, presque comme une honte (2). Les Allemands prétendaient donc imposer leur langue et leur loi. Dans les pays slaves, la minorité allemande réclamait les mêmes droits que la majorité slave, mais dans les pays allemands, où la majorité était allemande, elle n'accordait aucun droit à la minorité slave, car la langue allemande doit primer les autres langues, car l'Autriche est un Etat allemand et doit affirmer l'unité de l'Empire. L'Allemagne ne pouvait donc permettre que le centre de gravité de la Monarchie se déplacât au profit de nationalités qui lui étaient aussi hostiles que les Slaves.

Avec les diversités de races aux aspirations opposées qu'ils englobaient sous leur sceptre, les Habsbourg, à la différence des Capétiens et des Bourbons, avaient créé un Etat compo-

(1) Voir plus haut, p. 233 et 276.

(2) Voir *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> août 1895. *La Question tchèque*, par Pierre Daresté, p. 672.

site qui n'était même pas une expression géographique. Leur Empire avait beau détenir la couronne impériale et prétendre à l'universalité, garder le titre « romain », c'est-à-dire catholique, car l'unité impériale, c'est l'unité catholique au temporel, il avait beau se mettre au service de la Réformation germanique, parce que la politique autrichienne, pour dominer à Vienne, doit donner la préférence à ce qui est allemand et parce que le Germanisme est le corollaire de la politique impériale, cet Empire, disons-nous, n'était en réalité formé qu'au profit d'une dynastie. Il était un assemblage inorganique de nationalités en antagonisme profond, dont la plupart étaient méconnues et opprimées dans leur conscience nationale. Edifice artificiel, créé par la force des armes, les combinaisons dynastiques, les mariages, les successions princières et conservé, au cours des derniers siècles, par le fait de circonstances historiques qui aidaient la force à le maintenir. « L'Autriche était restée un mécanisme, elle n'était pas devenue un organisme (1). »

Vainement les Habsbourg avaient cherché à fondre, dans la même unité, des nations si disparates, ils n'avaient semé que des haines ; nulle fusion, nulle assimilation progressive ne s'étaient produites entre les éléments composant l'Empire. Et dans ces contrées de l'Europe centrale, les souverains allemands étaient comme campés au milieu de pays frémissants et toujours prêts à s'insurger. Ils apparaissaient comme les simples délégués du Saint Empire en terre barbare et les haines qu'ils amassaient, plus fortes de jour en jour, devaient fatalement exploser tôt ou tard. « Les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, disait, en 1898, M. Paul Deschanel, verront se dérouler, par l'effet des vicissitudes naturelles dans la maison d'Autriche, un drame décisif, dont il est aisé de prévoir dès aujourd'hui tout au moins le prologue et les premiers actes (2). »

(1) Voir *Revue Internationale de Sociologie*, 1915, art. de M. Grimanelli. — Voir également et pour tout ce chapitre René Pinon. *La reconstruction politique de l'Europe politique*, 1 vol., Paris — Perrin, 1920, p. 213 et suiv.

(2) Discours au Grand-Hôtel, 2 mars 1898, dans *La République Nouvelle*, 1 vol. in-12<sup>e</sup>, 1898, Paris — Calman-Lévy, p. 259.

Que remarquons nous, en effet, dans cet Empire ? Trois groupes de races juxtaposées, ni mêlées, ni fondues : des Slaves, des Allemands, des Magyars, des Roumains, et parmi ces races, des nuances diverses comme des Tchèques, des Polonais, des Ruthènes, des Slovènes, des Croates chez les Slaves, et même des îlots de races différentes comme des Allemands en Bohême, des Hongrois en Transylvanie. Les Slaves sont séparés, entre le Nord et le Sud, par des Hongrois et des Allemands et ne peuvent se rejoindre, parlant du reste une autre langue. Bref, vingt nationalités différentes et dix-huit idiomes qui désespèrent le philologue et le politique, formant l'assemblage le plus bariolé de groupes ethnographiques, ne pouvant constituer une seule nation qui ait le sentiment d'une patrie commune.

Tous ces peuples du reste ne sont point unis par la langue — il y en a cinq ou six pour huit ou dix nationalités — ni par la religion, puisque toutes les variétés de cultes se retrouvent dans cet Empire si disparate. Y a-t-il même une littérature commune, une histoire nationale ? Chaque peuple les revendique pour lui seul (1).

L'Etat a si bien compris cette diversité qu'il a laissé à chaque pays ses Diètes qui font les lois, et ces pays ne composent l'Autriche que parce qu'ils sont unis à la personne de l'Empereur.

Et même cet Empire a été, au milieu du siècle dernier, divisé en deux parties distinctes qui eurent leurs gouvernements à part, leurs Parlements à part : la Cisleithanie et la Transleithanie.

---

(1) *Revue des Deux Mondes*, 15 oct. 1897. — *La Monarchie austro-hongroise*, par M. Charles Benoist, p. 779 et suiv.

## CHAPITRE PREMIER

### TCHÈQUES ET SLOVAQUES

---

Les ennemis les plus anciens et les plus acharnés des Austro-Allemands furent les Tchécoslovaques qui constituent, à côté des Polonais, le groupe des Slaves du Nord. N'étaient-ils pas, du fait de leur position géographique dans ce grand losange dessiné par les montagnes de Bohême flanqué à l'Est par les montagnes de Moravie qui le relie aux nations de même race, comme jetés en avant-garde au milieu du monde allemand, ne connaissant pas d'unité ethnique, avec une frontière surveillée et sans cesse violée, obligés de combattre aussi bien les Allemands d'Allemagne que les Allemands d'Autriche.

Entourés de trois côtés par ces Allemands — épieu enfoncé dans la chair allemande ou rocher battu par la mer germanique, a-t-on dit — ils luttent pour leur race et pour leur langue avec une rare énergie ; leur histoire est un drame, tant sont furieux les assauts livrés contre eux.

Les origines de cette histoire sont enveloppées d'une grande obscurité. Qui habita primitivement le pays tchèque ? Quand les Slaves s'y établirent-ils ?

Dès les premiers âges, suppose-t-on, après avoir été occupée par les Celtes Boïens (d'où le nom de Bohême), — les plus anciens habitants connus — la Bohême fut envahie par les hordes germaniques descendant du Neckar et du Rhin et chassant les Celtes devant eux. Elles y séjournèrent quatre siècles. La Bohême serait peut-être restée un Empire germanique si, à leur tour, les bandes pillardes des Germains n'avaient dû céder devant la marée montante des Slaves

(V<sup>e</sup> s.). Un instant, mais de durée courte, car jamais autrefois les Slaves ne surent rester unis tant ils se jalousaient, ils réalisèrent, à cette époque, l'Empire de Samo et résistèrent aux attaques des Francs (1).

Après la mort de Samo, l'Empire se disloqua et les Slaves de Bohême, de Moravie et de Slovaquie retombèrent dans un état de demi-sommeil. Mais ce fut de courte durée. Deux tentatives nouvelles d'organiser un Etat solide eurent lieu, au cours du X<sup>e</sup> siècle. L'une, celle de Rostislav et Svatopluk qui créèrent l'Empire de Grande-Moravie, se brisa bientôt, lors de l'invasion des Magyars, l'autre, celle des Prémyslides, princes de Bohême, connut un succès plus durable. Petit à petit, à force de lutter âprement contre la poussée germanique, la dynastie des Prémyslides réussit à dégager les pays de Bohême de l'emprise germanique, de sorte que, vers la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, sous le règne du grand roi Otakar II, le « roi d'or », l'on se trouva en face d'un Etat de Bohême puissant et organisé, qui s'étendait jusqu'à la mer Adriatique. C'est à ce moment de son apogée que Otakar II se heurte à l'ambition du Habsbourg Rodolphe qui le bat à Marchfeld (1278), en arrachant à la Bohême les provinces autrichiennes. Mais la Bohême resta le centre d'une grande puissance qui imposait du respect à ses voisins germaniques. En 1306, le dernier roi de la dynastie des Prémyslides, Venceslas III, étant mort sans enfants, les Etats généraux tchèques élevèrent à la dignité royale la maison de Luxembourg avec laquelle la Bohême atteignit un rang des plus glorieux, en se pénétrant de l'influence française, utile contrepoids à l'influence germanique. Après Jean de Bohême, le glorieux roi aveugle qui se fit tuer à Crécy, son fils, Charles IV, élevé en France, procura au royaume de Bohême une époque de paix pendant laquelle le peuple tchèque put atteindre un niveau de civilisation que ses voisins lui enviaient.

Les arts et les lettres fleurissent, l'Université de Prague — la première de l'Europe centrale — est fondée, les villes tchèques, et Prague en particulier, s'embellissent de beaux monuments.

(1) Voir plus haut p. 24.

L'esprit national, pleinement réveillé, se raffermît pour s'acheminer bientôt vers cette période célèbre qu'est le mouvement hussite du XV<sup>e</sup> siècle, qui place le peuple tchèque au premier plan de l'histoire de l'Europe. Après la condamnation à mort de Jean Huss par le Concile de Constance, la nation tchèque, libérée du régime féodal, entend vivre désormais sa vie nationale ; du coup, le pays se soustrait à l'infiltration allemande. Tous les efforts pour briser la Bohême hussite, échouent lamentablement contre la vaillance tchèque. La victoire reste finalement aux armes tchèques, mais ce grand effort a épuisé la nation. Agités sans cesse par des querelles religieuses, forcés de choisir, sauf le roi national Georges de Podiébrad, leurs souverains dans les dynasties étrangères, les Tchèques élèvent, en 1526, à la dignité de roi de Bohême, Ferdinand I de Habsbourg. Ce roi et ses successeurs jurent de respecter l'indépendance et les libertés du royaume, mais, en réalité, ils les restreignent sans cesse et germanisent le pays.

Le nationalisme tchèque éclate à la défenestration de Prague, mais, à la bataille de la Montagne Blanche, les Habsbourg ont raison du mouvement insurrectionnel. La répression se fait impitoyable avec les exécutions capitales, les confiscations de biens, les expulsions. A l'aristocratie autochtone, est substituée une aristocratie allemande. La bourgeoisie décimée dut s'exiler pour sauver sa foi religieuse et se soustraire à la domination catholique qui obligeait aux conversions forcées. Il n'y eut plus comme Tchèques que les paysans ; les classes supérieures étaient allemandes. La lutte se poursuivra, sans trêve, sous Marie-Thérèse, sous Joseph II contre le nationalisme tchèque, contre la littérature tchèque déclarée hérétique par les Jésuites ; la germanisation est de plus en plus ardente.

Mais le sentiment national se cabre, et sous l'influence de la Révolution française, linguistes, philologues s'efforcent de rendre à la nation les titres abolis, car les Tchèques ne s'abandonnent point au milieu de leurs misères et ne croient pas à une déchéance irrémédiable ; ils se serviront du seul outil qui leur reste : leur langue, que Jean Huss a vivifiée et ennoblie, magnifique réveil littéraire et national révélant la force intérieure du peuple qui semblait évanouie

depuis deux siècles ! Le pays tchèque va être le foyer de la renaissance littéraire des pays slaves en Europe centrale.

Auprès de l'Académie des Sciences de Prague, les philologues Michel Dourich et Dobrovski se livrent à des recherches sur le monde slave primitif, tandis que Jungmann et Hanka, qui réclament l'unité de la race, fondent le Musée slave de Prague (1825). L'étude des origines détermine ainsi un grand mouvement de recherches qui va exhumer les titres de la Bohême et de toute la Slavie. Tandis que Kollar popularise, dans *la Fille de Slava*, l'émancipation des Slaves par l'érudition, Safarik publie les *Antiquités slaves*, véritable monument élevé en l'honneur de la patrie. Ainsi par les œuvres de l'esprit s'affirme la nationalité tchèque.

La lutte contre le Germanisme n'a plus lieu comme jadis par les armes ; elle est toute ethnographique, mais elle n'en est que plus âpre. La révolution de 1848 l'accentue. Les Tchèques, restés fidèles à la Monarchie en face des Hongrois révoltés, croient un instant que les droits historiques de la couronne de Saint-Venceslas allaient être reconnus et consacrés par une constitution fédérative de la Monarchie. Leur désillusion fut prompt, car ils furent payés d'ingratitude. Et de plus en plus la Bohême cherche à recouvrer les droits de la nationalité ; un comité se constitue pour préparer les réformes dont le principe a été accordé par le gouvernement de Vienne, à la suite d'émeutes qu'il parvient difficilement à réprimer sous le puissant souffle de liberté qui vient de France. D'abord la rupture éclate avec les Allemands dont les ambitions veulent tout attirer à eux, et le Congrès slave de Prague entre en scène en face du Parlement de Francfort. Mais l'idée de solidarité slave dont il devait assurer le triomphe, ne put l'emporter, car la réaction et le Germanisme à outrance furent les plus forts ; la Diète ne fut plus convoquée jusqu'au moment des défaites de la guerre d'Italie où le gouvernement revint à des mesures libérales (Patentes de 1860 et 1861) du reste anodines et sans lendemain.

Les Tchèques avaient cru que les désastres de la guerre contre la Prusse leur profiteraient, alors que les seuls Maygars

allaient en bénéficier. La nouvelle organisation dualiste créée à cette époque augmentera en Bohême l'influence allemande, qui deviendra plus forte par suite du système électoral en vigueur. Et cependant les Tchèques se montrent intractables, votant une déclaration qui résume leur programme et leurs aspirations, n'admettant, entre les deux royaumes, d'autres liens que l'union personnelle, refusant à la Cisleithanie le droit de traiter des intérêts de leur royaume, réclamant un Parlement national. Si l'Empereur, à la suite de négociations entamées avec les Tchèques, en 1871, se déclarait prêt à reconnaître les droits du royaume de Bohême, après son entente avec Bismarck et sous l'influence d'Andrassy, il congédiait la Diète de Bohême et décidait que les députés au Reichsrat seraient désormais élus par les curies ; les Allemands redevenaient les maîtres de la Bohême (1873).

La loi électorale était ainsi faite qu'elle assurait à la minorité allemande la majorité parlementaire. Six millions de Tchèques n'avaient que 49 députés et six millions d'Allemands, 160. Des ordonnances draconiennes limitaient la liberté de la presse, de réunion, d'association ; les libertés constitutionnelles ne servaient qu'aux Allemands. Les Tchèques se demandèrent s'ils accepteraient de siéger au Parlement de Vienne. Il y eut alors scission entre eux. Les Vieux-Tchèques préférèrent l'abstention ; les jeunes Tchèques décidèrent de se faire représenter, mais après avoir proclamé les droits imprescriptibles de la Bohême.

Les finances tchèques étaient destinées à alimenter les caisses de l'Autriche, puisque la Bohême était l'Etat le plus prospère et qui payait le plus d'impôts. Les Allemands avaient beau user de la persécution, de l'état de siège, des confiscations, les Tchèques réclamaient leur self-government, afin d'être délivrés de la germanisation par la langue et par l'école, de la persécution politique, de la spoliation financière. Ils se seraient contentés alors d'un Fédéralisme avec la Hongrie sous le sceptre des Habsbourg.

Mais quelques moyens qu'employât l'Autriche, elle ne pouvait empêcher la « bohémisation » presque complète du



pays. A Prague, l'élément allemand ne jouait plus qu'un rôle effacé et la lutte se poursuivait inexorable entre les Allemands et les Tchèques. Cet antagonisme divisait les familles, jetait le trouble dans les corporations, la discorde dans les associations, désagrégeait le commerce, l'industrie, gâtait même les lieux de plaisir (1) ; bref la vie politique était paralysée et le fonctionnement du pouvoir législatif arrêté.

En gardant la langue nationale, par opposition à l'allemand qu'on voulait leur imposer, les Tchèques s'efforçaient de conserver leurs coutumes. Ce qu'ils demandaient, c'était l'égalité de traitement proclamée par la loi constitutionnelle de 1867, consacrée par l'ordonnance Taaffe de 1880, qui permettait dans les actes et les publications officiels l'usage des deux langues. Ce principe d'égalité avait été proclamé également pour les écoles, et la vieille université de Charles IV et de Jean Huss, usurpée par les Allemands après la bataille de la Montagne Blanche, fut rendue aux Tchèques. Mais l'application de ces diverses mesures était tout autre. Un Allemand, dans une ville tchèque, arrivait toujours à garder sa qualité d'Allemand, et un Tchèque, en pays allemand, ne pouvait exhiber de nationalité propre. L'administration s'arrangeait toujours à entraver la création d'écoles tchèques. Des Allemands en construisaient aisément en pays tchèques grâce aux ressources immenses du *Schulverein*.

Cependant l'élément germanique s'emparait peu à peu des écoles, des municipalités, des conseils départementaux, de toute l'administration, et la germanisation faisait de rapides progrès, car même dans les usines, la population ouvrière était courbée sous la domination allemande qui abusait de son omnipotence pour la terroriser et lui faire renier la nationalité slave ; mais les minorités résistaient, prêchant contre les Allemands, qui les abreuyaient de vexations de toutes sortes, une véritable croisade d'extermination. Et ce fut le déclin de la germanisation.

En même temps, la *Conférence slave de Prague* de 1908 (12-18 juillet), qui n'a pas eu toutefois l'ampleur des Congrès

(1, R. Chékrd. *L'Autriche contemporaine*, 1 vol. in-8°. Paris, 18 p. 278.

de 1878 et de 1887, préparait la réconciliation des éléments russes et polonais sous l'influence du Dr Charles Kramar, président du club tchèque du parlement de Vienne, qui joua un rôle analogue à celui de Rieger.

Les divers éléments slaves y étaient représentés. Ils s'occupèrent d'un projet d'exposition panslave à Moscou, de l'organisation du tourisme interslave, de l'extension des sociétés de gymnastique (Sokols) à tous les pays slaves, de l'établissement d'une langue slave, etc... et rapprochèrent plus intimement les divers membres de la grande famille slave, rapprochement qui leur permettait de tenir tête à l'élément germanique sur les divers terrains : politique, commercial, intellectuel.

Dans cette lutte âpre, engagée par les Tchèques avec leurs seuls moyens, leur patriotisme fit des merveilles. Il n'y avait pas un paysan, pas un ouvrier en Bohême qui ne se considérât comme un champion de sa nationalité.

Les Tchèques, au lieu de se révolter ouvertement, se préparèrent donc en silence pour des temps meilleurs, travaillant à leur développement économique, à l'agrandissement de leur influence politique, réussissant à acquérir de nouveaux droits pour leur langue et leurs écoles, améliorant l'enseignement public, créant un musée national, une des gloires de Prague, un théâtre national, des expositions tchécoslaves, etc... Mais en même temps, ils ne cessaient de combattre avec acharnement les prétentions des Allemands et des Magyars à régir la Monarchie. Tandis que le régime absolutiste continuait à être pratiqué des deux côtés de la Leitha, la guerre éclatait. L'Autriche ne voulait pas du Fédéralisme, puisqu'il fallait à tout prix briser la résistance des Slaves ; or le régime actuel ne pouvait plus durer (1).

Dans la lutte qui commence, de quelle singulière vitalité va faire preuve le vaillant peuple tchèque !

Certes il n'était point préparé à la lutte, il fut surpris par ce coup brutal. La mobilisation se fit avec trouble ; les soldats tchéco-slovaques étaient de cœur avec les ennemis de

(1) V. E. Bénès. *Détruisez l'Autriche-Hongrie*, 1 broch., Paris — Delagrave, 1916.

l'Autriche et plus d'un acte de rébellion, révélé dans une interpellation au Reichsrat, signalera leur départ ; ils se rendront en masse aux Serbes et aux Russes, dont ils faciliteront les victoires en désorganisant les armées de l'Empire.

Pendant la guerre, un régime d'oppression des plus sévères pesait sur le pays, supprimant toutes les libertés constitutionnelles. Dès le début des hostilités, on incarcéra les députés tchèques de même que les autres députés slaves les plus marquants. De nombreux procès furent intentés et conduits à huis clos contre MM. Kramar, Raschin, Scheiner. On poursuivit ou on fit dissoudre les sociétés de gymnastique, les Sokols, qui organisaient des cours, des conférences, des excursions pour stimuler l'activité du peuple (1).

Les patriotes tchèques ne restèrent point inactifs. Plusieurs, au nombre de deux millions environ, avaient fui l'oppression germano-magyare et s'étaient réfugiés chez les Alliés. Tels le professeur Masaryk, le Dr Bénès, M. Stéfanik, ils organisaient en faveur de leur pays une vive propagande dans les milieux militaires et diplomatiques, faisant surgir, des camps de prisonniers autrichiens qui s'étaient rendus par milliers en France, en Italie, en Roumanie, en Russie, une armée tchèque au service de l'Entente. D'abord une brigade fut employée en Russie, en 1916, puis dans la division yougoslave de la Dobroudja. Mais Sazonov d'abord, puis plus tard Kerensky, arrêtaient les enrôlements et la brigade tchèque combattit seule, en juin 1917, lors de l'offensive et se couvrit de gloire. Ses exploits enthousiasmèrent la presse russe et Kerensky dut revenir de ses préventions. En décembre 1917, l'armée tchécoslovaque était constituée.

En même temps, les ligues tchèques et slovaques de New-York et de Chicago travaillaient à gagner l'Amérique à la cause tchèque et ainsi le problème tchèque se posait à la fois en Europe et en Amérique, et le *Conseil National* se constituait, qui entrait en rapport avec les colonies d'émigrés et lançait, en 1915, un manifeste d'indépendance.

(1) J. Chopin. *L'Autriche-Hongrie « brillant second »*, 1 vol., Paris. — Edit. Brossard, 1917, p. 202.

Lorsque le jeune Empereur Charles résolut de convoquer le Reichsrat (30 mai 1917), qui ne s'était pas réuni depuis trois ans, à la première séance, les députés tchèques demandèrent la constitution d'un Etat tchécoslovaque démocratique dans une Autriche fédérée. Tous les autres députés slaves firent de semblables déclarations, et le bloc slave proclama qu'il ne soutiendrait qu'un gouvernement qui insérerait, dans son programme, la transformation de la Monarchie ; ce qui entraîna la démission du cabinet Clam-Martinic.

En Angleterre, les esprits étaient peu préparés à la libération de la Bohême ; il n'y avait guère que William Steed, la revue *New Europe* et le *Labour Party* qui la soutinssent. En Italie, l'opposition était plutôt vive, car de nombreux éléments de gauche avaient des visées sur l'Adriatique peuplée de Slaves : comment libérer des Slaves au Nord et les asservir au Midi ? En France, il y avait beaucoup de sympathies pour Charles I<sup>er</sup>. Certains salons, certains cercles financiers menaient campagne pour une paix rapide avec l'Autriche et le maintien du Dualisme ; ce n'était guère compatible avec l'indépendance de la Bohême. Mais les réfugiés tchèques surent parler au nom du peuple tchèque, lier son sort au sort de l'Entente. Les légions tchèques combattirent dans nos rangs, on connut leur héroïsme et leur désintéressement ; l'opinion, sortant de son indifférence, se préoccupa bientôt du sort de la Bohême.

Le 6 janvier 1918, les députés tchèques se réunissaient en une assemblée constitutive et votaient, à l'unanimité, une résolution réclamant un Etat tchécoslovaque indépendant. Le 13 avril, plus de 600 représentants de toutes les classes sociales se réunissaient et prêtaient le serment solennel de ne pas céder jusqu'à ce que soit obtenue l'indépendance de la nation. A cette même époque, avait lieu, à Rome, le Congrès des populations opprimées qui protestèrent contre le maintien de la double Monarchie ; les événements vont se précipiter.

Peu à peu l'ancien Etat de Bohême prend rang parmi les grandes puissances et est prêt à vivre ; l'armée tchèque est reconnue par les Alliés (28 sept.). Après la mi-octobre, les cadres de l'Empire éclatent de toutes parts. En plein Parle-

ment, le comte Karolyi réclame l'indépendance de la Hongrie, tandis que les députés polonais décident de ne plus siéger; les Yougoslaves se libèrent, la révolution est à Prague. En vain, le 17 octobre, l'Empereur lance trop tardivement un manifeste à ses peuples où il leur fait des promesses et leur garantit la liberté. Mais cette fédération, qu'il se propose de créer, est insuffisante ou vient trop tardivement; désormais les peuples affranchis d'Autriche veulent mieux. Le Conseil national tchèque de Paris proclame, le 18 octobre, l'indépendance de la nation et les Tchèques se constituent en république démocratique. Une délégation de ce même Conseil, réunie à Genève, élit le professeur Masaryk président de la République, la Tchécoslovaquie devenait un Etat.

A la Bohême en effet s'unissait la Slovaquie. Or, de tout temps, le grand effort des Allemands avait été de tenir séparés Tchèques et Slovaques, en les distinguant les uns des autres, tant leur union leur semblait redoutable pour l'équilibre de la Monarchie. En réalité, Tchèques et Slovaques appartiennent à la même branche des Slaves, la branche occidentale (1), et leurs langues, soumises simplement à des influences diverses et subissant une évolution différente, sont comme les deux rameaux du même arbre. Les mêmes souffrances, sous les mêmes oppressions, unissent les deux peuples dont l'histoire se confond presque.

Comme les Slaves de Bohême, les Slovaques, qui se fixèrent dans le pays morave, luttèrent contre les Avars et contre les Germains sous l'autorité de leurs princes Mojmir, Rostislav, Svatopluk (830-906) qui fondèrent l'Empire de Grande Moravie dont le territoire englobait l'Etat actuel de Tchécoslovaquie. C'est Rostislav qui appela les apôtres slaves Cyrille et Méthode, constituant ainsi une Eglise nationale indépendante de l'Eglise d'Allemagne en même temps qu'un Etat puissant qui pouvait barrer aux Germains les routes de l'Europe centrale. Séparé de son oncle Rostislav qu'il trahit, Svatopluk, après avoir lutté contre Louis le Germanique,

(1) Voir Lubor Niederlé. *La race slave* (trad. L. Léger), 1 vol., Paris, 1917, p. 3 et suiv.)

fonda un Etat encore considérable (880) qui englobait, en plus de la Bohême et de la Moravie, la plaine allemande, une section des Karpathes, un morceau de Hongrie. Il se créa autour de lui, lorsqu'il mourut (894), une légende analogue à celle de Frédéric Barberousse, car il avait réalisé, à cette époque, l'unité des Slaves. Mais si l'Allemagne, affaiblie par l'anarchie, ne pouvait emporter ce nouveau bastion, les Magyars, secondant, dès cette époque, ces mêmes desseins de domination, ruinèrent l'Empire morave en occupant la Moravie et la Slovaquie méridionale, après la bataille de Nitra (896). En appelant ainsi les Magyars à son secours, le roi de Germanie, Arnulf, les enfonçait comme un coin au milieu des tribus slaves dont il brisait les efforts pour de longs siècles. En 1301, la Slovaquie est rattachée à la couronne de Saint-Etienne : Tchèques et Moraves étaient désormais séparés. Mais cette séparation sera plusieurs fois interrompue par des succès militaires qui permettront aux Slovaques de suivre la fortune politique du royaume de Bohême, en 1042, lorsque Bretislav conquiert sur les Magyars une partie de la Moravie, en 1260, avec les brillants succès de Premysl Otakar II, en 1262 et en 1278, lors de sa défaite aux « Moravské Pole », où les vaillants Slovaques mêlent leur sang généreux à celui des frères tchèques et moraves. C'est un grand seigneur slovaque, Mathias Čák, Zupan de Trencin, qui fut le principal artisan de la fortune politique du roi de Bohême, Vlas II, fils d'Otakar II. Devenu Palatin hongrois, il offrit même à Vlas la couronne de Saint-Etienne que celui-ci refusa, mais accepta pour son jeune fils, Vlas III. Le jeune roi, devenu Ladislav V, ne put réunir sur sa tête les trois couronnes royales, et fut obligé de se retirer devant Charles Robert d'Anjou qui vint assiéger Bude et se faire couronner roi.

Mathias Čák, lui, résista, de longues années, dans son système fortifié de Trencin que Charles Robert et les Magyars ne purent emporter qu'à sa mort.

Tchèques et Slovaques restent également unis dans la longue période des guerres hussites; la glorieuse épopée leur est commune, et l'étendard au calice flotta sur les Karpathes

aussi bien que sur le plateau de Bohême, avec Jean Zizka de Trocnov, le grand chef aveugle des Hussites et Jan Jiskra de Brandys. Malgré leurs brillants succès, après 1462, les Magyars dispersèrent les aventuriers tchèques, et les Slovaques ne connurent plus que de rares contacts avec les guerriers d'une Bohême indépendante.

Après les Magyars, d'autres envahisseurs, à leur tour, pénétraient dans le pays, les Mongols et les Turcs, et les Slovaques naturellement se rapprochaient des Tchèques à mesure que les Magyars devenaient moins forts. Ils gardèrent même leur existence propre, recevant, de Prague, les éléments essentiels de leur pensée. Quel mépris cependant avaient les Magyars pour ce peuple relégué par eux au rang d'ilotes et contre lequel ils exerçaient toutes les violences pour mieux les dominer ! Mais combien ils se leurraient en croyant, eux, peuple de race supérieure, comprimer indéfiniment l'essor intellectuel et politique des Slovaques ! Au contraire, ceux-ci vont donner à la renaissance tchèque contemporaine, avec Kollar, Safarik, Palkovitch, Slovaques de naissance, son véritable caractère en marquant sa voie. Kollar apporta aux Slaves la parole qu'ils attendaient, sonnant la fanfare qui relève les courages et entraîne à l'assaut (1). C'est par la littérature, qui cesse d'être religieuse, que s'éveille l'idée nationale et avec elle le désir d'union de tous les frères slaves, la volonté de se grouper. Et les Slovaques entretenaient tout naturellement la conception de la solidarité panslave dont le berceau était à Prague ; ils la développèrent même, formant, du fait de leur situation géographique, comme un trait d'union entre les groupes slaves. Leur grand écrivain, Stur, rêvait même de réunir tous les Slaves dans une vaste confédération intellectuelle ; les politiciens tels que Riéger, Havlicvek, en gens plus pratiques, réclamaient l'abolition du régime féodal, l'égalité des citoyens devant la loi, une meilleure répartition des terres. Ces revendications, la magnifique renaissance intellectuelle slovaque, qui commence en 1780 pour prendre sa vraie formule en 1848, permettait de les

(1) E. Denis. *Les Slovaques*, 1 vol. in-16°, Paris — Delagrave, 1917, p. 159.

présenter et de les mieux faire valoir, de donner au sentiment national, grâce à la littérature, à la poésie, à la chanson, une plus grande extension.

Dans ce vaste mouvement de renaissance nationale, la part des Slovaques est donc aussi grande que celle des Tchèques. Bien que les deux pays eussent deux langues littéraires différentes, leur unité intellectuelle n'était point rompue de ce fait ; tout Tchèque comprend sans difficulté un Slovaque et réciproquement. La différence, qui existe entre les deux langues, est de l'ordre de celle qui existe en France entre deux patois de langue d'oïl, picard et champenois, entre le français moderne et celui du XVI<sup>e</sup> siècle (Prof. F. Dominois).

Les patriotes profitent de la révolution de 1848 pour formuler nettement leur programme ; ils demandent des Diètes provinciales et particulières pour administrer leurs affaires et régler les questions scolaires. Comment les Magyars, aux yeux desquels aucune partie du royaume ne pouvait être détachée de la couronne de Saint-Étienne, accepteront-ils ce morcellement ? Ils ne voulurent pas discuter avec les Slovaques et la persécution s'étendit sur eux : les Magyars ne reculèrent pas devant les mesures les plus odieuses.

Il fallut plier devant le maître, vivre sous sa domination et abandonner un certain idéal. Les Slovaques, dans le mémorandum de 1861, présentaient un programme de réconciliation qui acceptait l'unité du royaume et l'existence d'un Parlement. Mais voici qu'intervient le Compromis de 1867 qui livre les peuples de Hongrie à l'arbitraire magyare, tandis que les Allemands, en Cisleithanie, vont mâter les Tchèques.

La Hongrie contenait trop de peuples différents qui, à l'époque du Compromis, formaient la moitié de la population totale, pour ne pas s'efforcer de maintenir envers et contre tous, en vertu de leur théorie de race supérieure, l'unité de l'Etat magyar. « Les intérêts de la Hongrie exigent que l'Etat national soit fondé sur les bases du chauvinisme le plus intransigeant », disait le baron Banffy, en 1906 ; il doit être maintenu et protégé. D'où le programme de centralisation à outrance formulé par le comte E. Tisza pour conserver « l'unité nationale de l'Etat national magyar ». Pas de com-



promis avec les nationalités, c'était la ligne de conduite que les Magyars avaient toujours suivie.

Il fallait empêcher à tout prix l'opinion populaire de se manifester ; aussi la loi électorale de 1874 créa-t-elle des circonscriptions d'une bizarrerie telle que la voix d'un électeur magyar pesait cent fois plus que celle d'un Slovaque ou d'un Serbe. Les limites des circonscriptions étaient arbitrairement fixées par le ministère et de façon à favoriser toujours la minorité magyare. Du reste, les jours de vote, les élections étaient étroitement surveillées, d'ordre des préfets, par la gendarmerie pour empêcher souvent les électeurs slovaques de voter ; les pires illégalités et les pires violences étaient commises contre eux (1).

Les Slovaques, sous le régime magyar, ne jouissaient, disaient-ils, ni de la liberté de réunion, ni de la liberté d'association ; toutes leurs manifestations publiques, même les concerts, les représentations théâtrales, étaient étroitement surveillées ou interdites, si elles avaient un Magyar à leur tête ; le colportage et la vente des journaux étaient soumis à des prescriptions rigoureuses ; dans le clergé, les Hongrois ne laissaient arriver aux postes élevés que des prêtres dont ils étaient sûrs et qui n'étaient pas de race slovaque ; enfin dans l'enseignement, la magyarisation était encore plus intense. Dans l'enseignement primaire, les établissements subventionnés étaient exclusivement magyars et dans les écoles non magyares, subventionnées ou non, l'enseignement du magyar devait être donné dans des conditions étroitement prescrites et ces établissements restaient soumis à la surveillance de l'État qui leur rendait la vie difficile. Les maîtres souvent ne savaient parler que le magyar, la seule langue admise dans leurs écoles normales. Même l'enseignement religieux devait avoir lieu en magyar. Dans les écoles normales la seule langue étrangère obligatoire était l'allemand. On a calculé que seulement 8 % des enfants slovaques pouvaient recevoir une instruction purement slovaque (2).

(1) Voir Seton Watson (Scotus Viator), *Racial Problems in Hungary, The Southern Slav Question*.

(2) Stephen Osusky. *Magyars et pangermanistes*, 1 br., Paris — Edit. Bossard, 1918, p. 17.

Dans l'enseignement secondaire, les Slovaques avaient réussi à créer trois lycées à Velka Revuca, Sv. Martin, Klastor et une société littéraire, la Slovenska Matica ; les Magyars fermèrent les lycées, en 1874, et firent dissoudre la société dont ils confisquèrent les fonds. Depuis lors, les Magyars s'opposèrent à la création des lycées que projetaient les Slovaques.

Les Slovaques, soumis à ce joug très dur qui s'appesantissait sur eux chaque jour davantage, découragés, accablés d'impôts, émigraient en Amérique. Il faut dire que la population était en très grande majorité composée de paysans qui vivaient difficilement sur le sol par suite du développement abusif de la grande propriété et étaient ruinés par l'usure.

Devant les persécutions, l'énergie des Slovaques, quelle que pût être l'apathie de certains, n'avait point faibli et l'esprit de résistance s'était conservé admirable dans les vingt dernières années. Malgré les divergences de croyances, certains Slovaques catholiques ne craignirent pas de s'unir à des Tchèques protestants, car ils étaient menacés par le même adversaire. Les professeurs de l'Université de Prague, presque tous Slovaques, avaient dissipé des malentendus regrettables. En Slovaquie, journaux et revues, malgré les procès et les amendes, s'étaient multipliés, répandant partout l'amour de la patrie, soutenant les patriotes qui s'efforçaient de développer l'épargne et amasser des capitaux, de protéger le travail national, de supprimer l'usure, et restant en communion étroite avec les Tchèques de Prague. Leur seule pensée était d'échapper à la tutelle de Budapest en brisant le Dualisme. Aussi lorsque la guerre éclata, le régime hongrois ne se priva pas des suppressions de journaux, des condamnations arbitraires, des arrestations, telles en Slovaquie qu'en Bohême ; c'était partout le même mot d'ordre.

Que deviendrait la Slovaquie devant l'effondrement des Austro-Allemands ? Serait-elle un Etat indépendant ? A tort, les philologues allemands et magyars prétendaient que les deux peuples slaves étaient étrangers l'un à l'autre, que leur juxtaposition était toute artificielle, inventée par l'impérialisme tchèque. Mais la Slovaquie était trop faible pour vivre

sans appui et la Russie, qui aurait pu la protéger, était en proie à la Révolution. Il ne restait que l'union avec la Bohême, réalisant ainsi, avec leurs frères de race, cette grande Moravie qui fleurissait il y a plusieurs siècles ; les résistances des catholiques cédèrent devant les nécessités politiques. Et le 30 octobre 1918, les Slovaques s'unissaient aux Tchèques, de leur plein gré, en vertu du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Aux élections de 1920, les électeurs slovaques ratifiaient de leurs votes la décision prise. Par quel autre moyen, si ce n'est par l'union étroite entre eux, Tchèques et Slovaques pouvaient-ils faire triompher leurs revendications séculaires ?

---

## CHAPITRE II

### POLONAIS ET RUTHÈNES

---

Dès les premiers âges historiques, d'autres tribus slaves, les Lechs ou Polonais et les Petits Russiens s'établirent, lors des invasions, dans les vallées au pied des Karpathes, prenant sans doute la place des Serbes et des Croates qui poussaient plus avant vers le Sud. Ils firent partie de l'Empire de Grande Moravie et furent soumis aux Prémyslides jusqu'à l'époque où Boleslas le Vaillant put se tailler, contre les attaques des Tchèques ou des Allemands, un royaume, image de ce que devait être la future Pologne (X<sup>e</sup> siècle). Après lui, son Etat se disloque, les Empereurs, les rois de Bohême s'en emparent, les princes de Kiev enlèvent la terre de Czerwien ou Ruthénie rouge (la Galicie orientale actuelle), malgré les luttes acharnées des Polonais qui, à deux reprises, la délivrent et l'occupent pendant quarante ans. Bientôt la Russie de Kiev tombera sous le joug des Tatars.

Après ces longues convulsions, la Pologne se ressaisit avec Wladislas Lokietek qui se fait couronner roi à Cracovie (1320) et qui obtient de l'Empereur le titre de roi des Slaves, réunissant les peuples entre l'Elbe et le Dniepr, la Baltique, le Danube, réalisant lui aussi pour un instant l'unité des Slaves ; mais les princes de Bohême ne voulurent pas, à cette époque, renoncer à l'alliance avec l'Allemagne et s'unir à lui.

Bientôt Casimir le Grand (1333) rattachera la Ruthénie rouge au royaume de Pologne ; ainsi la Galicie sera présen-

vée du joug tatar sous lequel vivra, pendant plusieurs siècles, la Russie de Kiev.

Sans cesse dans ces provinces se conservera, parmi les luttes très âpres du Moyen-Age et des temps modernes, le sentiment de la nationalité. Jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle, les relations seront étroites entre la Pologne et la Bohême qui invoquent l'unité de langue et de race, et de nombreuses tentatives seront faites pour unir les deux peuples. Union de courte durée, car bientôt éclatera, entre eux, une haine farouche qui fut néfaste aux Slaves (1). On connaît le martyr de la Pologne qui, dans une allégresse héroïque que Sienkiewicz a chanté, fut, pendant des siècles, la barrière vivante, le rempart de l'Europe contre les Tatars et les Turcs. L'Europe ingrate la laissa partager en trois tronçons, indifférente à ses plaintes, à ses souffrances comme à ses sacrifices sanglants. Comment les Polonais, si faibles par suite de leurs luttes intestines, pouvaient-ils résister au Saint Empire toujours puissant, allié à la Prusse, à la Russie et dépeçant la malheureuse Pologne ?

La Galicie échut à l'Autriche. Ce nom était artificiel et lui fut donné par la bureaucratie viennoise. En réalité, ce territoire comprenait des fractions de palatinats ou wojewodies (provinces) de l'ancienne République : Podolie, Lublin, Cracovie et Sandomir. La province galicienne dépend en réalité de tout le territoire qui s'étend entre la Vistule et le Dniepr, entre Cracovie et Kiev ; la Galicie orientale, que les nationalistes ruthènes et ukrainiens prétendent faire partie du système géographique de l'Ukraine, appartient à la Galicie occidentale, et la province se prolonge vers la plaine de Podolie qui était jadis sous la domination de la Pologne et est encore peuplée de Polonais. Ceux-ci furent maîtres de l'Ukraine et ce sont eux qui donnèrent ce nom, qui signifie *marche, pays-frontière*, à la région immense et indéfinie formée par le bassin du Dniepr et celui du Don. La Galicie orientale reste indépendante géographiquement de l'Ukraine, elle appartient au régime des Karpathes comme la Galicie occidentale. Elle

(1) Louis Léger. *Le Monde slave*, 1 vol. in-16°, Paris — Hachette, 1897, p. 297 et suiv.

a toujours partagé les destinées de l'Europe centrale : tout le pays appelé Galicie a été, dès les premiers âges de l'histoire, habité par les Polonais (1).

Dans la Galicie va revivre le plus pur humanisme ; les doctrines de la Révolution française donneront au peuple la conscience de lui-même et maintiendront l'unité de la race.

Les Polonais avaient toujours gardé leur foi dans un avenir de réparations qu'assureraient non pas la logique de l'histoire, non pas des révoltes impuissantes, mais le conflit fatal entre le Slavisme et le Germanisme. Le corps de la Pologne avait été déchiré, mais son âme indivisible survivait malgré tout ; il avait juré la réunion de toutes ses parties, afin de jouir de l'autonomie nationale.

Or, dans cette immense contrée, les Polonais habitent en majorité dans 38 cercles et les Ruthènes se retrouvent dans 43 ; les Allemands ne comptent que pour 2,91 %. Sur les 8.025.000 habitants de la Galicie, il y a 4.672.000 Polonais et 3.208.000 Ruthènes (statistique autrichienne de 1910). Les Ruthènes sont à peu près complètement absents des districts occidentaux. Ils ne cohabitent avec les Polonais que dans les districts orientaux et méridionaux de la Galicie centrale et dans ceux de la Galicie orientale, c'est-à-dire dans la région à l'Est du San que les nationalistes ruthéniens prétendent rattacher à l'Ukraine. Cette région comprend une cinquantaine de districts avec 58,69 % de Ruthéniens et 39,63 % de Polonais. Dans une vingtaine de districts, la minorité polonaise approche de la moitié de la population et la dépasse dans huit autres. Cet élément polonais a du reste une prépondérance écrasante dans les agglomérations urbaines de Galicie centrale et orientale (2).

En Galicie, les Habsbourg avaient poursuivi, depuis Marie-Thérèse et Joseph II, comme dans le reste de l'Empire, l'œuvre de germanisation, remplissant les administrations de

(1) Henri Grappin. *Polonais et Ruthènes. La question de Galicie*, 1 broch., Paris, 1919, p. 6 et suiv. — Voir aussi J. Panenko. *La Galicie, pays polonais*, 1 broch., Paris, 1919.

(2) Henri Grappin. *Op. cit.*, p. 13 et suiv.

fonctionnaires allemands, supprimant les écoles polonaises, installant là des colonies allemandes. Au point de vue des assemblées locales, la Galicie voyait disparaître l'ancienne autonomie dont la Pologne l'avait gratifiée ; les Diètes étaient supprimées, et la Patente de 1775 organisait une Diète unique avec un Conseil des Etats sans importance et irrégulièrement convoqués. En 1845, la Diète de Galicie émit le vœu d'une réforme radicale dans le système du gouvernement du pays, mais Vienne ne fit que des réponses dilatoires. En 1848, les Polonais se soulevèrent, faisant cause commune avec les Magyars ; ils auraient peut-être triomphé sans l'intervention du Tsar qui ne voulait pas laisser compromettre par eux sa domination en Pologne russe. La révolution terminée en Galicie, un projet de constitution fut élaboré et remplacé par une Patente impériale connue sous le nom de Constitution d'Olmûtz concédée par l'Empereur (4 mars 1849). Cette constitution libérale ne fut jamais appliquée. La réaction du ministère Schwarzenberg-Bach s'exerça sans Parlement, n'ayant d'autre contrôle qu'un Conseil d'Etat nommé par l'Empereur.

Une première constitution véritable était accordée par le statut du 29 septembre 1850 ; ce n'était en réalité que l'une des treize constitutions locales octroyées aux 13 Pays de la Couronne dont les Diètes avaient des attributions étroitement limitées. Le gouverneur avait beau être un Polonais (le comte Goluchowski), il n'y avait pas de représentation galicienne à Vienne et pas de Parlement ; c'était l'arbitraire ministériel. Il faudra les événements de 1859 pour que l'Autriche entre dans les voies constitutionnelles avec le diplôme d'octobre 1860, qui établissait une représentation centrale avec des députés présentés par les Diètes, une représentation provinciale constituée par les Diètes locales divisées en ordres surannés et un suffrage à deux ou trois degrés à l'imitation des anciennes chartes. Dans tous le pays, on n'était pas satisfait. Le diplôme était modifié par la Patente du 26 février 1861.

La Galicie avait désormais une Diète de 150 membres élus au suffrage restreint, mais avec des attributions guère plus

larges qu'en 1850. Les Polonais, qui étaient mécontents de ce statut, ne cessaient d'en réclamer la réforme et de résister aux procédés d'oppression du gouvernement viennois.

Comme toutes les autres races de l'Empire, les Polonais durent subir la loi des Habsbourg qui avaient supprimé, en 1846, la république de Cracovie constituée en 1815.

Comme leurs frères de Russie et de Prusse, les Polonais de Galicie demandaient à reconstituer la Pologne du XVIII<sup>e</sup> siècle qui posséderait sur la mer Baltique des débouchés économiques et tiendrait tête aux Allemands. Mais ils crurent plus sage, sans renier leurs chères espérances, de les ajourner à des temps meilleurs. Ils ne concevaient pas l'opposition de la même manière que les autres Slaves, et notamment que les Tchèques dont ils étaient du reste jaloux comme des Ruthènes. Le parti conservateur, très puissant dans le pays, fidèle aux traditions de l'aristocratie polonaise, tout en considérant la Galicie comme une conquête momentanée de l'Empire des Habsbourg, se renferma dans une politique réaliste et de « petit projet » pour la Galicie, pensant précipiter ainsi l'évolution libérale et anti-allemande du pays. Il sortit le moins possible des voies constitutionnelles et fit preuve d'un loyalisme sincère. Bien entendu cette politique particulariste, qui séparait les Polonais des autres nationalités, fut souvent critiquée, mais semblait cependant conforme aux intérêts de la nation polonaise et de la Galicie (1).

Ainsi depuis 1865, les relations devinrent moins tendues avec Vienne et le gouvernement autrichien s'appuya, contre les autres Slaves, sur le parti polonais qui avait acquis, dans le Reichsrat, une grande importance avec les Potocki, les Goluchowski, les Badeni et les Lubomirski. Plus de lutte avec l'élément allemand, sans doute en haine de la Russie.

En réalité, depuis quarante ans, les Polonais de Galicie jouissaient de grandes libertés, possédant leur administration, leur magistrature, leurs finances propres, leurs écoles, une

(1) Georges Bienaimé. *La Diète de Galicie*, 1 vol. in-8°, Paris — Roussseau, 1910, p. 55 et suiv. — Voir également René Henry, *Questions d'Autriche-Hongrie et questions d'Orient*, 1 vol. in-16°, Paris — Perrin, 1903, p. 130.



académie des sciences et une université à Cracovie, une université également à Lemberg (Lwow) et des écoles supérieures spéciales fréquentées même par des étudiants russes privés chez eux de tels avantages. La Galicie n'avait de commun avec la Monarchie que l'armée et la politique extérieure et payait sa quote-part dans le budget de l'Empire ; elle avait ses représentants au Parlement viennois. Les Polonais peu à peu s'accoutumaient à l'idée que, des trois Etats copartageants, seule l'Autriche admettrait finalement le libre développement de leur nationalité. La Galicie, terre privilégiée, était un Piémont polonais. Aussi, à la déclaration de guerre, la majorité des Polonais autrichiens manifesta son empressement à suivre la cause de la Monarchie et équipa deux légions. Une telle attitude correspondait aux nobles traditions de leur âme. Le Polonais a l'ingratitude en horreur ; il paie d'un attachement parfois excessif les services les plus infimes qu'on lui a rendus, tel son dévouement inébranlable à Napoléon I<sup>er</sup> ; sa fidélité à la même cause a un caractère chevaleresque. On sait que l'Archiduc héritier François-Ferdinand rêvait d'unir, sous le sceptre des Habsbourg, l'ancienne Pologne, la Ruthénie, la Hongrie, quitte à céder aux Hohenzollern les provinces allemandes de l'Autriche et à leur ouvrir l'Adriatique, reconstruisant ainsi l'Empire du roi Louis et du roi Ladislas le Varnenien (1370-1382, 1440-1444), rois de Pologne et de Hongrie, et l'Empire des Jagellons (1386-1772) (1).

Au contraire, les Polonais de Russie se prononçaient nettement pour la cause de la Triple Entente, opprimés qu'ils étaient d'une façon implacable, presque sans interruption, depuis 1831 ; ceux de Prusse, maintenus sous un joug étroit, se contentaient de faire des vœux ardents pour le succès de nos armes.

En Galicie donc, l'Autriche ne rencontrait presque plus d'opposition, elle avait su se faire accepter, évidemment par

(1) Joseph de Lipkowski. *La question polonaise*, 1 vol. in-8°, Paris, 1915, p. 43, et voir également comte A. Poninski — *Les traditions de la diplomatie polonaise* — 1 Br. Paris 1926 et communication à l'Académie des Sciences morales et politiques (17 avril 1920) ; *L'évolution de la question polonaise depuis 1830 jusqu'à la grande guerre*.

calcul politique, se servant même, dans les combinaisons électorales au Reichsrat et dans les services publics, des Slaves de Galicie contre les autres Slaves de l'Empire. En revanche, les Polonais étaient en hostilité très grande contre les Ruthènes qui, eux, demandaient une reconnaissance officielle et affichaient des tendances séparatistes dont le résultat serait de partager la Galicie en deux parties entre les Polonais et eux.

L'antagonisme entre les Ruthènes et les Polonais d'où les séparaient la langue et la religion, s'accrut depuis 1902 ; cette lutte devint le trait essentiel de l'histoire de la Galicie. Campés sur les bords du San et du Bug, sur le plateau de Podolie, sur le versant galicien des Karpathes, ils gardèrent une certaine indépendance, jusqu'en 1340 où le roi de Pologne, Casimir, occupa le pays ruthène. Les souverains de Pologne entendaient le dominer, afin d'empêcher toute union des Ruthènes uniates avec les schismatiques russes. Bien entendu, avec l'annexion à l'Autriche et le régime imposé par Joseph II, les misères des Ruthènes augmentèrent. Il fallait à tout prix empêcher qu'ils ne portassent leurs regards du côté de la Russie. Aussi la jacquerie de 1846 fut-elle réprimée avec la plus extrême brutalité. Les Ruthènes n'en continuèrent pas moins leur opposition aux Polonais de Galicie, compliquant ainsi le problème des races en Autriche-Hongrie ; ils réclamaient l'emploi officiel de leur langue et de leur écriture et l'institution d'écoles nationales ; eux aussi se déclaraient des parias politiques.

A en croire les nationalistes ruthènes, le polonisme se serait artificiellement implanté en Galicie, alors que les Polonais y sont aussi autochtones que les Ruthènes, et se serait maintenu sous le régime habsbourgeois par la grande propriété et la bureaucratie. Contre de telles affirmations, les Polonais ont toujours protesté. Ils possèdent, avec les autres nationalités, 2.727.720 hectares contre 2.526.063 aux Ruthènes, mais ont perdu, de 1889 à 1902, 98.848 hectares, et le paysan ruthène est dans une condition meilleure que le paysan polonais (1). Depuis 1867, les Polonais ont, en effet,

(1) Henri Grappin, *ibid.*, p. 24, 25.

dirigé les affaires de la Galicie autonome, mais n'ont ni écrasé, ni exploité l'élément ruthène, comme disaient Vienne et Berlin. La langue ruthène est reconnue officiellement, depuis 1869, comme seconde langue locale et peut figurer dans les actes judiciaires : à la Diète, les langues polonaise et ruthène ont les mêmes droits. Le catholicisme de rite grec des Ruthènes se développait en toute liberté. En matière d'enseignement, les Ruthènes pouvaient multiplier les écoles au-delà même de leurs besoins réels, celles-ci, à la veille de la guerre, instruisaient 300.000 enfants. Gymnases et Universités recevaient chaque année un nombre plus considérable de jeunes Ruthènes ; les publications scientifiques, les théâtres, les sociétés d'enseignement étaient largement subventionnées. Bref, à la veille de la guerre, il n'y avait pas une minorité nationale qui bénéficiât d'autant de droits que la population ruthène de Galicie, alors que l'ukrainisme était étouffé par la Russie et le polonisme persécuté par la Prusse.

Bien entendu la Monarchie autrichienne, fidèle à son système de diviser pour régner, soutenait le mouvement national des Ruthènes pour les dresser contre les Polonais et compléter l'action germanisatrice de sa bureaucratie. L'Allemagne suivait, avant la guerre, la même tactique, et pour exercer son influence en plein monde slave, favorisait le séparatisme ukrainien, aidait par sa propagande au rapprochement de l'Ukraine russe et des Ruthènes galiciens, exaspérait leur conflit avec les Polonais auxquels elle créait de graves embarras. Le jour où la révolution éclata en Russie, cette action se précisa encore mieux avec le concours de Moscou ; les Ruthènes étaient assurés de toutes les faveurs des empires centraux et l'Ukraine poussait à l'indépendance galicienne.

Le 13 novembre 1918, tandis que les Polonais décrétaient le rattachement de la Galicie à la Grande Pologne, les Ruthènes proclamaient leur indépendance en fondant la république d'Ukraine occidentale distincte du gouvernement de Kiev qui était celui de l'Ukraine orientale. Mais peu à peu les deux républiques fusionnaient ; elles ne pouvaient vivre séparées. Au contraire le Directoire de la République démocratique de l'Ukraine et le parti ruthéno-russe soutenaient

les nationalistes ruthènes de Galicie pour faire pièce à la Pologne, autre forme des luttes de races dans cette partie de l'Empire habsbourgeois. Depuis lors est intervenu le traité de paix de Riga (18 mars 1921) entre la République fédérative de la Russie des Soviets et la Pologne, confirmé par la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 15 mars 1923, d'après lequel la Pologne obtient la reconnaissance de sa souveraineté sur les territoires contestés entre elle et l'Etat des Soviets dont l'Ukraine fait partie.

---

### CHAPITRE III

## LES YOUNGOSLAVES

---

Au Sud de la Double Monarchie, se trouve un autre groupe de Slaves, celui des Yougoslaves, avec les Serbes, les Croates, les Slovènes, partagés entre les Hongrois et les Allemands.

Ils forment tous les trois les rameaux d'une même tige, trois peuples étroitement unis par la communauté de la race et de la langue, par des aspirations semblables vers un même but et un même idéal, ayant autrefois pour patrie les Karpathes et la Russie du Sud, et refoulés par la grande migration des peuples, au IV<sup>e</sup> et au VI<sup>e</sup> siècle, sur leur territoire actuel, dans la Carniole, la Dalmatie, une partie de l'Istrie, de la Styrie, de la Carinthie, en Bosnie-Herzégovine, en Serbie, en Macédoine. Mais la destinée les a divisés bien plus qu'elle les a rapprochés (1). Il n'y a jamais eu dans l'histoire un Etat des Serbes, Croates et Slovènes ; en revanche il y a toujours eu entre ces peuples le même idéal d'unité.

Toute l'histoire des Yougoslaves est une attitude défensive ; leurs seuls efforts ont été de se soustraire à la domination étrangère. Mais dès l'origine, au Moyen-Age, diverses circonstances empêchèrent la formation d'un Etat yougoslave unique. Après que l'invasion eût submergé la majeure partie de la Péninsule balkanique, nulle part il ne se forma de noyau capable de rassembler les tribus éparses (2). Par

(1) St. Stanoyévitch. *Histoire nationale des Serbes, des Croates, des Slovènes*, 1 broch., Paris, 1918. Préface de M. Charles Diehl, p. 9.

(2) Voir *Revue de Paris*, 1<sup>er</sup> sept. 1915, *Problèmes yougoslaves*, par St. Novakovitch.

suite de rivalités entre elles ou sous les attaques de leurs ennemis, elles se divisèrent, se disséminèrent le long des frontières et leur énergie fut éparpillée. Le mouvement d'unification ne put s'exercer. Toutefois, par suite du croisement perpétuel, résultat des migrations incessantes des peuples ou de la pression des Turcs envahisseurs, les barrières s'effacèrent peu à peu entre Serbes, Croates et Slovènes. Les Croates se déplacèrent vers le pays slovène, puis, mêlés aux Slovènes, se fixèrent à l'Ouest de la Hongrie, en Basse-Autriche, en Moravie. Les Serbes, eux, subirent de plus grandes fluctuations et se portèrent vers le Nord, puis se fixèrent à l'Ouest, dans les pays abandonnés par les Croates et dans la Hongrie du Sud-Ouest.

Dès leur arrivée, les Yougoslaves sont menacés par d'autres peuples qui les entourent. D'abord ils luttent contre les Goths et figurent dans les armées d'Attila et des empereurs de Byzance. Chassés par les Avars, d'autres Slaves s'établissent dans la Pannonie où ils retrouvent d'autres colons de leur race, les Slovènes, que soumettent les Avars et les Francs.

Effrayé des attaques des Avars, l'Empereur Héraclius appelle contre eux les Croates et les Serbes et leur concède des terres sur les bords de la Save et du Danube ; ce fut une sorte de Marche slave contre les Barbares. Les voici fixés dans les territoires qu'ils occupent aujourd'hui. Les deux peuples parents de race vont former des Etats fédératifs soumis à Byzance ; ils sont alors les défenseurs de la chrétienté contre la barbarie asiatique (1).

Les Serbes se placèrent à l'orifice des défilés qui commandent les grandes routes de la Péninsule balkanique, et subirent ainsi l'assaut de tous les conquérants qui devaient y déboucher. Mais dans cette position dominante, ils jouèrent, entre les Turcs et les Allemands et généralement contre eux, le même rôle que les Tchèques au Nord. Peuple de combattants aux vertus héroïques, à l'indomptable ténacité, ils méritent

(1) Voir Louis Léger, *Le Monde slave*, 1 vol. in-16\*, Paris — Hachette, 1897.

tèrent de devenir l'espoir des Yougoslaves, leur centre nerveux, leur phalange sacrée. Après avoir rejeté au loin les derniers restes de la dynastie byzantine à laquelle la quatrième Croisade avait porté un coup mortel, les Serbes étendent leur domination sur la plus grande partie de la Péninsule, et Douchan le Grand fonde un Empire dont les limites atteignent Andrinople (1346). Mais avec les héritiers de Douchan, ce furent les querelles de famille, l'anarchie, et les Turcs vinrent à bout de ce peuple divisé alors en de multiples principautés féodales.

La résistance des Serbes va se déplacer vers le Nord contre les Turcs. Après le morcellement de l'Empire de Douchan, le fils du dernier roi de Macédoine est devenu le vassal du roi de Hongrie, puis, après que la Hongrie eût été envahie par les Turcs, les Serbes subirent le joug de l'Autriche. A son tour, elle est attaquée par les Turcs et ce sont les Serbes qui lutteront contre l'envahisseur, constituant la muraille vivante de l'Empire. C'est là où furent institués par l'Autriche ces confins militaires qui subsisteront jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Aux yeux du gouvernement de Vienne, les Serbes n'étaient considérés que comme des outils de guerre.

Or, les Serbes de la Monarchie, de même que les Serbes de Bosnie-Herzégovine et les Serbes des Balkans, soumis aux Turcs, rêvaient d'indépendance. Ils voulaient vivre sur le même pied que les Magyars et les Allemands ; il demandaient qu'on organisât leur territoire, qu'on leur accordât d'être représentés à la Cour impériale et à la Chancellerie hongroise (1707). ; or, au contraire, Magyars et Allemands s'entendaient pour restreindre leurs modestes privilèges (1723). Les Magyars obtenaient de Marie-Thérèse la suppression des confins qui leur accordaient encore certaines libertés et les soumettaient à un plan d'unification. Plus de députation illyrienne : la Chancellerie hongroise décidait seule et le pays serbe était dépecé en comitats (1777). L'omnipotence magyare se fit de plus en plus lourde sur ses sujets. C'était la récompense des services rendus contre les envahisseurs turcs.

Mais voici que commence la renaissance de la littérature serbe. Le travail d'érudition, qui lentement s'effectue chez

les peuples du Danube, les ramènera aux origines de leur race et les inclinera au besoin d'indépendance et plus tard au désir d'unité (1). Obradovitch, dans le Banat, écrit le premier en langue vulgaire et suscite un imitateur dans l'érudit Vic Karadjitch qui donnera à l'idiome national son code, sa grammaire, son lexique, une orthographe plus souple (1811-13). Le peuple serbe commence, avec l'historien Raitch, à revivre son histoire et à ressaisir son âme. Une société littéraire se fonde à Neusatz (1826) avec une revue, la *Matica*, et une société à Belgrade (1840). La Serbie organise son enseignement, les écoles et les gymnases se multiplient et des poètes chantent la Serbie régénérée ; Agram (Zagreb) devient un centre littéraire qui imite Prague et la prolonge (2).

Cette renaissance littéraire coïncide avec les événements de 1830 et de 1848 à la faveur desquels s'épanouissent les idées de progrès et de liberté ; les esprits sont prêts à tirer d'eux toutes les conséquences qu'ils comportent. Les Serbes demandent la création d'une vojéwodie et pensent que les Magyars accueilleront leur requête puis ils votent l'union avec le royaume croate, prélude de la fédération illyrienne, et suivent, avec le Ban de Croatie, Jélacitch, l'Autriche dans sa campagne contre la Hongrie révoltée. L'Empereur reconnaissant crée, mais pour une courte durée, une vojéwodie indépendante de la Hongrie et relevant du ministère impérial. Bientôt il reniera ses promesses, puisque, dès 1861, l'annexion à la Hongrie est décidée et que le Compromis livrera sans défense les Serbes à leurs maîtres impitoyables.

Mais comment la nationalité serbe pourrait-elle rester sans cesse dans l'oppression, alors que les Obrenovitch avec Miloch et le prince Michel apportaient aux Serbes leur programme d'action, demandant la constitution d'un royaume héréditaire, des agrandissements en Macédoine, en Bosnie et en Herzégovine, l'émancipation de tous les Slaves de ces contrées ?

La politique de l'Autriche est d'enrayer ce vaste mouve-

(1) Emile Bourgeois. *Op. cit.*, t. III, p. 192.

(2) Voir Louis Léger. *Le Monde slave, op. cit.*



ment de la race facilité par la propagande, par les études philologiques et par la politique. C'est l'unité de la race slave qui se prépare avec les Serbes, émancipés seulement au Congrès de Berlin, et qui, dans leurs chants nationaux, lancent des appels désespérés à leurs frères slaves. Les entendront-ils ? A tout prix, pense l'Autriche, il faut empêcher ces tentatives d'émancipation qui provoqueraient l'union des Serbes avec leurs voisins immédiats, les Croates.

Ceux-ci, à la différence des Serbes d'Autriche, vite subjugués, formèrent longtemps un Etat autonome. Rameau des Slaves septentrionaux, ils étaient venus occuper, au VI<sup>e</sup> siècle, les contrées qu'ils habitent aujourd'hui et qui furent longtemps la terre d'élection des Slaves du Sud. Pendant 200 ans, ils eurent un roi indépendant avec Tomislav (910) et Zvonimir couronné directement par le Pape, jusqu'au jour où la domination des Hongrois, à l'extinction de la dynastie nationale, s'étendit sur leur pays (1097). Les nobles Croates signèrent alors un accord d'après lequel il y avait, entre les deux royaumes, une union personnelle ; les rois de Hongrie étaient couronnés rois de Croatie et cela dura jusqu'au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle. Et même les Croates gardèrent leur autonomie représentée par le Ban et la Diète, lorsque les Habsbourg s'emparèrent de la Hongrie et de la Croatie, après l'invasion turque (1526) ; ils conservaient précieusement leurs traditions politiques, sociales, intellectuelles et Vienne chercha souvent près d'eux un appui contre les Magyars révoltés. Mais les Croates durent faire les plus grands efforts pour résister à la germanisation du pays dont Joseph II allait être le plus ardent protagoniste. Or, en voulant l'éviter, ils trouvent devant eux les Magyars qui s'efforcent de faire de la Hongrie et de la Croatie un Etat unique.

Ceux-ci affirment que, de tout temps, la Slavonie a fait partie de la Hongrie et que la Croatie est un pays qu'ils ont conquis. Aussi, lors de la révolution de 1848, les Croates prennent-ils fait et cause pour Vienne qui ne les paie pas de retour, puisqu'une fois l'émeute étouffée en Hongrie, elle s'empresse d'enlever aux vaincus leurs libertés, sépare la Croatie et la Slavonie de la Hongrie et les rattache au pouvoir

central autrichien en dissolvant la Diète (1861). Du reste, la Patente du 26 février 1861 abolissait les réformes constitutionnelles de 1860 et remettait en vigueur l'absolutisme dans la Monarchie. Les Croates réclamèrent des libertés gouvernementales qu'ils n'avaient plus, alors que, pendant des siècles, d'après les anciens traités, ils étaient restés indépendants de la Hongrie et ses égaux.

Le Compromis de 1867 devait faire pis et l'Autriche abandonnait la Croatie à la Hongrie de même que la Transylvanie ; par l'arrangement hongro-croate (Nagoda) de 1868, l'antique indépendance du royaume triunitaire de Croatie, Slavonie, Dalmatie disparaissait au profit des Magyars. Le parti national n'eut qu'une pensée : obtenir la révision du pacte de 1868. La noblesse croate gardait toutefois certaines prérogatives constitutionnelles, et la Croatie jouissait d'un gouvernement à part, dont le chef était le Ban nommé par le roi de Hongrie. En fait, le Ban, les ministres, les fonctionnaires travaillaient contre les intérêts du pays, aussi les discussions étaient-elles continuelles avec les Hongrois. La loi de 1868 sur les langues nationales, déjà insuffisante, qui offrait cependant aux Slaves certaines garanties, n'a jamais été appliquée d'une manière loyale. En réalité, les Croates, comme les autres Slaves de Hongrie, « étaient soumis à un véritable despotisme asiatique ». Par exemple, le gouvernement du Ban Khuen Hedervary, de 1883 à 1903, fut des plus vexatoires ; certains Magyars même ne se cachaient pas pour dire qu'ils voulaient annexer la Croatie. Leur système était ici comme partout, pour imposer leurs idées, de magyariser les écoles qu'ils surveillaient étroitement ainsi que les journaux et les réunions publiques.

Bref, depuis 1868, l'histoire de la Croatie n'est qu'une longue suite d'actes arbitraires. Même sur le terrain économique toutes les mesures sont prises pour réduire les Croates à merci en leur fermant toute communication avec Vienne et avec la mer, en entravant l'exportation des produits agricoles, en condamnant les Croates à acheter les articles plus chers de l'industrie hongroise (1).

(1) E. Denis. *La grande Serbie*, 1 vol. in-16°, Paris — Delagrave, 1915, p. 155.

La lutte ardente, que le parti national mena contre les Magyars, n'obtint, au profit des Croates, que quelques changements insignifiants, en 1873, qui ne modifièrent en rien les rapports entre les deux peuples ; cette réforme n'accordait aux Croates que quelques satisfactions dans le domaine financier et augmentait leurs délégués au Parlement de Budapest. En réalité, les Croates ne pouvaient réellement lutter contre la magyarisation qu'en maintenant leur idéal national par le développement de leur littérature qui faisait revivre les gloires de leur passé et rêvait de résurrections nouvelles.

Bien que, pendant tout le Moyen-Age, les écrits des historiens et des littérateurs fissent défaut et que les annales populaires se fondissent avec celles des nations conquérantes, la conscience de la race n'avait jamais été étouffée. La religion l'entretenait et la développait ; l'idée de nationalité se conservait dans la liturgie et celle-ci s'exprimait toujours dans la langue traditionnelle, la langue slave. Agram (Zagreb) devient, après 1835, le grand foyer du mouvement intellectuel croate, et le développement de la littérature nationale coïncide avec la renaissance de la littérature tchèque et les efforts des Magyars pour imposer leur langue à leurs différents peuples.

Il n'y aura pas de plus belle œuvre de résurrection nationale que l'émancipation des Croates et des Slaves méridionaux, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, sous l'influence de la philosophie française que nos armées révolutionnaires répandent à travers l'Europe, et du romantisme qui prêche le respect des traditions et des souvenirs populaires. L'exemple des Polonais et des Tchèques soutient ces peuples et les pousse à sortir de leur torpeur séculaire. Bien que constituant des Etats et des provinces indépendants, ils retrouvent, tant les ressemblances entre eux sont grandes, l'identité de leur race ; et lentement un labeur parallèle de reconstitution se poursuit dans chaque groupe.

Les mêmes rancœurs et les mêmes aspirations règnent chez les Slovènes qui, de même que les Croates, furent, pour les Habsbourg, un rempart contre les invasions turques en organisant avec eux les confins militaires ; ainsi les trois

rameaux de la race des Slaves du Sud : Serbes, Croates, Slo-vènes, concourront à la défense d'un Empire allemand dont ils parviendront ainsi à empêcher le démembrement.

C'est au VI<sup>e</sup> siècle que, poussés par les Avars, les Slo-vènes, qu'on appelle aussi les Vendes, émigraient avec les Croates et les Serbes dans les pays situés au Sud et à l'Ouest du Danube, les plus merveilleux d'Europe au point de vue pittoresque, et occupaient la totalité des possessions actuelles des Habsbourg et le quart de la Hongrie. Ils confinaient, au Nord-Est, au territoire tchèque, au Nord à la Bavière et au Sud-Ouest à la Lombardie. Ils furent les premiers, parmi les Slaves du Sud, à créer un Etat. Mais ils l'établirent sur la route des civilisations de l'Est et de l'Ouest et se trouvèrent vite en conflit avec des peuples nouveaux, avec les Francs, avec les Magyars qui leur prirent leurs coutumes et leurs institutions, et le puissant empire créé par Samo avec les Slo-vènes, les Tchèques et les Slaves de l'Elbe, s'émietta peu à peu (662). (1) Puis les petites principautés, entre lesquelles s'était divisé l'Empire slovène, succombèrent à leur tour sous le poids des attaques allemandes. Avec l'Empereur Othon 1<sup>er</sup>, les Allemands remplirent le pays de colons dont les Slo-vènes furent les serfs. Lorsque Premysl Otakar II, roi de Bohême, imitant l'empereur Samo, eût tenté d'unir les Slaves du Nord et du Sud et eût été vaincu à la bataille du Marchfeld (1278), les Habsbourg furent libres avec Rodolphe de créer un Empire de l'Europe centrale qui aurait pu être slave et fut au contraire un Etat allemand.

Bien que soumis à la domination étrangère, la langue et les traditions politiques des Slo-vènes ne disparaissaient pas. Les apôtres Cyrille et Méthode prêchaient en slovène (IX<sup>e</sup> siècle) ; la Réforme lutta en slovène dans ces contrées (XVI<sup>e</sup> siècle). La langue slovène avait une existence légale et était parlée par les princes et les nobles. Mais le Saint Empire écrasait les Slo-vènes de tout le poids de son organisation et étouffait chez eux toute possibilité de développement futur.

Néanmoins, comme sous les guerres turques, les Slo-vènes

(1) Voir plus haut p. 24 et 340.

durent lutter contre le danger commun ; un lien puissant d'union se créa entre les Yougoslaves, car les invasions turques en chassèrent un grand nombre vers le Nord ; les populations se mêlèrent ; ainsi se fortifia considérablement le sentiment de l'unité de la race. Du reste, grâce à leur langue, les Slovènes avaient pu résister aux essais de germanisation de Joseph II.

Puis les idées et les théories de la Révolution française furent d'une importance décisive pour la régénération des Slovènes ; le nouvel idéal politique les fit sortir de l'humiliation séculaire. Grâce à Bernadotte (1797), à Bonaparte, à Napoléon, le slovène était reconnu comme langue officielle ; les proclamations étaient lancées dans les trois langues : française, allemande, slovène. Lors de la constitution des provinces illyriennes, le slovène remplaça l'allemand dans les écoles normales. La culture française s'implanta avec les idées révolutionnaires et les idées de nationalité. La tradition était retrouvée. Mais il fallait un peuple apte à la comprendre. Sans classe intellectuelle ou bourgeoise pour diriger l'action, pour éveiller la conscience nationale, la race slovène serait demeurée dans l'ignorance ; elle ne subsistait qu'en puissance, elle disparaissait même devant les Allemands ou les Italiens plus cultivés. Enfin des Slovènes éduqués réussirent à remplacer les classes dirigeantes disparues et, sous leur influence, comme celle de Vodnik Preseren, la vieille conscience slave s'éveilla. Des sociétés intellectuelles slovènes se fondèrent à Gratz, puis une chaire de slovène, puis une revue populaire (1810-1812). En 1848, les principes du nationalisme slovène sont clairement et énergiquement exprimés, le mouvement littéraire et artistique se propage dans les masses et les façonne peu à peu, les remettant dans la voie traditionnelle. Lentement une classe éduquée s'est formée, qui dirigera ce peuple de pauvres gens, lui donnera une éducation intellectuelle et nationale et le groupera contre l'adversaire ; il a maintenant une conscience nationale qui le rend digne de l'autonomie désirée.

Les chefs slovènes se sont préparés à loisir pour les luttes nationales et une période nouvelle va s'ouvrir d'une intensité sans précédent. C'est à partir de 1860, qu'un souffle d'en-

thousiasme confiant passe sur le pays, qui du reste a atteint un grand degré de prospérité.

L'Autriche se débat entre le système fédéraliste et le système centraliste, se laissant ballotter de l'un à l'autre. Si des libertés sont accordées aux Slovènes (1867), bientôt toutes les tentatives de l' fédéralisme échoueront. L'Autriche n'aura, à l'égard des Slovènes, aucune attitude sincère : elle les tolérera comme un mal nécessaire.

Un instant, sous le ministère Taaffe, il y eut encore des ordonnances impartiales sur l'usage des langues (1889-1890), mais après la chute de Badeni (1897), la politique de l'Autriche devint d'une intransigeance inconnue jusqu'ici ; le système de la germanisation énergique avec une propagande intense l'emporta désormais. A celui-ci s'opposait cette manifestation continue et puissante du sentiment national yougoslave qui était le présage de la lutte gigantesque qui se préparait. Du reste, dès la déclaration de guerre, l'Autriche arrêta les Slovènes de toutes classes qui étaient des opposants connus ; plusieurs avaient émigré, collaborant avec le professeur Masaryk dans son comité tchèque ou avec le Dr Trumbitch dans le comité yougoslave.

Que désiraient les Slovènes, comme les Croates, comme les Serbes ? Ils avaient les yeux tournés vers les Balkans et souhaitaient l'union des Slaves du Sud, des Yougoslaves. Cette idée était l'évangile des intellectuels slovènes au moment où la guerre fut déclarée. Ils se souvenaient de cette grande Marche que Napoléon avait créée sous le nom de provinces illyriennes, qui était un vrai lien entre la France et l'Orient, qui était le noyau d'un Etat national, qui fondait la première union politique moderne entre les Slovènes, les Croates et les Serbes. La France venait de donner à l'Illyrie l'égalité civile et sociale et les moyens de se développer ; Napoléon avait été ainsi le premier à comprendre la question yougoslave. Du reste, cette idée de l'union yougoslave, qui se développait grâce à la langue, rencontrait une force nouvelle dans le mouvement romantique slave dont Kollar fut le chef et l'inspirateur, aidé du poète slovène Vraz et du croato-

slovène Gaj qui synthétise, en une seule langue, les divers dialectes provinciaux et réunit ainsi les forces dispersées de l'Illyrie. Il compare l'Illyrie à une lyre dont les cordes diverses, l'Istrie, la Carinthie, la Croatie, la Dalmatie, la Slavonie, la Serbie ne demandent qu'à être accordées pour produire des sons harmonieux (1). Il réussit dans sa tâche difficile et fait paraître la *Feuille croate* avec son supplément littéraire, et bientôt la *Feuille et l'Aurore illyriennes*. Grâce à lui, pour la première fois, les Slaves du Sud retrouvaient le libre usage de leur langue nationale: le souvenir en restera durable à travers le XIX<sup>e</sup> siècle et servira de puissant stimulant aux luttes nationales qui vont suivre.

■ Le mouvement illyrien va se propager et Zagreb (Agram) deviendra le foyer des idées yougoslaves. Les jeunes générations tressaillent à l'aurore d'une vie intellectuelle et politique nouvelle, tandis que l'absolutisme de Metternich pesait plus lourdement sur le pays. L'Illyrisme était né et s'efforçait d'unir les Slovènes, les Croates et les Serbes.

Les patriotes répètent à l'envi que Serbes, Croates et Slovènes ne sont qu'un seul et même peuple, que leurs intérêts sont identiques et que finalement ils devront se réunir dans l'œuvre commune. En 1848, Croates et Serbes se soulèvent pour s'affranchir du joug des Magyars, mais sous la domination autrichienne le mouvement fut déjoué et l'Autriche mit tout en œuvre pour détruire l'accord serbo-croate qu'elle redoute par dessus tout. Un instant, le prince Michel Obrenovitch s'efforcera de grouper ces aspirations encore vagues qui existent entre Serbes et Croates, et par le traité secret de M. Ristitch, préparera la réunion en un grand Etat de tous les Slaves du Sud, sous la présidence du prince Michel. Sa mort brutale ne lui permit pas de réaliser son projet. Mais l'idée faisait son chemin. Déjà, à cette même époque (1861), la Diète croate reconnaissait officiellement la langue yougoslave. Peu à peu à la littérature illyrienne se substitue la littérature yougoslave. Une société d'histoire fonctionne à Agram (1850) ; M<sup>re</sup> Strossmayer, l'apôtre éloquent du Sla-

(1) Louis Léger, *Le Monde slave, Op. cit.*, p. 67.

visme, fonde l'Académie yougoslave (1860), à laquelle le gouvernement interdit de porter un tel nom, et une université nationale s'ouvre bientôt. Au bout de sept ans, l'Empereur accordera son autorisation (1867).

Le conflit couvait car l'Autriche, hostile aux idées libérales et à l'union yougoslave, s'efforçait de le réprimer de toutes les façons tandis que la nouvelle génération prétendait réaliser ce que l'Autriche voulait écraser. Grâce aux maladresses des Austro-Hongrois, l'idée yougoslave gagna du terrain chaque jour davantage et le mouvement, de littéraire et purement moral qu'il était, deviendra politique. Ses protagonistes ouvrent le feu sur tous les fronts, cherchant le salut dans l'action commune. Jusqu'à présent, les Yougoslaves, loin d'afficher des tendances irrédentistes, ont montré de l'attachement pour l'Autriche et son souverain. Ils désiraient simplement que leurs aspirations fussent réalisées au sein d'une monarchie fédérative, mais lorsque le Compromis les eut livrés aux Magyars, les idées se modifièrent. Ils attendaient leur délivrance des Empereurs d'Autriche, rois de Hongrie ; trompés dans leurs espérances, ils se tournent du côté du grand peuple frère, la Russie, qui s'était servi d'eux comme moyen d'action et de propagande dans ses luttes contre les Turcs. Ils tentent une organisation de tous les Slaves au Congrès de Prague, en 1848, et la poursuivent de plus en plus. La grande Allemagne, qui réclame le Danube comme fleuve germanique, donne aux Slaves les plus grandes craintes, et ils considèrent que l'alliance avec la Russie est de plus en plus nécessaire. Un instant, avec M. de Beust, ils espèrent reconstituer l'Empire sur la base du Fédéralisme. Les Polonais, à cette époque, enthousiasmés pour la nouvelle Autriche, ne soutinrent pas la cause slave et se mirent du côté des Allemands contre leurs frères de race ; la Bohême et la Croatie furent soumises aux réactionnaires (1).

Le Compromis de 1868 ne fut jamais observé par les Hongrois ; la ville de Riéka, Fiume, fut enlevée au royaume triunitaire, et la Dalmatie, berceau du royaume croate, soumise

(1) Louis Léger. *Le Monde slave*, Op. cit,



à l'administration autrichienne, malgré les réclamations du Parlement croate, les vœux des représentants de la population dalmate et les promesses du souverain (1).

Il y eut des soulèvements armés en Croatie, en 1871, en 1883, à la suite desquels la constitution croate fut suspendue et un commissaire royal, le comte Khuen-Hédervary, nommé avec pleins pouvoirs dictatoriaux, cherchant à séparer les Croates des Serbes, en opposant leurs traditions religieuses, leurs différences d'écriture et de langue.

De son côté, l'Autriche faisait peser sur ses sujets serbes, pour mieux les maintenir sous le joug, le poids d'une administration vexatoire. Les Serbes étaient persécutés dans leur langue nationale, ne jouissaient ni de la liberté de la presse, ni de la liberté de réunion. Le nom de Serbe n'est plus toléré dans la vie publique en Bosnie-Herzégovine, et l'administration lui fait une guerre sans merci dans l'usage privé comme si ces deux provinces n'avaient ni langue ni nationalité (2). On laissait le pays dans une situation économique déplorable sans voies de communication avec un mauvais régime financier et agraire. Quelques années d'administration austro-hongroise avaient suffi pour plonger les provinces bosniaques et herzégoviniennes dans la plus profonde misère.

Le résultat de toutes ces mesures fut d'augmenter le courant d'hostilité contre les Habsbourg, qui n'était du reste qu'un aspect du vaste mouvement de rébellion du Slavisme contre le Germanisme, de préparer le rapprochement des Croates et des Serbes. Les luttes des Yougoslaves contre les Austro-Hongrois vont être de plus en plus fortes et prendre un caractère nettement irrédentiste. En 1903, tous se soulèvent, Serbes et Croates, contre un gouvernement si arbitraire ; il fallut plus de trois mois pour réprimer l'émeute. Cette opposition obtient au moins provisoirement un résultat utile. Tandis qu'en Serbie, la dynastie austrophile des Obrénovitch est renversée, en Croatie, est détrôné l'absolutisme du Ban Khuen-Hédervary, en Bosnie, celui de M. de Kallay, et la

(1) Voir Frano Cviétisa. *Les Yougoslaves*, 1 br., Paris. — Ed Bossard, 1918.

(2) Voir M. J. Spalaïkovitch. *La Bosnie et l'Herzégovine*, 1 vol. in-8°, Paris. — Rousseau, 1899. Introd. p. XVI, XVII.

Dalmatie est débarrassée du régime du gouverneur Handel.

Malgré les difficultés qui se présentent, l'union des Serbes et des Croates peu à peu s'opère grâce à des sociétés qui consolident la bonne entente et créent un courant politique dans toutes les classes.

Que de rapprochements n'y a-t-il pas, en effet, entre ces peuples et avec les Slovènes ? Les souvenirs de l'antique royaume tri-unilaire ne sont point effacés. En quoi du reste les Serbes diffèrent-ils des Croates ? L'ethnographie n'a pu le découvrir. Ils appartiennent à la même race, parlent la même langue ; seules l'écriture et la religion les séparent. Même l'histoire les unit, puisqu'elle se traduit dans un effort continu chez les Croates pour se dégager des préjugés confessionnels et se rapprocher des Serbes pour mieux résister aux Germano-Magyars (1).

Le moment est venu où Serbes et Croates vont s'unir et former la coalition serbo-croate (1905), à la base de laquelle est la rupture avec Vienne. La coalition adopte la grande idée de M<sup>re</sup> Strossmayer, de Racki, etc... d'après lesquels Serbes, Croates, Slovènes ont une origine commune ; la conscience de l'unité nationale se manifeste chez les Serbes et les Croates. Du côté yougoslave, comme du côté autrichien, la presse, la propagande des savants, des écrivains, des artistes aggravent l'opposition qui est de plus en plus forte ; le conflit se prépare. Ainsi les académies de Belgrade et de Zagreb se concertent pour publier une encyclopédie yougoslave, les sociétés d'édition yougoslaves impriment leurs publications annuelles d'après un programme commun, les principales revues littéraires ont les mêmes collaborateurs, les artistes groupés en sociétés font des expositions en commun. Du rapprochement qui s'opère entre Serbes et Croates, naît la coalition de 1905 qui groupe en un seul bloc la population serbo-croate d'Autriche-Hongrie, après que les députés croates réunis à Riéka (Fiume) et les députés serbes à Zadar (Zara) eurent marqué, dans des résolutions, la volonté de se grouper. En 1908, au Congrès de Prague,

(1) E. Denis. *La grande Serbie*, 1 vol. in-16°, Paris. — Delagrave, p. 145.

Serbes, Croates, et Slovènes se réunissent sous le nom de Yougoslaves : la grande majorité des Slaves du Sud est désormais imbue de l'unité morale de leur nation ; s'ils restent encore loyalistes, ils prétendront à l'autonomie au sein de la Monarchie (1).

Après les abominables procès de délation, de falsification de pièces, tel le procès Nastitch (1908), à Zagreb, le procès Hinkovitch (1910), et surtout le procès monstrueux, dont l'historien Friedjung avait été l'auteur par la publication de ses documents erronés, les tendances des Yougoslaves vers un groupement hostile à la Double Monarchie s'accroissent davantage. Ceux-ci étaient accusés de haute trahison, ils n'avaient donc plus à ménager leurs despotes. Beaucoup, parmi les persécutés, ne pouvaient plus vivre dans la Monarchie et avaient dû s'expatrier ; ils excitaient leurs frères contre leurs anciens maîtres ; le conflit va se précipiter. De même les succès serbes de 1912 et 1913 dans les guerres balkaniques rendront de plus en plus forte la résistance serbo-croate contre les Magyars, tandis que, chez les Slovènes, se fortifiera l'idée de l'unité yougoslave.

Certains, en Autriche, essayaient d'unir les pays yougoslaves en un seul Etat croate sur la base du Trialisme (1908). Il s'agissait de grouper la Croatie, la Slavonie, la Dalmatie, la Bosnie-Herzégovine, Fiume et l'Istrie en un organisme d'Etats englobés dans la Monarchie. Les Slovènes, de même que les Serbes de Serbie et de Monténégro, étaient mis à l'écart, c'était un « irrédentisme à rebours » ; l'Archiduc François-Ferdinand était le grand soutien de ce système. Il disait : « que les Croates maintiennent leur traditionnelle fidélité envers l'Etat ! » (1909). Le Trialisme devint ainsi le programme du parti autrichien le plus orthodoxe et celui des chrétiens sociaux qui avait de fortes attaches à la Cour. L'aveuglement des Magyars et des Allemands, préoccupés de ne pas perdre la suprématie que leur assurait le Dualisme,

(1) Dr Bogumil Vösnjak. *Un rempart contre l'Allemagne*. Préface de M. Gabriel Louis-Jaray, trad. de l'anglais, 1 vol. in-8°, Paris-Chapelat, 1918, p. 21.

empêcha la réalisation de ce projet. En réalité le Trialisme n'était qu'un moyen de combattre le nationalisme serbo-croate et les aspirations yougoslaves. Aussi les inspirateurs du mouvement yougoslave ne peuvent-ils plus se résigner à le voir étouffé comme en 1815, en 1848, en 1878 ; il est trop avancé désormais pour être arrêté, et la jeunesse universitaire, qui le dirige, se déclare l'adversaire du Trialisme. Elle revendique l'union de tous les Yougoslaves hors de l'Empire et établit, en Serbie, le centre de la résistance. Une foule de publications, dont *la Yougoslavia*, s'inspire de ce programme ; c'est un état de conflit violent entre la jeunesse et le régime autrichien. Les étudiants résistent par l'émigration aux incarcérations et aux vexations de toutes sortes. De plus en plus les organisations slovènes, croates, serbes fusionnent en organisations yougoslaves qui luttent contre les autorités austro-hongroises, d'où les manifestations et les bagarres sanglantes de Zagreb, de Lioubliana, de Mostar, de Prague, etc... Malgré l'*Ausgleich*, qui garantit à la Croatie une autonomie complète en matière administrative, judiciaire, religieuse, pédagogique, qui la reconnaît comme une entité politique souveraine, les Magyars violent, en toute occasion, cette indépendance. La loi de 1907 impose à la Croatie l'usage du magyar malgré les protestations des Serbo-Croates. Le gouvernement magyar, sous prétexte de pacifier la Croatie, établit un véritable régime de terreur.

Enfin la guerre éclate et le gouvernement ne va plus garder aucune mesure. Les députés et les chefs de partis sont arrêtés et internés, les journaux et les associations serbes supprimés. Puis les autorités vont commettre la maladresse d'inculper, comme fauteurs de désordres, les élèves des établissements secondaires de Sarajevo, de Banjaluka, de Mostar, de Trebinse, de Tuzla et de les poursuivre en justice où plusieurs sont condamnés à la réclusion. Le procès monstre, qui se déroule devant le tribunal du district de Banjaluka, comprit 112 pères de famille avec leurs enfants au nombre de 355. On voulut réprimer la « propagande serbe qui avait pour objet l'unification des pays yougoslaves sous le sceptre

des Karageorgevitch. 98 pères de famille furent condamnés à la pendaison » (1).

Sous prétexte de haute trahison, les condamnations à la prison, les confiscations de biens parmi la population civile deviennent innombrables ; une partie des villages, en Bosnie-Herzégovine, incendiés, les biens de diverses personnalités confisqués, près de 10.000 citoyens emprisonnés et plus de 30.000 expulsés (2). Il faut débarrasser le pays de la population suspecte. Avec les expulsions de Dalmatie, on arrive à un chiffre supérieur à 120.000, sans compter les personnes emprisonnées ou massacrées par les volontaires du *Schutzkorps*. La situation des malheureuses personnes privées de foyer sans jugement, et qu'il faudrait des pages et des pages pour décrire, est désespérante (3).

En Croatie-Slavonie, l'autorité militaire de son côté établit sa toute puissance avec l'état de siège. Des députés et des chefs de partis sont arrêtés et internés, des journaux supprimés ; les condamnations à la prison, les confiscations de biens sont innombrables parmi la population civile sous prétexte de haute trahison. Dans la Syrmie, plus de 30.000 personnes de race serbe sont expulsées, leurs foyers incendiés. Dans la Hongrie du Sud, notamment dans les provinces de Batchka et du Banat, la population yougoslave est soumise aux mêmes sévices. En Dalmatie, des conseils municipaux sont dissous, six journaux supprimés.

Mêmes procédés en Istrie. Des Slovènes sont enfermés par centaines à Trieste, à Goritz. Dans les pays slovènes les confiscations de biens et les poursuites pour haute trahison se comptent par milliers (4). Peut-on retracer les souffrances de

(1) *Les persécutions des Yougoslaves*, 1 broch. anon., Paris. — Plon 1916, p. 46, 89.

(2) Voir Frano Cviétisa. *Les Yougoslaves*, 1 broch. Paris, — Edit. Bossard, 1918, p. 41 et suiv.

(3) Voir Frano Cviétisa. *Op. cit.*, p. 41, et *Revue hebdomadaire*, 4 sept. 1915, *L'Autriche-Hongrie en guerre contre ses sujets*, par Pierre de Lanux et Milan Toplitza, p. 60 et suiv. — Cet article est un résumé des plus émouvants de la situation désolante faite par le gouvernement austro-hongrois aux populations yougoslaves.

(4) Frano Cviétisa. *Op. cit.*, p. 47, 49 et *Revue hebdomadaire*, 4 sept. 1915, *ibid.*

ces otages prisonniers qui dorment dans des casemates, enlassés les uns sur les autres, cadavres vivants amenés de Bosnie-Herzégovine ou de Sirmie, affamés, nus, à demi-morts sous les coups de crosse et de baïonnettes, un vrai bétail périssant lentement du froid, du typhus ou de la faim ? Le martyre des Yougoslaves égale en horreur ce que l'humanité a connu de pis.

Mais aucun supplice, aucune menace n'arrêtera le mouvement d'unification yougoslave. Le résultat au contraire est d'affermir davantage chez la population la volonté de se délivrer du joug exécré.

De plus en plus se forme chez les Yougoslaves la conviction que l'union seule protégera leur existence nationale. Au moment où les Autrichiens menacent d'envahir la Serbie, le Président du Conseil, M. Pachitch lit, à la Skoupchtina, une déclaration par laquelle le gouvernement proclame sa volonté de réaliser, dans la lutte, « l'unification des frères serbes, croates et slovènes irrédimés ». C'est désormais le principal but de la guerre. A Londres, les Yougoslaves de la Monarchie constituent un comité d'action, le Comité yougoslave présidé par le député Trumbitch, qui remet aux chancelleries un memorandum exposant d'une façon précise et détaillée le programme des revendications nationales des Yougoslaves et proclamant que seule « l'union de tous les membres et de tous les territoires yougoslaves dans un Etat indépendant peut rendre la paix durable dans l'Adriatique et les Balkans ». Et le Comité entreprend, dans les pays alliés et neutres, une vaste campagne politique pour gagner les gouvernements et l'opinion publique à la cause yougoslave. Les émigrés yougoslaves des deux Amériques, au nombre d'un million, pour la plupart expulsés par les Habsbourg, proclament leur ardent désir de voir leur patrie libérée et mettent des fonds à la disposition du Comité de Londres. Le 18 décembre 1916, une déclaration est rédigée, à Paris, par le Comité yougoslave, rappelant les conventions qui lient le royaume tri-unitaire de Croatie-Slavonie-Dalmatie à la dynastie des Habsbourg et les violations répétées de leurs engagements par cette dynastie, la dénonçant comme un instrument de domination et de conquête.

Puis de nombreux enrôlements de soldats yougoslaves ont lieu dans les armées russes et serbes. Un important contingent de volontaires yougoslaves prendra part aux combats de la Dobroudja (1916) et, lors de l'entrée en guerre de l'Amérique, les organisations yougoslaves des Etats-Unis ouvriront de nombreux bureaux de recrutement pour constituer un corps yougoslave à l'appui du gouvernement serbe et, en 1917, une conférence est convoquée par ses soins, à Corfou, avec des membres du gouvernement. Le vif désir des populations serbes, croates et slovènes de se libérer de tout joug étranger et de se constituer en Etat indépendant, sous la forme d'une monarchie constitutionnelle avec la dynastie des Karageorgevitch, est affirmé.

Le 30 mai 1917, au Reichsrat, M. Korosec lit une déclaration du Club yougoslave, d'après laquelle le peuple serbo-croate désire réaliser l'union et l'indépendance des yougoslaves ; toutes les énergies se tournent contre le Dualisme et l'idée d'un Etat fédératif sur la base de l'égalité des nations devient la plus forte.

Le nouvel Empereur Charles I<sup>er</sup>, partisan du Trialisme, semblait disposé à faire de larges concessions aux Slaves, mais ses ministres qu'il appelle au pouvoir sont convaincus, comme tous les bureaucrates viennois, que la Monarchie doit rester un Etat germanique. L'Empereur a beau vouloir se débarrasser des Hohenzollern, empêcher la fusion complète avec l'Allemagne et se réconcilier avec les Slaves, il n'a pas l'énergie nécessaire pour abandonner le Centralisme ; les Allemands, qu'il craint trop, le dominant. Lors de son avènement, il manque une occasion unique, celle de régler la question hongroise et la question des nationalités, de décider des élections libres et de proclamer ensuite le Fédéralisme comme il le fera trop tard, à la veille de la défaite (17 octobre 1918). Le rescrit du 21 novembre 1917, où il affirme son ferme propos de remplir ses obligations constitutionnelles, n'est pas suivi d'actes décisifs.

Un instant, cependant le jeune Empereur voulut faire table rase de l'ancien régime bureaucratique en sacrifiant le vieux Körber (il appelle au Ministère un Tchèque et un Polonais à

côté de deux Allemands), et publie un programme rétablissant l'ordre constitutionnel, mais les réformes furent anodines, alors qu'il fallait des transformations profondes. Les avances aux Tchèques du comte Clam-Martinitz, qui succède à Körber (21 décembre 1917), et les velléités de Fédéralisme sont sans portée, parce qu'insuffisantes. La convocation du Reichrat (16 avril 1918) sera trop tardive et ne fera qu'irriter les Allemands. Charles I<sup>er</sup>, quoique sincère dans ses volontés de réformes, n'est plus maître chez lui ; l'aristocratie magyare et les Allemands d'Autriche imposent leur domination. Des manifestations, à plusieurs reprises, ont beau se produire à Pest et dans plusieurs villes (juin 1917), indiquant suffisamment que les masses répudient le système oligarchique et nationaliste, on ne leur donne point satisfaction, parce qu'on ne le peut plus (1).

Au contraire, au moment où l'Empereur Charles accentuait son alliance, à Spa, avec Guillaume II (mai 1918), il se préoccupait de briser la solidarité slave en coupant la Bohême en plusieurs tronçons (2). Quel singulier Fédéralisme ! Le jeune Empereur irrésolu et sans volonté pour pouvoir, contre vents et marées, réformer, c'est-à-dire reconstruire son Empire, se livrait à son partenaire plus riche et plus puissant comme pour l'inciter à le tirer des difficultés sans nom qui étreignaient la Double Monarchie. Dans la crise grave où elle se débat, c'est l'impérialisme qui doit, en apparence, la sauver ; mais les nationalistes slaves vont réagir vigoureusement.

Déjà le 20 juillet 1917, les délégués slaves, réunis à Corfou, décident de continuer la guerre avec l'Autriche pour libérer les Serbes, les Croates, les Slovènes et un programme est publié qui renferme les bases fondamentales du futur Etat yougoslave. Le 28 août 1917, une délégation des partis socialistes démocrates de Croatie et de Slavonie fait paraître une longue déclaration exposant les desiderata des Yougoslaves. Le 31 janvier 1918, au nom du groupe parlementaire yougoslave,

(1) Voir A. Gauvain. *L'Europe au jour le jour*, Op. cit. tome XI, 1921, p. 187 et Bertrand Auerbach. *L'Autriche-Hongrie pendant la guerre*, 1 vol. in-8°, Paris. — Alcan 1925, p. 174 et suiv.

• (2) A. Gauvain. *Ibid.*, p. 380.



est envoyé, aux chefs des délégations à la conférence de Brest-Litowsk, un long memorandum qui pose la question slave devant le monde entier.

Jusque-là, les Yougoslaves étaient restés loyalistes et se contentaient d'une simple autonomie des divers Etats au sein de la Monarchie ; désormais ils n'ont plus confiance dans les Autrichiens et les Magyars, et repoussent leurs offres du reste trop modérées et favorables avant tout aux combinaisons dualistes ; ils veulent un Etat indépendant, les uns sous le sceptre des Habsbourg, s'il est nécessaire, mais entièrement libre financièrement et politiquement, les autres avec les Karagevitch, formant un royaume de douze millions d'habitants et un rempart contre la poussée allemande. Tous les Yougoslaves ont également le désir de se soustraire au régime austro-hongrois et de préparer l'unification du peuple ; les Croates, pour leur part, ne l'ont-ils pas déclaré dans une adresse au jeune Empereur Charles de mars 1917 ? En somme, le mouvement n'avait rien d'idéologue ou de révolutionnaire ; il était intense et profond ; il avait pénétré dans toute la masse du peuple. Lorsque le sort des armes eut été favorable à l'Entente, permettant aux nationalistes de s'émanciper, il éclata, violent. Il y a de nombreuses mutineries dans les troupes slovaques et slovènes, comme dans les troupes tchèques ; des officiers allemands sont tués et il faut des sièges en règle pour mâter les mutins. Cette situation prive l'Autriche de plusieurs centaines de mille hommes. Bientôt le gâchis politique s'étendra en Autriche avec les crises ministérielles répétées ; le crédit de l'Empereur Charles baissera de plus en plus.

Dans un manifeste du 24 septembre 1918, les représentants serbes, croates, slovènes des pays yougoslaves lancent, à Zagreb, une déclaration d'indépendance lue au Reichsrat, le 2 octobre. Le 17 octobre, les députés de tous les partis politiques de Croatie, Bosnie, Herzégovine, Dalmatie, Istrie se constituent en assemblée nationale à Zagreb, élisant un comité central exécutif qui prend le pouvoir en mains et arbore le drapeau croate sur les édifices publics. Contre tous ces mouvements, Charles I<sup>er</sup> est impuissant désormais. Le

29 octobre, des gouvernements nationaux sont installés officiellement à Zagreb comme à Prague; bientôt va se fonder la grande Yougoslavie.

Les Slovènes poussaient ardemment à l'union yougoslave, car, au nombre de 1.500.000, ils forment une masse compacte dans une position géographique importante au cœur même de l'Autriche, et cette masse ferme à l'Allemagne l'entrée de la mer Adriatique. Ils sont cependant la nationalité slave la moins considérable d'Autriche et la plus divisée au point de vue administratif, et sont fort éloignés de l'unité politique. Cette fragmentation administrative n'a cependant pas empêché les Slovènes d'arriver à l'unité morale, car ils sont, après les Tchèques, le peuple le plus imprégné de la civilisation occidentale, celui qui a mené, de tout temps, une lutte désespérée contre les Germains, pour leur langue, pour leur territoire, pour leurs libertés : « Guerre au couteau contre l'Allemagne », telle a toujours été leur devise (1).

Tel était ce problème de l'unité serbo-croate, problème décisif de la Monarchie habsbourgeoise, car il fournissait la clef pour comprendre la politique intérieure et extérieure. Aucune politique d'avenir de la part de l'Autriche ne pouvait réussir, si elle ignorait les désirs et les aspirations des 5 millions de Slaves du Sud, tandis que leur position importante leur permettrait, en cas de crise, de ruiner l'équilibre interne sur lequel reposait le Dualisme.

C'est par la seule union des trois peuples que les Slaves du Sud espéraient sauver leurs libertés. Toute la politique allemande, comme dans l'enseignement par exemple, avait tendu jusqu'à ce jour à dénationaliser les Slaves du Sud, mais plus l'oppression des Allemands était forte, plus la résistance était énergique : les mesures vexatoires adoptées contre les Slaves ne faisaient qu'irriter les populations. C'est leur opposition tenace, soutenue par la classe intellectuelle, qui a réussi à contenir la poussée germanique vers le Sud ; or celle-ci ne faisait qu'augmenter de jour en jour.

Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, c'était une vaste rébellion du

(1) D<sup>r</sup> Bogumil Vosnyak. *Ibid.*, p. 37.

**Slavisme contre le Germanisme.** Si le réveil du Slavisme était déjà lointain, il était accru par la formation des petits Etats slaves et l'oppression germanique sur l'Europe centrale.

Ces petits Etats, comme nous l'avons montré, faisaient revivre, par leur littérature, les gloires du passé et rêvaient de résurrections nouvelles. De plus en plus, l'Empire d'Allemagne étendait son influence politique et son influence économique sur l'Europe centrale par son commerce et ses richesses. Alors il se heurtait aux Slaves qui fermaient les routes de la Méditerranée et de l'Asie-Mineure. La Serbie surtout était l'ennemie, du jour où elle avait voulu se soustraire à l'influence autrichienne par l'arrivée au pouvoir des Karageorgevitch. Le conflit était inévitable. Il était imposé aux Slaves de la Double Monarchie qui, de suite, souhaitèrent la défaite de l'Autriche. Mais comment pouvaient-ils résister, soumis qu'ils étaient, dès le premier jour, à une police et à des autorités militaires impitoyables ? Ils étaient hors d'état d'organiser l'opposition, et cependant la révolte couvait partout. La bureaucratie autrichienne le savait et se livra aux pires mesures de répression, aux plus effroyables rigueurs contre des populations sans défense. Quoi qu'il en en fût, la guerre était apparue aux diverses nationalités de l'Empire comme le seul moyen pratique de résoudre le problème des races. Et pour détruire ce qu'il appelait le panserbisme, pour supprimer en même temps l'indépendance du royaume serbe, anéantir ce foyer d'agitation yougoslave dans les provinces bosniaques, le gouvernement autrichien faisait naître le conflit de 1914.

Le problème des races se compliquait encore, dans le Sud, de l'opposition qui existait entre les Slovènes et les Italiens que l'on trouve nombreux en Istrie, à Goritz, à Trieste, en Dalmatie. Or, certains Slovènes avaient de hautes ambitions en incorporant au futur royaume d'Illyrie, dont ils rêvaient, précisément Trieste, l'Istrie, Goritz, Gradisca, la Dalmatie, Fiume, etc... Héritiers de la vieille civilisation latine, les Italiens, de leur côté, sont le peuple le plus cultivé de cette partie de l'Empire. Ils sont restés les initiateurs de la Dalmatie

où ils demeurent l'élite de la province. Bien entendu, lorsque les Slaves ont pris conscience de leur force, ils se sont heurtés à eux, préoccupés qu'ils étaient de conserver leur nationalité, et la mer, que le Doge épousa jadis, est devenue pour les Italiens la très « amère Adriatique ».

Tandis que ceux-ci invoquent des intérêts stratégiques et économiques, ainsi que la prédominance de la population italienne sur le littoral de l'Adriatique, la Serbie fait observer que, dans les grandes villes et les ports, il existe, conjointement à une majorité italienne, une minorité slave en voie d'accroissement incessant; en outre toutes les localités attenantes aux villes et aux ports ont une population slave plus forte. Il faut enfin, disent les Serbes, que la Serbie agrandie dans l'avenir dispose, pour se développer économiquement, d'un littoral suffisant et de ports commodes et bien aménagés(1).

Ainsi la lutte est ardente entre Slaves et Italiens, comme à Trieste, quatrième ville de l'Empire, proie magnifique à conquérir, comme à Riéka (Fiume). Les Slaves réclament ces villes au nom du principe des nationalités, mais les statistiques sont très différentes, selon qu'elles sont établies par les uns ou par les autres. A Trieste, les statistiques autrichiennes donnent 118.000 Italiens sujets autrichiens, 30.000 Italiens sujets du royaume, contre 49.000 Slaves, et les statistiques italiennes 142.000 Italiens sujets autrichiens, 36.000 sujets du royaume et 37.000 Slaves. Dans le Frioul oriental, 90.119 Italiens, 154.164 Slovènes et les Italiens disent 112.000 sujets autrichiens, 80.000 sujets du royaume, 130.000 Slaves (2).

Bien entendu, le gouvernement autrichien voulut entraîner l'un contre l'autre ces éléments hostiles. Il appuya le mouvement qui poussait à augmenter l'importance des Slaves et s'efforça de slaviser ces provinces, puisqu'il ne pouvait les germaniser; aussi employa-t-il tous les moyens pour enlever de plus en plus aux provinces italiennes leur caractère national, leur civilisation, et la lutte s'engagea, très

(1) P. M. Tchoubinski. *L'idée de l'unité serbo-croate*, 1 br., Paris, 1918, p. 39.

(2) *Le Correspondant*, 10 février 1918, XXX. *L'Italie et les Yougoslaves*, p. 465.

âpre, en Vénétie, en Dalmatie, à Trieste sur le terrain scolaire et sur celui de l'administration municipale et des intérêts économiques.

Ainsi le gouvernement autrichien s'efforça de créer, à Trieste, des écoles allemandes ; il dépensa beaucoup pour elles, ne versant rien aux écoles privées italiennes, refusant aux Italiens une Université.

A Riéka, le gouvernement hongrois remplaça la langue italienne par la langue hongroise dans les écoles moyennes, refusant la création d'une école normale, créant une école professionnelle, mais où l'enseignement était donné en hongrois. A Zagreb, les Croates supprimèrent les écoles italiennes primaires et secondaires, lorsqu'ils eurent conquis la majorité à la Diète provinciale.

La population italienne était frappée de restrictions pour l'usage de la langue et l'orthographe des noms de lieux était modifiée pour avoir une allure slave ainsi que les noms de famille à l'état civil ; les Italiens étaient écartés des charges publiques et délogés des municipalités (1).

Les Slovènes créaient partout des associations de propagande ; les écoles enseignaient leur langue, outil de l'idée nationale, dans les communes rurales, car, à Trieste, ils n'avaient ni gymnase, ni université ; ils cherchaient à faire de cette ville le centre de l'idée. Le journal était aussi un de leurs grands instruments de propagande. Ils ont fondé le plus de sociétés possible, comme la société panslave Cyrille et Méthode ; ils ont des sociétés de chants, de gymnastique, d'agriculture, de commerce, une maison du peuple. Mais l'Italien fort cultivé, riche et formant, comme à Trieste, la totalité de la classe aisée, résiste à la poussée slave et ne désespère pas d'italianiser le pays, en fondant la Ligue nationale. Avec son tempérament très actif, il s'intéresse aux journaux, crée lui aussi des sociétés patriotiques, possède des écoles où se forment les bataillons de « l'italianisme » ; l'ardeur italienne riposte à la ténacité slave. Bref c'est un conflit d'intérêts des plus complexes et des plus vifs.

(1) *Le Correspondant*, 10 février 1918, *Op. cit.*, p. 467 et suiv.

Les Slaves, qui voyaient leur nombre augmenter, ne cachèrent pas leur ambition d'être les maîtres. Aussi pendant la guerre ils fondèrent à Londres, à Paris, en Amérique, des comités très actifs d'émigrés avec des représentants de l'Istrie, de la Dalmatie, de la Bosnie, de la Croatie. Au nombre de plus d'un million, ils tinrent plusieurs congrès, au nom de la nation yougoslave. Les Serbes étaient encore plus ardents que les Slovènes et se firent les promoteurs du nouvel État que l'on voulait créer. M. Pachitch ne déclarait-il pas, le 24 novembre 1914, que la guerre était menée pour l'unification de tous les frères serbes, croates et slovènes, et ce principe n'était-il pas affirmé dans la résolution de la Skouptchina de juillet 1913 ?

Lorsque la guerre éclata, les irrédentistes, en Italie, revendiquèrent la Dalmatie et la campagne qu'ils organisèrent, en Italie, après 1914, fut telle que, dans le Traité du 26 avril 1915, le cabinet Salandra se fit reconnaître, par la Triple Entente, la partie la plus importante de cette province, c'est-à-dire la partie Nord jusqu'au cap Planka avec la plupart des îles sur la côte, puis une partie de la Croatie du Sud-Ouest avec Lissarinka et Tribany, enfin une partie importante des territoires slovènes, toute l'Istrie, Trieste et son territoire, une partie de la Carniole. Les stipulations de Londres établissaient une série de « glacis » sur la frontière du Nord-Est pour la défense géographique et militaire du royaume (1).

Bien entendu, tous les Yougoslaves protestèrent énergiquement contre un tel traité, tandis que les Italiens invoquaient à nouveau l'ethnographie en Dalmatie, puis l'histoire et les souvenirs de la domination romaine et vénitienne dont l'Italie est l'héritière, et même des raisons stratégiques, la Dalmatie étant nécessaire à la défense d'une mer où l'Italie ne possède qu'une côte battue par les vents d'Est, sans ports, sans points d'appui entre Venise et Brindisi. Elle est essentielle à la vie économique de l'Italie avec Trieste, Riéka, Spalato, afin de posséder les têtes de lignes ferrées internationales nécessaires à son commerce.

(1) Voir A. Gauvain, *L'Europe au jour le jour*. Op. cit., t. XII, p. 155.

Du reste, de longue date, l'opinion italienne était défavorable aux Croates et aux Slovènes. Durant toutes les luttes entre les Habsbourg et l'Italie, les Croates avaient été très hostiles à l'Italie. Il ne plaisait donc guère à cette puissance que la Croatie et la Slavonie s'unissent, et cette antipathie rejaillissait sur la Serbie.

La thèse italienne, les Serbo-Croates la contestent en disant que le pays est slave avant tout depuis le VII<sup>e</sup> siècle ; la domination vénitienne ne changea pas son caractère, car effective sur le littoral, elle n'atteignit pas l'arrière pays et ne laissa aucune trace dans la littérature locale. Venise traita la Dalmatie en colonie militaire, en domaine d'exploitation ; aucun Dalmate ne se dit Italien, il s'affirme au contraire le frère des Slaves.

Quant aux arguments tirés de la défense nationale, ils sont inexistants, car la côte dalmate est indéfendable pour l'Etat qui ne possède pas l'arrière-pays, et puis de telles prétentions violent les droits des populations. Enfin il ne faut pas couper les Yougoslaves de la côte Adriatique, il leur faut un débouché et ils devront alors le trouver vers Salonique, ce qui serait une cause de conflits (1).

Ainsi le traité de Londres donnait lieu à de grosses difficultés. Il y eut des échanges de vues au cours de la guerre entre des représentants de la presse italienne et des Yougoslaves. De nombreuses personnalités du Parlement italien parlèrent en faveur d'un rapprochement italo-slave et des négociations s'engagèrent, à Londres, entre les amis de M. Ruffini et M. Trumbitch, représentant les nationalités opprimées. Les signataires de l'accord qui intervint affirmèrent leur volonté de créer une entente sincère et durable entre Italiens et Yougoslaves. Ces manifestations de rapprochement se continuèrent au Congrès des nationalités, à Rome (8-10 avril 1917 et 8 avril 1918), et à Paris (oct. 1918) (2). Au Congrès de Rome notamment, réuni sous les auspices du gouvernement italien, on jeta les bases d'un accord italo-yougoslave pour

(1) M. P. Tchoubinski. *Op. cit.*, p. 45, 54.

(2) Voir *Revue de Paris*, 1<sup>er</sup> juin 1919.

régler la question délicate qui, depuis trois ans, donnait lieu à tant de polémiques et améliorer les relations futures entre les deux peuples.

L'offensive victorieuse des Alliés mit fin aux pourparlers et les troupes italiennes occupèrent les territoires attribués par le Traité de Londres. Un instant le conflit fut proche, le gouvernement italien demandant l'annexion de Fiume et de la Dalmatie, malgré les résistances des Yougoslaves, forts des arrangements de conciliation conclus à la Conférence de Rome.

L'opposition du Président Wilson, qui refusait de ratifier les stipulations du traité d'avril 1915 et combattait les prétentions de l'Italie sur Fiume, afin de donner au nouveau royaume yougoslave des forces suffisantes, fit réfléchir MM. Orlando et Sonnino. De part et d'autre du reste — et c'était la thèse du Président Wilson — on réclamait les territoires convoités au nom du droit des populations à disposer d'elles-mêmes. A Rome, l'opinion publique ne voulait pas céder les « droits suprêmes de l'Italie » reconnus en avril 1915.

Heureusement les deux gouvernements ne firent rien pour exciter l'opinion publique, et les négociations, qui s'engagèrent et aboutirent au traité de Saint-Germain, terminèrent provisoirement l'ère des difficultés. Mais déjà l'attribution de Fiume faillit donner lieu à une crise diplomatique, après les incidents déplorables de juillet 1919 contre les troupes françaises constituant la base navale de Fiume, et l'équipée militaire du grand poète lyrique Gabriele d'Annunzio, qui occupa cette ville par surprise avec quelques milliers d'*arditi* et prononça son annexion à l'Italie (sept. 1919). La Serbie, heureusement, ne riposta pas par une occupation de territoire, et les Alliés de leur côté préférèrent s'abstenir. Seulement MM. Clemenceau, Lloyd George et Tittoni se mirent d'accord pour considérer comme nul le pacte de Londres et pour le remplacer par un arrangement aux termes duquel Fiume resterait italienne, puis il fut décidé que les intéressés chercheraient à s'entendre directement entre eux sans que les Alliés intervinssent. Une première rencontre eut ainsi lieu à Pallanza



(mai 1920), mais le jour même de la réunion des Délégués, le Cabinet Nitti était renversé. Les négociations furent reprises à Rapallo et un traité entre l'Italie et la Yougoslavie fut signé, le 12 novembre 1920, qui fixait les frontières terrestres, attribuait Zara à l'Italie et des îles aux deux Etats et reconnaissait l'indépendance de l'Etat de Fiume. Un accord ultérieur réglerait les rapports économiques et financiers entre les deux pays ; mais le traité de Rapallo ne devait pas recevoir encore sa complète exécution, car Fiume était toujours aux mains de l'Italie. Des esprits chauvins, dans la Péninsule, ne voulaient pas l'abandonner et émettaient même des prétentions par trop singulières sur d'autres territoires en Dalmatie : le gouvernement heureusement ne voulut pas pousser le conflit à bout et proposa de nouvelles négociations. C'eût été un grand malheur si, après la paix de Saint-Germain, l'Italie n'avait pas voulu tendre aux Yougoslaves, par-dessus l'Adriatique, une main honnête et fraternelle !

---

## CHAPITRE IV

### LES ROUMAINS DE TRANSYLVANIE

---

Les Slaves du Nord et du Sud n'étaient pas les seuls à vouloir briser les chaînes qui les liaient à l'Empire austro-hongrois, les Roumains de Transylvanie, soumis aux Magyars, étaient tout aussi ardents.

Ils occupent en Hongrie, dans le triangle formé par les montagnes, la Tisza et le Danube, où se trouve le berceau de leur race, l'ancienne capitale des Daces, Sarmisegetuza, un espace aussi considérable que celui habité par les Magyars. Ils forment le quart de la population en Hongrie et tout est roumain de la mer Noire aux plaines de la Puzta, du Dniestr au Danube. La Transylvanie est une partie de l'ancien royaume des Daces conquise par l'Empereur Trajan et organisée en province romaine avec des colons associés aux premiers habitants (107 av. J.-C.). Puis vinrent les invasions et l'Empire se disloqua, et l'histoire du pays de Transylvanie et des Karpathes est d'une obscurité déconcertante (1). Les Roumains sont englobés dans le nouvel Empire slave, subissent la civilisation slave, écrivant même en slavon leur langue latine, gardant les rites et la liturgie slaves dans leurs cérémonies religieuses. Réfugiés dans leurs montagnes, ils vivent en laboureurs et en bergers, assurant la continuité de la race, lorsque les Hongrois arrivent en Europe, au X<sup>e</sup> siècle, et les conquièrent à leur tour. Les Roumains changent de maîtres avec les Turcs et passent aux mains des Habsbourg vainqueurs des Ottomans (1689), mais en gardant leur constitu-

(1) Henri Gaidoz. *Les Roumains de Hongrie*, 1 br., Paris, 1894, p. 9.

tion et leur autonomie qu'ils possédaient déjà depuis Saint-Etienne.

Néanmoins les Roumains étaient soumis à toutes les vexations et à des impôts très durs et ne cessaient, depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, dans une série ininterrompue de soulèvements, de révoltes, de réclamer leurs anciennes libertés.

Sous la domination des Turcs, comme sous la domination des Habsbourg, ils s'efforcèrent de conserver leurs droits par leur grand attachement à la religion grecque, mais les Habsbourg entreprirent de les convertir au catholicisme pour mieux asseoir leur suprématie dans le pays. Or, cette conversion eut un effet absolument contraire. De la pléiade de prêtres roumains qui allèrent s'instruire à la Ville éternelle, sortirent les grands apôtres de la renaissance nationale roumaine. Samuel Klein, Shincăi, Innocent, Pierre Major, Ilariano recherchèrent l'unité et l'origine latine de la race roumaine, puisant leurs inspirations dans le passé glorieux de Rome. Aidés par la propagande de Lazar, de Balcesco, de Laurian, ils implantèrent ainsi, en Transylvanie et dans les principautés danubiennes, la conscience de la latinité du peuple roumain et de ses glorieuses destinées (1). Vers elles, ils s'efforcent d'entraîner le peuple roumain, de reconstituer la Dacie, d'unir la nationalité et les croyances. Puis avec le grand mouvement politique issu de la Révolution française, les revendications se précisent ; on affirme l'unité et l'autonomie de la nation roumaine qui veut avoir une place égale à celle des autres nations de la Monarchie. Une supplique est adressée à l'Empereur Léopold dans laquelle les Roumains de Transylvanie demandent à être relevés de leur incapacité politique et civile.

En réalité, jusqu'en 1848, la nation roumaine n'avait pas plus de droits politiques que les flotes de Sparte, et la religion orthodoxe n'était pas reconnue par l'Etat ; les Roumains n'avaient pas plus de libertés que les serfs ; la noblesse était magyarisée, c'est le peuple qui était resté roumain, mais corvéable à merci et attaché à la glèbe.

(1) Prof. Thomas Jonnesco. *La question roumaine*, 2 vol. in-4°, Paris. — Payot, 1919, p. 62.

Avec la révolution de 1848, un grand souffle d'espoir va traverser les montagnes roumaines. Les Roumains s'arment pour la défense de leurs droits et ce sera la dernière fois ; mais ils ne réussissent pas à établir leur domination en Transylvanie et se contentent de remettre à François-Joseph un mémoire où ils formulent, à nouveau, leur programme national.

En réalité sous le régime autrichien, ils avaient joui d'une certaine autonomie territoriale ; ils avaient une Diète, un gouvernement à eux (Règlement de 1863). Mais lorsque le régime dualiste va s'établir dans l'Empire, la politique de magyarisation sera plus forte que la germanisation. La Transylvanie perdra ses anciens droits autonomes, les restes de son indépendance et sera soumise purement et simplement à la couronne de saint Etienne. Les Roumains, réunis le 15 mai 1868, en assemblée nombreuse, persistèrent dans les principes et les vœux proclamés solennellement en 1848. Ils demandèrent le rétablissement de l'autonomie transylvaine, une législation plus large au point de vue électoral, la suppression des conditions de capacité ou de cens et protestèrent contre le découpage arbitraire des circonscriptions et les mesures relatives à l'instruction publique qui touchent aux sentiments les plus profonds des Roumains (1).

A partir de 1867, commencera, en effet, pour eux, disent-ils, un véritable calvaire, car les Magyars renieront sans vergogne les principes de liberté inscrits dans la constitution (2). L'école roumaine est délaissée et l'Etat hongrois n'entretient à ses frais aucune école ; on comprend dès lors l'état précaire de l'enseignement en Transylvanie, puisqu'il n'y avait, en 1905, que 3.500 écoles primaires et 5 lycées pour 4 millions d'habitants ; il y avait au contraire 1 lycée pour 42.000 Magyars et 1 lycée pour 26.000 Saxons. La liberté religieuse est enfreinte par la création de paroisses gréco-catholiques mises sous la juridiction d'évêques catholiques hongrois. La liberté d'opinion est supprimée par les procès faits aux journaux

(1) A. Djuvara. *Hongrois et Roumains*, extrait de la *Revue de Droit international public*, 1895, p. 24, et L. L. Mille, *La question des nationalités en Hongrie*, 1 br., Paris, 1895.

(2) Prof. Thomas Jonesco, *Op. cit.*, p. 63.

roumains toutes les fois qu'ils soutiennent la cause nationale. La liberté électorale est faussée par le découpage arbitraire des circonscriptions. Des contrées purement roumaines sont morcelées de façon à favoriser l'élément étranger auquel le système censitaire et la loi sur les illettrés accordent d'énormes avantages électoraux. Aussi le peuple roumain n'a-t-il, au Parlement, que 5 à 10 députés au plus, au lieu de 70 à 75 conformément au chiffre de sa population. Au point de vue agraire, les paysans se plaignent de ne pouvoir acheter de terres et disent leur situation précaire. La grande propriété est aux mains des magnats et la petite propriété appartient seule aux colons venus de Hongrie ; aussi les paysans transylvains émigrent-ils en Amérique. La langue roumaine enfin est bannie aussi bien des administrations que des tribunaux, malgré les garanties constitutionnelles, et les fonctionnaires ne peuvent être roumains (1).

Nécessairement la réaction devait se produire contre un tel état de choses. Les Roumains persécutés partout, dans l'impossibilité de soutenir leurs droits, essayèrent de porter leurs doléances jusqu'au pied du trône. Une assemblée, réunie à Sibiu (1881), fixa le programme officiel du parti national roumain et les conférences ultérieures de 1887, 1890, 1892 décidèrent la rédaction d'un *Memorandum* qui devait être présenté au souverain. Une délégation se rendit à Vienne pour voir l'Empereur qui ne la reçut pas et ne lut même pas le *Memorandum* qui fut retourné à ses auteurs. Ceux-ci furent poursuivis comme rebelles et révolutionnaires et condamnés à la prison. Le *Memorandum* protestait contre l'incorporation de la Transylvanie, contre les lois qui annihilent le droit de suffrage, contre la violation des libertés municipales, scolaires, confessionnelles et réclamait le libre usage des droits politiques, la nomination de fonctionnaires roumains, l'autonomie religieuse, la cessation de la politique de magyarisation (2). Mais les conséquences furent plus importantes

(1) A. Djuvara. *Op. cit.*, p. 33, et lieutenant-colonel Hennebert. *L'Autriche en 1888. Son rôle et sa mission en Europe*, Paris, p. 158.

(2) *Programmes politiques des Roumains de la Transylvanie et de la Hongrie*, 1 br., in-4°, Bucarest, 1894.

que le document lui-même, car une période de persécutions acharnées va s'ouvrir, créant une législation spéciale contre les nationalités, commençant cette magyarisation des écoles roumaines qui va provoquer le plus vif mécontentement. Le 21 février 1907, la loi Apponyi était votée qui donnait au Gouvernement le droit de retirer, dans certains cas, aux écoles la subvention qu'elles recevaient; il fallait que l'enseignement fût irréprochable au point de vue de l'esprit national et du sentiment de fidélité envers l'Etat. Grâce à cette formule élastique, des centaines d'écoles furent remplacées par des écoles hongroises. La loi portait le coup de grâce à l'instruction nationale roumaine (2). Ce fut un mouvement général de protestation, et les Roumains organisèrent des meetings dans les villes et les comitats; le résultat ce fut une aggravation de la persécution contre la presse roumaine et les orateurs des meetings et des condamnations contre les instituteurs rebelles.

Mais les habitants de la Transylvanie ne perdaient pas la foi. Ils étaient conscients de leur importance numérique, puisqu'ils forment la majorité absolue des 71 %, des arrondissements et dans 9 comitats sur 15. Convaincus que leur pays, au point de vue historique et juridique, est un pays roumain, ils attendaient le moment propice. La ligue roumaine de Bucarest entretenait le feu sacré, le parti national roumain ne cessait de proclamer que les Roumains étaient moins bien traités que les Alsaciens-Lorrains et continuait de lutter contre la politique de magyarisation. Le roi Carol lui-même, malgré ses attaches germaniques, reconnaissait les aspirations de son peuple. Il se plaisait même à rappeler, dans des conversations particulières, qu'il avait, en dehors de son royaume, plusieurs millions de sujets encore séparés de la mère patrie. En 1883, à Iassi, le sénateur Gradisteano avait porté un toast « au roi de tous les Roumains » et, pour préciser sa pensée, n'avait pas craint de désigner la Transylvanie, le Banat, la Bucovine, « ces pierres précieuses qui manquent encore à la couronne royale, mais qui n'y man-

(2) Mircea R. Sirianu. *La question de Transylvanie et l'unité politique roumaine*, 1 vol. gr. in-8°, Paris.—Jouve, 1916; et Benoit Jancso, *Defensio Nationis Hungaricæ*, 1 vol. in-8°, — Budapest 1920. P. 207 et suiv.

queront pas toujours ». Et loin de protester, le roi Carol avait choqué son verre contre celui du sénateur et lui avait serré la main avec un sourire approbateur, ce qui avait déterminé un incident diplomatique avec le Ballplatz (1). Les Roumains irrédentistes furent singulièrement encouragés dans leur campagne par les succès de la patrie roumaine dans les guerres balkaniques. Lorsqu'éclata la guerre de 1914, les intellectuels et notamment l'Université se prononcèrent, en Roumanie, en faveur de la France et de ses Alliés, mettant le gouvernement en demeure de respecter l'opinion du pays et de rester neutre. Le peuple, la classe paysanne, la classe urbaine n'avaient que haine et mépris pour les Hongrois avec lesquels ils ne concevaient pas qu'on pût s'allier, et la Transylvanie attendait impatiemment l'heure de la liberté (2).

(1) *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> novembre 1914. — Carol I<sup>er</sup> roi de Roumanie, par le baron Jehan de Witte, p. 92.

(2) Voir G. Sipsom. *Problèmes politiques de la Roumanie en guerre* br., Paris — E. Leroux, 1919, p. 57 et suiv.

---

## CHAPITRE V

### LES HONGROIS

---

Les Hongrois furent également des opprimés ; longtemps ils subirent eux aussi la domination des Turcs et des Allemands ; il fallut deux siècles d'histoire pour qu'ils recouvraient leur indépendance. Peuple nomade, de race finno-ougrienne, il arriva en Europe, venant des steppes de l'Asie centrale, entre 889 et 896, pour s'installer dans l'ancienne Pannonie romaine, déborder vers les limites naturelles d'aujourd'hui et prendre pied peu à peu dans la région des Karpathes. Livrés longtemps aux rapt et aux aventures qui leur procuraient du butin et des travailleurs pour leur patrie dépeuplée, vivant dans un état de complète barbarie, ils se civilisèrent bientôt et adoptèrent les mœurs d'Occident avec leur grand roi Etienne (997), qui fit entrer la Hongrie dans le giron des nations européennes après l'avoir organisée et convertie au christianisme. Placé entre l'Orient et l'Occident, c'est vers la civilisation la plus forte que le jeune Etat se tournait, tandis que l'Empire grec entraînait en pleine décadence.

Sous ses successeurs, malgré des rivalités de cour et des soulèvements intérieurs, l'œuvre du roi Etienne subsista, et les souverains hongrois, étouffant les révoltes du paganisme, repoussant les attaques des Empereurs d'Allemagne, poursuivirent la tâche réformatrice des Arpad. A la fin du XI<sup>e</sup> siècle, la Hongrie, tant par ses forces matérielles et intellectuelles que par son étendue territoriale, fut l'un des plus considérés parmi les États d'Europe.

Mais voici que la question d'Orient prit une allure inquiétante avec l'entrée des Turcs dans la Péninsule balka-



nique. Les Sultans triomphants se heurtèrent de bonne heure aux Hongrois dont la suzeraineté s'étendait jusqu'aux Balkans, en Moldavie, en Valachie, en Serbie, en Bulgarie ; ceux-ci entamèrent contre les Ottomans une lutte ininterrompue de trois siècles et demie. En vain l'héroïsme de Jean Hunyadi, une des plus nobles figures de l'histoire hongroise, préserva, pendant vingt ans, la Hongrie du danger, en vain le roi Mathias veilla d'une main de fer au maintien de la paix intérieure et affermit, tant à l'Orient qu'à l'Occident, la puissance et la considération de son royaume, soutenant même plusieurs guerres heureuses contre l'Empereur Frédéric III et s'emparant de Vienne, luttant contre les Tchèques et devenant roi de Bohême, repoussant les tentatives d'invasion des Turcs, créant à Bude une cour fastueuse où il appelait les savants, les poètes, les artistes, les sculpteurs, les architectes, formant une bibliothèque célèbre ! Ce fut là le dernier essor de la Hongrie indépendante. Après le roi Mathias, le pays déchut complètement ; les luttes intestines éclatèrent, les nobles pressurèrent le pays dont les forces s'éparpillèrent. Après la désastreuse journée de Mohacs, où le roi Louis perdit la vie, Soliman occupa la forteresse de Bude (1526). Six siècles de civilisation bienfaisante étaient effacés, le pays se démembra et fut partagé entre deux rois dont l'un, l'Archiduc Ferdinand de Habsbourg, réunit, quelques années après, sous le sceptre de sa maison, les parties non occupées par les Turcs. De toutes façons, la Hongrie n'eut pas de vie propre ; bientôt l'oppression turque s'effaça, après la reprise de Bude (1686) par les Habsbourg ; ceux-ci furent désormais les seuls maîtres du pays.

La Hongrie, aux termes de la Pragmatique Sanction, accepta la communauté de souverain avec les provinces héréditaires autrichiennes tant que subsisterait la descendance du roi Léopold I<sup>er</sup>. Avec une belle conscience, la nation hongroise resta attachée à la dynastie qui l'avait délivrée, et les magnats, fidèles à leur parole, offrirent leurs armes et leur vie pour défendre Marie-Thérèse menacée par la coalition européenne. Cela n'empêcha pas son fils, Joseph II, d'exercer dans la Hongrie, devenue comme la vassale économique de

l'Autriche, le pouvoir absolu, d'imposer, avec le Centralisme politique, la langue allemande, de limiter toutes les libertés malgré une opposition des plus vives. C'est la noblesse qui lutta pour l'indépendance hongroise, pour le renouvellement politique et la création d'institutions libérales qui pouvaient sauver le pays. Mais le système gouvernemental en vigueur étouffait les germes de progrès en Hongrie comme dans tout l'Empire, favorisant indirectement les volontés qui tendaient à se libérer du joug autrichien. L'opinion s'apercevait enfin qu'on ne pouvait réaliser, avec le gouvernement viennois, la renaissance politique de l'Etat et la transformation du régime féodal suranné en un régime constitutionnel moderne. Ces velléités d'indépendance coïncidaient du reste avec le vaste mouvement issu de la Révolution française et qui poussait les peuples à revendiquer leurs droits et leurs titres. On réclamait la convocation de la Diète et des garanties constitutionnelles. En réalité les concessions de François II furent de courte durée et la réaction étouffa dans le sang la propagande révolutionnaire. Bientôt après, le système absolutiste, que Metternich fit fonctionner avec tant d'énergie dans tout l'Empire, paralysa, pour un temps, l'évolution libérale des esprits. Et cependant les Hongrois, qui avaient mis avec tant d'abnégation leur magnifique élan militaire au service de l'Autriche pendant ses guerres contre Napoléon, ne méritaient-ils pas vraiment les droits qu'ils réclamaient ? Malgré les arrestations et les violences, les revendications nationales ne faisaient que sommeiller.

Les travaux littéraires devaient retrouver bientôt, dans le passé, les titres de la race hongroise. Depuis la Renaissance jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, la langue magyare avait été remise en honneur ; les poésies lyriques, les premiers ouvrages d'histoire florissaient. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'influence de la Cour de Vienne et du Germanisme mirent fin à cette prospérité de la littérature magyare. Mais voici que les poètes et les écrivains nationaux, s'inspirant de nos écrivains français, ressuscitent la production littéraire, sous ses formes les plus diverses, avec Kazinczy, Etienne Horváth, Daniel de Berzsenyi, Nicolas Josika, Ecetvos, Verseggi, avec Vœrcœsmarty, le plus grand

poète qu'eût jamais possédé la Hongrie, avec Petoefi, dont les poésies enflamment la nation. D'autre part, les hommes d'Etat tels que Szechenyi, Deak invitent le peuple à transformer les institutions, et les ambitions démocratiques se développent parmi les avocats, les professeurs, les écrivains, les artistes. Mais ce mouvement constitutionnel pacifique prend, avec Kossuth et ses amis, l'aspect d'une lutte violente, et lors des événements révolutionnaires de 1848, qui bouleversent l'Empire, la rupture devient complète avec Vienne. Les Hongrois crurent le moment venu de réaliser leurs plans qui visaient à la constitution d'un royaume indépendant relié à l'Autriche par une simple union personnelle. Kossuth fait décréter, avec ses partisans, la déchéance des Habsbourg. Mais ses victoires momentanées sont arrêtées par l'invasion étrangère.

Alors la Hongrie, avec le régime Bach, perd ses dernières libertés ; elle est comme annexée à l'Autriche, démembrée en provinces, gouvernée par l'absolutisme et l'arbitraire ; le peuple est exclu de toute participation aux affaires publiques et l'allemand est la langue officielle de l'Etat.

Comment un tel système de gouvernement pouvait-il se maintenir longtemps avec ce vaste mouvement national qui poussait irrésistiblement les peuples d'Europe et spécialement ceux d'Autriche à faire triompher leurs revendications ? L'abaissement subi par les Hongrois ne les arrêta pas dans leur lutte. Ils préparèrent un nouveau soulèvement et firent une campagne incessante dans toute l'Europe avec les Téliki, les Kossuth, les Klapka, qui visitaient les puissants du jour, se tournaient vers Napoléon et sollicitaient même le concours de l'Italie. Les complots se multipliaient, manifestation du mécontentement public. Aussi, après les revers de l'Autriche, la balance pencha-t-elle définitivement en faveur des Hongrois et assura le triomphe des idées de François Deak qui préconisait le système du Dualisme.

L'Autriche avait vu sa carrière terminée en Occident. Sur ses ruines, se fondait l'unité de l'Italie et celle de l'Allemagne. Ne pouvant jouer désormais un rôle considérable qu'en Orient, elle rêva, poussée par Bismarck, de diriger les

efforts de son action extérieure vers les pays balkaniques et d'arriver à Salonique. Elle voulait transférer ainsi le point de gravitation de sa politique extérieure à Budapest. La jeune reine Elisabeth était du reste une grande admiratrice du comte Andrassy et des manières chevaleresque des magnats hongrois et agit à la cour en faveur des Hongrois.

Avec le Compromis de Deak, la Hongrie n'était plus une partie intégrante, un *Reichsland* de l'Autriche, mais un Etat souverain qui lui était associé avec des droits égaux. Elle allait tenir, dans l'Empire, une place des plus importantes, car le Dualisme la rendait maîtresse chez elle (1). Il y avait un contrat entre deux Etats souverains créés par le Dualisme. La Monarchie austro-hongroise n'existait comme unité qu'à l'égard de l'étranger, les deux Etats mettaient spécialement en commun certains attributs de souveraineté pour être représentés. Cette représentation était laissée au soin du souverain dont la personnalité fondait l'union entre les deux Etats.

La Hongrie, qui possède désormais la plénitude des droits de souveraineté, est mise sur un pied d'égalité avec ce prestigieux Empire d'Autriche qui, il y a deux siècles encore, aspirait à la domination universelle. Toutefois en politique extérieure, les Hongrois ne sont pas absolument les maîtres. Ils vont occuper les postes les plus importants de l'étranger ; ils fourniront une série de chanceliers ambitieux, mais le Ballplatz gardera la prépondérance en politique étrangère ; le siège du Ministère des Affaires extérieures sera à Vienne, sous l'influence dominante de la Cour qui imposera ses conceptions personnelles, contraires évidemment à celles de la Hongrie. Cette réserve faite, on peut dire que, d'une manière générale, rien ne se fera sans le consentement de la nation magyare devenue le pivot de l'Empire des Habsbourg. La réconciliation était donc complète avec Vienne, puisque les Hongrois devenaient les maîtres absolus de leur Etat.

La Hongrie ne pouvait que gagner au nouveau système, et l'Autriche en tirait également avantage pour contenir les

(1) Voir plus haut, p. 233, 276, 336, 342,

Slaves, les ennemis communs. Aussi le Dualisme fonctionna-t-il sans difficultés et le Compromis fut renouvelé, tous les dix ans, après de longues négociations. De plus en plus, le Parlement et le ministère hongrois exercèrent un contrôle effectif sur l'administration des affaires communes. Ces concessions prouvèrent que les Habsbourg s'habituèrent de plus en plus au Dualisme, c'est-à-dire à l'union avec la Hongrie, le plus solide rempart de la Monarchie.

Les Hongrois profiteront de leur pouvoir pour inaugurer une politique de magyarisation qui tendra à assimiler les nationalités non magyares de la Hongrie. La conséquence sera de provoquer cette violente lutte de races qui croissait chaque jour davantage et qui, nulle part, n'acquies un tel degré d'acuité qu'en Hongrie. Les Magyars, dont la brillante histoire résonnait de ces luttes fameuses contre l'hégémonie turque puis l'hégémonie allemande, ne comprenaient pas que les autres races qu'ils avaient subjuguées, et devant lesquelles ils étaient numériquement supérieurs, avaient des droits égaux à ceux qu'ils avaient réclamés et obtenus. Peuple fier, tenace, dominateur et en même temps remarquablement moderne, conservant, au milieu des populations slaves, sa langue et son caractère national et cela en dépit de la pression que l'Autriche exerçait sur lui, pourquoi a-t-il sacrifié ses traditions glorieuses et ses richesses présentes en acceptant, malgré les résistances de ses hommes d'Etat (1), l'aventure d'une guerre dont nécessairement l'Allemagne, son ennemie de jadis, devait, quoiqu'il advint, recueillir les plus grands avantages ou les plus grands profits ?

Malgré la bonne entente entre les deux Etats, de jour en jour, la situation devenait des plus difficiles en Hongrie aussi bien qu'en Autriche, car nulle part les luttes politiques n'étaient aussi violentes. D'autre part le socialisme agraire et le socialisme industriel se développaient en Hongrie, menaçant la prépondérance des gros propriétaires et des gros industriels. La majorité du pays réclamait une réforme électorale profonde qui mettrait fin notamment en Hongrie au pouvoir de l'aristocratie. Et surtout

(1) Voir plus haut, p. 305.

les luttes de races, que nous avons indiquées, chez les Slovaques, les Croates, les Serbes, les Roumains, étaient de plus en plus ardentes et ébranlaient les assises de l'Etat. Ainsi l'Autriche et la Hongrie, qui ne pouvaient vivre séparées, étaient unies par un système tout factice que le moindre choc briserait. Des forces puissantes, mues par ces idées morales trop longtemps opprimées ou méconnues, le minaient, et l'avenir apparaissait trouble aux hommes d'Etat de la Double Monarchie.

Certains politiques hongrois entretenaient encore dans leur âme la vieille conception de Kossuth : soit l'indépendance complète à l'égard de l'Autriche, soit un vague désir de séparation, tel chez les paysans de l'Alföld. Quelques membres du Parlement, le parti de 1848, représentaient encore cette idée, mais les deux Etats étaient trop intimement liés par des intérêts économiques et politiques pour se séparer vraiment. Du reste l'union avec l'Autriche créait un lien avec l'Allemagne toute puissante ; c'était un bouclier contre les Slaves. En réalité cette idée d'indépendance, qu'on ne prenait pas au sérieux, était pratiquement abandonnée, même par les Hongrois séparatistes. Ils tenaient moins à la libération définitive de leur propre nation qu'au maintien de leur souveraineté sur les populations hétérogènes du royaume dont l'effort d'émancipation, soutenu infatigablement par les Russes, ne laissait pas que de les inquiéter. Ce danger, évidemment, l'Autriche n'était pas assez forte pour le repousser seule, aussi les Magyars avaient cherché un autre allié et l'avaient trouvé dans la Prusse. Le Dualisme n'était-il pas fondé sur la prépondérance associée des Magyars et des Allemands ? Avec un tel appui, la Russie ne pourra rien entreprendre au profit des Slaves de la Double Monarchie. Ainsi se réalisait la conception de Bismarck, le « merveilleux testament » (1), qui pensait créer en Europe centrale un Etat sous l'hégémonie des Hohenzollern. Ainsi, pour opprimer les nationalités, au lieu de vivre avec elles, il fallait suivre aveuglément les ambitions de la Prusse ; tel est le système politique que défendirent certains

(1) G. Beck. *La Responsabilité de la Hongrie*, 1 vol. in-16°, Paris. — Payot, 1917, p. 109 et Naumann. *Op. cit.*, p. 37-38.

hommes d'Etat hongrois, malgré l'opposition de quelques autres, et qui allait déterminer l'abaissement de leur pays.

En effet, les Magyars voyaient s'élever contre leur suprématie les revendications des nationalités encouragées hier par les victoires des peuples balkaniques. Au nom de leur prépondérance ethnique, ils refusaient toute liberté aux 10.836.000 autres habitants de la Transleithanie. Contre cet état de choses anormal, se dressaient les manifestations en faveur du suffrage universel ; elles devenaient de plus en plus violentes, et n'étaient pas sans effrayer les Magyars.

Si la guerre, dans plusieurs milieux, apparaissait comme nécessaire, il n'était pas certain qu'elle fût voulue dans toutes les parties de l'Empire et une dernière fois l'on peut se demander si l'application du Fédéralisme, qui aurait apaisé les conflits de races, n'aurait pas été le meilleur moyen de la conjurer. Mais que d'obstacles à la réalisation d'un tel projet !

Le parti absolutiste, qui était au pouvoir en Autriche, redoutait d'abord l'arrivée au trône de l'Archiduc François-Ferdinand qui rêvait de transformer l'Autriche en une fédération germano-slavo-magyare et dont les plans les plus secrets visaient à la création d'un Etat militaire qui fût « un », avant tout par la suppression de la situation particulière dans laquelle se trouvait la Hongrie. Bien des projets étaient prêts à l'Archiduc. On peut supposer, d'après les derniers entretiens de Konopischt, qu'il voulait transformer le régime dualiste en régime trialiste par la constitution d'un royaume yougoslave pareil à celui de la Hongrie ; c'était la solution la plus ingénieuse. François-Ferdinand ne faisait pas mystère de son animosité contre les Hongrois et voulait protéger les Slaves contre eux. Son plan était de faire des Délégations un Parlement central pour toute la Monarchie, élu au suffrage universel avec un nombre de députés proportionnel à la population et aux impôts payés (1).

D'autre part, les dirigeants pouvaient se demander si, en

(1) *Journal des Débats*, 13 août 1922. *La politique anti-hongroise de François-Ferdinand*, et Alfred Dumaine. *La dernière ambassade de France en Autriche*, 1 vol. in-16°, Paris — Plon, 1921, p. 126.

1915, l'opposition ne l'emporterait pas, alors qu'en 1912, elle avait été péniblement et par des moyens<sup>7</sup> de pression multiples écartée du pouvoir ; les difficultés, que créait le problème des races, s'accroissaient. Comment les résoudre ? On n'apercevait plus désormais de solution pratique. La guerre, que beaucoup désiraient dans la Double Monarchie, et vers laquelle tendait la Prusse irrésistiblement, serait-elle l'aboutissement fatal de ces conflits ? Beaucoup, parmi les plus clairvoyants, à Budapest, le redoutaient. La Hongrie avait tout à perdre dans la guerre. Une campagne victorieuse, déterminant des annexions serbes, affaiblirait singulièrement, dans l'Empire, la situation des Magyars. La défaite pourrait provoquer — et c'est ce qui eut lieu, — le démembrement de la Hongrie. D'où les conseils de sagesse qui partirent de Budapest à la veille du conflit de 1914. Et cependant, s'il éclatait, les Magyars toujours chevaleresques et liés à Vienne par un pacte solennel, dont l'armée était comme incorporée à l'armée autrichienne, ne pourraient que remplir fidèlement leurs devoirs d'alliés.

---



## CHAPITRE V

### Y AVAIT-IL DES REMÈDES ?

---

Ainsi, au début du XX<sup>e</sup> siècle, la Monarchie était déchirée au dedans et menacée au dehors. Les peuples étaient en proie à une exaltation comme on n'en avait pas vu depuis la Réforme ; un nationalisme furieux suscitait les luttes intérieures les plus graves.

A Vienne et à Budapest, on s'imaginait que, pour déjouer ces manœuvres, il suffisait de comprimer les Slaves qui constituaient le plus gros danger. Une campagne se préparait même contre les Slaves du Sud en se servant des Croates et des Dalmates, lorsque l'Archiduc périt assassiné. Et cependant le pays était, à cette époque, florissant et prospère. Le bien-être régnait partout, la vie était douce et facile, pourquoi certains voulaient-ils la guerre ? Les passions nationales surexcitées faisaient, il est vrai, redouter, pour l'avenir, une crise grave, bien qu'en apparence l'Empire, appuyé sur l'Allemagne, soutenu par l'alliance italienne, semblait pouvoir conserver son équilibre séculaire. Beaucoup cependant avaient, depuis longtemps, dénoncé un incontestable malaise qui pouvait peu à peu amener la crise, puis la catastrophe parce qu'on n'avait pas su ou voulu trouver les remèdes nécessaires. De plus en plus, une solution était nécessaire. Laquelle envisageait-on, à Vienne, et quels moyens avait-on de l'imposer ?

Nous avons longuement montré comment, de toutes parts, les nationalités étaient en hostilité avec les deux gouvernements de la Monarchie dualiste. D'abord les Slaves, et notamment les Slaves du Sud, ne voyaient guère la possibilité de

traiter sur un pied d'égalité avec les Magyars et les Allemands ; ils avaient perdu toute confiance, depuis les deux guerres balkaniques, dans le gouvernement dualiste. Les habitants de Croatie, de Slavonie, de Bosnie, d'Herzégovine, de Dalmatie, avaient subi trop de persécutions, étaient trop entraînés à l'indépendance par la grande pensée d'affranchissement qui avait secoué les races balkaniques ; d'autre part, l'idée de constituer la Grande Serbie enthousiasmait les Serbes. Quelles réformes, quelles concessions pouvaient satisfaire désormais les aspirations nationales ?

Et le problème était le même chez les Slaves du Nord, chez les Tchèques qui voulaient de plus en plus se soustraire à la domination de l'Autriche.

Non loin d'eux, les Ruthènes pouvaient, un jour ou l'autre, provoquer un conflit entre l'Autriche et la Russie, et dans le Sud-Est de la Hongrie, se posait également la question de l'irrégentisme roumain. Le chauvinisme de certains Magyars avait atteint profondément les sentiments de loyauté des Roumains de Transylvanie, qui se sentaient méprisés par leurs maîtres, aspiraient à l'égalité politique, à la liberté d'enseignement, bref posaient avec âpreté des revendications de races. Les Roumains considéraient comme impossible de vivre sous la domination des Habsbourg. Après avoir honni la Russie qui avait annexé la Bessarabie roumaine, ils se rapprochaient d'elle, puisqu'elle soutenait maintenant la cause des nationalités d'Orient opprimées.

Et même dans ce vieil Empire des Habsbourg, qui aurait le courage et la volonté de tenter des réformes suffisantes ? Serait-ce l'Archiduc Ferdinand ? On lui a prêté, à la veille de la guerre, bien des projets de pacification : entente avec les Tchèques contre les Hongrois et les Serbes, suffrage universel, etc... L'autoritarisme des Allemands qui, chez eux, avaient opprimé comme l'on sait les Polonais, le laisserait-il faire ?

Certes l'Etat magyar non plus ne voulait point accorder aux Slaves du Sud les libertés qu'ils demandaient. Il voulait garder la possession pleine et entière de la Croatie-Slavonie à cause du port de Fiume, le seul qu'il eût. Il réclamait même

la Dalmatie et la Bosnie-Herzégovine tout entière, ce qui le mettait en opposition avec l'Autriche maîtresse de Trieste et du littoral adriatique. Ce chauvinisme, ce mépris des races moins cultivées, aveuglaient les Magyars au point de leur dissimuler la position du problème. Ils croyaient, comme l'Autriche du reste, qu'en opprimant les Serbo-Croates, ils paralyseraient leurs tentatives d'émancipation. Certains jugeaient possible alors de constituer une Croatie-Slavonie et une Dalmatie autonomes avec une Diète centrale, soumises au contrôle austro-hongrois ; ce serait l'extension du Dualisme à ces contrées. Quelques-uns, inquiets du danger slave, pensaient même à une indépendance magyare complète et au simple contrôle hongrois sur les provinces slaves du Sud.

Pour résoudre le problème, il fallait que les Austro-Hongrois abandonnassent leurs prétentions de subordonner, à 23 millions d'Allemands et de Magyars, 28 ou 29 millions de Slaves et de Latins. Alors ils n'auraient pas eu à craindre les tendances des Slaves vers la Serbie ou la Russie et celles des Latins vers l'Italie et la Roumanie, et l'attraction se serait produite vers l'Autriche.

Evidemment la solution idéale aurait été la constitution du Trialisme ou du Fédéralisme sous les auspices de l'Autriche, s'appuyant sur les Serbo-Croates qui tendaient invinciblement vers l'unité et devaient la réaliser. C'était bien là l'avenir, le seul moyen qu'avait l'Autriche de se sauver, en favorisant les Slaves et en brisant l'absolutisme hongrois. Cet idéal serbo-croate, l'Autriche ne pouvait prétendre l'enrayer ; il fallait qu'elle le canalisât, qu'elle s'en servît, tout en encourageant résolument les aspirations des Slaves du Sud pour établir son influence dans les Balkans du Nord ; telle était la conception qui pouvait être admise avant le conflit de 1914 (1). Mais les hommes d'Etat autrichiens auraient-ils le courage et l'habileté de la réaliser ? Cela semblait difficile, sinon impossible. Depuis la politique suivie par Aehrenthal, qui, du reste, en Autriche voulait identifier le mouvement vers l'unité serbo-croate avec les exigences du patriotisme autrichien, les

(1) R. W. Seton Watson, *The Southern Question and the Habsburg Monarchy*, 1 vol. gr. in-8°, Londres. 1911, p. 343-344.

choses avaient été trop loin. L'Autriche avait le cauchemar du Slave et ne voulait point abandonner les districts slovènes, la Carniole, la Carinthie, la Styrie. Les Magyars, comme les Autrichiens, ne laissaient pas identifier les Croates et les Serbes. Tout semblait donc s'opposer à ce que le mouvement pacifique, au sein de la Double Monarchie, fût mené à bonne fin.

On envisagea donc, pour apaiser ces conflits, le régime du Fédéralisme, mais que comprendrait-il ? Engloberait-il les dix-huit pays de l'Empire, mis sur un pied d'égalité comme les cantons suisses, en dépit des traditions et des différences de population ? Si des Etats devaient être exclus, comment le seraient-ils, et les Etats exclus seraient-ils groupés par classes et espèces différentes ? Du reste la Hongrie, nous l'avons vu, s'accommoderait mal de ce Fédéralisme où les éléments slaves seraient prépondérants, 22 millions contre 8 millions. Unis aux éléments latins, les Hongrois perdraient ainsi l'hégémonie qu'ils détenant avec les Allemands ; ils vivraient parmi les Slaves d'une vie humble et précaire, eux les conquérants qui, en dix siècles, n'ont pu amalgamer les diverses nationalités. En leur donnant satisfaction, on renoncerait aux fruits d'une victoire qui avait tant coûté et on amènerait fatalement la dislocation. D'autre part les éléments slaves et latins, hostiles à une alliance avec l'Allemagne, auraient rendu la Double Monarchie indépendante de Berlin ; c'était toute sa politique extérieure bouleversée, cela Guillaume II ne pouvait le supporter, car tous les plans pangermanistes se seraient écroulés (1). Bref, il aurait fallu à l'Autriche des hommes d'Etat d'une bien large envergure pour créer cette monarchie fédéraliste qui eût sauvé la dynastie.

A Vienne, on redoutait le Trialisme, car l'Autriche et la Hongrie seraient attirés vers les Allemands, et la Bohême vers la Russie, et le Fédéralisme également, car l'attraction de la Russie sur les parties slaves, et de l'Allemagne sur les parties allemandes, serait aussi grave (2).

(1) Voir André Chéradame. *Le plan pangermaniste démasqué*, 1 vol. in-16°, Paris — Plon, 1916, p. 73, 81.

(2) *Revue des Deux Mondes*, 15 juillet 1898. *L'Autriche future et la future Europe*, par Charles Benoist, p. 306 et suiv.

Enfin, le Trialisme supposait un compromis avec la Bohême, semblable à celui conclu entre la Hongrie et l'Autriche, mais comment les Hongrois, si fiers de leur glorieux passé millénaire, voudraient-ils traiter avec la Bohême dont le royaume a disparu, depuis 1620, et a été absorbé par l'Autriche ! Du reste entre Tchèques et Allemands l'antagonisme était des plus violents ; or le Trialisme suppose l'égalité et la bonne entente.

Bref, beaucoup se demandaient — et peut-être même François-Ferdinand qui semblait deviner les intentions de la Prusse qui voulait faire de l'Autriche une seconde Bavière soumise à ses lois — si la guerre n'était pas le meilleur moyen de créer l'unité de l'Empire sur les races définitivement domptées par la victoire. Et l'Archiduc n'avait-il pas, avec une guerre victorieuse, la plus excellente occasion d'assurer l'avenir de son épouse et de ses enfants ?

Avec sa mort, tout système de Trialisme disparaissait ; les Hongrois n'avaient plus devant eux aucun obstacle qui pût les arrêter dans leurs tentatives de domination.

Et cependant le jeune Empereur Charles parut un instant, comme nous l'avons vu (1), décidé à réaliser la conception d'un Etat trialiste, par une adaptation de l'idée qui avait, dit-on, séduit l'Archiduc François-Ferdinand et qui comprenait les Serbes, les Croates, les Slovènes. Le Nord-Est de la Serbie formerait un groupement homogène et le reste de la Serbie, avec la Bosnie, l'Herzégovine, la Dalmatie, le Monténégro etc..., l'apanage du roi de Hongrie. Mais ces plans réformateurs du jeune souverain n'étaient que des idées anémiques sans stabilité aucune.

Comment Charles I<sup>er</sup> aurait-il le courage de balayer entièrement l'ancien régime bureaucratique auquel il avait cependant porté de rudes coups ? Il fut incapable de se débarrasser de l'influence allemande. Il lui répugna, à la dernière seconde, d'abandonner les traditions des Habsbourg et de ne pas continuer l'œuvre de ses prédécesseurs. Son gouvernement ne

(1) Voir plus haut, p. 381.

fut qu'un instrument entre les mains de l'Allemagne, grâce surtout à la *Mittleuropa*. Sa politique manqua d'activité et de volonté ; elle était souvent trop faite d'idées mal étudiées, de suggestions plutôt que de plans arrêtés et mûris.

Ainsi, dans les diverses parties de l'Empire, chez les oppresseurs comme chez les opprimés, tout poussait à la guerre, car les gouvernants de Vienne n'avaient rien fait pour l'éviter avec des concessions opportunes, ; ils laissèrent au contraire le conflit s'accroître jusqu'à l'état aigu, dominés qu'ils étaient par l'Allemagne qui leur enlevait toute liberté et les entraînait invinciblement à la catastrophe.

Mais voici que les puissances allemandes sont vaincues. L'Empire austro-hongrois est rayé de l'histoire et il faut tout réorganiser au centre de l'Europe. Quelle que soit la solution adoptée, même celle de la *Mittleuropa*, de la domination allemande au cas où les deux empereurs allemands auraient triomphé, ou celle que nous allons exposer : la satisfaction des aspirations nationales accordée aux peuples de l'Europe centrale, peut-on effacer entre les diverses races les luttes que nous venons de retracer ? Par quelle sage conception des choses assurera-t-on un juste équilibre qui n'a pu subsister, depuis les premiers âges, que par les violences de la conquête, puisque, dans cette Europe centrale, c'est la confusion incroyable des races et le bouillonnement incessant des nationalités exaspérées ?

---

*SIXIÈME PARTIE*

---

LA RECONSTRUCTION DE L'EUROPE CENTRALE  
ET LES NOUVEAUX ÉTATS

Dans cette Europe centrale si troublée, la victoire de 1918 a fait régner un nouvel ordre de choses ; les traités aux quels elle a donné lieu ont organisé cette Europe sur des bases et des principes nouveaux. Là vivait un Etat, vieux de plusieurs siècles, qui était devenu une simple « expression diplomatique, une formule du protocole européen<sup>(1)</sup> ». Agglomération d'autres Etats, ressemblant aux « pièces d'un jeu de patience » (1) que les grands hasards de l'histoire, les guerres ou les mariages avaient constitué, mêlant, sur le même territoire et sous le même sceptre, les races, les langues, les religions. Cet assemblage étrange de royaumes et de pays domina l'Allemagne, pendant quatre siècles, depuis Charles-Quint, lorsqu'il dut céder la place à un nouvel Empire, qui se déclara l'héritier de Charlemagne, du Saint Empire et des Othons. Nous avons montré comment vite l'Autriche avait subi son joug, comment Bismarck et Guillaume II voulaient absorber la Monarchie danubienne et créer, au centre de l'Europe, un Etat qui étendrait sa domination sur tous les territoires d'origine germanique, possédant le même caractère d'universalité que son prédécesseur du Moyen-âge. Le problème historique de l'Europe centrale se résumait dans une hégémonie germanique sur tous les territoires qu'elle englobait, sur tous les Allemands enfin groupés par la lente évolution des siècles. Si la *Mittleuropa*

(1) *Revue des Deux Mondes* du 15 octobre 1897. — *La Monarchie austro-hongroise et l'équilibre européen*, p. 794.



avait pu se constituer avec la victoire des Empires centraux, le grand rêve, « l'idée » poursuivie par les Germains, depuis le traité de Verdun, un instant réalisée par les Hohenstaufen en Italie et en Allemagne, reprise par Charles-Quint, continuée par la création de la Triplice, aurait eu sa réalisation définitive. Mais voici que le grand rêve se brisait. La guerre pour l'Europe centrale, a très justement dit M. Eisenmann, permit de réaliser un nouvel idéal, une nouvelle conception des choses. Deux principes, deux doctrines venaient de se heurter. Les peuples d'Autriche-Hongrie, alliés aux Slaves, aux Latins et aux Anglo-Saxons, s'étaient unis pour défendre leurs nationalités opprimées, leurs libertés particulières et, avec leur victoire, triomphait la liberté de l'Europe centrale. La théorie des nationalités, née avec notre Révolution, remplaçait le principe de légitimité sur lequel reposaient les traités de 1815, charte de l'équilibre européen, pendant un siècle, et qui avaient donné à nos pères une longue période de paix et de prospérité. Les traités de 1919 effaçaient les traités de Vienne, en consacrant la nouvelle doctrine, fondement désormais du droit public ; et celle-ci comme conséquence, provoquait la chute de l'Autriche. La Double Monarchie pouvait-elle subsister ? Par la force même des choses, son arrêt de mort avait été prononcé, puisque les solutions (Fédéralisme, Trialisme, etc.), qui auraient pu la faire vivre, avaient échoué — nous l'avons vu, — puisque les querelles de races qu'elle n'avait pas voulu apaiser avaient atteint le paroxysme de la violence. L'Autriche était devenue l'instrument de germanisation de l'Europe centrale et l'Allemagne avait été vaincue ; elle l'entraînait donc dans sa défaite. Que voulait le traité de 1919, sinon libérer l'Europe centrale de la tutelle allemande ?

Mais pour abattre le Germanisme, pour briser les attaches puissantes qu'il avait en Europe centrale, il fallait restituer leur indépendance aux peuples qu'il opprimait. C'est la raison d'être du système nouveau. Comment ce système, rendu nécessaire en fait aussi bien qu'en droit, était-il organisé ? L'Europe centrale était bouleversée, mise en ruines par la destruction de l'Empire d'Autriche. Quelle maison nouvelle

allait-on réédifier sur ses décombres et quelle en serait la solidité ?

De nouveaux États ont surgi dans l'Europe reconstituée, d'autres ont été agrandis, d'autres enfin ont été morcelés et dépecés : Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Pologne, Hongrie, Autriche, donnant à cette Europe centrale une physionomie nouvelle, créant là un équilibre nouveau. Plusieurs actes ont fixé, en 1919 et en 1920, les conditions de vie de l'Europe centrale. D'abord au traité de Versailles (20 juin) figuraient, comme signataires, à côté des grandes puissances, les nouveaux États de Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie. Leurs existence nouvelle était ainsi proclamée et l'Allemagne la reconnaissait. A Saint-Germain-en-Laye (10 septembre), l'Autriche, à son tour, négociait avec eux ; le traité fixait les limites respectives des États, réglait leur condition juridique et économique. Puis, au traité de Trianon (14 juin 1920), figurait la Hongrie délivrée du joug bolcheviste qui traitait cette fois avec la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie formée avec des débris du royaume de saint Etienne. Postérieurement intervinrent des traités d'entente entre les nouveaux-nés pour se défendre contre un retour offensif, toujours redouté, de leurs anciens maîtres.

On est frappé de stupeur quand on considère les débris de ce que fut l'illustre Monarchie des Habsbourg. Tout paraît incohérent et l'on se demande si le travail de reconstruction élevé fébrilement présente des garanties de solidité, si les pierres de l'édifice que l'on a voulu élever ne sont pas encore branlantes !

On peut, en effet, se perdre dans d'amers regrets sur un passé qui était tout de gloires et de charmes. On peut évoquer cet Empire, qui faillit régenter l'Europe, qui tint tête à la Révolution et à Napoléon et en triompha, cette vie fastueuse de Vienne où l'éclat des uniformes, des équipages, le luxe des palais, l'architecture gracieuse des édifices, ne le cédaient à nulle autre, cette Cour où la beauté des femmes, le faste des grands noms, la dignité d'un souverain accablé par le

malheur, impressionnaient. Le fracas des batailles a tout emporté, seul le souvenir reste ; quand on contemple, à Vienne, devant la Hofburg déserte, ou devant Schönbrunn solitaire, tant de ruines et tant de deuils, on a peine à se rappeler ce que fut le grand Empire des Habsbourg ! Une vie nouvelle a jailli de toutes parts et le passé semble éteint ; mais parlons à notre point de vue français.

La guerre, à laquelle nous primes part, se faisait-elle contre l'Autriche ou contre l'Allemagne ? Aurions-nous été porter la guerre sur le Danube, si le conflit s'était circonscrit entre l'Autriche et la Serbie, si l'Allemagne n'y avait pris part et si nous n'avions été attaqués sur le Rhin ? Nous avons lutté certes pour remplir nos devoirs d'alliés, mais aussi pour ne pas tomber sous la domination germanique que nous jugions dangereuse. Cette guerre — nous l'avons assez montré — était une guerre voulue et préparée par l'Allemagne. Certes l'Autriche aurait pu l'empêcher, elle s'y jeta follement au contraire, entraînée par la propagande pangermanique, hantée d'ambitions extravagantes, ne pouvant même plus résister à ses sujets slaves qu'elle avait poussés à bout.

Alors si nous jetons un regard en arrière, nous pouvons dire que la France aurait dû suivre, à l'égard de l'Autriche, une autre politique, celle que Louis XIV mourant dictait à ses successeurs. La lutte, que mena Fleury contre la maison d'Autriche moribonde, ne servit qu'à élever notre pire ennemi, le roi de Prusse, et le renversement des alliances, qui venait trop tard, ne put empêcher le triomphe de notre rival. La politique de la Révolution et la politique de Napoléon à l'égard de l'Autriche, furent aussi dangereuses et aussi néfastes, et ce fut la Prusse qui en profita. Rosbach, Waterloo, Sadowa, Sedan se tendent la main par dessus les siècles !

Mais était-ce l'Autriche qui, dans la guerre de 1914, fut la plus coupable ? On pourrait plaider pour elle l'inconscience qui serait une légère excuse à tant de fautes. En tout cas l'Allemagne était la puissance la plus audacieuse, la plus ambitieuse et la plus forte et l'Autriche n'a déchaîné le conflit, que parce que Berlin l'appuyait et la soutenait. Voilà la vérité ! Or c'est l'Autriche qui a payé. Il aurait fallu, il est

vrai, que les Alliés fissent un effort pour la soutenir et l'em-cher « d'éclater de toutes parts », selon la forte expression de M. Llyod George. Or, avant même que l'armistice fut signé, elle se disloquait. On se réjouissait, il est vrai, dans la cité démocratique de Londres de la disparition de cet Empire caduc, aux idées rétrogrades, ignorant, jusqu'à l'absurde, des revendications nationales. Ce n'est pas M. Wilson, qui posait le principe de la libre volonté des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui réfrènerait les aspirations nationales, ce n'est pas le gouvernement français, qui entretenait à l'égard de l'Autriche catholique et absolutiste des idées préconçues, qui l'aurait défendue ; du reste pouvait-il mentir aux conceptions traditionnelles de la Révolution, si énergiquement préconisées par le Président des Etats-Unis et qui étaient la raison même de la guerre ?

Bref ce fut l'Allemagne qui sortit presque intacte du conflit sanglant dont elle était l'auteur principal et ce fut l'Autriche qui fut démembrée. Quelles que soient les solutions qu'on voulait adopter, on aurait pu frapper Berlin et ménager Vienne !

Le résultat de l'œuvre accomplie par les traités de 1919 et de 1920 a été de modifier non seulement la structure politique et géographique de l'Europe centrale, mais aussi son équilibre. On n'avait pas conçu jusqu'ici une Europe sans Autriche et l'on pensait justement, pour que la paix fût assurée, que la balance devait être tenue égale entre les deux grandes puissances germaniques.

C'était une condition de sécurité. Du jour où la Triplice fut conclue, acheminement vers une domination germanique sur toute l'Europe centrale, on riposta en concluant l'alliance franco-russe à laquelle l'Angleterre adhéra plus tard. Cette Triple Entente en réalité limitait, bridait la puissance allemande. C'est pourquoi l'Allemagne cria à l'encerclement et chercha à briser, en 1914, ce qu'elle appelait un « étau de fer ». Ce qu'elle voulait, c'était plutôt, par la défaite des Russes, résoudre, à son profit, l'éternel problème de l'Europe centrale qui hantait l'esprit des vieux Empereurs germaniques.

Elle tendait invinciblement à l'hégémonie, et il s'en fallut de peu que l'Europe centrale ne devint entièrement allemande. On ne doit donc pas regretter que l'équilibre de cette Europe ait été modifié à notre profit par l'élévation de nationalités qui ont droit à l'existence : ce qu'on peut regretter, c'est que la Prusse reste encore si forte et si arrogante à côté de sa complice anéantie et brisée !

Voyons quelle physionomie présentent les nouveaux Etats de l'Europe centrale, quelle est leur organisation politique et économique, comment ils peuvent contribuer au maintien d'un nouvel équilibre, c'est-à-dire de la paix !

---

## CHAPITRE PREMIER

### LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE

---

C'est l'Autriche et sa capitale qui retiennent de suite l'attention. Est-il dans l'histoire, depuis la chute de Carthage ou de Byzance, une catastrophe semblable à celle qui l'a frappée? Un Empire de 50 millions d'âmes, brisé et morcelé, 400 ans brutalement effacés, quelle tragédie ! Il a été le grand vaincu de la guerre, alors que l'Empire voisin, qui l'y entraînait invinciblement depuis l'alliance de Bismarck et d'Andrassy, gardait, à peu de choses près, son intégrité territoriale et précisait sa forme unitaire ?

Et l'on se remémore sans cesse cette ville de Vienne, la grande capitale de l'Europe centrale, avec ses palais somptueux, son art brillant, ses femmes éclatantes, son cadre grandiose et qui garde la tristesse de la défaite ! Elle paie cher l'aberration de ses gouvernants et de leurs bureaux, de son aristocratie, figés dans les conceptions du prince de Metternich qui voulurent, jusqu'à la dernière seconde, comprimer les aspirations des races que l'évolution des temps et les recherches de l'histoire appelaient à la vie ! On est pris de pitié devant l'infortune, mais peut-on oublier que les fautes se paient et que l'Autriche s'est suicidée ?

Le traité de Saint-Germain a fait à l'Autriche une situation des plus tragiques. Une capitale de superficie plus étendue que Paris et de deux millions d'âmes au milieu d'un territoire réduit de 576.000 kilomètres carrés à 84.000 et à 7 millions d'habitants, perdant les contrées agricoles et industrielles les plus riches de Bohême et du Tyrol italien !

L'Autriche est aujourd'hui un pays de plaines sans blé et de montagnes sans pâturages avec une capitale trop grande. L'agriculture autrichienne, dans la période de crise qui succéda à la guerre, ne put même pas fournir la moitié des céréales nécessaires à l'alimentation du pays. Une grande partie de la superficie de l'Autriche est couverte par les Alpes et impropre à la culture. L'Autriche a du reste toujours été tributaire de ses voisins, des Hongrois, pour les céréales et le bétail, des Tchèques pour le sucre et des Yougoslaves pour le bétail également.

Aussi le nouvel Etat s'est-il trouvé dans une situation économique des plus difficiles. Ne pouvant tirer des territoires qu'il possédait jadis les matières premières nécessaires à ses industries, notamment le charbon, le coke de Bohême, n'ayant plus les ressources agricoles suffisantes, obligé d'acheter à l'étranger les vivres indispensables, devant enfin faire face à des dettes de guerre écrasantes, il vit sa monnaie baisser de jour en jour, et la crise devint bientôt des plus aiguës.

Déjà la situation financière de l'Autriche-Hongrie, au moment de la déclaration de guerre, était loin d'être brillante ; la Double Monarchie avait traversé une période très troublée. La mobilisation de l'armée, pendant près de deux ans (1912), avait été très coûteuse et avait révélé de nombreux défauts qui avaient nécessité un accroissement de dépenses pour l'amélioration de l'armement. Et ces dépenses en général avaient été consenties sans le vote, en temps utile, des crédits correspondants. Aussi, dès l'année 1914, le gouvernement avait dû recourir à l'emprunt pour couvrir le déficit des exercices 1912 et 1913 ; dès le début de 1914, l'Autriche avait emprunté 525 millions et la Hongrie 400 millions, et c'était insuffisant ! Lorsque la guerre éclata, il fallut trouver encore d'autres ressources et contracter de nouveaux emprunts. L'Autriche s'était donc lancée dans la guerre avec une situation financière obérée ; celle-ci ne fit qu'empirer avec les dépenses occasionnées par les hostilités, et les emprunts furent sans cesse renouvelés. Avec le traité de Saint-Germain, l'Autriche, privée de ses charbonnages, fut

empêchée de produire et vit ses exportations se tarir faute de débouchés ; partout s'élevaient autour d'elle des barrières douanières. Elle perdit confiance en elle-même, elle renonça à des efforts financiers héroïques pour se sauver, et se lança dans une émission à outrance de papier-monnaie.

Les conséquences de l'inflation se firent bientôt sentir avec la hausse vertigineuse des prix et des traitements et la diminution du rendement des impôts ; aussi les déficits ne firent-ils que s'accroître et l'établissement d'un budget devint impossible. En revanche, la situation économique de l'Autriche s'améliorait à mesure que ses finances empiraient. Elle recommençait à vendre, à importer, à exporter ; c'était le résultat de la dépréciation de la monnaie. En 1921 et en 1922, l'Autriche avait produit de 70 à 75 % de son ancienne production.

Bref la situation de l'Autriche restait anormale et il y a quatre ans, elle était arrivée au point le plus critique. Par suite de l'augmentation invraisemblable du prix de la vie, une certaine partie de la population était dans une misère noire. Tout était bouleversé, les services de l'Etat fonctionnaient à peine, les manifestations se succédaient dans la rue, les luttes des partis étaient violentes, le commerce paralysé. C'était le commencement de la catastrophe et de la famine. Les secours affluèrent d'Amérique, d'Angleterre, de France ; des millions furent dépensés et par milliers des enfants furent arrachés à la mort.

L'Etat ne pouvait plus tenir ses engagements et le gouffre du déficit s'élargissait de semaine en semaine. En 1920, le budget avait déjà 35 milliards de déficit ; on prévoyait un déficit, pour 1921, de 53 milliards. Pour y parer et pour assurer provisoirement du moins le fonctionnement des services publics, on se lança dans une inflation à outrance. En 1922, la circulation fiduciaire avait augmenté de 94 milliards de couronnes ; dans une seule semaine, l'Etat eut besoin, pour faire face aux nécessités du Trésor, de 40 milliards. Plus on imprimait de couronnes-papier, plus s'accroissaient leur chute vertigineuse et leur dépréciation sur les marchés de toutes les



places du monde. En neuf mois, l'augmentation de la circulation (Août-1920-Avril-1921) avait été de 24 milliards de couronnes, et la Banque n'avait que 4 milliards 118.129 couronnes d'encaisse métallique. Le cours du dollar était passé, à Vienne, de 5.700 couronnes, en janvier 1922, à 8.000 couronnes en mai, et 83.600 en août 1922, le plus haut cours atteint. La couronne n'avait plus que le 1/16.000<sup>e</sup> de sa valeur au pair. Naturellement les prix continuaient de s'élever de jour en jour, même d'heure en heure. Le 15 août 1922, l'index de cherté de vie était de 124 % par rapport au même jour du mois précédent et il ne faisait qu'augmenter. En avril 1921, le prix de la vie était de 118 fois supérieur au prix de juin 1914, et l'indice moyen de la couronne-or était de 130. A cause de cette élévation du prix de la vie, les fonctionnaires demandaient des augmentations de traitement, ce qui aggravait le déficit. Bref il était démontré que l'Autriche seule ne pouvait plus subsister.

Elle et sa capitale, envahie par une misère immense, concurent les affres du désespoir ; elles se croyaient au bord de l'abîme et ne songeaient même plus à vivre. Mais pouvaient-elles disparaître et quelles ne seraient pas les conséquences de leur chute ? Elles se tournèrent de plus en plus vers l'Allemagne, à mesure que les difficultés financières augmentaient. La propagande germanique du reste se faisait de plus en plus forte à Vienne, exploitant la situation actuelle et présentant l'*Anschluss*, interdit par le Traité de paix, comme le seul remède à la crise. Déjà, voté à Vienne, le 12 novembre 1918 (le Tyrol le votait également le 26 avril 1921 par 144.000 voix contre 1.800), — lorsque l'Assemblée nationale proclama que la nouvelle république formait une partie intégrante du Reich et demanda avant de se séparer qu'un plébiscite eût lieu immédiatement sur la question du rattachement —, il était de plus en plus désiré par les pangermanistes et bientôt après par les sociaux-démocrates, d'abord très hostiles. Il permettrait même à l'Allemagne de réparer ses pertes territoriales et de conserver sa suprématie numérique.

Tous les partis, peu à peu, sous l'influence de la propa-

gande allemande et de la nécessité — car aucun ne croyait que l'Autriche pût vivre, — parti bourgeois, parti agrarien, parti démocratique, parti national-social, se ralliaient à cette idée et la campagne électorale, d'octobre à novembre 1920, se faisait sur la question du rattachement. Déjà, le 19 septembre 1920, une manifestation monstre de près de 50.000 personnes, appartenant à l'*Alldeutscher Verband* et à diverses autres ligues, parcouraient les rues de Vienne au chant du *Deutschland über alles* et de la *Wacht am Rhein*, demandant le rattachement à l'Allemagne. D'autres manifestations, toutes aussi significatives, inspirées par la propagande allemande, avaient encore lieu à l'occasion des fêtes de Schiller (9 novembre 1920), et les 16 mars et 17 avril 1921 (1).

Dans toute une série d'articles de presse, de discours, de manifestations, telles celles précédemment décrites, la propagande allemande s'est efforcée de prouver au public autrichien, en invoquant les raisons d'amour-propre, les intérêts politiques et économiques que le rattachement s'imposait, et combattit la France et ses Alliés. Elle agit par les mêmes moyens que l'*Union pangermaniste* d'avant-guerre dont nous avons retracé déjà l'activité. (2) Le *Heimatsdienst*, cette vaste association subventionnée par le Ministère des Affaires étrangères de Berlin, dont le but est de développer le sentiment national de tous les Allemands, prit la direction de la propagande, en Autriche, et notamment lors du plébiscite du Tyrol, du 22 avril 1921. Il a, dans chaque commune, un représentant chargé de propager les idées allemandes et de recueillir des adhérents ; tous les efforts faits en faveur du rattachement sont ainsi coordonnés et centralisés par les membres qui contrôlent la propagande. Les *Heimwehren*, constituées notamment à Innsbruck, Salzburg et près des frontières, sont la force armée de cette organisation de propagande. Elles ont été fusionnées dans une association, l'*Orgka*, qui groupe également les *Heimwehren* de Bavière dont le chef est Ludendorff.

(1) Voir J. Tersannes. *Le problème autrichien et la menace du rattachement à l'Allemagne*, un vol. petit in-8°, Editions Bossard, Paris, 1921, p. 46 et suiv.

(2) Voir, page 283 et suiv.

Il faut, en effet, reconnaître que certains germanophiles poursuivent leur propagande parmi les sociétés de combattants (*Frontkämpfen*), à la tête desquelles se trouvent les anciens généraux de la guerre (Conrad von Hötzendorff) et s'efforcent de recruter des adeptes dans les campagnes de Styrie. Là s'exerce l'action du gouverneur von Rientelen, qui facilite certaines organisations pacifistes en rapport étroit avec les bandes d'Hitler, à Munich, ou du lieutenant Heijjas, à Budapest. Mais les ligues de paysans et de bourgeois (*Heimwehr*, *Heimatwehr*) ont plutôt pour objet d'enrayer le courant démocratique, desoutenir le gouvernement contre les éléments avancés. En réalité, les conservateurs veulent être prêts, s'il en était besoin, à lutter contre les conseils d'ouvriers et de soldats, les *Arbeiterwehre* et les *Soldatenwehre*, car ils accusent l'armée actuelle, recrutée parmi ces derniers, d'être un foyer de communisme et un dissolvant social.

Dans un ordre d'idées similaires, travaillent les associations monarchistes, comme l'*Ostara* du chevalier Théodore de Mossig et du consul général de Pottère (2.000 h.), qui ont constitué des bataillons, des compagnies, des pelotons et des sections, pour grouper leurs adhérents et qui les ont pourvus d'armes et de munitions. Les anciens combattants du front (*Frontkämpfen*) sont également organisés comme les groupes de l'*Ostara* et armés comme eux. Récemment les officiers de la commission de contrôle ont découvert plusieurs dépôts d'armes (février 1925).

Hitler est arrivé à constituer, sur le sol autrichien, des formations de combat (*Hakenkreuzer*), qui, le moment venu, seraient soutenues par ses propres troupes. Le *Vaterländische Schutzbund*, fondé le 3 novembre 1923, disposerait de *Stosstruppen* pour aider l'action d'Hitler, le cas échéant, ou préparer un putsch de droite (1).

Le *Deutscher Schutzbund* a également créé une ligue chargée de soutenir les revendications de l'Allemagne à l'étranger qui comporte une section spécialement consacrée à la cause du rattachement. Toute cette propagande explique que l'Au-

(1) *Rote Fahne*, 7 novembre 1923.

triche constitue « le pont de l'Allemagne vers l'Est ». Ainsi que l'a écrit le Dr Gruss » pour l'Allemagne, renoncer à Vienne, c'est renoncer à elle-même (1).

Toutes ces diverses manifestations pangermanistes qui n'ont qu'un objet : le rattachement de l'Autriche au Reich allemand, ont leur écho en Allemagne.

L'an dernier (février 1925), M. Dinghofer, président du conseil national autrichien, et M. Frank, ancien vice-chancelier, se sont rendus à Berlin, où le président du Reich et MM. Stresemann et Löbe les ont longuement reçus. Ils n'ont pas caché, à leur retour, que tôt ou tard, surgirait le problème du rattachement et que l'Allemagne ne saurait se désintéresser du sort de l'Autriche.

Il est certain qu'en Allemagne on prête de plus en plus attention à l'Autriche. Maints discours et maintes manifestations, telle celle du *Reichsbanner*, à Magdebourg (20 février 1925), où furent brûlés sur la place les poteaux frontières des Etats particuliers allemands et notamment ceux d'Autriche, et acclamée une délégation du *Schutzbund* autrichien, montrent combien l'idée du rattachement devient populaire et fait des adeptes (2). La propagande en ce sens est de plus en plus active. Pour les uns, il n'y aurait qu'à constituer d'abord un *Zollverein* entre les deux Etats comme dans le projet de la *Mitteleuropa*, ce serait le prélude du rattachement ; pour d'autres, il n'y aurait qu'à opérer de suite l'annexion qui s'étendrait à plusieurs peuples de l'Europe centrale (3). On revit ainsi aujourd'hui les jours enthousiastes de 1848, lorsque les députés libéraux, assemblés dans l'Eglise Saint-Paul, à Francfort, acclamaient l'union large avec l'Autriche au nom du *Gross Deutschland* ; l'Allemagne a oublié sa défaite. Et surtout le traité de Versailles, le plus imparfait de l'histoire, présente, à chaque paragraphe, des causes de rupture ou de

(1) Voir J. Tersannes. *Op. cit.*, p. 65, 68 et notre ouvrage *Le Drame de l'Allemagne*, 1 vol. in-16°, Paris — Alcan, 1924, p. 33.

(2) M. Marx, candidat à la présidence d'Empire, prononçait, le 17 avril 1925, à Berlin, un discours en faveur du rattachement (*Neue Freie Presse*, 18 avril) et M. Löbe également, président du Reichstag, le 14 avril, à Francfort.

(3) Voir le *Tägliche Rundschau*, 25 février 1925.

conflit. L'organisation nouvelle de la « coopération austro-allemande », qui groupe, avec de hauts fonctionnaires de l'Etat, des personnalités de tous les partis, s'appuie sur l'*Oesterreichischer Deutscher Volksbund*, et est présidée par le propre président du Reichstag, M. Löbe, du parti socialiste, crée un puissant courant national dans le sens du rattachement ; elle s'efforce de préparer l'union de fait, avant l'union de droit.

En Autriche, les associations et les journaux pangermanistes ont poursuivi leur violente propagande pour le rattachement. Du 2 au 4 mai 1925, à l'occasion du millième anniversaire de la formation des pays rhénans, des manifestations immenses ont eu lieu, à Vienne, dont il ne faut pas méconnaître la portée. Le professeur Hingelmann, président du Conseil fédéral, parlant au nom d'une fraction du parti chrétien social favorable au rattachement déclara notamment : « Nous voulons monter la garde sur le Danube, nous voulons que tout le peuple allemand soit porté au cœur de l'unité allemande, à la Pangermanie » (1). Le 9 mai au soir, une retraite aux flambeaux, avec un cortège de 200.000 personnes, se déroula sur la *Heitenplatz* de la vieille *Hofburg* ; le 24 mai, au Congrès pangermaniste de Vienne, le député Dinghofer déclara, dans un vibrant discours, que les partisans du rattachement sont plus nombreux qu'on ne le pense à l'étranger. Le 30 août, l'*Oesterreichischer Deutscher Volksbund* faisait, encore à Vienne, une grande manifestation en faveur du rattachement avec une délégation de personnalités politiques du Reich, à la tête de laquelle se trouvait M. Löbe, président du Reichstag. L'élection du maréchal von Hindenburg n'a fait que renforcer l'idée du rattachement, bien que beaucoup d'Autrichiens libéraux et catholiques répugnent fort à s'unir à l'Allemagne militariste et protestante dont le succès s'est affirmé, et sont des plus réfractaires au dressage prussien (2).

(1) Voir la *Deutschösterreichische Tageszeitung* (25 mars) et l'*Arbeiterzeitung* (12 avril) qui déclarent que les adeptes du rattachement sont beaucoup plus nombreux qu'on ne le pense, car les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes ; « il est l'aboutissant nécessaire d'une histoire millénaire » (3 avril).

(2) Il résulte de documents publiés récemment par le Ministère des Affaires étrangères de Berlin (*Deutsche Verlagsgesellschaft für Ges-*

Certains ont envisagé une union intime douanière ou politique avec l'Italie. Dans la Péninsule, on était même très favorable à ce protectorat déguisé de l'Italie sur l'Autriche. Quel étonnant renversement de l'histoire, l'Italie dominant l'Autriche ou l'Autriche absorbée par l'Allemagne ! Et surtout quel échec pour les Alliés, quelle atteinte au prestige de la France, si opposée à l'*Anschluss* qui était une menace directe pour nos intérêts en constituant un bloc germanique puissant dans l'Europe centrale ! Plus de Russie pour lui faire contrepoids. Personne ne pourrait plus disputer à l'Allemagne la domination.

Quelles ne seraient pas, en effet, les conséquences funestes du rattachement ? D'abord un puissant Etat de 70 millions d'habitants, plus unitaire qu'avant 1914, serait constitué au sein de l'Europe centrale, en face d'une Russie annihilée et d'Etats voisins plus faibles et directement menacés. La Tchécoslovaquie serait encerclée et la Pologne aurait une situation des plus critiques. Du reste le rattachement serait une étape vers l'absorption des populations allemandes de Bohême, de Posnanie, des habitants de tous les territoires enlevés à l'Allemagne par le Traité de Versailles, vers la constitution du grand projet de la *Mittleuropa*. Quelle serait, en effet, l'attitude des Magyars qui verraient là le moyen de réparer les « injustices » du traité de Trianon ? Les minorités nationalistes de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie et de Roumanie, assez fortes comme nous l'avons vu et comme nous le verrons encore dans les pages suivantes, ne manqueraient pas de s'agiter encore plus, pour s'unir au nouveau bloc austro-allemand. Vienne, incorporée à l'Allemagne, deviendrait le centre de l'influence pangermaniste, le foyer des intrigues allemandes dans le Sud-Est de l'Europe. Qui empêcherait alors les Allemands de reprendre le rêve glorieux du Saint

*chichte und Politik*, 22 vol. Voir *Journal des Débats* du 17 juin 1925), que, dès 1905, Guillaume II et le prince de Bülow considéraient l'annexion de l'Autriche allemande qui se poserait nécessairement lors de la prochaine dislocation de l'Empire habsbourgeois, à la mort de François-Joseph, comme un « danger pour l'existence même du Reich, notamment au point de vue protestant ». Les partisans actuels du rattachement n'entrent plus dans de telles considérations !

Empire, la marche historique vers Trieste, vers l'Italie, vers les Balkans, vers la Méditerranée ?

Ce qui a aidé singulièrement l'*Anschluss*, jusqu'aux mesures de relèvement adoptées par la Société des Nations, c'est l'état de misère dans lequel était tombé le peuple autrichien après la guerre, son mécontentement et son découragement profonds. Les Allemands ne se firent pas faute d'exploiter ces sentiments comme il convenait, encourageant notamment les tendances séparatistes du Tyrol, du Voralberg, du pays de Salzburg, de la Styrie et de la Carinthie. Ces provinces du reste conservatrices et catholiques n'étaient pas fâchées d'échapper si possible, par le séparatisme, au pouvoir du parti social-démocrate. Les circonstances économiques, comme les circonstances politiques, ont donc favorisé la propagande allemande ; il ne faut pas qu'elles se représentent, sinon comment l'Entente empêcherait-elle le rattachement ? Car ce n'est pas par la force des armes qu'elle pourrait s'opposer au vœu affirmé des populations.

En effet, en Europe centrale, après deux années d'application des traités de paix, une nation de six millions d'habitants mourait de faim ! Joli résultat de mettre un Etat dans l'impossibilité de vivre ! Ne faut-il pas accuser l'ignorance économique des négociateurs de Versailles et de Saint-Germain, blâmer MM. Clémenceau et Lloyd George qui ont eu la volonté arrêtée de démembrer, de dépecer avant toutes choses l'Autriche, c'est-à-dire l'Empire des Habsbourg, sans s'inquiéter de savoir si ses membres épars, dispersés, isolés, après une séparation aussi brutale, ne resteraient pas paralysés. Après avoir taillé, il fallut recoudre, donnant raison ainsi à ceux qui proclamaient que le « morcellement des Etats danubiens constituait l'une des plus grandes erreurs de la victoire » ou, comme M. Henri de Jouvenel, que, « dans l'Europe d'après-guerre, éclatait partout le triomphe du paradoxe (1).

Les anciens Etats belligérants étaient les premiers intéressés et les neutres également à la stabilisation, à l'équilibre de l'Europe centrale. Il ne fallait pas y laisser subsister un foyer

(1) *Le Matin*, 1<sup>er</sup> août 1923.

d'irritation, de misère physique et morale, prodromes de la révolution, dangereux pour la sécurité de tous. Il ne fallait pas également que l'Allemagne reconstituée pût s'incorporer un jour ou l'autre l'Etat autrichien, étendant ainsi, de façon effective, sa domination sur l'Europe centrale vers les Hongrois irrités ou révoltés. Si certaines nations étaient plus ou moins touchées par le problème autrichien, en réalité il les intéressait toutes, c'était un problème international ; la vie, le repos de l'Europe dépendaient de ce qui se passerait à Vienne.

Le Chancelier Renner avait exposé au Conseil suprême, en 1920, la misère atroce de son pays ; on lui donna de bonnes paroles. Les secours ne pouvaient continuer longtemps, qu'allait-on devenir demain ? A la Conférence de Londres (mars-avril-mai 1921), où se rendit une Délégation de la République fédérale dont faisait partie le chancelier Dr Mayr, la situation de l'Autriche devait être examinée et recevoir une solution définitive. La question ne fut réellement abordée qu'au moment où la Conférence allait se séparer ; il était trop tard pour l'étudier sérieusement.

On décida de la soumettre au comité financier de la Société des Nations qui se réunissait, à Paris, du 28 au 31 mars. Celui-ci résolut d'envoyer, à Vienne, une Délégation chargée d'entrer en rapports avec le Gouvernement et d'étudier la question sur place. Le 31 mai, le Comité, après l'enquête de la Délégation, transmettait sa réponse au Conseil suprême. C'était tout un plan de reconstruction financière qui serait exécuté avec l'aide de l'Autriche elle-même : emprunt intérieur, pour couvrir le déficit, réduction des dépenses budgétaires, utilisation pour les opérations d'émission et d'escompte de l'ancienne Banque d'Autriche, affectation, au service des emprunts et des crédits, de gages acceptés par le Comité financier (1).

L'Autriche devait établir un projet de réformes intéressantes qu'elle soumit à la Délégation ; mais un tel plan ne pouvait aboutir en moins de plusieurs années et sa réalisation était essentielle à l'équilibre du budget.

(1) Voir Paul Franck. *La Reconstitution financière de l'Autriche*, 1 vol. in-8°, Paris, Edit. — Rhéa, 1924, p. 62 et suiv. et Dr Victor Kienboeck, ancien ministre des Finances. *Das Oesterreichische Somierungswerk*, 1 vol. in-8°, Stuttgart. — Ferdinand Enke, 1925.



Le projet de relèvement, élaboré de la sorte par la Délégation, présentait certainement un ensemble harmonieux qui pouvait donner des résultats, mais l'action des crédits extérieurs était essentielle à l'œuvre de reconstruction et par conséquent il fallait la bonne volonté de l'Europe. Or, des lenteurs se produisirent.

L'Europe était indifférente aux malheurs de la jeune République ; M. Lloyd George se désintéressait d'elle et suggérait même que l'Italie pourrait utilement intervenir, ce que les Etats successeurs voyaient d'un mauvais œil. Bref l'Autriche constata vite que les secours, qu'elle attendait de l'extérieur, ne venaient pas ; elle décida de compter sur elle-même et d'assumer seule la tâche de son propre relèvement.

Mais les tentatives furent infructueuses malgré les efforts du gouvernement pour terminer l'œuvre d'assainissement. Les retards succédaient aux retards, les Etats ne voulant pas faire les sacrifices que la situation comportait ; l'équilibre budgétaire ne fut pas rétabli. Au début de l'année 1922, ce furent, à Vienne, le pessimisme, la lassitude, le découragement ; l'émotion était extrême, on était désespéré, l'Autriche était sur le bord de l'abîme. Mais voici que le nouveau chef du gouvernement autrichien, M<sup>re</sup> Seipel, va prendre une attitude énergique. Il visita diverses capitales étrangères, afin de réveiller l'indifférence des gouvernements et les intéresser au sort de l'Autriche. Son esprit de décision lui attira des concours et partout l'accueil fut des meilleurs. Il invoqua le traité de Saint-Germain, qui voulait éviter la banqueroute à l'Autriche, et proposa, comme solution, ou la restauration financière par la Tchécoslovaquie, ou le rattachement à l'Allemagne, ou le protectorat de l'Italie. Mais tous ces projets se heurtaient à de trop graves difficultés. M. Poincaré, qui avait pris le pouvoir en France, conseilla de renvoyer la question à l'examen de la Société des Nations ; ses suggestions furent acceptées. Le destin de l'Autriche et même celui de l'Europe centrale était suspendu aux décisions de la Société des Nations. C'est elle qui devait remettre l'Autriche sur pied, en lui donnant les moyens de travailler, de produire, d'exporter, de redresser son budget, bref de retrouver

l'équilibre politique, économique et moral. C'est une transformation qu'elle va accomplir et dont le mérite lui revient entièrement. A une situation sans précédent dans l'histoire du monde, était apporté également un remède sans précédent.

Dans les protocoles signés, à Genève, le 4 octobre 1922, il est décidé qu'un crédit de 650 millions de couronnes-or sera garanti, à concurrence d'un cinquième, par chacun des quatre Etats garants : Angleterre, France, Italie et Tchécoslovaquie, le dernier cinquième restant libre pour les Etats qui viendront se joindre à eux. Les crédits seront réalisés sous la forme d'emprunts dont le produit ne pourra être employé que sous l'autorité du Commissaire général, le Dr Zimmermann, choisi par la Société des Nations et en résidence à Vienne. En revanche, l'Autriche s'engage à établir, d'accord avec le Commissaire général, le programme d'un ensemble de réformes financières et économiques qui assurera, dans les deux ans, la remise en état d'équilibre du budget autrichien. Le gouvernement devra prendre discrétionnairement, sous le contrôle du Commissaire général, toutes les mesures nécessaires pour assurer, dans le laps de temps fixé, la stabilité budgétaire, constituer les gages convenus, assurer le maintien de l'ordre.

C'était le véritable sauvetage d'une affaire en apparence désespérée, qui allait se réaliser grâce à l'énergie indomptable du chancelier Seipel. Ce prêtre, au dur visage, aux lèvres minces et silencieuses, à l'air calme, réfléchi et décidé, arraché à ses paisibles études, sut en imposer aux partis politiques et aux populations viennoises, généralement insouciantes, après avoir fait entendre à la Société des Nations de fiers accents : c'est une des figures politiques les plus intéressantes d'Europe. Beaucoup étaient découragés à l'entour ; lui gardait la foi dans le relèvement possible de sa patrie. L'effort nécessaire et résolu fut tenté, il devait réussir. Le chancelier fut le collaborateur attentif et résolu du Commissaire général Zimmermann qui allait faire preuve, dans le rôle difficile qui lui était imparti, d'énergie, de tact, d'intelligence et d'une inlassable volonté.

Cet assainissement économique et financier de l'Autriche qui était si nécessaire, a fait heureusement de grands progrès, bien qu'il ne soit pas encore complètement résolu (1). Pour le réaliser, il a fallu beaucoup d'énergie, ainsi que le disait M<sup>r</sup> Seipel : « Le peuple autrichien veut vivre, il veut occuper la place qui lui revient dans la famille des nations, et pour cette raison, il ne se refusera pas non plus aux sacrifices sans lesquels, même avec la meilleure volonté, aucun secours ne saurait être efficace ».

La couronne a été stabilisée et en passe de devenir, avec le dollar, une des meilleures monnaies d'Europe. Le cours de la couronne autrichienne n'a pas changé à New-York, depuis fin novembre 1922, jusqu'à ce jour, et s'est maintenu constamment à \$ 0,00001412; de même le cours du dollar à Vienne s'est maintenu à 70.935 couronnes, depuis juillet 1923. L'Autriche est ainsi le premier pays en Europe qui ait établi une relation stable entre sa monnaie et le dollar. L'inflation a été tout naturellement enrayée, depuis le 18 novembre 1922, date à laquelle le Trésor a cessé d'avoir recours à la planche à billets; elle est bientôt en voie de disparition et la confiance a reparu. Lors de la chute de la couronne, les Autrichiens, voulant échapper à une fiscalité déréglée, réalisèrent leurs patrimoines ou leurs valeurs en devises étrangères; ces devises, ils les ont fait revenir. De même la chute de la couronne avait tué l'épargne, celle-ci a repris et les dépôts ont triplé de valeur dans les banques et les caisses d'épargne.

Une loi fédérale du 20 décembre 1924, mise en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1925, a opéré la réforme complète de la monnaie. L'unité monétaire est le schilling divisé en 100 groschen. La conversion de la couronne en schillings s'effectue sur la base de 10.000 couronnes pour 1 schilling. Comme le Commissaire général l'a constaté dans ses rapports du 15 mars 1924 et du 5 août 1925, l'équilibre budgétaire a été obtenu, grâce à une augmentation des impôts, plus de 175 % par rapport à 1923,

(1) *Le relèvement de l'Autriche*, par A. R. Zimmermann; *Revue de Paris*, 1<sup>er</sup> avril 1924, p. 541. Voir également *La situation économique de l'Autriche*, Rapport présenté au Conseil de la Société des Nations par W. T. Layton et Charles Rist, 19 août 1925.

et sans entamer les réserves. D'autre part, l'emprunt de la Société des Nations, émis à la fin du printemps et au cours de l'été de 1923, dans différentes capitales européennes et en Amérique, qui a parfaitement réussi et a rapporté 585 millions de couronnes-or, a été utilisé à rembourser les crédits accordés par les pays étrangers, l'emprunt extérieur à court-terme et l'emprunt-or intérieur. Puis les dépenses ordinaires n'ont pas augmenté, dans le premier semestre de 1925, comme en 1924. Tandis qu'en 1923, on avait eu besoin de 154 millions de couronnes-or pour combler les déficits des chemins de fer et autres entreprises, ces charges ont disparu. Le nombre des fonctionnaires a été réduit. Enfin les recettes : droits de douane, taxe sur le chiffre d'affaires, contributions directes, ont augmenté et cette augmentation a été plus rapide que celle des dépenses. On calcule que l'Etat autrichien peut compter, de façon durable, sur des recettes supérieures à 350 millions de couronnes-or par an. Aussi le budget ordinaire qui, en 1923, présentait un déficit de 57 millions de couronnes-or, a accusé, en 1924, un excédent de 62.9 millions et dans les 6 premiers mois de 1925, 16.6 millions (1) ; en 1926, on prévoit un excédent de 13.5 millions de couronnes-or.

A l'heure actuelle, le gouvernement cherche à développer le contrôle de la Cour des Comptes sur l'administration centrale et sur la gestion financière des provinces. L'établissement de cette autorité impartiale, qui surveille les dépenses et rassure le pays et l'étranger sur l'administration des finances, apparaît comme le couronnement de l'œuvre de réorganisation (2).

Evidemment des dépenses excessives existent encore, car l'administration autrichienne, qui n'a pas été radicalement réformée, contient encore un trop grand nombre de fonctionnaires. D'octobre 1922 à fin mai 1924, 76.287 fonctionnaires ont été supprimés, mais ce total est inférieur à celui qui avait été prévu dans le plan de restauration (100.000). Il y a eu de

(1) *Rapport de MM. W. T. Layton et Charles Rist, Op. cit.* p. 159. Comparer *Revue des Sciences Politiques*, juillet-septembre 1925. *Les Finances des Etats européens depuis la guerre. Autriche* par Nisaque, p. 365. Les chiffres donnés sont totalement différents ; V. également *Neues Wiener Tagblatt*, 9 et 22 oct. 1925.

(2) *Revue des Sciences Politiques. Ibid.*, p. 367.

gros licenciements, des réductions de ministères (de onze à sept), mais les anciens ministères ont continué à fonctionner, comme sections rattachées à d'autres départements. On a cependant opéré une réforme des chemins de fer, afin de les soustraire peu à peu à l'exploitation par l'Etat. On a réalisé de sérieuses économies dans l'administration des Forêts, dans l'administration des Postes. Bref, grâce à l'action patiente des « deux anges gardiens de l'Autriche », grâce au secours presque miraculeux apporté à la dernière heure par la Société des Nations, aux efforts accomplis par le peuple autrichien pour se relever (1), la situation s'est grandement améliorée.

La balance commerciale reste défavorable, ce qui n'est pas sans inquiéter le pays. Les statistiques montrent que la valeur des exportations représente moins de 60 % de la valeur des importations et que le déficit a été en augmentant, de 1922 à 1924. C'est une conséquence de la réforme financière. Puis, de 1923 à 1924, les importations ont été accrues par la reconstitution des stocks et sans doute, au cours de la période de dépréciation, les exportations autrichiennes ont été portées, dans les statistiques, à des prix plus bas que ceux des importations. D'autre part, l'année 1924 a été anormale par suite de la spéculation à la baisse sur le franc français qui a amené beaucoup de marchands à importer des produits français à crédit pour les payer plus tard en monnaie dépréciée. On doit assigner à des raisons temporaires spéciales cet excédent des importations de plus d'un million de couronnes-or. La situation tendrait donc à s'améliorer et le déficit commercial pourrait n'être plus que de 700 millions, d'autant plus que la production et l'exportation, en Autriche, ont augmenté. La récolte en céréales et en pommes de terre n'est inférieure que de 123 millions de couronnes-or à celle d'avant-guerre. D'après un calcul du Dr Friedrich Hertz, la balance commerciale en exportation industrielle s'est, par suite de la production totale, améliorée d'au moins 1.000 millions de cou-

(1) Voir article de M. Dunan dans le *Journal des Débats*, 23 février 1924 et son intéressant ouvrage *L'Autriche*, 1 vol. petit in-16°, Paris — Rédier, 1921.

ronnes-or. Une des causes de cette amélioration provient du nouveau traité de commerce avec la Tchécoslovaquie et des arrangements commerciaux avec l'Allemagne et la France. Le déficit commercial n'est du reste pas surprenant, il est une conséquence de la structure de l'ancien organisme qui a disparu. La situation ne peut se modifier aussi rapidement au profit d'un nouvel ordre de choses. Il y a pénurie de capital à Vienne, mais ce phénomène est anormal, parce que Vienne possède les organisations qui, de tout temps ont canalisé et fait fructifier les capitaux. C'est un pays de vieille expérience commerciale et bancaire par les soins duquel les centres de la finance européenne trouveront intérêt à négocier ; cette grande capitale est le marché financier le plus important de l'Europe orientale. Le crédit autrichien doit être et sera aisément reconstitué, voilà un des moyens d'équilibrer de façon durable la balance des comptes du pays et d'assurer la stabilisation monétaire (2).

Certes, il y a des ombres au tableau et les traces des années lugubres sont loin d'être effacées ; il faut faire justement la part des choses ; les réformes entreprises ont été un peu trop lentes et doivent s'accélérer.

Le 21<sup>e</sup> rapport du Commissaire général (30 septembre 1924) constate que, s'il y a un progrès sensible dans les finances publiques, la situation économique reste grave. L'indice des prix augmente malgré la stabilisation de la couronne et la vie est de plus en plus chère pour les Viennois. Les prix se trouvent le plus souvent au-dessus du prix mondial, la stagnation de l'industrie et du commerce de luxe est devenue alarmante ; l'exportation étant de plus en plus difficile, la grosse industrie est dans une situation pire que jamais et se heurte à de grosses difficultés. La stagnation dans la production, qui était la conséquence de la stabilisation de la couronne, s'est aggravée ; la crise commerciale qui, depuis la guerre, frappe l'Europe, n'y a du reste pas été étrangère. Le chômage a donc augmenté, depuis juillet 1924, et le nombre des chômeurs, qui reçoivent une allocation, s'est beaucoup

(1) Voir *Oesterreichisches Jahrbuch*, 1924, Wien 1925, p. 156-158.

(2) *Revue des Sciences Politiques*. *Ibid.*, p. 376.

accru (1) ; puis les ouvriers ne cessent de demander des augmentations de salaires. La situation des banques est également mauvaise, par suite de krachs retentissants après la spéculation sur le franc et la chute des meilleures actions. De même, dans le commerce et l'industrie, le nombre des faillites et des liquidations judiciaires s'est multiplié, en 1924, par rapport aux années précédentes.

En réalité la crise économique autrichienne — car il y a crise à Vienne — est une crise de débouchés ; le problème du chômage lui-même est un problème de débouchés et il sera résolu, si on trouve pour les industries autrichiennes des marchés sûrs. Les industries des métaux, des poteries et de la pierre, du bois, du cuir, des vêtements, du papier, des produits alimentaires peuvent exporter beaucoup plus qu'elles n'importent. Le relèvement financier s'est produit d'une façon fort intéressante. Mais ce qui prime tout aujourd'hui, c'est l'assainissement de l'économie autrichienne. Il faut que disparaissent les barrières douanières qui ont morcelé la région danubienne où chacun souffre des gênes et des privations qu'il impose à ses voisins. Ce fut, après la guerre, en Europe centrale comme dans le monde entier, un renouveau des idées protectionnistes, l'adoption d'une politique contraire à toute l'évolution économique du XIX<sup>e</sup> scle. Les prohibitions d'importation et d'exportation se développèrent et se continuèrent depuis lors. Des tarifs fort élevés, renforcés par des droits spéciaux sur les marchandises de luxe, ont été appliqués, supérieurs à ceux des Etats occidentaux et ont nui aux produits de pays tels que l'Autriche qui a vu, de ce fait, restreindre ses échanges. Aussi les échanges des Etats danubiens entre eux et avec les autres Etats ont diminué de plus en plus ; ces échanges sont inférieurs à ceux d'avant-guerre ; même la Tchécoslovaquie a grandement souffert de ce système pour la laine, la bière, l'alcool, les objets de fer, de papier, de porcelaine, etc... Mais l'Autriche a été la plus atteinte, parce qu'elle

(1) 33.000 chômeurs parmi les employés du commerce et des transports et dans les professions libérales et 90.000 parmi les ouvriers des métaux, du vêtement, du cuir, du bois, du papier, du verre, de l'alimentation. En novembre 1925, il y avait, dans la seule ville de Vienne, 73.757 chômeurs.

a besoin plus que les autres d'un large marché extérieur pour écouler sa production qui est organisée comme celle d'un grand pays. Il faut arriver, entre tous les Etats successeurs, et notamment entre la Tchécoslovaquie et l'Autriche, à ce rapprochement économique suggéré par les hommes d'Etat de Vienne et auquel M. Bénès est des plus favorables. Il est partisan — et cette solution a été préconisée dans divers milieux et serait peut-être la clef des difficultés commerciales actuelles qui accablent l'Autriche — de tarifs préférentiels, sinon entre les états successeurs, ainsi que l'Italie l'a proposé à la Conférence de Porto Rosa, mais au moins avec la Hongrie, véritable grenier à blé, et la Tchécoslovaquie qui contient la majorité des usines de l'ancienne Monarchie (1). Déjà l'Autriche a conclu une série de traités de commerce avec les Etats voisins, et a fait, dans cette voie, les plus grands efforts. Elle a signé vingt-trois traités qui contiennent des stipulations prévoyant l'octroi du traitement de la nation la plus favorisée. Avec l'Italie, la France, la Belgique, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne, elle a conclu des accords prévoyant des réductions de tarifs et ces négociations continuent. Mais ces mesures seules ne rendront pas brusquement la prospérité au commerce et à l'industrie autrichienne et la crise, qu'il ne faut pas pousser au tragique, durera encore.

A cause de cette crise économique, les cheminots se sont agités, en novembre 1925, et ont demandé des augmentations de salaires. M<sup>re</sup> Seipel ne voulut pas priver le pouvoir central de tout contrôle rigoureux sur les dépenses publiques et se heurta à la résistance des représentants des provinces qui refusaient d'abandonner leurs prérogatives. Il crut devoir renoncer au pouvoir et fut remplacé par le Dr Ramek. Cette crise politique a posé la question du Fédéralisme en Autriche ; mais si celui-ci était appliqué strictement, entraînant l'autonomie des provinces, il provoquerait la dislocation de l'Etat.

Le nouveau chancelier, peut-être plus conciliant que son prédécesseur, qui avait tant fait cependant au cours des deux

(1) Voir *L'Europe Nouvelle*, 19 septembre 1925. *La Clef du Problème autrichien*, p. 1236.



années de son ministère pour le relèvement de l'Autriche, continue à lutter lui aussi contre les demandes d'augmentation de salaires, la cherté de la vie et à poursuivre la politique d'économie.

Déjà les XXX<sup>e</sup> et XXXV<sup>e</sup> rapports du Commissaire général (mai-juin, oct.-nov. 1925) reconnaissent que 80.878 agents de l'Etat ont été licenciés, qu'il y a encore trop de dépenses élevées, mais que la situation de la Banque nationale est satisfaisante. Si la situation économique reste toujours grave et la balance commerciale encore en déficit, la solidité de la couronne n'en a pas été affectée. Les chiffres du commerce extérieur sont cependant plus favorables que ceux de 1924, parce que l'Autriche doit tirer, de l'étranger, la majeure partie de son ravitaillement, comme l'Angleterre, la Suisse, la Belgique. Le chiffre des importations a passé de 534 millions de couronnes-or, en mars 1924, à 422 en mars 1925 et celui des exportations de 277 à 312 millions. Le passif de la balance commerciale a été réduit ainsi de plus de moitié (de 254 à 110). En général, on déclare que l'assainissement des finances est chose réalisée, que l'équilibre du budget est assuré et la monnaie stabilisée. L'encaisse en devises a augmenté et les capitaux étrangers ont afflué à la recherche d'emplois avantageux. Ce qui reste toujours des plus sérieux, c'est la persistance et l'étendue du chômage (200.000, août 1925) qui réclame une vaste solution d'ensemble ; il a cependant diminué, déclare le dernier rapport du Commissaire général. Les entraves douanières, d'autre part, paralysent trop le commerce et l'industrie (1). Dans le monde gouvernemental et financier, à Vienne, on demande à l'étranger de faire confiance à l'Autriche et de lui consentir des crédits pour consolider la réforme de ses finances et de sa monnaie et achever son relèvement économique. Il faut que la Petite Entente, notamment, trouve la meilleure formule d'accords économiques pour que l'Autriche puisse vivre au point de vue commercial comme au point de vue financier.

(1) Discours du Chancelier Ramek, le 15 avril 1925, à la Commission centrale du Conseil National.

La reprise des affaires s'accroît chaque jour davantage dans tous les domaines ; la production industrielle, par exemple, n'a pas cessé de grandir, depuis trois ans, malgré la difficulté des approvisionnements en charbon à l'étranger, puisqu'il n'existe plus que quelques gisements de houille en Styrie et en Haute-Autriche, et du lignite en plus grande quantité, mais de qualité inférieure. L'Autriche a dû acheter, en 1924, pour 195 millions de couronnes-or de charbon et de coke, et la production en houille a été de 112 % de la production d'avant-guerre. Il est vrai que l'Autriche possède, avec ses torrents, de grandes sources d'énergie hydraulique qui commencent à être utilisées, comme celle de la Waag, et l'éclairage électrique fait des progrès énormes.

On peut dire que la production industrielle, sauf celle de l'acier, s'est tellement développée qu'elle a atteint son niveau le plus élevé depuis la guerre, mais néanmoins, elle est au-dessous du niveau d'avant-guerre ; elle n'est que de 50 à 60 % de la production de 1913. La crise exceptionnelle du chômage diminue également l'intensité de la production et cette production est très inégale dans les diverses industries ; heureusement que l'industrie autrichienne est fort bien outillée et trouve des crédits au dehors pour l'achat des matières premières (1).

L'industrie du fer et de l'acier a été très affectée par les événements d'Allemagne et l'occupation de la Ruhr a stimulé les producteurs autrichiens. C'est l'« Alpine Montan Gesellschaft » qui est la plus importante entreprise de fer et d'acier d'Autriche et qui possède, à Eisenerz (Styrie), l'un des plus grands dépôts de minerai de fer d'Europe. La production de l'acier est d'environ 57 %, de la meilleure année d'avant-guerre et dépasse de 20 % celle de 1924.

Les industries mécaniques : automobiles, locomotives, industrie électrique, etc... emploient 40.000 ouvriers et, sauf, pour l'industrie des locomotives très concurrencée par les usines tchèques, n'ont pas subi de diminution depuis la guerre. L'industrie automobile par exemple emploie deux

(1) Voir *Rapport* de MM. W. T. Layton et Charles Rist. *Ibid.*, p. 15 et suiv.

fois plus de monde qu'avant-guerre, et l'industrie électrique, qui était autrefois toute concentrée dans le territoire de l'Autriche actuelle, est au niveau des autres industries européennes ; la qualité de la main-d'œuvre (19.000 ouvriers contre 25.000 en 1913) n'est pas éloignée de ce qu'elle était avant-guerre.

L'industrie textile occupe 70.000 ouvriers et s'est beaucoup développée. Si l'industrie cotonnière était plus importante avant-guerre, en Tchécoslovaquie, pour le tissage, la filature possède en Autriche même plus de broches qu'elle n'en a besoin et la production dépasse celle de 1924. L'industrie du tricotage s'est énormément accrue, depuis 1913, (15.000 ouvriers) mais la production a néanmoins diminué, depuis 1923, à cause de la grosse concurrence de l'Allemagne.

Dans l'industrie du papier, la production n'a pas tout à fait atteint le niveau d'avant-guerre (92 % de celui de 1913). Quant à l'industrie du cuir, elle est plus importante qu'avant 1914. La production du cuir est de 29.000 tonnes contre 20.000 avant-guerre et occupe 16.000 ouvriers.

Mais l'Autriche est surtout un pays agricole et plus de la moitié de la population du pays vit dans des villes ou villages de moins de 2.000 habitants. Comment l'agriculture s'est-elle développée ces années dernières ?

A part les provinces de Basse et Haute-Autriche et le Burgenland, la plupart des autres districts sont montagneux et les terres arables ne représentent que 22 % du total d'ensemble.

L'ensemencement des terres n'a pas atteint les niveaux d'avant-guerre, bien que la consommation, en 1924 et 1925, ait été supérieure, d'année en année, depuis 1919. Pour les quatre principales céréales : blé, seigle, avoine, orge, la superficie totale enssemencée n'a été que de 85 % de ce qu'elle était, en 1914 (1924). En revanche, la production a atteint le niveau d'avant-guerre : en 1913, 11.5 quintaux de blé à l'hectare, en 1925, 16.5 ; en 1913, 11.6 quintaux de seigle à l'hectare, en 1925, 16.4.

Quant à la pomme de terre et à la betterave à sucre, les récoltes de 1925 ont été supérieures aux moyennes d'avant guerre et les surfaces cultivées correspondent à celles de 1914.

Nécessairement le cheptel a beaucoup diminué depuis la guerre. Et cependant il a fait, ces dernières années, des progrès considérables, à tel point que le niveau d'avant-guerre sera bientôt atteint pour le bétail et les chevaux. Pour les moutons et les chèvres, il est même dépassé ; mais pour les porcs, il est inférieur à ce qu'il était en 1910 (les 3/4). Bref on peut considérer l'avenir de l'agriculture autrichienne avec un optimisme confiant (1).

Ce qui caractérise encore la reprise des affaires, c'est l'activité croissante des banquiers autrichiens, les plus habiles qui soient. Grâce à cette activité, la balance des comptes est aujourd'hui favorable à l'Autriche et présente même sur la place un excédent de devises.

Néanmoins, la misère a frappé à coups redoublés. Ce furent les classes moyennes (*Mittelstand*), rentiers, intellectuels, petits bourgeois, qui ont souffert le plus. Au contraire, les ouvriers sont mieux payés que jadis. Quant à la classe paysanne, elle vit très largement, mieux que dans les campagnes françaises. Tous les récits publiés sur Vienne affamée « ne sont que des racontars sans doute colportés par la presse pangermaniste ». Actuellement, il n'existe pas plus de misère à Vienne que dans certains quartiers pauvres de Paris et de Londres ou dans nos régions dévastées. Cependant le coût de la vie reste fort élevé et cette augmentation vient compliquer l'œuvre de la reconstitution financière par suite de l'accroissement des charges qu'elle fait supporter au budget de l'Etat.

Et maintenant, tout naturellement la question se pose, l'Autriche est-elle viable ? On a trop aisément répété qu'elle ne pouvait pas vivre. Cette opinion, lancée à la légère, a aidé peu à peu la propagande pangermaniste qui aurait bien voulu

(1) Rapport de MM. W. T. Layton et Charles Rist. *Ibid.*, p. 63. Voir également *L'Autriche d'aujourd'hui* par M. Kienböck. Conférence à l'Ecole des Hautes Etudes sociales, mars 1926. et conférence de Monseigneur Seipel, à la Sorbonne, 3 juin 1926, *La vraie figure de l'Autriche*.

profiter de la détresse de l'Autriche pour la précipiter dans les bras de l'Allemagne. Il n'est plus certain que les Autrichiens désirent aujourd'hui une réunion avec l'Empire voisin dont le joug a trop lourdement pesé sur eux, qui ne peut leur être d'aucun secours au point de vue financier, et qui a placé, à la tête de l'Etat, l'élu du parti réactionnaire, le maréchal von Hindenburg. Certes, le parti pangermaniste a des adeptes à Vienne, et n'a point perdu tout espoir de réaliser ses vues, de même que les sozial-démocrates voudraient, pour le triomphe des idées marxistes, unir solidement les démocraties des deux Etats.

Toutes ces manifestations, toutes ces opinions créent un certain état de malaise qu'il serait bon de dissiper. Ce qu'il faut dire, c'est que les partisans du rattachement font d'autant plus d'adeptes, en Autriche, que la situation économique est plus mauvaise. Lorsque le commerce ou l'industrie périclitent, tous ceux dont les intérêts sont lésés, écoutent la voix des pangermanistes qui leur conseillent une union étroite avec l'Allemagne pour sauver l'Etat. Alors l'*Anschluss* peut faire des progrès. Que l'Autriche se relève définitivement, au point de vue économique comme au point de vue financier, et les partisans du rattachement en seront pour leurs manifestations tapageuses ; seuls les politiciens la préconiseront, la masse des travailleurs et des commerçants y restera étrangère.

Il est donc de l'intérêt des Alliés de contribuer, par tous les moyens, au relèvement de l'Autriche, afin que la situation se stabilise, les esprits s'assagissent, l'ordre se maintienne, afin que les partis modérés l'emportent et répriment toute propagande chauvine qui entraînerait la nouvelle république du côté de Munich ou de Berlin, ou faciliterait l'action de certains agitateurs hongrois. L'Autriche n'a-t-elle pas empêché, lors de la pénible aventure de Charles IV, par son attitude de neutralité plutôt hostile, l'intervention des monarchistes bavarois ? Qui peut affirmer que de nouvelles tentatives ne viendront pas du côté de Munich ou même de Budapest !

L'attitude récente de l'Italie, qui a déclaré nettement (1)

(1) Discours de M. Mussolini au Sénat, 20 mai 1925.

qu'elle s'opposerait à tout projet de rattachement de l'Autriche à l'Allemagne parce que c'est là son intérêt essentiel, donnera à réfléchir aux propagandistes de cette idée. Du reste plusieurs autres gouvernements sont décidés à empêcher la réalisation des plans germaniques, et si l'Autriche se laissait entraîner au rattachement, ce serait dans un accès de désespoir, et parce que les grandes puissances resteraient dans une coupable inertie.

Il ne faut pas se lasser de répéter que rien n'est fatal en histoire et que les plus lourdes fautes peuvent être réparées. Si l'Autriche vit et se relève définitivement, elle pourra résister à l'absorption qui la menace, car l'intérêt incontestable de ses voisins — faisant abstraction de leurs préjugés et de leurs préventions et pratiquant une large politique de prévoyance — est de l'empêcher à tout prix.

La meilleure réponse qui ait été faite à ceux qui prétendent que l'Autriche ne peut pas vivre et que le rattachement quoiqu'on dise, devra nécessairement se produire, est contenue dans le remarquable rapport de MM. W. T. Layton et Charles Rist, à la suite de l'enquête que leur a confiée la Société des Nations (1). Malgré les pertes et les transformations profondes que l'Autriche a subies, ils n'ont pas craint d'affirmer qu'elle était viable. Elle n'est plus dans la situation désespérée dans laquelle elle se trouvait après la guerre, malgré un lourd chômage dû en grande partie à l'adoption de méthodes plus économiques. Elle a dépassé le point critique et tout permet de garantir, disent-ils, que sa situation ne fera que s'améliorer par suite d'une production plus intense, de la réorganisation des moyens de transport et des chemins de fer, de l'électrification qui diminuera les importations de charbon, de la production agricole qui atteindra bientôt le niveau d'avant-guerre, de l'état très amélioré de ses finances et de la stabilisation de sa monnaie. Mais si l'économie autrichienne est encore en crise : chômage, balance commerciale imparfaite, si des progrès doivent encore être réalisés, car la stagnation serait le commencement de la décadence,

(1) P. 43 et suiv. et p. 31. Voir également Dr Victor Kinböck. *Op. cit.*, chapitre : *Ist Oesterreich lebensfähig*, p. 136.

c'est parce que l'Autriche est atteinte plus profondément que ses voisins par le morcellement consécutif à la dislocation de l'Empire des Habsbourg. « Le mal dont souffre l'économie autrichienne est simplement, au milieu de conditions spéciales et à un degré peut-être plus accentué, le même mal dont souffre, au lendemain de la guerre, toute l'économie européenne. Les origines en sont partout identiques. C'est la destruction par la guerre mondiale d'un ensemble de conditions économiques qui, pendant la longue paix du XIX<sup>e</sup> siècle, avaient graduellement assuré à l'Europe et au monde un degré de prospérité supérieur probablement à celui qu'aucune période antérieure de l'histoire n'a jamais connu ». Si l'Autriche obtient des débouchés plus larges, des tarifs commerciaux plus favorables, si les capitaux nécessaires sont mis à la disposition de son agriculture et de son industrie, elle verra le niveau de son bien-être augmenter rapidement. On a pu même dire, avec raison, que la crise qu'elle a subie en 1923-1924 a été nécessaire ; on l'a appelée une « crise de guérison » (1).

Ainsi l'Autriche, lentement, se relève, et il n'est pas surprenant qu'elle ait obtenu, du Conseil de la Société des Nations, en septembre dernier, la suspension du contrôle annuel auquel étaient soumises ses finances, pour le mois de juin 1926 ; déjà, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1926, M. Zimmermann ne contrôle plus que les recettes et les crédits du reliquat de l'emprunt. Le contrôle a été pour elle des plus efficaces, car il a été exercé avec toute la sévérité désirable. Sans ce contrôle l'assainissement des finances autrichiennes eût été chose impossible et l'effondrement moral, politique et économique du pays n'aurait pu être évité.

Mais il ne faut rien exagérer, car le processus d'assainissement est délicat, car l'Autriche traverse et traversera des moments difficiles. Vienne n'a point la splendeur d'avant-guerre, mais calme et majestueuse dans l'infortune, elle a repris conscience d'elle-même et les marques de la défaite s'effacent chaque jour davantage. L'activité des caisses d'épargne

(1) Robert Ph. Schwartz. *L'Autriche de 1919-1924*, 1 vol. in-8° Paris-Pedouc, 1926.

et des banques montre clairement que le bien-être de la nation va croissant. Les cafés, les théâtres, les magasins sont très fréquentés ; les tramways sont pris d'assaut et ainsi se manifeste l'activité commerciale de la ville. L'ordre règne et les démonstrations bruyantes d'un socialisme, qui n'a rien de farouche, se font de plus en plus rares. Mais le fonctionnement imparfait du service de voirie, la rareté de l'éclairage le soir, le mauvais entretien des palais, aujourd'hui choses de luxe, sans doute inutiles, pense la municipalité socialiste, sont là pour montrer qu'il est intervenu des changements profonds dans la capitale des Habsbourg, jadis étincelante de propreté et de clarté.

Ici l'histoire a suivi la géographie. Grâce à sa position naturelle merveilleuse au carrefour des grandes routes de l'Europe, sur la magnifique artère fluviale du Danube, Vienne est devenue la « Ville Impériale » et a joué un rôle des plus importants. Rendez-vous des hommes d'affaires de toute l'Europe centrale, elle est une place de transit admirable sur les voies qui mènent aux Balkans et à l'Orient. Elle exerce toujours son pouvoir d'attraction intellectuel et économique. Si elle n'est plus une capitale politique, elle reste une grande capitale commerciale. Elle relie entre eux sept Etats, l'Orient à l'Occident. Sa disparition serait une catastrophe politique et une cause de profond déséquilibre en Europe centrale. Ainsi le problème du relèvement définitif de l'Autriche n'est plus seulement autrichien, mais commun à tous les Etats successeurs qui ont donc intérêt à fournir à ce pays des conditions économiques acceptables. Voilà bien des raisons pour affirmer que l'Autriche doit vivre, si ses voisins veulent lui assurer les conditions d'existence normales dont elle a besoin ; sinon l'ère des troubles pourrait s'ouvrir à nouveau.

---



## CHAPITRE II

### L'ÉTAT HONGROIS

---

Tandis que le traité de Saint-Germain (10 septembre 1919) réglait la situation de l'Empire habsbourgeois et des territoires qui le composaient et qui, à part les 6 millions de la République autrichienne, devaient vivre désormais entièrement séparés de Vienne, le traité de Trianon fixait les conditions d'existence de la Hongrie et ses frontières. De même que l'Autriche, la Hongrie supportait le poids de la défaite, et comme elle, avait également l'honneur d'un traité spécial pour régler sa condition et affranchir les minorités qu'elle dominait. Les deux Etats, depuis des siècles, étaient indissolublement unis ; deux traités les séparaient violemment et leur désunion libérait des peuples ou agrandissait d'autres Etats.

On se prend à rêver devant les ruines de cet Etat puissant qui jonchent le sol, comme pour ne plus se rassembler jamais, en songeant à cet Empire paré de toutes les gloires de l'histoire, héritier des Césars de Rome, qui commanda à une moitié de l'Europe et qui, dans un jour de folie, compromit ses destins séculaires. Empire victime de ses passions et des ambitions germanes, ébranlé déjà par nos théories démocratiques et les intérêts de races ! Et l'on refait vainement en imagination, par d'impossibles reconstitutions ou des regroupements politiques, ce que les armes ont défait.

Mais les traités sont là imprescriptibles ; des peuples veulent les maintenir et le Danube, cette grande artère commerciale où éclata la guerre de 1914, doit être aujourd'hui un fleuve de paix. Qu'en pense la Hongrie mutilée par la défaite ?

Au-dessus des flots majestueux de ce fleuve que la poésie

a tant de fois chanté, Bude se campe fièrement ; elle fut longtemps, avec la race forte des Magyars, la barrière de la chrétienté contre l'envahisseur turc. Elle semble bien l'image de cette race qui fonda, il y a mille ans, un royaume prospère et qui conserve l'orgueil de ses institutions et de ses luttes contre l'oppression des Habsbourg. Ses palais sont l'expression de sa fierté nationale ; telle cette magnifique demeure de l'amiral Horthy, avant lui délaissée, puisque François-Joseph ne l'habita que quelques jours, et qui est un des plus grands châteaux royaux d'Europe ; tel, à ses pieds, le long des quais parsemés de riches demeures, un autre édifice aussi majestueux, reproduction plus grandiose de ce palais de Westminster où naquirent les institutions parlementaires, qui, par ses dorures éclatantes, ses colonnes élancées, ses mille clochetons, le jeu de ses toitures variées, est un enchantement. Mais c'est là, n'est-il pas vrai, le palais d'un empire et la Hongrie n'a que 8 millions d'habitants.

Partout elle a vu grand et elle a fait grand. Les statues équestres de ses rois, de ses magnats, rappellent les brillantes épopées ; ses vastes avenues et ses monuments montrent la sage ordonnance de la cité et le goût du beau. La Hongrie a subi l'influence française avec Louis XIV allié au hongrois Rakoczi, avec Marie-Thérèse, avec les hommes de nos révolutions. Elle est fille de Rome par la civilisation : son grand public cultive les belles-lettres, possède de riches bibliothèques, a un sens artistique très développé. La littérature, qui inspire la sagesse et adoucit l'esprit, apaisa ces rudes guerriers venus d'Asie.

Tant de souvenirs communs entre la Hongrie et la France n'ont pu s'effacer et beaucoup de Hongrois se plaisent à affirmer que la Hongrie n'a point fait la guerre à la France ou à quelques-uns de ses Alliés, mais spécialement aux Slaves, toujours menaçants pour elle, qu'aucun Français demeuré en Hongrie n'a été enfermé ou insulté. Pour nous, en effet, l'accueil est empressé en Hongrie ; on manifeste des sympathies pour la France. Ainsi la société littéraire franco-hongroise, avec M. de Paikert, M. le conseiller de Poka-Pivny, M. Honti, reçoit les Français, avec la meilleure grâce,

s'efforce de développer les liens qui peuvent unir les deux pays et fait ainsi œuvre de paix en créant l'harmonie. Les Hongrois, qui la dirigent, essaient, par des conférences, de la publicité, de faire connaître la France à la Hongrie. Au théâtre, les pièces des auteurs français tiennent l'affiche en grand nombre et toutes nos nouveautés sont traduites et représentées à Budapest, grâce aux efforts de l'association théâtrale et de ses directeurs MM. Faludy ; l'Opéra fait connaître au public hongrois plusieurs de nos grandes artistes.

L'enseignement du français se répand de plus en plus ; i est obligatoire dans les lycées de filles et les *Realschulen* de garçons ; mais dans les lycées de garçons, c'est l'allemand qui l'emporte, cela explique la prépondérance de l'esprit germanique dans l'enseignement supérieur. Il n'est pas niable du reste que la propagande allemande est puissante en Hongrie et y trouve des éléments pour étendre ses ravages. Dans ce milieu, si reposant pour l'esprit et pour les yeux, un baril est chargé de poudre, une étincelle le fera-t-elle éclater demain ?

Si l'on veut étudier un pays avec exactitude, et spécialement la Hongrie, il faut tenir compte de sa mentalité propre, de ses traditions politiques, distinguer entre les diverses catégories sociales, entre le monde officiel et ses fonctionnaires et l'ensemble de la nation.

Le Hongrois ne juge pas les choses comme un homme de l'Occident. Il ne faut pas oublier ses origines ethnographiques, la tournure très orientale de son esprit. Rêveur et enthousiaste à la fois, imaginatif et poétique, il est épris de souvenirs historiques. Le mysticisme le pénètre et cette tendance se retrouve jusque dans ses conceptions politiques.

La Hongrie, qui fut héroïque dans l'histoire, ne peut oublier son passé millénaire et veut rester un Etat grand et indépendant. Les pays appartenant à la Hongrie dépendaient de la couronne elle-même, de la couronne de Saint-Etienne et non du roi. C'est elle et non le souverain qui, avec le peuple, exerce le pouvoir ; le roi ne fait que « por-

ter » la couronne comme s'il n'avait qu'un rôle purement nominal. Aussi, aucun pays ne peut être détaché de la Sainte-couronne et les pays, qui en ont été distraits, doivent lui revenir ; cette croyance est comme une religion. La couronne exerce ainsi une force mystique d'attraction sur les territoires qu'elle possédait.

Écoulons nos amis de la Petite Entente : Yougoslaves, Roumains, Tchécoslovaques qui se sont agrandis d'importantes parties de la Hongrie. Comment jugent-ils son état d'esprit ?

Les sentiments irrédentistes, disent-ils, sont très vifs. Du septième rang des puissances européennes, la Hongrie est descendue au treizième. Elle a été, comme l'Autriche, réduite dans des proportions que nul autre pays vaincu n'a connues. Il y a peu d'États dans l'histoire de l'Europe, en dehors de la Pologne après les partages, de la Prusse après Iéna, qui aient subi une pareille réduction de territoires et de forces. Chez ce peuple courageux, énergique, violent, nul doute qu'il n'y ait le désir de recouvrer la puissance passée. Beaucoup de fonctionnaires ont perdu leurs postes par suite des désannexions et se sont réfugiés à Budapest, — on en compte 340.000 — ainsi que les habitants des territoires réunis aux États voisins. Les anciens officiers pullulent, car ils étaient nombreux dans l'armée ; ils sont fort aigris. Il n'est donc pas surprenant que les sociétés secrètes abondent, en liaison avec les associations bavaroises, avec les comitadjis bulgares, avec le général Protorgueroïf, chef des bandes macédoniennes. Il y a un groupe de fascistes qui seraient recrutés par l'ancien président du Conseil, M. Friedrich, et qui ont été reçus, le 1<sup>er</sup> janvier 1923, par l'amiral Horthy. « Toutes les forces nationales ne doivent-elles pas se réunir devant le danger ? », ont écrit les journaux, en rendant compte de l'entrevue. Les fascistes hongrois ont un rôle très différent de celui joué par les fascistes italiens qui ont voulu sauver l'Italie du communisme et faire régner l'ordre. Ici, ils travaillent pour la grandeur de la patrie hongroise et pour la récupération des territoires perdus.

Tel était le même objet que se proposait d'atteindre la société *Ebredők* (les Hongrois réveillés), recrutés dans tous les milieux, obéissant à un chef jeune et énergique, le lieutenant Ivan Heijjas. Ils suivaient un plan méthodique de recrutement et de propagande, ils étaient hostiles à la Petite Entente et à l'influence française, ils comptaient sur le triomphe de l'Allemagne pour sauver la nation. Certains ici, au contraire, rendent l'Allemagne responsable des malheurs de la Hongrie, depuis le jour fatal où, après nos désastres de 1870, le comte Andrassy, dans sa haine du Slavisme, se fit le satellite du prince de Bismarck. Le triomphe de Kemal Pacha, en Turquie, surexcitait l'espoir des irrédentistes, tandis que les succès de Mussolini montraient ce que peuvent l'énergie et l'audace pour grouper les forces de l'Etat.

Dès l'entrée des Français dans la Ruhr, les Hongrois ont jugé le moment venu, pour leur pays, de profiter de la situation incertaine où se trouve actuellement l'Europe. Les résistances de l'Allemagne accrurent leurs espoirs. Les stratèges de café élaboraient des plans grandioses ; ils voyaient les Français en échec et la Petite Entente isolée entre une Angleterre retirée dans son île et une France désormais impuissante. La propagande germanique, avec de multiples agents, est tellement forte ici ! Il fallait voir les manchettes énormes de certains journaux hongrois annonçant la grève générale de la Ruhr, dénonçant les appétits impérialistes de la France, son esprit militariste qui la conduisait à violer le traité de Versailles, et nous sommes désarmés pour répondre à cette propagande. Devant la société des Ebrédistes, le colonel bavarois von Osten est venu faire une conférence ; le général Ludendorff, frère de l'ancien généralissime allemand, les colonels Bauer et von Xylander ont des amitiés puissantes à Budapest. Voilà, disent nos amis, un état d'esprit qui n'est pas favorable.

Il est évident qu'il se manifeste, dans la jeunesse hongroise, une certaine effervescence, une agitation nationaliste que M. Barross, député à l'Assemblée nationale, traduisait en ces termes : « La Conférence de Paris a montré que les traités de Versailles et de Trianon ont été déchirés ; nous ne serons

tranquilles que si les territoires perdus sont rendus à la mère patrie. » La Roumanie, inquiète de cette effervescence, a signalé le danger à la Triple Entente, dès janvier 1923. Son gouvernement affirma qu'il y avait eu, entre les 9 et 16 janvier 1923, huit incidents de frontière dans la région d'Arad, dont une attaque de quatre-vingts hommes contre le poste numéro 10, dans la nuit du 10 janvier. Jusqu'à quel point la Hongrie désarme-t-elle, disent nos amis ?

Et ils donnent les preuves que voici. Le désarmement a eu lieu, mais çà et là sont cachés des explosifs, des mitrailleuses, des dépôts d'armes, et la commission de contrôle, dont aucun membre de la Petite Entente ne fait partie, agit avec lenteur dans ses perquisitions, car il faut prévenir l'autorité militaire hongroise, se faire accompagner d'un officier de liaison du pays. Souvent elle arrive trop tard, comme dans l'incident de la caserne Archiduc-Guillaume. En outre, le gouvernement possède la liste des anciens officiers de réserve et les fait convoquer de temps à autre ; leur nombre se trouve ainsi dépasser les 1.750 autorisés par le traité. Il détient également les listes d'engagés qu'il peut toujours appeler. Les bureaux de prévoyance sociale, créés pour donner des secours aux veuves de la guerre, mettent ces listes à jour et les dissimulent soigneusement.

Enfin des bandes d'insurgés se recrutent par groupes de 15, 30, 40 recevant 200 couronnes par jour. Le chef de bande les convoque où il veut, dans un délai de 24 heures. Heijjas entretenait ainsi de la sorte, il y a trois ans, 800 hommes. Bref la Hongrie pourrait mettre sur pied, paraît-il, en huit jours, 450.000 hommes.

Du reste, ajoutent nos amis, le gouvernement, pour préparer sa guerre de revanche, exerce ici une véritable terreur, sous prétexte de se défendre contre le bolchevisme. C'est un excellent moyen de dominer les esprits. Quiconque par exemple émettait des opinions subversives était, ou déclaré suspect, ou interné dans le fameux camp de Zalaegerseg, aujourd'hui supprimé.

Des projets de lois réactionnaires ont été déposés, au Parlement, pour compléter ces mesures de surveillance qui

seraient faites dans un but bien déterminé. D'abord une loi sur l'ordre public, qui armerait le gouvernement de pouvoirs d'internement et d'expulsion aussi grands que pendant la guerre, et qui supprimerait tout simplement le pouvoir judiciaire. Des libéraux l'appellent ici « un défi au bon sens ». Puis un projet de taxe militaire qui permettrait d'enregistrer tous les hommes de 20 à 31 ans, enfin une loi sur le travail obligatoire d'après laquelle chaque travailleur serait cantonné dans une localité et ne pourrait en sortir sans dire où il va : le gouvernement pourrait le convoquer où il voudrait et quand il voudrait pour un travail déterminé et sans le juger. Les deux premiers projets qui, au dire de nos Alliés, constitueraient une véritable mobilisation de la nation ont été soumis à la conférence des ambassadeurs ; contre le troisième projet, l'opposition mène une vive campagne.

Bref Budapest est considéré comme un nid de conspirateurs qui cherchent le salut de la Hongrie du côté de l'Allemagne, de la Turquie, de la Russie, chez tous les peuples vaincus, parce qu'ils pensent ne rien pouvoir obtenir ni du côté de la Grande, ni du côté de la Petite Entente. Et l'on reproche au gouvernement de ne pas faire les efforts voulus pour briser l'action des bandes militaires et surveiller la propagande germanique hostile aux Alliés.

Ainsi il règne, chez les Roumains, chez les Tchèques, chez les Yougoslaves, en ce qui concerne la Hongrie, un état de suspicion qui donne naissance à beaucoup d'énervement, et ajoute à l'insécurité générale. Mais ces griefs sont-ils fondés ?

Nos amis de la Petite Entente ne semblent-ils pas exagérer leurs craintes à l'égard de la Hongrie qui a éprouvé les angoisses du bolchevisme et qui, grâce à l'énergie de ses gouvernants, vit aujourd'hui dans un ordre parfait ? Cherche-t-elle une guerre de revanche, qui serait pour elle un acte de folie ? Que désire la Hongrie, que pensent les esprits sages, les hommes politiques responsables, car après les affres de la défaite, les bouleversements territoriaux qu'elle a connus, elle ne peut empêcher qu'il n'y ait chez elle des exaltés et des chauvins ?

Un instant la situation commerciale et financière de la Hongrie s'était considérablement améliorée et son relèvement économique se préparait lentement ; l'existence, quoique d'un prix fort élevé, offrait toutes les ressources possibles. Comme une grande partie de la population vit (56 %) du produit de la terre, la production, en Hongrie, pour les denrées nécessaires à l'existence, dépassait les besoins. Ainsi la chute de la couronne hongroise a été longtemps retardée ; en septembre 1922, la valeur de la couronne hongroise était 32 fois supérieure à celle de la couronne autrichienne. On espérait que la Hongrie pourrait se relever par ses propres moyens, bien que son budget ne fût pas en équilibre avec des impôts fort élevés et mal perçus. Mais par suite des pertes et de la désorganisation causées par la guerre et la révolution, les charges des réparations, le maintien d'une administration trop importante et trop coûteuse, la couronne descendit peu à peu la pente sur laquelle était entraînée la monnaie voisine. Les recettes des impôts étaient insuffisantes. Puis le chômage augmenta rapidement ; à la fin d'août 1924, le nombre des chômeurs était de 30.000. Le prix de la vie, avec la baisse de la monnaie, n'a fait qu'augmenter dans des proportions inusitées, et la crise des loyers, pour les ménages de condition modeste, est de plus en plus grave.

D'autre part, l'industrie et le commerce restent précaires et les Hongrois s'en plaignent. En effet, depuis quelques années, plusieurs grandes entreprises se sont fondées qui s'appliquent à développer les industries agricoles du pays, car la Hongrie a cessé d'être un pays purement agricole comme beaucoup le croient encore à l'étranger. La paix a privé la Hongrie de plus de 72 % de son territoire et de 64 % de ses habitants, parmi lesquels 3 millions 1/2 de Magyars. Avant 1918, son territoire comprenait 331.000 kilomètres carrés avec une population de 20.860.000 habitants ; elle n'a plus maintenant que 92.525 kilomètres carrés avec une population de 7.481.534 habitants ; elle a des frontières impropres, au point de vue militaire et économique. Le traité de Trianon lui a enlevé, dans certaines branches, 80 % de son industrie, 60 % de sa production de blé, 58 % de sa production de



betteraves, 40 % de sa production de seigle, 83 % de ses forêts, 95 % de ses forces hydrauliques. Elle n'a plus de bois, plus de fer, ni le haut cours de ses fleuves et elle aura de la peine à irriguer le pays.

C'est au point de vue des mines, que les pertes de la Hongrie sont les plus grandes. Elle n'a gardé que 41 % de sa production totale ; elle n'a plus sa production de sel, de pétrole, de bauxite, d'or, de cuivre, d'argent, de plomb aurifère et argentifère, de zinc, d'antimoine. Elle n'a conservé que le minerai de fer, 72,8 % de sa houille et 70,4 % de son lignite. Or les amputations de territoires, que les Hongrois ont subies (60 %), les ont privés de matières premières : ni fer, ni charbon, peu de bois depuis la disparition de leurs magnifiques forêts. Ils ont perdu encore des eaux minérales et des sources thermales, de riches carrières, des puits de pétrole ; aussi d'exportateurs, ils sont devenus importateurs. Ils ont dû céder également d'importants territoires agricoles, ce qui a diminué les produits de leur élevage. D'autre part la récolte en blé, en 1925, a été mauvaise ; ils n'ont donc pu exporter. Ils n'ont plus enfin leurs grandes villes comme Kolozsvár et son université célèbre, Komárom, Temesvár, Zagreb etc..., des lignes ferrées de grand trafic, ce qui a diminué l'activité industrielle et commerciale du pays.

Au point de vue de l'industrie, les pertes sont moins fortes. La Hongrie a gardé 50 % de sa population ouvrière et 47,8 % de ses établissements. (2.029 sur 4.241 en 1914) ; les fabriques, restées à la Hongrie, sont heureusement les plus productives et les plus précieuses.

Au point de vue des voies de communication, les pertes sont considérables. La navigation est désormais insignifiante. La Hongrie comptait 6.041 kilomètres de voies navigables, elle n'en a plus que 2.128 kilomètres, car le Danube devient un fleuve frontière, à 70 kilomètres de Budapest. Des chemins de fer, elle ne garde que 8.320 kilomètres, soit 42,2 %. Elle ne conserve, des banques et caisses d'épargne, que 673 sur 1.788 d'avant-guerre, soit 37,7 %. On estime que la fortune nationale du pays n'atteindrait plus désormais que

37,77%, et que le revenu national ne serait que de 39,70% (1).

Ces pertes de territoires aigrissent les Hongrois contre leurs vainqueurs. Ils ne peuvent ainsi pardonner aux Roumains de leur avoir enlevé la part du lion avec la plantureuse Transylvanie ; ils ne pardonnent guère aux Serbes la perte du Banat de Temesvar ; et la présence des Tchèques sur le Danube, à Presbourg, les inquiète vivement ; la prospérité de la jeune République les rend envieux.

Les amputations qu'a subies la Hongrie l'ont affaiblie au point d'en faire un Etat malade. Un de leurs hommes politiques, le comte Apponyi, la comparait, devant nous, à un homme auquel on aurait coupé bras et jambes, ne lui laissant que le tronc. Comment la faire vivre désormais ?

Les Hongrois s'élèvent contre les délimitations du traité de Trianon qui, disent-ils, les ont mutilés. A part Budapest, ils n'ont plus de grandes villes. Leur capitale est toute proche de la frontière, et trois millions de Hongrois se trouvent à leur tour dominés maintenant par d'autres races. D'autre part, on a enlevé à la Hongrie des peuples qui, dit-elle, préféreraient vivre avec elle, tels les Croates catholiques unis aux Serbes orthodoxes, les Slovaques, les Ruthènes, aux idées séparatistes, attribués aux Tchèques. Enfin elle proteste amèrement contre l'annexion, à l'Autriche, des comitats occidentaux de Sopron, Vas, Moson, abandonnés par la France à la germanisation et où la population est d'idées et de cœur hongrois.

Bref, il y a, chez les Etats voisins, un assemblage de peuples plus grand que dans l'ancienne Monarchie qui, elle au moins, avait l'unité historique et économique. La Tchécoslovaquie, par exemple, comprend aujourd'hui des Tchèques, des Slovaques, des Allemands, des Hongrois, des Ruthènes. Les Roumains qui, en Transylvanie, sont une petite majorité, ont une indigestion de Hongrois. Mais les Hongrois

(1) Dr Friedrich von Fellner. *Das Volksvermögen Oesterreichs und Ungarns* et *Revue des Sciences Politiques*, janvier-mars 1925. *Les Finances des Etats européens depuis la Guerre. La Hongrie*, par E. de Szaszy, p. 48.

oublent d'ajouter que ces peuples, depuis des siècles, luttèrent pour leur indépendance, se disaient opprimés, et, à aucun prix, ne veulent retourner sous la domination magyare !

Les uns, en Hongrie, en présentant ces revendications, demandent une révision du traité de Trianon ; les autres affirment que la nation hongroise veut vivre en paix avec ses voisins, souhaitant que ceux-ci, à leur tour, consentent quelques modifications de frontières là où des Hongrois, en groupes homogènes, ont été absorbés. Ils demandent en conséquence une application large du traité de Trianon et des relations normales entre tous les Etats. Ainsi, il n'y a pas de ligne téléphonique entre la Roumanie et la Hongrie et l'entrée, en Roumanie, oblige à un séjour de quatre heures environ dans la petite gare très inconfortable d'Episcopia pendant le visa des passeports ; c'est d'un autre âge. Surtout les Hongrois réclament la protection des minorités, conformément aux articles 25 et suivants du traité de Trianon, afin de pouvoir, en Transylvanie, vivre en paix sous la protection de leurs nouveaux maîtres, conserver leurs écoles, parler leur langue, pratiquer leur culte. Bref, le « traité, disent-ils, n'est pas exécuté de façon bilatérale ».

Voici, par exemple, que la Roumanie a fermé l'Université de Klausenbourg et le lycée de Nagyvarad, comprenant 800 étudiants. A Zombor, on a exclu de l'enseignement hongrois, des enfants dont le nom de famille est allemand, bien que le hongrois soit leur langue maternelle. D'autre part, les Hongrois ne sont pas inscrits sur les listes électorales dans les pays dont ils sont devenus les ressortissants ; là où ils ont été inscrits, ils n'ont pu voter. En Roumanie, pour 2.200.000 Hongrois, groupés en masses ethniques, il y a deux députés et un sénateur hongrois.

D'après le traité, les minorités peuvent faire usage de leur langue, et même, au-dessus d'un certain pourcentage, peuvent s'en servir devant les tribunaux et les administrations locales. Or, en Slovaquie, on a fait une nouvelle répartition des circonscriptions judiciaires englobant des circonscriptions purement magyares pour tourner la loi. En Slovaquie, les préfets ont interdit l'emploi du hongrois dans les lieux publics.

La réforme agraire, disent encore les Hongrois, est également défavorable aux minorités, par exemple en Transylvanie, où la loi est différente de celle applicable à la Roumanie. Ici, on laisse au propriétaire exproprié 200 hectares et là de 200 à 100 arpents, soit deux tiers d'hectare. C'est une véritable expropriation, affirment les Hongrois. A l'un deux, qui protestait, il fut répondu : « La noblesse hongroise a toujours su mourir, suivez son exemple » !

Ce problème des minorités qui est, dans ce pays, le plus critique et plus grave que dans tout autre, est un obstacle à la bonne harmonie entre la Hongrie et ses voisins. Et cependant les chefs influents des partis s'efforcent de vivre avec l'état de choses établi, bien qu'ils n'en méconnaissent pas les dangers pour leur pays, qui supporte le poids trop lourd de la défaite.

Le parti conservateur et agrarien est aujourd'hui le plus puissant en Hongrie et tient les rênes du pouvoir dans une coalition nationale qui comprend également le parti des petits propriétaires, les chrétiens nationaux et sociaux et les anciens libéraux du comte Tisza. Le parti radical-royaliste et le parti sozial-démocrate (vingt-cinq membres) sont très peu nombreux. A côté, est le parti légitimiste qui, au Parlement de Budapest, siège à gauche et est dans l'opposition. Il a la plus grande crainte du régime bolcheviste, dont il a brisé les efforts ; il désire l'agrandissement de la Hongrie, alors que le gouvernement, ainsi que nous l'affirmait, à Budapest, le ministre des Affaires étrangères, veut se maintenir dans une sage neutralité ; il aspire ardemment, enfin, au rétablissement de la monarchie légitime du jeune Otto, fils de Charles IV.

Le plus ardent, parmi l'opposition gouvernementale, le plus réactionnaire peut-être, est M. P. Friedrich, ancien président du Conseil après la chute de Bela Kun, et qui a contribué, par son énergie, à écraser la révolution. Il a été à la tête d'un mouvement fasciste, bien qu'il ne veuille pas l'avouer, et est de tendances très germanophiles ; il proteste contre les stipulations du traité de Trianon qui « empêche la Hongrie de vivre et l'ordre extérieur de se maintenir entre les Etats ». Il ne veut pas de nouvelle guerre, mais le déve-

loppement du pays et des relations économiques avec les peuples voisins ; l'organisation d'une confédération, par exemple, apaiserait les esprits.

Lorsque nous lui fîmes observer qu'une révision du traité de Trianon entraînerait la guerre, il nous répondit que cette révision devait être pacifique, sans indiquer le moyen de la réaliser et que la France devait en prendre la tête. De toute façon la situation ne pouvait durer.

Dans le parti légitimiste, se dresse la haute stature du comte Andrassy qui a toujours manifesté de vives sympathies pour l'Allemagne et une foi ardente dans ses destinées. « Si la question monarchique se pose jamais en Hongrie », nous a-t-il dit, en nous recevant dans son palais somptueux des bords du Danube, où il nous a montré ses magnifiques collections avec une grande affabilité, comme pour effacer les souvenirs pénibles de son père, l'ami de Bismarck et l'auteur de la Triple Alliance, « il ne peut y avoir qu'un roi, le roi légitime. » Et en nous remémorant ses idées et celles de son père le comte Jules Andrassy, dont la statue équestre se dresse devant le Parlement, en admirant ses manières parfaites de grand seigneur, nous ne pouvions nous empêcher d'évoquer la haute figure du chancelier de fer qui est venu fêter, dans cette même galerie d'une solennité impressionnante, les victoires de 1870. Combien les temps sont changés ! Aussi le comte Andrassy semble aujourd'hui désabusé, et s'il peut garder de secrets espoirs pour l'agrandissement de sa patrie, actuellement il désire pour elle le calme et la paix ; il redoute avant tout le péril russe.

« Personne, nous a-t-il dit, en Hongrie, ne poursuit des buts de guerre et il serait insensé de le supposer. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer les forces en jeu, les effectifs militaires et l'étendue du pays.

« Nous connaissons très bien notre situation et nous n'avons pas l'intention de nous casser la tête contre le mur. Nous sommes décidés à maintenir notre neutralité en vue des complications qui menacent d'éclater en Europe. Nous ne voulons troubler ni la paix ni la sûreté d'aucun pays ».

De son côté, le comte Albert Apponyi, une des plus belles

figures politiques de la Hongrie contemporaine, homme d'une haute culture qui parle et écrit cinq langues aussi parfaitement que sa langue maternelle et qui appartient également à l'opposition légitimiste, a tenu à nous affirmer les sympathies de la Hongrie pour la France.

« Moi-même, nous a-t-il dit, j'ai toujours eu, en France, des amitiés précieuses. Nous avons fait la guerre, c'est vrai, mais si nous avions pu contracter la paix seuls, nous l'aurions fait ; mais nous étions retenus par le point d'honneur, qui est si puissant en Hongrie. Nous avons été sauvés, sur les Karpathes, de l'invasion russe par les Allemands, nous ne pouvions les abandonner. C'est cette crainte de la Russie et du péril slave, cette crainte seule qui nous avait fait contracter l'alliance avec l'Allemagne. Evidemment, il y a en Hongrie, actuellement, beaucoup d'énervement, une certaine agitation. »

Nous ne cachons pas au comte Apponyi que les Etats de la Petite Entente se plaignent amèrement de cette agitation.

« Mais, nous répondit-il, les manifestations qui se produisent dans les réunions publiques ne sont point irrédentistes, elles demandent seulement la protection des minorités. Celles-ci doivent être respectées, conformément aux traités. L'énervement est au plus haut degré et on nous cherche querelle. Nous sommes cependant désarmés et ne pouvons opposer que 35.000 hommes aux 500.000 de la Petite-Entente qui nous entoure d'une ceinture de fer. Par suite de cet état de frictions perpétuelles, il y a une instabilité complète au centre de l'Europe. »

Nous n'insistons pas auprès du comte Apponyi sur les manifestations qui se sont produites en Hongrie, défavorables à la Petite-Entente, et à ses amis, et nous lui demandons ce qu'il pense de ces conférences germanophiles qui ont lieu fréquemment à Budapest.

« Mais réplique-t-il, nous ne pouvons empêcher les idées de se manifester ! Chacun peut émettre son opinion, ce n'est pas une raison pour que nous la suivions. Nous voulons nous relever dans la paix, nous demandons le calme et la tranquillité. Si la question des réparations est écartée, nous nous

relèverons, car nous faisons un effort héroïque pour venir à bout de nos difficultés.

« Quant aux conférences, je vous ferai observer que nous laissons parler les conférenciers de chaque nation, les Allemands comme les autres. Nous ne pouvons faire de politique antiallemande ».

A Genève, lors de la réunion de la Société des Nations (septembre 1924) le comte Apponyi ne s'est pas exprimé avec autant de modération.

Dans l'opposition libérale, on remarque spécialement le comte Théodor Batthyany, chef du parti de l'Indépendance, un des derniers ministres de la Monarchie et qui proclama la République avec le comte Michel Karolyi, le comte rouge. Il s'exprime avec beaucoup de prudence sur la situation intérieure de son pays, puis il défend ses revendications. Il est l'héritier de ce grand parti, longtemps au pouvoir, dirigé en 1870, par Irany, qui lutta contre l'influence du comte Andrassy pour amener l'intervention de son pays en notre faveur. Ses sentiments francophiles sont connus ; il aurait voulu faire la paix, en 1917, avec le roi Charles IV ; il gémit que des conseillers funestes se soient opposés, auprès du jeune souverain, aux sacrifices décisifs. Il a toujours demandé en Hongrie un régime démocratique qui aurait enlevé aux agrariens le pouvoir qu'ils détenaient, et obtenu des concessions nécessaires pour les nationalités, notamment les Slaves du Sud ; c'était le seul moyen d'empêcher le conflit qui se préparait.

Aujourd'hui, il voit les difficultés immenses qu'a soulevées le traité de paix. Pour lui, le moyen de les résoudre, « c'est d'entretenir de bonnes relations avec les Etats voisins en développant avec eux des relations commerciales, en négociant des arrangements pour faire respecter les minorités, en se conformant à la lettre d'envoi de M. Millerand, remise avec le traité à la Délégation hongroise et qui rend possibles des rectifications de frontières ».

Le gouvernement s'efforce de conserver la balance égale entre les partis et surtout d'éviter tout conflit avec les Etats voisins ; la situation n'est cependant pas sans présenter de

nombreuses difficultés. S. E. M. Géza de Daruvary, ministre des Affaires étrangères, qui connaît admirablement la situation de l'Europe, ayant été, pendant une trentaine d'années, fonctionnaire du service consulaire et, pendant quinze ans, membre du cabinet civil du roi, a tenu, quand il nous a reçu au Ministère, à prouver à l'opinion publique française que les intentions du gouvernement hongrois sont sincèrement et absolument pacifiques. « Nous voulons, dit-il, que les sympathies franco-hongroises ne soient pas troublées par de fausses nouvelles et des informations tendancieuses. Nous avons donné de multiples preuves de ces intentions pacifiques, en particulier lorsque nous avons entamé, avec les pays voisins, des négociations en vue du règlement de nos relations économiques mutuelles.

« Je puis vous dire que certaines de ces négociations ont été couronnées de succès, et ce succès constitue en quelque sorte la reconnaissance de notre bonne volonté et de notre ferme propos de réorganiser nos relations internationales dans le cadre du traité de paix. Nous avons conclu, avec l'Autriche, des conventions économiques et nous avons convenu de les développer de façon à arriver graduellement aux principes commerciaux du temps de paix. Nous avons même conclu une convention générale d'arbitrage, preuve nouvelle de notre sincère désir, dans les relations internationales, d'éliminer tous les conflits ou au moins d'en assurer le règlement amical et pacifique.

« Nous négocions également avec la République tchécoslovaque sur le terrain économique ; de nos négociations actuelles il est déjà résulté un accord entre les deux commissions sur le principe d'une convention générale de commerce.

« Nous espérons commencer sous peu des conversations préliminaires analogues avec le royaume des Serbes, Croates et Slovènes. A notre grand regret, c'est avec la Roumanie seule que les négociations n'ont pas encore été ouvertes.

« Nous estimons que la réorganisation des rapports normaux est une des conditions essentielles de la consolidation de la paix dans l'Europe centrale.



« Comme une autre condition non moins essentielle, je considère qu'il est nécessaire que la Hongrie ne soit pas menacée par les actions militaires de ses voisins.

« Nous avons attiré l'attention des gouvernements de l'Entente sur ces considérations que je viens de vous exposer, en leur demandant d'user de leur influence et de nous soutenir dans nos efforts pour assurer la tranquillité générale en Europe centrale. »

Le gouvernement affirme ainsi qu'il veut assurer, dans le cadre du traité, le développement normal et légitime de la Hongrie, mais les oppositions de races entre les différents peuples sont fort inquiétantes. Une agitation nationaliste existe incontestablement en Hongrie, que le gouvernement n'appuie pas, mais ne désavoue pas non plus : les gouvernements voisins n'osent lui faire confiance ; c'est un état de choses instable au centre de l'Europe. Si un conflit se produisait, du côté des Balkans ou de la Russie, la Hongrie garderait-elle la neutralité, ainsi que l'affirment le ministre des Affaires étrangères et certains chefs de l'opposition légitimiste, ou se laisserait-elle entraîner par les bandes fascistes à une action décisive ? C'est le grand inconnu de demain. Il y a ainsi un redoutable problème hongrois qui est le problème le plus important de l'Europe centrale, car il est à son cœur même, il s'impose à nous ; nous souhaitons, avec plusieurs hommes d'Etat hongrois, qu'il soit résolu pacifiquement.

Il faut du reste reconnaître impartialement que le gouvernement du Régent de Hongrie, l'amiral Horthy, s'est comporté avec beaucoup de sang-froid et de dignité, dans les difficultés diplomatiques soulevées à l'occasion du traité de Trianon, lors de la cession à l'Autriche des comitats occidentaux, ce qui provoqua de graves incidents ; lors des équipées du roi Charles et notamment de sa seconde tentative de restauration monarchique (22 octobre) à laquelle le gouvernement, fidèle aux engagements passés avec les Alliés, opposa une résistance opiniâtre ; sans lui, l'équipée réussissait. Le gouvernement, menacé d'une intervention armée de la Petite Entente, liquida rapidement la situation, en proposant au Parlement le vote de la déchéance. Enfin les

incidents de frontières de janvier 1923, entre la Hongrie et la Roumanie, dans une contrée mal délimitée, ne donneront heureusement pas lieu au conflit qu'un instant on parut redouter.

Ainsi l'ordre social, en Hongrie, n'a pas été troublé : il ne l'a même pas été par la question agraire, qui déjà a subi de notables réformes. Sur un total de 16.150.000 arpents (dont 7.540.000 appartenaient à la petite propriété et 8.640.000 à la moyenne ou à la grande propriété) 846.000 arpents ont été partagés. L'ensemble des terres distribuées sur la base de la réforme s'élèvera à 1.200.000 arpents, et la petite propriété possèdera 50.2 % du sol arable au lieu de 46.5 %, en 1924. Mais il y a encore là-bas bien des appétits à satisfaire, car la grande propriété foncière n'a pas subi les mêmes démembrements qu'en Roumanie ou en Tchécoslovaquie, et la réforme agraire n'a pas mis, à la disposition des paysans et petits propriétaires, en même temps que les terres, les crédits nécessaires pour les payer et les moyens indispensables pour leur exploitation. Il faut ajouter que le courant démocratique n'a guère pénétré le pays qui est toujours foncièrement royaliste.

La question dynastique, qui n'est pas réglée, reste obscure et la situation du chef de l'Etat, plutôt instable. Le gouvernement est un gouvernement monarchique, sans souverain et l'amiral Horthy est régent, mais au profit de qui ? Est-ce au profit du fils de l'ex-Empereur Charles, le jeune Archiduc Otto, ainsi que le désirent les légitimistes, ou d'un candidat élu par le peuple hongrois comme à l'origine même du droit monarchique ? et là deux candidats sont en présence, l'Archiduc Joseph, pourvu, pendant la guerre, d'un commandement important et de tendances très libérales, et l'Archiduc Albert, fils de l'Archiduc Frédéric, très sympathique aux éléments militaires.

Il y a du reste, en Hongrie, un sentiment monarchique très enraciné ; les Hongrois ont l'esprit de caste et d'autorité, ils veulent un chef suprême, entouré de pompe et de luxe, et le peuple ne conçoit guère un Etat sans souverain, aussi le parti légitimiste, attaché à la maison des Habsbourg, est-il très fort !

Mais les Alliés et la Petite-Entente s'opposeraient sans nul doute à toute restauration d'un Habsbourg sur le trône de Hongrie. Un roi, en Hongrie, aux yeux des gouvernements de la Petite Entente, semblerait incarner le plus pur irrédentisme, menacer le *statu quo*. Seulement leur opposition ne résout pas la difficulté. Si l'Allemagne devenait plus forte, la Hongrie se sentirait attirée dans son orbite pour briser l'hostilité de la Petite Entente. On voit combien est délicate la position de la France qui soutient la Petite Entente et entretient avec la Hongrie des relations cordiales pour prévenir tout choc sanglant en Europe centrale. Elle prête donc aujourd'hui son appui politique pour que la Hongrie, menacée d'une crise économique très grave, puisse vivre.

On put croire un instant que la Hongrie, pourvue des plus belles ressources, vivrait de sa vie propre et ne subirait pas le sort de l'Autriche, car, avant la guerre, sa situation financière était des plus favorables. Si la Hongrie doit tirer de l'étranger la plupart des denrées et des matières premières dont elle a besoin, ce qui rend sa balance des comptes défavorable (1), la production de la Hongrie, en denrées nécessaires à son existence, dépasse tous ses besoins. Elle est largement exportatrice, aussi la chute de la couronne hongroise a-t-elle été longtemps retardée. En septembre 1922, au moment où la baisse de la couronne autrichienne fut arrêtée, la valeur de la couronne hongroise était de 32 fois supérieure à celle de la couronne autrichienne. Mais la Hongrie avait subi, du fait de la guerre et surtout de la révolution bolcheviste, trop de pertes, une trop grande désorganisation ; l'occupation roumaine lui avait causé de gros dommages matériels ; elle supportait les charges de réparations dont le chiffre n'était pas évalué ; ses relations politiques et économiques avec ses voisins étaient insuffisamment bonnes ; son administration était trop compliquée et trop lourde pour un Etat aussi réduit ; toutes ces causes amenèrent la Hongrie à descendre la même pente sur laquelle l'Autriche avait été

(1) Ce déficit a été de 103.9 millions de couronnes-or, en 1923 et seulement de 52.5 millions, en 1925 (pour neuf mois).

entraînée ; la couronne hongroise perdit de plus en plus de sa valeur. Il était impossible d'élaborer un budget et le déficit devenait de plus en plus grand, ce qui entraînait l'augmentation des billets. Peu à peu le renchérissement fut des plus considérables et le nombre des indigents ne fit que s'accroître. Naturellement les traitements et les salaires suivirent la même ascension, causant une hausse des prix. Pour beaucoup la vie était un véritable problème, c'était partout la misère, du fait des privations ; une vague de découragement s'étendait sur le pays qui, peut-être demain, n'aurait plus la nourriture pour subsister.

Après l'échec retentissant de la réforme financière, tentée par M. de Hégedüs, frappant le capital d'un impôt maximum de 20 % et réduisant les intérêts des titres de la dette publique, la réalisation d'un emprunt à l'étranger apparut comme le seul moyen de sortir de la crise. Le 12 avril 1923, le gouvernement, sur la proposition du Baron de Koranyi, qui fut peu à près ministre des Finances (1), demanda à la Commission des Réparations la levée des charges qui frappaient les revenus de l'Etat, afin d'en disposer pour gager un emprunt. Mais cet emprunt, il fut impossible de le réaliser par suite des difficultés rencontrées auprès de la Petite Entente, c'est ce que démontrèrent les négociateurs auprès des marchés financiers. Seulement, lors de la Conférence de Sinaia (juillet 1923), on constata que les rapports entre la Hongrie et ses voisins s'étaient considérablement améliorés et que l'opposition allait peut-être cesser. Mais avec tous ces retards, la couronne hongroise s'était effondrée davantage et lors de la réunion de l'assemblée de la Société des Nations, à Genève, en septembre, les progrès réalisés étaient tels que le Conseil, sur la proposition des représentants de la Petite Entente, très intéressés à ce que l'ordre régnât en Europe centrale, pût accepter la responsabilité d'un projet de reconstitution. Le 17 octobre, la Commission des Réparations était d'accord pour lever les charges qui grevaient les avoirs et les recettes de la Hongrie et pour faciliter la restauration du pays. Du 10 au 14 mars 1924, une série de

(1) Aujourd'hui Ministre de Hongrie à Paris.

protocoles étaient signés, qui réglaient la solution du problème hongrois, d'où dépendaient la stabilité et le développement économique de l'Europe centrale.

Les Etats signataires : Grande-Bretagne, France, Italie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie, se sont engagés solennellement à respecter l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Hongrie. Pour assainir son budget et ses finances, rétablir sa balance commerciale, la Hongrie a promis d'adopter une politique financière qui supprimerait l'inflation et équilibrerait le budget. Puis un emprunt de reconstitution de 250 millions de couronnes-or, gagé sur certains revenus, était destiné à combler le déficit, jusqu'en juin 1926. Un contrôle sur les finances hongroises devait être exercé par un Commissaire général nommé par le Conseil de la Société des Nations et exclusivement responsable envers lui. A la différence de l'emprunt autrichien, la garantie des Etats signataires n'avait pas été stipulée : elle était reconnue inutile, tant les ressources de la Hongrie étaient grandes.

L'Assemblée nationale a décidé de créer (4 nov. 1925) une nouvelle monnaie-or, le *pengoe*, d'une valeur inférieure à l'ancienne couronne-or, mais supérieure au schilling autrichien. Le taux de conversion des couronnes-papier en *pengoe* a été fixé à 12.500 couronnes pour 1 *pengoe*, de sorte que la nouvelle unité vaudrait environ 0.517 cents ou 0,90 centimes-on français.

Ainsi les Alliés et les Etats de la Petite Entente ont jugé nécessaire d'aider la Hongrie à lutter contre les dangers qui la menaçaient, à développer, dans le calme et le travail, un nouveau système financier, à reconstruire son organisation économique bouleversée. Toutes les nations voisines ne sont-elles pas également solidaires dans le domaine économique ? L'effondrement de l'une d'entre elles réagirait sur la prospérité des autres.

Si la Hongrie reste sage, économe, disciplinée, elle se sauvera, car ses ressources sont considérables. Evidemment, elle a perdu des mines, des forêts, des salines, des régions métallurgiques, mais elle est aussi une nation agricole, vivant du

sol et en tirant sa richesse : blé, vin, maïs, betterave, lin, bétail, que les Etats voisins, privés de ces denrées nécessaires, lui achèteront. Elle a conservé, en effet, une grande partie de sa richesse agricole ; de vastes étendues de terrain peuvent être mises en culture et la production agricole de la Hongrie peut augmenter dans de grandes proportions. Elle devra acheter des machines et du combustible, mais sa position néanmoins ne sera pas mauvaise et sa situation s'améliorera de plus en plus avec le rétablissement des finances de l'Etat.

Le 6<sup>e</sup> rapport du Haut-Commissaire Smith (1924), en rendant compte des progrès réalisés par l'économie hongroise depuis l'application du plan d'assainissement, dit que les recettes des monopoles de l'Etat, servant de garantie à l'emprunt étranger, se sont élevées à 19 millions de couronnes, en augmentation sur les chiffres précédents ; les recettes douanieres se sont également accru. En 1925, le total des contributions atteint 596,7 millions de couronnes-or, soit 72 couronnes-or par habitant, ce qui est une charge un peu lourde (7<sup>e</sup> rapport 1925). Malgré ces résultats encourageants, l'Etat ne doit pas augmenter ses dépenses ; déjà elles ont dépassé celles prévues par le plan d'assainissement.

Le gouvernement est obligé de consentir (exposé de M. Bud, ministre des Finances à l'Assemblée nationale, février 1925) de gros sacrifices en faveur des fonctionnaires dont la situation est des plus précaires. Il doit leur venir en aide, car leurs salaires sont bien au-dessous des salaires d'avant-guerre et nullement en proportion avec la plus-value acquise par l'or sur les marchés mondiaux, depuis 1914.

Néanmoins, par suite des économies qui ont été faites conformément au plan proposé par la délégation financière de la Société des Nations, 5.312 fonctionnaires ont été supprimés dès 1924 et 15.000 devaient l'être avant le 30 juin 1926 ; cette réduction est aujourd'hui effectuée. Puis, grâce à l'augmentation des recettes de certains ministères, dès la première année de l'assainissement financier, le déficit du budget a disparu. Au lieu d'une moins-value de 100 millions de couronnes prévu dans le programme de l'assainissement, un

excédent de recettes de 40 millions de couronnes-or est apparu.

Le budget, pour l'exercice 1925, s'est présenté en équilibre ; le rapport du Haut-Commissaire faisait même ressortir (fin 1924) un excédent de 950.921 couronnes. Quant au projet de budget de l'exercice 1925-1926, il montre, à la place du déficit de 50 millions de couronnes-or prévu dans le programme d'assainissement, un excédent de 27,6 millions de couronnes-or. Les circonstances favorables ont permis au gouvernement hongrois d'augmenter, avec le consentement de la Société des Nations, les appointements des fonctionnaires publics et de consacrer l'excédent de l'exercice 1924-1925 et la somme de 30 millions de couronnes-or prélevée sur l'emprunt de l'assainissement, à l'amortissement et à la diminution de certaines charges fiscales trop onéreuses en temps normal. Or ce sont des résultats qui peuvent inspirer confiance, car ils montrent les vigoureuses facultés de la nation hongroise. Le gouvernement a créé une commission nationale des économies qui doit procéder à des simplifications dans l'administration et dans la Justice. En tout cas il a fait preuve, jusqu'ici, de bonne volonté, puisque le Haut-Commissaire est persuadé que le plan de relèvement pourra être appliqué sans difficultés.

Un des principaux facteurs de l'assainissement financier a été l'établissement de la Banque Nationale (24 juin 1924) ; la Centrale des devises a été alors supprimée et le commerce des devises a été confié à la Banque Nationale, qui l'effectue soit directement, soit indirectement, à l'aide de maisons autorisées (Arrêté du 22 juin 1924). Cette disposition n'empêche pas le placement des capitaux étrangers, et les encaisses des devises de la Banque Nationale assurent l'acquisition normale et rapide de devises pour le commerce extérieur.

Comme la couronne hongroise, en rapport constant avec la cote de la livre sterling, n'a cessé de s'améliorer ; la réserve métallique et de devises de la Banque Nationale a augmenté, au cours de l'année 1925, par rapport au 31 décembre 1924, de 311 millions, soit de 13 % environ. La valeur or de la couronne s'était améliorée de 446.1 millions de couronnes à

488.6 millions ; l'accroissement a été de 9,5 %. Quant à la circulation fiduciaire effective, elle s'est accrue, dépassant de 451 milliards (31 mai 1925) le total au 31 mars 1925, soit 6,8 %.

Mais l'étape de l'assainissement financier — qui est en train de s'effectuer avec succès — ne sera pas franchie sans de douloureux sacrifices. D'autre part il est des plus difficiles de réadapter l'organisme financier et économique d'un grand pays à un territoire aussi amputé que l'a été la Hongrie ; une telle réadaptation pèse lourdement sur toutes les branches du commerce et de l'industrie et provoque des faillites. Le commerce de luxe, les hôtels, les restaurants sont frappés par de très lourds impôts et les prix restent des plus élevés ; les grands palaces sont vides et les étrangers délaissent Budapest. Mais il s'opère ainsi une épuration salutaire et indispensable à la reconstitution de la Hongrie. La crise passera, car les sources vives de la nation ne sont pas taries, on le constate dans tous les domaines ; avec l'aide de l'emprunt extérieur, la Hongrie peut se reconstituer économiquement et devenir en Europe une force avec laquelle on devra compter.

Déjà l'agriculture hongroise s'améliore chaque jour, bien que les agriculteurs ne trouvent pas les crédits suffisants pour renouveler et perfectionner leur outillage et pratiquer la culture intensive, et la production atteint, pour certaines graminées, les chiffres d'avant-guerre. Les ensemencements en orge et avoine sont, en 1925, moins considérables qu'en 1924 (1.253.000 jugars cadastraux et 1.238.000). La superficie ensemencée en froment atteint presque celle de 1911 : 2.546.000 jugars cadastraux contre 2.672.000, en 1911 ; la différence est peu considérable. Pour le maïs, la superficie a dépassé celle du temps de paix : 1.815.000 jugars contre 1.519.000 ; il en est ainsi pour la pomme de terre, 445.000 contre 428.000 et la betterave fourragère ainsi que pour la betterave sucrière : 115.000 contre 105.000 jugars.

Le terrain planté en vigne est étendu et occupe 384.000 jugars ; la Hongrie vient au 4<sup>e</sup> rang des pays viticulteurs.



Quant au cheptel hongrois, il est en pleine croissance dans toutes les espèces et atteindra bientôt les totaux de 1911.

	Bêtes à corne	Chevaux	Porcs	Moutons
1911 . . .	2.149.736	896.498	3.322.407	2.406.041
1923 . . .	1.819.241	8 4.851	2.133.133	1.387.357
1924 . . .	1.896.041	8 9.771	2.438.006	1.814.155
1925 . . .	1.920.026	875.768	2.632.966	1.890.511

La métallurgie est actuellement, avec ses 80.000 ouvriers, la plus forte branche de l'industrie hongroise. Sur ce nombre, environ 15.000 hommes sont occupés à la fabrication des mi-produits dans l'industrie technique. L'industrie métallurgique et sidérurgique représente un capital qui atteint presque un milliard de couronnes et qui a servi à réaliser, en temps normal, une production de 480 millions de couronnes-or.

Dans ces dernières années, la Hongrie n'a pu utiliser cette fortune nationale, car même aux meilleures époques de l'après-guerre, la production annuelle n'a atteint que la valeur de 290 millions-or dont 40 millions reviennent aux mi-produits, et 250 millions à l'industrie technique, y compris les articles en fer, acier, métal, machines-bateaux, etc... Or cette somme indique une baisse de 40 % de l'exploitation, en comparaison avec les meilleures années de paix. La hausse de la fabrication a été la plus grande, en 1922 et 1923. L'année 1924 a vu empirer les conditions du marché et l'année 1925 présente, par suite de la situation économique générale, une perte de 30 % par rapport à la meilleure année précédente.

Les usines, façonnant le fer et les métaux, sont obligées, faute de marchés intérieurs, par suite de la diminution du territoire de la Hongrie et l'affaiblissement de la faculté d'achat dans la population, de s'adresser à l'étranger. L'industrie des machines exporte ainsi 40 % de sa production en pays étrangers : machines agricoles, machines de force motrice, installation et outillage électriques, ustensiles de ménage, wagons, locomotives.

La branche la plus puissante de l'industrie des machines est la fabrication de l'outillage de minoterie et des machines

agricoles (25 fabriques avec 13.000 ouvriers), — la production dépasse actuellement 80 millions de couronnes-or, puis l'industrie des machines générales : machines à vapeur, turbine, machines d'industrie textile, etc... (21) produisant, en temps normal, 120 millions de couronnes-or. La fabrication des wagons (45 millions de couronnes-or), la construction des bateaux (30 millions) sont également une branche importante de l'industrie hongroise.

Malgré cette fabrication intensive, il faut noter toutefois un chômage inquiétant et qui n'a fait que croître : 15.434 ouvriers syndiqués, fin 1923, et 34.011, au 21 mai 1925. On a calculé que, par suite du chômage, la perte de salaires des syndiqués a été, en 1924, de 557 milliards de couronnes : une grande partie du chômage serait due à l'émigration, conséquence de la cherté de la vie dont l'indice était de 1,41 couronnes-or, au 31 mai 1925, et qui a un peu baissé depuis le début de l'année.

Une des branches de l'industrie hongroise qui s'accroît également, c'est l'industrie sucrière qui a recouvré sa position du temps de paix. Elle a pu, en 1924, exporter près de 6.000 wagons de sucre, reconquérant les marchés de Grande-Bretagne, des Indes Anglaises, d'Afrique, etc... Les industries du sucre, au nombre de 13, ont produit, en 1924, 207.000 tonnes dont 50 à 60.000 ont été consommées dans le pays et le reste exporté.

Par suite du développement de l'industrie hongroise, la production du charbon s'est accrue également. Mais cette évolution fut brusquement arrêtée par la guerre et n'a presque pas repris depuis lors, malgré les efforts pour y remédier ; la production houillère a diminué, d'année en année ; en 1919, elle n'atteignait que la moitié de la production de 1907. En 1921, la réorganisation de l'outillage a permis d'accroître la production, qui dépasse celle de 1913 (7.054.690, en 1913, et 7.164.200, en 1924).

En 1924, les mines de lignite ont produit plus de 7 millions de tonnes, dépassant de 1 million la production d'avant-guerre ; le pays n'importe plus qu'une petite quantité de charbons spéciaux. Quant au minerai de fer, la production est

faible, elle n'est que de 400.000 tonnes ; il faut donc en exporter notamment de Görmör.

L'industrie textile également se développe et augmente ses moyens de production : elle peut ouvrir des matières premières pour lesquelles la Hongrie est un débouché important, d'une valeur de 25 millions de couronnes par an. Evidemment, la force productrice de cette industrie, comme celle des autres, a été très affaiblie par les pertes territoriales du pays et son essor entravé par le cours du change ; mais elle a repris à un tel point qu'elle est devenue plus importante que dans la Hongrie d'avant-guerre.

Le commerce extérieur de la Hongrie, avec cet accroissement continu de la production, s'est développé également, dépassant, en 1925, de 65,5 millions de couronnes-or le chiffre total de 1924. Mais l'accroissement des importations a été plus grand que celui des exportations, 35,2 % d'une part et 18,3 de l'autre. Déjà, en 1924, les importations l'emportaient sur les exportations (702.800.000 couronnes-or contre 575.000.000). Le passif de la balance commerciale est donc plus grand, mais en 1925, la situation s'est améliorée ; l'excédent des importations n'est plus que de 40.800.000 couronnes-or au lieu de 127.800.000. Cette situation de la balance commerciale montre que la crise économique, provoquée par la défaite et la révolution communiste, n'est pas encore complètement terminée, mais que déjà des progrès ont été accomplis vers le retour à des conditions économiques normales.

Mais pour vivre d'une vie nouvelle et jouer un grand rôle, la Hongrie devra résolument abandonner le rêve des nationalistes de restaurer l'ancien Etat hongrois dans les limites du royaume de Saint-Etienne, sous la domination des Magyars. Il faut par exemple que l'effervescence créée autour du scandale de la falsification des billets de mille francs de la Banque de France (Janvier 1926) par quelques Hongrois appartenant à la plus haute classe de la société, se calme pour que la Hongrie retrouve sa stabilité politique. De même elle devra entretenir les meilleurs rapports avec ses voisins, développer avec eux des relations économiques qui lui assureront des

débouchés et le ravitaillement en matières premières, enfin se réformer intérieurement par une évolution très nette vers les institutions démocratiques. Il lui faudra réaliser des suppressions de fonctionnaires, la simplification des rouages de l'État, bref des économies radicales pour que le budget soit en équilibre parfait. La Hongrie a le grand mérite de garder une unité morale complète en face du traité de paix. Mais convaincue que la séparation n'est que momentanée et que la race magyare est plus forte que les autres, elle présente, au centre de l'Europe, un peuple irréconciliable qui considère, non seulement comme son droit, mais comme son devoir de reprendre la ligne des Karpathes, qui prétend que la frontière est défectueuse, parce qu'elle passe à quelques kilomètres des grandes villes : Arad, Nagyvarad, Szatmar, Komárom, Szabadka. Seulement une telle politique exige une armée et la Hongrie n'en a pas. Il lui faut des alliances et ses voisins immédiats sont des rivaux et se méfient d'elle. Qu'elle renonce à ses prétentions que seule la violence ou un cataclysme européen peuvent faire triompher, et qu'elle s'efforce de restaurer et de reconsolider dans la paix sa situation économique et financière ! Bref, il y a, au centre de l'Europe, un foyer d'irrédentisme qui constitue un véritable danger ; il serait imprudent de pousser à bout le sentiment national des Hongrois.

---

## CHAPITRE III

### LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE

---

Voici, maintenant, à côté de l'Autriche et de la Hongrie, un nouvel Etat, florissant jadis et qui ressuscite aujourd'hui, glorieux de sa jeunesse et de ses premiers succès, pénétré des plus nobles ambitions. Quand, en 1918, la Bohême, brisant ses chaînes, revint à la vie, elle remontait le cours de l'histoire. Une haine farouche, jamais éteinte, l'animait contre les Germains. Dans deux batailles (1278 et 1620), elle avait perdu sa dynastie et perdu sa noblesse. Devant son vieil Hôtel de Ville, les vaincus de la Montagne-Blanche avaient été torturés, décapités ou pendus, affirmant, par leur trépas, la victoire de la Maison d'Autriche et la fin des libertés bohémiennes. Toutes les représailles qu'invente l'implacable rancune : l'exil et les confiscations, les supplices et les dragonnades, le terrorisme des aventuriers, une religion imposée par le sang, une administration despotique, rien ne fut épargné au vaincu : on l'égorgeait et ses sanglots étaient étouffés. Jamais une nation n'avait gardé un tel désir de se libérer de l'esclavage politique et de reconquérir les libertés publiques.

Peuple au passé dramatique, retrouvant, par la philologie et l'histoire, les titres de la race, vibrant aux chants sacrés de la Fille de Slava, entretenant avec Palacky, Tomek, avec les héros nationaux, le feu de l'éternelle espérance ! Ce sont leurs continuateurs, les descendants des Ziska et des Podiěbrad, ceux qui ont lutté pendant cinquante ans sans perdre la foi, les Masaryk, les Kramar, les Kľofatch, les Svehla, les Baxa, qui vous accueillent aujourd'hui ; la joie du triomphe éclate dans leurs yeux et leur sourire est paré de

toute la grâce slave. N'ont-ils pas libéré la vieille cité de Libussa, la « Prague Dorée », la « Rome du Nord » : Prague avec ses hautes terrasses et ses clochetons gothiques, ses milliers de tours et ses milliers de saints aux allures mignardes, véhémentes ou tourmentées, cachés dans de vieilles niches, dissimulés dans des creux de maisons, apparaissant tout à coup sur les remparts ou bénissant, du vieux pont de Charles IV, les eaux frémissantes de la Vltava ! Dominés par l'orgueilleux Hradcany, où s'abritait la puissance des princes, s'étagent, parmi la verdure, et jusqu'au fond d'une large vallée, ces maisons et ces palais du style roman ou baroque avec leurs gracieux emblèmes de cœurs, d'anneaux, de brebis, de vierges qui forment le mélange le plus pittoresque.

De la lutte de 1914, sortit la République tchécoslovaque formée d'une partie de la Hongrie et des débris de l'Autriche. Prague, cité aimable, se dresse en face de Vienne vaincue, jadis citadelle avancée du Germanisme au milieu du Slavisme. La jeune république ouvre à l'Europe centrale une ère nouvelle, l'ère slave. Sa situation est admirable. Protégée de trois côtés par des montagnes, elle est dans une position centrale qui lui permet des relations immédiates avec un grand nombre de pays ; elle est en contact avec l'Occident industriel et l'Orient danubien ; elle est un point d'appui solide et indispensable contre le Germanisme.

Lorsque l'Empire habsbourgeois sombra, l'Autriche et la Hongrie se trouvèrent amputées de territoires, mais acquirent l'indépendance en conservant leurs cadres primitifs ; la Tchécoslovaquie, elle, dut être organisée et créée de toutes pièces ; les fonctionnaires, les services administratifs, tout dut être improvisé. Après des tâtonnements et des difficultés inévitables, les résultats obtenus ont été des plus satisfaisants.

L'organisation de l'Etat repose sur des bases essentiellement démocratiques, avec le suffrage universel, le vote des femmes et des soldats, etc..., avec une conception des réformes sociales dans le sens le plus large. Du reste la plupart des dirigeants du monde politique appartiennent au parti

socialiste et ceux-ci pensent que la meilleure méthode pour barrer la route au communisme est non pas de comprimer les aspirations populaires, mais de leur donner satisfaction dans la mesure la plus complète, et de poursuivre résolument l'amélioration incessante du sort des travailleurs. Une méthode si sage a donné là-bas les meilleurs résultats ; aucun trouble social n'a, depuis sa formation si laborieusement obtenue, agité la Tchécoslovaquie.

Et cependant la situation intérieure du pays n'est pas sans présenter des complications graves qui tiennent, non pas aux oppositions des partis, mais à la structure même de l'Etat tchécoslovaque, c'est-à-dire aux races qui le composent. On parle aujourd'hui six langues différentes en Tchécoslovaquie. Elles sont inscrites sur les billets de banque du jeune Etat que se partagent, en dehors des Tchèques, des Slovaques et des Ruthènes, les nationalités allemandes et magyares. Sur une population de 14 millions d'habitants (recensement du 15 février 1925), il y a 3.000.000 d'Allemands et 734.000 Magyars. Le nombre des allogènes est donc considérable. Ainsi la Bohême qui, à ne considérer que son unité géographique dans sa merveilleuse enceinte montagneuse, ne devrait posséder qu'un seul peuple, a donné lieu à l'un des duels ethniques les plus furieux de l'histoire, et ce duel n'est pas encore apaisé !

Les Allemands — qui furent toujours là les grands ennemis — forment une masse compacte à l'angle Nord-Ouest du « Quadrilatère » et s'enfoncent profondément en territoire tchèque ; ils se retrouvent dans trois îlots importants entre la Bohême et la Moravie ; ils constituent de fortes minorités — 3 millions — noyées au milieu des Slaves, en Silésie et en Moravie et même à l'intérieur de la Bohême, à Prague, à Plzen.

En Bohême proprement dite, où les Allemands sont les plus nombreux, ils sont mêlés partout à des minorités tchèques qui atteignent même 50 % dans la région des mines. Ces populations allemandes sont tellement dispersées qu'elles ne pourraient former une province autonome, si on les réunissait à l'Allemagne ; il n'y aurait plus d'Etat tchèque.

Elles ont réclamé énergiquement, lors du démembrement de l'Empire austro-hongrois, le rattachement au Reich de la Bohême et de la Silésie allemande. Leurs regrets furent très vifs de devoir renoncer au *Deutschböhmen*, car une Bohême indépendante était l'anéantissement des plus beaux rêves de la *Mitteleuropa* dont Prague aurait été, sur la ligne Hambourg-Bagdad, un des principaux points d'appui. Depuis la naissance de l'Etat tchécoslovaque, parmi les Allemands de Bohême, les uns n'ont cessé de prôner le rattachement de leur pays au *Vaterland*, d'autres ont demandé une large autonomie et l'égalité absolue avec leurs nouveaux maîtres. Leur déception était trop vive de ne plus régner en dominateurs dans ce pays qu'ils avaient opprimé et pressuré depuis tant d'années. Nous ne voulons pas être traités en parents pauvres, disent-ils, car nous sommes les représentants d'une nation puissante tant au point de vue économique que politique. Ils se plaignent qu'on les ait dépouillés de leurs biens patrimoniaux en leur laissant des indemnités dérisoires, qu'on ait cherché à nationaliser l'industrie qui est entre leurs mains. L'autonomie, dans leur esprit, est le prélude du rattachement des pays tchèques ; c'est ce que demande l'Association *Deutscher Freiheitsbund*. Il y a quelques mois, le Dr Hoffister, député allemand de la région de Karlo-Vary (Carlsbad), nous disait, à Prague, avec une parfaite courtoisie du reste, en protestant contre la politique anti-allemande des Tchèques qu'il qualifiait d'oppressive : « On fait contre nous une politique en Tchécoslovaquie, on veut à toute force nous imposer la langue tchèque. Ceux qui ne comprennent pas cette langue sont remplacés dans les postes et les télégraphes, les chemins de fer. On veut également « tchéquiser » les conseils d'administration des compagnies privées, des grandes banques, etc... » Nous n'avons pas besoin d'ajouter que ce sont là des exagérations.

En Slovaquie, s'il y a lutte entre Magyars et Slaves, il y aussi certaines difficultés entre frères de même race. Là, les Hongrois sont massés en région linguistique — assez dense le long de leur frontière — mais ils ne constituent pas un réel danger



pour l'Etat tchécoslovaque comme les pangermanistes. Nulle part les Slovaques ne reculent devant eux, même dans la partie (Comté de Spis) où les Magyars s'enfoncent en plein cœur de la Slovaquie. De toutes parts, les Slovaques les entourent et pénètrent même en territoire hongrois jusqu'auprès de Budapest. Aussi les Magyars, bien qu'ils considèrent les Tchèques et les Slovaques comme des êtres inférieurs qu'ils ont toujours détestés, n'ont pas demandé le rattachement de la Slovaquie à la mère-patrie ; ils se contentent de reprocher aux Slovaques de les opprimer, de leur refuser, comme aux Allemands, toute concession.

Ils protestent contre « l'oppression tchèque » qui se manifeste dans la « tchéquisation » des écoles et notamment de la Faculté des Lettres de Bratislava (Presbourg) ; ils disent qu'ils n'ont pas d'enseignement supérieur. La population hongroise n'a plus le droit d'user officiellement de sa langue, les employés de chemins de fer doivent parler slovaque ou tchèque.

La propagande magyare s'efforce en outre de créer un mouvement autonomiste slovaque en attisant les divisions religieuses qui séparent les Slovaques catholiques ardents, des Tchèques, libres-penseurs. Ils se réservent de demander plus tard la révision du traité de Trianon.

A leur tour, certains Slovaques, en effet, élèvent des protestations contre ce qu'ils appellent « l'oppression » tchèque. Ils invoquent une convention conclue, en Amérique, à Pittsburg, le 30 mai 1918, d'après laquelle on leur promettait l'autonomie. Ils pensaient, après l'armistice, que les deux nations sœurs vivraient côte à côte. Aujourd'hui, déclarent-ils, les Tchèques nous exploitent matériellement, ils ont mis les mains sur toutes les concessions de mines, de pétroles, sur les stations balnéaires, ils peuplent les meilleurs postes de leurs fonctionnaires.

Contre la religion des Slovaques, on propage l'hérésie de Huss, avec le concours des professeurs et des instituteurs tchèques, malgré les protestations très vives des étudiants. Peu à peu s'est constitué un parti autonomiste-slovaque qui réclame une large autonomie.

Il y eut également de vives rivalités, aujourd'hui heureusement apaisées, entre Polonais et Tchèques, à propos de la délimitation de la frontière et de l'attribution de la Silésie de Teschen, qui, au dire des Tchèques, a fait partie, depuis 600 ans, de la couronne de Saint-Venceslas et du district carbonifère de Teschen (Tessin), indispensable à la sécurité du pays. Au contraire les Polonais revendiquaient la Silésie, qui, pendant 4 siècles, avait appartenu à la Pologne, et qui contient une forte majorité de Polonais (63 % dans le district de Freistadt et 76 % dans celui de Teschen). Quant aux richesses du sous-sol de la région, elles leur paraissent tout aussi utiles à eux qu'aux Tchèques. Après des rencontres sanglantes dans ce coin de Silésie, la question fut portée devant la Conférence des Ambassadeurs, choisie comme arbitre, qui laissa à la Tchécoslovaquie le district de Frydek et la presque totalité des districts de Freistadt et de Tesin. La solution fut acceptée de part et d'autre, mais comme elle n'accordait à chacun des deux peuples qu'une partie de ses revendications, elle fut accueillie par de vives protestations.

Peu à peu, il s'est fait, dans l'opinion, un revirement sérieux et les relations se sont grandement améliorées entre les deux nations slaves. Les deux ministres, MM. Skrzynski et Bénès, se sont mis d'accord (octobre 1924) sur un programme commun qui permet de résoudre définitivement, par la voie diplomatique ou par des commissions d'experts, les questions demeurées pendantes entre les deux États ? Puis un nouveau ministre a été nommé, à Prague, le comte Lasocki, alors que jusqu'ici il n'y avait qu'un simple chargé d'affaires. En le recevant, le président Masaryk a dit que le moment était venu « de donner une base solide à la collaboration efficace et sincère des deux nations voisines et sœurs ».

De leur côté, les Ruthènes, bien qu'ils jouissent d'une autonomie des plus étendues, ont été rattachés à la Tchécoslovaquie, parce qu'ils n'étaient ni assez nombreux ni assez riches pour former un État indépendant.

Bref, les nationalités secondaires, en Tchécoslovaquie, ne sont point satisfaites des solutions imposées par les traités :

Magyars et Allemands font entendre de vives protestations ; il faut dire que, sous la Monarchie habsbourgeoise, les Tchèques avaient de bien plus fortes raisons de se plaindre.

Il était difficile de concilier le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes avec un tracé régulier et acceptable de frontières. Jusqu'à quel point, du reste, peut-on, dans un Etat formé de plusieurs races, doser les quantités égales, les droits égaux pour donner à chacune d'elle une autonomie complète ? En poussant cette théorie à ses dernières conséquences, on arriverait à briser l'unité des Etats modernes les plus fortement constitués !

Les Tchécoslovaques, qui ont tant souffert de la domination de leurs anciens maîtres, se garderont d'adopter, contre les groupements nationaux qu'ils ont englobés, une politique de violence qui leur attirerait des haines ineffaçables, menace à la sécurité de l'Etat. Ils affirment qu'ils ne leur refusent pas une juste égalité de traitement. La constitution tchécoslovaque est tellement libérale, que les divers citoyens, appartenant aux minorités ethniques ou religieuses, y trouvent une entière protection (Constitution du 29 février 1920, art. 2 et 3). Les hommes politiques, qui font partie de la coalition majoritaire au pouvoir, déclarent en outre que les minorités n'ont nullement à souffrir du régime qui leur est fait. « La Hongrie se plaint que nous ayons annexé des Hongrois, me disaient MM. Tomasek, président de la Chambre et Winter, député sozial-démocrate tchèque ; mais eux, ils ont bien 300.000 Slovaques qui ne sont pas représentés au Parlement, qui n'ont ni école, ni journal, ni le droit d'employer leur langue devant les tribunaux et dans leurs rapports avec les autorités. En Tchécoslovaquie, il y a 10 députés magyars pour 500.000 habitants ; avant la guerre, la Hongrie n'avait attribué que 2 députés à 5 millions de Slovaques. Les Magyars de Slovaquie ont en outre 2 écoles commerciales, 2 académies commerciales, 5 écoles secondaires, 10 sections magyares dans les gymnases et les écoles réales, une école normale d'instituteurs, 14 écoles primaires supérieures, 758 écoles communales et un grand nombre de journaux. La

Hongrie se livre à des manifestations irrédentistes. Que les Etats amis ne la soutiennent pas : elle verra alors qu'elle n'est pas assez forte pour bouleverser seule le traité !

De son côté, le professeur Uhlig a tenu à m'affirmer que les Allemands avaient ici toutes les libertés : s'ils ne bénéficiaient pas de la représentation proportionnelle, ils n'auraient pas autant de députés au Parlement.

Quant aux Allemands, les Tchèques nient qu'ils constituent une unité, ils sont, à leurs yeux, d'origine germanique très spéciale, les deux peuples n'ont pas d'histoire commune. Ils diffèrent du reste les uns des autres par la culture, le dialecte, le genre de vie ; ils ne forment ni un tout géographique, ni un tout économique. Il n'est pas dans la pensée des Tchèques d'opprimer les Allemands, comme ceux-ci le faisaient pour eux jadis, mais il ne saurait être question de leur accorder une large autonomie et l'égalité de traitement, étape vers la séparation radicale et la révision des traités au nom du droit des minorités. Cela, la Tchécoslovaquie ne le tolérera à aucun prix. Si elle entend vivre en paix avec ses voisins, elle veut aussi maintenir les droits qui lui ont été accordés et ne souffre pas qu'on les méconnaisse. Elle affirme du reste être des plus libérales à l'égard des Allemands dont la langue est la seconde de l'Etat tchèque, qui ont toute liberté d'entretenir des écoles, puisqu'ils possèdent une école secondaire pour 40.000 âmes, et les Tchèques une pour 80.000, et notamment 25 écoles industrielles et les Tchèques 16 seulement. Enfin la Constitution, à l'égard des Allemands, est des plus libérales. 25 % de députés sont Allemands, alors que leurs électeurs représentent moins de 25 % de la population. La minorité allemande n'a donc point de motifs sérieux de se plaindre. Au contraire, les Tchèques, maîtres chez eux, ont voulu oublier les humiliations passées. Ils n'ont point usé de représailles et ont mis un soin jaloux, peut-être même excessif, à contenter leurs minorités ethniques. Ils n'ont été intransigeants que sur la question de la langue. Ils ne tolèrent pas les inscriptions en allemand, à Prague, où la majorité est du reste tchèque. Qui peut les en blâmer ? Le tchèque est obligatoire, mais les Allemands refusent systématiquement de l'apprendre et de le parler et prennent des atti-

tudes de persécutés. Ils s'abstiennent ainsi de coopérer à la prospérité commune en pratiquant les deux langues. Peut-être les Tchèques pourront-ils, dans l'usage de la langue, faire certaines concessions pour apaiser les esprits ; mais il n'est pas sûr que celles-là y parviennent jamais.

Quant aux divisions entre Tchèques et Slovaques, elles ne sauraient amener une crise si l'on s'emploie à Prague à pacifier les esprits, car la même haine, celle des Allemands et celle des Hongrois unira toujours ici, au moment du danger, les frères slaves. Le Dr Kramar, député national démocrate, ancien président du Conseil, nous affirmait à Prague que « si l'on ne heurtait pas les Slovaques dans le domaine religieux », tout s'arrangerait ; telle était l'opinion également de M. Hodza, député slovaque, ministre de l'Agriculture qui ne voyait pas la gravité de cet antagonisme, que certains ici, avec M. Hlinka et quelques députés de son groupe, cherchent évidemment à exploiter.

Du reste, les éléments slovaques du parti agrarien (parti Hodza) se sont efforcés de faire profiter de la réforme agraire, dans la plus large mesure, les petits paysans magyars du Sud de la Slovaquie. Ils sont ainsi parvenus à détacher des partis d'opposition, une fraction importante de la minorité magyare et celle-ci a constitué le parti républicain magyar de Slovaquie qui travaille en accord étroit avec le parti agrarien tchécoslovaque. Le premier congrès de ce parti s'est tenu, les 29, 30, 31 novembre 1924, à Levice, ville en majorité magyare de Slovaquie. Il y avait là 189 délégués, représentant 50.000 membres. Au cours du Congrès, fut créée, en marge des organisations paysannes, une association des instituteurs magyars républicains. Le Secrétaire général du parti, Bekefi, affirme le loyalisme envers l'Etat « des petits paysans délivrés du joug des grands féodaux hongrois ». Du reste, les grands propriétaires, représentés par M. Prachek, ancien ministre et ancien vice-président du Sénat, se sont séparés du parti agrarien de M. Chvehla, président du Conseil et de M. Hodza, pour constituer un nouveau parti agrarien conservateur, mais qui comprend très peu de membres en Bohême et en Moravie et pas un seul en Slovaquie. Ici donc les Tchécoslovaques suivent une politique des plus libérales.

Mais celle-ci a eu des répercussions. Certains conflits ont été causés, en Slovaquie, par la question religieuse, par la lettre pastorale des évêques catholiques (26 décembre 1924) dirigée contre les organisations politiques et syndicalistes non catholiques ; il était désormais interdit aux catholiques d'adhérer à une association anti-chrétienne, quels que fussent son nom et son but, sous peine de privation des sacrements. Le parti populaire autonomiste de Slovaquie a publié le mandement, ce qui a soulevé les protestations de la presse et des associations slovaques libérales. Celles-ci ont demandé même la séparation des Eglises et de l'Etat. Devant ces protestations et celles du parti de M. Hodza, les évêques ont battu en retraite et suspendu la lecture du mandement ; le calme est ainsi revenu. Mais une nouvelle agitation a reparu l'an dernier (juillet 1925), principalement en Bohême, au moment des fêtes de Jean Huss, le Saint-Siège ayant interdit au Nonce et aux catholiques d'y prendre part. Elle est le résultat du grand choc d'idées qui sépare, en Tchécoslovaquie, comme en tous pays, la partie libérale et la partie conservatrice de l'opinion ; en tout cas les difficultés sont en voie d'être aplanies.

Du reste, la Tchécoslovaquie, dans son organisation économique et financière, a déjà connu bien des difficultés, inhérentes à la constitution même de l'Etat. Pour prendre figure d'Etat moderne, la Tchécoslovaquie a dû faire un gros effort ; et pour accomplir cette rude tâche, dans un court laps de temps, puisqu'elle n'a que six années d'existence, il n'a pas fallu moins de toute l'énergie de ses enfants.

La Tchécoslovaquie cherche à résoudre, grâce à l'activité de son ministre de l'Agriculture, M. Hodza, le problème agraire. En Bohême, presque 81 % du total des détenteurs du sol ne possédaient, avant la réforme, qu'1/8<sup>e</sup> des terres du pays ; 7/8<sup>e</sup> de la population ne possédaient pas de terres, celles-ci se trouvaient toutes entre les mains du dernier huitième, et sur ce huitième, 1.548 personnes en possédaient les 2/5<sup>e</sup>.

En Moravie, 1/6<sup>e</sup> des terres appartenait aux petits propriétaires qui n'étaient que les 6/7 des détenteurs du sol. En

Slovaquie, sur 5.612.155 hectares, 2.100.000 appartenaient à quelques propriétaires (1).

Ces domaines immenses, ces latifundia, dont quelques-uns atteignaient jusqu'à 50.000 hectares, avaient été constitués au profit des Allemands, après la bataille de la Montagne Blanche, par des confiscations sur la noblesse indigène presque entièrement dépouillée à titre de punition. Les Tchèques voulaient donc exercer une véritable reprise. Si elle a été brutale, qui pourrait les blâmer de faire ainsi œuvre nationale ?

D'après la réforme réalisée par les lois des 16 avril 1919, 8 avril 1920, 13 juillet 1922, il s'est agi, non pas de supprimer la grande propriété, mais de mettre fin à un état de choses anormal et de mieux répartir les terres entre les petites, les moyennes et les grandes entreprises ; dans cette législation, il n'y a aucune tendance au bolchevisme russe.

La grande propriété est saisie quand elle dépasse 150 hectares de sol labourable ou 250 hectares de sol quelconque entre les mains d'un même propriétaire. Ce n'est pas une confiscation, mais une limitation des droits des propriétaires quant à la possibilité de vendre, morceler, louer ou hypothéquer. La saisie n'enlève pas au détenteur la jouissance de sa propriété, il peut, en toute liberté, continuer à exploiter ses terres, l'Etat lui laissant 250 hectares (150 s'il s'agit uniquement de champs) ; dans certains cas, ce chiffre peut s'élever à 500 hectares. L'Etat a le droit, après un avertissement donné six mois auparavant, de prendre possession du sol saisi ou de le répartir entre les sollicitants prévus par la loi. Ces prises de possession sont effectuées contre indemnités fixées d'après la moyenne des prix de 1913 à 1915. Grâce à l'état actuel de la couronne tchécoslovaque, elles sont beaucoup plus élevées que celles obtenues par les propriétaires dans n'importe quel autre Etat de l'Europe, lors de l'application des diverses réformes agraires après la guerre mondiale.

(1) Dr R. Vondruschka et A. Pavel. *La Réforme agraire en Tchécoslovaquie*, Prague, 1922, p. 3 et suiv.

La réforme agraire a déjà mis, à la disposition de l'Etat (janvier 1925), 990.000 hectares dont 509.176 ont été répartis. 94.680 hectares de terres affermées ont été attribuées à de petits fermiers. La réforme a atteint 765 grandes propriétés avec 2.848 exploitations agricoles. La nationalisation des forêts a porté, jusqu'ici, sur 300.000 hectares de sol forestier.

Non seulement la réforme agraire a eu, au point de vue social, une grande importance en distribuant des dizaines de milliers d'hectares à de petits propriétaires, mais également au point de vue de la technique agricole. Avec l'application des lois agraires, la production des céréales, des plantes textiles, des arbres fruitiers, qui n'a pas atteint son maximum, sera incontestablement augmentée.

Déjà, dans l'ancien Empire d'Autriche, la Tchécoslovaquie était très favorisée au point de vue agricole grâce à l'heureuse distribution des pluies, au climat tempéré, à la fertilité du sol, et aux méthodes très perfectionnées des cultivateurs, dues à un enseignement professionnel agricole des plus développés. Aussi la Tchécoslovaquie était-elle au premier rang des pays producteurs de céréales, en seigle, en avoine, en orge, en blé, en maïs, etc...

Après la guerre, la production agricole avait beaucoup souffert par suite du manque d'engrais artificiels, mais cette production n'a fait qu'augmenter. En 1922, le rendement moyen, par hectare, a été de 16 quintaux pour le froment, de 15,2 pour le seigle d'hiver, de 15,4 pour l'orge de printemps, de 110 quintaux pour les pommes de terre, de 145 quintaux pour la betterave à sucre.

Avant la guerre, l'élevage était très florissant, en Tchécoslovaquie, et il était même si intense que ce pays venait de suite après le Danemark et l'Allemagne, dépassant la France et la Grande-Bretagne. Evidemment, le cheptel a été très endommagé par les réquisitions pendant les hostilités et a diminué de valeur par suite d'une alimentation insuffisante, mais il sera vite refait. En Slovaquie, l'élevage des chevaux est surtout en honneur. Dans les Karpathes, on trouve le cheval ruthène, endurant et peu exigeant ; sur le versant Sud, on élève des chevaux de demi-sang et des chevaux de Lipizza.



L'élevage des bovidés est pratiqué, en pays tchèque, où l'on élève des bœufs marqués de taches claires et des bœufs tachés de roux, et en Slovaquie et Russie subkarpathique où l'on trouve du bétail des races de Pinzgau, de Montafou et d'Algave. La Tchécoslovaquie peut exporter des chevaux et des bovidés.

Elle élève des porcs obtenus par le croisement de porcs anglais avec ceux du pays, mais elle est importatrice de viande de porc ; sur ce point elle ne se suffit pas à elle-même.

La Slovaquie élève de nombreux ovins, notamment des brebis.

A mesure qu'on avance de l'Ouest à l'Est, en Tchécoslovaquie, la culture des terres cesse d'être intensive pour devenir extensive, et la surface boisée s'accroît également.

En Bohême. . . . .	1.512.133 hectares.
En Moravie . . . . .	642.842 —
En Silésie . . . . .	154.324 —
En Slovaquie . . . . .	1.658.635 —
En Russie subkarpathique . .	635.367 —

En Bohême, les forêts de conifères couvrent 1 million 299.855 hectares, les forêts d'arbres à feuilles caduques, 70.086 hectares, les forêts mixtes 142.212 hectares.

En Slovaquie, les forêts de conifères s'étendent sur 440.917 hectares, les forêts feuillues sur 699.194 hectares et les forêts mixtes sur 301.730 hectares.

Au point de vue de la production annuelle par rapport aux autres Etats, la Tchécoslovaquie vient au troisième rang après la Suède et l'Autriche et a exporté 19 millions de quintaux de bois en 1923.

En richesses minérales, la Bohême était, après la Silésie, la mieux partagée de l'Empire. L'extraction de la houille atteignait, en 1900, 5.772.604 tonnes, en 1913 ; à la veille de la guerre, 9.362.795 tonnes ; elle était, en 1923, de 8.110.352 tonnes avec 43.947 ouvriers ; c'est la guerre qui avait causé la baisse de l'extraction. C'est le bassin d'Ostrava-Karvin qui

est le plus important avec 41 usines, il fournit un excellent coke avec 2 usines ; après viennent les bassins de Plzench, de Kladno et de Zackerch. Le lignite est exploité principalement entre Cheb et Falkenov. Les minerais de fer sont également très abondants dans la Bohême centrale et dans les Monts métallifères de Slovaquie. Les mines de Jachymov sont les premières du monde par la quantité et surtout par la qualité du radium qu'on y produit ; les mines de Pribram restent les principales productrices de plomb et d'argent de la Tchécoslovaquie.

Quant à l'activité industrielle et commerciale de la Tchécoslovaquie, elle est des plus manifestes. Il faut dire que la jeune République est, à cet égard, très privilégiée, puisqu'elle a hérité d'une industrie considérable et variée, représentant près de 80 % de l'ancienne industrie austro-hongroise qui alimentait en grande partie la Monarchie et le marché balkanique (92 % pour les sucreries, 46 % pour les distilleries, 57 % pour les brasseries, 50 % pour les fabriques de produits alimentaires, 75 % pour les fabriques de produits chimiques, 60 % pour la métallurgie, 100 % pour les fabriques de porcelaine, 92 % pour les verreries, 75 % pour les tissages et filatures, etc...) Avant la guerre, ces industries n'avaient pas d'organismes communs autonomes, elles étaient rattachées aux organisations autrichiennes. Avec l'indépendance, est née et a grandi, à Prague, la *Fédération centrale des Industriels tchécoslovaques*, dont le Dr F. Hodac est le dévoué secrétaire général.

Ne pouvant plus se borner à la consommation du pays trop restreint pour de si nombreuses industries, les usines durent chercher des débouchés et organiser, grâce à la Fédération, l'exportation de leurs produits. L'industrie métallurgique tchécoslovaque est ainsi devenue une industrie d'exportation ; 70 % de la production normale est utilisée dans le pays et 30 % exportée.

La situation, au début menaçante, s'est peu à peu améliorée, grâce au fonctionnement normal des chemins de fer, aux arrivages réguliers de matières premières, de charbon, etc... Les salaires des ouvriers également se sont stabilisés.

Au premier rang des industries, vient l'industrie du sucre de betteraves qu'on a appelé « l'or tchécoslovaque » ; la Tchécoslovaquie est le troisième pays sucrier de l'Europe d'avant-guerre. Sur 7.880.448 quintaux, elle a exporté pour 4 millions, principalement en Angleterre, Italie, France (1923).

L'industrie de la bière vient, au second rang, avec 13 millions d'hectolitres dont 1.150.000 sont exportés.

La Tchécoslovaquie possède de magnifiques établissements métallurgiques qui fournissent le matériel nécessaire à son agriculture florissante : machines agricoles, matériel de sucreries, installations de brasseries. Tous ces établissements ont étendu leur champ d'activité, fabriquent des locomotives, wagons, tenders, des appareils électriques, des automobiles, etc... Les industries de transformation des métaux sont largement représentées et ont pu se développer dans des conditions particulièrement favorables, parce qu'elles se trouvaient situées près de la houille et à proximité des produits de la grosse métallurgie installée près des bassins houillers de Moralesk, à Ostrava et de Kladno. Les forges et aciéries tchécoslovaques ont ainsi une puissance de production de 12 millions de q. m.

L'industrie verrière est également très célèbre avec 146 verreries et cristalleries dont 21 sociétés anonymes, fabriquant du verre soufflé et en feuilles, des bouteilles, des glaces, des cristaux taillés qui sont de véritables objets d'art ; les 3/4 de la production vont à l'exportation (1923). Les briqueteries et tuileries sont également très développées avec un rendement annuel de 1700 millions de briques et 170 millions de tuiles, ainsi que l'industrie textile qui est une des grandes industries tchécoslovaques, travaillant le coton, le lin, la laine, le jute, le chanvre, la soie et occupant plus de 350.000 ouvriers. Avec ses 4 millions de broches, l'industrie cotonnière tchécoslovaque occupe la septième place parmi les grands Etats producteurs ; l'industrie du lin compte 26 filatures et celle de la laine 72 filatures. L'industrie chimique compte 670 entreprises avec 46.000 ouvriers : acide sulfurique, acide chlorhydrique, sulfate de soude, etc... Les industries du bois, de la pâte à papier sont également très prospères.

Avec une production si florissante, la balance de la Tchécoslovaquie est naturellement favorable ; les exportations ont dépassé de 5 milliards 136 millions, en 1924, les importations (27 milliards 569 millions c. contre 22 milliards 433 millions). Cette balance commerciale s'est chiffrée, en 1923, par un solde créditeur de 2.389.907.

Mais à cette industrie si importante, massée aujourd'hui sur un étroit territoire, enserrée de tous côtés par des barrières douanières, il faut des débouchés, et c'est là où nous touchons aux côtés noirs de ce tableau flatteur.

Pour ses exportations de produits manufacturés d'étoffes et de verreries, vers les Balkans, l'Orient, la Russie du Sud, les Etats successeurs, la Tchécoslovaquie se sert de la magnifique voie du Danube avec les ports de Bratislava, Komarno, Kamenice, Parkan. Elle envoie, sur les marchés anglais et français, par l'Elbe et Hambourg où elle possède une zone franche de même qu'à Stettin, et les fleuves qui desservent ces ports sont internationalisés, le sucre, le bois, le houblon ; par Trieste, elle alimente, avec ces mêmes produits, le bassin méditerranéen, l'Italie, les ports d'Algérie, etc... Elle reçoit, par les mêmes voies, les laines d'Australie et d'Amérique, le minerai de fer de Suède, les céréales des Etats-Unis et de Russie, le riz de l'Inde, les cotons de toutes provenances, les vins de France et du Portugal, les bois précieux et les épices des colonies françaises, le cuivre, le plomb, le zinc pour alimenter sa laborieuse industrie.

La Tchécoslovaquie fait principalement un grand trafic avec l'Allemagne : 45,32 % des importations et 42,13 % des exportations, en 1922, contre 2,30 % et 3,19 %, en France. Toutes les grosses industries ne sont-elles pas concentrées le long de la frontière allemande ? Il y a aussi un commerce très actif avec l'Autriche (31,97 % des exportations), et avec la Roumanie et la Serbie qui se fournissent là en chaussures, vêtements, machines agricoles. Or, par suite de la baisse du mark, de la couronne autrichienne, du leu, du dinar, et la hausse de la couronne tchécoslovaque, à la suite des sages mesures qui ont provoqué la déflation, les exportations diminuèrent. Ces pays à change déprécié ne pouvaient plus acheter aisément en Tché-

coslovaquie. Aussi celle-ci a-t-elle traversé une crise de surproduction dont elle est heureusement sortie.

Or ce pays très industrialisé doit, pour vivre, exporter la majeure partie de ses productions et il doit les fabriquer à bon compte pour augmenter ses débouchés ; plus il exportera en effet, plus il sera riche. Il doit organiser cette production, compléter le système des conventions commerciales déjà signées qui augmenteront l'activité de la balance commerciale et la rendront de plus en plus favorable. L'industrie tchécoslovaque s'est trouvée du reste aux prises, depuis la guerre, en 1919, lors de sa réorganisation, en 1920, lors de la crise mondiale, et en 1922, lors de la hausse de la couronne, avec des difficultés successives qu'elle a pu surmonter à force d'habileté. Elle a prêté largement son concours à l'Etat pour le relèvement de la monnaie, relèvement qui cependant était contraire à ses intérêts, car il nuisait aux exportations. Elle était la première à souffrir de ce redressement auquel sa prospérité avait contribué. Au lieu comme dans beaucoup d'Etats, de hausser les prix aux dépens du consommateur, pour faire face à toutes les difficultés, elle préféra perfectionner les méthodes de production pour abaisser les prix de revient et chercher à écouler ses produits.

Pour qu'un pays reste prospère, il faut que sa monnaie soit stable. Or, pendant deux ans, malgré une réduction de la circulation financière et une balance du commerce favorable, la couronne ne cessait de se déprécier. Elle ne remonta que du jour où la nation eut gagné la confiance de l'étranger, après la réforme monétaire que l'infortuné ministre des Finances eut le courage de tenter et put mener à bien.

Le jeune Etat eut une chance heureuse de trouver, à son berceau, un ministre aussi compétent et d'un aussi grand caractère que M. Rasin. Il fallut organiser des finances de toutes pièces, car la Tchécoslovaquie s'était trouvée entraînée dans le désastre monétaire de l'ancien Empire. Le ministre dut créer une monnaie pour l'Etat et pourvoir aux exigences du budget.

Il résolut d'abord de réaliser l'autonomie monétaire. La loi du 25 février 1919 décidait l'estampillage des billets de

banque, la reprise des comptes-courants et des bons de caisse de la Banque d'Autriche-Hongrie. Les billets de banque en circulation étaient estampillés par l'apposition d'un timbre valant 1 % de leur valeur nominale. D'autre part, pour réduire la circulation non gagée, il fut décidé que, lors de l'estampillage, 50 % du montant des billets de banque en circulation et du montant des comptes de virement des succursales de la Banque d'Autriche-Hongrie en Tchécoslovaquie, ainsi que des bons de caisse émis par ces succursales seraient retenus moyennant un intérêt annuel de 1 %. Le but de ce prélèvement était de servir de garantie aux versements à exiger au titre d'un impôt sur le capital; les bons de retenue seraient admis en paiement dudit impôt.

La double opération eut lieu, dans le plus grand secret, du 26 février au 9 mars, pour éviter toute panique. Dans l'ensemble, le désir d'avoir une monnaie saine fit accepter, sans trop de protestation, l'emprunt forcé. La circulation tchécoslovaque qui, au 26 février 1919, atteignait 9.420.000.000 de couronnes se trouva ramenée au total de 6.638.500.000 couronnes, soit 28.69 % de la circulation totale au lieu de 50 %. Les billets estampillés furent progressivement remplacés par des billets tchécoslovaques d'égale valeur garantis par l'Etat.

Pour compléter cette opération brutale, pour sortir de la circulation fiduciaire sans gage et arriver à la circulation gagée, M. Rasin se proposa d'amortir, par un prélèvement sur la fortune, le montant de l'emprunt forcé et de constituer une réserve métallique solide. Un recouvrement des biens fut opéré, du 1<sup>er</sup> mars 1919 au 8 avril 1920, et la loi du 8 avril 1920 établit un impôt sur le capital qui devait frapper toutes les personnes propriétaires domiciliées en Tchécoslovaquie sous réserve d'abattements à la base pour les petites fortunes. Les particuliers devaient déclarer l'état de leur fortune au 1<sup>er</sup> janvier 1914. Outre la taxe sur le capital, ils furent en effet frappés d'un impôt sur l'accroissement de leurs biens de 1914 à 1919. Les deux taxes furent progressives, variant de 1 à 30 % pour la première et de 5 à 40 % pour la seconde. Les contribuables avaient un délai de 3 ans pour se libérer.

Le produit de l'impôt sur le capital et de la taxe sur l'accroissement de la fortune a été très inférieur aux prévisions et donna lieu à de graves difficultés d'assiette qui ne sont pas encore toutes résolues. Cependant, établi par un gouvernement fort, dans une atmosphère de confiance, il a donné d'appréciables recettes qui étaient, au 31 janvier 1925, de 4.128.447.000 couronnes. Le gouvernement escompte un recouvrement total de 7.000.000.000 de couronnes qui est loin d'être atteint (1).

Une nouvelle unité monétaire fut créée, la couronne tchécoslovaque, qui valait théoriquement l'ancienne couronne. Dès son apparition, elle fit prime sur la couronne autrichienne et sur les devises des Etats successeurs. Pendant longtemps elle suivit les destins du mark allemand ; mais dès 1921, on put la dégager d'une si dangereuse dépendance ; en 1922, la couronne était stabilisée à 0,10 centimes suisses et s'éleva même jusqu'à 0,19. L'industrie et le commerce entrèrent en pleine crise avec des faillites et des chômages et durent abaisser leurs prix de vente tant sur le marché intérieur que sur les marchés étrangers. Les exportations avaient considérablement baissé. La situation des finances de l'Etat devenait même critique, car la hausse de la couronne, en diminuant la rentrée des impôts, faisait craindre un déficit énorme. Pour enrayer la crise et la spéculation à la baisse qui s'en suivit, M. Rasin dut restreindre les facilités accordées au commerce des devises, puis l'ancienne centrale des devises austro-hongroise fut remaniée sous la forme d'une Centrale tchécoslovaque et l'Office bancaire put poursuivre une politique de change nécessaire. On s'efforça également d'activer la production des mines d'or de Roudny. Ces mesures réussirent et, au début de 1923, la couronne se stabilisait aux environs de 3. L'exportation augmenta avec les réserves de devises, en même temps que s'amélioraient les conditions de la production ; les finances de l'Etat allaient en bénéficier.

(1) Voir Aloïs Rasin. *Les Finances de la Tchécoslovaquie*, 1 vol. in-8', Paris, Edit. Bossard ; Savary. *Le Rétablissement économique et financier de la Tchécoslovaquie*, Bruxelles, 1 brochure, 1925 et *Revue des Sciences Politiques. Les Finances des Etats européens depuis la guerre. Tchécoslovaquie*, par J.-J. Bizot, juillet-septembre 1925, p. 380 et suiv.

En même temps le ministre, poursuivant son triple but de déflation des-prix, de déflation du crédit, de déflation fiscale, résolut de pratiquer une politique d'économie à outrance par le meilleur rendement des services existants et des réductions dans les traitements des fonctionnaires. Mais il avait soulevé de grosses inimitiés et paya, de sa vie, sa belle audace patriotique. En tout cas, le budget de 1923 ne laissait plus qu'un déficit de 559 millions — on était loin du déficit de 1920 qui atteignait 30 %. Au milieu de l'année 1923, la gravité de la crise était arrêtée et l'industrie tchécoslovaque reprenait son essor avec une amélioration générale dans le monde des affaires.

Le rétablissement financier a contribué à ramener la confiance ; la couronne s'est peu à peu stabilisée (46 à 47 centimes suisses). La circulation fiduciaire a été restreinte de 13 milliards de couronnes à 9 milliards, soit 800 couronnes par tête d'habitants, c'est-à-dire 130 francs-or (elle est en France de 350 francs-or). L'Office bancaire, créé par la loi du 10 avril 1919, pour escompter les traites données en paiement des droits de douanes et des contributions et pour accepter et effectuer les paiements pour le Trésor, a contribué à cette stabilisation par ses interventions de plus en plus efficaces.

Mais les prix n'ont point baissé d'une façon générale à mesure que la couronne haussait. Au contraire, les méthodes de déflation, qu'on ne peut cependant critiquer, ont certainement eu un inconvénient, celui de faire monter les prix, et le pays en a souffert. En 1924, par exemple, alors que le cours de la couronne représente environ 6 à 7 fois la parité d'avant guerre, le nombre-indice des prix de gros correspond à dix fois l'indice de base. Le pays ne pourra supporter une telle situation et son gouvernement devra tendre de tous ses efforts vers la baisse des prix. Il est même temps d'arrêter la déflation et le gouvernement songe à contracter un emprunt qui permettra de stabiliser définitivement la couronne. Cette situation a influé sur les recettes de l'Etat ; les impôts des contribuables n'ont pas rendu assez, et le budget de 1924 a laissé un déficit de 602 millions et celui de 1925 un déficit moindre,



soit de 272 millions. Elle s'améliorera, car le pays n'a, comme dette, que 24.658 millions de couronnes, soit une charge de 1.840 couronnes par habitant, ce qui n'est pas trop élevé.

Les pouvoirs publics s'efforcent également, depuis 1922, d'encourager l'industrie par une liberté plus grande laissée au commerce extérieur, par des ententes économiques, et pratiquent une politique de dégrèvement de la production (abaissement de l'impôt sur les charbons, réduction des tarifs de transport). Ils devront se livrer aussi à une plus sérieuse compression des dépenses et à des économies. Déjà le budget de 1925 accuse une réduction de 1.000.000.000 de couronnes. Cet effort devra être poursuivi et atteindre un chiffre d'économies beaucoup plus élevé pour être réellement efficace.

Ainsi la République tchécoslovaque a une population, un territoire et des richesses suffisantes pour vivre de sa vie propre, et pour se développer économiquement. Si les échanges commerciaux se font normalement — car elle a besoin d'importations et les exportations lui sont nécessaires —, sa prospérité est certaine. Elle est du reste dans une position géographique exceptionnelle qui fait d'elle l'intermédiaire nécessaire entre l'Orient et l'Occident ; elle est placée, avec Vienne, sur les grandes routes du trafic européen, elle peut jouer ainsi un grand rôle dans le commerce mondial.

Certes, la structure même du pays présente des inconvénients. D'abord, il est trop éloigné de la mer : Trieste est le port le plus rapproché, à 350 kilomètres. D'autre part, le territoire, avec sa forme étriquée, placé entre les tronçons du Germanisme et ses 3.000 kilomètres de frontières terrestres, est difficile à défendre. Il se trouve isolé au milieu de peuples ennemis, sans accès à la mer, asservi à un système de communications qui ne lui appartient pas en entier ; il peut se trouver aux prises un jour avec les Allemands qui l'attaqueraient en face et les Hongrois dans le dos ; aussi la Tchécoslovaquie doit-elle avoir une politique extérieure des plus attentives.

Ce fut la grande œuvre accomplie par son ministre des

Affaires étrangères actuel, M. Bénès, qui, aux côtés du Président Masaryk, s'efforça de faire vivre pratiquement le nouvel Etat qui venait d'être mis au monde, faisant preuve des qualités d'un homme d'Etat à la fois ferme et prudent, d'un diplomate très renseigné, fort instruit et fin psychologue, remarquable par deux qualités essentielles : la fidélité dans le but à atteindre et la souplesse des moyens, respectant les traditions, mais sachant quelle est l'importance, pour diriger les affaires d'une jeune nation, d'un réalisme pratique, toujours sage.

Pour faire de bonne politique, il croit qu'il est nécessaire d'avoir un programme d'idées arrêté, savoir « ce que l'on veut et ce que l'on doit vouloir ». Il est dangereux de prendre position à l'égard des événements comme ils se présentent, de défendre simplement, au jour le jour, les intérêts passagers de l'Etat et de la nation. La politique extérieure n'est pas simplement une diplomatie plus ou moins habile, « un louvoiement entre divers éléments et diverses situations délicates », elle a besoin d'une solide assise philosophique, d'une conception du monde bien arrêtée, ainsi elle gagne la confiance et l'estime. C'est ainsi que très justement M. Bénès conçoit et définit la politique réaliste et idéaliste à la fois qu'il applique dans sa conduite des affaires.

Elève de l'Ecole des Sciences politiques, où il suivit les cours de nos maîtres Sorel, Vandal, Bourgeois, M. Bénès est un grand ami de la France. Nourri de ces fortes études historiques, il sait que les questions diplomatiques sont complexes, qu'il faut les résoudre par des vues générales, en dominant les faits minimes de la politique quotidienne. Peu lui importe qu'il y ait, de-ci de-là, des incidents de frontières plus ou moins graves. Il s'élève au-dessus de ces contingences, il saisit le problème dans son ensemble, en envisageant les relations de la Tchécoslovaquie avec ses voisins immédiats, avec l'Entente, l'Allemagne, la Russie. Sa politique n'est pas une politique au jour le jour, mais une politique large, étendant ses vues vers l'avenir. Plaçons-nous en présence des faits, nous disait-il, à Prague, en nous recevant longuement dans ce somptueux cabinet du Hradcany qui

domine la ville, et « examinons-les les uns après les autres. L'Empire d'Autriche a été détruit, c'est un fait ; il a fallu le remplacer. Je ne dis pas que ce nous avons créé, à Paris, soit excellent, mais c'est préférable à l'ancien état de choses au point de vue moral, économique et politique. Il y a des mécontents : ils crient à l'injustice et veulent tromper ainsi délibérément l'opinion internationale. Ce malaise, que je reconnais, ils l'imputent au Traité. Mais il a une autre origine. Nous avons assisté à une guerre formidable qui a détruit quatre empires, bouleversant le système de crédit, de transport, d'économie générale. Sur ces ruines, il nous a fallu reconstruire. Est-ce en quatre ans que nous pouvons tout refaire ? Même si la Transylvanie, la Slovaquie, la Croatie n'avaient pas été enlevées à la Hongrie, les choses n'en iraient pas mieux pour cela. Les difficultés, le mécontentement que je suis prêt à reconnaître, n'en subsisteraient pas moins si la Hongrie avait plus de territoires.

« Il faut collaborer en paix. Je suis prêt à examiner, même devant la Société des Nations, la question des nationalités chez nous et en Hongrie, où il y a 300.000 Slovaques. Si elle nous donne tort, nous sommes prêts à nous incliner, mais nous sommes tranquilles sur ce point. Que la Hongrie accorde aux Slovaques ce que nous accordons aux Magyars, qu'elle abandonne toute idée de revanche, interdise les manifestations irrédentistes, fasse son devoir loyalement en exécutant les engagements pris, en cessant ses armements, en agissant comme nous à l'égard des minorités !

« Si la bonne entente règne, nous pouvons aboutir, entre les quatre Etats, à un système nouveau de collaboration. Celle-ci aurait pour base un système économique contractuel répondant aux nécessités présentes et qui dominerait les divergences politiques. Ces ententes économiques aideraient à l'apaisement de l'Europe. Elles sont très importantes pour la France ; elles permettront de barrer à l'Allemagne la route du Sud ; elles la rendront impuissante et arrêteront aussi le développement du bolchevisme. »

C'est en effet à M. Bénès que revient le mérite d'avoir constitué le groupement de la Petite Entente, d'avoir, autour de

son pays, formé un solide faisceau d'amitiés et d'alliances, d'avoir ainsi fait de lui un facteur important de la politique européenne, un centre diplomatique de premier ordre, un instrument d'ordre et d'harmonie essentiel à l'équilibre de l'Europe.

Un récent traité d'amitié et d'alliance (Janvier 1924), conclu avec la France, lie ses intérêts aux nôtres et plus étroitement qu'à ceux de n'importe quel autre Etat. Il sert à écarter toute restauration possible des Hohenzollern ou il consacre et consolide des relations que les Habsbourg et de mutuelles sympathies ont établies entre les deux pays. Voilà du reste près de dix siècles que les premiers rapports intellectuels se sont noués entre la France et la Tchécoslovaquie quand l'Université de Prague fut fondée par le Luxembourgeois, Charles IV, sur le modèle de la Sorbonne (1348). Il semblait bien qu'une ère de collaboration aurait continué, — car le souvenir de Jean l'Aveugle, mort pour la France à Crécy, n'était point effacé —, si le Germanisme ne s'était interposé, barrant la route de l'Occident. Mais les sympathies intellectuelles subsistaient entre les deux peuples et s'affirmèrent davantage, vers 1871, lorsque Louis Léger et Ernest Denis vinrent, sur place, étudier l'histoire de la Bohême. L'Alliance française créa peu à peu des centres d'influence ; elle est aujourd'hui très active à Prague sous l'habile direction de M. A. Fichelle, qui professe à l'Université de Brno, et maintient, avec l'Institut français, fondé à l'instigation d'Ernest Denis, avec la *Revue française de Prague*, la belle tradition française. Notre langue est enseignée et parlée de plus en plus à Prague, et la culture française est toujours appréciée et toujours vivante.

Située au centre même de notre continent, la Tchécoslovaquie est devenue, quoiqu'on pense ailleurs, le pilier d'une Europe centrale qui n'est plus germanique. Elle sépare l'Allemagne de ses Marches avancées vers Salonique et vers l'Orient et elle continue ainsi le rôle important qu'elle a joué jadis, au Moyen-Age, alors que ses souverains étaient Empereurs élus du Saint-Empire et commandaient à une partie de l'Europe. Comme l'écrivait M. Jean Pozzi, dans une très fine

étude : « Elle peut nous apporter aujourd'hui un concours qui n'est pas négligeable, ou nous aider demain dans la reconstitution économique de l'Europe et la restauration de la Russie » (1).

(1) *M. Bénès et la Petite Entente*, 1 br. Extrait de la *Revue de France*, du 1<sup>er</sup> octobre 1922, p. 29.

## CHAPITRE IV

### LE ROYAUME DES SERBES, CROATES, SLOVÈNES

---

Sous l'effort lent des Slaves du Sud, d'abord dans la littérature et les arts, puis dans les associations et les partis politiques, se créait l'unité de la grande patrie serbe. L'union était faite dans les cœurs avant d'être réalisée dans les cartes et les frontières par la victoire des Alliés. Dans leur longue résistance à l'oppression austro-hongroise, les Serbes s'étaient préparés à conquérir l'autonomie politique et religieuse, à devenir, unis dans la lutte comme dans la souffrance, un Etat libre égal aux autres Etats. Serbes, Croates, Slovènes, étaient moralement d'accord, depuis des siècles, ayant jadis vécu dans la même communion des âmes, dans les mêmes aspirations, lorsqu'ils se retrouvèrent sur les champs de bataille, pour lutter contre les Allemands, au VII<sup>e</sup> siècle, contre les Magyars, au IX<sup>e</sup>, contre Venise et les Turcs, au XIV<sup>e</sup>, de nouveau contre les Magyars, en 1848. Ainsi l'unité des trois peuples s'est manifestée, à tous les moments critiques de leur tragique histoire.

La mainmise de l'Autriche-Hongrie sur les provinces de Bosnie-Herzégovine, avait été une grave atteinte morale aux sentiments du peuple serbe et avait contribué à grouper ensemble les populations yougoslaves. Hier des volontaires de l'ancienne Autriche rivalisaient de dévouement avec les Serbes de la vieille Serbie dans la lutte contre l'envahisseur. Il en accourut de tous les points du monde : de Russie, d'Amérique, d'Australie — près de 100.000 — pour s'enrôler sous les drapeaux du roi Pierre. Ainsi s'affirmait la solidarité des trois peuples de même race qui, au lendemain de

la victoire, allaient mettre en commun leur civilisation particulière et leur unité intellectuelle. Tous les pays slaves du Sud avaient collaboré avec enthousiasme à la reconstitution de la patrie (1).

Et le nouvel Etat, ainsi créé à travers le Danube et la Save, interrompait la pousée allemande vers Salonique, puissant obstacle à l'expansion germanique dans le Sud-Est de l'Europe. Que de fois les Allemands et les Austro-Hongrois n'ont-ils pas, dans leurs écrits et leurs discours, exprimé leurs craintes de voir les Slaves, races asservies, se mettre au travers de leurs ambitions. A tout prix, il ne fallait pas permettre aux « Serbes de former une barrière, de l'Adriatique jusqu'au Danube, et cacher ainsi aux Allemands leur avenir qui est sur la mer Egée (2). »

Aujourd'hui la Yougoslavie possède ses limites définitives. On s'est conformé au principe des nationalités en fixant la ligne des délimitations du côté de l'Autriche et de la Hongrie ; la vallée de la Drave constitue une frontière très satisfaisante et, avec les provinces de la Baranya, de la Bachka et de la Syrmie, la Yougoslavie voit se reconstituer les anciens confins militaires.

Du côté de la Roumanie, la question du Banat a bien, de part et d'autre, laissé des regrets, pour ne pas dire des rancunes ; Temesvar est resté aux Roumains qui gardent, sur le Danube, un terminus de voie ferrée ; on n'a pu accorder entièrement aux Serbes les issues des voies de communication de cette ville. Du côté de la Bulgarie, le saillant de Stroumitza disparaît pour passer sous la domination serbo-croate.

Il n'y a que du côté de l'Italie que les principes ont fléchi, puisque plusieurs centaines de mille de Slovènes du Karst et de l'Istrie sont séparés du royaume yougoslave. Celui-ci aura fort à faire pour défendre ses mille kilomètres de côtes ; il devra rester une forte puissance militaire et maritime ; les conventions de neutralité ne suffiraient pas à le protéger.

(1) Milenko Vesnitch. *La Serbie à travers la guerre*, 1 vol. in-8°, Paris. — Edit. Bossard, 1921, p. 75.

(2) *Der Tag*, juin 1909, par Albert Wirth.

Entre ces trois peuples qui composent le nouveau royaume : Croates, Slovènes et Serbes, les différences abondent. Inégalités de tempérament, de mœurs, de culture, de conditions sociales, se remarquent entre le paysan des plaines, le montagnard belliqueux, le marin de Dalmatie, le Macédonien que séparent encore la législation, le régime foncier. Même les habitants de Zagreb, de Dubrovnik (Raguse), de Riéka (Fiume) sont d'une civilisation plus raffinée que ceux qui résident dans les hautes montagnes de Bosnie ou de Vieille Serbie. La réunion de ces peuples ne serait-elle alors, comme on l'a prétendu, qu'une création artificielle des diplomates ? Non, si l'on considère que, sous l'impérieux besoin de vivre en communauté pour résister au même ennemi, ils ont fait abstraction de leurs préférences nationales ou ethniques, de leur particularisme. Et de fait le nouvel État a vécu et prospéré depuis six ans, mais non sans de graves heurts et des hésitations qui précisément résultent des éléments disparates qui le composent.

A peine avait-il vu le jour, qu'il devait s'organiser et là les difficultés commençaient, aussi la constitution du Vidovdan — fête nationale serbe pour célébrer la bataille de Kossovo (28 juin 1921) — ne fut-elle votée qu'après de longues discussions. Deux tendances furent alors en présence, la tendance centraliste, représentée par les Serbes, et la tendance fédéraliste représentée par les Croates aidés des minorités slovènes, musulmanes, allemandes et magyares. Dans ces pays d'Orient, tout est affaire de religion, or les populations sont ici profondément séparées par les opinions religieuses : 42 % de la population, soit 5.360.000 sont orthodoxes, en Serbie, Macédoine, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Slavonie et Dalmatie. 38 % (4.973.000) sont catholiques, en Slovénie, Croatie, Dalmatie, Bosnie-Herzégovine et Voïvodina. Il y a en outre 1.360.000 musulmans en Serbie, Macédoine, Monténégro, Bosnie-Herzégovine ; ainsi le Croate est opposé au Serbe dont l'orthodoxie semble menacer son catholicisme ardent. Fier de son passé littéraire et guerrier, de ses libertés, de son indépendance séculaire, puisque le chef de l'État était roi, il se juge supérieur aux Serbes. Alors que lui vivait à Zagreb d'une vie intellectuelle intense, le Serbe ne



chantait que ses poésies rustiques et sauvages. Alors qu'il luttait avec succès contre les Magyars et les Turcs, avec une armée bien organisée, le Serbe n'était qu'un simple pillard vivant de rapines au fond de ses montagnes.

Lors des discussions pour élaborer la constitution, les divergences de vues éclatèrent. D'abord deux grands groupements politiques se partageaient la Croatie. D'un côté, le parti clérical et monarchiste et de l'autre, le parti paysan ou républicain de M. Raditch. Mais tous les deux ne visaient qu'à une chose : sauvegarder l'individualité politique et religieuse du pays et lutter contre la propagande serbe. Les Croates, aidés des minorités slovènes, musulmanes, allemandes et magyares auraient désiré que le nouvel Etat fût un Etat fédéral pour que chacune des nationalités qui le composaient gardât une certaine autonomie. Au contraire les Serbes, qui rêvaient, à juste titre, de reconstituer la grande Serbie de leurs ancêtres, s'efforçaient, pour réaliser ce rêve, de créer un Etat centralisé et unitaire. Ainsi deux thèses se sont heurtées : l'une, la thèse serbe, fondée sur le principe de l'égalité de droit complète des citoyens de toute origine et de toute confession, l'autre sur le principe de l'égalité des droits de toute unité ethnique, de toute nationalité déterminée. Mais les Serbes ne voulaient pas voir revivre le point de vue qui avait reçu son application en Autriche jadis et qui conduisait purement et simplement à la domination du groupe ethnique le plus nombreux sur les autres groupes, en l'occurrence à leur propre domination. Ils ne voulaient pas abuser de leur prépondérance d'où résulterait inévitablement une ère de crise et de luttes stériles préjudiciables à l'Etat. Il y eut ainsi, pendant quatre ans, de longues discussions, mais la constitution fut finalement adoptée, marquant le triomphe de la théorie centraliste serbe ; seulement il y avait 161 abstentions avec 223 voix seulement pour l'adoption.

C'est le parti paysan, bloc de 63 membres d'opinions républicaines, dirigé par M. Raditch, amalgame d'appétits impossibles à réaliser et de rancunes personnelles, qui avait pratiqué la politique d'abstention. Cette situation regrettable a

pesé sur la vie parlementaire de la Yougoslavie, ces dernières années. Ce parti avait pris naissance, dès 1904, et avait pour tendance de libérer le prolétariat agricole de la domination étrangère. Son chef, M. Raditch, fut ainsi, selon les besoins de la cause, à la fois serbophile et antiserbe, il se trouva même, pendant la guerre, paraît-il, un parfait autrichien, garantissant aux Habsbourg la fidélité des Croates, donnant sans cesse des preuves de la plus déplorable versatilité, ayant toutes les opinions et tous les partis. Après la guerre, il cria « Vive le Prince Régent », avec une conviction profonde, puis au nom de l'autonomie croate, combattit violemment, depuis 1920, l'idée d'un Etat unitaire ; il voulait une république croate indépendante gouvernée uniquement par les paysans qui prendraient les rênes du pouvoir. Stambouliski a tenté une expérience de ce genre, en Bulgarie ; elle a fini dans le sang. Dans le système de M. Raditch et de ses partisans, qui se flattaient de constituer un Etat dans l'Etat, on accouplerait une République croate à une monarchie serbe dont le chef suprême serait, pour les affaires étrangères, les relations commerciales, le roi de Belgrade. On copiait quelque peu le Dualisme austro-hongrois, mais la Croatie jouissait, dans ce système, de libertés plus grandes.

Tout cela a créé de l'agitation et déterminé, en Yougoslavie, une crise nationale. Déjà les catholiques ont parfois à se plaindre des orthodoxes qui adoptèrent contre eux certaines mesures vexatoires, telles l'obligation de fêter la Noël orthodoxe, la suppression des jours de congé aux enfants des écoles pour les fêtes catholiques, alors qu'ils existent pour les fêtes orthodoxes ; de même la réforme agraire a privé l'Eglise catholique d'une partie de ses ressources, tandis que les biens de l'Eglise orthodoxe étaient plutôt augmentés et que le clergé orthodoxe recevait, sur le budget des cultes, des indemnités plus fortes que le clergé catholique.

Plusieurs des réclamations croates, parmi celles exposées, méritaient d'être prises en considération, et le cabinet de Belgrade ne se refusait pas, en 1923, à des concessions conciliables avec sa dignité. Mais ces revendications avaient un porte-parole fâcheux dans M. Raditch, qui, grisé par les

succès remportés aux élections de 1921 et de 1923, prétendait traiter avec les Serbes d'égal à égal, de puissance à puissance, réclamant l'indépendance complète pour un Etat né d'hier, que seul l'héroïsme serbe avait libéré de ses chaînes. Il ne craignit même pas, dans maints discours, de réclamer l'appui de l'Allemagne et des Soviets, comme pour plonger son pays dans la plus déplorable des révolutions agraires. Son attitude provoqua par contre-coup de longues crises ministérielles à Belgrade : finalement, il était mis en état d'arrestation, comme traître à l'Etat dont il préparait la désagrégation dans ses éléments essentiels.

Les récentes élections, qui ont eu lieu, le 8 février 1925, ont assuré la majorité au gouvernement de M. Pachitch, faisant triompher ainsi, contre les séparatistes croates et les fédéralistes, l'idée de l'unité intégrale de la nation serbo-croato-slovène. La majorité n'est pas forte, reposant sur une dizaine de voix (165 sièges contre 150), et la coalition du vieux parti radical et des éléments avancés croates, partisans, avec M. Pribitchévitch, de l'unité serbo-croate. Le jeune parti libéral de Slovanie a donné son adhésion à la coalition et l'a ainsi renforcée. L'opposition du reste, avec les débris de l'ancien parti démocratique, les Musulmans slaves de Bosnie (15), les cléricaux slovènes (20) et le parti paysan croate de M. Raditch (67), ne fournit pas des éléments stables pour inaugurer une politique constructive. Malgré l'aide que lui a prêtée Moscou, le parti de M. Raditch est le vaincu de cette journée électorale. Du reste dans l'opposition actuelle règne la plus grande diversité de vues. Les différents partis ne peuvent s'entendre sur un programme commun. M. Raditch et ses partisans estiment que les Croates forment une nation à part, bien différente du peuple serbe, conformément à la thèse autrichienne qui a toujours prétendu que Serbes, Croates, Slovènes, constituaient trois groupes différents. Les cléricaux slovènes professent une idée semblable pour la branche slovène de la nation tout en refusant de se séparer des Serbes. Les Musulmans de Bosnie ne savent trop s'ils appartiennent à la branche serbe ou croate.

En face de cette coalition, se dresse le parti de M. Pachitch

qui peut faire une politique saine et intelligente et apaiser le pays. Il s'agit de regagner la confiance de la bourgeoisie et des paysans croates, et de briser la vague séparatiste. Les esprits pacifiés, il y aura lieu de reprendre le travail législatif interrompu par les récentes luttes de partis et de voter les lois que réclame l'opinion publique.

Peu à peu, du reste, les Croates, impuissants et las depuis les dernières élections, sont venus à récipiscence et se sont efforcés de reconnaître la forme actuelle de l'Etat. Le 27 mars 1925, M. Pavle Raditch, neveu de M. Stefan Raditch, et chef intérimaire du parti paysan croate, prononçait, d'accord avec son oncle qui était toujours emprisonné, un discours qui consacrait l'adhésion du parti au régime dynastique et à la constitution pour collaborer à la restauration et au progrès de l'Etat ; désormais la réconciliation était faite entre les radicaux serbes et le parti paysan croate. Jamais encore aucun homme politique serbe n'avait réussi à dénouer la crise des rapports entre Belgrade et Zagreb. M. Protitch, M. Davidovitch avaient usé leur popularité à vouloir mettre d'accord les partisans de l'autonomie et ceux du Fédéralisme, seul M. Pachitch, avec sa longue expérience parlementaire, allait opérer l'accord fraternel, car il avait toujours manœuvré avec une souveraine habileté dans ses rapports avec les raditchistes. Il s'empessa de profiter, et de sa victoire politique et de la manifestation de M. Pavle Raditch, pour remanier sa combinaison ministérielle où il offrit au neveu de l'homme d'Etat croate, le portefeuille de la réforme agraire, tandis que trois autres Croates obtenaient les ministères des postes, du commerce, des forêts et mines. Aussitôt le ministère constitué, il faisait annuler par le roi les poursuites engagées contre M. Stephan Raditch et ses amis et libérer le chef du parti paysan croate.

Et même, M. Pachitch, avec son grand libéralisme, son sens profond de la politique, est allé plus loin dans cette voie. Il a profité de la démission du titulaire du ministère de l'Instruction publique, M. Voukitchévitch, pour attribuer son portefeuille à M. Raditch (décembre 1925). L'entrée du leader croate dans le cabinet offre à l'entente serbo-croate le moyen

de se consolider définitivement. C'est un événement capital pour la politique intérieure de la Yougoslavie où le gouvernement s'appuie sur un bloc serbo-croate de 204 députés qui fait face à une opposition de 111 radicaux dissidents cléricaux slovènes et musulmans bosniaques. On peut dire que maintenant triomphe l'idée de l'Etat unitaire ; c'est un gage décisif de consolidation, et pour le parti radical un surcroît de prestige moral. Après six années de tâtonnements parfois difficiles, Serbes, Croates, Slovènes, réalisent enfin l'unité si ardemment désirée.

L'événement est également d'une grande importance au point de vue de la situation générale dans les Balkans et dans l'Europe centrale, car le royaume des Serbes, Croates, Slovènes, forme un bloc national solide. Cette bonne entente, présage de prospérité pour la Grande Serbie, s'est encore affirmée dans les fêtes du millénaire de la Croatie que le roi et la Reine ont rehaussées de leur présence (17 août 1925) ; le roi Alexandre a présidé la revue des soldats croates qui l'ont acclamé avec enthousiasme. Belgrade et Zagreb ont commémoré ainsi, non seulement le passé glorieux des Slaves du Sud et le couronnement de Tomislav, comme roi de l'Etat croate sur le « Champ de Douvain », en 925, mais aussi la réconciliation des deux peuples frères ; c'est bien le début d'une ère nouvelle pour les pays yougoslaves. De plus en plus, Serbes et Croates se comprennent, et les obstacles à un accord, tant désiré par M. Pachitch et par la Couronne, et qui, pour une grande part, provenaient du passé de M. Raditch, dont certains n'oubliaient pas les agissements à Moscou, sont maintenant oubliés.

Certes, le jeune Etat yougoslave n'a guère besoin de toutes ces discussions intestines et l'on ne comprend guère l'attitude qu'avaient adoptée M. Raditch et ses partisans, ainsi que les Slovènes qui faisaient cause commune avec lui. Le danger qui menace les Croates n'est pas à Belgrade, mais à Budapest et à Vienne, où sommeillent les rancunes et les regrets, où l'on redoute, comme pour les Serbes, l'accroissement de leur prospérité. Une certaine propagande magyaro-allemande leur montre habilement la Serbie les exploitant, les razziant, les

dominant, alors qu'elle veut simplement une union étroite entre ces peuples comme une condition nécessaire de la force. Que Croates et Slovènes soient abandonnés à eux-mêmes, ils seraient pris comme dans un étau entre le bloc germano-magyar et l'Italie nouvelle, dont les ambitions tendent vers l'Europe centrale. L'Etat, la nationalité yougoslaves constituent ici la force de résistance. Enfin la question macédo-nienne reste toujours une pomme de discorde entre Serbes et Bulgares au détriment de la paix balkanique. Souvent le gouvernement de Sofia, malgré ses bonnes dispositions, a peine à contenir les agitateurs nationalistes, qui cherchent mille prétextes pour s'attaquer à la Macédoine serbe telle que l'ont organisée le traité de Neuilly et les conventions de Nich et de Sofia.

Aux craintes de conflit qu'avait fait naître la question de Fiume, a succédé l'apaisement, qu'a procuré le récent accord avec l'Italie sur cette épineuse affaire et la conclusion du pacte d'amitié qui a suivi. Toutes les menaces de complications extérieures ayant disparu, le nouvel Etat pouvait se livrer, de plein cœur, à l'amélioration de sa situation économique et financière, et dans ce domaine, il fit preuve de la plus remarquable énergie.

Voici que l'équilibre budgétaire a été atteint pour l'exercice 1924-1925 (en Serbie, le budget est biennal), et que les dépenses sont couvertes par les recettes et même au-delà, si l'on en juge par le rendement des impôts. Ce rendement est de plus en plus en progrès ; il accuse, pour 1924-1925, un surplus de presque un milliard de dinars fourni par les taxes, les chemins de fer, les contributions directes et les monopoles. Les droits de douane par contre sont restés au-dessous des évaluations. Les dépenses ont suivi de même une voie ascendante, notamment celles des chemins de fer, des postes et d'une façon générale toutes les dépenses faites pour les exploitations publiques. Elles ont augmenté de presque un milliard de dinars.

Les finances de l'Etat sont définitivement assainies, aussi le cours du dinar est-il en voie d'amélioration ; la stabilisation

des rapports économiques en général, l'accroissement de la production et du trafic y contribuent. En 1923, le cours était de 6 francs suisses pour 100 dinars, en 1924, de 7 francs environ ; il a été, dans les six premiers mois de 1925, de 8,65 environ. Il est vrai que l'État n'a pas jusqu'ici procédé au paiement de ses dettes à court terme. Leur total a cependant diminué, fin 1923, de 5.548.648 dinars. (Total, fin 1922 : 2.967.237.224 dinars). La dette d'État avait subi un remboursement important de 89.726.700 dinars entre 1921 et le décembre 1924. En vertu de la loi sur la Banque nationale (26 janvier 1920), l'État doit consacrer au remboursement de sa dette envers la Banque, sa part sur le bénéfice net de la Banque, le produit net des domaines de l'État, les affectations spéciales prévues par le budget, et doit rembourser, chaque année, 1 % du restant de la dette, après un délai de six ans à compter du jour où la loi est entrée en vigueur. Ce remboursement est porté à 2 %, à partir de la neuvième année. Il n'y a pas eu jusqu'ici d'affectation de ressources spéciales, en vue du remboursement de la dette. Le ministre vient cependant de décider que, dès que les circonstances le permettront, des crédits spéciaux seront prévus, dans le budget, pouvant atteindre le montant de la somme obtenue, en 1922, par la vente des lingots d'or reçus de la masse de liquidation de la Banque de l'ancienne Autriche-Hongrie (332.193.667 dinars).

La dette publique intérieure n'est que de 8 milliards 826 millions, la dette publique extérieure de 22 milliards 100 millions de dinars. L'État, fidèle à l'attitude adoptée, depuis 1922, n'a plus contracté de dette auprès de la Banque nationale d'émission. Cette dette est de 1.186.367.907 dinars. La dette flottante est d'environ 1 milliard de dinars (il est difficile d'en donner un chiffre très exact à cause des besoins journaliers de la Trésorerie). La dette totale du Royaume est de 31 milliards 927 millions de dinars, soit 2.457 dinars ou 39,65 dollars par habitant. Si l'on tient compte de la puissance économique du pays et de sa situation, au point de vue financier, cette dette, comparée à celles qui grèvent d'autres États européens, qui ont été en guerre, ne représente pas un fardeau trop lourd à supporter.

On a pu procéder jusqu'ici au relèvement industriel du pays et à la restauration des voies de communication grâce aux livraisons et réparations allemandes et hongroises. Les opérations commerciales se font aisément ainsi que les commandes indispensables ; il a donc été possible de se livrer à l'exploitation rationnelle des richesses du pays et à leur écoulement normal à l'étranger. Mais les besoins de la Yougoslavie sont immenses comme les possibilités d'entreprises, fructueuses. Le sous-sol du royaume est, en effet, très riche en minerais de toutes sortes ; mais faute de capitaux, beaucoup d'exploitations d'avant-guerre sont abandonnées. Il y a un peu partout d'importants gisements de charbon, de lignite, de fer, comme en Bosnie, en Slovénie, de cuivre, comme en Serbie (mines de Bor et de Majdanpek), dans certaines régions, des mines d'or, de mercure, de plomb, de chrome, d'antimoine, de pyrite, de zinc, de bauxite, de plâtre, de ciment, de marbre, de granit, de manganèse, de pétrole, de naphte. L'industrie minière du pays est loin d'avoir atteint sa production normale. Si actuellement les capitaux ne peuvent être obtenus, que moyennant de gros intérêts, peu à peu, avec l'amélioration de la situation internationale, la stabilisation du change, il y aura afflux de capitaux étrangers à bon compte.

L'industrie nationale est très développée aujourd'hui chez ce peuple de 13 millions d'habitants qui peut offrir déjà à l'exportation une bonne partie de ses produits. Un peu partout se manifeste une activité formidable : dans l'industrie du bois (exportation de bois, fabrique de meubles), car les richesses forestières du pays sont immenses, dans l'industrie textile où sont appliquées tous les perfectionnements modernes, dans l'industrie des tapis, dont ceux de Pirote, de Prilep, de Sarajevo sont appréciés du monde entier, dans l'industrie pour la fabrication des essences et alcools, dans l'industrie chimique où presque toutes les branches sont représentées. L'industrie métallurgique fait des progrès rapides, étant donné l'abondance du charbon notamment en Slovénie, ainsi que la fabrication du papier.

Comme la Serbie est également un pays agricole, de plus



en plus, le sol se cultive d'une façon intensive. Le pays produit du blé et la surface ensemencée en froment a été, en 1924, de 1.688.337 hectares contre 1.623.982, en 1923 et l'exportation a été de 208.900 tonnes d'une valeur de 804,7 millions de dinars. Le maïs a donné une moisson plus abondante qu'en 1914, avec 245.146 tonnes d'exportation, d'une valeur de 585,2 millions de dinars, contre 335,7, en 1923. L'abondance de la récolte en céréales, en 1924, a dépassé les espoirs les plus optimistes tant par la quantité que la qualité.

L'exportation du chanvre a été de 6.975 tonnes ; le houblon, article d'exportation par excellence a été de 32.259 tonnes ; la betterave a vu sa surface ensemencée passer de 28.406 hectares, en 1923, à 55.000 hectares, en 1924. Le tabac importé jusqu'en 1923, devient un article d'exportation et se fait apprécier par son arôme et sa faible teneur en nicotine. La production est passée de 9 millions de kilogs, en 1920, à 11.900.000, en 1921, 10 millions, en 1922, 18 millions, en 1923, et 27 millions, en 1924. En 1923, la Régie polonaise en a acheté pour 201 millions de dinars et la Régie tchécoslovaque pour 18 millions.

Il y a aussi, en Serbie, une forte exportation de prunes sèches (19.940 tonnes), d'une valeur de 179.1 millions de dinars.

La production des bêtes à cornes et principalement des porcs est très intensive et la Serbie est exportatrice soit de bêtes sur pied, soit de conserves.

Elle possédait, en 1924, 1.062.893 chevaux, 3.869.985 bêtes de bétail, 2.496.723 porcs, 7.634.257 moutons.

En 1924, elle a exporté 168.100 bovidés, pour une valeur de 745,3 millions de dinars, 83.183 porcs d'une valeur de 271,4 millions. Beaucoup de porcs sont expédiés en conserves et il existe des abattoirs et des sécheries à Belirade, Zagreb, Velika-Plana, Yagodina, Kragoujevatz. La Serbie exporte encore 55.193 chevaux d'une valeur de 231,7 millions.

La réforme agraire a, d'autre part, très bien réussi, à la suite des distributions des domaines de l'Etat et des latifundia entre les paysans (décrets de février et juillet 1919). C'est

surtout en Bosnie et en Herzégovine, où la propriété foncière a gardé un régime féodal, que la réforme fera sentir ses effets les plus sensibles.

Au point de vue du commerce extérieur, la situation de la Serbie s'est grandement améliorée. Avant les guerres balkaniques, la balance commerciale était presque toujours favorable, et l'excédent des exportations (20 millions de dinars-or) permettait au pays d'équilibrer sa balance des comptes. Il en fut tout autrement, après la guerre de 1914, le pays ayant été dévasté et pillé durant trois ans ; il se trouva, au lendemain de l'armistice, dans un dénuement complet. Pour subvenir à ses besoins, il dut importer des objets d'alimentation qu'auparavant il exportait en grandes quantités. De cette façon, les importations s'élevèrent à 2.982 millions de dinars, tandis que les exportations atteignaient à peine 686 millions de dinars. Depuis 1923, le commerce extérieur du royaume a pris une grande extension. Au lieu de 3.668 millions de dinars, en 1919, le bilan total des exportations s'élève, pour les neuf premiers mois de 1924, à 12.650 millions (en 1923, 16.357).

Les exportations ont augmenté, en 1922, de 50 %, en 1923, de 118 %, en 1924, 20,94 % (neuf premiers mois). Ainsi la balance commerciale yougoslave, après avoir été longtemps passive, est devenue active ; l'excédent des exportations, est, en 1924, de 1.317 millions de dinars ; en 1923, au contraire, il y avait 261 millions de dinars d'excédent en importations.

Les exportations, en 1924, ont consisté spécialement en bétail vivant : 1.089,5 millions de dinars (neuf premiers mois) ; bois de construction et de chauffage : 1.406 millions ; céréales : 816 millions ; œufs 508,5 millions ; viande fraîche et produits de la viande : 462 millions ; métaux 259 millions ; cuivre cru : 305 millions ; cuirs et peaux : 236 millions ; ciment : 143 millions ; pruneaux secs : 134,5 millions.

Les principaux articles importés ont été les tissus, les cotonnades, les métaux, les machines et appareils, les denrées coloniales, les cuirs et peaux, les confections, les produits chimiques et pharmaceutiques, etc...

C'est la Tchécoslovaquie qui a la première place parmi les pays importateurs : 21,01 %, puis l'Italie : 20,59 %, l'Autriche

20,07 %, la Grande-Bretagne 10,40 %, l'Allemagne, 8,29 %. La Hongrie ne vient que pour 2,46 % et la Roumanie 2 %.

Parmi les pays vers lesquels la Yougoslavie exporte, l'Italie vient en tête, avec 31,02 %, puis l'Autriche, 24,64 %, la Tchécoslovaquie 8,41 %, la Hongrie, 7,80 %, la Grèce, 6,49 %, la Roumanie 1,48 %. Il pourrait y avoir, en Tchécoslovaquie, un pourcentage d'exportations plus élevées, si ce pays ne faisait pas toutes sortes de difficultés pour l'entrée des produits yougoslaves.

Ainsi on peut noter les symptômes les plus encourageants pour le développement économique futur de la Yougoslavie. Elle se trouve sur la ligne la plus courte de Londres à Paris vers Constantinople, elle communique avec l'Europe centrale par le Danube et débouche par l'Adriatique sur les grandes lignes maritimes de la Méditerranée. Le jeune Etat peut devenir un facteur important du commerce mondial, lorsqu'il aura une bonne flotte de commerce et que des voies ferrées réuniront, à la mer Adriatique, l'intérieur du pays.

Ce rapide examen montre que le pays peut se suffire à lui-même, et que la Serbie, avec l'adjonction de la Croatie et de la Slovénie et ses débouchés maritimes, deviendra un Etat prospère. Qu'il y ait crise d'adaptation à une vie nationale commune, la chose n'est pas surprenante, alors que ces pays avaient été séparés depuis des siècles, devaient adopter d'autres habitudes, abandonner certaines traditions locales, des intérêts acquis. La crise était normale ; elle s'est produite et dure encore, mais elle va en s'atténuant de jour en jour.

Si l'organisation politique du royaume des Serbes, Croates, Slovènes est lente à se stabiliser, son armature militaire et sociale est des plus robustes. Son armée, par la préparation intensive des recrues, la fréquence des périodes d'instruction, le maintien d'une forte discipline, présente une valeur exceptionnelle. D'autre part, au point de vue social, la Yougoslavie reste réfractaire aux entreprises bolchevistes. Bref, il ne faut pas désespérer de l'avenir du royaume yougoslave, si son unité se maintient telle que les traités l'ont établie en dépit des difficultés qu'elle soulève. Si cette unité se brisait, cela

ferait incontestablement le jeu des puissances qui, pendant si longtemps, ont opprimé les nationalités slaves. Une même pensée devra maintenir l'union entre les trois peuples : la claire conscience de défendre les portes de l'Orient contre le danger allemand. Ne constituent-ils pas, en effet, une véritable forteresse contre les visées impérialistes de l'ambitieuse Germanie ?

---

## CHAPITRE V

### LE ROYAUME DE ROUMANIE

---

La Roumanie est l'Etat de l'Europe centrale qui s'est le plus agrandi du fait de la guerre. De près de 8 millions d'habitants, il est passé à 16 millions, et de 140.000 kilomètres carrés à 294.000 ! Ces agrandissements se sont accomplis aux dépens de la Hongrie et de la Russie, et la composition nouvelle de l'Etat indique que là également, comme dans les pays voisins, va se poser le problème des minorités. Mais il n'aura certes pas l'importance et la gravité que certains lui attribuent.

Parmi les minorités, la nationalité la plus nombreuse est celle des Magyars, évalués à 1.300.000, qui résident sur les territoires rattachés à la Roumanie par le traité de Trianon. Ils forment deux groupes distincts, d'une part les Magyars proprement dits et d'autre part les Szeklers.

Les premiers, au nombre de 800.000, immigrés de plus ou moins fraîche date, sont domiciliés au Centre et à l'Ouest du plateau transylvain, dans le Banat, et dans la Crishane. Là ils sont, après les Roumains, l'élément le plus nombreux et possèdent des minorités importantes. Les Szeklers, environ 500.000, sont rassemblés en groupe ethnique homogène au Sud-Est de la Transylvanie, dans les districts de Tréi-Scanne, Odorhei, Cinc et Mureh-Turda. Ils proviennent des gardes-frontières installés là, au XIII<sup>e</sup> siècle, pour défendre la Marche transylvaine contre les Turcs. Ils se considèrent comme des Hongrois, et descendent vraisemblablement des Huns ; mais leur type physique, leur façon de vivre, accusent la plus grande ressemblance avec les Roumains, aussi cer-

tains historiens prétendent qu'ils en seraient des descendants dénationalisés ; bien entendu, ils parlent le magyar.

Depuis longtemps déjà, il y a eu un exode d'émigrants germains qui sont venus dans le bassin du Danube et de la mer Noire, en quête de terres à coloniser : on en compte près de 700.000.

On en trouve, depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, en Bessarabie, où les installa Alexandre I<sup>er</sup> pour repeupler le pays dévasté par les guerres et les épidémies. Ces Germains sont ainsi au nombre de 60.000, dans le Nord-Ouest du district d'Akkerman et dans les régions d'Ismaïl et de Tighina. Dans la Dobroudja, 10.000 environ se sont fixés, au XIX<sup>e</sup> siècle également, pour remplacer les Musulmans émigrés. En Bucovine, on trouve une centaine de familles que l'Autriche avait envoyées là, après 1775, et qui, au moment de l'annexion, occupaient presque toutes les sinécures.

Dans le Banat de Temesvar, les Souabes, originaires de l'Allemagne du Sud, ainsi que leur nom l'indique, sont installés là, depuis des siècles, et en hostilité prononcée contre les Roumains ; en général ils parlent magyar. Une partie d'entre eux a été rattachée à la Yougoslavie qui, de même que la Roumanie, revendiquait, au nom de l'unité ethnique, tout le Banat colonisé jadis par Trajan et peuplé en majorité de Roumains.

On trouve encore d'autres colons allemands, près de 250.000 : les Saxons de Transylvanie, originaires de la Moselle, de l'Eifel, des Flandres, disséminés autour des villes qu'ils ont fondées, à Sibiu, Brashov, Sighusoara, Mediash, Bitsrita et s'administrant en nation autonome. Leur assemblée, le 8 janvier 1919, a voté son union avec la Roumanie. Ils demandent que l'administration et la justice chez eux soient aux mains de fonctionnaires de leur race et qu'ils puissent employer officiellement leur langue natale.

Des nationalités diverses : Serbes, Ruthènes, Ukrainiens, Russes, Bulgares, Turcs, Tatars, Grecs, Arméniens, environ un million, peuplent encore la Roumanie.

Le groupe slave — le plus important — se compose de 7 à 800.000 personnes résidant en Bucovine, et en Bessara-

bie. Une centaine de mille Slovaques et Serbes se trouvent dans le Banat et dans la Crishane. Dans la Bucovine septentrionale, sont installés 300.000 Ruthènes qui sont plutôt un élément opposant. Quant à la Bessarabie, elle renferme des Russes, des Ukrainiens, des Ruthènes, au nombre peut-être de 400.000, disent les Roumains, établis, les uns, Ruthènes et Ukrainiens, dans les campagnes, au Sud de la province, les autres dans les villes, comme fonctionnaires et commerçants. Beaucoup de Russes se sont réfugiés là depuis la persécution bolcheviste et suscitent plutôt des difficultés à la Roumanie avec leur esprit exigeant et inquiet.

Dans la Dobroudja sont hospitalisés des Bulgares (plus de 60.000) qui sont venus là dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Enfin l'élément juif est fort important en Roumanie (900.000 individus), originaire pour la plupart de Russie, de Pologne, de Galicie. En Bucovine, il constitue la classe dirigeante, prospère et active (100.000). En Transylvanie, les Juifs sont influents, dans le Nord et l'Ouest, dans le commerce et l'industrie. En Bessarabie, ils sont une partie importante de la classe rurale. Très prolifiques, ils se développent partout énormément et sont très mêlés à l'activité économique du pays. L'antisémitisme, inquiet de leurs progrès, a limité leurs droits de citoyens ; ils sont vus d'un très mauvais œil et tenus en rigueur ; aussi au Congrès de Berlin, l'Europe prit-elle leur cause en main pour leur faire octroyer les droits civils et politiques. Après la guerre, un grand pas fut fait dans la voie de l'affranchissement des Juifs et, en 1919 (9 décembre), par une convention relative à la protection des minorités, la Roumanie reconnut aux Juifs les mêmes droits qu'aux autres citoyens.

Du reste, le 1<sup>er</sup> décembre 1918, l'assemblée nationale des Roumains de Transylvanie, du Banat et de Hongrie, réunie à Alba-Julia, demandait la liberté pour tous les peuples vivant en Roumanie ; le traité de Trianon reconnaissait les droits des minorités (4 juin 1920) ; la Roumanie les a respectés et n'a pas manqué à ses engagements. Dans bien des cas, le gouvernement roumain a maintenu en place les fonctionnaires

magyars, notamment dans la magistrature, les chemins de fer, les postes (1).

Mais les Hongrois, dans l'exaspération que leur causent les pertes de territoires, n'ont point su gré aux Roumains des concessions qui leur étaient faites. Ils se plaignent notamment en matière d'enseignement de ne pas avoir, en Transylvanie, les écoles, les universités auxquelles ils ont droit. Les facilités de circulation sont difficiles entre les deux pays voisins, il faut attendre des heures à la frontière pour les visas des passeports (2). Bref, ils crient à la persécution. Non sans raison les Roumains protestent, invoquent les mesures prises qui dénotent leur libéralisme et disent que, sous l'administration hongroise, ils avaient moins de droits qu'il n'en est accordé aujourd'hui à leurs anciens maîtres. Mais on n'efface pas, en quelques jours, les rancunes, les préjugés, les regrets des situations perdues, et principalement entre Magyars et Roumains les relations sont parfois difficiles et donnent lieu à des protestations qui ont leur écho jusque dans la Hongrie. Pouvait-il en être différemment quand si brusquement un état de choses, vieux de plusieurs siècles, était bouleversé et les situations acquises transformées en quelques jours?

Aujourd'hui l'évolution de la Roumanie est des plus normales et peu à peu le pays, sortant des ruines que la guerre a accumulées avec la défaite, devient un Etat sain, plein de vie, qui travaille et se relève.

Ainsi la réforme agraire s'est opérée de la façon la plus normale et sans troubles sociaux, malgré la présence des troupes bolchevistes débandées qui hurlaient « la paix et la terre » : les paysans roumains, faisant preuve du plus grand bon sens, ne se laissèrent pas émouvoir. De leur côté, les propriétaires roumains, animés d'un pur patriotisme, consentirent bénévolement les plus grands sacrifices, opérant, d'eux-mêmes, une des réformes les plus audacieuses parmi toutes celles qui ont été tentées en Europe, donnant ainsi

(1) Marcel Gillard. *La Roumanie nouvelle*, 1 vol. in-16°, Paris-Alcan, 1922, p. 83.

(2) Voir plus haut page 458.



aux autres nations le plus magnifique exemple de sagesse politique.

A plusieurs reprises, des révoltes de paysans privés de terres avaient éclaté, il est vrai, dans l'ancien royaume, et dès 1914, des élections avaient eu lieu pour nommer une Assemblée constituante qui devait délibérer sur la vaste réforme agraire proposée par le gouvernement de M. Bratiano. En 1917, le roi Ferdinand déclara, dans un manifeste à ses soldats : « On vous donnera de la terre. C'est moi, votre roi, qui serai le premier à montrer l'exemple. » A cette époque, les grands propriétaires, qui ne formaient que 0,64 % de la population du pays, possédaient près de la moitié du sol agricole, soit 48,69 %., et 95,40 % de la population en possédaient 40,29 %.. C'était abusif. Le décret-loi Duca, du 15 décembre 1918, complété par la loi du 14 juillet 1921, autorisa l'expropriation totale des propriétés des absentéistes ou propriétaires vivant à l'étranger, des terrains cultivables du domaine de l'Etat, soit 160.446 hectares, des biens de la Couronne, 413.724 hectares, et des personnes morales, et deux millions d'hectares des grandes propriétés particulières, y compris celles des absentéistes. Celles-ci se sont trouvées réduites à 200 hectares, dans les régions très peuplées des collines et à 500 hectares dans les plaines où la population est plus restreinte. Ce sont les chefs de famille paysans, possédant moins de 5 hectares, qui sont appelés à acheter des terres expropriées jusqu'à concurrence de ce chiffre. Dans les endroits très peuplés, la parcelle peut être ramenée à 3 hectares. Le prix de la terre expropriée est fixé d'après sa valeur locale et celle de son rendement ; ce prix ne pourra dépasser celui du fermage établi par l'Etat, en 1916, pour la période 1917-1922, multiplié par 40.

La grande propriété qui, en 1916, couvrait 4 millions 673.151 hectares, a perdu 2.978.036 hectares, dont 200.000 forment les nouveaux pâturages communaux, et 30.000 hectares les fermes-modèle. Tout le reste passe aux mains des petits agriculteurs ruraux ayant des propriétés de moins de 5 hectares. La surface de la grande propriété est ainsi réduite de 80 %, tandis que celle de la petite propriété, de

moins de 10 hectares, s'élève à 79 %. Sur un total de terrains cultivables de 7.826.796 hect., pour l'ancien royaume, 2.608.688 ont été expropriés (1924) (1). Après une telle réforme, si complète, le gouvernement s'appuiera sur une classe rurale maîtresse d'elle-même, désireuse de conserver son bien, hostile à toutes les innovations communistes.

En Bessarabie, la réforme est encore plus hardie et s'inspire des mesures adoptées, dès mars 1917, par le gouvernement révolutionnaire russe. Les propriétaires voient leurs propriétés réduites à 100 hectares (loi du 4 mars 1920). Les biens de l'Etat, de la Couronne, des étrangers et des villes sont expropriés intégralement en tout 1.491.930.24 hectares). A chaque église, est dévolu un seul lot pour un membre du clergé, et, à chaque couvent, 50 hectares. La terre expropriée est distribuée aux paysans sur des bases sensiblement pareilles à celles adoptées dans l'ancien royaume ; le paiement du prix pour la terre s'effectue de la même manière.

En Bucovine, l'expropriation ne frappe guère que les étrangers, et la grande propriété doit être limitée à 250 hectares (total 61.461, 34 hectares). En Transylvanie, la moitié de la population agricole détenait seulement 6,01 % du sol de ces provinces. En même temps 1.198 familles, représentant à peine 0,11 % de la population, possédaient des domaines de plus de 1.000 jugars (1.737 jugars = 1 hectare). La détresse causée par cette mauvaise répartition de la terre augmentait encore par le fait que le sol de la Transylvanie n'est pas fertile et qu'une production satisfaisante n'est obtenue qu'au prix de travaux très durs. Un grand nombre de travailleurs agricoles s'expatriaient de Transylvanie, passant dans l'ancien royaume ou émigrant en Amérique. La réforme agraire a été réalisée sur les mêmes bases que dans l'ancien royaume par la loi de juillet 1921, et a porté sur un total de 2.215.587 h. 68.

Les Hongrois et les Autrichiens, détenteurs de grosses propriétés en Transylvanie et en Bucovine, ont protesté en disant que toutes ces mesures, destinées dans leur essence

(1) *L'Europe nouvelle*, 21 février 1925. — *L'importance économique et sociale de la réforme agraire en Roumanie*, par Roger Lévy, p. 246.

même à favoriser la classe paysanne, ont en réalité pour seul but de faire passer la propriété foncière des mains des minorités étrangères entre celles des Roumains ; ce n'est qu'en apparence une loi de justice sociale, c'est en réalité une loi de spoliation et de confiscation. En tout cas la réforme est réalisée au plus grand profit des agriculteurs. Près de 6 millions d'hectares ont été déjà transférés des mains de la grande propriété entre les mains des paysans. La réforme a évité au pays des troubles sociaux, paralysé le bolchevisme et permis de constituer une classe conservatrice de paysans de plus en plus riches, travaillant leurs terres avec une application admirable.

D'un autre côté, ce pays qui, à l'issue de la guerre, était en ruines, sans chemins de fer, sans ponts ni routes, sans machines agricoles et industrielles, sans bétail, sans exportations, avec plusieurs milliards de lei de déficit (18 milliards), et 2 milliards de francs de dette extérieure, avec une administration désorganisée, ce pays où tout était à refaire, a pu, en cinq ans, équilibrer son budget, rétablir ses finances, au point d'avoir maintenant un excédent de recettes. Le budget était de 7 milliards 1/2 de lei, en 1921 ; il était, en 1924, de 24 milliards pour remédier à tous les immenses besoins du pays, aux travaux de réfection qu'il exigeait, aux dommages de guerre (300 millions ; en 1925, il est prévu 250 millions), et, en 1926, il est de 40 milliards. Une telle augmentation du budget roumain n'a pu se produire que par suite de l'amélioration de toute l'économie du pays (1).

Aujourd'hui ce budget (1926), qui eut, de 1919 à 1921, un déficit de 11 milliards, est en équilibre, depuis 1924, et présente même un excédent de près de 4 milliards (2), employés à réduire le montant des billets de la Banque Nationale (1 milliard), à consolider les 4/5<sup>e</sup> de la dette étrangère, à transformer, en dettes payables, dans une période de 10 à 20 ans, les dettes contractées pour le commerce roumain à

(1) Déclaration de M. V. Bratiano, ministre des Finances au *Temps*, 20 janvier 1926.

(2) 3.300 millions d'excédents en 1923 et 3.700 millions en 1924,

l'étranger et payables à ce jour (1). Bref, l'Etat, non seulement n'a plus eu recours à l'émission de nouveaux billets, mais a réduit sa dette à 11.098 millions. Au budget de 1923, l'excédent des recettes prévues, par rapport à 1924, est de 7.750 millions.

Mais il y a encore une circulation fiduciaire trop considérable, et ces années dernières, il y a eu trop d'irrégularités dans le paiement des coupons de la dette extérieure. Les bons du Trésor ont dû être prorogés et vendus parfois à un prix inférieur à leur valeur nominale.

Cependant peu à peu on voit se consolider cette dette extérieure dont les intérêts commencent à être plus régulièrement payés, ainsi que la dette flottante des bons du Trésor contractée après-guerre, et tout cela sans aucune aide financière du dehors. Pour enrayer la dépréciation du leu due au pillage du pays, à l'arrêt de la production, à l'échange contre la monnaie nationale de 7 milliards de lei de monnaies étrangères sans couverture or (billets émis par les Allemands, couronnes austro-hongroises, roubles russes), la Roumanie a pratiqué une politique énergique de redressement monétaire, en suspendant, pour le compte de l'Etat, les émissions de billets et en comprimant les dépenses publiques. Pour consolider la monnaie, l'Etat ne se livre pas à une politique de dévalorisation, comme dans d'autres pays, ou de relèvement artificiel tout à fait inutile, mais à une politique d'assainissement grâce à l'augmentation continue de la prospérité économique. Ce redressement monétaire se poursuit du reste grâce aux nouvelles conventions conclues avec la Banque Nationale, et votées en juin 1923. Par cette consolidation, est assuré le remboursement automatique, dans 15 ou 20 ans, au moyen de revenus spéciaux, de l'émission totale de 10 milliards de lei environ que l'Etat avait faite par l'entremise de la Banque Nationale.

Déjà la balance commerciale, en déficit, de 1919 à 1922, de 11 milliards de lei, a accusé un excédent global d'exportations de 6 milliards 1/2 (1924). En 1913, les importations s'éle-

(1) Discours de M. V. Brătianu, ministre des Finances, à la Chambre des Députés, 20 juin 1924.

vaient à 1.374.116 tonnes, en 1919, elles étaient de 413.939, en 1920, de 304.483, en 1922, de 583.668 tonnes. Les exportations, de 4.569.076 tonnes, en 1913, en 1919, de 109.140, remontaient, en 1920, à 1.467.118 tonnes, à 2.713.138 tonnes, en 1921, et à 4.069.963 tonnes, en 1922. Il y a donc excédent d'exportations, ce qui indique la prospérité du pays.

On peut dire aujourd'hui que le leu est à peu près stabilisé, mais à une trop faible valeur par rapport à toutes les autres monnaies stabilisées, c'est-à-dire à environ la 38<sup>e</sup> partie de sa valeur or pour les raisons indiquées plus haut, notamment par suite de la nécessité d'absorber toutes les monnaies étrangères dépréciées. En tous cas, la Roumanie aura, dans quelques années, une monnaie plus forte et réduira sa circulation. Après avoir varié, par rapport à la livre sterling, de 580 à 900 lei la livre, le leu oscille entre 833 et 846, malgré les tentatives de spéculation et de dépréciation qui resteront vaines, si le budget est équilibré et la production du pays de plus en plus grande.

Ayant ainsi mis en ordre ses finances, la Roumanie peut envisager la conclusion d'un emprunt à l'étranger, en offrant la garantie de son crédit rétabli.

Une partie des excédents budgétaires a déjà été employée, et le sera davantage encore, à l'amélioration des voies ferrées très endommagées par l'invasion. 500 millions de lei ont été consacrés notamment aux travaux des nouvelles lignes Nehoiat-Brasov, Petrosani-Budesti, Ivca-Mare-Vatra-Dornei, etc... Plus de 2 milliards de lei, en deux ans, ont été dépensés pour la réfection du matériel roulant nécessaire au trafic commercial. Il n'y avait plus que 148 locomotives après la guerre, il y en avait, fin 1923, 1930, en bon état, et 2323, déjà usagées. Ce sont là des phénomènes rassurants. Cette amélioration des moyens de transport a même été poussée très loin afin d'assurer l'indépendance économique de la Roumanie. A l'heure présente, le débit des chemins de fer roumains est presque égal à celui d'avant-guerre. Les dépenses d'entretien sont, pour la première fois, dans le budget de 1925, entièrement couvertes par les recettes.

L'activité industrielle est également intense et prospère ;

les usines détruites sortent de terre exigeant des capitaux importants, mais qui manquent parfois. Des entreprises ont été fort gênées, il est vrai, par la dépréciation continuelle du leu ces dernières années, d'autres étaient favorisées par la différence entre les prix intérieurs et les prix mondiaux qui permettait d'accroître les exportations. Mais peu à peu cet écart est moins grand, car voici que le leu marque une tendance très nette à la stabilisation. En tout cas, les prix, en Roumanie, sont devenus peu à peu fort élevés et la baisse annoncée ne s'est pas encore produite. Le gouvernement ne désespère pas cependant d'arriver à une compression des prix. En tout cas, de tous les pays à change déprécié, la Roumanie est un de ceux où la vie est le meilleur marché.

Du reste le gouvernement a adopté une politique qui développe de plus en plus les forces productives intérieures en restreignant les importations, en usant, dans les droits de douane, d'une protection raisonnable, afin de maintenir une balance commerciale favorable pour rétablir l'équilibre économique dérangé par la guerre.

Le gouvernement, du reste, qui a réalisé la consolidation de la dette publique et l'équilibre budgétaire, est sur le point d'appliquer un programme de mise en valeur et de d'accroissement des richesses naturelles du sol et du sous-sol : gaz méthane, charbon, lignite, pétrole, houille blanche, etc... On sait quelle est l'importance du pétrole dans les Etats modernes avec le développement prodigieux de l'automobilisme, de l'aviation, avec l'emploi de plus en plus grand du moteur à explosion. La Roumanie, avant la guerre, tenait le quatrième rang parmi les pays producteurs de pétrole du monde entier. Dès 1914, cette production subit une diminution importante, mais cette diminution fut encore plus grande du fait des destructions systématiques de puits pétrolifères opérées par les Alliés lors de la retraite des troupes allemandes. Plus de 800.000 tonnes de pétrole et dérivés avec leurs réservoirs furent brûlés, la plupart des raffineries saccagées ; les pertes ont été évaluées à 9.965.577 livres sterling. La remise en état des régions pétrolifères, la reconstruction des raffi-

ries, le déblaiement des sondes obstruées ont été, depuis 1919, l'objet des efforts soutenus des sociétés pétrolifères et de l'Etat. Fin 1923, on arrivait à une production de près de 1.200.000 tonnes ; en 1924, on a atteint la production de 1913, soit 1.885.225 tonnes par an. La consommation intérieure, provoquée par l'extension des besoins et l'étendue plus grande du territoire, ira toujours croissant, l'exportation deviendra plus forte, car les demandes sont de plus en plus grandes à l'étranger ; et à cet égard, l'œuvre de reconstruction n'est point achevée. Quand elle le sera, certainement les exportations de pétrole contribueront à rétablir la balance commerciale de la Roumanie.

La production roumaine s'est également accrue en charbon, passant de 260.000 tonnes, en 1916, à 2 millions, en 1922, soit 7 fois plus. Les réserves probables dépasseraient 2 milliards de tonnes. C'est, après le pétrole, la plus grande richesse du sous-sol roumain.

La Roumanie possède encore, en Transylvanie, une énorme quantité de gaz méthane dont il n'a été utilisé jusqu'ici qu'une faible partie. Dans cette région, l'industrie a pris, ces dernières années, un développement considérable. Les sondes fournissent, jusqu'à présent, 4.500 m. c. par jour, soit 1 milliard 1/2 par an. Les réserves du bassin transylvain seraient évaluées de 72 milliards de mètres cubes à 250 milliards.

La crise de production n'avait pas seulement atteint toutes les mines en général, aussi bien les mines de charbon, les mines métallurgiques que les mines de pétrole, ce qui a demandé un effort gigantesque pour les exploiter à nouveau, mais aussi l'agriculture et l'industrie. La Roumanie est, dans son ensemble, un pays agricole. Les agriculteurs forment les 4/5<sup>e</sup> de la population de l'ancien royaume et de la Bessarabie, et dans la Transylvanie représentent 72 % du total des habitants. La proportion n'est pas aussi élevée en France où elle n'est que de 44,5 %. Par suite de l'occupation, pendant la guerre, de la plus grande partie du territoire de l'ancien royaume et de la sécheresse qui l'a suivie, la récolte des céré-

ales a été très déficitaire (6.500.000 hectol. de blé au lieu de 30 millions, et 8.500.000 hectol. de maïs au lieu de 37 millions, moyenne annuelle). La récolte moyenne n'a guère pu se relever depuis lors, mais, avec la culture de plus en plus intense, la production va certainement augmenter. Depuis 1920, le total des surfaces cultivées est passé de 8.658.480 à 11.338.144 (1924).

La production du blé par exemple, de 22.050.034 hectol., en 1920, est, en 1922, de 35.698.000. L'élevage des chevaux est passé de 1.485.200, en 1920, à 1.960.475, et celui des bœufs, de 4.729.766 à 6.253.418. Il y a donc un accroissement continu du cheptel.

La Roumanie est aussi très riche en forêts (7.894.056 hectares) exploitées, en partie par des sociétés particulières, en partie par l'Etat.

Même crise de production dans l'industrie par suite des destructions opérées pendant la guerre, et par suite également de l'insuffisance des transports, la pénurie de combustible et de minerais. En 1920-21, toutes les branches industrielles étaient atteintes comme d'une paralysie complète : les industries du bois, du verre, des tissus, les fabriques de produits alimentaires et de chaussures s'arrêtaient simultanément. Les groupes métallurgiques de Resnissa et de Hunediora ralentissaient considérablement leur production. La diminution de rendement, par rapport à la normale, était de 33 % dans l'industrie métallurgique et de 80 % dans les fabriques de sucre (1). La pénurie de main-d'œuvre et de capitaux n'a pas été également étrangère à cette crise. Peu à peu l'énergie des Roumains la surmonte avec l'amélioration du trafic, l'augmentation des matières premières et du combustible, une disponibilité plus grande de capitaux.

En 1919, il n'existait plus que 1.144 usines utilisant 190.000 C. V. Dès les premières années qui ont suivi la paix, la production des usines dépassait celle d'avant-guerre. Le nombre avait augmenté de 2.747 avec 500.000 C. V. Par la réunion des nouveaux territoires à la mère-patrie, le pays

(1) Marcel Gillard. *Op. cit.*, p. 108.



avait du reste obtenu un apport industriel qu'on peut évaluer à 150 % en plus de celui qui existait dans l'ancien royaume.

La production industrielle a été grandement favorisée par les besoins de reconstruction du pays, la dépréciation continue de la monnaie, jusqu'en 1924, qui a eu pour conséquence la hausse du coût des objets importés. Enfin le gouvernement, par une série de mesures économiques, a suivi très heureusement une politique de compression des prix qui a procuré au leu, à l'intérieur du pays, une puissance d'achat supérieure à celle qu'il possédait à l'étranger. Dans de telles conditions, la production industrielle roumaine a pris un très grand essor qui s'est développé jusqu'à la politique de consolidation financière suivie depuis 1922.

Ainsi la production du fer brut est passée de 35.754 t., (1921) à 50.948 (1923) ; celle de l'acier en lingots, de 37.034 à 80.500 ; le bois de charpente, de 2.580.000 mètres cubes à 4.700.000 ; les draps, de 3.650.000 mètres à 6.640.000 ; les toiles de coton, de 7.800.000 m. à 18.580.000, etc...

Avec une recrudescence de production dans l'industrie, dans l'agriculture, la monnaie s'améliorera et déjà sa dépréciation est arrêtée : personne n'ignore les richesses naturelles considérables de la Roumanie, les avantages commerciaux extraordinaires que lui procure sa situation géographique.

Tout un ensemble de lois économiques vient d'être voté : loi sur les mines, loi sur les énergies naturelles, chutes d'eau, électrification. Il y a également une loi qui rend possible l'exploitation des richesses naturelles selon les règles des entreprises nationales dans lesquelles l'Etat devient le premier associé, afin de donner une impulsion nouvelle au développement des différentes sources de richesses de la Roumanie.

Elle est résolue, en effet, à ne plus vivre, comme avant la guerre, dans la dépendance économique de l'étranger : Autriche, Allemagne ou Russie, mais de sa vie propre en se gardant d'aliéner ses mines et ses richesses. Si les capitaux

étrangers viennent contribuer à la restauration économique du pays, son relèvement définitif est certain : il a déjà fait de singuliers progrès.

La Roumanie a doublé son territoire et l'adaptation se fait, car le hasard a mis une certaine harmonie dans les fonctions économiques dévolues aux nouvelles provinces. Toutes les richesses qui lui ont été apportées, la Roumanie les connaissait déjà, elle les possédait en partie ; il n'y a pas innovation. La Bessarabie, région essentiellement agricole, fournira son blé, la Bucovine ses forêts, la Transylvanie les industries dont la Roumanie pouvait manquer. Toutes ses ressources nouvelles ayant été mises en valeur, la Roumanie sera en mesure de se suffire à elle-même. Il restera encore beaucoup à faire pour l'organisation des richesses du pays ; mais la volonté ne lui manque pas et le temps travaille pour lui.

L'excès de la production agricole et pétrolifère devient peu à peu une source permanente d'accroissement et de richesse. Il n'est pas jusque dans le domaine du minerai de fer (48 millions de tonnes) et de la métallurgie, où cette nation ne puisse aujourd'hui satisfaire à ses besoins. Jadis, à cause du manque de matières premières et de la prépondérance économique de l'Allemagne, la Roumanie importait la plupart des produits manufacturés, désormais cette situation va se modifier au profit de la Roumanie. Riche de ses ressources d'aujourd'hui et de demain, la Roumanie nouvelle peut prétendre à la prospérité.

La stabilité politique lui est nécessaire à l'intérieur. Jusqu'au vote de la nouvelle constitution, les crises politiques se multiplièrent : Parlement dissous, ministères fréquemment renversés ou formés contre la volonté des Chambres. Il faut espérer que cette constitution, réclamée par les nouvelles provinces, provoquera la trêve salutaire des partis et mettra fin à des agitations politiques qui nuisent au bon renom du pays, agitations certes peu graves quand on songe que la Roumanie a vu un instant les troupes russes, qui en occupaient une partie, en pleine révolte soviétiste, tuant leurs officiers, pillant et volant. Elle est restée un pays d'ordre, car la

classe agricole y domine, comme en France, et elle n'a pas connu les troubles qui ont agité ses voisins de Hongrie et de Bulgarie.

La Roumanie est fière d'avoir réalisé son unité ethnique, d'avoir satisfait ses aspirations nationales malgré la guerre atroce et les pires dévastations qu'elle a subies; elle n'a plus, à la différence de beaucoup d'autres Etats, aucune revendication à formuler. Mais elle veut conserver tout son bien et elle ne tolérera pas qu'une influence étrangère se manifeste contre son droit. Elle n'entend pas par exemple se prêter aux réclamations injustifiées de la Russie des Soviets en Bessarabie, car elle est persuadée de la légitimité de sa souveraineté sur la Bessarabie, tant en vertu de la décision des Alliés que de cette province elle-même.

Malgré l'oppression de la Russie et ses efforts pour dénationaliser la Bessarabie, celle-ci était, en effet, restée roumaine comme la grande majorité de sa population. Aussi après la chute du Tsar, un congrès avait été tenu à Kichinev, (6 avril 1917), qui demanda l'autonomie de la Bessarabie avec l'usage de la langue roumaine. Le 21 novembre 1917, s'ouvrait la première séance du « Conseil du pays » (Sfatul Tsarei) qui mettait fin, après 103 ans, au joug russe sur cette province et proclamait, le 2 décembre 1917, la République fédérative moldave. Mais cet Etat, qui n'avait ni finances ni appui extérieur, ne pouvait vivre, et peu à peu l'idée de l'union à la Roumanie, qui, depuis 1812, germait dans le cerveau des patriotes moldaves, faisait des progrès, et le 17 mars 1918, l'union était proclamée solennellement par le « Conseil du pays ». La crainte des Bessarabiens d'être absorbés tôt ou tard par les révolutionnaires de Moscou n'avait pas été sans peser sur ce vote.

Ceux-ci ont-ils désarmé? Si jusqu'à présent les choses n'ont pas été poussées à l'extrême entre la Russie et la Roumanie, il n'en est pas moins vrai qu'il règne plutôt, entre ces deux puissances, une atmosphère défavorable.

De même entre la Hongrie et la Roumanie, les incidents de

frontière, comme en janvier 1923, ont été fréquents. Les Roumains en tout cas n'admettent pas que la possession de la Transylvanie leur soit contestée ; jusqu'à présent même ils ont repoussé les rectifications de frontières réclamées par les Hongrois pour récupérer des défenses naturelles, — car la ligne frontière passe par la plaine et facilite les invasions vers la Hongrie — et des villages voisins où la population est en grande majorité magyare. En tenant compte uniquement des raisons d'ordre économique, le tracé aurait pu, en effet, être plus favorable aux Hongrois.

Il n'est pas surprenant, qu'en présence de voisins si défiants, la Roumanie ait recherché des amitiés et des alliances. Certes l'appui de la France ne saurait lui faire défaut car, dans l'ordre de choses établi en Europe centrale, la Roumanie est une pièce importante de l'édifice. Mais il est essentiel, qu'ayant mis en valeur toutes ses richesses, grâce à l'énergie de ses habitants, elle reste un élément d'ordre, de modération et de travail paisible dans la grande œuvre de restauration de l'Europe centrale.

---

## CHAPITRE VI

### LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE

---

Le traité de Versailles (art. 87), en annulant les traités du XVIII<sup>e</sup> siècle (1772, 1793, 1795) qui avaient dépecé la Pologne, a reconstitué cette grande nation historique telle qu'elle existait, avant 1772, sauf du côté de la Prusse orientale. Comme la Pologne est située, du fait de sa position géographique, sur les routes d'expansion (côté de l'Allemagne), et sur les routes d'invasion (côté de la Russie), son existence et sa stabilité politique importent fort à l'équilibre pacifique de l'Europe centrale. Certes la Pologne fait plutôt partie de l'Europe orientale et il ne semble guère que les Etats nés ou agrandis sur les ruines de l'Empire habsbourgeois aient beaucoup à en connaître. Mais l'enchevêtrement des intérêts est tel qu'ils sont très vivement opposés à toute modification, à tout bouleversement du nouvel Etat. Du moment que les frontières politiques de la Pologne ont été reconstituées, elles doivent être garanties et conservées sous peine de déchaîner les pires appétits de guerre. Ainsi les Etats successeurs se trouvent contraints de faire respecter la forme actuelle de la nation polonaise, non seulement en ce qui concerne la Galicie détachée de l'ancien Empire habsbourgeois, mais en ce qui concerne toutes les autres parties de la Pologne qui aujourd'hui forment un tout indivisible. En triomphant de la coalition des Hohenzollern et des Habsbourg, les Alliés ont voulu non seulement réparer la violence faite jadis aux Alsaciens et aux Danois du Slesvig, mais le crime abominable, commis au XVIII<sup>e</sup> siècle, qui est une des hontes de l'histoire, et redonner à la Pologne ses fron-

tières historiques : elles remontent aux premières époques du Moyen-Age.

Lorsque les invasions slaves eurent submergé l'Europe centrale, avec leurs tribus de Croates, Slovènes, Slovaques, Serbes, Tchèques, Moraves, des noyaux se formèrent entre l'Oder et la Vistule : Polanes, Mazures, Silésiennes, Vislanes, d'où sortit bientôt la nation polonaise. Aussi loin que l'on se reporte dans l'histoire de la Pologne, on trouve son sol occupé par des tribus slaves. Ces divers groupes, qui formèrent des ligues, de petites républiques, ne purent rester indéfiniment isolés devant les menaces que déchaînaient contre eux les Avars, les Normands et bientôt les Germains. Les plus féroces sont, au X<sup>e</sup> siècle, du côté de la Germanie, avec Henri l'Oiseleur, qui a exterminé les Slaves Polanes et fondé la Marche orientale, avec Othon le Grand qui rêve de monarchie universelle et confie la Marche orientale à l'implacable Géro. Celui-ci, qui a écrasé les Serbes de Lusace et les Obotrites, apparaît sur l'Oder, et les Polonais se dressent contre lui. Jusqu'ici leur histoire se perdait obscurément dans des chroniques et des traditions mal conservées, désormais elle se manifeste au grand jour et la Pologne va devenir un grand État slave.

Mieszko, qui règne vers le milieu du X<sup>e</sup> siècle, est obligé de reconnaître la suzeraineté de l'Empereur et de lui payer tribut (959). Ne pouvant lutter par les armes, contre les Allemands, il s'avise d'un autre moyen. Il conclut un traité avec un autre vassal de l'Empereur, le prince de Bohême, Boleslas, dont il épouse la sœur. Pour enlever à Géro tout prétexte d'envahir le pays, il va l'évangéliser ; il accepte le baptême et fait abattre les idoles (966). Par le christianisme, la Pologne entrera dans la société européenne, organisera l'État et, en même temps, participera à la civilisation du monde latin ; elle deviendra une nation d'Occident, représentant, contre l'Orient barbare, les idées et les tendances mêmes qui ont permis à la France et à l'Italie de se développer. La jeune dynastie commence à jouer un rôle et va pour un temps secouer le joug impérial. Mieszko occupe la Silésie,

amorce la conquête de la Poméranie ; il avait, en mourant fondé un ordre politique et social nouveau (992) (1).

C'est Boleslas le Grand, guerrier infatigable, le Charlemagne polonais, qui va créer les frontières politiques de la Pologne, en conquérant la Poméranie, la Lusace, dans ses luttes contre les Teutons, en s'emparant, sur les Tchèques, de la Silésie, en rattachant, à son pays, la Slovaquie ; en 1024, il se proclamait roi de Pologne, consacrant ainsi, contre l'Empereur lui-même, Henri de Bavière, qui venait de mourir, l'indépendance du nouvel Etat.

Celui-ci, sous les successeurs incapables de Boleslas, est menacé par le duc de Bohême, Bretyslav, qui veut reprendre les provinces perdues et envahit la Pologne, ravageant tout sur son passage (1038). Mais l'Empereur Henri IV, inquiet des succès du duc qui rêve de fonder un grand Etat slave, soutient maintenant la Pologne : il veut tenir la balance égale entre les deux puissances rivales et voisines et au besoin attise leur antagonisme pour les affaiblir également et mieux les dominer.

Mais bien des épreuves étaient encore réservées à la Pologne. Après le règne de Casimir, de Boleslas II, de Boleslas III, des luttes intestines vont éclater avec le successeur de ce prince, Vladislav II, et qui se prolongeront parmi des compétitions sans nombre et un chassé-croisé continu de princes — à peu près dix, — jusqu'à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. La Pologne souffre de l'incertitude des lois relatives à la succession au trône et du système du séniorat qui lui vient de Bohême et qu'introduit Boleslas III. L'aristocratie, devenue plus puissante, se livre à toutes les intrigues ; c'est miracle que la dynastie des Piasts n'ait pas sombré dans la tourmente. Bien entendu les progrès du Germanisme seront considérables sous Albert l'Ours, qui fait de la Marche du Nord, le noyau d'une puissance redoutable. La période des morcellements s'ouvre (1139), et la Grande Pologne recule devant la nouvelle invasion. Puis, les Chevaliers de l'Ordre Teutonique, rappelés de Terre Sainte par le duc polonais

(1) Voir Henri Grappin. *Histoire de la Pologne*, 1 vol. in-16<sup>e</sup>, Paris-Larousse, 1922, p. 10.

Conrad pour lutter contre les Prussiens, menacent maintenant la Pologne, au Nord, et tendent à la couper de la Baltique en germanisant la Prusse jusqu'au Niémen (1225). La Pologne épuisée, mal gouvernée, est sur le point d'être encerclée.

Heureusement qu'un prince, doué d'une énergie de fer, Vladislav l'Aune, surnommé ainsi à cause de sa taille de nain, sut opposer une résistance héroïque aux invasions des Mongols, reconquérir le pays, forteresse par forteresse, et sauver l'Etat, comme la civilisation occidentale, de la destruction. Il brisa les luttes féodales, enraya les attaques des Tchèques et triompha du fameux Ordre Teutonique. Celui-ci, après avoir écrasé et odieusement persécuté les Prussiens, avait porté l'incendie et la mort en terres polonaises. Il s'était emparé, pendant les guerres féodales des petits princes polonais entre eux, de Dantzig, où il avait égorgé 10.000 habitants, et de la Poméranie. Après cette ruée germanique, l'Empereur rayait, d'un trait de plume, la Pologne de la carte et l'attribuait à son fils Louis de Brandebourg. Mais Vladislav Lokietek va refouler l'invasion en infligeant une terrible défaite aux Teutoniques, à Plowce (1331) ; plus tard, Vladislav Jagello les écrasera, à son tour, à Grunwald Tannenberg (1410). C'est alors que la Pologne devint un grand Etat riche et florissant, s'étendant de la Posnanie au Pripet, portant la culture latine en Ukraine, en Roumanie, en Russie, en Lithuanie dont l'union avec elle a été consommée dès 1410.

Les Teutoniques voyaient d'un mauvais œil l'accroissement prodigieux de la Pologne-Lithuanie ; ils étaient toujours en Poméranie et à Dantzig et la lutte va reprendre. Mais ils sont écrasés par Jagellon, à Tannenberg, et ne conservent plus en fief que Königsberg et une partie de la Prusse orientale. Quelques années après, l'Ordre se sécularise (1525). Son grand maître, Albert de Brandebourg, devenu protestant, crée le duché de Prusse qui, en 1618, sera réuni à l'Electorat. Faute capitale commise par le roi de Pologne à cette époque, Sigismond, de n'avoir pas incorporé à la Pologne les territoires de l'Ordre, car les seigneurs du Brandebourg, berceau de la puissance prussienne, n'auront, pendant des



siècles, qu'une pensée unique : réunir à la Prusse orientale la Prusse occidentale avec la Poméranie et Dantzig. Les négociateurs de 1918 ont mis la Prusse et la Pologne en présence du même problème que seules les armes peuvent résoudre.

Bref, au XVI<sup>e</sup> siècle, sous les Jagellons, la Pologne est le pays le plus vaste d'Europe, touchant à la mer Baltique et à la mer Noire, englobant Dantzig, Königsberg, la Courlande, s'approchant à quelques cent kilomètres de Berlin et de Moscou, prospère aussi bien au point de vue commercial qu'intellectuel et financier ; Cracovie, Lemberg, Posen regorgent de richesses.

Mais la Pologne, qui a eu beau vaincre les Germains, est menacée par deux voisins ambitieux : la Turquie et la Moscovie. Les longues luttes qu'elle dut soutenir contre les Turcs, contre les Russes, au XVI<sup>e</sup> siècle, contre les Suédois, jusqu'au seuil du XVIII<sup>e</sup> siècle, et qui, presque toutes, furent victorieuses — dans une période de 60 ans on compte à peine 15 années où les armées furent en repos — épuisèrent le pays. Ses plus belles villes gisaient en ruines et le nombre des villages détruits était incalculable.

La Lithuanie et la Pologne formaient une Double Monarchie comparable à l'Etat fédératif d'Autriche-Hongrie et la constitution était fort compliquée. Bien qu'unis, les deux Etats vivaient d'une vie presque indépendante. La vallée marécageuse du Pripet séparait la région du Dniepr des plaines de la Vistule. A l'intérieur, aucun pouvoir public fort ne reliait entre elles les différentes parties de la nation. Le pouvoir de la royauté était annulé par les *Pacta conventa*, et celui de l'assemblée par le *Liberum veto* exigeant que les votes fussent rendus à l'unanimité. Au moment où Russes et Prussiens occupaient la Pologne (1732), y levant des impôts et des recrues et menaçant son indépendance, les diètes votaient contre les armements et les charges militaires, car l'entente ne pouvait se faire dans leur sein ; l'Etat resta désarmé. La Pologne était trop dispersée alors, avec des limites indécises, avec un gouvernement précaire, offrant à ses ennemis « des territoires ouverts et une nation déchirée », avec une consti-

tution qui rassemblait les vues les plus opposées ; « l'anarchie était la vie normale de l'Etat » (1).

A la dernière extrémité, la lutte s'organisa, mais sans équipements et sans artillerie et les trois aigles noirs purent s'abattre sur le malheureux pays et le dépecer. 1772, 1793, 1795, dates sinistres qui consomment la ruine de ce peuple infortuné qui, dans les dernières années de son existence, fit un magnifique effort d'organisation politique et militaire, remédiant, par un héroïsme sublime, aux vices de sa constitution et de son impréparation militaire. La Pologne avait vécu de pacifisme 200 ans avant le reste de l'Europe ; elle payait cher ses illusions. Comment pouvait-elle du reste résister, sans un puissant secours extérieur, aux voisins redoutables qui voulaient se partager ses dépouilles ?

Et cependant l'esprit national avait donné un sursaut d'énergie au pays et tous ses efforts n'étaient pas perdus pour l'avenir. Dans son extrême péril, à la veille du deuxième partage, la Pologne avait élaboré une œuvre qui servit d'enseignement aux générations futures et de programme politique et social à la nation, ce fut la constitution libérale du 3 mai 1791, la première Constitution d'Europe, inspirée de notre Révolution qui supprimait le *Liberum Veto* et organisait une sorte de monarchie constitutionnelle (2).

La suppression des treize millions de Polonais au profit des Russes, des Prussiens et des Autrichiens, était une rupture de l'équilibre européen qui engendra d'autres guerres. La Révolution française et plus tard Napoléon purent invoquer l'injuste démembrement pour justifier leurs annexions. Qui pouvait les en blâmer ? Seule une reconstitution de l'Etat polonais était une garantie de sécurité pour la France et les petits Etats de l'Europe, dont elle était la barrière protectrice contre les ambitions russes ou germanes.

La question polonaise est soulevée, au Congrès de Vienne, qui la résout, en consacrant le déni de justice, en parta-

(1) Albert Sorel. *L'Europe et la Révolution française*. Op. cit., t. I, p. 507, 508.

(2) Cet événement a eu une telle influence morale sur la nation que, pour le mieux commémorer, la date du 3 mai est devenue celle de la fête nationale.

geant les Polonais comme « un troupeau de moutons ».

Après 1815, Alexandre I<sup>er</sup> octroya aux Polonais une constitution libérale, qui fit un instant l'admiration de l'Europe et que les Polonais appliquèrent loyalement. Mais toutes les libertés que garantissait la constitution furent violées les unes après les autres ; en pleine paix, 10.000 soldats russes étaient installés à Varsovie et dans les environs comme pour mieux provoquer les patriotes polonais ; la Diète n'était pas convoquée ; on préparait fatalement une insurrection.

Après les partages, les révoltes de 1830, de 1863 ne peuvent briser le cercle de fer, et les Russes, contre lesquels les patriotes se soulèvent, les écrasent après de longs mois de luttes ; ainsi l'insurrection de 1830 qui dura une année, couvrit le pays de ruines.

Que de luttes encore dans la Pologne prussienne pour défendre une nationalité que les Allemands, inspirés par Bismarck, voulurent anéantir ! Lois, ordonnances, arrêtés, s'abattirent sur les provinces de l'Est, germanisant l'enseignement primaire et secondaire (1872-1874), prononçant l'expulsion des Polonais qui ressortissaient d'un Etat étranger (1885). Puis ce fut la loi sur la colonisation de 1886, une loi encore plus brutale de 1908, autorisant l'Etat à ordonner la vente forcée des domaines polonais dont il jugerait l'acquisition utile. Malgré ce régime de compression et d'exception, les Polonais ne cédaient pas, luttant par des discours, par des actes, pour briser l'assaut des lois prussiennes. De plus en plus, le polonisme se renforçait numériquement, grâce à la fécondité de la population, et la presse populaire se développait considérablement dans tous les territoires polonais. Aussi pour dompter les Polonais et anéantir leurs résistances, une dernière loi était votée, à la veille de la guerre, la plus spoliatrice de toutes, octroyant à l'Etat le droit d'exproprier les terres polonaises pour leur enlever leurs cultivateurs polonais. Mais plus on pressurait la Pologne, plus elle montrait qu'elle n'était pas morte ; on le vit, après la guerre, où elle déjoua les calculs de ses ennemis et dépassa les espérances de ses amis.

Avec la guerre de 1914, se posait à nouveau le problème

de l'indépendance de la Pologne. Comment sera-t-il résolu ? La Russie et les Alliés étaient enclins à reconnaître, sous une certaine forme, cette indépendance ; mais il ne s'agissait encore, à moins de victoire complète, que de la partie que les Russes avaient acquise aux partages.

Pour l'instant, les puissances centrales triomphaient et occupaient entièrement la Pologne, depuis 1913. Quel sort lui réserveraient-elles ? L'occupation était mixte, mais en réalité c'était l'Allemagne qui avait le plus de troupes et qui l'emportait. Un instant elle avait décidé, sur les conseils de Ludendorff, d'annexer les territoires occupés, mais elle ne s'y résolvait pas pour ne pas mécontenter l'Autriche et aussi pour ne pas avoir, au sein du Reichstag, — ce qui effrayait beaucoup d'Allemands — une trop forte proportion de Slaves protestataires. Diverses autres solutions furent envisagées : un Etat relié à l'Allemagne par un lien étroit baptisé alliance, ou bien indépendant, mais en restant protégé et même plutôt vassal. En Autriche, on optait pour l'union avec la Pologne et le comte Andrassy soutenait fort cette thèse qui aurait conduit à créer une Monarchie trialiste. En réalité la Monarchie danubienne consolidait ainsi sa puissance en Europe centrale. Les Polonais acceptaient momentanément même cette union à l'Autriche de la Pologne russe et de la Galicie par un lien quelconque ; ce n'était que la première étape vers la réalisation d'un idéal qui leur tenait à cœur.

En soutenant ce point de vue, l'Autriche s'opposait aux projets de mainmise de Berlin sur la Pologne et demandait le maintien du statu quo. Cette attitude comblait les vœux des Polonais qui souhaitaient la victoire de l'Entente et voulaient que rien de définitif ne fût fait. Ainsi les deux Alliés ne parvinrent pas à s'entendre, soit pour placer un parent de l'Empereur Charles sur le trône de Pologne, soit un des fils de Guillaume II ; ils se faisaient opposition l'un à l'autre. Cependant une proclamation des deux Empereurs du 3 novembre 1916, et les Lettres patentes, du 12 septembre 1917, donnaient naissance au nouvel Etat de Pologne qui devenait un royaume formé des territoires polonais enlevés à la Russie et gouverné par un Conseil de Régence. Mais celui-

ci ne se soumit en rien aux volontés des Allemands contre lesquels une lutte sourde s'engagea. En réalité, ce que voulait la Prusse, c'était préparer un nouveau partage ; il restait à en déterminer les modalités pratiques (1).

En attendant le sort qui était réservé à la Pologne, les puissances centrales l'emportaient ; mais le Conseil de Régence, qui ne désespérait pas, refusait de décréter la mobilisation générale, puisque l'Etat n'était pas encore organisé. Les Allemands essayèrent alors de recruter des volontaires, il n'en découvrirent que 300. Au contraire les patriotes polonais avec Pilsudski, créaient une association secrète pour se mettre en rapports avec les formations polonaises en Russie, en Ukraine, en France, recueillir de l'argent et organiser des légions ; puis une insurrection générale était préparée contre les Allemands, pour janvier 1919 (2).

Déjà l'armée polonaise, en 1918, qui d'abord comptait 20.000 hommes, prenait part à tous les engagements du front français et se couvrait de gloire ; l'armistice du 11 novembre vint arrêter son magnifique élan. La cause des Allemands, en Pologne, était définitivement perdue. Maintenant il fallait reconstruire.

Pour l'instant, deux gouvernements existaient dans le Royaume du Congrès : le Conseil de Régence, à Varsovie, et un gouvernement improvisé après le départ des Autrichiens, à Lublin. Mais voici que Pilsudski est libéré des cachots de Magdebourg et proclamé dictateur par toute la nation ; c'est lui qui, avec ses collaborateurs, va créer la République polonaise.

A quelle tâche il devait faire face avec sa magnifique énergie ! « Je ne connais pas dans l'histoire, a dit M. Hoover, de situation plus désespérée que celle devant laquelle se trouva le grand soldat et patriote Pilsudski (3) ! » Le pays était en proie à l'anarchie et à la famine ; des milliers de gens mouraient d'épi-

(1) Dr V. Bugiel. *La Pologne et les Polonais*, 1 vol. petit in-4°, Paris Edit. Bossard, 1921, p. 144.

(2) Discours à Buffalo, 1<sup>er</sup> janvier 1920.

(3) Comte Stanislas du Moriez. *La question polonaise vue d'Allemagne*. 1 vol. in-16°, Paris, Alcan 1920, p. 150.

démies. La population, partagée, depuis cent cinquante ans, vivant sous des régimes et des lois différents, sans système administratif commun, ne pouvait payer d'impôts, semblait dans l'impossibilité de constituer un État qu'on ne savait du reste comment organiser ; et déjà beaucoup se réjouissaient de voir ce malheureux peuple dans le chaos, sans ressources, mourant de faim, presque dans un état de barbarie. Le bolchevisme et la démoralisation générale allaient-ils le gagner définitivement ?

La victoire avait surpris les Alliés ; ils n'avaient point organisé la paix et aucun d'eux, sauf la France, ne songeait à la Pologne. Ils ne se doutaient pas que la Russie, étant provisoirement disloquée, il fallait reconstituer, dans le Nord, le même État qui avait, pendant tant de siècles, contenu les invasions, limité les ambitions germanes et veillé à l'équilibre européen. La reconstitution de l'État polonais était d'autant plus nécessaire que, dès les premiers jours de la Conférence, s'affirmait l'idée de ne point morceler l'Allemagne, — cependant la grande coupable de la guerre, — de la laisser intacte et par conséquent puissante et dangereuse. Quel contrepoids lui serait opposé sur ces Marches de l'Est vers lesquelles de plus en plus elle serait entraînée, puisqu'on lui fermait l'accès du Rhin ? Et l'on pensait ingénument pouvoir contenir, avec des frontières théoriques ou avec les textes des traités, un peuple de 60 millions d'habitants qui, depuis un demi-siècle, avait fait preuve de la plus admirable vitalité !

Bien des difficultés surgissaient pour l'attribution au nouvel État polonais, qu'il fallait en fin de compte faire revivre, si l'Entente voulait vraiment tenir ses promesses, des territoires jadis en sa possession avant les odieux partages.

La Silésie prussienne, le Sud de la Prusse orientale et de la Prusse occidentale feront-ils partie de la Pologne ou de la République allemande ? Et la Galicie ? Cette Marche de la Pologne, perdue au X<sup>e</sup> siècle, reconquise, au XIV<sup>e</sup> siècle, par Casimir le Grand, et conservée depuis lors, peuplée de Polonais contre lesquels s'exerçait la propagande ukrainienne, allemande et autrichienne ! Aussi bien du côté de la Silésie prussienne et autrichienne que de la Galicie, que de la région

de Tesin, en Bohême, revendiquée par la Pologne, ce fut la lutte pour occuper définitivement des contrées qui toujours avaient appartenu à la République. Les Austro-Ukranien, soutenus par les bolchevistes, assiégèrent Lemberg, prirent Tarnopol, etc... car, dans la partie orientale, on compte 3 millions de Ruthènes, Petits Russes ou Ukranien que l'invasion mongole avait jadis séparés de la Moscovie ; les Polonais durent dégager et conquérir ces villes. D'autre part, le conflit tchéco-polonais prit des proportions telles que l'entente dut s'interposer pour faire cesser les hostilités et organiser un referendum, à Tesin. Mais de ce côté les difficultés sont apaisées, on ne voit pas de complications qui puissent surgir. Sur les autres frontières de la Pologne, ce ne sont que sources de conflits.

Quel problème complexe par exemple que celui de la Haute-Silésie ! Ce pays, enlevé à l'Autriche en 1743, après lui avoir appartenu, depuis 1433, demandait sa réintégration dans la Pologne dont elle fit partie, jusqu'en 1331. Le président Wilson avait acquiescé, en janvier 1919, puis était revenu sur ses promesses devant les résistances de la Délégation allemande. Les négociateurs de la Conférence décidèrent un plébiscite par communes sous le contrôle d'une commission et des troupes alliées. On espérait ainsi faire prévaloir le vote des villes germaniques sur celui des campagnes polonaises, alors que la grande majorité de la province était de langue et de race polonaises. C'était une atteinte au droit des nationalités. L'irritation fut grande du côté polonais, et les revendications encore plus âpres du côté des Allemands, qui envoyèrent des contingents spéciaux de *Fronttruppen* et de la brigade Ehrhardt. Pour apaiser le conflit, il fallut l'arbitrage de la Société des Nations donnant à la Pologne des centres industriels : Bendzin, Kattowice, Rybnik, et à la Prusse des campagnes peuplées de Polonais. Mais ces centres industriels et miniers, l'Allemagne les revendique et là peut naître plus tard un conflit entre les deux États.

De même l'attribution des districts de Kovno, Vilna, Grodno, peuplés en partie de populations distinctes de la Pologne bien qu'associées à ses destinées, depuis 1386, jus-

qu'aux partages, et qui refusent d'être incorporées à la Lithuanie, donne lieu à des contestations entre la Lithuanie et la Pologne, et, en Prusse orientale, on pousse les Lithuaniens à faire valoir leurs droits. La Conférence de la Paix avait malheureusement réservé le règlement de ces difficultés. Le traité de paix de Riga (15 mars 1923), a fixé définitivement les frontières de la Pologne avec la Lithuanie, mais sans apaiser les prétentions des Lithuaniens et des Polonais.

Le traité de Riga, c'est la défaite des bolchevistes qui l'a rendue possible. Un instant ils menacèrent l'existence même de la Pologne que l'Europe abandonnait et dont la capitale, Varsovie, était sous le feu des hordes rouges. La Pologne allait-elle sombrer, laissant la voie ouverte à une nouvelle invasion de Tatars que l'Allemagne aidait inconsciemment pour bouleverser les traités, empêchant, avec la complicité de l'Angleterre et même de la Belgique, l'arrivée des munitions qui ne parvinrent en Pologne qu'après la victoire ? La France prêta heureusement à la République son grand appui moral et, grâce au courage de la jeune armée polonaise, au talent stratégique du général Weygand et de ses officiers qui coopérèrent au plan de rétablissement militaire, la barbarie était refoulée dans ses steppes.

La paix de Riga est-elle définitive ou ne constitue-t-elle qu'une trêve que les bolchevistes, dont les conceptions nationalistes se rapprochent de celles des anciens Tsars, rompraient aisément, s'ils le pouvaient ? Il y a encore là, à l'Est de l'Europe centrale, un grave péril.

De même bien des points de friction subsistent entre la Pologne et la Lithuanie qui a donné passage aux troupes bolchevistes, en 1920, au moment où la Pologne était attaquée de toutes parts. La sagesse serait que ces deux Etats s'entendissent pour se défendre contre le danger commun qui les menace ; ne sont-ils pas unis l'un à l'autre par de nombreux liens historiques et religieux ? La Lithuanie par exemple aurait mieux fait de se rattacher, comme jadis à la Pologne, par un lien fédératif plutôt que de constituer, sous l'influence bolcheviste, un petit Etat de 3 millions d'habitants qui ne vit que difficilement et qui n'a qu'une pensée : écraser les allo-



gènes, persécuter les propriétaires polonais, juifs et allemands par une réforme agraire brutale, et faire revivre l'ancienne civilisation lithuanienne du XV<sup>e</sup> siècle.

Deux questions principalement ont divisé les Lithuaniens et les Polonais.

La Lithuanie revendique la ville de Vilna qui fut, de tout temps, la capitale du pays : celui-ci redevenu libre veut recouvrer sa ville principale et les territoires qui l'entourent.

La Pologne d'autre part ne veut, sous aucun prétexte, et avec raison, se séparer de Vilna, patrie de Mickiewicz, de Kosciuszko, de Pilsudski, un centre par excellence de la culture polonaise.

La question de Memel divise également les deux peuples. Elle est, pour la Pologne, d'une importance vitale, car c'est le seul port qui puisse desservir le Nord-Est du territoire polonais. Mais l'attribution de Memel à la Lithuanie ne permet pas à la Pologne de se servir du Niemen, la seule voie fluviale qui facilite une exploitation aisée des immenses forêts de cette région.

Les deux Etats résolurent les difficultés par les armes et mirent le monde devant le fait accompli : la Pologne, en s'emparant de Vilna avec le général Zeligowski, et la Lithuanie, en bousculant les forces françaises qui gardaient encore cette région, et en s'installant à Memel.

La conférence des Ambassadeurs (15 mars 1923) ne put que ratifier les décisions qu'on lui imposait. Cela ne veut pas dire que les esprits soient pacifiés ; il reste beaucoup d'amertume entre les deux pays et la question de Memel notamment ne semble point résolue.

Equilibre encore plus fragile après la question russe, après la question de Haute-Silésie, dans le fameux couloir de Dantzig, où la Conférence de la Paix a fait preuve ou d'impéritie ou de duplicité ; nous ne savons entre quels termes choisir. L'histoire de la Pologne, brièvement esquissée, nous montre, en tout cas, à quel point les négociateurs de Versailles se sont trompés. Au lendemain de l'armistice, ceux qui connaissaient et leur histoire et particulièrement celle de la Prusse, recom-

mandèrent aux Alliés d'occuper militairement Dantzig et la basse Vistule, d'élargir le plus possible le « couloir », d'attribuer aux Polonais les districts poméraniens de Lauenburg et de Butow qui leur appartinrent, jusqu'en 1661, et qu'ils réclamaient, le port d'Elbing qui leur assurait le delta de la Vistule et éloignait, de ce fleuve, la frontière de la Prusse orientale ; bref, ils conseillèrent d'élargir suffisamment la « fenêtre » polonaise sur la Baltique par des occupations ou des annexions nécessaires qui permettraient de la défendre normalement, au besoin en faisant de la Prusse orientale une province autonome sous le contrôle de la Société des Nations. M. Lloyd George, qui fut le génie malfaisant ou le démon fatal, ne voulut rien entendre là comme dans la question du Rhin (1), restreignit à l'extrême le couloir polonais et s'efforça d'en boucher l'issue en refusant Dantzig à la Pologne, alors que cette ville lui avait appartenu depuis le traité de Thorp (1466), jusqu'en 1793.

Or il ne faut pas oublier que l'élément allemand est en minorité dans la Poméranie, bien qu'elle ait été, par deux fois, sous le joug prussien. En 1921, il y avait à peine 19,6 % d'Allemands. Une fois que l'exode des Allemands, en vertu de l'accord conclu à Vienne, le 30 août 1924, se sera accompli, l'élément allemand ne représentera plus que 12 à 14 % de la population totale (2). Déjà aux élections de la Diète Polonaise de 1922, les listes allemandes n'ont obtenu qu'un seul député.

L'importance du « couloir » de Dantzig, pour la Pologne, qui occupe seulement 16.000 km. carrés ou une longueur de côtes de 76 km., est capitale, car c'est la seule issue qu'elle a sur la mer, tandis que l'Allemagne possède déjà 498 km. de côte sur la mer du Nord et 990 sur la Baltique. Que lui importe la possession de ces 76 km., en quoi lui sont-ils utiles ?

Le « couloir » est situé d'autre part à l'embouchure du plus grand fleuve de la Pologne, de la Vistule, qui est en quelque

(1) Voir notre ouvrage *Le Rhin et la France*, Op. cit. p. 243 et suiv.

(2) Voir Dr Stanislas Slawski, *L'accès de la Pologne à la mer*, 1 vol. petit in-16°, Paris. Édit. Bossard, 1925, p. 47.

sorte son épine dorsale. La plus grande partie de son commerce d'importation et d'exportation suit cette voie fluviale ; sur ces rives se trouvent Cracovie et Varsovie. De même que l'Allemagne possède, à l'embouchure de ses grands fleuves, Königsberg, Stettin, Brême, Hambourg, la Pologne doit avoir le port de Dantzig. Si on enlevait Dantzig à la Pologne, le dommage causé serait aussi grave que si l'on privait l'Allemagne de ses 1488 kilomètres de côte, la Hollande de Rotterdam ou la Belgique d'Anvers. Des Allemands eux-mêmes n'ont-ils pas reconnu que la possession d'un débouché maritime est de la plus grande importance (1) ?

Comme la Pologne ne possède pas Dantzig, d'une façon complète, ainsi que nous allons le voir, elle construit à Gdynia son propre port ; les travaux en seront terminés en 1930.

Dantzig est, en effet, dans une situation spéciale et fort peu nette. Elle a été reconnue, au Traité de Versailles, comme ville libre, mais cette liberté est soumise à des restrictions, car la Pologne a reçu le droit de conduire les affaires extérieures, de protéger les habitants et d'y avoir un représentant diplomatique ; elle a également l'usage et le contrôle du port (art. 104 et conv. du 15 nov. 1920), l'usage des voies ferrées (art. 98). Les Dantzigois se sont donné une constitution avec deux assemblées, dont un Sénat qui émet la prétention de diriger les affaires extérieures de la ville réservées à la Pologne, et d'obliger celle-ci à ne pas conclure d'accord international relatif à Dantzig sans leur avis.

'Le Haut-Commissaire, qui représente la Société des Nations sous la protection de laquelle est placée Dantzig, a aussi le droit de prendre connaissance des traités et de les déférer au Conseil de la Société, afin de savoir s'il doit ou non opposer son veto. Ainsi la souveraineté extérieure de Dantzig se trouve répartie entre trois pouvoirs. Aussi l'assemblée de la Ville Libre émettait-elle, lors de la guerre bolchevico-polonaise, la prétention de se déclarer neutre pour empêcher le débarque-

(1) Ernest Tiessen. *Zeitschrift für Geopolitik*, 1924, p. 211 ; Otto Jessen, *ibid.*, p. 580. — Voir également D<sup>r</sup> Stanislaw Slawski. *Poland's access to the sea and the claims of East Prussia*, London, Eyre and Spottiswoode, 1925, 21, 22.

ment des troupes et des munitions envoyées à la Pologne ; or le port de Dantzig est polonais au point de vue diplomatique et douanier.

Il faut dire que les règlements, qui sont jusqu'ici intervenus, sont d'une extrême complexité et rien ne facilite la conciliation ou ne favorise les intérêts de la Pologne (1). Sans cesse des difficultés s'élèvent. Ainsi lors de l'incident des boîtes de la poste polonaise, lorsque le Sénat de la Ville Libre contestait le droit de la Pologne d'organiser un service postal autonome (janvier 1923), le Haut-Commissaire de la Société des Nations, qui est Anglais, M. Mac Donnal, donnait raison au Sénat, en l'autorisant à enlever les boîtes aux lettres. Incident en apparence minuscule, mais qui souligne les tendances des autorités de la Ville Libre et l'esprit franchement hostile à la Pologne qui règne parmi elles, comme chez certains Alliés présents sur les lieux.

Peut-on supposer d'autre part, que l'Allemagne, que la Prusse, devenues demain plus riches et plus puissantes, toléreront ce qu'elles ont combattu et supprimé au cours des siècles, la séparation entre Königsberg et Stettin, entre la vieille Prusse ducal et la Prusse royale, ainsi qu'on les nommait jadis ?

La Prusse orientale est une enclave allemande en territoire polonais, qui fut longtemps vassale de la Pologne, et se trouve habitée par des Polonais, des Lithuaniens et des Germains. Dans les districts méridionaux, les Polonais sont en majorité, mais les méthodes de germanisation ont eu contre eux beaucoup d'efficacité. On sait que la Pologne avait permis au margrave de Brandebourg, grand maître des Chevaliers Teutoniques, de transformer la Prusse orientale en une principauté laïque et héréditaire qui était sa vassale (1525). C'est un Hohenzollern, possesseur de l'Electorat de Brandebourg, qui devient duc en Prusse orientale (1618) et ne rêve que de réunir les deux principautés en un seul Etat.

(1) *Les problèmes de l'Europe Centrale. Les nouvelles frontières*, par M. Emile Bourgeois, 1 vol., Paris-Alcan, 1923, p. 49. Voir aussi Julien Makowski. *La situation juridique du Territoire de la Ville Libre de Dantzig*, 1 br. in-8°, Paris-Ed. Bossard, 1925.

Frédéric-Guillaume du reste, vainqueur des Polonais, vient précisément de rendre la Prusse orientale indépendante au traité de Wehlau (1657), et son fils, Frédéric 1<sup>er</sup>, se couronne roi de Prusse (1701). Il n'y avait plus qu'à souder les deux Etats l'un à l'autre en s'emparant du territoire polonais et de Dantzig elle-même, qui sépare ces deux provinces. C'est ce que fera Frédéric II, en 1772, c'est ce que la Prusse rêve d'accomplir aujourd'hui. Il n'est pas un homme politique, en Allemagne, même dans le parti républicain, même dans le *Reichsbanner*, qui ne veuille réaliser la même œuvre que Frédéric le Grand : supprimer le couloir de Dantzig, en commençant par le germaniser, car c'est un poste de propagande admirable pour empêcher la Pologne de respirer librement. Et combien, parmi les nationalistes, seraient prêts à soulever des incidents de ce côté, pensant que c'est là où l'on a le plus de chance d'amorcer une révision du Traité de Paix !

Dantzig du reste, qui échappe au contrôle du désarmement, a toute une armée d'anciens officiers ou sous-officiers camouflés en policiers ou en fonctionnaires qui demain peuvent déchaîner la guerre pour déchirer les traités. Les Allemands restent nombreux dans le « corridor », car l'Allemagne a arrêté le mouvement d'émigration qui avait suivi le traité de Versailles. On compte que les Allemands détiennent 45% de la propriété rurale ; qu'on ne s'étonne pas de l'emprise allemande !

Bref, de plus en plus, une excitation générale a gagné les milieux poméraniens et prussiens et s'est répandue dans les masses ; les journaux locaux entretiennent cette excitation ; on profite de la moindre circonstance pour monter les esprits et répandre l'idée de la nécessité d'un coup de force. Dans la Poméranie, dans le Brandebourg, à Küstrin comme à Stettin, la haine de la Pologne prime celle de la France ; le Polonais est celui que l'on combat depuis des siècles, celui que Bismarck a su si bien dépecer et opprimer, qui a réussi à s'affranchir, mais que l'on espère bien dompter à nouveau. Si ces sentiments sont moins ardents en Haute-Silésie, où la population ouvrière, et non pas uniquement agricole comme dans

les autres provinces, est moins facile à endoctriner, un mouvement déclanché ailleurs contre la Pologne y serait certainement suivi.

On peut donc se demander si les mêmes causes aujourd'hui ne vont pas produire les mêmes effets ? La question de Dantzig devient une question vitale, non seulement pour la Pologne, car il lui faut un accès à la mer, car le maître de Dantzig est le maître de la République, car elle peut au moins par le couloir vivre, respirer, sortir de l'encerclement, mais pour les Alliés, mais pour toutes les puissances de l'Europe centrale très intéressées au maintien de l'équilibre dans l'Est.

Le jour où l'on supprimerait le « couloir » de Dantzig, qui certainement est une solution imparfaite de la question polonaise, cause des difficultés de circulation : passeports et multiples visites douanières à travers un étroit territoire, il n'y aurait aucune raison pour l'Allemagne de ne pas réclamer la Haute-Silésie et la Posnanie, toutes les « *Ostmarken* », et ce serait la vie même de la Pologne remise en question. Or, la partie de la Haute-Silésie attribuée à la Pologne constitue un organisme économique indivisible où il y a, comme dans le « couloir », prédominance de la population polonaise.

Il ne faut pas oublier du reste que la résurrection de l'Etat polonais a été, pour l'Allemagne, une déception et qui lui cause d'amers soucis. Aujourd'hui l'Allemand a les yeux tournés plutôt vers l'Est que vers l'Alsace ; il se souvient de la fameuse phrase de Bismarck : « Jamais nous ne consentirons au rétablissement de la Pologne. Entre la Prusse et la Pologne c'est une lutte pour l'existence : (1) », ou celle de Guillaume II, à la fête des Chevaliers Teutoniques, à Malborg : « Un Prussien de l'Est est une sentinelle allemande en face du polonisme menaçant ; il ne doit jamais abandonner son poste d'honneur ». C'est encore Bismarck qui appelait la Posnanie le « tendon du corps prussien », montrant combien elle était utile à la Prusse pour vivre.

Comment, du reste, supposer un seul instant que les Allemands admettront peu à peu un état de choses contre lequel

(1) 28 janvier 1886. Au Landtag de Prusse.

ils n'ont cessé de s'élever et de protester, soulevant sans cesse aux Polonais mille difficultés pour exercer dans la zone et la ville libre de Dantzig les droits qu'ils tiennent du Traité de Versailles ?

Est-ce à dire que l'Etat polonais, avec tant de menaces suspendues sur lui dès son berceau, n'est pas viable selon les Allemands et bien d'autres rivaux ? On a une opinion toute contraire quand on voit avec quelle ardeur la jeune République, sortant d'un gros effort militaire et de l'occupation étrangère, a travaillé à l'organisation de sa vie intérieure malgré des troubles récents (mai 1926). C'est grâce au concours de l'Entente que la Pologne se relève, mais grâce aussi à la vitalité et au patriotisme de ses enfants. Certes dans le fonctionnement du parlementarisme, auquel la Pologne est profondément attachée (constitution du 17 mars 1921), — car elle a toujours constitué une république où le roi n'était qu'un président sans pouvoir personnel, — il y a bien des heurts, bien des difficultés, bien des luttes intestines. Cela tient à ce que la Pologne réalise, avec peine, son unification complète. Il faut se rappeler, en effet, que le territoire et la population ont été divisés entre trois Etats, pendant cent cinquante ans, chacun employant les meilleurs moyens dont il disposait pour supprimer l'existence même de la nation polonaise, en déracinant toutes les traditions nationales comme le faisaient la Russie et l'Allemagne ; il n'y a que les Polonais d'Autriche qui étaient les moins maltraités. Le travail était ardu pour créer un système nouveau, pour faire de ces trois provinces, de ces trois peuples, une seule nation. L'unification trop rapide même est dangereuse sous peine de susciter de graves mécontentements ; il faut tenir compte de l'œuvre du temps.

La Pologne, dans les trois parties qui la composent actuellement : autrichienne, prussienne, russe, avait considérablement souffert des dévastations de la guerre qui l'avaient appauvrie. Les armées russes et allemandes et les bandes ukrainiennes avaient dévasté ses campagnes, brûlé ses fermes et ses usines, décimé ses forêts. Il faut dire qu'auparavant

les gouvernements russe et autrichien avaient systématiquement et par incurie laissé le pays sans routes, avec de misérables villages, n'exploitant pas ses riches gisements naturels. Bref, tout était à entreprendre ou à refaire. Il fallait restaurer l'agriculture, construire des villages, forcer les propriétaires à améliorer le sort du paysan, exploiter les forêts et les richesses minérales, développer l'industrie des villes, créer enfin des voies de communication. Tous les problèmes se posaient à la fois ; d'un commun accord, les Polonais entreprirent de les résoudre, groupant, dans le même Etat, tous les éléments producteurs d'énergie : charbon, pétrole, bois, houille blanche qui leur appartiennent, autrefois possédés à leur profit exclusif par trois Etats différents.

Avant tout la Pologne est un pays agricole, occupant 65 % de la population : elle ne l'est pas exclusivement comme jadis, l'industrie s'étant énormément développée, par exemple dans la région de Lodz.

Les terres cultivées couvrent plus de la moitié de la superficie : les forêts et les pâturages occupent le reste. La superficie boisée de la Pologne est de 9.062.000 hectares, dont 2.855.176 appartiennent à l'Etat et 6.206.813 aux particuliers. Ce sont les espèces résineuses qui dominent, fournissant du bois de construction, d'ébénisterie, de chauffage, puis les arbres à feuilles : chêne, hêtre, frêne, orme, etc...

Aussitôt la guerre, un gros effort a été fait pour restaurer la culture abandonnée. En 1918, près de quatre millions d'hectares de terre étaient en friche ; en 1922, il n'en restait plus que 360.000. En 1919, la production des céréales ne suffisait pas aux besoins de la consommation et la Pologne importait du blé ; en 1922, elle en exportait déjà en grande quantité, et, en 1924, l'exportation des graines et farines atteignait 327.595 tonnes. Les superficies ensemencées en froment passaient, de 430.000 hectares, en 1919, à 1.017.000, en 1923 ; en seigle, de 2.648.000, à 4.645.000 ; les pommes de terre, de 1.151.000 à 2.279.000 ; les betteraves à sucre, de 65.000, en 1919, à 136.000, en 1923, etc...

La production suivait la même marche ascendante : 4.287.000 quintaux de froment, en 1919, et 13.536.000, en



1923 ; 26.174.000 quintaux de seigle, en 1919, et 59.624.000, en 1923 ; 105.138.000 de pommes de terre, en 1919, et 264.942.000, en 1923 ; 12.411.000 quintaux de betteraves à sucre, en 1919, et 25.746.000 en 1923, etc.

L'élevage constitue également une grosse richesse de la Pologne. Les prairies naturelles occupent 6 millions d'hectares, et les prairies artificielles 1.500.000. La récolte des plantes fourragères est de 70 millions de quintaux de foin et 40 millions de plantes diverses. Avec de telles ressources, le cheptel a été rapidement reconstitué. Il y a aujourd'hui, en Pologne, plus de 5 millions de chevaux, 10 millions de têtes de gros bétail, 3 millions de moutons, 8 millions de porcs (1).

Voici comment ces diverses productions se répartissent dans les trois parties de la Pologne.

C'est dans la partie prussienne que l'agriculture est la plus développée. La culture des céréales occupe, en Posnanie, où existe surtout la moyenne propriété, plus des 2/3 des terres arables. Un cinquième est planté de betteraves et de pommes de terre. Ces dernières constituent la grande richesse du pays. C'est en Posnanie, que s'approvisionnaient avant la guerre Berlin et les centres industriels de Saxe et de Silésie.

Cette grande production de betteraves, pommes de terre et orge, a favorisé la création de sucreries, distilleries et brasseries.

Le développement du troupeau dans les provinces polonaises, sauf pour les ovidés, a considérablement augmenté ; on exporte beaucoup de bétail gras et de chevaux de trait.

Dans les anciennes parties autrichienne et russe, la production agricole n'est pas encore au niveau de celle de la Posnanie, mais elle augmente rapidement avec l'intensification de la culture, l'amélioration des modes d'exploitation et des moyens de transport, et grâce à l'équilibre économique de la Pologne ; c'est ce manque d'équilibre qui se faisait particulièrement sentir, avant la guerre, dans l'ancienne partie russe.

L'industrie sucrière se développe beaucoup, et le sucre

(1) G. Lafond et P. Desfeuilles. *Op. cit.*, p. 148, 164.

polonais va concurrencer le sucre allemand et russe. Les distilleries agricoles, les brasseries, les minoteries, les laiteries mécaniques sont assez répandues comme toutes les industries agricoles, quoique en nombre inférieur à celles de la Pologne prussienne.

En Pologne, la terre est peu morcelée et la grande et moyenne propriété sont la règle. Parmi les paysans dépourvus de terre, un courant s'est manifesté réclamant un partage du sol. Une loi du 15 juillet 1920 est intervenue, prescrivant l'expropriation moyennant une indemnité partielle ; elle a trouvé son exécution par une autre loi du 28 décembre 1925. A part certains biens de l'État, des Eglises ou des catégories de terre destinées à l'élevage, à la production des semences ou ayant un caractère industriel et qui sont exemptées de toute réduction, chaque propriétaire ne devra conserver qu'une ferme avec ses bâtiments de 60 hectares dans les régions industrielles, de 400 dans celles de l'Est, et 180 dans le reste de la Pologne. Cette réforme, qui est en cours d'exécution, donnera à la Pologne la classe moyenne qui lui fait encore défaut.

Il y a, dans le sous-sol polonais, de grandes ressources minérales. D'abord la houille est très abondante dans l'énorme bassin silésien qui occupe les districts de Haute-Silésie, de Silésie autrichienne, de Pologne russe, de Galicie : il est à cheval sur la frontière des trois Empires. Le bassin de Haute-Silésie, un des plus riches du monde, qui occupait 5.690 kil. c., avant la guerre, produisait plus de houille que la France entière (31.937.475 ; — en 1923, 26.630.153). La Galicie, la Silésie autrichienne, la Moravie en possèdent près de 40 % ; le bassin de Galicie n'est pas encore bien exploité ; le bassin de la Pologne russe donnait, en 1913, 7 millions de tonnes et contient d'énormes réserves carbonifères (146 milliards de tonnes). On estime que la Pologne pourrait fournir, par an, de 58 à 60 millions de tonnes (1) ; elle a produit, en 1923, 36.269.000 ; c'est presque la production d'avant-guerre qui était de 40.727.475.

(1) Dr V. Bugiel, *Op. cit.*, p. 375.

Une des grandes richesses de la Pologne est le pétrole qui se rencontre sous une vaste étendue, en Galicie, dans les bassins de l'Ouest, de l'Est, et dans la Galicie centrale. L'extraction occupe 10.000 ouvriers. La région pétrolifère s'étend sur une bande de près de 400 kilomètres. A Kleczany, Ropa, Zmigrod, à Boryslaw, Tustanowice, Mraznica, ce ne sont que des puits et des exploitations de pétrole. On en trouve tout le long de la chaîne des Karpathes. La Pologne est, après la Roumanie, les Etats-Unis, le Mexique, la Russie, la Perse, le plus gros producteur de pétrole du monde. La production en tonnes était, en 1913, de 1.058.160 ; en 1919, elle était tombée à 731.701 ; elle est, en 1924, de 770.796,7, en augmentation de près de 40.000 t. sur 1923. La crise économique n'a pas atteint l'industrie du pétrole, qui a pris, en 1924, un essor nouveau, satisfaisant à toutes les exigences de l'exportation.

La Galicie est encore riche en mines de sel (Wieliczka, Bochnia), en mines de potasse, à Kalusz, dans la région des Karpathes. On rencontre, entre Cracovie et Kielce, du minerai de fer, du minerai de cuivre. Le minerai de zinc est des plus développé en Haute-Silésie.

Les gisements métallifères de l'ancien royaume du Congrès sont peu exploités. Néanmoins l'extraction s'est beaucoup développée ces dernières années. Elle était, en 1913, de 40.332 tonnes, et, en 1923, de 311.218, employant 5.800 ouvriers. Au contraire, l'extraction a diminué en Haute-Silésie.

L'industrie polonaise a été ruinée par la guerre et l'occupation allemande, mais elle se relève peu à peu et reprend son activité. Néanmoins, malgré l'abondance des matières premières, elle ne s'est pas développée partout de façon égale, bien qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, elle ait un niveau inattendu. C'est en Haute-Silésie où elle peut trouver des exemples à imiter, car là la grande industrie prédomine dans toutes les branches : aucune des autres provinces polonaises n'a une industrie métallurgique qui soit comparable à celle de la Haute-Silésie.

L'industrie sidérurgique déjà considérable est toujours

en progression dans le district de Kielce et à proximité du bassin Dabrowa-Sosnowice (près de 40 fonderies de fer et d'acier). En Posnanie, on trouve également des usines importantes. La production globale est : en fonte de 900.000 tonnes, acier Martin 1.400.000, fers laminés 1.000.000.

La construction mécanique a pris, depuis la reconstitution nationale, une extension croissante pour faire face aux besoins du marché national : matériel de chemin de fer, chaudronnerie, pompes, matériel agricole. L'industrie des machines-outils, bien que la Pologne doive se procurer les machines sur son propre territoire, se développe de plus en plus ; un grand avenir lui est assuré (1).

Dans les provinces de Posnanie et de Dantzig, on travaille surtout le bois ; dans les provinces de Posen et Bromberg, les engrais chimiques, dans le Royaume du Congrès, les textiles ; c'est la branche la plus importante de l'activité du pays et cette industrie a commencé à revivre autour de Lodz appelée le « Manchester polonais ».

L'industrie cotonnière compte plus de 2 millions de broches et occupe 80.000 ouvriers, et l'industrie lainière 700.000 broches et 60.000 ouvriers ; l'industrie du lin est très développée, mais elle a souffert de la crise générale ; les industries du chanvre, du jute, de la soie sont moins actives. Le mouvement d'exportation est des plus intenses avec la Roumanie, l'Autriche, la Hongrie, les pays baltes, la Russie.

En 1923, l'industrie textile polonaise occupait 160.000 ouvriers ; mais en 1924, survint un ralentissement et l'exportation a diminué.

On trouve encore des industries alimentaires et des industries chimiques dans le Royaume du Congrès, en Posnanie et en Galicie : acide sulfurique, acide nitrique, soude, sels de potasse et superphosphates, notamment dans la région silésienne où la production atteint, dans les usines de Zawada et de Kauborz, plus de 250.000 tonnes.

(1) Voir G. Lafond et P. Desfeuilles. *Op. cit.*, p. 185 et suiv. et *L'Est européen*, mai 1925. *La situation économique de la Pologne*, par Z. Pietkiewicz, p. 44.

Quant à la Galicie, ses fabrications sont, en plus de l'industrie du bois et de la vannerie, les suivantes : machines textiles, comme garnitures de carde dont on se sert beaucoup en France (Roubaix-Tourcoing) et autres articles de ménage émaillés, liqueurs et spiritueux à Lwow, tissus de laine de première qualité très connus en Europe et en Afrique comme draps orientaux. L'industrie du ciment y est également très importante.

Ce qu'il faut à la Pologne, pour accroître sa force industrielle, c'est le charbon, — elle le trouvera en Haute-Silésie, — et des capitaux étrangers, car la dernière guerre et l'effondrement de la monnaie ont enlevé toutes les disponibilités : et d'autre part le retour à l'étalon-or a amené une raréfaction des capitaux de circulation ; on ne peut du reste exploiter les richesses du pays sans des ressources suffisantes. Enfin la Pologne ne saurait vivre, si elle ne dispose pas, dans l'avenir, de son débouché maritime, cependant bien réduit, mais qui lui est indispensable pour écouler ses produits.

L'industrie polonaise, qui a fait un très grand effort de relèvement, traverse encore une crise par suite de la hausse constante du prix des matières premières, du combustible et des salaires ; les industriels ont dû avoir de plus en plus recours au crédit et l'on a fait appel largement aux capitaux étrangers ; tout cela a contribué à la hausse constante des prix. Mais il ne faut pas désespérer de la Pologne, loin de là. Elle se relèvera des ruines amoncelées par sept ans de guerre, grâce aux richesses naturelles du pays, à l'intelligence et à la capacité de travail des populations.

Seulement le pays ne possède pas assez de moyens de transport pour apporter le charbon aux industries qui doivent employer du bois, ce qui augmente les frais de fabrication.

Il n'est pas surprenant que l'état des transports par voie ferrée soit insuffisant. Les Russes, en se retirant de Pologne, détruisirent tout l'outillage pour empêcher les Allemands de s'en emparer. En 1918, quand les armées austro-allemandes durent évacuer la Pologne, elles firent sauter 7.500 ponts, démolirent 940 stations, 47 dépôts de locomotives et 9 ateliers de réparations. Il fallut reconstruire les voies, les ponts,

des gares, les ateliers et dépôts, rectifier le tracé général pour l'aménager d'une façon homogène en reliant les trois systèmes ferroviaires des trois régions de Pologne désormais unies entre elles.

Ce travail considérable fut accompli beaucoup plus rapidement qu'on n'aurait pu le supposer et le réseau actuel comprend 16.612 kil. de voie normale, et plus de 6.000 kil., à double voie ; le matériel roulant est de 4.900 locomotives, 10.900 voitures de voyageurs et 120.000 wagons de marchandises. Ce réseau vient déjà au cinquième rang des puissances européennes. Il devra encore être augmenté, ainsi que le matériel roulant, pour correspondre aux besoins du pays ; mais l'effort accompli est déjà admirable. Il ne faut pas oublier que la Pologne est un pays de transit par excellence et que toutes ses parties sont étroitement liées à l'Europe de l'Ouest, de l'Est et du Centre. Dans la réfection et l'amélioration de son réseau ferré, elle a montré combien elle comprenait l'importance de sa tâche.

La Pologne s'efforce également de développer son réseau fluvial, qui a déjà 25.000 kilomètres, avec un grand programme de travaux voté par la Diète : amélioration des voies existantes, régularisation du Narew, construction d'un canal de la Wartha à la Vistule, mise en état de navigabilité permanente de la Vistule supérieure, canalisation de la Przemsza, construction d'un système navigable reliant Varsovie à Torun (Thorn) et les régions industrielles de Kielce, Lodz, etc...

D'autre part, la Pologne, faisant preuve de volonté et de courage, a assaini sa situation monétaire. Par suite d'une inflation qui avait dépassé toutes les limites, les finances étaient dans une situation catastrophique ; le budget de 1923 avait un déficit de 60% (700 millions de francs-or) ; les prix faisaient des bonds désordonnés, le crédit n'existait plus ; la Pologne arrivait rapidement au même point que l'Autriche.

C'est à partir de février 1924, que l'assainissement financier commença et sans le secours de l'étranger, à la différence de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Hongrie : c'est un beau succès pour la Pologne livrée à ses propres forces. Le mérite

de la réforme en revient à M. Ladislas Grabski, ministre des Finances et Président du Conseil. Il se fit donner, par la loi du 11 janvier 1924, pour une première période de six mois, des pouvoirs très étendus : droit d'engager des emprunts, d'aliéner des entreprises de l'Etat, de modifier le statut des institutions de crédit, d'organiser un nouveau régime monétaire, d'instituer une nouvelle banque d'émission. Le premier effet de la loi des pleins pouvoirs fut d'arrêter la chute du mark. Le gouvernement jeta sur le marché la réserve de 2 millions 1/2 de dollars dont il disposait ; mais surtout la nation avait repris confiance, c'était essentiel. M. Grabski n'avait plus qu'à mettre en œuvre son plan de réforme.

Il décida, à partir du 1<sup>er</sup> février, de ne plus imprimer de papier-monnaie et stabilisa le mark polonais au taux d'un zloty ou franc-or pour 1.800.000 marks. Un institut d'émission fut fondé, au capital de 100 millions de francs-or, et tous les marks polonais en circulation furent échangés contre les billets émis par la nouvelle banque de Pologne. Les billets en circulation sont couverts par une encaisse or de 349.844.258 zlotys, soit une couverture de 80 % (30 % prévus par le Statut de la Banque) ; la réforme financière a donc bien été obtenue. En même temps, M. Grabski réduisait le nombre des fonctionnaires et, par la « loi de valorisation », élevait tous les impôts au niveau d'avant-guerre avec obligation de les régler en monnaie stable. Pour apprécier cet effort fiscal, il n'y a qu'à noter que chaque contribuable polonais payait, en 1919, 6,64 zlotys par tête et, en 1924, 40,42. M. Grabski avait pris, pour sauver son pays, des mesures vraiment héroïques que tous acceptèrent par patriotisme.

Evidemment il est résulté de la réforme une aggravation des charges qui pèsent sur le contribuable. Seulement les résultats en ont été heureux, car le budget, qui était en déficit de 67 millions de zlotys, a été équilibré, fin 1924, donnant même un excédent de recettes sur les dépenses de 135 millions. Il faudra évidemment l'apport de capitaux étrangers, grâce à un emprunt extérieur, car le pays ne peut vivre avec une circulation financière aussi réduite. Elle est actuellement (février 1925) de 25 zlotys par habitant (680.000.000 de

zlotys au lieu de 125.371.955.360.000 marks avant la réforme, ne valant que 15.054.453 dollars ; de 1920 à 1923, la circulation s'était développée 6.000 fois). Le pays va naturellement tendre au relèvement de sa circulation d'argent. Ce relèvement dépend des plus-values dans le bilan commercial et des prêts qui seront éventuellement consentis sur les marchés étrangers. Toutefois on ne croit pas que cette circulation de billets de banque puisse, dans les mois prochains, dépasser une somme de 650.000.000 de zlotys (1).

Bref, la situation financière est devenue satisfaisante depuis la réforme ; le goût de l'économie se développe, et les dépôts dans les caisses d'épargne s'accroissent, ce qui indique que la confiance règne dans le pays (2).

Bien entendu la Pologne doit continuer son œuvre d'assainissement financier qui n'est pas encore terminée. Le budget, de 1925, a été en déficit par suite de dépenses excessives (1.950 millions de zlotys), à tel point que les dépenses de l'Etat ne sont pas présentement couvertes par les revenus. D'autre part le déficit du bilan commercial qui était de 212 millions de zlotys, en 1924, s'est élevé à 269,4 millions en 1925, dû pour une grande part à la mauvaise récolte et au conflit douanier avec l'Allemagne. Il faut une politique d'économies et de restrictions budgétaires ; le budget ne doit pas dépasser 1.500 millions de zlotys ; il faut renoncer à toute inflation (3). Le gouvernement polonais veut conserver une juste balance des paiements d'où dépend le maintien du cours du zloty, augmenter la production nationale en diminuant le coût de la vie, développer le travail, le goût d'économie et d'épargne, conclure des accords commerciaux, organiser le marché polonais. Ainsi, peu à peu, disparaîtra la crise que traverse la Pologne.

Il est évident, au point de vue de la situation économique générale du pays, que le retour à la monnaie saine, à la ges-

(1) *Rapport général* à la Commission du Budget de la Diète par M. Zdzichowski, Président et rapporteur général, 1924, 1925, p. 76.

(2) Voir l'exposé de Grabski, Président du Conseil devant les Commissions parlementaires des Finances et du Budget, 27 juin 1925.

(3) Déclaration du ministre des Finances, M. Zdzichowski devant la Diète du Sénat, 10 décembre 1925.



tion nouvelle des finances publiques, a entraîné de graves difficultés industrielles et commerciales : chômage, cherté excessive des prix de détail, arrêt de certaines exportations, et cette diminution des exportations, conséquence de la stabilité du change, a rendu la balance commerciale défavorable. En 1924, le bilan commercial s'est soldé par un déficit de 212 millions de zlotys au lieu d'un actif de 79 millions, en 1923 ; c'est la conséquence fatale de tous les essais d'assainissement monétaire. L'impôt sur la fortune (loi du 8 août 1923) a nui également à la production économique et n'a pas rendu ce qu'on attendait de lui, soit 1 milliard de francs-or, en trois ans ; on ne semble pas pouvoir inscrire au budget la somme de 333 millions de zlotys nécessaire pour parfaire le chiffre total (1). Ainsi le nombre des sans-travail n'a fait qu'augmenter. En octobre 1924, il était de 144.260 et, en février 1925, de 178.070. La crise n'est pas conjurée et le Parlement a dû voter une loi d'assurance contre le chômage (18 juil. 1924), créant un fonds de chômage grâce aux apports du Trésor.

Il y a donc un malaise général des affaires, car les consommateurs, disposant de moins de ressources, achètent moins et reprennent le goût de l'épargne ayant en main un numéraire de valeur. Les producteurs, de leur côté, ne bénéficient plus des avantages de l'inflation, ayant organisé leurs affaires en fonction d'un accroissement des prix ; leur capital et leurs stocks de marchandises se déprécient. Les marchés consentis deviennent trop onéreux et les producteurs ne peuvent plus abaisser leurs prix de revient. Mais cette crise fatale n'aura qu'un temps. Quand elle cessera, il faudra nécessairement diminuer les impôts, qui sont trop lourds, et pèsent trop sur le commerce. Déjà on constate une atténuation de la crise du chômage. Les chômeurs ont diminué de 22.000, depuis janvier 1925.

Ce qui manque à la Pologne, car la crise n'est pas entièrement terminée, ce sont les facilités de crédit. L'argent est rare et cher ; l'industrie n'a pas de fonds de roulement, le commerce est paralysé, parce qu'il n'arrive pas

(1) Voir Rapport général de M. G. Zdziechowski. *Op. cit.*, p. 80.

à'escompter ses traites à un taux raisonnable. Il lui faudrait un large apport d'argent étranger comme en a bénéficié l'Allemagne, mais la dignité nationale ne pourrait supporter un emprunt gagé ou un contrôle financier. La Pologne ne compte donc que sur ses seules ressources, ce qui rend la situation difficile. Quand celle-ci se sera améliorée — et la chose est certaine — les capitaux étrangers trouveront le chemin de ce pays si riche en ressources naturelles qui offrira l'appât d'intérêts rémunérateurs. Pour l'instant, il a supprimé énergiquement le désordre des finances publiques et la ruine de la monnaie et a retrouvé, au moins provisoirement, l'équilibre de son budget. Sa vie économique, grâce aux ressources que nous avons indiquées, se refond et se réorganise.

Maintenant que la reconstitution industrielle et agricole s'achève et que la production a presque atteint, dans certaines branches, le niveau d'avant-guerre, les échanges avec les pays voisins vont se développer, les courants commerciaux deviendront plus importants et la balance commerciale sera favorable. Depuis 1921, l'Etat a pu réduire au minimum les interdictions d'importations et d'exportations pour certains articles et conclure des traités de commerce avec la clause de la nation la plus favorisée. Malgré la tension politique, les relations commerciales avec l'Allemagne sont très étroites, et de plus en plus le marché russe s'ouvrira à la Pologne, de même que le courant des échanges se développera avec la France. Plus que jamais la Pologne sera exportatrice de céréales, de graines de semences, de pommes de terre, d'animaux vivants, de sucre, de pétrole, de ciment, etc...

On assiste, depuis six ans, à une véritable renaissance de la Pologne, car ce pays, démembré, disloqué, pendant un siècle, a fait un effort immense pour revivre. Le voyageur, qui le parcourt, est frappé de constater la vigueur du sentiment national qui s'est pieusement conservé, l'homogénéité mentale et ethnique de la population. Les traités, qui ont dépecé la Pologne, n'ont pu entamer sa personnalité ; la nation vit intacte. Même à Torun, même à Poznan, il n'y a

plus trace de la domination allemande ; la Posnanie n'a pu être prussianisée. Dans la Pologne russe également, comme à Varsovie, à Vilna, peu à peu le souvenir des anciens maîtres se dissipe.

Tout bien considéré, il n'est pas exagéré de dire que rien ne manque à la Pologne, qui compte aujourd'hui 27 millions d'habitants, pour devenir un grand Etat. Mais il faut que son organisation politique soit stable, que chaque citoyen concoure avec abnégation à la grande œuvre commune, prêt à réprimer l'anarchie, si elle manifeste ses tendances pernicieuses pour ruiner l'Etat. Il faut, pour enrayer définitivement une crise économique indéniable, augmenter la consommation intérieure et par conséquent la production, améliorer le bien être de la population, développer l'agriculture, car la Pologne est surtout un pays agricole ; le gouvernement s'y emploiera de toutes ses forces, grande tâche que la Pologne doit remplir pour assurer son existence. Mais elle a aujourd'hui tous les atouts en mains.

Là comme dans les autres Etats de l'Europe centrale, des minorités turbulentes et insoumises ne sont pas sans causer quelque inquiétude. Il faut noter, en effet, qu'il y a 4 millions de Ruthènes et 1 million 1/2 d'Allemands de Posnanie toujours hostiles à la Pologne. Ces minorités, y compris quelques Blancs-Russiens, sont représentées au Parlement par 92 députés, qui jouent le rôle d'arbitre entre la droite et la gauche, et pourraient envenimer un jour les querelles de races, si le gouvernement n'y veillait résolument.

Si la Pologne faiblissait, si son existence était de nouveau menacée, quelles graves conséquences pour l'équilibre des nouveaux Etats de l'Europe centrale et pour la sécurité de la France et de la Belgique !

A part ces quelques difficultés, il faut dire que la Pologne, — décidée à faire tous les efforts budgétaires pour la défense de son territoire et de son immense frontière tracée en rase campagne et si vulnérable, — sera une force avec laquelle il faudra compter ; déjà elle fabrique elle-même les armes et les munitions nécessaires à l'infanterie et à l'artillerie et la préparation technique de son armée a fait d'im-

menses progrès. Il ne faut pas juger la Pologne à travers la dramatique histoire de sa décadence ; la vieille Pologne romantique est morte avec ses souvenirs pittoresques ; morte aussi, ou bien totalement ruinée, soit par les Russes, soit par les Juifs, la noblesse de l'antique Pologne, les Sobieski, les Poniatowski, pour faire place à une démocratie de petits paysans propriétaires, aujourd'hui l'armature de l'État.

La Pologne est un État ressuscité qui donne confiance ; la nouvelle génération est forte, parce qu'elle s'est formée dans l'épreuve et la persécution.

L'ancienne aristocratie, dont les palais sont même délabrés, a été écartée des affaires ; la Pologne des anciens rois est devenue un État démocratique avec une constitution républicaine. Grâce à ses richesses naturelles et à sa forte natalité, il se développera et sera un facteur d'équilibre en Europe centrale.

Il lui faut une orientation politique ferme, des alliances comme celle qu'il a contractée avec la France. Il est encore à souhaiter que la Lithuanie et la Pologne se rapprochent et finalement s'unissent, mettant en commun leurs forces et leurs traditions de civilisation et de culture.

La Pologne est placée entre deux États également ambitieux, l'un redevenu fort, l'autre qui le sera également bientôt. Elle ne peut vivre entre deux ennemis. S'entendra-t-elle avec l'un d'entre eux ? Mais lequel abandonnera le premier ses revendications séculaires ? La Russie de Lénine continue la politique de la Grande Catherine comme la France de Danton, celle de Richelieu et de Mazarin (1). Déjà l'Allemagne cherche par tous les moyens à s'entendre avec la Russie ; la Pologne serait alors écrasée dans l'étau qui tôt ou tard se refermerait sur elle ; ce serait la politique des partages qui revivrait.

On sait où se dirigent les visées de la Prusse ; c'est l'Est, c'est le problème de la Vistule qui l'attirent. C'est de l'Est qu'elle a tiré sa force, c'est de l'Est qu'elle attend sa régénération. Voilà le grave danger de demain. Pour y faire face,

(1) Voir les Déclarations du professeur Simon Askenazy à M. Maurice Pernot. *L'épreuve de la Pologne*, 1 vol. in-16°, Paris, Plon, 1921, p. 28.

il faut, outre les rapprochements déjà indiqués, l'appui des Alliés, une alliance défensive étroite entre la Petite Entente et la Pologne pour protéger, d'un commun accord, les gains de la victoire. Les Etats successeurs doivent jouer, à l'égard de la Pologne, s'ils ne veulent périr eux-mêmes, comme un rôle de protection, reprenant mais à rebours, contre l'Allemagne, la politique d'intervention de Marie-Thérèse. La Pologne ne peut vivre isolée en Europe Centrale.

De la situation de la Pologne, on en a le sentiment très net, dépend la consolidation ou l'ébranlement de la paix en Europe. La paix sur le Rhin est la conséquence de la paix sur la Vistule. Or, la situation de la Pologne présente le maximum d'insécurité entre une Russie et une Allemagne hostiles et une Lithuanie hésitante qui ne veut pas encore se prêter à un rapprochement cependant dans la logique des choses. Mais est-ce la faute de la Pologne si le Traité de Paix ne l'a pas mise dans une situation géographique moins dangereuse ? Que disait le Président Wilson dans son message sur les Quatorze points : « Il faut ériger un Etat polonais indépendant comprenant tous les territoires habités par des populations indiscutablement polonaises. Cet Etat devra avoir un accès libre et sûr à la mer et son indépendance politique et économique, ainsi que son intégrité territoriale, devront être garanties par un *covenant* international. »

On n'a pas donné à la Pologne, à Versailles, les sécurités qui lui auraient permis de travailler en toute quiétude et sans le secours extérieur. On n'a pas réalisé la victoire dans toute sa portée morale et politique ; on n'a rogné à l'Allemand que quelques ongles de ses doigts, ce qui l'a profondément irrité et sans profit. Bref les hésitations, les défaillances furent des fautes lourdes, alors qu'on voulait fonder un ordre européen nouveau sur des bases solides.

Quoi qu'il en soit, la Pologne veut conserver ce qui existe, maintenir ses droits définitivement acquis et garantis par la signature de toutes les puissances ; elle n'admettra jamais que des conversations soient engagées pour l'élaboration d'un pacte de garantie plus ou moins illusoire qui aurait pour conséquence la révision de ses frontières.

Elle a réorganisé son armée, grâce aux efforts patients de la nation toute entière, aménagé ses usines pour la fabrication des fusils, des armes automatiques et du matériel d'artillerie ; elle veut se suffire à elle-même, si elle était attaquée inopinément avant qu'aucun secours étranger lui parvienne ; son armée doit être « la sentinelle et la gardienne de l'Etat et de la nation » (1).

La Pologne est la citadelle avancée contre le Germanisme ; en maintenant les positions qu'elle a péniblement recouvrées, après tant d'années d'angoisses et d'espérances, elle protège l'ordre de choses établi par le Traité de Versailles. Il y a de grandes chances pour que rien ne subsiste plus en Europe centrale, si la Pologne disparaît. N'est-elle pas, a dit Napoléon, « la clef de voûte de l'Europe » ?

(1) Général Sikorski. *L'Europe Nouvelle*, 13 juin 1925 et voir Discours au Sénat polonais, juin 1925.

---

*SEPTIÈME PARTIE*

**LA PETITE ENTENTE ET LE NOUVEL ÉQUILIBRE  
DE L'EUROPE CENTRALE**

---

L'Autriche-Hongrie démembrée, désorganisée, d'Europe centrale inorganique et en déséquilibre complet avec de côté là une poussière d'Etats, voilà quel était le résultat brutal de la guerre dans l'ancien Empire des Habsbourg. A la place d'un bloc allemand et austro-hongrois trop homogène, une Europe centrale « balkanisée », pour employer l'expression inexacte qui caractérisait une anarchie politique à laquelle on devait s'attendre. Là où les migrations de peuples avaient accumulé races et religions, où l'on était habitué à voir, depuis des siècles, un état de choses stable, garantie de paix en Europe, il fallait bien que les nouveaux Etats se réunissent pour grouper leurs intérêts commerciaux et au besoin les défendre par les armes ; le morcellement, en apparence le plus extravagant, ne pouvait continuer de subsister. Les traités avaient établi un nouveau statut politique et territorial, il fallait que les bénéficiaires le maintinssent dans cette terre du Danube si féconde en discordes et en rivalités ; c'est cette volonté de faire exécuter les traités qui a donné naissance à la Petite Entente. Les Etats successeurs avaient trop d'appréhension de voir les vaincus chercher à regagner ce qu'ils avaient perdu pour ne pas s'unir et se défendre. C'est la crainte de la Hongrie, surtout après les folles équipées de Charles IV, qui a poussé à l'union, tandis que, sur le terrain économique, nécessairement des ententes douanières étaient nécessaires entre des pays complémentaires les uns des autres et jusqu'ici rivés les uns aux autres. Ainsi la Petite Entente était une réalité et non une conception idéologique, chaque



membre gardant sa pleine indépendance, son individualité propre ; elle n'était qu'un organe de défense et peut-être aussi de reconstruction politique et économique. Mais les Etats, liés entre eux, n'étaient pas centralisés, comme dans l'ancienne Monarchie, ils étaient tout au plus groupés dans un but déterminé et précis. Les négociations furent au début longues et délicates, chacun des Etats successeurs manifestant de grands appétits, invoquant des droits historiques pour chercher encore à élargir ses frontières ; aussi les hommes d'Etat tchécoslovaques et serbes qui prirent la tête du mouvement eurent-ils fort à faire. Enfin une série d'alliances bilatérales intervint entre ces Etats, leur permettant désormais de mieux garantir les résultats de la paix.

---

## CHAPITRE PREMIER

### LES ACCORDS POLITIQUES

---

C'est à Prague que va naître cette idée lumineuse de créer, dans l'Europe centrale trop morcelée, une nouvelle entente politique et économique.

Le 4 août 1920, M. Bénès, ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie signe, à Belgrade, avec le gouvernement yougoslave, un accord, négocié depuis quelque temps déjà, valable pour deux années, et d'après lequel les contractants s'obligent à se défendre mutuellement en cas d'attaque de la Hongrie. L'objet de cet accord est de stabiliser l'Europe centrale par une politique profitable aux Alliés et qui tend au rétablissement de la paix générale. Ce rapprochement était le plus facile de tous, les deux États n'ayant pas de frontières communes et redoutant tous deux également la Hongrie, qui était pour eux une menace persistante et un foyer de troubles. L'accord lui donnait, en effet, un avertissement salubre, et d'autre part, il affermissait la Grande Entente dont il était l'utile complément.

D'un autre côté, le 23 avril 1921, une convention était signée entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie, avec un peu plus de difficultés, il est vrai, car il n'y avait pas, entre les deux peuples, les mêmes affinités de races qu'entre Tchèques et Slaves du Sud. Mais là encore l'intérêt bien entendu les obligeait à s'entendre pour élever une barrière contre le bolchevisme qui menaçait surtout la Roumanie, et contre l'impérialisme hongrois que redoutaient les deux États. L'armée rouge avait, l'année précédente, gravement menacé la Pologne, et le gouvernement tchécoslovaque, bien qu'il ne

redoutât pas une attaque des Soviets avec lesquels il n'avait aucune frontière commune, ne voulait pas, par suite d'une défaite polonaise, subir, un jour ou l'autre, leur invasion ! D'autre part, l'Empereur Charles venait de tenter sa première équipée en Hongrie (25 mars 1921), causant un très vif émoi chez les Etats successeurs. Ceux-ci se concertaient pour faire une démarche commune à Budapest, et M. Bénès remettait un ultimatum au Régent, donnant trois jours au gouvernement hongrois pour faire évacuer son territoire par l'ex-Empereur. La Petite Entente avait déjà officiellement manifesté son existence et pleinement fonctionné. La Hongrie ne se trouvait plus entourée que d'alliés, unis contre elle tant qu'elle serait une menace pour eux.

De leur côté, Roumains et Yougoslaves, héritiers de traditions séculaires, qui avaient, dans les guerres balkaniques et dans la guerre de 1914, lutté ensemble, allaient se rapprocher. Mais ce ne fut pas sans peine, car ils avaient été récemment divisés par la question du Banat, qui avait provoqué des points de friction. Par l'accord qui fut signé, le 7 juin 1921, « le troisième chaînon était forgé », a écrit très justement M. Albert Mousset (1). Cet accord était motivé par les incursions des comitadjis bulgares qui semblaient indiquer une mauvaise volonté, de la part du gouvernement du roi Boris, à exécuter le traité de Neuilly.

Mais M. Take Jonesco avait de plus hautes visées. Ce qu'il voulait, c'était étendre l'objet particulier des Ententes, qui deviendraient une alliance générale des peuples successeurs décidés à garantir tous ensemble les traités dont ils bénéficiaient. Aussi, dès cette époque, inquiet de la menace persistante des bolchevistes qui avaient failli détruire la Pologne, signalait-il, avec le Prince Sapieha, l'accord du 4 mars 1921, qui pourrait aider également la Roumanie à protéger un jour le statut territorial de la Bessarabie très contesté par les Soviets de Russie. Les deux Etats s'engageaient à défendre la cause des traités et à se protéger mutuellement en cas d'attaque.

(1) *La Petite Entente*, 1 vol., petit in-16°, Paris — Ed. Bossard, 1923., p. 24 à 35.

Depuis lors, l'amitié polono-roumaine n'a fait que se développer. En 1922, le maréchal Pilsudski, chef de l'Etat polonais, se rendait en Roumanie ; en 1923, le Roi et la Reine, accompagnés de M. Bratiano, président du Conseil et de M. Duca, ministre des Affaires étrangères, allaient à Varsovie (24 juin) et étaient reçus par M. Wojciechowski, président de la République qui, dans son toast, disait : « Les liens qui unissent la Pologne et la Roumanie ne sont pas seulement ceux de l'amitié profonde des deux nations alliées ; ils consistent également dans l'étroite communauté des aspirations et des intérêts qui excluent toute divergence de vues et qui indiquent à nos deux pays la voie qui doit les conduire à la réalisation de leur commun idéal. L'alliance polono-roumaine constitue la base solide d'une collaboration dont l'objet est de maintenir la paix conquise par de si lourds sacrifices... »

Peu après (août), la visite de nombreux parlementaires roumains venait renforcer encore l'amitié polono-roumaine qui, ont-ils déclaré, « ne constitue pas seulement une affaire d'intérêt, mais aussi une question de cœur (1) », et « représente une force potentielle de premier ordre, jusqu'ici pas encore suffisamment mise en valeur (2). »

Toutes ces manifestations ont été suivies récemment de la conclusion d'un pacte de garantie mutuelle (26 mars 1926), et qui sera un élément d'équilibre puissant dans cette partie de l'Europe, afin d'adapter le traité polono-roumain aux circonstances nouvelles créées par les accords de Locarno.

Il fallait encore que la Pologne se rapprochât de la Tchécoslovaquie pour consolider sa position du côté de l'Allemagne. Mais les deux Etats avaient l'un contre l'autre de vieilles animosités dont nous avons parlé (3), résultat de préventions, de jalousies injustifiées, lorsque les Galiciens étaient en relations presque cordiales avec Vienne ; les Tchèques le leur reprochaient durement. D'autre part, un grave différend et des plus pénibles avait surgi entre eux dans la question de Tésin (Teschen) qui durait depuis deux ans. Deux na-

(1) *Le Temps*, 27 août 1923.

(2) Discours de M. Trompczynski. Président du Sénat.

(3) Voir plus haut, p. 482.

tions sœurs, qui avaient tant d'intérêts communs et devaient collaborer pour l'organisation de l'Europe centrale, se querellaient avec une obstination dangereuse. Le Conseil Suprême, par l'arrangement du 22 juillet 1920, avait donné aux Tchèques le bassin de Karwin au moment où la Pologne avait été envahie et elle n'en avait guère été satisfaite ; mais l'accord signé avec la France l'incita à se rapprocher de la Tchécoslovaquie. Du reste le besoin pressant de défendre ses frontières contre l'Allemagne, dont une partie avait été distraite à son profit, l'y obligea également ; puis la crainte des Russes n'y était pas étrangère, bien qu'il ne fallût guère compter sur les Tchèques dans un conflit entre Polonais et Russes. Quant aux Tchécoslovaques, leur haine ardente des Allemands qui les avaient jadis meurtris et opprimés, leur crainte dans l'avenir, s'ils n'étaient pas prévoyants, d'attaques militaires brutales lancées contre eux par Berlin, les rapprochait instinctivement des Polonais et là encore des intérêts communs unissaient les deux peuples.

Peu à peu se sont donc apaisées les oppositions de tendances et d'intérêts et les rivalités nées surtout de l'imperfection d'une frontière commune. La même menace, que l'Allemagne militariste fait peser sur ces deux pays, les a rapprochés et, après les entretiens qui ont eu lieu, en avril 1925, à Varsovie, entre le comte Skrzynski et M. Bénès, ministre des Affaires étrangères, trois traités, d'une durée de cinq ans, ont été signés entre la Pologne et la Tchécoslovaquie (23 avril 1925) et ont pour objet, le premier de liquider le passé, c'est-à-dire les difficultés qui résultaient de la question de Tésin, les deux autres d'assurer un avenir de collaboration amicale. Le premier traité comporte une série de conventions dont les plus importantes assurent un traitement fraternel aux minorités polonaises de Tchécoslovaquie et tchécoslovaques de Pologne. Le second est un traité de commerce qui contient la clause de la nation la plus favorisée et qui assure d'importantes réductions de tarifs pour faciliter le transit des marchandises tchèques par la Pologne vers la Russie et les pays baltes, et des produits polonais par la Tchécoslovaquie vers l'Europe centrale et

méridionale. Le troisième est un traité d'arbitrage, conçu dans l'esprit du protocole de Genève et destiné à prévenir tout conflit entre les deux pays. Les difficultés, qui s'élèveraient entre les deux Etats et n'auraient pu être résolues par la voie diplomatique, seraient soumises à la Cour internationale de justice, c'est-à-dire à la procédure d'arbitrage, à l'exception de celles pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions entre les deux parties, et des questions qui concernent leur statut territorial.

Ce rapprochement, qui constitue un grand changement dans l'attitude de la Pologne, apaise des rancunes profondes mais inutiles et aboutit en fait à l'adhésion de cette puissance à la Petite Entente, est d'une importance capitale, car il renforce singulièrement le grand groupement pacifique de l'Europe centrale. M. Bénès avait raison de dire, le 1<sup>er</sup> avril 1925, devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat : « L'histoire de la nation polonaise et celle de la nation tchécoslovaque nous incitent à penser à l'amitié sincère entre les nations sœurs plus que ne l'ont fait nos pères et à éviter de tomber dans les fautes qu'ils ont commises... Nous avons besoin, pour notre existence, de l'existence de la Pologne, de même qu'elle a besoin de notre existence pour la sienne propre. Sur ce point, le bénéfice des deux peuples sera égal ».

D'autre part, les relations entre Tchécoslovaques et Yougoslaves étaient d'une intimité et d'une cordialité telles qu'on en rencontre peu d'exemples dans l'histoire. L'opinion tchèque n'a jamais cessé de consacrer aux questions yougoslaves presque autant d'intérêt qu'à ses propres affaires. Elle a toujours reconnu, dans les Serbes, Croates et Slovènes, ses frères les plus proches. La même vie dans un même empire avait, sans aucun doute, rendu plus particulièrement étroites les relations avec les Croates et surtout avec les Slovènes. Ceux-ci, privés d'université nationale, sous le gouvernement habsbourgeois, envoyaient leur élite intellectuelle à l'Université tchèque de Prague. Une alliance devait nécessairement être conclue entre les deux pays qui ne faisait que resserrer l'union entre les deux peuples, et cette union est si étroite

que l'un comme l'autre n'hésitent pas à s'immiscer même dans la politique intérieure du « peuple frère et allié », à exprimer librement leur opinion, sans qu'il en résulte ni heurts ni froissements.

Certaines questions allaient se poser bientôt entre les Etats successeurs qui donnaient à l'Entente l'occasion de se manifester, d'entrer en action. Elles rendraient aussi nécessaires entre les Alliés une coopération plus étroite et des réunions fréquentes pour des échanges de vues et des décisions à prendre. Au début, certaines difficultés surgirent entre les cabinets de Prague, Bucarest, Belgrade ; mais il y eut plutôt entre eux des froissements qu'une opposition violente, comme dans l'affaire des Comitats occidentaux entre l'Autriche et la Hongrie. Précisément cette puissance, ne sachant comment régler la question, faisait appel à la médiation tchécoslovaque, ce qui souleva, chez les Alliés, certaines protestations. L'Italie, notamment, redoutait que son influence n'en fût diminuée ; elle veillait à ce qu'il y eût un certain équilibre de forces dans l'ancien empire habsbourgeois, il lui déplaisait qu'un des Etats successeurs pût gagner une certaine prépondérance. Elle demanda donc à la Conférence des Ambassadeurs d'aplanir le différend, et celle-ci décida de le soumettre à un plébiscite.

Si ce différend fut réglé sans autres heurts, il y avait eu — on ne peut le nier — certains grincements dans les rouages délicats de la Petite Entente. Heureusement pour elle que la deuxième équipée du malheureux Empereur Charles (20 octobre 1921), abusé pour la seconde fois par des royalistes ultras qui ne se rendaient pas à l'évidence des choses et ne voulaient pas comprendre que les Alliés empêcheraient par tous les moyens un Habsbourg de remonter sur le trône, rétablit les bonnes relations un instant ébranlées. Vite Prague, Belgrade et Bucarest se concertèrent et la mobilisation fut décidée par les trois Etats contre la Hongrie, si elle n'éloignait pas immédiatement l'ex-Empereur ; ils avisèrent de suite les Alliés de leur intention à cet égard. Pour eux la question les intéressait directement, elle était

avant tout d'ordre danubien ; les Alliés au contraire voulaient la régler par leur intervention personnelle à Budapest ; elle relevait, disaient-ils, de l'autorité exclusive du Conseil Suprême (1). Une note fut remise par la Conférence des Ambassadeurs au gouvernement de l'amiral Horthy et à la Petite Entente et Budapest s'inclina. En réalité, c'est la volonté et l'accord absolu des Etats successeurs, leur pression continue, qui avaient confirmé les Alliés dans leur action énergique ; même l'Italie avait secondé, contre les Habsbourg, l'effort des trois cabinets de la Petite Entente et les avait soutenus dans leur volonté de maintenir la paix générale. La Pologne également avait agi de concert avec la Petite Entente, se liant ainsi plus étroitement à ses intérêts et à sa politique (2).

La Petite Entente devait également, à l'occasion de la Conférence de Gènes réunie pour liquider la situation troublée de l'Europe, s'organiser sur des bases nouvelles, puisque l'Allemagne ne satisfaisait pas aux réparations. La Petite Entente ne pouvait se désintéresser, pour la liberté du trafic international qui lui était cher, des affaires d'Occident ; elle sentait même qu'un état politique trouble et incertain sur le continent nuirait à l'équilibre de l'Europe centrale dont elle s'était faite la gardienne. Ainsi les cabinets de Bucarest, Varsovie, Prague et Belgrade entrèrent en négociations, lors des fiançailles du roi Alexandre de Serbie et de la princesse de Roumanie, à Bucarest, et leurs délégués se réunirent à Belgrade (9-12 mars 1922), pour se mettre d'accord, par le vote d'une série de vœux, sur le programme de la future conférence, conformément au mémoire de la Délégation yougoslave. En demandant le retour à une vie économique normale, le rétablissement des moyens de communication, l'assainissement de la situation budgétaire, les Etats successeurs montraient que leur entente n'avait plus seulement un caractère politique et militaire, mais s'orientait vers des solutions

(1) *L'Europe Nouvelle*, 5 novembre 1921. — *La Petite Entente et l'Affaire hongroise*, par M. Eisenmann, p. 1421.

(2) Albert Mousset. *Ibid.*, p. 74.



économiques. Du reste la Pologne, la première de toutes, était intéressée, avec les États baltes, au relèvement économique de la Russie que devait traiter la Conférence de Gênes (Conférences de Varsovie et de Riga — 17 et 30 mars 1922) ; elle voulait faire reconnaître ses frontières, toujours contestées par ses voisins, par certaines grandes puissances, et assurer, autour d'elle, le rétablissement de relations économiques normales.

A Gênes, la Petite Entente fut représentée dans toutes les sous-commissions et elle apparut comme la seule force vraiment organisée de la Conférence. Son prestige en fut rehaussé ; elle entra dans la Conférence comme la quatrième des grandes puissances, elle n'avait plus qu'à rester ferme pour être traitée selon son rang. Ne représentait-elle pas 50 millions d'individus et n'apparaissait-elle pas maintenant, dans les conseils de l'Europe, comme un bloc solide et cohérent ? Et du reste la publication soudaine du traité passé entre l'Allemagne et la Russie des Soviets, et qui était une menace pour la paix européenne, rapprochait davantage tous les Alliés et montrait manifestement que la Petite Entente et la Grande Entente plus que jamais devaient marcher de concert (1).

La réunion de Belgrade avait donné des résultats trop intéressants pour ne pas être renouvelée, car il n'était meilleur moyen pour bien s'entendre que de se bien connaître, et qui oserait prétendre que l'accord parfait entre les États successeurs n'était pas essentiel à l'équilibre de l'Europe centrale ?

Déjà le 26 août 1922, MM. Bénès et Pachitch se réunissaient à Marianske Lazné (Marienbad) avant de se rencontrer, à Prague, avec les délégués des autres États de la Petite Entente. Ils renouvelaient la convention défensive signée, le 14 septembre 1920, qui instituait une garantie réciproque contre toute atteinte aux traités de paix. Il y avait ainsi, entre les deux gouvernements, une solidarité profonde, tant sur les mesures pratiques à prendre pour développer les relations commerciales et financières entre leurs nationaux que sur la

(1) Voir Albert Mousset, *Ibid.*, p. 83-91.

question d'Autriche, afin de ne pas permettre son rattachement à l'Allemagne et garantir ainsi l'ordre et la paix dans l'Europe centrale.

On posa également les principes suivant lesquels devait être réglé un traité de commerce entre la Tchécoslovaquie et la Hongrie, et l'on discuta les conditions d'échange des diverses marchandises, les questions postales et de communication et notamment celles qui concernaient certaines grandes voies ferrées internationales. Puis, le 27 août 1922, les quatre délégués de la Petite Entente se réunissaient à Prague, à la veille de l'assemblée annuelle de la Société des Nations. Les négociations portèrent sur la situation générale de l'Europe, puis de l'Autriche qui, au point de vue financier, était des plus inquiétante, et de la Hongrie. Les hommes d'Etat de la Petite Entente pensaient qu'il fallait exercer sur l'Autriche une tutelle administrative et financière, intervenir efficacement pour la remettre debout en évitant toutefois de donner de l'ombrage à l'Italie par une intervention trop directe. Ces négociations révélèrent un accord complet et même intime entre eux pour la solution des problèmes de l'heure ; elles renforcèrent la situation des Etats successeurs en Europe centrale ; elles montrèrent que désormais ils prêteraient une attention soutenue à toutes les difficultés qui pourraient se présenter dans l'ancien empire habsbourgeois ; rien de ce qui s'y produirait ne les laisserait indifférent. Ils avaient une méthode sûre pour régler les difficultés, garder entre eux un contact permanent et la concordance parfaite des intérêts.

Les Etats de la Petite Entente : Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie, avaient décidé d'avoir des entrevues fréquentes pour observer les grands problèmes de l'heure et particulièrement ceux qui concernaient l'Europe centrale. Le 28 juillet 1923, ils se réunissaient à Sinaïa, en Roumanie, et donnaient l'impression d'un accord parfait sur toutes les questions intéressant leurs pays : question de l'emprunt hongrois, situation en Bulgarie et en Grèce, représentation de la Petite Entente dans le Conseil de la Société des Nations,

reprise des relations avec les Soviets, rapports entre la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Ils montrèrent ainsi notamment qu'ils n'étaient point hostiles à l'idée d'un emprunt hongrois, pourvu que des garanties fussent données qu'il ne serait pas employé par la Hongrie sous forme d'armements ou de propagande irrédentiste ; de même, en ce qui concerne la question bulgare, ils constatèrent qu'il n'y avait aucun motif pour apporter un changement quelconque aux rapports qui existaient avec la Bulgarie. « Alors qu'au cours des dernières réunions, déclara M. Bénès, les représentants de la Petite Entente étaient restés dans le domaine des idées générales relatives à la solidarité entre les Etats alliés, la conférence actuelle abordait la solution de questions d'intérêt tout spécial ; toutes questions sur lesquelles les trois Etats de la Petite Entente se mettaient entièrement d'accord (1). » De son côté, M. Seyda, ministre des Affaires étrangères de Roumanie, disait, en commentant les résultats de ces conférences pour rapprocher encore davantage les hommes politiques de la Petite Entente : « Je considère, comme étant de mon devoir, de tendre à créer, dans l'Europe centrale, une combinaison politique assez large pour garantir la paix dans toute cette partie de l'Europe et constituer une assurance des Etats intéressés sur la base de tous les traités en général (2). Il est certain que, de plus en plus, une solidarité de fait, sinon de droit se créait entre ces divers Etats. S'il y avait encore, entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, certaines questions litigieuses, de plus en plus elles s'atténuaient et la conférence, qui se réunissait, à Belgrade (10 janvier 1924), pour mettre au point les questions de l'emprunt hongrois et de la reprise des relations avec les Soviets, montrait à nouveau que l'ordre de choses créé au centre du continent sur la base du principe des nationalités et des sacrifices consentis par les peuples pour conquérir leur indépendance, se consolidait chaque jour davantage.

On tomba d'accord, à Belgrade, sur l'octroi d'un emprunt

(1) *Le Vittorul*, 3 juillet 1923.

(2) *Le Czas*, 28 juillet 1923.

à la Hongrie dans des conditions analogues à celles déjà adoptées pour l'Autriche et l'on décida, en ce qui concernait les relations avec les Soviets, que chaque Etat agirait selon ses convenances particulières. « Je quitte Belgrade très satisfait des résultats de la Conférence, déclarait M. Duca, ministre des Affaires étrangères de Roumanie. Nous avons échangé nos vues concernant toutes les questions d'une portée générale et particulière et nous avons pu constater que le travail aboutit à l'indentité entière des opinions, et M. Bénès disait des « conférences périodiques » de la Petite Entente, qu'« elles devenaient des organismes ».

A la suite de la Conférence de Belgrade, un rapprochement très heureux s'opérait entre l'Italie et la Yougoslavie qui avaient, dans les questions de Fiume et de Dalmatie, tant de points de friction ; beaucoup de difficultés pendantes entre les deux Etats n'étaient pas réglées. L'Italie va s'orienter désormais vers la Petite Entente à l'égard de laquelle elle était restée jusqu'ici sur une certaine réserve. Un instant elle avait rêvé de remplacer l'hégémonie autrichienne par sa propre hégémonie et de jouer un rôle d'arbitre entre les pays danubiens. Mais la Petite Entente était devenue trop forte pour que l'Italie pût songer utilement, soit, à en prendre la direction, soit même à influencer sa politique.

Lorsque le gouvernement fasciste vint au pouvoir, après quelques manifestations tapageuses du début, il s'empressa bientôt d'éviter tout geste imprudent, afin de ne point envenimer les rapports tendus qui existaient avec la Yougoslavie. En réalité, il avait fort à faire, car le traité de Rapallo (12 novembre 1920), les conventions de Rome (23 octobre 1922 et Santa-Margherita (12 novembre 1922), ne constituaient, dans l'esprit de leurs auteurs, qu'un règlement provisoire de l'irritante question de Fiume. En créant l'Etat indépendant, s'ils avaient mis fin à un état de tension aiguë, ils n'avaient satisfait personne. La solution donnée au problème de Fiume n'était pas viable. Fiume avait été séparée artificiellement de son hinterland et ne pouvait espérer reprendre la place occupée au temps où les maisons d'exportation de Budapest

assuraient sa prospérité. Les nationalistes italiens, d'autre part, reprochaient aux négociateurs de la convention de Santa-Margherita d'avoir abandonné les intérêts réels de la patrie pour en finir au plus vite ; bref les deux gouvernements se considéraient plutôt comme des adversaires. Et cependant le traité de Rapallo était un succès pour l'Italie, puisque Fiume devenait un Etat indépendant avec une frontière commune avec elle. Evidemment, ce n'était pas le traité de Londres du 26 avril 1915, qui donnait à l'Italie, avec les îles Dalmates, la maîtrise de l'Adriatique et embouteillait les Yougoslaves dans une mer fermée. L'Italie abandonnait l'exécution intégrale du pacte de Londres, puisqu'elle n'exigeait plus l'annexion de Fiume ; elle acceptait les stipulations de dernière heure faites sous la menace de la rupture.

Les relations italo-serbes, au lieu de subir des influences nationalistes excessives, vont entrer dans une ère de confiance et de sécurité. Le 27 janvier 1924, après la conférence de Rome, un pacte d'amitié était conclu entre les gouvernements italiens et yougoslaves d'après lequel ils se prêtaient un appui mutuel pour le maintien de l'ordre établi par les traités de paix, pacte suivi d'un accord concernant la ville de Fiume. Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes gardait le port de Baros et le Delta (art. 1<sup>er</sup>), et le royaume d'Italie la ville et le port de Fiume (art. 2).

Celui-ci cède à bail au royaume voisin, pour une période de cinquante ans, et contre une redevance d'une livre-or par an, l'usage du bassin Thaon di Revel dans le port principal de Fiume. L'accord de Rome est même appelé à réagir très heureusement sur les rapports serbo-croates. Fiume est définitivement perdue pour la Yougoslavie. Les Croates, et notamment le parti Raditch n'auront plus de motifs de revendiquer spécialement, pour eux et contre les Serbes, l'Etat de Fiume qui serait devenu finalement un nid d'intrigues ; la frontière, fixée par le traité de Rapallo, était quelque peu modifiée (art. 3). Il est également stipulé (art. 2) que les deux parties contractantes se prêteront un appui politique et diplomatique au cas « où la sécurité et les intérêts de l'une d'elles seront menacés par des incursions violentes du

dehors ». La conclusion de ce pacte d'amitié, la solution de difficultés graves et irritantes montraient que les deux pays cherchaient à vivre et à collaborer en paix.

Soit dans le parti gouvernemental, soit dans l'opposition (Parti de l'Aventin), on ne veut plus poser aujourd'hui à Rome la question de l'Adriatique. Si certains regrettent encore que la Serbie ait accès à la mer et que l'Italie ne reste pas l'unique héritière de la puissance vénitienne, ce ne sont là que des désirs superflus auxquels l'esprit ne s'attache pas.

En réalité le foyer de guerre, qui couvait, depuis quatre années, dans les régions contestées par les Italiens et les Yougoslaves, s'éteignait du fait de la convention nouvelle et la paix sortait fortifiée de ces tractations. Aussi le gouvernement de M. Mussolini, a-t-il eu le grand mérite d'en finir avec une situation qui le privait, en Europe centrale, de toute liberté d'action, et est-il généralement approuvé d'avoir réglé, dans un esprit de concorde et d'opportunisme, avec cette souplesse qui a toujours caractérisé la diplomatie italienne, une des questions les plus graves de l'heure présente.

Le pacte de Rome avait encore une autre portée. Il pouvait exercer une influence directe sur l'équilibre de l'Europe balkanique et surtout de l'Europe centrale, puisque les deux Etats s'engageaient à veiller à l'exécution des traités de paix et à se concerter chaque fois que leurs intérêts seraient menacés. Par conséquent il était d'une importance capitale pour la Petite Entente, qui était assurée de la bienveillance de l'Italie, et ne pouvait pas craindre qu'un de ses membres entrât en conflit avec la maison de Savoie.

Tous ces accords ont été complétés par un traité de commerce qui a été conclu, le 14 juillet 1924, entre l'Italie et la Yougoslavie et qui repose sur la liberté du trafic et la clause de la nation la plus favorisée. Puis, à la suite d'une conférence tenue à Venise, et à Florence, entre les représentants de l'Italie et de la Yougoslavie, une série de traités, au nombre de 32, ont été signés, le 20 juillet 1925, concernant des points réservés, lors de la Conférence de Santa-Margherita, au sujet de questions de propriété, de trafic, et de communications, d'acquisition de nationalités italienne ou yougoslave, de

paiement de créances et de dettes, d'exécution de contrats d'avant-guerre, etc...

En pleine entente avec la Yougoslavie, un accord était signé entre l'Italie et la Tchécoslovaquie, reposant sur le principe du respect des traités ; l'amitié entre les deux pays était désormais fortifiée. Comme tous les traités conclus par l'Etat tchécoslovaque, il est un efficace instrument de paix.

Prague fut à nouveau (11 juillet 1924), comme l'année précédente à Sinaïa, le siège d'une réunion des ministres de la Petite Entente.

Après des échanges de vues sur les rapports entre les Etats de la Petite Entente et leurs voisins, et notamment sur le problème du relèvement financier et économique de l'Autriche et de la Hongrie, les ministres assemblés : MM. Bénès, Duca et Nintchitch, abordèrent l'étude des questions qui devaient venir en discussion, à l'automne, devant l'assemblée de la Société des Nations, tels que l'entrée de l'Allemagne parmi les autres Etats associés, le contrôle militaire des anciens ennemis, les plans pour la limitation des armements. La question la plus épineuse était le pacte d'assistance mutuelle, auquel ils étaient opposés, trop enclins qu'ils étaient à défendre le principe des accords régionaux dont la Petite Entente fut le prototype.

Le problème de la reconnaissance des Soviets les préoccupa également. Ils décidèrent, comme l'an passé à Belgrade, de réserver, pour chacun des trois Alliés : Tchécoslovaquie, Yougoslavie et Roumanie, sa liberté d'action. La Roumanie, par exemple, ne pouvait reconnaître le gouvernement russe, puisque celui-ci refusait d'admettre ses frontières. En outre, ils se préoccupèrent de la situation financière de la Hongrie et de la question de l'emprunt étranger et se montrèrent disposés à améliorer les relations politiques et économiques avec cet Etat.

A la veille de l'assemblée annuelle de la Société des Nations, à Genève, les ministres de Tchécoslovaquie, de Roumanie et de Yougoslavie, jugèrent nécessaire de se retrouver

à Liubliana, après la chute du cabinet Pachitch (27-29 août 1924). Ce ne fut pas à proprement parler une conférence, mais une simple réunion dans laquelle les trois Alliés affirmèrent leur entente parfaite et définirent leur collaboration à la 5<sup>e</sup> assemblée de la Société. La question hongroise ne provoquait aucune difficulté et la position des trois Alliés était fort nette, mais les questions du contrôle des armements des Etats et le projet d'assistance mutuelle étaient plus délicates à régler. Ils soulevaient, chez les trois Alliés, de grosses objections tant au sujet de la structure même du traité de garantie que de l'efficacité des sanctions prévues à l'égard d'un Etat coupable.

Du 9 au 11 mai 1923, les ministres des Affaires étrangères de Yougoslavie, de Tchécoslovaquie et de Roumanie se réunirent à Bucarest (MM. Nintchitch, Bénès, Duca), pour confronter leurs similitudes de vues sur les événements politiques du jour et resserrer leur union ; de fait jamais celle-ci n'a été plus évidente et plus complète. Elle s'est affirmée dans l'examen des questions de Bulgarie, de Hongrie, d'Autriche et d'Allemagne.

La Petite Entente ne veut entraver en rien le maintien de l'ordre en Bulgarie, car le bolchevisme constitue une grave menace ; elle accordera donc son appui moral à l'œuvre de défense accomplie par ce pays, mais elle ne saurait tolérer, sans nécessité, une augmentation des affectifs bulgares.

Elle demeure pleine de défiance à l'égard de la Hongrie. Ni au point de vue de l'assainissement financier, ni au point de vue du désarmement, elle ne saurait admettre là une restauration des Habsbourg ; elle ne saurait accepter également les récentes déclarations du comte Bethlen qui, dans un discours, a dit que la Hongrie ne pourra jamais s'accommoder des traités de paix qu'elle a acceptés par force.

De même pour l'Autriche, la Petite Entente s'affirme hostile à tout rattachement direct ou déguisé à l'Allemagne, car il assurerait la prépondérance de l'influence allemande en Europe centrale. En revanche, elle aidera l'Autriche dans son travail d'assainissement financier et économique. Le pre-



mier pas vers cette collaboration est la conclusion de traités de commerce qui auront pour conséquence la diminution sensible des taxes douanières, sans qu'ils puissent constituer jamais une union douanière ou une confédération danubienne. Aider l'Autriche, dans la crise où elle se débat, c'est travailler à la consolidation de la paix en Europe centrale.

Enfin la Petite Entente a suivi avec attention les événements survenus récemment en Allemagne et la conclusion du pacte de sécurité. L'élection du maréchal von Hindenburg, qui peut être la préface d'une restauration impériale, a préoccupé vivement les nations de l'Europe centrale, d'autant plus que les Allemands ne cachent pas leur intention de poursuivre le remaniement de leurs frontières orientales et de réaliser leur union à l'Autriche ; elles se concerteront pour agir en commun, le cas échéant.

La conférence de Bucarest a été encore plus importante que les précédentes, car bientôt se posera la question de l'entrée de la Pologne et de la Grèce dans la Petite Entente. Depuis le succès des négociations tchéco-polonaises, on peut admettre que la Pologne adhérera à un groupement qui peut lui prêter, dans l'avenir, un si utile concours, et si une alliance serbo-grecque se conclut, la Petite Entente pourra également englober la Grèce, liée autrefois à la Serbie par un traité. Il y a aujourd'hui, entre les deux Etats, des questions de chemins de fer (voie Guevguéli — Salonique) à régler, celle d'un débouché pour la Yougoslavie sur la mer Egée, et l'octroi d'un hinterland pour le port de Salonique, etc...

La conférence de la Petite Entente, qui se réunit en général, tous les six mois, a eu lieu, avec quelque retard, le 10 février 1926, à Timisoara (Temesvar), montrant ainsi que, malgré les accords de Locarno, le groupement des quatre Alliés n'avait pas perdu son importance. Ceux-ci ont examiné la question du « pacte balkanique » mais en reconnaissant qu'elle n'était pas encore mûre, bien qu'il fût éminemment souhaitable de la faire aboutir. Ils ont discuté principalement l'affaire des faux billets de banque en Hongrie et ont déclaré qu'ils attendaient les résultats de l'enquête des autorités hon-

groises. La restauration des Habsbourg reste exclue, mais le peuple hongrois peut choisir la forme de gouvernement qui lui plaît. Il fut longuement question de l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations et les délégués de la Petite Entente affirmèrent que, sur ce point, ils auraient une « attitude ferme et cohérente ».

Avec ces accords élargis, s'affirmera ce grand courant de solidarité qui va de la Baltique à la mer Egée, et fait un si heureux contraste avec la dissociation des Alliés de plus en plus éloignés des grands principes qui les ont conduits à la victoire. La Petite Entente, sans cesse plus forte, qui pèse, dans la politique européenne, d'un poids de plus en plus considérable, reste l'axe géographique et politique de l'Europe centrale autour duquel convergent des intérêts de sécurité et de défense. Il n'y a plus que quelques efforts à souhaiter pour la conclusion de pactes économiques, pour la simplification du régime des communications et des formalités de police et de douanes. Bref, de plus en plus la Petite Entente élargit les bases de ses accords et prête désormais intérêt à toutes les questions qui concernent directement ou indirectement l'Europe centrale.

Tous ces traités, patiemment élaborés depuis trois ans, complétés par des conférences périodiques entre les ministres des Affaires étrangères des Etats successeurs de l'Autriche-Hongrie, suivis du traité d'alliance franco-tchéco-slovaque (25 janvier 1924), créent à l'Europe centrale comme une véritable armature et ont toutes les apparences de la solidité. Livrés à eux-mêmes, ces petits Etats sont faibles et risquent de succomber. Leur union, dans un faisceau compact, constitue une garantie décisive de sécurité.

---

## CHAPITRE II

### LES ACCORDS ÉCONOMIQUES

---

Mais il n'y avait pas que les questions militaires ou de politique pure qui intéressassent les Etats successeurs de l'Empire d'Autriche-Hongrie, les questions de transport, d'échange, toutes les relations économiques en général, devaient être réglées également, car après la chute de l'ancien empire d'Autriche, elles étaient restées en suspens. Ces Etats, depuis des siècles, vivaient sous la même domination et par conséquent les mêmes lois économiques, le même système d'échange imposés par le gouvernement de Vienne ; pouvaient-ils désormais se passer les uns des autres et rester isolés ? Le nouveau statut politique avait disloqué l'ancienne organisation de la production et de la circulation des richesses, il était en grand danger de ne pouvoir subsister. Il fallait donc adapter à une situation politique nouvelle les nécessités du commerce international. Tous ces morceaux juxtaposés les uns aux autres suivant le gré des nationalités étaient-ils condamnés à se replier sur eux-mêmes, sans communications avec les pays d'outre-mer ? C'était une situation inadmissible. Il fallait que ces Etats se facilitassent les moyens de communiquer les uns avec les autres et avec la mer, d'où la nécessité d'arrangements commerciaux. Sans collaboration tout au moins économique entre ces Etats, l'ordre ne pouvait régner sur le Moyen-Danube.

Les Etats successeurs donc avaient intérêt à s'entendre pour qu'on ne travaillât pas, sous prétexte de les rapprocher sur le terrain économique, à organiser une Confédération danubienne ou à rétablir dans l'avenir l'Empire disparu. Ils

devaient donc prendre eux-mêmes la tête du mouvement et ne pas en laisser le soin à l'Autriche et à la Hongrie. Tel fut l'état d'esprit général des négociations qui s'engagèrent à Rome (avril-juin 1921) et à Porto-Rosa (octobre-novembre 1921), auxquelles ne participèrent pas les délégués des deux anciennes monarchies dualistes. Ces négociations jetèrent les grandes bases d'une nouvelle organisation qui s'efforcera de consolider économiquement l'Europe centrale en respectant les traités. Du reste les alliances politiques conduisent aux ententes économiques. Or ces Etats de la Petite Entente, presque de force égale au point de vue politique, se complètent harmonieusement au point de vue économique. Deux Etats parmi eux : Pologne et Tchécoslovaquie sont industriels, deux autres : Yougoslavie et Roumanie sont agricoles. Voilà déjà la meilleure façon de les mettre d'accord, puisqu'ils ne se concurrencent pas ; telle est la raison des arrangements qui sont intervenus.

On peut même presque dire que chaque Etat successeur fait partie d'un même tout ; il s'est développé au gré de conditions économiques propres en appliquant le système de la division du travail. Les diverses parties de l'Empire pourvoyaient à ses besoins. Ainsi sur 43 sociétés minières et fonderies, 23 étaient situées en Autriche, 13 en Bohême, 3 en Galicie, 2 en Yougoslavie.

Sur 46 sociétés ou fabriques de matériaux de constructions, 25 étaient en Autriche, 8 en Bohême, 7 en Yougoslavie, 4 en Pologne.

Sur 17 sociétés de cristallerie, fabriques de porcelaines, poteries, il y en avait 12 en Autriche, 3 en Bohême, 1 en Galicie.

Sur 87 sociétés d'industries métallurgiques et de constructions de machines, 51 étaient en Autriche, 31 en Bohême, 4 en pays italiens.

La plupart des distilleries et des brasseries étaient en Autriche, de même les sociétés d'industries textiles. Les industries d'huiles et de graisses, les industries agricoles, les minoteries étaient la plupart en Bohême (1).

(1) Voir *Le Correspondant*, 10 décembre 1918. — *L'avenir économique des nouveaux Etats de l'Europe centrale*.

Un premier traité de commerce avait été signé entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, à Belgrade, le 3 septembre 1920, réglant l'exportation de blé, de graisse, de viande de porc en Tchécoslovaquie, et l'importation en Yougoslavie de sucre, de coke, de fer. Les échanges entre les deux pays ne font que s'accroître et ont nécessité la conclusion d'accords plus étendus, visant, non seulement les relations commerciales, qui deviendront de plus en plus intenses, mais l'établissement de lignes télégraphiques, téléphoniques et d'améliorations postales.

Entre la Pologne et la Tchécoslovaquie existe également un traité de commerce (20 octobre 1921) qui concerne l'échange des marchandises, la situation des commerçants des deux pays, et a été suivi d'accords particuliers sur toutes les questions se rapportant aux communications ferroviaires, postales, télégraphiques, téléphoniques. Ce traité, qui peut faciliter le développement de relations politiques plus étroites entre les deux Etats (1), n'est pas entré en vigueur, mais a été suivi d'un autre traité (23 avril 1923), conclu sur les mêmes bases, et ratifié seulement jusqu'ici par la Pologne. Les pourparlers pour un arrangement définitif entre les deux Etats sont en bonne voie. Il est à remarquer que les échanges entre eux sont de plus en plus nombreux et ne feront que s'accroître, car la Pologne est la voie de transit naturelle des marchandises à destination ou même en provenance de la Russie.

De même la Pologne a signé un traité de commerce avec la Yougoslavie (29 octobre 1922) pour l'échange des vins, de la graisse, des bois de construction dont a besoin la Pologne, et du sel, du pétrole, des textiles, des huiles, du charbon, des produits métallurgiques que peut recevoir la Yougoslavie. Ce traité est conclu sur la base de la nation la plus favorisée et servira à développer des relations commerciales encore faibles, mais qui deviendront de plus en plus actives à mesure que les besoins augmenteront.

(1) On a parlé même d'union douanière entre les deux pays ce qui consoliderait singulièrement la Petite Entente (idée de M. Dembski, Président de la Commission des Affaires Extérieures de la Diète de Pologne, et de plusieurs organes de la presse polonaise).

La Pologne a également un traité avec la Roumanie (1<sup>er</sup> juillet 1921), car le volume des importations et des exportations des deux pays est déjà élevé, passant de 4.415 tonnes, en 1920, à 40.493, en 1922, pour les importations polonaises en Roumanie, et de 42.579 tonnes, en 1920, à 86.986, en 1922, pour les exportations de Roumanie en Pologne. La Roumanie reçoit de Pologne des produits alimentaires pour le bétail, du sucre, des textiles, des produits métallurgiques du charbon et, exporte des céréales, des légumes, des fruits, du caoutchouc.

De son côté, la Roumanie est en négociations avec la Yougoslavie, le traité de commerce ayant cessé d'être en vigueur, depuis le 4 avril 1922, pour régler les échanges qui sont importants avec ce pays : céréales, produits forestiers, produits dérivés de l'industrie, textiles, pétroles exportés de Roumanie, denrées agricoles expédiées par la Yougoslavie : 1.524 tonnes, en 1920, et 9.140 tonnes pour les importations, 26.928 tonnes, en 1920, et 284.129 tonnes pour les exportations ; ce sont donc des relations commerciales très actives.

La Roumanie est liée enfin à la Tchécoslovaquie par une convention, du 23 avril 1921, conclue sur la base du régime de la nation la plus favorisée. La Tchécoslovaquie envoie, en Roumanie, une grande quantité de sucre, de produits textiles, de papier, de verre, de produits métallurgiques les plus variés, et ne reçoit en retour que quelques céréales et denrées panifiables, du bétail, du pétrole et des bois. Les relations commerciales entre ces deux pays, que tout rapproche l'un de l'autre, peuvent se développer davantage encore ; elles donnent les chiffres suivants : 34.549 tonnes, en 1920, et 77.060, en 1922, pour les importations, 63.525 tonnes, en 1920, et 110.435 tonnes, en 1922, pour les exportations.

Entre ces Etats de la quadruple Entente, reliés les uns aux autres par un réseau serré de conventions commerciales qui rétablissent, au point de vue économique, une situation normale, s'effectuent pour plus de 30 millions de tonnes d'échanges. Ceux-ci montrent suffisamment que ces traités étaient nécessaires et que ces pays ne se suffisent pas à eux-mêmes et ne peuvent vivre isolés. Tout les incite à s'entendre

et à se rapprocher périodiquement pour étudier leur besoins, pour résoudre les difficultés de l'heure. Les échanges se développant, il faudra sans doute modifier les conventions existantes ; la question des changes est grave : dépréciation du leu, du dinar, des couronnes autrichienne et hongroise, hausse de la couronne tchécoslovaque. Autant de problèmes qui se posent presque au jour le jour et nécessitent des conversations. C'est pourquoi la situation économique, outre la situation politique, domine le système d'équilibre en Europe centrale et soude encore plus entre eux les Etats successeurs de l'Empire austro-hongrois.

De plus, ces Etats ne peuvent vivre séparés de leurs anciens maîtres, dont la situation financière et commerciale n'est pas sans les préoccuper. On avait brisé et coupé, il fallut recoudre et c'est sur le terrain économique que d'abord se sont effectués des rapprochements rendus impérieusement nécessaires par la configuration géographique de tous ces pays. Depuis des siècles, l'histoire les avait unis entre eux économiquement ; pouvait-elle les séparer aujourd'hui ? Aucun de ces pays ne se suffisait à lui-même dans toutes les variétés de la production ou de la fabrication ; ils étaient dans une interdépendance économique pour tous les échanges. Pour vivre isolés, ils devraient se procurer, à grands frais, au loin, soit les produits agricoles dont ils ont besoin et que la Hongrie par exemple fournissait à la Tchécoslovaquie, soit les produits finis que l'Autriche lui envoyait ; ou ils devraient expédier, dans des Etats fort éloignés et par des transports coûteux, les pétroles de Roumanie, les porcs de Serbie, le charbon et les produits métallurgiques de Tchécoslovaquie. Or l'Autriche et la Hongrie constituent, aux portes de ces Etats, des débouchés naturels. Après quelques mois d'un séparatisme économique déterminé par la victoire et par des haines séculaires, des rapprochements s'opérèrent dans le domaine commercial. Tous les Etats successeurs ont peu à peu conclu avec l'Autriche des conventions commerciales, mais sur le pied d'une indépendance complète ; tandis que jadis, si l'Autriche avait, par exemple, un traité de com-

merce avec la Serbie, c'était pour l'asservir à sa politique en la gardant sous sa domination économique.

Depuis 1924, des négociations se sont engagées entre l'Autriche et la Hongrie que le comte Béthlen a menées à bien, avec beaucoup de perspicacité et de ténacité. Après que la question très délicate des Comitats occidentaux eût été résolue (protocole de Venise), il fallut régler les problèmes financiers et économiques, les rapports politiques entre les deux Etats, par la conclusion d'un accord commercial. L'importance de cet accord était très grande et touchait de près à l'organisation nouvelle de toute l'Europe centrale. La Tchécoslovaquie et l'Autriche sont surtout des pays industriels qui se font plutôt concurrence, au contraire la Hongrie est avant tout un pays de production agricole. Si les Autrichiens et les Hongrois n'ont formé, aux siècles précédents, qu'un même Etat, c'est parce que leurs deux pays se complétaient mutuellement. La Hongrie avait son blé et ses matières premières, l'Autriche lui expédiait ses objets manufacturés. Il faut donc que cette collaboration soit rétablie entre les deux Etats sous une forme ou sous une autre.

De janvier à mars 1925, le commerce de la Hongrie avec l'Autriche a été de 42.161.000 couronnes-or contre 27.831.000, en 1924, pour les importations, et de 35.994.000 couronnes-or contre 38.239.000, pour les exportations, qui ont consisté principalement en envois de blé, de bestiaux, d'articles alimentaires et de bois ; l'Autriche expédie en Hongrie principalement des produits industriels, consistant en produits textiles, sidérurgiques et métallurgiques.

Depuis le 27 juin 1920, une convention commerciale existe entre l'Autriche et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, qui règle les échanges chaque jour de plus en plus actifs.

Déjà un accord avait été conclu, le 22 mars 1919. La Yougoslavie exportait, en Autriche, en échange de produits industriels, des wagons de farine, de seigle, de maïs, de porcs, etc... pour une valeur d'un milliard de couronnes. Cet arrangement fut remplacé par un traité de compensations qui stipulait un échange de matières premières contre des



articles manufacturés et dont une annexe prévoyait la réparation de locomotives en Autriche. Le Gouvernement yougoslave s'engageait à autoriser l'exportation en Autriche, jusqu'au 30 juin, d'un certain nombre de produits dont la sortie tombait sous le coup des prohibitions édictées par le décret du 16 avril 1920 : fourniture de wagons, de blé, maïs, porcs, graisse, matières premières, etc... par la Yougoslavie, et par l'Autriche d'une série de produits métallurgiques et d'objets manufacturés (1).

Le 3 septembre, a été signé, à Vienne, un traité de commerce pour lequel les négociations avaient commencé en octobre 1924. Il contient des réductions de 20 à 50 % que se sont consenties les deux Etats. Les concessions de l'Autriche à la Yougoslavie portent principalement sur les objets d'alimentation, surtout les fruits (mais non sur les céréales, car cette catégorie constitue un objet de compensation important pour les négociations commerciales avec la Hongrie), sur les produits chimiques, certaines matières premières, les peaux, le chanvre, le lin, sur la viande, le bétail et beaucoup d'autres marchandises. De plus, on simplifie les formalités de l'importation du bétail de Yougoslavie en Autriche.

Par contre, la Yougoslavie a consenti à l'Autriche des réductions de droits sur les produits industriels les plus importants, tels que les machines électriques, la métallurgie et la quincaillerie, les cuirs (surtout les chaussures), la papeterie, les textiles, la confection pour dames.

Tandis que, depuis le 20 juin 1925, jour de l'entrée en vigueur du nouveau tarif douanier yougoslave (qui prévoyait des augmentations de droit de 100 % sur les produits autrichiens importés en Yougoslavie), l'exportation autrichienne vers la Yougoslavie a sensiblement fléchi, on croit que désormais les échanges entre les deux pays vont être grandement favorisés.

Les exportations de Yougoslavie, en Autriche, ont passé de 72 millions 1 de couronnes-or, en 1922, à 105 millions, en 1924. Les importations d'Autriche, en Yougoslavie, étaient de

(1) Voir A. Mousset. *Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*, Paris-Ed. Bossard, 1 vol. in-8°, 1921, p. 211.

138 millions 4, en 1922, et de 142 millions 4, en 1924. L'Autriche reçoit, de Yougoslavie, dont elle est le meilleur client, le blé, le bétail, les porcs, les pruneaux secs et y expédie du bois, des produits textiles et manufacturés, du papier, des métaux.

La Tchécoslovaquie a fait taire également les raisons sentimentales qui s'opposaient, aussitôt la guerre, à un rapprochement avec l'Autriche. Il y avait, entre les deux Etats, trop de haines mal éteintes, trop de souvenirs cruels. Pouvait-on oublier de suite, à Prague, trois siècles de souffrances et d'oppression? Pouvait-on, à Vienne, accepter d'un seul coup l'élévation d'une rivale hier haïe et dédaignée? On y affichait du reste le programme du nationalisme allemand. On y revendiquait des territoires qui ont toujours fait partie de l'unité de la Bohême. Voici, au bout de quatre ans, le rapprochement, l'amitié, presque l'alliance. Les accords économiques ont créé des liens solides; c'est une ère nouvelle qui s'ouvre. Il est vrai que le gouvernement de Prague jouit d'un crédit croissant aussi bien à Vienne que dans les chancelleries européennes. A la suite de l'entrevue de Hallstadt, entre les Présidents des deux Républiques (août 1921), les querelles s'apaisèrent et des négociations s'engagèrent pour établir, entre les deux pays, jusqu'ici liés l'un à l'autre et qui ne pouvaient vivre complètement séparés, des rapports de bon voisinage. En décembre 1921, un accord politique était signé d'après lequel l'Autriche et la Tchécoslovaquie s'engageaient à exécuter les traités de Saint-Germain et de Trianon, à se garantir mutuellement les territoires attribués par ces traités, et à observer la neutralité au cas où l'un d'entre eux serait attaqué.

Puis un accord commercial était signé (4 mars 1921), suivi, après des négociations qui s'engagèrent, à Prague, le 28 mars 1924, d'une convention commerciale du 27 novembre 1924, en vigueur, depuis le 2 janvier 1925, ramenant à un taux non prohibitif les droits de douane à la frontière de la Tchécoslovaquie qui avait gardé le système des tarifs douaniers de l'ancienne Monarchie. L'accord austro-tchécoslovaque est la fin des droits prohibitifs pour tous les

signataires de traités commerciaux avec chacun des deux États. L'avenant à cet accord, conclu, le 27 juillet 1925, n'est pas encore en vigueur.

Un traité de commerce et de navigation, qui repose sur la clause de la nation la plus favorisée, a été également signé entre la Tchécoslovaquie et l'Italie (1<sup>er</sup> mars 1924), déterminant les contingents de marchandises dont l'importation d'Italie en Tchécoslovaquie est libre et celles dont l'exportation est autorisée sans restriction. C'est en effet avec l'Autriche que la Tchécoslovaquie fait le plus d'affaires : on ne peut concevoir une séparation complète des rapports commerciaux entre ces deux États.

De même la Roumanie s'efforce, sur le terrain économique, de supprimer toutes les divergences d'intérêts qui pourraient troubler ses relations avec l'Autriche. Un arrangement commercial provisoire, du 14 août 1920, a été en vigueur, pendant quelques mois, et a été suivi d'une convention de novembre 1922, qui n'a pas été votée par le Parlement. Du 3 au 6 février 1924, le Dr Seipel, chancelier d'Autriche, et le Dr Grünberger, ministre des Affaires étrangères (1), s'étaient rencontrés, à Bucarest, avec les hommes politiques roumains, pour mettre fin à la clause de la nation la plus favorisée ; ces négociations n'ont pas abouti, et le traité de 1920 est le seul qui existe pour l'instant.

La Roumanie a importé d'Autriche, en 1920, 45.692 tonnes de marchandises et, en 1922, 79.546 tonnes consistant principalement en bois, papier, produits métallurgiques et chimiques, machines et a exporté, en 1920, 86.283 tonnes comprenant des animaux vivants, de la soie, du pétrole.

De son côté, la Hongrie a repris des relations commerciales avec la Pologne. Le traité, qui a été conclu, contient, outre la réduction de tarifs sur certaines matières, la clause de la nation la plus favorisée. Mais le commerce entre ces deux puissances est important et était, en janvier-mars 1925, de 12.721.000 couronnes-or pour les exportations, et 8.868.000 couronnes-or pour les importations.

(1) Aujourd'hui ministre d'Autriche à Paris.

Avec la Roumanie, une convention est à l'étude, mais n'a pas encore abouti. Les échanges de cette puissance ont donné, en 1920, une quantité de 39.766 tonnes pour les importations de Roumanie en Hongrie, et 1.504.320, en 1922, consistant en animaux vivants, légumes, bois, eaux minérales, produits chimiques, pétrole et pour les exportations de Hongrie, en 1920, 22.277, et, en 1922, 69.643 tonnes, comprenant des céréales, des produits métallurgiques, des machines. On voit, qu'entre ces deux Etats voisins, les échanges sont très importants et ne pourront que s'accroître.

Le 24 novembre 1922, était signé un traité de commerce avec la Tchécoslovaquie pour régler les transports de marchandises, le régime des voyageurs de commerce, la création de tribunaux mixtes, etc...; les parties contractantes s'accordent réciproquement en principe le traitement de la nation la plus favorisée.

Le commerce entre ces deux puissances a été, de janvier à mars 1925, de 44.558.000 couronnes-or contre 36.078.000, en 1924, pour les importations, et 26.935.000 couronnes-or contre 18.427.000, en 1924, pour les exportations; les envois de Hongrie contenaient avant tout du blé, des bestiaux, des articles alimentaires, des métaux.

Avec la Yougoslavie, le trafic est moins actif et a eu, de janvier à mars 1925, une valeur de 7.176.000 couronnes-or pour les importations et de 8.821.000 pour les exportations.

La plupart des conventions commerciales, que nous venons d'énumérer, sont encore toutes provisoires. Ces divers Etats ne sont pas arrivés à conclure entre eux des accords définitifs, malgré les efforts qui ont été tentés pour les réaliser, à cause des différences de change entre les monnaies et l'impossibilité d'établir présentement un étalon fixe de mesure pour l'évaluation des marchandises.

Ce système de rapprochement économique entre les Etats de l'Europe centrale a donné l'idée à certains de les unir plus étroitement en créant une vaste union douanière qui les engloberait tous. Mais cette union douanière ressusciterait en quelque sorte le *Zollverein* austro-hongrois brisé par la vic-

toire, et les États successeurs ne veulent, sous aucun prétexte, rétablir, dans une seule de ses parties, l'état de choses disparu. En Tchécoslovaquie, par exemple, on y est nettement opposé; un nouveau *Zollverein*, plus favorable sans doute à l'Autriche et à la Hongrie, donnerait lieu à des intrigues politiques pour instaurer une sorte de Confédération de l'Europe centrale ou de Confédération danubienne, afin de regrouper tous les États dissous (1).

Ce projet lui-même rencontre, parmi les nouveaux États, une vive opposition, car ils ne voient là qu'une manœuvre hypocrite pour ramener, sous l'hégémonie de Vienne ou de Budapest, un régime oppressif. Ils ne veulent pas faire l'essai d'un système dont ils ont la terreur et qui leur paraîtrait revivre sous une forme nouvelle. Les hommes politiques pensent, et le disent, que le régime des traités de commerce suffit à régler les rapports commerciaux entre les États successeurs et les Austro-Hongrois; il n'est nul besoin d'union plus intime, qui serait le masque de combinaisons politiques.

Certains se livrent, à cet égard, aux plus étranges combinaisons qui sont inspirées du plus pur Pangermanisme, proposant la fondation d'un nouvel Empire, sous le sceptre d'Othon I<sup>er</sup>, composé de deux Empires, l'un l'*Oesterreich*, comprenant, d'une part l'Autriche proprement dite, la Bohême, les deux Silésies, la Moravie, le Tyrol, et d'autre part la Hongrie, la Croatie-Slavonie, la Pologne et l'autre, l'Empire des Allemands protestants sous le sceptre des Hohenzollern. C'est à peu près la reconstitution du passé avec quelques modifications de détail (2).

Dans une confédération, quelle qu'elle soit, il y a nécessairement, pour les États souverains, abdication d'une part de leurs droits, mais nos amis en sont trop jaloux pour en sacrifier un seul. Si l'Autriche et la Hongrie faisaient partie

(1) Voir à ce sujet : *De la succession d'Autriche*, par Etienne Fournol, qui a exposé brillamment ce système. — 1 vol., Paris-Berger-Levrault, 1918, p. 263.

(2) Le *Statswehr* de Vienne; voir article de M. A. Gauvain dans le *Journal des Débats* du 17 juin 1925. — *Les Rêves pangermanistes et le nouvel Empire*.

de cette Confédération, sur un pied d'égalité, vile, avec leurs anciennes capitales si riches et si belles, avec leurs puissantes banques, leurs voies ferrées et leurs voies navigables, leurs établissements scientifiques et industriels, elles chercheraient à y exercer une certaine suprématie. Cette conception est du reste celle des pangermanistes qui veulent réaliser, comme ils l'ont essayé avec la *Mitteleuropa*, ce que ni Bismarck, ni Guillaume II n'ont pu accomplir, la Confédération de tous les États de l'Europe centrale.

C'est bien à ce système que conduiraient les projets dont on parle. Il faudrait, en effet, réaliser la suppression des barrières douanières, l'établissement, pour les autres États, d'une frontière douanière commune, la création d'une législation douanière, la conclusion de conventions commerciales avec les pays voisins, et pour toutes ces mesures mettre d'accord cinq Parlements et compter avec leur contrôle nécessairement minutieux et jaloux de ses prérogatives.

Insensiblement on en arriverait, pour assurer le respect de ces conventions commerciales, à l'établissement de mesures de défense nationale communes. Mais comment pourrait fonctionner un tel système, à moins que Vienne n'en prît la tête ; alors ce serait le retour à l'état de choses antérieur. Qui, parmi les États confédérés, exercerait la direction, serait l'organe centralisateur ? Union ne veut pas dire anarchie, et il faut que chaque membre confédéré se soumette à une loi commune et subisse l'impulsion d'un chef. Est-ce possible en présence du passé que personne n'oublie ? Du reste une union économique serait actuellement des plus difficiles à réaliser entre la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie.

A côté de l'opinion des États successeurs, il y a également celle de l'Italie très intéressée à tout ce qui peut faire revivre l'ancienne Monarchie, décidée à maintenir l'état de choses actuel ; croit-on qu'elle est négligeable ?

Si une fédération se constituait, ce serait uniquement entre les États issus de la guerre et désormais associés, fédération qui garderait des objectifs limités et reposerait sur des traités ; mais il serait plus simple alors d'unir ces États par un fais-

ceau de traités qui formeraient une Petite Entente ; c'est précisément ce qui a été fait.

S'il ne peut être question de Confédération danubienne, — car aucun des Etats successeurs ne saurait envisager de près ou de loin la reconstitution de la Monarchie des Habsbourg, — il est temps de substituer aux murailles de Chine multipliées dans ce qu'on a pu appeler la « balkanisation de l'Europe danubienne, » un régime de facile échange, un système de coopération économique (1).

C'est du reste par un système d'accords économiques aussi souple que le permettent les susceptibilités des intéressés, que l'on pourra faire vivre l'Autriche et assurer la prospérité de ses voisins. C'est la thèse que soutient M. Bénès : « La seule solution aux problèmes d'ordre économique des nouveaux Etats de l'Europe centrale, c'est leur rapprochement économique étroit dans l'esprit du dernier traité de commerce austro-tchécoslovaque, dont les principes prêteront à des développements ultérieurs, sans porter atteinte à la complète souveraineté économique et politique des Etats en question (2). »

En restant dans cet ordre d'idées, nul besoin de parler de projet de rattachement à l'Allemagne, d'Union douanière ; les Etats successeurs peuvent vivre, collaborer à la restauration économique de l'Autriche et sauvegarder leur indépendance. Pas de nationalisme excessif, pas de protection appliquée avec une extrême rigueur et dont chacun souffre, mais de plus en plus une grande liberté commerciale, sinon la crise économique sera fatale.

Tous ces pays de l'Europe centrale sont dans la plus belle harmonie économique, puisqu'ils se complètent les uns les autres ; il n'y a qu'à faciliter leurs échanges, sans regarder au-delà ; telle est leur pensée intime. Ils y sont aidés par cette grande voie de communications, le Danube, l'artère essentielle qui les unit entre eux en les reliant au continent

(1) *Journal des Débats*, 1<sup>er</sup> avril 1925. *L'élection de Hindenburg et l'avenir de l'Autriche*, par Marcel Dunan.

(2) Discours aux commissions des Affaires Etrangères du Sénat et de la Chambre.

européen et au continent asiatique. Là se croisent les grandes voies naturelles qui descendent vers l'Adriatique et la mer Noire, qui conduisent de l'Occident vers l'Orient, qui font communiquer ces deux grands carrefours commerciaux, Ratisbonne et Vienne, les fleuves allemands, polonais et russes, avec les mers du Ponant.

L'Allemagne et l'Autriche avaient toujours reconnu la grande importance du Danube comme voie de transit vers l'Orient. En reliant par voie fluviale Constantinople et la Mer Noire, par le port de Constantza avec Ratisbonne et Vienne, le Danube était le mode le plus économique et le plus sûr pour unir l'Europe centrale à l'Orient, et la mer Noire devenait un lac allemand.

L'idée d'unir le Rhin au Danube est fort ancienne. On dit que Charlemagne avait projeté de la réaliser et fait commencer quelques travaux, plus tard abandonnés. Ce n'est qu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, que l'idée ressuscita. En 1846, était inauguré le *Ludwigskanal*, du nom du roi de Bavière, Louis I<sup>er</sup>, mais qui ne pouvait accueillir que des bateaux jaugeant au maximum 120 tonnes. C'était insuffisant.

En réalité, il y aurait un avantage considérable pour l'Allemagne et l'Europe centrale à faire communiquer le Rhin et le Danube.

Bismarck disait, le 19 février 1878, en revendiquant sur le Danube les droits du Germanisme : « C'est là que réside tout d'abord le plus saillant des intérêts allemands en Orient. Les routes par eau doivent rester libres pour les Allemands ». Au point de vue économique, l'importance du Danube a grandi sans cesse depuis une cinquantaine d'années. Les céréales de Hongrie, de Serbie, de Roumanie, de Bulgarie, de Russie, sont transportées, par Braïla ou Soulina, en Angleterre et en Hollande. Les exportations de bois, de minerai, de fer, de charbon, provenant d'Angleterre ou de Scandinavie ou de France, vont, par le Danube, en Bulgarie, Serbie, Hongrie. Avec cette nouvelle voie, le bassin industriel rhénostphalien serait mis en rapport avec les régions agricoles de l'Est. On a calculé ainsi que 48 % du trafic total se ferait



vers l'Ouest, et 52 % vers l'Est ; il en résulterait, pour le fret, des conditions fort avantageuses. La zone d'influence embrasserait une partie de la Belgique et de la Hollande, l'Allemagne occidentale et méridionale et tout l'ancien Empire austro-hongrois, avec la Serbie, la Bulgarie, la Roumanie ; l'exportation des céréales bulgares et roumaines serait favorisée et le charbon vendu meilleur marché dans toutes les villes de l'Allemagne du Sud. L'industrie bavaroise du bois serait avantagée par le nouveau canal, ainsi que les gisements de bauxite de Hongrie, les minerais de Yougoslavie, le pétrole de Roumanie, etc...

Les deux Alliés, maîtres, pendant la guerre, de l'Europe centrale, voulurent, par le traité de Bucarest (1918), qui consommait la défaite de la Roumanie, s'emparer de l'embouchure du Danube. Dans la commission des Bouches du Danube, n'entraient plus que des représentants riverains et la Roumanie devait mettre à la disposition des sociétés de navigation austro-allemandes, l'installation de magasins, de dépôts, etc... L'Allemagne aurait, pendant 40 ans, des chantiers de constructions navales à Giurgevo, et l'Autriche prendrait à bail, pendant 30 ans, les chantiers de Tourn-Severin. Les Empires centraux disposeraient ainsi de toutes les facilités possibles pour exploiter le Danube comme voie de pénétration politique et commerciale ; l'Allemagne pourrait contrôler les ports ottomans, bulgares, roumains ; elle aurait même un port à l'embouchure du fleuve qui deviendrait la grande artère du commerce allemand à travers l'Europe centrale (1).

Ce rêve a été brisé par la défaite des Austro-Allemands ; il reste aux Etats successeurs à utiliser, à leur profit, cette grande idée économique, à organiser le système de communication fluviale par le Danube sur lequel peuvent se brancher des voies de pénétration ferroviaires.

Il y aura lieu d'abord de relier, par voie d'eau, le Danube au Rhin, à l'Elbe et à l'Oder, et de mettre ainsi en communica-

(1) Voir *Le Correspondant* du 10 janvier 1919. *L'avenir économique des nouveaux Etats de l'Europe Centrale* : II, *Les voies de communications fluviales*.

tion Bratislava (Presbourg) avec Cologne par Ratisbonne, avec Hambourg par Dresde et Prague, avec Berlin et Stettin par Breslau, sans se servir des voies ferrées, c'est-à-dire par le système de transif le moins coûteux : c'est un projet à l'étude. Il coûterait, paraît-il, 10 millions de couronnes pour le seul tronçon autrichien et demanderait 4 à 5 ans pour l'aménagement (1).

Déjà les Allemands ont entrepris la canalisation du Danube supérieur d'Ulm à Kelheim. Les dépenses sont évaluées à 215 millions de marks-or. Si ce projet se réalisait, la mer du Nord et la mer Baltique pourraient, grâce au Danube et à ses affluents, et par le Vardar, communiquer avec la mer Noire et la mer Egée au moyen de bateaux de 1200 à 1500 tonnes.

Pendant la guerre, plusieurs conférences avaient eu lieu, notamment, les 5 et 6 juin, à Munich et le 4 septembre, à Budapest, afin d'étudier le projet du Rhin-Danube et l'exécution de travaux pour approfondir le cours du grand fleuve. La Bavière s'était montrée très intéressée à cette question, et le roi Louis III patronait personnellement cette grande idée. Elle se liait directement, à cette époque, à l'unification des Etats allemands et à l'organisation de la *Mitteleuropa*. Le canal allemand, qui doit relier le Rhin au Mein et au Danube, aurait 700 kilomètres ; trente-trois usines fourniraient une force motrice annuelle de 1.453 millions de kilowatts-heures. Le Reich, la Bavière, d'autres Etats fédérés, des villes, des sociétés indépendantes, des banques doivent y participer. Les travaux, commencés, en 1922, par les Moulins du Mein à Würzburg doivent être terminés en 1926 ; la dépense totale est prévue pour 556 millions de marks-or. C'est une société par actions, fondée en 1921-1922, qui s'est assigné la tâche de construire le canal. Ce projet grandiose garde, en tout cas, aujourd'hui toute son utilité. S'il était mis à exécution, le Danube deviendrait l'épine dorsale de l'Europe centrale et jouerait un rôle économique de premier plan. Evidemment les Allemands s'en serviraient pour exercer leur influence

(1) *Kölnische Volkzeitung*, 15 août 1924.

économique de façon encore plus complète en Europe centrale.

D'autres projets de création de canaux, concernant la navigation du Danube moyen et du Bas-Danube, intéressent la Hongrie, la Roumanie et la Yougoslavie. Ainsi un canal serait creusé entre le Danube et la Tisza et favoriserait le développement de Budapest comme centre commercial ; un autre entre le Danube et la Save de Voukovar à Chamatz, épargnant à la navigation la boucle de 400 kilomètres dont Belgrade est l'extrémité, et raccourcissant ainsi le trajet pour les produits à destination de l'Adriatique.

On pourrait aussi canaliser partiellement la Koupa, affluent de la Save, ou bien ouvrir un canal de la Koupa à Souchak, mais en perçant un tunnel difficile de 20 kilomètres de long : ce tunnel est en voie d'exécution. Ces derniers projets ont été déjà étudiés par les ingénieurs tchèques. Ceux-ci désirent vivement, d'accord avec les ingénieurs yougoslaves, aménager un port sur l'Adriatique, à Split, par exemple, et acheminer les exportations de la Tchécoslovaquie vers cette mer. Le port de Split, très agrandi, serait plus commode que celui de Trieste, délaissé par les grandes lignes de navigation, depuis que l'Autriche ne le possède plus.

Quant au Bas-Danube, un canal relierait le Vardar à la Morava et mettrait en relations le Danube et la Morava, avec la mer Egée et Salonique par le Vardar ; un autre canal doublerait la ligne de Cernavoda à Constantza, mais présenterait de grosses difficultés d'ordre technique (1).

Par tout ce système de canaux, le Danube est relié à l'Allemagne du Sud et à l'Allemagne du Nord et par elles à l'immense terrain d'exploitation qu'est la Russie. Les marchandises de la Bavière, du Wurtemberg, du Bade, peuvent s'écouler, soit vers les plaines du Rhin, soit vers les plaines de l'Europe centrale en ne subissant plus de lourds frais de transport et en suivant des vallées naturelles. Les Etats de l'Europe centrale ou des Balkans recevront également, par voie fluviale et non par voie ferrée, les produits fabriqués de

(1) *Le Correspondant* du 11 janvier 1919. *Op. cit.*, p. 142, 143.

Haute-Silésie et de Saxe dont ils ont besoin, expédiant en retour leurs denrées agricoles. Enfin, la Tchécoslovaquie, l'Autriche, la Hongrie obtiennent ainsi l'accès à la mer dont les a privées la dislocation de l'Empire des Habsbourg.

On peut concevoir toute une amélioration du système ferroviaire qui relierait les ports sur le Danube avec les nouveaux canaux et les grandes voies ferrées et faciliterait les échanges entre les États de l'Europe centrale. Déjà, par exemple, une voie ferrée a été construite reliant Split avec la ligne Belgrade-Zagreb.

On pense même, grâce au système danubien, annihiler l'influence de l'Allemagne sur les voies de communications qui se dirigent vers l'Est et le Sud de l'Europe et faciliter les relations avec la France et l'Italie, en évitant le territoire de nos anciens ennemis. L'Allemagne a voulu un instant accaparer la ligne Hambourg-Bagdad sur laquelle circulaient les wagons du « Mitropa » et la faire servir, à travers l'Europe centrale, à ses rêves d'expansion mondiale. On propose aujourd'hui la création de la ligne du 45° parallèle, qui enlève à l'Allemagne le contrôle des routes terrestres et fluviales, en passant de Bordeaux, Limoges, Lyon, à Odessa par Turin, Milan, Venise, Fiume, Zagreb, Bucarest, au lieu d'emprunter les territoires de l'Allemagne et de l'Autriche. Une ligne ferrée de 2.500 kilomètres unirait ensemble les peuples amis et alliés ; elle pourrait être administrée par une commission permanente qui réglerait les questions communes de transit entre huit réseaux après la création de quelques raccourcis ou sections nouvelles (1).

---

(1) Voir à ce sujet *Le Correspondant* du 25 février 1919. *L'avenir économique des nouveaux États de l'Europe Centrale* : III. *Les voies ferrées. vers une Confédération danubienne*, p. 549.

### CHAPITRE III

## L'ORGANISATION DE L'EUROPE CENTRALE

---

Ce fut un problème ardu que de constituer, entre des Etats dont la situation géographique, l'évolution historique, les besoins économiques sont si différents les uns des autres, un groupement solide qui jusqu'ici a fait preuve d'une grande souplesse et a écarté des difficultés graves, notamment lors de l'équipée de l'ex-Empereur Charles d'Autriche. Les causes de guerre se sont actuellement aplanies en Europe centrale, depuis que le nouveau groupement y fait régner un certain équilibre. Cette Europe centrale, issue du démembrement de l'Autriche-Hongrie, était inorganique, voici que les Etats qui la composent, au lieu de suivre une politique indépendante, une politique d'aventures, sans points d'appui, mettent en commun leurs intérêts et se concertent entre eux pour les défendre. Depuis des siècles, la Monarchie des Habsbourg faisait régner l'ordre politique et l'ordre social dans cette partie de l'Europe où sont mêlées tant de races, où le chaos et la désorganisation sont un danger pour les Etats voisins. La Petite Entente, grâce à ce syndicat d'intérêts qui veut avant tout conserver l'état de choses existant, s'efforce de remplacer l'équilibre détruit.

Elle a eu des débuts modestes, puisque, dans la première conception de M. Bénès, elle se réduisait à une entente entre deux Etats : Tchecoslovaquie et Yougoslavie ; mais voici que la complexité des problèmes, qui se posent en Europe centrale et orientale, nécessite de suite une conception plus large des choses, la création d'un système d'alliances entre tous les Etats successeurs. Grâce aux efforts patients et

habiles de M. Bénès et de M. Take Jonesco, le regretté homme d'Etat roumain, les obstacles sont écartés, les préjugés disparaissent peu à peu et l'on aboutit enfin à la conclusion de cette série de traités qui inaugure une politique nouvelle. C'est le premier pas vers la création d'un système qui peut garantir la paix et faciliter la reconstruction de l'Europe centrale.

Des réunions périodiques permettent un examen approfondi des problèmes de l'heure, un échange de vues sur les solutions à prendre, une liquidation rapide des questions qui intéressent ces Etats en commun ou séparément ; la Petite Entente devient ainsi un organe international utile pour le maintien des traités, pour la pacification, car elle compte faire entendre sa voix chaque fois que l'ordre juridique, créé par les traités, sera mis en danger. Il est indéniable qu'elle forme, par exemple, un bloc solide à l'égard de la Hongrie. La crainte de voir cette puissance revendiquer par les armes ses anciennes frontières a été la raison qui a poussé les petits Etats de l'Europe centrale à s'unir entre eux. Vienne ne les menaçait plus, mais, après les équipées de l'ex-Empereur, Budapest leur semblait toujours un gros danger. Le respect absolu et l'exécution loyale des traités étaient pour eux une nécessité.

D'autre part, il leur fallait collaborer entre eux sur le terrain économique pour rétablir des échanges que commandent la géographie et l'histoire. Depuis l'écroulement de l'Autriche, la Petite Entente, instrument défensif, non pas timide mais agissant des traités de paix et de l'ordre européen, a dû ainsi travailler à l'organisation rationnelle de l'Europe danubienne. Trop d'intérêts politiques et économiques rapprochent ces peuples pour qu'ils vivent isolés. Ainsi ont-ils créé un système d'une grande souplesse, puisqu'il est fait de traités de courte durée et renouvelables, système qui, disait M. Bénès devant la Commission permanente du Parlement de Prague, le 1<sup>er</sup> septembre 1920, peut s'adapter aux changements de la situation internationale et correspond à la structure politique, économique et sociale des Etats alliés. « Les intérêts et les besoins de ces Etats sont

mis en harmonie. Ainsi, ajoutait-il, nous donnerons à l'Europe, et notamment aux Alliés, la garantie de l'Europe centrale..... Nous nous sommes entendus sur une quantité de questions déjà connues du public; nous créerons à l'avenir une certaine ligne politique commune, convaincus qu'il s'agit là d'un travail tendant à la consolidation de l'Europe, à l'établissement de la paix et à la suppression des difficultés économiques et politiques. Nos trois Etats, qui comptent près de 45 millions d'habitants, représentent politiquement et économiquement une force considérable dont chacun des éléments entend respecter les besoins et les intérêts de tous les Etats et ils ont, à eux tous, assez de force morale et matérielle pour défendre leurs intérêts et contribuer efficacement à la réalisation de la paix en Europe. »

La Petite Entente veut que les traités, tous les traités, traités de Versailles, de Trianon, de Saint-Germain, même de Riga, soient respectés en Europe, ils sont sa sauvegarde; elle n'est indifférente ni aux questions de réparation, ni aux questions de sécurité. Aussi ne perd-elle pas de vue les débats qui se déroulent entre les grandes puissances. Elle sait qu'à côté du bloc des Alliés, le bloc germanique tend à se consolider chaque jour davantage, maintenant que l'Allemagne a su panser les plaies de la guerre et jouera certainement plus tard en Europe un rôle politique. A côté, la condition de la Russie, encore en état d'anarchie et de révolution, n'est pas sans exercer une certaine influence sur la situation de l'Europe. Peut-on affirmer qu'un conflit n'éclatera pas dans l'avenir entre la Pologne et la Russie, soutenue par l'Allemagne, entre la Russie et la Turquie? Et la question de la Bessarabie, revendiquée par les Soviets, est toujours pendante; elle est la cause de frictions entre la Roumanie et la Russie. La Petite Entente reste en contact intime avec les Alliés, car sur ses frontières extérieures, la paix totale ne règne pas encore. Il serait à souhaiter, en présence d'une situation aussi incertaine, qu'un pacte de désarmement fût signé à Genève pour préserver l'Europe de tout conflit futur, mais ce pacte est-il réellement possible?

En tout cas, le système de la Petite Entente a fait faire un

grand pas à la reconstruction de l'Europe, grâce surtout aux ententes économiques qui sont aujourd'hui le point d'appui indispensable des ententes politiques. La victoire avait fait naître, entre ces divers Etats successeurs, un nationalisme politique exagéré qui avait engendré un nationalisme économique extrême et la création entre eux de barrières douanières. Les échanges économiques, les exportations et importations de produits qu'ils fabriquaient ou qui leur étaient nécessaires étaient devenus impossibles. Les questions de change, jointes aux difficultés créées par la douane, rendaient ce système d'un autre âge extraordinairement complexe. Peu à peu, à mesure que la sécurité intérieure grandissait, se sont nouées ces ententes politiques et économiques qui permettent aux Etats de collaborer à une œuvre économique commune, qui est la grande œuvre de la paix.

La Petite Entente, constituée sur de telles bases, n'a rien de commun avec l'ancienne Triple Alliance, ou avec l'alliance austro-allemande ; elle n'a rien d'une rigidité incompatible avec les principes de liberté des peuples. Les contractants s'engagent à une amitié générale ; ils ont réglé quelque cas précis qui les intéressent communément, mais toutes les autres difficultés, qui peuvent naître entre eux, sont résolues par des négociations périodiques ; chaque problème nouveau qui surgit et qui les intéresse peut faire l'objet d'un accord entre eux. La Petite Entente n'a point l'ambition d'intervenir abusivement dans les affaires de l'Europe, de peser sur ses décisions ou d'étendre son influence sur l'Europe balkanique ; elle veut simplement maintenir les positions acquises et consolider, par la paix, la situation de l'Europe centrale où rien ne peut aujourd'hui se faire sans elle et contre elle.

---



## CONCLUSION

---

C'est un fait que la paix de 1918 a bouleversé brusquement, en Europe centrale, près de dix siècles d'histoire, déchirant, en quelques mois, un travail lentement accompli. Est-ce un bien, est-ce un mal ?

Certes, nous éprouvons une tristesse infinie devant les ruines de cette glorieuse Monarchie des Habsbourg qui régna sur une partie de l'Europe, y fut longtemps maîtresse de la paix et de la guerre, y constitua souvent un élément de pondération et de sagesse et qui s'est écroulée, victime de ses erreurs, de ses faiblesses, de ses inqualifiables appétits !

Que de tâtonnements, au cours des siècles, pour essayer de créer un équilibre de paix en Europe centrale ! C'est l'ambition et la conquête qui veulent s'y imposer, auxquelles les Etats voisins, menacés dans leur indépendance, opposent vainement des bornes fragiles. Saint Empire, Empire habsbourgeois, Empire napoléonien, Empire bismarckien : la conception varie, mais le but est le même, c'est toujours la force qui veut dompter les peuples pour des conceptions égoïstes, pour des extensions et des agrandissements sans limites. Mais au moment où ces Empires atteignent leur apogée, voilà qu'ils éclatent sous la poussée lente et invincible des forces nationales qui veulent substituer à la domination, la liberté. On n'a conçu, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, au lendemain des luttes contre la maison d'Autriche, cette Europe centrale qu'à travers un cadre fixe qui semblait en préciser les contours et dans lesquels vivait, s'organisait et dominait le même Etat souverain. Ce cadre est aujourd'hui brisé et en apparence l'anarchie a succédé à l'organisation. Est-ce un gain, un avantage pour la France ?

Parlons nettement et osons dire qu'elle est en partie responsable de la disparition de l'Autriche-Hongrie, et si par impossible cette disparition devenait pour elle un très grand mal, elle en serait l'inexcusable auteur. Les erreurs de la politique de Fleury contre les vues si justes de Louis XIV, de la politique des Girondins, continuateurs de cette même tradition et qui voyaient dans l'Autriche le principal ennemi, alors qu'il résidait dans la Prusse, les erreurs de la politique napoléonienne, à la veille du traité de Presbourg, puis à Wagram, au Congrès de Prague, et de son pâle héritier, en 1866, qui avait, contre l'Autriche, de vives préventions, souvenirs du Congrès de Vienne, vieilles idées révolutionnaires et vieilles conceptions diplomatiques, voilà n'est-il pas vrai, de quoi justifier la sévère critique que nous ne craignons pas d'infliger à la politique française suivie depuis deux cents ans. Ce n'est pas en vain que, par légèreté, on contribuait aux agrandissements de la Prusse, comme nous l'avons montré, qu'on s'entêtait à écraser une puissance qui ne constituait plus, depuis les traités de Westphalie, une menace pour nos frontières. On élevait un rival, on le rendait fort et Dieu sait si Napoléon III s'est leurré sur ce point, et ce rival, devenu le plus puissant, allait dominer toute l'Allemagne.

Or, l'histoire nous enseigne, et cet ouvrage a voulu le prouver, que l'Etat le plus fort en Allemagne, que le conquérant victorieux veut inévitablement s'étendre vers les riches contrées de l'Europe centrale et de la Péninsule italienne, vers les marchés de l'Orient, qu'il s'appelle Charlemagne, Othon, Frédéric Barberousse, Napoléon, Bismarck ou Guillaume II. Et cette pensée résume toute l'histoire de l'Europe centrale. La Prusse, puis l'Empire bismarckien s'efforcèrent ainsi d'entraîner l'Autriche à leur suite, puis de l'absorber, et ce sont les erreurs de notre diplomatie qui précipitèrent l'Autriche dans les bras de l'Allemagne, renouvelant, avec une belle inconscience, après plusieurs siècles, les mêmes dangers que ceux dont nous étions menacés, dès la création du Saint Empire romain. L'organisation germanique de l'Europe centrale, avant la victoire de 1918, était la plus à redouter pour la France, et cette organisation nous l'avions nous-même préparée.

Que l'Autriche-Hongrie ait été un élément d'équilibre, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au commencement du XX<sup>e</sup>, par exemple lorsqu'elle nous soutint loyalement, comme à Algésiras, cela est vrai. Mais elle ne fut cet élément qu'à de rares intervalles. Inféodée à l'Allemagne, comme elle l'était à la veille de la guerre, elle créait l'insécurité. Depuis des siècles, en effet, le problème historique de l'Europe centrale s'acheminait vers la réalisation du plan pangermanique de domination comme sous les Empereurs du Moyen-Age. Effort de domination qui prenait son origine dans la vieille conception de suprématie universelle du Saint Empire protégé par Dieu, que le Pape, défenseur de la loi divine, consacrait à son berceau, dont un des chefs, Othon III, habitait le palais sacré de l'Aventin et appelait Rome la « tête du monde », dont l' Frédéric II se proclamait à la fois le descendant d'Auguste et le vicaire de Jésus, de cet Empire, héritier lui-même de l'Empire romain, qui, depuis les fastes d'Actium, régnait à la fois sur l'Asie, sur l'Afrique et sur l'Europe. Ainsi le même Empire avait, pendant dix-huit siècles, comme l'Empire romain, voulu régir le monde. Napoléon avait prétendu le continuer directement, puisqu'il se disait le successeur, non pas de Louis XIV, mais de Charlemagne. L'Empire de Bismarck et de Guillaume II avait recueilli pieusement le précieux héritage, mais en le défigurant, faisant sortir, des cendres refroidies du Saint Empire, un Etat vigoureux et hardi. Au nom de ce Saint Empire, qui dissimulait l'impérialisme sous le masque mystique du Moyen-Age, le Germain avait eu l'ambition de constituer la race dominante de l'Europe ; l'Allemagne, avide d'expansion, revendiquait toute terre avec laquelle elle disait avoir des affinités d'origine. Pendant quatre siècles, la maison des Habsbourg dirigea cette expansion en Europe centrale jusqu'au jour où, la défaite la plaçant sous la protection des Hohenzollern, elle continua la même œuvre pour le compte de ses nouveaux maîtres. Mais, depuis 1908, l'Autriche n'était plus la puissance conservatrice, la puissance d'équilibre qu'elle avait été. En visant le débouché de la mer Egée, en annexant la Bosnie-Herzégovine, elle mettait le feu au monde balkanique, elle ébranlait tout le monde slave ; son impérialisme

devenait le prolongement de l'impérialisme allemand qui rêvait de dominer l'Europe centrale et l'Europe orientale. L'assassinat de l'Archiduc fut l'occasion cherchée et la crise devait éclater tôt ou tard, alors qu'on aurait pu l'éviter, si on avait voulu.

Nous nous sommes efforcés patiemment de décrire comment l'Allemagne s'était implantée en Europe centrale avec la complicité de l'Autriche, mais de quel secours était donc pour la Prusse, cette Autriche minée par les luttes de races qui voulaient s'affranchir d'un joug pesant et conquérir l'indépendance ?

Dans cette Europe Centrale, toutes les invasions étaient passées y créant la plus grande diversité ethnique et deux peuples principalement, le Germain et le Slave, y luttèrent depuis des siècles. Les Germains avaient refoulé, jusqu'en Russie, les Slaves qui, au Moyen-Age, s'avançaient sur l'Elbe; mais des fragments de peuples se groupaient dans la zone centrale, autour des monts de Bohême, et l'Autriche triomphante, après 1328, entreprit de les dominer au lieu d'en réunir les membres épars par le lien ténu du Fédéralisme. Entreprise de conquête qui ne parvint à réaliser, au centre de l'Europe, ni l'unité politique, ni l'unité ethnique. En réalité, l'Autriche ne put s'élever à la conception du problème des nationalités qu'elle portait dans son sein. Les hommes politiques, — sauf peut-être aux dernières heures de l'Empire avec Charles I<sup>er</sup> — ne s'avisèrent jamais de la régénérer complètement en lui donnant une base nouvelle et plus solide qui reposerait sur le développement harmonieux de ses diverses nationalités.

On pourra regretter que les Alliés n'aient pas mis à profit la bonne volonté d'un souverain qui avait des dispositions pacifiques et anti-prussiennes, mais qui ne sut pas résolument se libérer du joug des Hohenzollern, même quand il faisait un essai timide et trop tardif de Fédéralisme. François-Joseph et Charles I<sup>er</sup> ne voulurent pas, en effet, abandonner leurs privilèges d'un autre âge, rompre leurs attaches avec l'Allemagne et naviguer résolument vers l'avenir avec des hommes nouveaux ; leur faiblesse les perdit.

L'Autriche avait lié son sort à celui de l'Allemagne ; elle était entraînée dans le sillage du puissant navire. Comment serait-elle longtemps encore l'élément d'équilibre qu'elle avait si souvent constitué, puisqu'elle n'était plus qu'un instrument de l'Allemagne dans l'organisation de la *Mitteleuropa* ?

Et cependant l'équilibre de l'Europe semblait exiger toujours le maintien de cet Etat millénaire, et sa destruction, dont on parlait sans cesse, mais que l'on n'arrivait pas à concevoir sous une forme pratique, ne pouvait en réalité s'opérer sans une guerre européenne. Quelqu'ébranlée que fût l'Autriche par la surexcitation des passions nationales, on ne pouvait affirmer qu'elle serait bouleversée ou disloquée. Chacun, pour un motif ou un autre, s'ingéniait à la défendre ; tous avaient besoin qu'elle existât, craignant que sa disparition soudaine n'eût, pour la paix de l'Europe, des conséquences plus graves que son existence même, quelque précaire qu'elle fût.

Mais voici que l'Empire des Habsbourg est assez inconscient, assez aveugle, assez fou, pour se lancer dans une lutte sans merci contre les Slaves, alors que la moitié de sa population est slave, et se vouer ainsi à la haine de ses sujets. Pour que l'équilibre, en Europe centrale, tant désiré par les hommes d'Etat les plus sages, fût possible avec la collaboration loyale de l'Autriche, il fallait que cette puissance restât pacifique, libérale, tolérante envers les nationalités, or c'était leur oppression qui se poursuivait sans cesse. Aussi l'Autriche allait-elle être renversée par la volonté de ses peuples, du jour où ressuscitaient la Pologne, la Bohême, la Roumanie, la Grande Serbie ; il était bien difficile de faire revivre l'ancienne Autriche. Et cependant, ne craignons pas de le répéter encore, c'est l'Allemagne, *et non l'Autriche-Hongrie seule*, qui est responsable de cette guerre et de ses ruines. La cause réelle du conflit de 1914 est dans la détermination invincible de l'Allemagne d'écraser les Slaves du Sud dans l'intérêt du Pangermanisme, et de créer, en Europe centrale, un équilibre à son profit.

La responsabilité incombe à l'Allemagne, mais puisqu'il est conforme à la justice que toute responsabilité se paie, par quelle contradiction étrange ou par quelle aberration, cette

loi du talion ne s'est-elle exercée que contre l'Autriche, dont l'Empire a volé en éclats, jonchant le sol de ses débris, alors que l'Allemagne sortait presque intacte de la guerre, plus unie et plus cohérente, pour reprendre aujourd'hui sa vitalité et sa prospérité commerciale qui pourront lui permettre, si la sagesse ne l'emporte chez ses dirigeants, de poursuivre encore ses rêves séculaires ?

Voici que l'histoire se retourne. Pendant des siècles, après la chute du Saint Empire, ce fut la centralisation au centre de l'Europe et le morcellement là où régnaient les Empereurs allemands. Aujourd'hui la centralisation et la force sont à l'Est, la dissémination et le parcelllement au centre. Si Berlin exerce la force centrifuge, l'emportera-t-il désormais et quel sera alors l'équilibre de l'Europe centrale ? Les résultats du Pangermanisme avaient été l'écrasement des Slaves. On a voulu, avec raison, leur donner l'indépendance et la vie, et le morcellement fut imposé à l'Autriche pour satisfaire ces vues ; mais on oublia d'étouffer le foyer du Pangermanisme qui réside à Berlin et c'est la race proprement allemande qu'on ne morcela pas.

Avec de telles conceptions, on détruisit une unité établie dans tous les domaines : douanes, banques, commerce et l'on fit de la capitale d'un Empire de 52 millions d'habitants, celle d'un Etat de 7 millions, la mettant, elle et son hinterland, dans l'impossibilité de vivre, tête sans corps qui s'étiolait dans le dépérissement. Après avoir trop mutilé l'Autriche, il fallut lui porter aide et dans les circonstances les plus difficiles, sinon l'Allemagne allait réaliser le rêve de ses Empereurs, que caressent aujourd'hui ses hommes d'Etat et ses militaires : s'installer à Vienne. Joli résultat de la guerre de rattacher au Reich les Allemands d'Autriche ! Marcel Sembat clairvoyant avait dénoncé lui-même ce danger. Il s'étonnait de l'accord des pangermanistes et de certains Français qui proclamaient ensemble « la liquéfaction de l'Autriche » (1). Mais si l'Autriche se réunissait à l'Allemagne, bien que celle-ci eût perdu l'Alsace, la Lorraine, le Slesvig,

(1) *L'Humanité*, 24 octobre 1918.

la Posnanie, l'Empire sortirait de la guerre avec une population accrue et une unité plus parfaite et plus redoutable. La guerre aurait eu tout simplement pour conséquence de renforcer la puissance du Reich.

La victoire de 1918 comporte d'autres conséquences pour l'équilibre de l'Europe centrale et si nous faisons la balance des profits et des pertes, nous nous trouvons en face d'une somme considérable de bienfaits.

L'idée de Bismarck de constituer une grande Autriche maîtresse des Slaves, s'appuyant sur les Hohenzollern et dominant l'Europe centrale, a fait faillite. La *Mitteleuropa* est rompue ; les populations en sont affranchies. La volonté arrêtée des Austro-Allemands et des Magyars n'a pu briser le rempart des nations slaves qui se dressait devant eux ; il les contient maintenant du côté de la Bohême et sur le territoire yougoslave, base solide de protection pour l'Europe contre un retour offensif des Germains. Tant que l'obstacle insurmontable du Slavisme, créé au centre de l'Europe par la constitution d'États indépendants, se maintiendra, le vieux courant germanique qui tendait, comme au temps du Saint Empire vers les portes méditerranéennes par Trieste et les plaines lombardes, où descendaient jadis les Empereurs allemands, sera endigué. La victoire a brisé l'alliance du nationalisme prussien, du nationalisme magyar et de la bureaucratie de Vienne, qui, depuis cinquante ans, empoisonnait l'Europe ; voilà déjà un heureux succès.

On ne verra plus l'Europe centrale, terre d'expansion germanique depuis la fondation du Saint Empire, dressant, « des détroits de la Baltique à ceux de la Marmara, une digue haute et puissante pour séparer l'Orient, c'est-à-dire la Russie des puissances de l'Occident ». Aujourd'hui, délivrée de l'oppression germanique, de son usurpation séculaire, elle formera un pont entre l'Occident et la Russie, car cette puissance ne pourra rester éternellement isolée de l'Europe 4).

Les anciens peuples indépendants de la Péninsule, assu-

(1) Voir *Politica*, octobre 1923. *La Nouvelle Europe Centrale*, par M. Einsele, p. 611.

jettis pendant des siècles aux Touraniens, ont chassé leurs oppresseurs associés aux Empires germaniques, et des éléments d'ordre et de liberté ont remplacé les éléments de désordre et de domination (1). Ainsi ont été restaurés en États des antiques royaumes qui, nous l'avons montré, grandirent et prospérèrent, au Moyen-Age ou dans les temps modernes, en Pologne, en Bohême, en Yougoslavie, en Roumanie.

Dans cette Europe centrale de 1918 bouleversée ou transformée, de jeunes nationalités, nos amies d'hier, nos alliées d'aujourd'hui, ont germé, ont grandi. Elles ne veulent plus, à aucun prix, le retour de l'état de choses disparu ; toute idée de restauration est purement illusoire, elle est aujourd'hui du domaine de l'idéal ; c'est là un point essentiel, qu'il ne faut pas perdre de vue quand l'on juge l'état de choses présent. Ces nationalités créent maintenant un nouvel équilibre qui balance ainsi celui de nos adversaires de la veille.

Mais quel lourd héritage à liquider que celui de l'Empire des Habsbourg ! En s'écroulant, il avait laissé subsister tant de préjugés, de préventions, de jalousies par quoi il avait dressé et excité les uns contre les autres les peuples qu'il gouvernait, que la tâche était rude pour amener les apaisements nécessaires, pour préparer une intime collaboration entre les Etats successeurs. La dure étape a été heureusement franchie. Un cycle de l'histoire s'est achevé pour l'Europe centrale, celui de la domination germanique, et il est remplacé par l'ère slave.

Pour organiser ce nouvel équilibre, il a fallu rétablir les liens qui avaient été brisés entre des nations vivant ensemble depuis des siècles. Tchèques, Hongrois, Allemands d'Autriche, Yougoslaves ne peuvent se passer les uns des autres ; il a fallu regrouper les intérêts qui s'opposaient, donner, grâce à l'esprit de solidarité et de désintéressement, par des conventions commerciales, une vie économique nouvelle à l'Europe centrale. Ce sentiment de solidarité a fait naître la Petite Entente, dont le but est de sauvegarder le statu quo

(1) A. Gauvain. *L'Europe au jour le jour*. Op. cit., t. XIV. Voir dans le *Journal des Débats*, 25 o t. 1923. *Le Bilan de la Grande Guerre*.



tel qu'il est issu des traités. Les liens qui la constituent apparaissent solides, nul dissentiment entre les peuples qui la composent ; on peut vraiment l'appeler, suivant la forte expression de M. Diamandy, la « Ligue de la paix de l'Europe centrale » (1).

Si les peuples de l'Europe centrale veulent vivre, ils sont obligés de s'unir entre eux et leur entente est d'autant plus nécessaire qu'ils sont placés sur le terrain complexe où s'enchevêtrent les grandes civilisations européennes, les uns sentinelles avancées du Slavisme, les autres pionniers de la culture latine, tous opposés à la prépondérance germanique.

Pourquoi la Petite Entente, telle qu'elle est constituée, ne s'élargirait-elle pas, englobant la Pologne déjà unie par un traité d'arbitrage à la Tchécoslovaquie ? Pourquoi ne s'étendrait-elle pas aux nations balkaniques, Grèce, Bulgarie ?

Les hommes d'Etat répondent, il est vrai, que la question va changer de face, que les bases sur lesquelles repose la Petite Entente se modifieront. Elle a été créée pour contre-carrer les plans de revanche de la Hongrie, pour surveiller l'Autriche et empêcher le rattachement à l'Allemagne. Bref, elle ne vise que les problèmes de l'Europe centrale. Mais si la Pologne est particulièrement intéressée au maintien de l'équilibre en Europe centrale, sauvegarde de son indépendance et pourrait, sous une forme ou sous une autre, s'unir à la Petite Entente, on ne voit pas pourquoi les deux puissances balkaniques, qui sont en dehors du pacte, en feraient désormais partie. Qu'il y ait des traités particuliers entre elles et certaines puissances de la Petite Entente, oui, mais qu'elles soient englobées dans ce pacte tripartite, comme pour former une vaste Confédération, la Petite Entente ne changerait-elle pas alors totalement de caractère, ne sortirait-elle pas de la voie qu'elle s'est tracée, ne serait-elle pas mêlée à des difficultés ou à des conflits auxquels elle est étrangère ?

Il faut reconnaître aussi qu'elle a été fondée pour la paix, qu'elle a un intérêt évident à ce que la paix règne dans les Balkans, comme en Europe centrale, l'une étant la condition

(1) Ministre de Roumanie à Paris. *Le Temps*, 28 mai 1925.

de l'autre. Elle est un instrument d'une admirable souplesse qui lui permet d'accorder son activité politique avec les intérêts plus spéciaux de ses voisins, mais encore faut-il que ces intérêts concordent entre eux. Souhaitons donc qu'il « se crée, ainsi que le déclarait récemment M. Nintchitch, ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie, une atmosphère de bon voisinage parmi toutes les nations balkaniques, qu'il s'établisse entre ces Etats une entente politique, un rapprochement sur le terrain commercial qui fera des Balkans une *unité économique* » (1).

Certes, il existe, au sein de la Petite Entente, des germes de faiblesse qui proviennent de l'existence des minorités nationales ; c'est, comme nous l'avons marqué, un problème grave et troublant. Il aurait fallu des frontières plus nettes, il aurait fallu s'ingénier à diminuer, entre les différents peuples, des points de friction inévitables.

Du reste les Etats successeurs ne se sont pas reconstitués eux-mêmes, ils n'ont même pas atteint la limite de leurs aspirations séculaires ; on leur a imposé des frontières et des conditions d'existence jugées les plus conformes à la paix de l'Europe. Mais ces frontières, ils veulent les défendre, car aucun d'eux ne constitue une création artificielle ; tous ont des titres historiques à invoquer pour justifier leur existence. Cette volonté de rester unis pour continuer à subsister assure une grande force à la nouvelle Europe centrale, qui repose sur des principes solides, garantie de son avenir.

Il n'est pas surprenant que ces jeunes puissances se montrent si jalouses de leur indépendance, redoutent même une union douanière avec l'Autriche qui ne profiterait qu'à cet Etat le plus puissant industriellement, à plus forte raison une Confédération danubienne, qui ferait collaborer vainqueurs et vaincus, et mettrait Vienne et Pest sur le même pied que Prague, Bucarest et Belgrade. Elles craignent de reconstituer ainsi, sous une forme ou sous une autre et sous la menace des intrigues allemandes, une autre Monarchie dualiste.

(1) *Le Matin*, 14 mai 1925.

Bref, il y a un équilibre qui se cherche et qui doit se trouver. Il réside d'abord dans le maintien du nouveau statut territorial de l'Europe centrale qui, si imparfait soit-il, est un tout ; une brèche dans le mur et celui-ci s'effondre. Dans l'ordre nouveau, né de la victoire, toutes les causes de confiance et de malaise rejaillissent les unes sur les autres. Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, les quatre piliers principalement qui soutiennent aujourd'hui l'Europe centrale, ont le même intérêt à proclamer l'intégrité des frontières établies et à former, grâce à cette communauté d'aspirations, une entente étroite. La crainte du retour au passé, la haine du Germanisme sont le meilleur ciment des nationalités.

Dans le maintien de cet équilibre, le facteur économique joue son rôle. De plus en plus, des conventions douanières réuniront entre eux ces pays qui ne peuvent se passer les uns des autres et doivent travailler ou périr ensemble. Il faut renouer solidement les fils économiques qui ont été rompus, réorganiser, autour des Karpathes et du Danube, une association d'intérêts qui rapproche étroitement les nouveaux Etats, lever les barrières économiques, aider ces Etats à se mouvoir, leur trouver des débouchés ; s'ils restaient isolés, ils subiraient finalement l'emprise germanique. Ils doivent se pénétrer de cette idée qu'il y a, entre eux, une communauté d'intérêts économiques ; ce sera la grande œuvre de demain, sinon les heurts bientôt apparaîtraient qui naîtraient des intérêts divergents et l'équilibre serait ébranlé dans ses bases mêmes. Qu'on ne s'imagine pas, en effet, que le sort de l'Europe puisse se régler aujourd'hui comme au temps de Richelieu et de Mazarin ; il ne faut pas y voir uniquement une question d'équilibre, il faut tenir compte des nécessités économiques et des aspirations nationales, « marier les unes avec les autres ». Les lois économiques dominant peut-être le problème si complexe de l'Europe : si on les méconnaît, quelles ne seront pas nos désillusions !

Tels sont les principes dont devra s'inspirer la politique de la France, qui est au premier chef intéressée à l'équilibre de

l'Europe centrale, à la consolidation politique et économique des Etats successeurs. Elle veut maintenir entre eux les rapports pacifiques et les groupements d'intérêts que la géographie elle-même exige.

Si l'armature des nouveaux Etats est encore fragile, elle existe. La paix européenne dépend aujourd'hui de sa consolidation définitive; la France y est tout particulièrement intéressée. Déjà l'ordre territorial se stabilise, les nouveaux Etats sont viables comme nous l'avons vu; ils se développent de plus en plus, les crises monétaires et économiques s'atténuent. En Hongrie, malgré quelques heurts de temps à autre, la situation s'est très améliorée; le point noir, c'est l'Autriche, avec les menaces du rattachement. Quant aux autres Etats, ils sont en plein redressement; bientôt, ce sera pour eux la prospérité.

La France doit tout mettre en œuvre pour les protéger. Le meilleur moyen pour elle de défendre la ligne du Rhin, c'est d'établir solidement, contre l'Allemagne, l'indépendance de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie, de la Roumanie. Elle doit reprendre aujourd'hui, puisque l'ancien équilibre de l'Europe centrale: équilibre de domination et de conquête a été bouleversé, la vieille tradition de la Monarchie française appliquée jadis avec les princes allemands et les princes italiens, l'entente entre les petits Etats. Cette politique est conforme en même temps aux vues de la Révolution française qui défendait les nationalités et favorisait leur expansion; elle s'oppose également à la déformation de ce principe des nationalités, à la constitution de ces « grandes agglomérations nationales » qui nous ont été si funestes, « politique éternelle qui conseille de ne pas créer autour de soi de grandes puissances » (1). Car il n'est pas vrai, à l'encontre de ce qu'a écrit Ratzel, qu'il y ait une marche inéluctable des Etats vers une concentration croissante, que partout le *microstatisme* doive disparaître, les grands Etats devenant sans cesse plus grands et les petits cessant tout à fait d'exister. Or si les impérialismes (germain et

(1) A. Thiers, Discours de 1865.

russe) ont tenté de supprimer les petits Etats, le *mégalo-sta-tisme* est plutôt aujourd'hui en regrès, et c'est entre les petits Etats, conservés ou développés, et les grands Etats que se pose la question d'équilibre ou d'alliances équilibrées (1).

On a pu ainsi se demander si tous les traités de l'Europe centrale ne devraient pas être garantis, afin qu'aucun de nos Alliés ne soit dépouillé : l'amointrissement ou la disparition d'un de ces Etats mettant en cause la sécurité des autres. C'est le point délicat, mais essentiel, sinon l'œuvre constituée là-bas est des plus fragiles. La volonté commune de défendre les traités est la meilleure garantie de paix. Qu'une attaque allemande se prononce demain contre la Pologne accompagnée sans doute d'une agression russe, elle mettrait automatiquement en branle la Roumanie, en vertu de son traité avec la Pologne. Les vaincus de 1918 : Hongrie et Bulgarie, n'interviendraient-ils pas à leur tour, ce qui amènerait la mobilisation des autres Etats de la Petite Entente ? La France, elle, laisserait-elle écraser ses Alliés en Autriche et sur la Vistule et triompher le Pangermanisme ? Son devoir n'est-il pas tout tracé ? C'est le cas de 1866 qui se présenterait à nouveau.

Que la France, à son tour, soit attaquée par l'Allemagne, pourra-t-elle compter sur la Petite Entente ? On objectera peut-être que les minorités allemandes et magyares, favorables à la Germanie, pourraient entraver chez les Etats successeurs leur action militaire. Mais l'unité créée par la guerre, la volonté de maintenir les traités, ne seront-elles pas assez fortes pour paralyser quelques résistances individuelles et pour entraîner ces peuples à la commune défense, eux qui jadis ont tant souffert et connaissent mieux que tout autres les grandes idées de dévouement ? S'il est vain de prévoir les choses et de vouloir régler, en doctrinaire, de si graves problèmes d'avenir, contentons-nous de dire que la Petite Entente qui, avec la Pologne, groupe 72 millions d'habitants représente une grosse force militaire. Le miracle de la résurrection de ces Etats atteste leur puissance actuelle. La Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie peuvent mobiliser

(1) Ratzel. *Politique Géographique*. — Voir Jean Brunhes et Camille Vallaux. *Op. cit.*, p. 325, 326.

4.000.000 d'hommes en première ligne, avec, derrière ces effectifs, une réserve de 2 à 3 millions. L'armée yougoslave est peut-être une des meilleures d'Europe après l'armée française.

Mais pourquoi faire retentir ainsi le cliquetis des armes ? Si nous parlons d'équilibre, c'est pour travailler à l'œuvre de paix. On n'a jamais tant évoqué, depuis la guerre, les questions de sécurité, de garantie, comme si tout, dans les traités solennellement signés, n'était qu'incertitude et fragilité. L'Europe a peur et la consécration du principe des nationalités, invoqué par les belligérants, prôné à son tour par les vaincus, semble faire craindre le retour de l'horrible conflit. La poussée violente des nationalités qui veulent devenir des Etats, cette ruée de groupes en formation vers une organisation politique, qui est le phénomène historique dominant du XIX<sup>e</sup> siècle, a-t-elle créé une sécurité plus grande dans la paix de l'Europe ? Il faut reconnaître que la politique des nationalités, cette belle tradition française dont nous nous enorgueillissons, est une formule insuffisante, qui ne permet pas d'apaiser les ambitions des peuples ; il reste toujours des Etats oppresseurs et des nationalités opprimées, et chacun, tour à tour, invoque contre l'autre le même principe qui l'a fait naître ou qui lui a donné la prépotence.

Il est impossible également d'admettre, dans la vie des peuples, un état statique absolu, une condition parfaite d'équilibre qui limiterait, d'une façon définitive, le développement des convoitises. Au contraire, cet équilibre européen a été des plus instables et s'est rompu fréquemment, au cours des siècles ; il a conduit à une lutte indéfinie des armements dont le terme fatal était la guerre. Les groupes d'alliances s'opposaient à d'autres groupes d'alliances, sous prétexte d'équilibre, et rien n'arrêtait la course à l'abîme. Quoi que les hommes d'Etat aient fait en Europe depuis qu'elle existe, ils n'ont pu prévenir les ruptures d'équilibre qui engendraient des guerres ; et l'on a pu se demander si un état parfait d'équilibre territorial, où personne ne convoiterait le bien du voisin, est possible ? Et si même on est parvenu à l'établir, a-t-il duré autant que la vie des hommes qui l'avaient préco-

nisé? Inégalités chez les Etats et chez les peuples, inégalités de production et de richesse entre les régions, toutes les inégalités qui résultent du travail humain chez des peuples plus prolifiques ou plus industriels, voilà ce qui provoque les ruptures d'équilibre. Voilà pourquoi on ne peut imposer à des hommes de races et de nations différentes un même taux de production, de prolificité ou de travail ; il n'y a pas de carte politique immobile et invariable. Mais s'il n'y a pas de faits humains subordonnés à un ordre fixe, immuable, définitif, car les rapports entre les hommes sont sujets à de perpétuelles modifications, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de « paix statique » absolue ; et si la guerre se produit, elle ne sera qu'une rupture brutale d'équilibre, qu'une « expression de déséquilibres fondamentaux (1) ».

La guerre devient ainsi un accident dans l'histoire ; on ne saurait prétendre qu'elle est une de ces grandes lois physiques qui, toujours naturellement, produisent les mêmes effets. Il ne saurait y avoir nécessairement de guerre de races, puisqu'il n'y a nulle part de race pure (2), c'est-à-dire de conflit qui mette fatalement aux prises entre eux certains groupements d'hommes. Il n'y a rien d'irrationnel ni d'antiscientifique à proclamer la suppression possible des guerres, à dire que, dans un avenir meilleur, les appétits, les volontés, les passions, les intérêts nationaux, pourront se concilier et qu'une notion commune de droit prévaudra contre leur conflit. Nous ne nions pas que la guerre soit une chose possible ; mais nous faisons crédit à la raison et à la conscience de l'humanité pour réfréner la violence et pour s'opposer à l'impérialisme, pour prévenir toutes les causes de ce fait accidentel qu'est la guerre. L'homme ne peut rien contre les catastrophes de la nature, contre ces maladies épidémiques qui souvent ont désolé l'humanité, et encore les a-t-il singulièrement restreintes, contre les accidents du rail, de la mine, de l'automobile, car un agent intervient sur lequel sa volonté n'a pas de prise et qui lui est extrinsèque ; mais la guerre oppose l'homme à l'homme et l'on peut concevoir que ces deux volontés se

(1) Jean Brunhes et Camille Vallaux. *Op. cit.*, p. 432, 442, 443.

(2) Voir Introduction, p. 9.

neutralisent ou se rapprochent pour éviter le choc mortel (4).

Si l'idée est admise que les guerres sont des accidents fortuits, il n'est pas surprenant que les hommes aient cherché les moyens de les prévenir et rien ne prouve que, dans l'avenir, ils ne les découvriront pas. Les systèmes de paix perpétuelle, l'idée d'Henri IV, de Sully, de Richelieu, de l'abbé de Saint-Pierre, les projets de désarmement et d'arbitrage aux Conférences de la Haye, pour ne parler que de quelques-uns, semblaient être les moyens les plus ingénieux pour assurer sans heurts la sécurité des nations ; mais l'expérience tentée est venue s'effondrer aux heures douloureuses de la dernière guerre. La Société des Nations, qui a synthétisé les systèmes conçus au cours des siècles, et qui, par certains côtés, ressemble tant à la Sainte-Alliance de 1815, apparaît à son tour, aujourd'hui, comme l'œuvre de paix la plus grandiose ; elle pourrait réprimer les violences entre Etats, trancher les différends qui les divisent, apaiser les ambitions, assumer la lourde tâche d'assurer la sécurité en maintenant les droits de chacun. Le fait de soumettre au grand tribunal du monde, à la lumière de la publicité les controverses internationales est déjà un noble moyen de prévenir les dangers des complots ambitieux et des désirs de domination. Plus la Société des Nations se développera, plus elle étendra ses droits d'investigation, plus elle aura chance de maintenir la paix ; elle arrivera ainsi à restreindre les causes de guerre. Mais si un Etat refuse de lui soumettre ses revendications, ou ne s'incline pas devant son verdict, comment fera-t-elle exécuter ses arrêts ? Par quels moyens réprimera-t-elle les recours à la force ? Et puis ses décisions, pour avoir force de loi, doivent être prises à l'unanimité, sinon elles n'ont aucune validité, et l'unanimité est aussi difficile à réaliser, dans certaines questions, que du temps du *Liberum Veto*, dans l'ancienne Pologne ! Certes un grand pas a été fait, mais il serait dangereux, pour l'instant, de se laisser bercer par l'illusion.

L'influence de la Société des Nations sera grande pour faire respecter les traités constitutifs de l'Europe centrale, mais

(1) Jules Sageret. *Philosophie de la Guerre*, 1 vol. in-8°, Paris-Alcan, 1919, p. 92, 94.



sera-t-elle suffisante, si les antagonismes se réveillent ? Et l'on en arrive à concevoir l'idée de pactes et d'ententes entre Etats, de traités d'arbitrage, qui n'est, en dernière analyse, qu'une forme de l'équilibre et s'allie parfaitement à l'idée de nationalité pour la compléter et la protéger. Une nation naît à la vie, conformément à la volonté des populations ; elle demande aux Etats voisins des garanties de sécurité, c'est-à-dire d'équilibre ; elle noue même des ententes ou des alliances avec un Etat plus puissant pour se protéger contre un danger futur. Ces ententes peuvent contribuer à maintenir la paix dans l'esprit même de la Société des Nations ; c'est ainsi que les dirigeants de la Petite Entente conçoivent présentement l'organisation de l'Europe centrale.

Les accords conclus à Locarno (16 octobre 1925), au nombre de sept, qui comprennent, outre les traités visant le maintien du *statu quo* territorial entre la France, la Belgique et l'Allemagne, des conventions d'arbitrage entre l'Allemagne et la Pologne, et l'Allemagne et la Tchécoslovaquie, sont une application de ces principes et sont également un essai loyal pour faire régner la paix au centre de l'Europe. « Ce système juridique inspiré d'un esprit moderne tend à se substituer aux organisations inspirées des prestiges de la vieille diplomatie (1). » Mais il ne supprime pas le système des alliances qui sont intégrées dans un système nouveau ; il leur substitue une garantie nouvelle. L'Angleterre, comme la Belgique, comme l'Italie, garantissent, par un accord contractuel, la frontière du Rhin. Mais cette garantie ne va pas plus loin. En ce qui concerne la Tchécoslovaquie et la Pologne, la garantie est donnée par la France seule, et, de ce côté, le système est incomplet. L'Angleterre n'a pas voulu s'engager, et les pactes séparés entre nations ou le système même de la Petite Entente sont les seuls qui présentement assurent la solidité de l'Europe centrale. Toutefois, ces accords ont été accueillis avec joie, comme s'ils créaient une ère nouvelle, comme s'ils étaient les prémisses des Etats-Unis

(1) Voir le remarquable article de M. Joseph Barthélémy. *Après Locarno. Vers les Etats-Unis d'Europe. Revue Politique et Parlementaire*, 10 novembre 1925, p. 241 et suivantes.

d'Europe, puisque, avec la procédure d'arbitrage obligatoire, les causes de conflit, qui pourraient résulter de la propagande allemande en Bohême ou en Silésie ou à Dantzig, seraient aplanies ou apaisées ou mêmes effacées. Suivant une expression de M. Bénès, ces pactes, « s'ils ne suppriment pas toute possibilité de guerre dans l'Est de l'Europe, la rendent très difficile » ; et M. Skrzynski a déclaré : « qu'un pas immense venait d'être accompli dans la voie de la paix. »

Les textes toutefois contiennent bien des obscurités et la condition d'agresseur demanderait à être définie. La restauration des Habsbourg ou des Hohenzollern ou l'union de l'Autriche à l'Allemagne qui inquiètent les Alliés, les Etats successeurs et la Pologne, constitueraient-elles une agression et justifieraient-elles l'intervention de tel Etat qui voudrait prendre des mesures militaires ? A cet égard là, on peut tout craindre. Si ce système de règlement des conflits, si digne de respect, crée entre les chancelleries une détente morale, il ne vaudra en réalité que suivant ce que les hommes le feront ; il sera nécessaire avant tout que la volonté de paix prévaille. Le traité de Locarno ne constitue pas une fin, il est simplement l'indice d'un autre état d'esprit ; pour qu'il ouvre réellement une période de collaboration entre les nations, qu'il soit le début d'une époque nouvelle dans la vie des peuples, il doit être suivi d'un réel désarmement moral, difficile à réaliser, mais qui seul peut empêcher le retour des conflits.

Il est possible du reste que l'on aille de plus en plus loin dans le développement des pactes de garantie et de sécurité, et l'œuvre n'est pas terminée. L'Europe est en plein travail de réorganisation ; le système politique du monde moderne est appelé encore à de profondes transformations.

Mais il faut se persuader que cette question de sécurité est bien plus une question sociale et économique que proprement politique. Les rapports entre Etats devraient être à l'avenir en « liaison étroite avec les relations d'ordre économique ». Si l'on arrivait à créer des Fédérations économiques d'Etats, on compléterait suffisamment les lacunes qui peuvent exister dans la Société des Nations. Si l'on organisait entre tous les peuples une sorte de coopération écono-

mique, chacun pourrait trouver là, pour lui-même, une garantie de sécurité (1). Aucun Etat n'est aujourd'hui indépendant des autres ; il ne peut vivre isolé dans des frontières closes, ce fait d'interdépendance peut diminuer les chances de conflit.

Déjà, la Petite Entente, élément de stabilisation dans l'Europe orientale, garantie de l'équilibre pacifique et de la restauration économique de l'Europe centrale, s'inspire de ces principes. Elle a une volonté de paix ; mais comme la France, qui poursuit avec elle le même but : la défense des traités, elle est décidée à ne pas permettre qu'on les déchire. Les jeunes Etats qui la composent ne laisseront pas compromettre l'œuvre de reconstitution économique et politique qu'ils poursuivent si heureusement avec tant de courage et de persévérance. Ils ne toléreraient pas que le traité conclu récemment entre l'Allemagne et la République des Soviets (24 avril 1926), qui semble faire craindre que la Prusse ne revienne à sa vieille politique d'entente et de contr'assurance de la fin des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, brisât le statut de l'Europe centrale et orientale ; ce traité ne pourra du reste que renforcer leur esprit d'union.

En dernière analyse, de quelque façon que l'on juge les résultats de la victoire sur le Danube, disons que, si la nouvelle Europe centrale issue des traités, est encore imparfaite, elle est moins dangereuse pour la paix du monde que le bloc germanique indissolublement uni, qui emprisonnait tant de peuples dans des cadres rigides et impérieux et qui menaçait l'indépendance de tous les Etats, en constituant l'impérialisme le plus intolérable que les siècles aient jamais connu.

Jadis, on ne laissait subsister, comme règle des relations entre les États, que l'intérêt. C'est lui qui l'emportait avant tout. Il se confondait avec la raison d'État et au nom de cette raison d'État les agrandissements injustifiés, provoqués par la convoitise, la spoliation et la conquête, étaient l'objet

(1) M. Georges Goyau. Dans la *Revue de Paris*, 1<sup>er</sup> avril 1925. — *Reflexions et enquête sur la Sécurité*, par Ludovic Naudeau, p. 525 et Jean Brunhes et Camille Vallaux, *Op. cit.*, p. 423 et suiv.

essentiel de la politique. Telle fut, pendant des siècles, toute l'histoire de l'Europe centrale, telles furent les causes de l'équilibre factice qui y régnait. Mais les brigandages, les coups de main armée, les guerres sont-ils les raisons d'être de l'humanité et ne peut-on concevoir un état de choses politique et social d'où ils seraient bannis pour que régnât seulement l'entente parfaite entre les États qui repose sur l'intérêt bien entendu et le respect des droits d'autrui ? Forme supérieure de l'évolution de l'humanité, dira-t-on très justement, qui suppose nécessairement l'abnégation, l'esprit de sacrifice et vers lequel nous tendons de toutes nos forces ; idéal magnifique, peut-être irréalisable ! Mais croyons en lui ; les peuples vivent d'idéal, c'est leur religion. Au terme de cette longue étude qui, remontant aux plus extrêmes origines de l'histoire de l'Europe centrale, a voulu projeter quelque lumière dans les dédales obscurs de cet immense labyrinthe, l'auteur, s'il n'y est parvenu, garde au moins la foi dans les destinées supérieures de l'humanité. Il reste persuadé que les peuples peuvent, s'ils le veulent, éviter les cataclysmes des guerres ; tout est, chez eux, affaire d'éducation et de volonté.

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

INTRODUCTION . . . . .	7
------------------------	---

### PREMIERE PARTIE

#### La Constitution de l'Europe centrale.

L'Empire de Charlemagne et le Saint Empire romain de nation germanique . . . . .	15
 CHAPITRE PREMIER. — Quelle race domine en Europe centrale? . .	
Il n'y a pas de race pure. — Aucune race ne peut, au nom de l'ethnographie et de la science, prétendre à la domination de l'Europe centrale . . . . .	
 CHAPITRE DEUXIEME. — Les invasions. — L'Empire de Charlemagne, héritier de l'Empire romain . . . . .	
I. — Celtes et Germains. — La conquête romaine. — Le Rhin et le Danube, frontière entre les mondes romain et germanique. — La chute de l'Empire, l'arrivée des Français. . . . .	21
II. — Le royaume franc. — L'arrivée des Slaves . . . . .	21
III. — Charlemagne crée son Empire en conquérant la Germanie et l'Italie. — Il est couronné à Rome . . . . .	25
 CHAPITRE TROISIEME. — La nouvelle constitution de l'Europe centrale. — Le traité de Verdun . . . . .	
I. — La succession de Charlemagne. — Rivalité entre ses fils. — Les partages. — Le traité de Verdun : il donne l'éveil aux nationalités modernes et pose le problème de l'Europe centrale . . . . .	27
II. — L'Empire de Charlemagne disparaît ; ses caractères essentiels ; le nouvel Empire se prépare . . . . .	31
 CHAPITRE QUATRIEME. — Le royaume de Germanie. — Ses ambitions. . . . .	
I. — Charles Le Gros veut reconstituer l'Empire, mais son œuvre ne dure qu'un temps . . . . .	31
II. — La Germanie. — Lutte contre les Barbares, rivalité entre les Margraves . . . . .	35
III. — La Maison de Saxe recueille la couronne avec Henri l'Oiseleur. — Son fils Othon lutte contre les Slaves, les Hongrois et crée de nouvelles Marches. . . . .	37
IV. — Othon en Italie . . . . .	39
V. — Il reconstitue l'Empire vacant et se fait couronner à Rome . . . . .	40

CHAPITRE CINQUIÈME. — Le Saint Empire romain de nation germanique . . . . .	44
I. — Pourquoi un Empire universel, reposant sur l'unité de la société politique et de la société religieuse, doit être créé? Cet Empire relèvera de la Papauté. — Ses caractères. . . . .	44
II. — Cet Empire, continuateur de l'Empire carolingien, est moins vaste. — Faible pouvoir de l'Empereur en Allemagne . . . . .	47
III. — La Papauté veut dominer l'Empire. — L'œuvre de Grégoire VII. — La querelle des Investitures . . . . .	48
IV. — Frédéric Barberousse. — Ses luttes contre la Papauté. — L'Empire est tout puissant . . . . .	53
V. — La disparition des Hohenstaufen et l'affaiblissement de l'Empire à l'intérieur. — Il est sans force : la puissance des Electeurs . . . . .	55
VI. — Le pouvoir extérieur de l'Empereur, qui est juge et médiateur international. — Sa monarchie a un caractère universel . . . . .	57
VII. — Le Grand Interrègne. — Plus d'expéditions en Italie, ni de couronnement par le Pape, ni de croisades; l'Empereur n'a plus d'autorité souveraine. — La transformation des villes. — La Maison de Luxembourg. — Frédéric III de Habsbourg, empereur; la couronne impériale passe aux Habsbourg . . . . .	58
CHAPITRE SIXIÈME. — Les origines de la monarchie autrichienne . . . . .	64
CHAPITRE SEPTIÈME. — Les origines de l'Etat prussien . . . . .	73

## DEUXIÈME PARTIE

### Les Traités de Westphalie et l'Allemagne moderne. 87

CHAPITRE PREMIER. — L'Empire de Charles-Quint et la Réforme . . . . .	89
I. — Confusion et anarchie en Allemagne. — Maximilien I <sup>er</sup> et son mariage . . . . .	89
II. — Charles-Quint et ses rêves de domination. — La Réforme. — Les échecs de Charles-Quint. . . . .	91
III. — La formation de la nationalité suisse. . . . .	93
CHAPITRE DEUXIÈME. — L'abaissement du Saint Empire . . . . .	95
I. — Luites et rivalités entre catholiques et protestants, en Allemagne. — L'insurrection éclate en Bohême. — La bataille de la Montagne Blanche . . . . .	95
II. — La puissance et les ambitions de la Maison des Habsbourg au début du XVII <sup>e</sup> siècle. — La France menacée groupe des alliés et entre en lutte. — La guerre de Trente Ans. — Victoires de Condé et de Turenne . . . . .	97
CHAPITRE TROISIÈME. — Les traités de Westphalie . . . . .	100
I. — La défaite des Habsbourg. — La ligue des princes allemands et des princes italiens. — Les négociations de Munster et Osnabrück . . . . .	100

II. — Les stipulations territoriales. — Les transformations de l'Allemagne; ruine de l'autorité impériale. . . . .	104
CHAPITRE QUATRIÈME. — Le nouvel équilibre de l'Europe centrale et les Traités d'Utrecht. . . . .	109
I. — Conséquences, pour l'Empire, des traités de Westphalie . . . . .	109
II. — Lutte contre la branche espagnole de la Maison d'Autriche; paix des Pyrénées. — Le mariage de Louis XIV. La succession d'Espagne. — La coalition et la guerre . . . . .	111
III. — Les traités d'Utrecht . . . . .	113
CHAPITRE CINQUIÈME. — Les agrandissements de la Prusse et la politique de la France . . . . .	115
I. — Les conséquences de l'abaissement de l'Autriche. — Les <i>Instructions</i> de Louis XIV; il redoute le développement de la puissance prussienne . . . . .	115
II. — Le gouvernement de Fleury ne suit pas les directions du Grand Roi. — La guerre de Succession d'Autriche et l'alliance avec la Prusse. — Les succès de Frédéric II . . . . .	118
CHAPITRE SIXIÈME. — Le renversement des Alliances. . . . .	122
I. — La France, inquiète des agrandissements et des ambitions de la Prusse, s'allie contre elle avec l'Autriche. — Les conséquences du renversement des Alliances qui est trop tardif . . . . .	122
CHAPITRE SEPTIÈME. — Les partages de la Pologne . . . . .	126
I. — Résultats des victoires de Frédéric. — L'Autriche veut s'indemniser en Pologne; les deux puissances s'allient pour satisfaire leurs convoitises. — La Russie se joint à elle: La Triple Alliance de 1772 . . . . .	126
II. — Ce qui rend l'alliance précaire. — Les origines de la rivalité entre la Prusse et l'Autriche. — N'y a-t-il pas place pour une Allemagne moyenne? . . . . .	128

### TROISIÈME PARTIE

L'Empire napoléonien et l'Unité allemande. . . . .	131
CHAPITRE PREMIER. — La Révolution française et les bouleversements de l'Europe centrale . . . . .	133
I. — Les conséquences de la Révolution française en Allemagne. — Le traité de Bâle. — La Prusse et l'Autriche en opposition. — La France sur le Rhin . . . . .	135
II. — Les négociations de Rastadt et le traité de Campo-Formio; la nouvelle physionomie de l'Europe centrale. — Bonaparte en Italie. — Lunéville. — Il reprend le rêve des Césars allemands et prépare l'Empire . . . . .	137
CHAPITRE DEUXIÈME. — Les remaniements en Allemagne. — Le Recez germanique . . . . .	140
Les raisons du Recez germanique. — La concentration, prélude de l'unité, commencée à Westphalie, se poursuit avec	

le Recez. — Les agrandissements de la Prusse. — L'Allemagne contemporaine date du Recez germanique. — Le nouvel équilibre. . . . .	140
CHAPITRE TROISIÈME. — La chute du Saint Empire . . . . .	144
I. — Les projets napoléoniens de monarchie universelle; il faut détruire le Saint Empire en ressuscitant la tradition romaine et l'Empire de Charlemagne au centre de l'Europe. — L'Allemagne moyenne; l'œuvre de Napoléon. . . . .	144
II. — L'abaissement de l'Autriche en Allemagne. — Les transformations du Saint Empire; la Confédération du Rhin et l'alliance avec la France. — La simplification de l'Allemagne. — La nouvelle maison impériale . . . . .	149
CHAPITRE QUATRIÈME. — Le Grand Empire . . . . .	153
I. — Le rêve napoléonien : les États-Unis d'Europe. — L'Allemagne bouleversée mais plus unie, la Prusse hostile.	
II. — Napoléon aurait dû s'entendre avec l'Autriche. — Le projet de Talleyrand. — Alliance autrichienne ou alliance russe. — Le partage de l'Europe entre Napoléon et Alexandre. — Nouvelle campagne contre l'Autriche. — L'Allemagne frémissante, le réveil du sentiment national en Europe centrale. . . . .	155
III. — Inquiétudes de Napoléon. — L'alliance trop tardive avec l'Autriche. — L'œuvre grandiose, mais fragile de Napoléon en Europe centrale . . . . .	161
CHAPITRE CINQUIÈME. — Les traités de Vienne . . . . .	164
I. — Les bouleversements que Napoléon a provoqués en Europe centrale. — Il faut y organiser un nouvel équilibre. — Les projets d'Alexandre, les ambitions de la Prusse, la position de l'Autriche. Que va faire la France à l'égard des États de l'Europe centrale? Les <i>Instructions</i> de Louis XVIII. — L'attitude des petits États allemands . . . . .	166
II. — Les stipulations de Vienne en Allemagne et en Europe centrale. — La nouvelle organisation de l'Allemagne. — La Confédération germanique. . . . .	172
III. — Les résultats du Congrès de Vienne au point de vue de l'équilibre de l'Europe centrale. — La Prusse sur le Rhin. — La fragilité du nouvel équilibre . . . . .	177
CHAPITRE SIXIÈME. — La naissance et le développement de l'unité allemande. . . . .	183
I. — Deux États dominant maintenant en Europe centrale. — Ce qu'est l'Allemagne après 1815. — La politique de l'Autriche et la politique de la Prusse à l'égard de l'Allemagne. . . . .	184
II. — Stein et quelques patriotes, en Prusse, réclament l'unité, mais l'idée n'est pas mûre . . . . .	186
Les progrès de l'unité parmi la jeunesse universitaire et les intellectuels. — L'attitude des Princes allemands. — Le prestige de la Prusse en Allemagne; la mission allemande de la Prusse. . . . .	186
III. — Le régime napoléonien a développé les idées unitaires en Allemagne; le patriotisme germanique est né, avec la guerre de 1813, mais l'unité n'est pas une chose fatale . . . . .	190



CHAPITRE SEPTIÈME. — Les mouvements nationaux et unitaires en Europe Centrale . . . . .	194
I. — Berlin, centre du mouvement intellectuel et unitaire et du mouvement économique, grâce au <i>Zollverein</i> . — La Révolution de 1848. — La chute de Metternich. — Les premières manifestations d'indépendance en Hongrie; l'agitation dans les pays slaves, en Bohême, en Croatie, en Transylvanie. — Les troubles en Allemagne . . . . .	194
II. — Le Parlement de Francfort, les deux tendances. — Les <i>Klein Deutsche</i> l'emportent, mais Frédéric-Guillaume IV refuse la couronne. . . . .	195
III. — Impuissance du Parlement et échec des mouvements révolutionnaires; l'absolutisme est le plus fort avec Schwarzenberg. . . . .	199
CHAPITRE HUITIÈME. — Le triomphe de l'Autriche. . . . .	201
I. — L'Union des Trois Rois, le Parlement d'Erfurt. — L'Autriche veut faire partie de la nouvelle Confédération. — L'Union des Quatre Rois, l'opposition de la Prusse. — Son humiliation à Olmütz . . . . .	201
III. — Schwarzenberg ne sait pas profiter de sa victoire. — La réaction de 1850 à 1855. — M. de Bismarck, délégué à la Diète de Francfort. . . . .	203

## QUATRIÈME PARTIE

### L'Empire bismarckien et les Rêves de domination en Europe centrale . . . . .

CHAPITRE PREMIER. — Le duel entre la Prusse et l'Autriche . . . . .	209
I. — Impuissance du Parlement de Francfort. — Les vœux de M. de Bismarck. — La vive sympathie de Napoléon III pour la Prusse . . . . .	209
II. — La guerre d'Italie et la fermentation des esprits en Autriche. — Celle-ci propose un plan de réformes que Bismarck refuse . . . . .	212
CHAPITRE DEUXIÈME. — L'affaire des duchés danois. — Sadowa et l'abaissement de l'Autriche. . . . .	215
I. — La Patente de Frédéric VII. — Les revendications du duc d'Augustenbourg. — La Diète ordonne l'exécution fédérale, M. de Bismarck intervient. — L'entrevue de Biarritz. — Napoléon, pour compléter l'unité italienne, laisse la Prusse s'emparer des Duchés. — Le condominium austro-prussien, cause de guerre . . . . .	215
II. — Le conflit est proche, le discours de M. Thiers. — La neutralité de Napoléon favorise la Prusse. — A Vienne et dans les Etats secondaires, on se prépare à la guerre. — Les propositions de l'Autriche à la France . . . . .	218
III. — La défaite de l'Autriche. — Napoléon reste neutre; la paix de Prague. — Napoléon et la « politique des pourboires ». — La Prusse organise la Confédération du Nord . . . . .	221

CHAPITRE TROISIÈME. — La guerre de 1870 et le triomphe de la Prusse. . . . .	225
I. — Les Etats du Sud hostiles à la Prusse. — Bismarck va hâter le conflit avec la France . . . . .	225
II. — L'Empire n'a pas d'alliances. — Les négociations avec Vienne et l'Italie. — La candidature Hohenzollern au trône d'Espagne. — L'entrevue d'Ems et les instructions de M. de Gramont. — Intervention de Bismarck. — L'Allemagne se « lève comme un seul homme ». . . . .	227
III. — Que fera l'Autriche? — L'attitude du comte Andrassy et des Hongrois. — Beust ne veut pas intervenir sans l'Italie. — Napoléon refuse d'évacuer Rome. — Echec des négociations . . . . .	232
IV. — Bismarck triomphant veut désarmer l'opposition des Etats du Sud et réaliser l'unité. — Le particularisme bavaïrois. — L'Empire germanique restauré à Versailles. . . . .	238
CHAPITRE QUATRIÈME. — La Triple Alliance en Europe centrale. — Ses conséquences . . . . .	242
I. — Bismarck veut, comme les Empereurs germaniques, consolider son œuvre par une alliance avec Vienne et Rome. Il flatte l'Autriche. — Il lui faut, à Vienne, un ministre qui assure la prépondérance du Germanisme contre les Slaves. — Le comte Andrassy remplace M. de Beust. Il entraîne François-Joseph à Berlin. — Situation prépondérante des Hongrois dans la Double-Monarchie. — L'Entente étroite de Berlin et de Vienne se prépare . . . . .	242
II. — L'Allemagne lance l'Autriche dans les Balkans. — La guerre russo-turque et l'occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche. — L'alliance austro-allemande pour dominer l'Europe centrale. — Elle est complétée par l'alliance avec l'Italie . . . . .	245
III. — L'Allemagne veut dominer l'Autriche, en la favorisant, mais elle s'est aliéné la Russie au Congrès de Berlin. — L'oppression des Slaves oblige le Germanisme à une défense continue . . . . .	254
CHAPITRE CINQUIÈME. — Le nouvel Empire. — Ses caractères . . . . .	258
I. — L'Empire de Bismarck, imité de l'Empire de Napoléon, de l'Empire de Charlemagne, du Saint Empire, de l'Empire romain, mais avec des caractères différents. — Comme eux, il veut s'étendre sur plusieurs Etats en Europe. — Cette extension amènera un conflit avec les Slaves. — Bismarck veut ménager la Russie pour empêcher une alliance franco-russe. — Son conflit avec Guillaume II . . . . .	258
II. — Guillaume II sur le trône. — Il veut rattacher le nouvel Empire au Saint Empire romain. — Il surexcite le sentiment patriotique des Allemands. — L'Empire allemand est un Empire mondial . . . . .	263
III. — Les littérateurs et les historiens en Allemagne sont les soutiens de cette conception pangermaniste. — La mission providentielle de la race allemande . . . . .	266
IV. — La propagande pangermaniste soutenue par Guillaume II, imbu d'une mission divine. — Ses progrès. . . . .	271

CHAPITRE SIXIÈME. — La plus grande Allemagne et l'organisation pangermaniste de l'Europe centrale. . . . .	275
I. — Depuis la Triple Alliance, l'influence de l'Allemagne s'exerce à Vienne; François-Joseph ne peut s'y soustraire . . . . .	275
II. — Qui l'emportera dans l'Empire, les Allemands et les Hongrois ou les Slaves et les Roumains? La situation respective des diverses races. — Les Austro-Hongrois veulent dominer les autres races. — Les oscillations de la politique de Vienne à l'égard des nationalités. — Le ministère du comte Taaffe et les ordonnances. — La politique du comte Badeni; l'intransigeance allemande et magyare. . . . .	276
III. — Fédéralisme et Centralisme. — Le Fédéralisme était-il possible? Le Trialisme. — Allemands et Hongrois contre le Fédéralisme. — La propagande de la Ligue pangermaniste en Autriche . . . . .	284
IV. — La théorie pangermaniste réalisée par l'incorporation de l'Autriche à l'Allemagne. — Elle assurera la prédominance économique et politique de l'Allemagne dans l'Europe centrale. — L'activité du parti pangermaniste d'Autriche. — Les fédéralistes le combattent. — Influence grandissante du parti pangermaniste encouragé par Berlin. . . . .	287
CHAPITRE SEPTIÈME. — Les ambitions pangermanistes en Autriche-Hongrie et la guerre de 1914 . . . . .	293
I. — Portrait de François-Joseph. Il prend parti pour le Centralisme et soutient l'hégémonie allemande. . . . .	293
II. — L'Autriche, sentinelle avancée de la plus grande Allemagne dans sa poussée vers l'Est ( <i>Drang nach Osten</i> ). — Ses ambitions dans la Péninsule balkanique. — L'entente de Mürzsteg avec la Russie. — Conflit dans la question macédonienne. — La Serbie, libérée du joug autrichien, se rapproche de l'Angleterre et de la France. — La politique du comte d'Aerenthal. — La querelle des chemins de fer balkaniques. — L'annexion de la Bosnie-Herzégovine. — L'émotion en Serbie, l'agitation chez tous les Slaves. — Les guerres balkaniques de 1912 et 1913. . . . .	295
III. — Violente rancune de l'Autriche contre les Serbes. — L'assassinat de l'Archiduc François-Ferdinand. — Son caractère. — Ses idées. — Son rôle en Autriche. — Les passions nationales exaspérées en Autriche . . . . .	301
IV. — L'Allemagne pousse à la guerre; l'Etat-Major du Kaiser va l'imposer à l'Autriche qui, du reste, s'y laisse entraîner par le parti militaire. — L'opposition du comte Tisza. — Les dernières négociations avant le conflit. — Les hésitations de l'Autriche . . . . .	304
V. — François-Joseph n'a pas cru à la victoire. — L'Empereur Charles. — Ses efforts pour conclure une paix séparée. — Les négociations du Prince Sixte de Bourbon. — Les causes de son échec. — La paix était-elle possible en 1917? . . . . .	308
CHAPITRE HUITIÈME. — Les projets de <i>Mitteleuropa</i> et la victoire des Empires centraux . . . . .	316
I. — Les projets allemands en Europe centrale en cas de	

victoire. — Les ambitions des pangermanistes. — Comment organiser l'Europe centrale? — La Confédération de l'Europe centrale. — Les théories de Lagarde, Dehn, Richard Tannenbergl. — Le projet de M. Naumann . . . . .	316
II. — Organisation d'un <i>Zollverein</i> de l'Europe centrale. — Union politique, militaire, économique, douanière et monétaire de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. — Avantages et inconvénients de cette union . . . . .	320
III. — Echec des projets de <i>Mittleuropa</i> avec la défaite des Empires centraux. — Le problème de l'Europe centrale reste néanmoins très complexe . . . . .	330

## CINQUIÈME PARTIE

### Les Luittes de races en Europe centrale . . . . .

La composition de l'Autriche, assemblage de peuples les plus divers. — Dans cet Empire, tout est juxtaposé, les races, les religions, les gouvernements, les lois . . . . .	335
---	-----

#### CHAPITRE PREMIER. — Tchèques et Slovaques . . . . .

I. — Les origines historiques de la Bohême. — La renaissance intellectuelle, les recherches sur les titres de la race. — L'opposition germanique. . . . .	339
---	-----

II. — De plus en plus la lutte s'accroît contre la germanisation. — La conférence slave de Prague (1908) . . . . .	343
--	-----

III. — Le régime d'oppression pendant la guerre. — Procès contre les Tchèques. — L'action des patriotes tchèques. — La légion tchèque. — Le manifeste du conseil national. — L'indépendance tchèque (octobre 1918) . . . . .	345
--	-----

IV. — Les Slovaques. — Les origines historiques. — L'épopée slovaque. — Les Slovaques ne se distinguent pas des Tchèques. — La grande part des Slovaques dans la renaissance nationale . . . . .	347
--	-----

V. — L'oppression hongroise en Slovaquie. — Ses multiples formes; la question de l'enseignement. — La question de l'indépendance. — Les Slovaques ne peuvent vivre séparés des Tchèques . . . . .	351
---	-----

#### CHAPITRE DEUXIÈME. — Polonais et Ruthènes . . . . .

I. — Les origines historiques des Polonais de Galicie et de Ruthénie. — Le sentiment national. — Les rapports avec la Bohême. — L'Autriche s'empare de la Galicie. — La proportion entre Polonais et Ruthènes en Galicie . . . . .	354
--	-----

II. — La domination autrichienne en Galicie. — La Constitution de 1850. — La Patente de 1861. — Relations moins tendues avec l'Autriche, depuis 1865. — Libertés accordées aux Polonais de Galicie. — Leur attitude pendant la guerre. . . . .	356
--	-----

III. — Les luttes séculaires entre les Polonais de Galicie et les Ruthènes. — La thèse ruthène. — L'Autriche soutient les Ruthènes. — La République d'Ukraine occidentale, en 1918. — Ses prétentions . . . . .	360
---	-----

#### CHAPITRE TROISIÈME. — Les Yougoslaves . . . . .

I. — Position géographique des Yougoslaves. — Ils ne purent former jadis un Empire unitaire . . . . .	364
II. — Les Serbes. — Origines historiques. — L'Empire de Douchan le Grand. — Sa dislocation. — Lutte contre les Turcs, les Magyars, les Allemands. — La Renaissance de la littérature serbe pour retrouver les titres de la race. — L'Autriche veut enrayer ce mouvement . . . . .	365
III. — Les Croates. — Longtemps ils ont formé un Etat autonome. — Tentatives de germanisation. — La Hongrie veut s'incorporer la Croatie. — La Patente de 1861 et le Compromis de 1867. — La domination magyare. — Lutte du parti national croate. — Le développement de la littérature croate. — Zagreb, foyer du mouvement intellectuel. . . . .	368
IV. — Les Slovènes. — Leurs origines historiques. — L'Empire de Samo. — Il se divise en petites principautés. — Les Allemands en Slavonie. — Les luttes contre les Turcs créent un lien entre les Yougoslaves. — La vie intellectuelle slovène et la renaissance littéraire. — La conscience nationale, les idées d'indépendance . . . . .	370
V. — Que veulent les Yougoslaves? — Les souvenirs de la Révolution française et l'épopée napoléonienne. — L'Illyrie et le mouvement littéraire. — La grande Serbie sous le prince Michel Obrénovitch. — La littérature illyrienne à Zagreb. — Le Congrès de Prague et les tentatives d'organisation des Slaves. — Soulèvement en Croatie. — Conflits avec l'Autriche . . . . .	373
Rapprochements entre Serbes, Croates, Slovènes. — La coalition serbo-croate de 1905. — L'entente s'effectue sur le terrain littéraire. — Les procès de 1908 et 1910 : union contre les Magyars. — La riposte de l'Autriche et le Trialisme. — Les idées de l'Archiduc François-Ferdinand. — Le mouvement yougoslave se continue. — La <i>Yougoslavia</i> . . . . .	377
VI. — La guerre de 1914. — L'attitude du Gouvernement austro-hongrois. — La persécution en Bosnie-Herzégovine et en Croatie-Slavonie. — Le mouvement d'unification ne se ralentit pas. — Le comité yougoslave. — La déclaration du Comité yougoslave à Paris (1916). — Les enrôlements yougoslaves dans les armées alliées. — La déclaration au Reichsrat (1916). — Les atermoiements de l'Empereur Charles, les velléités de Fédéralisme; concessions trop tardives. — La déclaration de Corfou (1917). — Les Yougoslaves veulent l'indépendance. — La déclaration de Zagreb (1918). — L'union yougoslave : Slavisme et panserbisme contre Germanisme . . . . .	379
VII. — Le problème des Slaves du Sud et l'Irrédentisme italien. — Luttres entre Slaves et Italiens. — Statistiques. — Propagande italienne et autrichienne sous l'ancien régime. — Les ambitions slaves. — La guerre et le traité de Londres de 1915. — Les protestations des Yougoslaves. — Thèse slave et thèse italienne. — Le Congrès de Rome et le rapprochement italo-slave. — A la conférence de la Paix, les rivalités. — Difficultés de l'attribution de Fiume. — Les négociations de Pallanza et de Rapallo. — Traité de 1920 . . . . .	386
CHAPITRE QUATRIÈME. — Les Roumains de Transylvanie . . . . .	393
L'histoire de la Transylvanie. — Son obscurité. — Do-	

mination des Turcs et domination des Habsbourg. — Le mouvement de renaissance nationale et intellectuelle des prêtres roumains. — L'unité de la nation roumaine. — Le régime dualiste en Transylvanie. — L'oppression magyare : enseignement, presse, religion, régime agraire, langue, etc... La réaction. — Le <i>Memorandum</i> des patriotes roumains. — Persécutions de plus en plus violentes. — Les Transylvains ne perdent pas la foi. . . . .	393
<b>CHAPITRE CINQUIÈME. — Les Hongrois. . . . .</b>	<b>399</b>
I. — Le développement historique de la Hongrie, les Hongrois sous la domination des Turcs et des Allemands. — Les luttes pour l'indépendance ; la renaissance littéraire de la Hongrie. — La littérature magyare. — Kossuth et la lutte contre les Habsbourg. — Le régime Bach en Hongrie. — Le Compromis de François Deak, le régime du Dualisme. — Les relations entre l'Autriche et la Hongrie. — L'oppression des nationalités grâce à l'entente avec la Prusse . . . . .	399
II. — Pour triompher des nationalités, la guerre apparaît comme nécessaire à Budapest . . . . .	406
<b>CHAPITRE SIXIÈME. — Les remèdes . . . . .</b>	<b>408</b>
La lutte entre les diverses nationalités et les gouvernements de la Double Monarchie. — Les Slaves du Sud et du Nord, les Ruthènes, les Roumains — Allemands et Magyars veulent garder la suprématie. — Acuité du problème. — Quelles solutions pour le résoudre ? — Trialisme ou Fédéralisme. — Les idées de l'Archiduc François-Ferdinand et de l'Empereur Charles I <sup>er</sup> . — Son gouvernement, instrument entre les mains de l'Allemagne. Tout poussait à la guerre, chez les oppresseurs et chez les opprimés. . . . .	408

## SIXIÈME PARTIE

### La Reconstruction de l'Europe centrale et les nouveaux États. . . . . 415

Pourquoi l'Autriche-Hongrie, sous sa forme ancienne, ne pouvait plus subsister ? Une nouvelle organisation territoriale et politique, issue des traités, l'a remplacée en Europe centrale. — Les erreurs de la politique française, qui a aidé à la destruction de l'Autriche-Hongrie, au lieu d'abaisser sa rivale plus dangereuse, la Prusse. — L'Allemagne sort de la guerre presque intacte et plus unie. . . . . 417

#### CHAPITRE PREMIER. — La République d'Autriche . . . . . 423

I. — Ce que le traité de Saint-Germain a fait de l'Autriche, privée d'un vaste territoire, d'industries, de terres cultivables. — La situation économique et la situation financière après la guerre ; l'inflation. — L'augmentation du prix de la vie et la misère ; le déficit . . . . . 423

II. — La propagande germanique s'exerce à Vienne et demande le rattachement. — La campagne de 1920, les manifestations, les associations et les ligues nationalistes et monarchistes . . . . . 426

III. — Le relèvement de l'Autriche. — L'œuvre d'assainissement nécessaire entreprise par la Société des Nations.	433
IV. — La situation actuelle de l'Autriche, au point de vue financier : Stabilisation de la couronne et réforme de la monnaie, les économies réalisées . . . . .	436
V. — La situation économique. — La balance commerciale. — La crise économique ; elle est une crise de débouchés.	438
VI. — La reprise des affaires : au point de vue industriel, industries du fer, de l'acier, industries mécaniques, industries textiles, industries du papier ; au point de vue agricole.	443
VII. — L'Autriche est-elle viable? . . . . .	445
CHAPITRE DEUXIÈME. — L'Etat hongrois. . . . .	450
I. — La Hongrie démembrée. — Elle garde néanmoins les souvenirs de l'influence française . . . . .	451
II. — Les sentiments irrédentistes en Hongrie. — Le mouvement nationaliste. — Les sociétés secrètes. — La question du désarmement. — Les projets de revanche . . .	452
III. — Les conséquences de la défaite, en Hongrie, pour les finances, l'industrie, le commerce, les mines, les voies de communication. — Ce que la Hongrie a perdu. . . .	457
IV. — Les revendications nationalistes en Hongrie. — Le problème des minorités. — L'opinion des chefs de partis. L'attitude du gouvernement. . . . .	459
V. — La chute de la couronne hongroise, l'échec de la réforme financière intérieure. — Nécessité d'un contrôle extérieur. — L'intervention de la Société des Nations . . . .	468
VI. — La situation actuelle de la Hongrie au point de vue financier. — Le budget. — L'assainissement des finances publiques . . . . .	470
VII. — La situation de l'agriculture et de l'industrie. — La Hongrie et l'équilibre de l'Europe centrale . . . . .	473
CHAPITRE TROISIÈME. — La République tchécoslovaque . . . . .	478
I. — L'organisation de l'Etat tchécoslovaque. — La situation intérieure du pays. — Les nationalités qui le composent. — Les Allemands de Bohême. . . . .	479
II. — La situation en Slovaquie. — La nationalité magyare, sa propagande pour l'autonomie, ses arguments. — Les Polonais de Teschen, conflit avec la Bohême — Les Ruthènes.	481
III. — Ce qu'il faut penser de la question des minorités en Tchécoslovaquie. — Réponse aux arguments allemands et magyars. — Malgré les difficultés, Bohême et Slovaquie restent unies. . . . .	484
IV. — La situation agricole de la Tchécoslovaquie. — La réforme agraire. — L'élevage. — Les forêts . . . . .	487
V. — Les richesses minérales. — L'activité industrielle de la Tchécoslovaquie. — Le commerce et la balance commerciale ; les exportations . . . . .	490
VI. — La situation financière. — La réforme de M. Rasin. — La stabilisation de la couronne, l'équilibre budgétaire. .	494
VII. — La situation extérieure de la Tchécoslovaquie. — La politique de M. Bénès . . . . .	498

## CHAPITRE QUATRIÈME. — Le royaume des Serbes, Croates, Slovènes.

- I. — Ce qu'est l'Etat yougoslave. . . . . 503
- II. — L'organisation intérieure de la Yougoslavie. — La constitution du Vivodan : tendance centraliste et tendance fédéraliste. — La rivalité entre Serbes et Croates. — L'attitude du parti paysan et de M. Raditch, l'agitation. — Les élections du 8 février 1925, le gouvernement de M. Pachitch l'emporte. — Les Croates se rapprochent des Serbes. — Réconciliation entre les Serbes et le parti paysan croate. — Son importance . . . . . 505
- III. — La situation financière de la Yougoslavie. — L'équilibre budgétaire, l'assainissement des finances de l'Etat. — Le relèvement du pays. — Les richesses du sous-sol. — La situation de l'industrie. — L'agriculture en Serbie, la réforme agraire. — Le commerce extérieur; exportation et importation. — La balance commerciale. . . . . 511

## CHAPITRE CINQUIÈME. — Le royaume de Roumanie . . . . . 518

- I. — Les nationalités en Roumanie. — Leur dénombrement. — Les revendications magyares . . . . . 518
- II. — L'évolution de la Roumanie. — La réforme agraire. . . . . 521
- III. — La situation financière. — L'équilibre du budget. — L'assainissement monétaire et la stabilisation du leu. — La balance commerciale . . . . . 524
- IV. — La mise en valeur des richesses du sol; le pétrole, le charbon, etc... — L'agriculture. — La situation de l'industrie. — La situation d'ensemble de la Roumanie, pays d'avenir. . . . . 527
- V. — La situation en Bessarabie et sur les frontières de Hongrie . . . . . 532

## CHAPITRE SIXIÈME. — La République de Pologne. . . . . 533

- I. — Historique de la Pologne. — Les origines. — Géro et la Marche orientale. — Boleslas le Grand. — Vladislav l'Aune. — Casimir le Grand. — Jagellon et les Chevaliers teutoniques. — Albert de Brandebourg et Sigismond. — Lutttes de la Pologne contre la Turquie et la Moscovie. — La constitution polonaise et le désarmement. — Les partages de la Pologne . . . . . 535
- II. — La guerre de 1914. — Les Empires centraux occupent la Pologne. — Rivalité entre l'Autriche et la Prusse. — La proclamation de 1916 et les lettres patentes de 1917; le royaume de Pologne et le conseil de Régence. — L'attitude des patriotes polonais et l'armée polonaise. — Pilsudski crée la République polonaise . . . . . 540
- III. — Il faut organiser la Pologne; les difficultés. — Les questions de Silésie, de Galicie, de Teschen. — Le conflit tchéco-polonais, l'attribution de la Silésie à la Pologne, l'arbitrage de la Société des Nations. — La guerre russo-polonaise et le traité de Riga. — Le conflit avec la Lithuanie, la question de Vilna et de Memel. . . . . 543
- IV. — Le « corridor » de Dantzig. — Son importance pour la Pologne. — La situation de la Ville Libre et du « corridor » d'après le Traité de Versailles; les incidents, l'attitude de l'Allemagne. — Ses revendications dans le passé



et ses ambitions actuelles. — La propagande germanique dans le « corridor » et l'excitation des esprits en Poméranie. 546

V. — La situation économique de la Pologne. — L'agriculture : production, élevage. — Les ressources du sous-sol. — Le charbon, le pétrole, les mines, etc... L'industrie polonaise. — Les transports par terre et par eau. . . . . 552

VI. — La situation financière de la Pologne. — La baisse du mark polonais. — La réforme de M. Grabski, la stabilisation du mark et le zloty; l'équilibre budgétaire. — Le retour à la monnaie saine a provoqué le chômage et la chute des prix; la crise; mais la balance commerciale s'améliore . . . 559

VII. — La renaissance de la Pologne. — Il ne faut pas qu'elle faiblisse. — La solidité de l'Etat polonais qui est une démocratie très forte. — De la situation de la Pologne dépend la paix en Europe centrale . . . . . 563

## SEPTIÈME PARTIE

### La Petite Entente et le nouvel Équilibre de l'Europe centrale . . . . . 569

CHAPITRE PREMIER. — Les accords politiques . . . . . 573

I. — Comment est née la Petite Entente? L'accord entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. — Les conventions entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie, entre la Roumanie et la Yougoslavie, entre la Roumanie et la Pologne. — La Pologne et la Tchécoslovaquie; les traités d'avril 1925. — Relations de plus en plus cordiales entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie . . . . . 573

II. — Le fonctionnement de la Petite Entente. — L'affaire des Comitats occidentaux. — La seconde équipée de l'Empereur Charles I<sup>er</sup> — Les réunions de la Petite Entente. — Conférence de Belgrade (9-12 mars 1922). — La Petite Entente à la Conférence de Gênes. — Conférence de Marienbad (26 août 1922). — Conférence de Sinaïa (28 juillet 1923). — Conférence de Belgrade 10 janvier 1924). — Le rapprochement entre l'Italie et la Yougoslavie. — Les traités de Rapallo, de Rome, de Santa-Margherita; les traités de 1924 et 1925. — La conférence de Prague (11 juillet 1924. — La conférence de Liubliana (17-29 août 1924). La conférence de Bucarest (9 mai 1925). — La conférence de Timisoara 10 février 1926). — Les heureux résultats de ces accords et de ces conférences pour l'équilibre de l'Europe centrale . . . . . 578

CHAPITRE DEUXIÈME. — Les accords économiques. . . . . 590

I. — Les nouveaux Etats ne peuvent rester isolés. Il faut adapter à la situation politique nouvelle les nécessités du commerce. . . . . 590

II. — Les traités de commerce entre les Etats successeurs : entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, la Pologne et la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Yougoslavie, la Pologne et la Roumanie. — Entre la Roumanie et la Yougoslavie, la Roumanie et la Tchécoslovaquie . . . . . , 592

Les traités de commerce et les négociations commerciales entre les États successeurs et les Austro-Hongrois. — Entre l'Autriche et la Hongrie, entre l'Autriche et la Yougoslavie, entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie et l'Italie, entre la Roumanie et l'Autriche, entre la Hongrie et la Pologne, entre la Roumanie et la Hongrie, entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie . . . . .	594
III. — Les projets de <i>Zollverein</i> et de Confédération danubienne. — Ce qu'en pensent les États successeurs. . .	599
IV. — L'importance du Danube pour relier entre eux les États de l'Europe centrale. — Les projets d'union entre le Rhin et le Danube. — La canalisation du Danube. — Les projets de voies ferrées vers les ports du Danube; la ligne du 45 parallèle . . . . .	603
CHAPITRE TROISIÈME. — L'organisation de l'Europe centrale . . .	
Les heureux résultats de la collaboration entre les États successeurs, grâce aux réunions périodiques. — La Petite Entente permet la reconstitution de l'Europe centrale. . .	608
CONCLUSION. . . . .	614

---

PAYOT, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

---

JAMES BRYCE

Ancien Ministre, ancien Ambassadeur d'Angleterre  
à Washington, Professeur à l'Université d'Oxford  
Ancien Président de l'Académie Britannique, Membre  
Correspondant de l'Institut

## LES DÉMOCRATIES MODERNES

Préface de M. JOSEPH-BARTHÉLEMY, professeur agrégé à la  
Faculté de droit de Paris.

Deux vol. in-8 de la *Bibliothèque politique et économique*,  
ensemble . . . . .

---

VILFREDO PARETO

## TRAITÉ DE SOCIOLOGIE GÉNÉRALE

Deux vol. grand in-8, ensemble . . . . .

---

LÉON BOURGEOIS

Délégué permanent de la France à la S. D. N.

## L'ŒUVRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

(1920 - 1923)

Un vol. in-8 de la *Bibliothèque politique et économique*.

**J. PAYOT, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS**

---

**PIERRE BOVEN**

Docteur en droit, ancien Juge d'instruction pour les affaires économiques  
du Canton de Vaud, Substitut du Procureur Général.

## **LE PRIX NORMAL**

**Essai sur la lutte contre les crises économiques et la spéculation  
illicite.**

**Un vol. in-8 de la Bibliothèque politique et économique.**

---

**WERNER SOMBART**

Professeur à l'Université de Berlin.

## **LES JUIFS ET LA VIE ÉCONOMIQUE**

**Un vol. in-8 de la Bibliothèque politique et économique.**

---

**JOSEPH-BARTHÉLEMY**

Professeur agrégé à la Faculté de droit de Paris.

## **LE GOUVERNEMENT DE LA FRANCE**

**Tableau des institutions politiques, administratives et  
judiciaires de la France contemporaine.**

**Un vol. in-8 de la Bibliothèque politique et économique.**

PAYOT, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

---

**J. LARGUIER DES BANCELS**

Professeur à l'Université de Lausanne

## **INTRODUCTION A LA PSYCHOLOGIE**

**L'Instinct et l'Emotion**

Un vol. in-8 . . . . .

---

**R.-A. MURRAY**

## **LEÇONS D'ÉCONOMIE POLITIQUE**

**suivant la doctrine de l'Ecole de Lausanne**

Edition française par **PIERRE BOVEN**, docteur en droit.

Un vol. in-8 . . . . .

---

**F. CARLI**

Chargé de cours à l'Université de Padoue

## **L'ÉQUILIBRE DES NATIONS**

**d'après la démographie appliquée**

Edition française par **MAURICE MILLIoud**, professeur de sociologie à l'Université de Lausanne.

Un vol. in-8 de la *Bibliothèque politique et économique*.

PAYOT, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

---

EMILE HENNEQUIN

Professeur à l'École supérieure pratique de Commerce et d'Industrie de Paris,  
Chef de Bureau au Service Commercial des Chemins de fer du P. L. M.

## MANUEL DE TRANSPORTS COMMERCIAUX ET DE DOUANE

à l'usage des commerçants,  
industriels et élèves des écoles de commerce.

Un vol. in-8 avec supplément . . . . .

---

ALBERT SARRAUT

Ministre des Colonies

## LA MISE EN VALEUR DES COLONIES FRANÇAISES

Un vol. in-8 de la *Bibliothèque politique et économique* avec  
11 cartes en noir et en couleur . . . . .

---

GEORGES BONNET

Député, délégué de la France à la S. D. N.

## LES FINANCES DE LA FRANCE

en collaboration avec ROGER AUBOIN

Un vol. in-16 de la *Bibliothèque politique et économique*.

PAYOT, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

---

JACQUES GREBER

Architecte S. A. D. G.

# L'ARCHITECTURE AUX ÉTATS-UNIS

Préface de VICTOR CAMBON

Deux magnifiques volumes, grand in-4, comprenant 479 illustrations, dont 140 hors-texte, 22 en héliogravure, 4 en couleurs et plus de 100 plans cotés . . . . .

---

## LE SONGE DE POLIPHILE

Publié d'après l'édition Kerver (1846)  
dans la traduction ancienne de Jean Martin et illustré  
de deux cents gravures d'après les compositions  
de Mantegna gravées par Jean Goujon.

Un volume in-4 couronne de 350 pages, 35 exemplaires sur véritable papier Japon impérial numérotés de I à XXXV, à 825 fr. (taxe et majoration comprises), et mille trois cents exemplaires sur papier Hollande vergé de Rives, numérotés de 1 à 1.300, à 250 fr. (majoration comprise).

---

HENRI CLOUZOT

Conservateur du Musée Galliera

## DES TUILERIES A SAINT-CLOUD

L'ART DÉCORATIF DU SECOND EMPIRE

Un vol. in-4 de la Collection l'Art et le Goût, avec 3 plans et 24 planches hors-texte. . . . .

PAYOT, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

---

Lieut.-Colonel C. A. COURT REPINGTON

C. M. G. Commandeur de l'ordre de Léopold,  
Officier de la Légion d'honneur

## LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE (1914-1918)

Notes et souvenirs traduits par B. MAYRA  
et le Lieut.-Colonel DE FONLONGUE

Deux volumes in-8 de la *Collection de Mémoires, Etudes et Documents pour servir à l'histoire de la Guerre mondiale.*

Tome I. . . . .  
Tome II . . . . .

---

NICOLAS SOKOLOFF

Juge d'Instruction près le Tribunal d'Omsk

## ENQUÊTE JUDICIAIRE

SUR L'ASSASSINAT DE LA FAMILLE IMPÉRIALE RUSSE

Avec les preuves, les interrogatoires et les dépositions  
des témoins et des accusés.

(5 plans et 83 photographies documentaires inédites).

In-8 de la *Collection de Mémoires, Etudes et Documents pour servir à l'histoire de la Guerre Mondiale* . . . . .

---

ÉMILE MEYERSON

## DE L'EXPLICATION DANS LES SCIENCES

Deux vol. in-8, ensemble . . . . .

DU MÊME AUTEUR

## LA DÉDUCTION RELATIVISTE

Un vol. in-8 . . . . .



PAYOT, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

---

Collection de Mémoires, Etudes et Documents  
pour servir à l'Histoire de la Guerre mondiale

---

ANDRÉ TARDIEU

# LA PAIX

PRÉFACE DE GEORGES CLEMENCEAU

Un vol. in-8 . . . . .

Comment la guerre a été conduite, gagnée, comment enfin la paix a été faite, ce qu'elle signifie dans l'histoire de France, voilà, avec tous les documents à l'appui, ce qu'on trouvera dans ce livre d'un indiscutable intérêt et qui s'adresse non seulement à tous les Français, mais à toutes les nations.

*(La Revue des Deux Mondes.)*

Le livre de M. André Tardieu : *La Paix*, est une synthèse de l'histoire extérieure de la France de 1871 à 1921. *(Le Temps.)*

Pour un livre si vivant et qui nous prend à la gorge, aucune analyse ne remplace la lecture directe et complète.

*(La Revue de la Semaine.)*

---

## SOUVENIRS DE GUERRE DE M. ERZBERGER

ANCIEN MINISTRE DES FINANCES D'ALLEMAGNE

Un vol. in-8. . . . .

C'est certainement ce livre, où Erzberger reconnaît les erreurs de ceux qui ont conduit l'Allemagne à sa perte, qui a provoqué les fureurs dont il a été la victime.

E. WETTERLÉ, Député du Haut-Rhin *(L'Eclair.)*

La curieuse figure de cet homme souple et audacieux qu'était Mathias Erzberger se dégage de ces Souvenirs avec un relief étonnant.

*(La Revue de France.)*

PAYOT, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

---

COMMANDANT M.-H. WEIL

---

# LES DESSOUS DU CONGRÈS DE VIENNE

d'après les documents originaux du ministère Impérial et Royal de l'Intérieur, à Vienne. 2 vol. in-8 de 872 et 784 pages,

---

Ce travail considérable du Commandant M.-H. Weil, avec les notes sur les faits et les personnes qui éclairent ces milliers de pièces, constitue un guide indispensable dans le dédale du congrès de 1814-1815.

*(Le Temps.)*

Cet ouvrage ne s'adresse pas seulement aux hommes politiques et aux historiens, il intéresse aussi tous ceux dont les ascendants ont joué un rôle quelconque à la fin de l'épopée napoléonienne.

*(Revue Politique et Parlementaire).*

Pour que l'on pénètre l'esprit du congrès de Vienne, je ne saurais assez conseiller de lire les deux gros volumes précieux du Commandant M.-H. Weil, *Les dessous du congrès de Vienne* (d'après les archives autrichiennes) où tant de textes ardents, palpitants, curieux, après ou brillamment frivoles étalent devant nous, dans leur spontanéité, les idées et les cupidités de l'époque.

*(Paris Midi).*

